

ARCHIVES
DIPLOMATIQUES

1888



Digitized by the Internet Archive
in 2024

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

RECUEIL MENSUEL INTERNATIONAL
DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

PUBLIÉ SOUS LA DIRECTION DE

M. LOUIS RENAULT

Professeur de Droit des gens
à la Faculté de droit de Paris et à l'École libre des sciences politiques,
Membre de l'Institut de Droit international.

Avec la collaboration de M. JOSEPH CHAILLEY, Docteur en Droit,
Avocat à la Cour d'Appel de Paris.

DEUXIÈME SÉRIE

TOME XXVI

AVRIL, MAI, JUIN

PARIS

KRAUS REPRINT
A Division of
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED
Nendeln/Liechtenstein
1970

Reprinted from a copy in the collections of the
University of Illinois Library

Printed in Germany
Lessingdruckerei Wiesbaden

ARCHIVES

DIPLOMATIQUES

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES.

GRANDE-BRETAGNE — GRÈCE

Traité de commerce et de navigation

10 novembre 1885

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes, et Sa Majesté le Roi de Grèce, désireux de développer et de faciliter les relations de commerce entre leurs sujets et possessions respectifs, ont décidé de conclure un nouveau traité à cette intention, et ont désigné leurs plénipotentiaires respectifs, à savoir :

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes, Sir Horace Rumbold, Chevalier, Commandeur de l'ordre très-distingué de Saint-Michel et Saint-Georges, et son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire auprès de Sa Majesté le Roi de Grèce ;

Et Sa Majesté le Roi de Grèce, M. Stephen Dragoumi, ministre des affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué l'un à l'autre leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, se sont accordés pour la conclusion des articles suivants :

Article premier. — Il y aura entre les domaines et possessions des deux Hautes Parties Contractantes liberté réciproque de commerce et de navigation. Les sujets de chacune des deux Parties pourront entrer librement, avec leurs vaisseaux et cargaisons, dans toutes les places, ports et rivières des domaines et possessions de l'autre où les sujets indigènes ont généralement ou peuvent avoir la permission d'entrer, et jouiront respectivement des mêmes droits, privilèges, libertés, faveurs,

immunités et exemptions en matière de commerce et de navigation que ceux dont jouissent ou pourront jouir les sujets indigènes, sans avoir à payer des taxes ou des impôts supérieurs à ceux payés par eux, et ils seront soumis aux lois et règlements en vigueur.

Art. 2. — Il ne sera levé à l'importation dans les domaines et possessions de Sa Majesté Britannique de tout article produit ou manufacturé dans les domaines et possessions de Sa Majesté le Roi de Grèce, de quelque endroit qu'il vienne, et à l'importation dans les domaines et possessions de Sa Majesté le Roi de Grèce de tout article produit ou manufacturé dans les domaines et possessions de Sa Majesté britannique, de quelque endroit qu'il vienne, aucun droit autre ou plus élevé que ceux levés sur les articles produits ou manufacturés dans un autre pays étranger; et il ne sera maintenu ou établi à l'importation dans les domaines et possessions de l'une des Parties contractantes de tout article produit ou manufacturé dans les domaines et possessions de l'autre, de quelque endroit qu'il vienne, aucune prohibition qui ne s'étendra pas également à l'importation des mêmes articles produits ou manufacturés dans un autre pays. Cette dernière disposition n'est pas applicable aux prohibitions sanitaires ou autres occasionnées par la nécessité de protéger la sécurité des personnes ou du bétail, ou des plantes utiles à l'agriculture.

Art. 3. — Il ne sera imposé dans les domaines et possessions de l'une des deux parties contractantes à l'exportation d'un article destiné aux domaines et possessions de l'autre aucun droit autre ou plus élevé que ceux qui sont ou pourront être mis à l'exportation des mêmes articles pour un autre pays étranger quelconque; et il ne sera mis à l'exportation d'un article au dehors des domaines et possessions des deux parties contractantes à destination des domaines et possessions de l'autre aucune prohibition qui ne s'étendra pas aussi à l'exportation de ce même article pour un autre pays étranger quelconque.

Art. 4. — Les sujets de chacune des parties contractantes seront, dans les domaines et possessions de l'autre, exemptés de tous les droits de transit, et traités exactement de même que les nationaux en tout ce qui se rapporte à l'emmagasiner, aux primes, privilèges et droits de drawback.

Art. 5. — Tous les articles qui sont ou pourront être légalement importés dans les ports des domaines et possessions de Sa Majesté Britannique sur des vaisseaux anglais pourront de même être importés dans ces ports sur des vaisseaux grecs, sans être soumis à des droits ou charges, de quelque nom que ce soit, autres ou plus lourds que si ces articles étaient importés sur des vaisseaux anglais, et réciproquement tous les articles qui sont ou pourront être légalement importés dans les ports des domaines et possessions de Sa Majesté le Roi de Grèce par vaisseaux grecs pourront être également importés dans ces ports par vaisseaux anglais, sans être soumis à des droits ou charges, de quelque nom que ce soit, autres ou plus lourds que si ces articles étaient importés sur vaisseaux grecs. Cette égalité réciproque de traitement aura lieu sans qu'on distingue si ces articles viennent directement du lieu d'origine ou d'un autre endroit.

De même, il y aura parfaite égalité de traitement en ce qui concerne l'exportation, en sorte que les mêmes droits d'exportation seront payés

et les mêmes primes et droits de drawback accordés, dans les domaines et possessions de l'une ou l'autre des parties contractantes, à l'exportation de tout article qui peut ou qui pourra en être légalement exporté, que cette exportation se fasse par vaisseaux grecs ou anglais, et quel que puisse être leur lieu de destination, que ce soit un port de l'une des parties contractantes ou d'une troisième puissance.

Art. 6. — Aucun droit de tonnage, de port, de pilotage, de phare, de quarantaine, aucun autre droit similaire ou correspondant, de quelque nature ou de quelque nom que ce soit, levé au nom ou au profit du gouvernement, de fonctionnaires publics, de particuliers, de corporations ou d'établissements quelconques, ne sera imposé dans les ports des domaines et possessions d'un des pays aux vaisseaux de l'autre, s'il n'est également et dans les mêmes circonstances imposé dans les mêmes cas aux vaisseaux nationaux en général. Cette égalité de traitement s'appliquera réciproquement aux vaisseaux respectifs, de quelque part ou endroit qu'ils puissent venir, et quel que puisse être leur lieu de destination.

Art. 7. — En tout ce qui concerne le cabotage, le stationnement, le chargement et le déchargement des vaisseaux dans les ports, bassins, docks, rades, havres ou rivières des domaines et possessions des deux pays, aucun privilège ne sera accordé aux vaisseaux nationaux qui ne soit également accordé aux vaisseaux de l'autre pays, l'intention des parties contractantes étant que, sur ce point aussi, les vaisseaux respectifs soient traités sur le pied d'une parfaite égalité.

Art. 8. — Tout navire de guerre ou vaisseau de commerce de l'un des parties contractantes qui pourra être contraint par le mauvais temps ou par un accident à s'abriter dans un port de l'autre, aura la liberté de s'y réparer, de se procurer toutes les provisions nécessaires et de reprendre la mer, sans payer des droits autres que ceux que paierait en pareil cas un vaisseau national.

Dans le cas, cependant, où le patron d'un vaisseau marchand serait dans la nécessité de disposer d'une partie de ses marchandises pour couvrir ses dépenses, il serait tenu de se conformer aux réglemens et tarifs du lieu où il serait venu.

Au cas où un navire de guerre ou un vaisseau marchand de l'une des parties contractantes serait jeté à la côte ou ferait naufrage sur les côtes de l'autre, ce navire ou vaisseau, et toutes ses parties, et toutes les provisions et accessoires lui appartenant, et tous les objets et marchandises qui en seront sauvés, y compris tout ce qui aura pu être jeté à la mer, ou le produit de ces objets s'ils sont vendus, aussi bien que tous les papiers trouvés à bord de ce navire ou vaisseau échoué ou naufragé, seront remis aux propriétaires ou à leurs agents sur leur réclamation. Si ces propriétaires ou agents ne sont pas sur les lieux, alors ces objets seront remis au Consul général, Consul, Vice-consul ou Agent consulaire anglais ou grec dans le district duquel le naufrage ou l'échouage aura pu se produire, sur une réclamation faite par lui dans le délai fixé par les lois du pays; et ces consuls, propriétaires ou agents devront payer seulement les frais causés par la conservation de ces objets, ainsi que les frais de sauvetage ou autres qui auraient été payés dans un cas semblable de naufrage d'un vaisseau national.

Les biens et marchandises sauvés du naufrage seront exempts de tous

droits de douanes, à moins qu'ils ne soient livrés à la consommation, cas auquel ils devront payer le même tarif de droits que s'ils avaient été importés sur un vaisseau national.

Dans le cas où un vaisseau serait chassé par le mauvais temps, jeté à la côte ou naufragé, les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires respectifs devront, si le propriétaire ou le patron ou un autre agent du propriétaire n'est pas présent, ou est présent et réclame cette mesure, être autorisés à intervenir pour procurer l'aide nécessaire à leurs compatriotes.

Art. 9. — Tous les vaisseaux qui, selon la loi anglaise, doivent être considérés comme vaisseaux anglais, et tous les vaisseaux qui, selon la loi grecque, doivent être considérés comme vaisseaux grecs, devront être, pour les dispositions du présent traité, considérés comme vaisseaux anglais et grecs respectivement.

Art. 10. — Les Parties contractantes conviennent que, dans toutes les questions relatives au commerce et à la navigation, tout privilège, faveur ou immunité quelconque que l'une des parties contractantes a actuellement accordé ou pourra désormais accorder aux sujets et citoyens d'un autre Etat, sera étendu immédiatement et sans qu'il soit besoin de déclaration préalable aux sujets ou aux citoyens de l'autre partie contractante; leur intention étant que le commerce et la navigation de chacun des deux pays soient placés, à tous égards, par l'autre sur le pied de la nation la plus favorisée.

Art. 11. — Chacune des parties contractantes aura la liberté de désigner des consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires pour résider dans les villes et ports des domaines et possessions de l'autre. Ces consuls généraux, consuls, vice-consuls, et agents consulaires, néanmoins, ne devront pas entrer en fonctions avant d'avoir été approuvés et admis dans les formes d'usage par le Gouvernement dans le pays duquel ils sont envoyés.

Ils devront jouir de toutes les facilités, privilèges, exemptions et immunités de toute espèce qui sont ou seront accordés aux Consuls de la nation la plus favorisée.

Art. 12. — Les sujets de chacune des deux Parties contractantes qui se conformeront aux lois du pays :

1° Auront pleine liberté, eux et leurs familles, d'entrer, de voyager ou de résider dans toutes les parties des domaines et possessions de l'autre partie contractante.

2° Ils pourront louer ou posséder les maisons, manufactures, magasins, boutiques et dépendances qui peuvent leur être nécessaires.

3° Ils pourront exercer leur commerce en personne ou par tous agents qu'ils jugeront à propos d'employer.

4° Ils ne seront soumis, pour leurs personnes ou leurs biens, ou pour des passe-ports, ni pour leur commerce ou industrie, à des taxes générales ou locales, ou à des impôts de quelque espèce que ce soit, autres ou plus forts que ceux qui sont ou pourront être appliqués aux sujets nationaux.

Art. 13. — Les sujets de chacune des deux Parties contractantes dans les domaines et possessions de l'autre, devront être exemptés de tout service militaire forcé, dans l'armée, dans la marine, dans la garde nationale ou dans la milice.

Ils devront être également exemptés de toutes fonctions judiciaires ou municipales quelconques autres que celles imposées par la loi relative aux jurés, ainsi que de toutes les contributions, pécuniaires ou en nature, imposées comme compensation du service personnel, et enfin de toute espèce de contribution ou réquisition militaire, aussi bien que d'emprunts forcés et autres charges qui pourront être établis en vue de la guerre, ou comme résultat d'autres circonstances extraordinaires. Les taxes et charges attachées à la propriété ou à la location de terres et autres biens réels sont, cependant, exceptées, de même que toutes les contributions ou réquisitions militaires auxquelles tous les sujets du royaume peuvent être soumis comme propriétaires ou locataires de biens réels.

Art. 14. — Les sujets de chacune des deux parties contractantes, dans les domaines et possessions de l'autre, auront pleine liberté d'exercer les droits civils, et, par conséquent, d'acquérir, de posséder toute espèce de biens mobiliers ou immobiliers, et d'en disposer. Ils pourront les acquérir et les transmettre à d'autres, par achat, vente, donation, échange, mariage, testament, succession *ab intestat*, et de toute autre manière, aux mêmes conditions que les sujets nationaux. Leurs héritiers pourront leur succéder dans ces biens et en prendre possession, en personne ou par procuration, de la même manière et dans les mêmes formes légales que les sujets nationaux ; et, au cas de mort *ab intestat* de sujets de l'une des parties contractantes, leurs biens devront être abandonnés à leurs consuls ou vice-consuls respectifs dans la mesure permise par les lois des deux pays.

Dans aucun de ces cas, ils ne devront payer sur la valeur de ces biens un impôt, droit ou taxe, autre ou plus fort que celui payable par les sujets nationaux. Dans tous les cas, les sujets des parties contractantes pourront exporter leurs biens, ou le produit de la vente de ces biens, aux mêmes conditions que les sujets nationaux.

Art. 15. — Les habitations, manufactures, magasins et boutiques des sujets de chacune des parties contractantes, dans les domaines et possessions de l'autre, et tous les bâtiments leur appartenant et destinés à l'habitation ou au commerce, devront être respectés.

Il ne devra pas être permis de procéder à des recherches ou à une visite domiciliaire dans ces habitations et bâtiments, ou d'examiner ou d'inspecter les livres, papiers ou comptes, sauf aux conditions et dans les formes prescrites par la loi, à l'égard des sujets nationaux.

Les sujets de chacune des deux parties contractantes, dans les domaines et possessions de l'autre, devront avoir libre accès aux Cours de justice pour la poursuite et la défense de leurs droits, sans autres restrictions ou taxes que celles imposées aux sujets nationaux, et devront, comme eux, avoir toute liberté de prendre, dans toutes les causes, leurs avocats, avoués et agents d'affaires parmi les personnes admises à l'exercice de ces fonctions par les lois du pays.

Art. 16. — Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires de chacune des deux parties contractantes, résidant dans les domaines et possessions de l'autre, devront recevoir des autorités locales telle assistance que la loi peut leur donner pour la capture des déserteurs des vaisseaux de leurs pays respectifs.

Art. 17. — Les stipulations du présent traité seront applicables, dans

la mesure de ce qui est permis, par les lois, à toutes les colonies et possessions étrangères de Sa Majesté britannique, excepté à celles dont les noms suivent, c'est-à-dire :

Inde ;
 Dominion du Canada ;
 Terre-Neuve ;
 Le Cap ;
 Natal ;
 Nouvelle Galles du Sud ;
 Victoria ;
 Queensland ;
 Tasmanie ;
 Australie Méridionale ;
 Australie Occidentale ;
 Nouvelle-Zélande.

Il est possible toutefois que les stipulations du présent traité soient rendues applicables à telle des colonies ou possessions étrangères ci-dessus nommées au nom de laquelle notification à cet effet aura été donnée par le Représentant à la Cour de Grèce de Sa Majesté Britannique au ministère grec des affaires étrangères, dans le délai d'un an à partir de la date de l'échange des ratifications du présent traité.

Art. 18. — Le présent traité s'appliquera à tous pays ou territoires qui pourront, dans l'avenir, s'unir dans une union douanière à l'une ou l'autre des hautes parties contractantes.

Art. 19. — Le présent traité entrera en vigueur à l'échange des ratifications, et restera en vigueur pendant dix ans, et ensuite jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des parties contractantes l'aura dénoncé.

Chacune des parties contractantes réserve, cependant, son droit d'y mettre fin en notifiant son intention douze mois à l'avance.

Il est entendu que le traité de commerce et de navigation conclu entre la Grande-Bretagne et la Grèce, le 4 octobre 1837, est abrogé par le présent traité.

Art. 20. — Le présent traité devra être ratifié par les deux parties contractantes, et les ratifications en seront échangées à Athènes le plus tôt possible (1).

En foi de quoi les Plénipotentiaires des parties contractantes ont signé le présent traité en double, en anglais et en grec, et y ont apposé leurs sceaux respectifs.

Fait à Athènes, ce 10 novembre 1886.

(L. S.) Horace RUMBOLD.
 (L. S.) S. DRAGOMI.

Protocole.

Au moment de procéder, en ce jour, à la signature du traité de commerce et de navigation entre la Grande-Bretagne et la Grèce, les Plénipotentiaires des deux hautes parties contractantes ont fait les déclarations suivantes :

(1) Les ratifications ont été échangées à Athènes le 21 avril 1887.

Toutes controverses qui pourront s'élever au sujet de l'interprétation ou de l'exécution du présent traité, ou des conséquences d'une violation quelconque de ce traité, devront être soumises, une fois les moyens de les régler directement par un arrangement à l'amiable épuisés, à la décision de commissions d'arbitrage, et le résultat de cet arbitrage liera les deux gouvernements.

Les membres de ces commissions devront être choisis par les deux gouvernements d'un commun accord, faute de quoi chacune des deux parties nommera un arbitre ou un nombre égal d'arbitres, et les arbitres ainsi désignés choisiront un tiers arbitre.

La procédure de l'arbitrage devra être, dans tous les cas, déterminée par les parties contractantes, faute de quoi la commission d'arbitrage sera chargée elle-même de la fixer préalablement.

Les Plénipotentiaires soussignés ont convenu que ce protocole devra être soumis aux deux parties contractantes en même temps que le traité, et que, quand le traité sera ratifié, l'accord contenu dans le protocole sera également considéré comme approuvé, sans qu'il soit besoin d'une autre ratification formelle.

En foi de quoi, les deux Plénipotentiaires ont signé le présent protocole, et y ont apposé leurs sceaux respectifs.

Fait à Athènes, ce 10 novembre 1886.

(L. S.) Horace RUMBOLD.

(L. S.) S. DRAGOUMI.

FRANCE — RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

Traité de Commerce.

10 juillet 1885 (1).

Le Président de la République Française et le Président de la République Sud-Africaine, animés du même désir de développer les relations d'amitié et de commerce entre les deux pays, ont décidé de conclure un traité à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française :

M. de Freycinet, sénateur, ministre des affaires étrangères, etc.

Et le Président de la République Sud-Africaine :

M. Beelaerts van Blokland, ministre résident de la République Sud-Africaine, à Paris.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les articles suivants :

Article premier. — Les ressortissants de chacune des deux parties contractantes auront réciproquement, comme les nationaux, et sans aucune distinction de race ou de religion, la faculté de voyager, de résider ou de s'établir partout où ils le jugeront convenable pour leurs intérêts; d'exercer toute espèce d'industrie ou de métier; de faire le commerce tant en gros qu'en détail, et toute espèce d'opérations com-

(1) Promulgué dans le *Journal officiel de la République française* du 30 août 1887. — Les ratifications ont été échangées le 27 juillet 1887,

merciales ; de faire et administrer eux-mêmes leurs affaires ou de se faire suppléer par des personnes dûment autorisées, soit dans l'achat ou la vente de leurs biens, effets ou marchandises, soit dans leurs propres déclarations en douane ; d'acquérir, posséder et transmettre par succession, testament, donation ou de quelque autre manière que ce soit, les biens meubles ou immeubles situés dans quelque lieu que ce soit des territoires respectifs ; le tout sans qu'ils puissent être tenus à acquitter des droits autres ni plus élevés que ceux qui seraient imposés dans des cas semblables aux nationaux eux-mêmes.

Ils jouiront de tous les droits ou avantages accordés aux ressortissants de la nation la plus favorisée, en ce qui concerne le service militaire, soit dans l'armée, soit dans la garde ou la milice nationale, les charges ou emplois judiciaires, administratifs ou municipaux, les réquisitions et prestations militaires, les contributions de guerre, avances de contributions, prêts et emprunts ou autres contributions extraordinaires, de quelque nature qu'elles soient, qui seraient établies dans l'un des deux pays par suite de circonstances exceptionnelles.

Ils auront un libre et facile accès auprès des tribunaux de justice, tant pour réclamer que pour défendre leurs droits, et jouiront, sous ce rapport également, des mêmes droits et avantages que les nationaux eux-mêmes.

Ils jouiront d'une entière liberté pour l'exercice de leur religion, quelle qu'elle soit, à la condition de se soumettre aux lois du pays.

Art. 2. — Les produits du sol et de l'industrie de la France ou de ses colonies qui seront importés dans la République Sud-Africaine et les produits du sol ou de l'industrie de la République Sud-Africaine qui seront importés en France et qui seront destinés soit à la consommation intérieure, soit à l'entreposage ou à la réexportation, ne seront pas soumis à des droits autres ou plus élevés que ceux qui seront perçus sur les mêmes produits de la nation la plus favorisée. Il en sera de même pour l'exportation.

Les deux Parties Contractantes se garantissent, d'ailleurs, le traitement de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne le transit, la navigation et le commerce en général.

Toutefois, il est fait réserve au profit de la République Sud-Africaine de la faculté de maintenir ou de concéder des avantages particuliers à un ou plusieurs des Etats ou colonies limitrophes, en vue des facilités accordées ou à accorder aux ressortissants ou aux produits de ces Etats ou colonies pour le commerce frontière. Ces avantages ne pourront pas être réclamés par la France, comme conséquence de son droit au traitement de la nation la plus favorisée, à moins qu'ils ne viennent à être étendus à un Etat non limitrophe, notamment à un de ceux dont relèvent ou relèveraient les pays auxquels lesdits avantages ont été ou seraient accordés ; dans ce dernier cas, le bénéfice en serait immédiatement acquis aux ressortissants français.

Art. 3. — Les dispositions des articles qui précèdent sont applicables aux pays ou territoires avec lesquels la République Sud-Africaine forme ou formera une union douanière.

Art. 4. — Chacune des Parties Contractantes aura la faculté d'établir des consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires sur

le territoire de l'autre. Toutefois, elles se réservent, respectivement, de désigner les localités qu'elles jugeraient convenable d'excepter.

Cette réserve ne pourra, d'ailleurs, être appliquée à l'une des Parties Contractantes sans qu'elle le soit également à tous les autres Etats.

Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires entreront en fonctions après avoir, sur la présentation de leur brevet, obtenu l'exequatur, qui leur sera délivré sans frais et suivant les formalités établies dans les pays respectifs.

Art. 5. — Les consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, ainsi que les chanceliers, jouiront dans les deux Etats de toutes les exemptions, prérogatives, immunités, privilèges et droits quelconques qui sont ou seront accordés aux agents de la même qualité de la nation la plus favorisée.

Art. 6. — La présente Convention est conclue pour dix années à partir de l'échange des ratifications.

Dans le cas où aucune des Parties Contractantes n'aurait notifié, une année avant l'expiration de ce terme, son intention d'en faire cesser les effets, le traité continuera d'être obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à compter du jour où l'une des parties l'aura dénoncé.

Art. 7. — Le présent Traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Paris, aussitôt après l'accomplissement des formalités prescrites par les lois constitutionnelles des Etats contractants.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition, à Paris, le 10 juillet 1885.

(L. S.) Signé : C. DE FREYCINET.

(L. S.) — BEELAERTS VAN BLOKLAND.

— Voici le rapport fait au Sénat par M. Dietz-Monnin au nom de la Commission chargée d'examiner le traité qui précède :

Messieurs, le Traité de commerce que le Gouvernement vous demande d'approuver, a été signé le 10 juillet 1885 entre la France et la République Sud-Africaine ; la Chambre des Députés l'a approuvé dans sa séance du 4 avril dernier, après en avoir déclaré l'urgence.

Sans vous faire un exposé complet et détaillé de la constitution et de la situation de la République Sud-Africaine, il nous suffira de vous rappeler brièvement les circonstances qui ont présidé à la formation de cet Etat.

A la fin du dix-septième siècle, de nombreux émigrants hollandais et français (ces derniers ayant quitté la France à cause des persécutions religieuses qui suivirent la révocation de l'édit de Nantes, vinrent se fixer dans la colonie que la compagnie hollandaise des Indes avait fondée au cap de Bonne-Espérance en 1652.

Tombée au pouvoir de l'Angleterre en 1795, la colonie hollandaise fut restituée aux Pays-Bas par le Traité d'Amiens en 1802 ; puis reprise par la Grande-Bretagne en 1806, elle fut définitivement attribuée à celle-ci par le Traité de 1814. Quoique constamment en lutte avec les tribus sauvages et guerrières des Cafres, la colonie reçut de nombreux immigrants et sa population augmenta rapidement.

Possédant à un très haut degré l'amour de l'indépendance, les Boërs, ainsi qu'ils s'appelaient, descendant des Hollandais et des calvinistes français, étaient loin de s'accommoder facilement de la domination anglaise. Pour s'en affranchir, ils résolurent de quitter le territoire anglais et, en 1836, fondèrent

au nord-est de la colonie du Cap, dans un pays encore inexploré, l'établissement libre de Natal, où ils se proclamèrent en République.

Les autorités anglaises refusèrent de les reconnaître et envoyèrent contre eux des troupes, mais ne purent obtenir leur soumission, en 1842, qu'après une longue série de combats.

En 1854, une insurrection générale ayant éclaté contre la domination du gouverneur anglais de Natal, les Boërs se proclamèrent en république indépendante sous le nom de Transvaal.

Cette situation dura jusqu'en 1877, où le gouverneur anglais de Natal, malgré les plus vives protestations des Boërs, déclara l'Etat de Transvaal purement et simplement annexé aux possessions anglaises du sud de l'Afrique.

Une nouvelle insurrection ne se fit pas attendre et, après une série de combats (1) dans lesquels l'avantage penchait du côté des Boërs, un Traité de paix fut signé le 21 mars 1881, par lequel leur indépendance complète était reconnue, mais qui laissait à l'Angleterre la suzeraineté sur le Transvaal.

Par un nouveau Traité signé le 27 février 1884, le Transvaal fut enfin reconnu comme Etat tout à fait indépendant, sous le nom de République Sud-Africaine.

Cette Convention fut signée à Londres, et les délégués de la République Sud-Africaine profitèrent de leur présence en Europe pour conclure des Traités de commerce avec la plupart des puissances, Allemagne, Hollande, Belgique et Suisse, et, en ce qui nous concerne, signer le Traité du 10 juillet 1885.

Ce Traité est basé sur la clause du traitement de la nation la plus favorisée ; il contient sept articles et stipule une durée de dix années à compter de l'échange des ratifications.

Par l'article premier, les nationaux des deux puissances contractantes ont réciproquement le droit de voyager, de s'établir, d'exercer une industrie ou un commerce quelconque, d'acquérir, de posséder et de transmettre des biens situés dans l'un ou l'autre des deux pays.

Au même titre que les nationaux, et sans être soumis à des taxes plus élevées, les citoyens des deux Etats jouiront en France, comme dans la République Sud-Africaine, de la protection des tribunaux du pays.

Une entière liberté de pratiquer leur religion leur est accordée pourvu qu'ils obéissent aux lois intérieures.

Le second article du traité renferme une clause qui assure aux produits naturels ou fabriqués de la France ou de ses colonies, importés dans la République Sud-Africaine, le traitement de la nation la plus favorisée. La réciprocité est accordée aux mêmes produits provenant de la République Sud-Africaine et pénétrant en France ; mais cet article contient une réserve sur laquelle il est nécessaire de donner quelques explications, afin d'en bien préciser le sens et la portée. Il s'agit des produits des Etats ou colonies limitrophes auxquels la République Sud-Africaine se réserve le droit de concéder certains avantages douaniers.

Par sa situation géographique, en effet, la République Sud-Africaine a un commerce frontière fort important, car, pour certains articles d'alimentation, comme le bétail, par exemple, elle est obligée de s'approvisionner en partie dans les pays limitrophes. Voisine, à l'ouest et au nord, de contrées à peu près sauvages, elle est bornée au sud et à l'est par la République d'Orange, la colonie de Natal, le Zululand et les possessions portugaises de la baie de Delagoa.

Ces dernières possessions se trouvent placées entre la République Sud-Africaine et l'Océan Indien, sur la route la plus courte que puissent prendre les importations d'outre-mer. Ainsi enfermés, les Boërs ont dû se préoccuper des conditions de leur commerce frontière, et c'est pour le faciliter qu'ils se sont

(1) Bataille de Potchestroom, 15 décembre 1880 ; de Heidelberg, 20 décembre 1880 ; de Coldstream, 27 janvier 1881 ; victoire anglaise de Prospecthill, 8 février 1881, et enfin déroute des Anglais au mont Majuba, 27 février 1881.

réserve le droit d'établir un traitement exceptionnel pour les produits des pays limitrophes.

Mais il est bien entendu, cela résulte, d'ailleurs, des débats de votre Commission et des déclarations de M. le ministre des affaires étrangères, que le mot « produits » signifie production du pays et non provenance du pays.

Il ne saurait, par exemple, s'appliquer à des produits transitant par un des pays limitrophes pour s'assurer le bénéfice des avantages particuliers accordés au commerce de ce pays.

La fin de l'article 2 contient une déclaration formelle de nature à dissiper tous les doutes à cet égard et à nous garantir un traitement absolument égal à celui des autres nations les plus favorisées, car il est dit expressément que si les avantages spéciaux dont il s'agit venaient à être étendus à un Etat non limitrophe (1), notamment à un de ceux dont relèvent ou relèveraient les pays auxquels lesdits avantages ont été ou seraient accordés, dans ce cas, le bénéfice serait immédiatement acquis aux ressortissants français.

Ce sera donc à nous, à nos nationaux et à nos agents dans le pays, à surveiller les importations des pays limitrophes et à invoquer le bénéfice de cette dernière clause dans le cas où elle deviendrait applicable. De toutes façons, il ne saurait en résulter un préjudice pour notre commerce.

Par l'article 3, nous sommes assurés que les dispositions du présent Traité seront applicables aux pays ou territoires avec lesquels la République Sud-Africaine forme ou formera une union douanière.

Aux termes des deux articles 4 et 5, les deux Parties Contractantes reconnaissent leur droit réciproque d'établir des consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires sur les deux territoires, mais en se réservant la faculté d'excepter certains points comme résidence de ces agents, lesquels jouiront, dans l'un et l'autre pays, des exemptions, prérogatives, immunités, privilèges et droits quelconques, qui sont ou seront accordés aux agents de la même qualité de la nation la plus favorisée.

L'article 6 fixe à dix ans à partir de l'échange des ratifications, la durée du présent Traité; dans le cas où aucune des Parties Contractantes ne l'aura dénoncé un an avant l'expiration dudit terme, le Traité continuera à être obligatoire d'année en année.

Cette période de dix ans avait suscité quelques craintes, à cause du droit qu'elle étendrait *ipso facto* aux autres nations avec lesquelles nous avons conclu des traités de commerce. Ces dernières Conventions expirent en 1892, et on pensait qu'après la ratification du présent Traité, elles auraient le droit de réclamer jusqu'en 1897 le bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée. Si ces craintes pouvaient se réaliser, nous serions liés et ne pourrions apporter à notre régime douanier les modifications que les circonstances futures pourraient nous suggérer en 1892.

Mais, heureusement, il n'en est rien, et M. le ministre des affaires étrangères, appelé au sein de votre Commission, a bien voulu nous donner sur ce point les explications et les assurances les plus formelles. En effet, le Traité ne portant pas de tarif annexé, chacune des deux nations demeure toujours libre d'apporter à son tarif douanier général toutes modifications qu'il lui plaira.

Nous conservons donc pleinement notre liberté d'action pour le cas où nous voudrions, lorsque les traités à tarif avec la plupart des nations étrangères viendront à expirer, apporter à nos taxes douanières tels changements que nous jugerons profitables à notre commerce.

Nous ne sommes liés par le présent Traité que sur un seul point, c'est celui de l'établissement d'un impôt sur les étrangers résidant en France. L'objection a été faite à la Chambre des Députés, mais ne sommes-nous pas en droit de nous demander si sa portée est bien grande, quand depuis si longtemps nous voyons tous les traités repousser hautement de semblables procédés?

Les Conventions les plus récentes, passées par nous avec la plupart des puis-

(1) Tel que les colonies britanniques de l'Afrique centrale ou le Mozambique.

sances d'Europe et d'Amérique, garantissent aux Français résidant dans ces pays les avantages des nationaux avec condition de réciprocité. Ce serait réagir brusquement contre toutes les idées de progrès dont la France s'est toujours montrée le champion, que prendre des mesures fiscales contre les étrangers résidant chez nous.

Nous ne pensons pas que jamais il en soit sérieusement question, aussi la perspective d'être liés pendant dix ans pour ce point spécial ne doit-elle nullement nous inquiéter.

L'on a dit aussi que le présent Traité ne nous accordait aucun avantage sensible, car, si nous concédions le bénéfice de notre tarif conventionnel aux produits de la République Sud-Africaine, cette dernière continuerait d'appliquer à nos marchandises son tarif de douane, en ce moment en vigueur, qui frappe de droits très élevés quelques-uns de nos produits d'exportation, comme les vins, les spiritueux, les savons et les bougies.

L'application à ces divers articles de droits moins élevés serait certainement préférable, mais, dans l'état actuel du commerce de la République Sud-Africaine, le Gouvernement, pas plus que les Gouvernements d'Allemagne, d'Angleterre ou de Suisse, n'a pensé qu'il y eût lieu, quant à présent, de stipuler des réductions.

Il faut, d'ailleurs, remarquer que les machines agricoles, celles destinées aux fabriques mettant en œuvre les produits du pays, ainsi que le matériel nécessaire pour les ajuster, les livres, la musique et les divers imprimés scolaires, sont affranchis de toute espèce de droit; or, il y a, parmi ces produits, les éléments d'un trafic notable.

Le droit général établi par le rapport est de 5 p. 100 *ad valorem*, auquel viennent s'ajouter pour certains produits désignés au tarif annexé du présent rapport (voir annexe n° 2) des droits spéciaux. Mais les vêtements confectionnés, les couvertures de laine, les tissus de coton et de lin, les produits pharmaceutiques, les comestibles et les outils, qui constituent le principal élément d'importation au Transvaal, ne relèvent que du droit de 5 p. 100 *ad valorem*.

En résumé, le présent Traité n'est nullement désavantageux pour nous, puisqu'il nous assure tout au moins des conditions égales à celles que pourront obtenir nos concurrents, et que les marchandises exportées par la République Sud-Africaine constituent pour la presque totalité des matières premières nécessaires à notre industrie, telles que laines, céréales, peaux, plumes d'autruche, ivoire. En matière de transactions internationales, il importe beaucoup de pouvoir participer sur le pied de l'égalité avec les nations rivales, au début du développement économique d'un Etat jeune et vigoureux, et de ne point laisser contre nous des courants d'échanges et des habitudes commerciales qui sont par la suite : *tarde venientibus ossa*.

Nous croyons avoir suffisamment réfuté les objections faites en ce qui concerne les avantages accordés aux pays limitrophes, la durée du Traité et la question des taxes applicables aux étrangers. Tel qu'il est, votre Commission estime que le Traité doit être accepté, sauf au Gouvernement à obtenir plus tard des avantages plus marqués sur quelques-uns des produits de notre exportation, quand celle-ci aura eu le temps de se dessiner.

Nous ne devons pas oublier, en effet, que la République Sud-Africaine est un pays dont l'évolution vient de traverser, dans ces dernières années, une crise décisive. Son territoire, situé entre les 23° et 30° degrés de longitude est, comporte une superficie de 292,000 kilomètres carrés et une moyenne de 830,000 habitants dont 34,000 Boërs environ. Il se divise en deux zones : l'une tempérée, la plus importante et la plus accessible à l'immigration européenne, propre à la culture des céréales et à l'élevage du bétail; l'autre, semi-tropicale et susceptible de produire, en outre, café, tabac, canne à sucre, coton, oranges, citrons et figues. Une étendue de 4,617,000 hectares de domaines est un appel naturel pour les immigrants, sans compter les gisements assez riches de houille, de fer, de plomb, de cuivre et de cobalt, enfin de l'or.

Pourvu d'une Constitution pour le maintien et la durée de laquelle on peut

se fier à la persévérante énergie dont le patriotisme des Boërs a donné déjà tant de preuves, le nouvel Etat n'a besoin, pour s'élever et devenir prospère, que de se créer des moyens rapides et faciles de communication avec le reste du monde.

Actuellement, le seul mode de transport usité pour aller à la côte, aux établissements portugais de la baie de Delagoa, consiste dans l'emploi de lourds chariots, tirés par de nombreuses paires de bœufs.

Avec une viabilité rudimentaire et de pareils moyens de traction, on peut se figurer aisément la lenteur et les frais considérables que doivent entraîner les transports ; aussi, la plupart des marchandises importées ou exportées se trouvent-elles, de ce fait, grevées de 20 à 30 p. 100 de leur valeur.

Par voie de Natal ou du Cap, les importations n'auraient pas, quant à présent, de conditions meilleures à espérer, car, outre une distance plus longue à franchir, les frais ci-dessus exposés se compliqueraient de droits de transit pouvant s'élever de 7 à 15 p. 100 de la valeur.

Mais des négociations récentes et dont l'issue favorable ne faisait aucun doute pour les membres du Gouvernement quand nous avons eu l'honneur de les recevoir lors de leur passage à Paris, sont engagées, afin d'arriver à l'établissement d'une voie ferrée de Pretoria à la baie de Delagoa, distance de 380 kilomètres environ, dont 82 sur territoire portugais. Le jour où cette voie sera construite, la prospérité de la République Sud-Africaine, dont on estime actuellement l'importation à 10,000 tonnes et l'exportation à 17,000 tonnes, ne peut manquer de s'accroître dans des proportions inattendues, à cause des ressources minérales que présente son territoire. Déjà, la découverte de placers aurifères a, paraît-il, provoqué tout récemment un afflux important d'immigration.

Quand la voie projetée aura amélioré les conditions du trafic, nous n'aurons certainement pas à regretter d'être entrés en relations d'amitié et de commerce avec une nation dans laquelle on retrouve encore aujourd'hui tant de noms français demeurés intacts et de sentiments de sympathie pour notre pays. Ce jour-là, nos possessions de l'Océan Indien, dont les produits jouissent à leur entrée dans la République Sud-Africaine du traitement de la nation la plus favorisée, sans réciprocité en sens inverse, en recueilleront tout le fruit.

Enfin, lors de la signature du présent Traité, il a été procédé à l'échange d'une déclaration en vue d'assurer, aux ressortissants respectifs, le traitement de la nation la plus favorisée en matière de propriété industrielle, dès qu'une loi sur ce sujet aura été mise en vigueur dans la République Sud-Africaine.

FRANCE — RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE

Déclaration relative à la Protection de la Propriété industrielle.

10 juillet 1883.

Le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la République Sud-Africaine, désirant assurer aux productions industrielles des deux pays une protection efficace, sont convenus des dispositions suivantes, en attendant la conclusion d'un accord définitif.

Dès que le Gouvernement de la République Sud-Africaine aura pris les mesures nécessaires pour protéger les marques de fabrique et de commerce, les dessins ou modèles industriels, les étiquettes des marchandises et leurs enveloppes ou emballages, les noms commerciaux et

brevets d'invention, les ressortissants français jouiront à cet égard dans la République Sud-Africaine des mêmes garanties que les nationaux.

Les ressortissants de la République Sud-Africaine, en France, jouiront également de la même protection que les nationaux, sous condition de réciprocité.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente déclaration et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition, à Paris, le 10 juillet 1885.

(L. S.) Signé : C. DE FREYCINET.

(L. S.) — BEELAERTS VAN BLOKLAND

DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES

NÉGOCIATIONS RELATIVES AU RÈGLEMENT INTERNATIONAL POUR LE LIBRE USAGE DU CANAL DE SUEZ

1886-1887

(Suite) (1).

N° 28. — M. de Freycinet à M. Waddington.

Paris, le 9 novembre 1886.

L'Ambassadeur d'Angleterre m'a remis une note, datée du 22 octobre dernier, qui contient les observations suggérées au Gouvernement britannique par ma communication du 8 juin 1886 relative au canal de Suez.

J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint, pour votre information, copie de cette pièce, ainsi que de la réponse que j'ai remise hier à lord Lyons.

C. de FREYCINET.

**Memorandum sur les points traités dans la communication
de M. de Freycinet à Lord Lyons en date du 8 juin 1886.**

(Traduction.)

Foreign-Office, le 22 octobre 1886.

Il convient d'examiner, dans l'ordre où ils ont été traités par M. de Freycinet dans sa communication du 8 juin, les articles du projet de convention rédigé par la Commission internationale contre lesquels le Gouvernement de Sa Majesté soulève des objections.

Art. 5. — Animé d'un esprit de conciliation, le Gouvernement français accède au désir exprimé par le Gouvernement de Sa Majesté, que la distance de la côte dans les limites de laquelle les opérations militaires ou de guerre sont interdites soit définie avec précision. Il n'est donc pas nécessaire d'insister sur ce point; mais il y a lieu de remarquer que la proposition française de définir la distance par le terme d'*approches* ajouté à ceux d'*eaux territoriales* aurait ouvert la porte à des discussions possibles sur la question de savoir si les *approches* du Canal ne comprennent pas la mer Rouge; car on se souviendra qu'un des

(1 V. Archives, 1888, I, p. 263-283.

membres de la Commission avait proposé d'étendre jusque-là l'effet de la Convention. (Voir protocole n° 4, séance du 9 juin 1883.)

Art. 6. — Cet article se fonde en partie sur la seconde base de la circulaire du comte Granville, en date du 3 janvier 1883, dont voici les termes, savoir : « qu'en temps de guerre un délai de séjour soit fixé pour les vaisseaux de « guerre d'un belligérant se trouvant dans le Canal, et que ni troupes ni munitions de guerre ne soient débarquées dans le Canal. »

Actuellement le Gouvernement français consent à limiter l'application de cet article au « temps de guerre » ; mais il insiste toujours sur son application aux ports d'accès (Port-Saïd et Suez), bien que dans la seconde base de la circulaire le Canal seul soit nommé.

De graves raisons empêchent le Gouvernement de Sa Majesté de consentir à cette extension. Elle pourrait, par exemple, dans le cas de l'interruption de la navigation dans le Canal, empêcher l'embarquement à Suez, en temps de guerre, de troupes destinées aux Indes, et dont on pourrait, vu l'empêchement au passage par le Canal, estimer nécessaire, avec l'assentiment de la Puissance territoriale, l'envoi à ce port, par terre, à travers l'Égypte.

Au point de vue des intérêts britanniques aux Indes, dans l'Australie et en Orient, une clause interdisant absolument et en toutes circonstances l'embarquement ou le débarquement de troupes et de munitions de guerre, en transit à Suez, pourrait créer les plus grandes difficultés.

Art. 9. — Malgré les arguments présentés par M. de Freycinet en faveur de cet article, le Gouvernement de Sa Majesté estime toujours qu'une réunion à terme fixe et annuelle des Consuls n'est pas nécessaire. Le corps consulaire serait ainsi constitué à l'état de collectivité et de permanence à l'endroit du Canal, idée qui soulève de la part du Gouvernement de Sa Majesté de fortes objections et est contraire à l'esprit de la circulaire de Lord Granville.

Pour ce qui est du droit des Consuls de soumettre au Khédive des propositions concernant le Canal, les termes de cet article sont vagues et pourraient être interprétés dans le sens d'un droit de donner au Khédive des avis en tout temps et généralement sur le mode de protéger le Canal et d'en garantir la liberté.

Art. 10. — Le Gouvernement de Sa Majesté ne peut se départir de son objection contre les expressions *dans les conditions prévues dans le présent traité*, et il a appris avec satisfaction que, de l'avis de M. de Freycinet, ces termes ne sont pas indispensables. Il a toujours soutenu que le Gouvernement égyptien devait être laissé entièrement libre en ce qui concerne la défense et la protection du Canal. La majorité de la Commission de Paris, au contraire, désirait que le Khédive agit conjointement avec la Commission locale à instituer conformément à l'article 9 du projet de convention. Le Gouvernement français a maintenant abandonné cet article et, par suite, il ne peut y avoir besoin des termes *dans les conditions prévues par le présent traité*. Toutes conditions du traité affectant l'indépendance complète du Khédive, en ce qui touche la protection du Canal, constitueraient un abandon des bases 4, 6 et 8 de la circulaire de Lord Granville.

Art. 11. — Le Gouvernement français insiste encore en faveur du maintien dans cet article des mots *par leurs propres forces* avec la restriction suivante : *dans la région du Canal*. Mais cette limitation laisse entière l'objection faite par le Gouvernement de Sa Majesté contre toute atteinte à la liberté complète d'action du Khédive touchant la défense de l'Égypte y compris la région du Canal, avec ou sans alliés, conformément à la huitième base de la circulaire de Lord Granville. Le projet d'une Commission ayant été abandonné, le Khédive devra, en premier lieu, prendre promptement sous sa responsabilité des mesures pour la défense du Canal, et si, en cas de danger soudain, il était interdit au Khédive d'appeler à son aide des canonnières étrangères, cela pourrait être fatal à la sécurité du Canal. Les précédentes observations ne s'appliquent qu'aux questions particulières soulevées dans la communication de M. de Freycinet, en date du 8 juin. Mais il est désirable d'appeler l'attention sur

la grave objection que le Gouvernement de Sa Majesté oppose à la rédaction de l'article 5 touchant les mots *aucun acte ayant pour but de préparer directement une opération de guerre*.

Cet article s'applique aux ports d'accès et aux eaux territoriales aux deux extrémités du Canal; il donne lieu aux mêmes objections que celles qui ont été indiquées ci-dessus concernant l'article 6.

L'expression *en temps de guerre* n'est pas définie. Elle peut se rapporter à une guerre entre les Puissances signataires seulement ou entre elles et quelque autre Puissance ou entre d'autres Puissances, et il s'ensuit que les mots : *aucun acte ayant pour but de préparer directement une opération de guerre*, pourraient être considérés comme s'appliquant à l'embarquement à Suez de troupes anglaises destinées à des opérations militaires dans l'Inde, durant une interruption de la navigation du Canal.

Telle ne peut avoir été l'intention des auteurs du projet de convention, car l'emploi du mot *directement* aussi bien que l'ensemble du texte démontre que les mots en question visaient des hostilités dirigées contre le Canal.

Toutefois, afin d'écartier toute espèce de doute à cet égard, on suggère de substituer aux mots en question l'expression suivante : *aucun acte ayant pour but d'entraver la libre navigation du Canal*.

Note sur les points traités dans la communication de Lord Lyons à M. de Freycinet en date du 22 octobre 1886, remise, le 8 novembre, par le Président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, à l'Ambassadeur de Sa Majesté Britannique, à Paris.

8 novembre 1886.

Les objections que le Cabinet de Londres croit devoir formuler contre le projet transactionnel français, tel qu'il se trouve amendé dans la communication de M. de Freycinet à Lord Lyons, en date du 8 juin 1886, portent en premier lieu sur les dispositions des articles 5 et 6, qui étendent aux ports d'accès du Canal l'interdiction imposée aux Parties contractantes de se livrer dans le Canal à des actes ayant pour but la préparation directe d'une opération de guerre et qui défendent, en temps de guerre, l'embarquement aussi bien que le débarquement dans le Canal et dans ses ports d'accès, de troupes, de munitions et de matériel de guerre.

L'opposition du Gouvernement de la Reine à la rédaction nouvelle de ces deux articles paraît inspirée surtout par le désir de pouvoir embarquer à Suez, à destination des Indes, de l'Australie ou de l'Extrême-Orient, les troupes anglaises actuellement cantonnées en Egypte.

En arrêtant les termes de ces articles, le Gouvernement français ne pouvait se proposer que de donner pour l'avenir, et d'une façon permanente, satisfaction aux divers intérêts mis en cause; à ce point de vue il continue de penser qu'il est impossible de ne pas étendre aux ports d'accès du Canal les garanties jugées indispensables pour la sécurité de cette voie internationale. Il ne croit pas non plus qu'il y ait lieu d'insérer dans un acte de cette nature des dispositions spéciales visant une situation dont le Cabinet de Londres a reconnu le premier, à maintes reprises, le caractère essentiellement temporaire. Mais si les autres Puissances y donnaient également leur assentiment, le Gouvernement français n'aurait nulle objection à se prêter à la conclusion d'un Protocole séparé, dans lequel le Gouvernement britannique fixerait un délai raisonnable pendant lequel il aurait exceptionnellement le droit d'embarquer des troupes dans le port de Suez.

Quant aux objections que le Cabinet de Londres persiste à formuler contre la réunion annuelle et à terme fixe des Consuls généraux, il semble qu'elles doivent disparaître si une nouvelle rédaction précise la mission du Corps consulaire, de façon à exclure toute idée de pression sur les décisions du Gouver-

nement khédivial, et affirme simplement le devoir des Consuls de signaler à Son Altesse les dangers qui menaceraient le libre passage ou la sécurité du Canal.

Dans une pensée de conciliation qui ne manquera pas d'être appréciée par les Ministres de la Reine, le Gouvernement de la République consentirait à modifier de la façon suivante le projet d'article 9 communiqué le 8 juin 1886 à Lord Lyons :

Art. 9. — « Les Représentants en Egypte des Puissances signataires du présent traité seront chargés de veiller à son exécution, en toute circonstance qui menacerait..... constatations nécessaires. *Ils feront connaître au Gouvernement Egyptien le danger qu'ils auront reconnu, afin que celui-ci prenne les mesures propres à assurer la protection et le libre usage du Canal.* »

« En tout état de cause, ils se réuniront une fois par an pour constater la bonne exécution du traité. »

Le Gouvernement français a l'espoir qu'un examen des arguments présentés, le 8 juin dernier, par M. de Freycinet à l'appui du maintien au projet d'article 10 des mots *dans les conditions prévues par le présent Traité* et des mots *par leurs propres forces* dans la nouvelle rédaction de l'article 11, convaincra le Cabinet de Londres que ces expressions n'affaiblissent en rien les droits reconnus, d'un commun accord, au Sultan et au Khédivé et sont la conséquence naturelle des conditions particulièrement favorables où la déclaration de neutralité doit placer la défense du Canal de Suez.

N° 32 (1). — M. de Freycinet à M. Waddington.

(Télégramme.)

Paris, le 27 novembre 1886.

Je ne doute pas que notre communication du 8 novembre, relative au Canal de Suez et dont copie vous a été envoyée, n'ait été immédiatement transmise par lord Lyons au Gouvernement de la Reine. Je vous prie d'en entretenir à l'occasion lord Salisbury.

C. de FREYCINET.

N° 33. — M. Waddington à M. de Freycinet.

(Télégramme.)

Londres, le 30 novembre 1886.

Lord Iddesleigh m'a dit aujourd'hui qu'il espérait pouvoir répondre à votre dernière communication au sujet du canal de Suez, mais qu'il avait besoin préalablement de consulter ses collègues.

Je lui ai demandé quand le Gouvernement anglais pourrait nous faire connaître définitivement ses vues générales sur l'Egypte. Il m'a répondu que Sir H.-D. Wolff était occupé à rédiger un mémoire pour le Conseil des Ministres, qu'il y aurait ensuite à réunir le Conseil, que lui-même était souffrant et qu'il avait besoin de se reposer un peu chez lui à la campagne.

Il m'a assuré d'ailleurs que les dispositions du Gouvernement anglais vis-à-vis de nous restaient les mêmes et qu'il croyait toujours qu'on trouverait un terrain de transaction.

(1) Les nos 29, 30 et 31 s'appliquent au texte du memorandum anglais, à la traduction de ce texte et à la réponse française faite à ce memorandum.

Il m'a ensuite parlé de vos déclarations à la Chambre, dont il s'est montré très satisfait.

WADDINGTON.

N° 34. — M. Waddington à M. Flourens, Ministre des Affaires étrangères.

(Télégramme.)

Londres, le 5 mars 1887.

J'ai demandé aujourd'hui à Lord Salisbury s'il persistait dans le désir qu'il avait manifesté, de traiter d'abord à part et avec nous la question de la liberté du Canal de Suez. Il m'a répondu qu'il était toujours animé des mêmes intentions et qu'il était convaincu que nous pourrions nous entendre sur cette question. Je lui ai alors demandé quand il pourrait me remettre sa réponse à notre dernière communication : « J'ai consulté mes collègues, m'a-t-il dit, et nous sommes tous d'avis qu'avant d'aborder la question du Canal, il conviendrait de résoudre l'affaire des Nouvelles-Hébrides. Nous avons accepté d'abord en principe la proposition d'arrangement que M. de Freycinet nous avait faite, et ensuite nous avons accueilli la plupart des articles que vous avez formulés à ce sujet, tout en vous faisant quelques observations et en suggérant quelques modifications. Il y a de cela deux ou trois mois et vous n'avez encore rien répondu. Au point où en étaient les choses, il ne semblait pas difficile de s'entendre, et pourtant la question n'a pas fait un pas depuis trois mois. »

J'ai assuré Sa Seigneurie qu'il n'y avait rien de changé aux Nouvelles-Hébrides et qu'au contraire le nombre d'hommes que nous y entretenions avait sensiblement diminué.

WADDINGTON.

N° 35. — M. Waddington à M. Flourens.

Londres, le 4 mai 1887.

J'ai remis aujourd'hui à Lord Salisbury la note relative aux Nouvelles-Hébrides.

En échange, Lord Salisbury m'a remis un memorandum contenant les vues du Gouvernement anglais relativement au Canal de Suez. J'ai l'honneur de vous envoyer cette pièce sur laquelle je sollicite vos instructions. Je me borne à vous signaler que le Cabinet de Londres accepte l'article relatif à la réunion de la Commission de surveillance à peu près dans les termes proposés par nous.

WADDINGTON.

N° 35. — ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE LONDRES EN DATE DU 4 MAI 1887.

Projet de Convention.

(Traduction.)

Le Canal sera toujours libre et ouvert, en temps de paix ou en temps de guerre, aux bâtiments de guerre et aux bateaux de commerce passant d'une mer à l'autre, sans distinction de pavillon, sur le paiement des droits et conformément aux règlements actuellement en vigueur ou qui pourront être établis par l'autorité reconnue compétente ; les Hautes Parties contractantes s'en-

gagent à ne pas gêner le libre passage du Canal, soit en temps de paix, soit en temps de guerre, ainsi qu'à respecter la propriété et les établissements y appartenant.

Le Canal ne sera jamais soumis aux droits de blocus de la part des belligérants ; aucun droit de guerre ni acte d'hostilité ne sera exercé dans le Canal même ni dans un rayon de trois milles marins autour des ports de Suez et de Port-Saïd.

Les Représentants en Egypte des Puissances signataires, en même temps qu'un Représentant du Gouvernement égyptien, veilleront à l'exécution de cet engagement s'il survenait des circonstances de nature à menacer la sécurité de la liberté du passage du Canal.

Ils se réuniront, sur la convocation de leur Président, pour vérifier et constater les circonstances du danger et en aviseront le Gouvernement égyptien afin qu'il puisse prendre les mesures nécessaires pour assurer la protection et le libre passage du Canal. Ils se réuniront, en tout cas, une fois par an pour constater que la Convention a été exactement observée. Cette Convention ne sera opposable à aucune mesure qui serait nécessaire pour la défense de l'Egypte et la sécurité du Canal.

N° 36. — M. Flourens à M. Waddington.

(Télégramme.)

Paris, le 5 mai 1887.

Une première lecture des propositions du Gouvernement Britannique relativement au Canal de Suez m'a permis d'en apprécier le caractère conciliant. Toutefois, avant de répondre à cette communication, j'aurais besoin de quelques éclaircissements sur le dernier paragraphe, qui ne me semble pas s'appliquer avec une précision suffisante aux questions posées dans l'article 11, débattu entre les deux Gouvernements.

Nous nous étions efforcés d'établir que la Convention en élaboration avait pour objet le Canal seulement et non pas le reste de l'Egypte. Il y a certainement inconvénient à s'écarter de cette règle et à confondre des questions qui ont un caractère différent. En tous cas, pour me rendre compte du sens que le Gouvernement anglais attache à l'affirmation que la Convention ne sera opposable à aucune mesure qui serait nécessaire pour la défense de l'Egypte et pour la sécurité du Canal, j'ai besoin de savoir par qui ces mesures doivent être prises et qui doit être juge de leur nécessité.

FOURENS.

N° 37. — M. Waddington à M. Flourens.

Londres, le 11 mai 1887.

Dans l'entretien que j'ai eu aujourd'hui avec Lord Salisbury et auquel assistait Sir Julian Pauncefoot, j'ai demandé des éclaircissements sur le dernier paragraphe de la proposition anglaise, qui constitue le principal obstacle à un accord.

Après avoir bien expliqué à Sa Seigneurie qu'aujourd'hui je n'avais d'autre mission que de demander des éclaircissements, je lui ai rappelé qu'à notre point de vue la Convention ne devait s'appliquer qu'au Canal et non pas à l'Egypte d'une façon générale. Lord Salisbury a répondu qu'à son avis il était difficile de scinder les deux questions d'une façon absolue. Je lui ai dit que par l'article 11 du projet de convention nous n'entendions nullement porter atteinte aux droits du Sultan et du Khédive pour défendre

le territoire de l'Egypte : cet article n'a en vue que le Canal. Pour tout le reste de l'Egypte, le Sultan et le Khédive peuvent recourir à l'assistance d'une force étrangère. Lord Salisbury a alors fait remarquer que le Canal se composait de deux parties, la voie d'eau et une certaine zone latérale des deux côtés. Serait-il possible de la définir d'une façon satisfaisante ? J'ai alors rappelé que M. de Freycinet avait proposé l'expression « région du Canal ».

Je lui ai alors posé les deux questions indiquées dans votre télégramme du 5. A la première « Qui sera juge des mesures à prendre ? » il a répondu : « Le Khédive ». A la seconde « Par qui doivent-elles être prises ? » la réponse a été : « Par le Khédive, avec ses propres forces et celles de ses alliés ».

La divergence d'opinion subsiste donc sur ce point comme par le passé. Je me suis borné à répondre que je vous transmettrais les déclarations de Lord Salisbury. En somme l'entretien a eu le caractère d'une simple entrée en matière.

WADDINGTON.

N° 38. — M. Flourens à M. Waddington.

(Télégramme.)

Paris, le 14 mai 1887.

Vous m'avez rendu compte, par votre dépêche du 11 mai, de votre conversation avec Lord Salisbury, au sujet du projet de convention relatif au Canal de Suez. Je me félicite d'avoir provoqué des explications évidemment indispensables sur le dernier paragraphe du projet qui vous a été soumis en date du 4 mai. En effet, le sens donné par le Cabinet de Londres à ce paragraphe est en contradiction avec ce qui précède, et annule pratiquement les garanties que nous avons voulu assurer à la neutralité du Canal. Cette neutralité n'est qu'une fiction vaine si l'on peut supposer que, au cas où il y serait porté atteinte dans des conditions qu'on ne détermine pas, elle pourrait être défendue, non seulement par l'Egypte et par la Porte, mais par des alliés innommés. Il est évident que, si l'Egypte et la Porte faisaient intervenir une Puissance quelconque sur le Canal, les autres Puissances ne se sentiraient plus liées par les termes d'une Convention qu'on pourrait regarder comme violée et qui deviendrait aussitôt lettre morte. Il n'y a pas en Europe une Puissance directement intéressée à la liberté et à la neutralité du Canal qui consentirait à remettre, en toute circonstance, la défense de cet intérêt aux alliés éventuels que l'Egypte et la Porte pourraient se donner. Nous serions surpris, qu'en y réfléchissant, l'Angleterre acceptât pour son propre compte les hasards d'un avenir aussi incertain. C'est pourquoi nous maintenons les observations que nous avons déjà présentées et qui, seules, sont de nature à donner un caractère efficace à la Convention qu'il s'agit de conclure.

Le Gouvernement britannique s'est montré préoccupé de laisser au Gouvernement khédivial et à la Porte suzeraine la liberté de leurs alliances pour la défense du territoire de l'Egypte. Nous avons admis la légitimité de cette préoccupation en dehors du Canal ; mais la négociation actuelle repose sur le principe que le Canal peut être distingué du reste de l'Egypte et être garanti par une neutralité spéciale. S'il en est ainsi, la région du Canal peut être déterminée sur terre comme elle l'a été sur mer, d'accord avec le Gouvernement anglais.

C'est ce que nous demandons. Je vous prie, en conséquence, de présenter ces réflexions à Lord Salisbury ; elle ne peuvent que frapper la loyauté de son esprit.

Sauf correction dans les termes, le dernier paragraphe du texte qui nous est soumis pourrait être rédigé comme il suit : « Il est entendu que les dispositions ci-dessus relatées ne sauraient préjudicier aux mesures prises par le Gouvernement khédivial et par la Porte suzeraine pour la défense et la sécurité du territoire égyptien, en dehors de la zone d'application de la présente Convention. »

FLouRENS.

N° 39. — M. Waddington à M. Flourens.

Londres, le 3 juin 1887.

J'ai l'honneur de vous envoyer sous ce pli copie de la note que je viens d'adresser à Lord Salisbury au sujet du Canal de Suez et qui reproduit en grande partie les termes de votre télégramme du 14 mai dernier.

Lord Salisbury ne reviendra à Londres que mardi prochain.

WADDINGTON.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE LONDRES EN DATE DU 3 JUIN 1887.

M. Waddington, Ambassadeur de la République française à Londres, au Marquis de Salisbury, Secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères.

Londres, le 2 juin 1887.

Monsieur le Marquis, j'ai rendu compte à M. Flourens de la conversation que j'ai eu l'honneur d'avoir avec Votre Seigneurie le 11 mai dernier, au sujet du Canal de Suez, et je lui ai fait connaître le sens précis que vous attachez au dernier paragraphe du projet de convention que vous m'aviez communiqué. Vous m'aviez déclaré que, dans la pensée du Gouvernement anglais, le Khédivé devrait être seul juge de la nécessité de prendre des mesures pour la sécurité du Canal, et que ces mesures devraient être exécutées par ses propres forces et par celles de ses alliés.

Aux yeux de mon Gouvernement, cette interprétation soulève de sérieuses difficultés. En effet, elle est en contradiction avec les clauses précédentes du projet et elle annulerait en pratique les garanties que le Gouvernement de la République a toujours voulu assurer à la neutralité du Canal. Il n'échappera pas à Votre Seigneurie que cette neutralité deviendrait une fiction, si, dans le cas où il lui serait porté atteinte dans des conditions qui restent indéterminées, elle pouvait être défendue non seulement par la Porte et par l'Egypte, mais par des alliés innommés. Il est évident que, si l'Egypte et la Porte faisaient intervenir une puissance quelconque sur le Canal, les autres puissances ne se sentiraient plus liées par les termes d'une convention qu'on pourrait regarder comme violée et qui deviendrait aussitôt lettre morte. Aucune puissance européenne directement intéressée à la liberté et à la neutralité du Canal ne consentirait à remettre, en toute circonstance, la défense de cet intérêt aux alliés éventuels que l'Egypte ou la Porte pourraient se donner. L'Angleterre elle-même, à ce qu'il nous semble, pourrait hésiter à accepter pour son propre compte les hasards d'un avenir aussi incertain.

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique s'est toujours montré préoccupé de laisser au Khédivé et à la Porte, suzeraine du pays, la liberté de leurs alliances pour la défense du territoire de l'Egypte. De notre côté, nous avons admis la légitimité de cette préoccupation en dehors du Canal. Mais la négo-

ciation actuelle repose sur le principe que le Canal peut être distingué du reste de l'Egypte et être garanti par une neutralité spéciale. Il faudra, sans doute, déterminer la « région du Canal » sur terre, comme elle l'a déjà été du côté de la mer, mais il n'y a là aucune difficulté sérieuse, et j'ai l'honneur d'attirer particulièrement sur ce point l'attention de Votre Seigneurie.

Selon nous, le dernier paragraphe du projet pourrait être rédigé à peu près en ces termes : « Il est entendu que les dispositions ci-dessus relatées ne sauraient préjudicier aux mesures prises par le Gouvernement khédivial et par la Porte pour la défense et la sécurité du territoire égyptien, en dehors de la « zone d'application de la présente convention. » WADDINGTON.

N° 40. — M. Waddington à M. Flourens.

(Télégramme)

Londres, le 7 juin 1887.

J'ai eu une longue conversation avec lord Salisbury sur la question du Canal de Suez et notamment sur les deux points visés dans ma note du 3 juin : les limites de la région du canal au côté de la terre, et la défense du canal par le Khédive et la Porte. Je lui ai développé les arguments contenus dans votre télégramme du 14 mai.

« Mais, me dit lord Salisbury, que feriez-vous si l'Autriche, par exemple, menaçait le canal pendant que la Porte serait engagée dans une guerre avec la Russie et ne pourrait envoyer des troupes en Egypte ? » Je lui répondis que l'hypothèse de l'Autriche attaquant le Canal était peu vraisemblable ; puis, allant au fond des choses : « La difficulté n'est pas là, lui dis-je : elle est dans la défiance réciproque de la France et de l'Angleterre ; chacune est persuadée que l'autre veut accaparer le Canal. Eh bien, en ce qui nous touche, je puis vous affirmer de la façon la plus positive que tous ceux qui s'occupent chez nous des affaires d'Egypte désirent assurer la neutralité vraie du Canal. Une convention qui atteindrait ce but et qui serait sanctionnée par les puissances serait un engagement qu'il ne serait pas aisé de violer et que tous seraient intéressés à faire respecter. Il me semble donc qu'il n'y a pas à faire intervenir ici des alliés éventuels du Khédive. Le respect de la convention par la France et par l'Angleterre, voilà la vraie garantie de la neutralité du Canal, et ce respect, je vous le répète, est dans nos plus fermes intentions ; s'il en est de même de votre côté, je ne vois pas qui serait assez insensé pour chercher à intervenir. Ce serait un honneur pour les deux pays d'établir, dans l'affaire du Canal, un grand principe et d'en assurer le respect par toutes les puissances en le respectant eux-mêmes. »

Lord Salisbury ne m'a pas contredit.

Puis il m'a dit qu'il désirait vivement arriver à un accord et qu'il allait lui-même étudier, d'un côté, l'étendue qu'il convenait de donner à la région du Canal, de l'autre, la question de la défense de cette région.

WADDINGTON.

N° 41. — M. Waddington à M. Flourens.

(Télégramme)

Londres, le 25 juin 1887.

Sur la demande de Sir J. Pauncefote, j'ai eu aujourd'hui avec lui un long entretien officieux sur les différents points en litige, relatifs au Canal

de Suez. Je lui ai dit très nettement qu'il n'y aurait pas d'accord possible sans le maintien sous une forme quelconque des mots *par leurs propres forces* dans la clause relative à la défense du Canal. Il n'y a pas fait d'objection absolue et je lui ai promis de le revoir dans quelques jours afin de reconnaître si nous pouvons nous mettre d'accord sur un texte précis. Dès que les fêtes du Jubilé seront terminées, je chercherai à formuler des articles que j'aurai soin de vous soumettre avant de les communiquer au Foreign Office.

WADDINGTON.

N° 42. — M. Waddington, Ambassadeur de la République française à Londres, à M. Flourens, Ministre des Affaires étrangères.

Londres, le 22 juillet 1887.

J'ai l'honneur de vous envoyer, sous ce pli, copie d'une note de lord Salisbury, en date du 18, ainsi que la réponse que je me propose de lui faire. Je n'envoierai ma note à lord Salisbury qu'après qu'elle aura reçu votre approbation. Je vous prie donc de me faire part le plus tôt possible des observations qu'elle vous suggérera. Quant à la définition de « la région du Canal du côté de terre, » je vous serai obligé de me dire votre sentiment. Il me semble qu'il faudra se contenter d'indiquer une zone d'un certain nombre de kilomètres de chaque côté du Canal.

WADDINGTON.

ANNEXE I A LA DÉPÊCHE DE LONDRES EN DATE DU 22 JUILLET 1887.

Le marquis de Salisbury, Secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères, à M. Waddington, Ambassadeur de France à Londres.

(Traduction).

Foreign Office, le 18 juillet 1887.

J'ai eu l'honneur de recevoir la note de Votre Excellence du 2 du mois dernier et j'y ai prêté toute mon attention. Cette note contient les observations de votre Gouvernement sur un projet que je vous avais montré en vue d'une convention internationale pour assurer la libre navigation du Canal de Suez. On proposait dans ce projet que les représentants en Egypte des puissances signataires fussent chargés de veiller à l'exécution de la convention, dans toutes les circonstances qui pourraient survenir et menacer la sécurité ou la liberté de passage du Canal; qu'ils se réunissent sur la convocation d'un des leurs, sous la présidence d'un Egyptien, pour vérifier et constater les circonstances du danger et qu'ils en informassent le Gouvernement égyptien pour qu'il pût prendre les mesures propres à assurer la protection et le libre passage du Canal. On proposait, en outre, qu'il fût stipulé que la convention ne doit gêner aucune des mesures qui seraient nécessaires pour la défense de l'Egypte et la sécurité du Canal.

Pour expliquer cette dernière disposition, j'ai déclaré à Votre Excellence que, dans l'opinion du Gouvernement britannique, le Khédive devait être le seul juge de la nécessité de prendre des mesures pour la sécurité du Canal, et que ces mesures devaient être exécutées par ses propres forces et par celles de ses alliés. Le Gouvernement français a des objections contre cette proposition et désire que le Canal soit distingué du reste de l'Egypte et garanti par une neutralité spéciale. Votre Excellence appelle mon attention sur la nécessité de définir à cet effet la région du Canal sur terre, comme on propose de le faire pour les limites dans lesquelles, du côté de la mer, la convention sera applicable.

Toutefois la note de Votre Excellence n'explique pas par qui votre Gouvernement propose que les mesures nécessaires à la sécurité et à la libre navigation du Canal soient prises, si elles ne le sont pas par le Khédive et la Porte, ou leurs allés; or la question des limites dans lesquelles de pareilles mesures pourront être prises doit dépendre en grande partie de la nature de ces mesures et de la méthode de procédure que l'on entend employer.

Tant que les forces qui menaceraient le Canal seraient de celles dont le Sultan et le Khédive pourraient venir à bout, les mots « *et ceux de ses alliés,* » pourraient être retirés de la définition des moyens par lesquels le Canal doit être défendu. Mais si Votre Excellence soutient qu'ils doivent être retirés, en tout cas, on doit en conclure que vous prévoyez qu'une attaque supérieure en force à la puissance défensive des souverains territoriaux ne peut venir que d'une des parties à la convention, que, dans ce cas, la convention sera brisée et annulée, et que toutes les parties reprendront leur liberté nationale. Est-ce là une définition correcte des vues adoptées par le Gouvernement français?

ANNEXE II A LA DÉPÊCHE DE LONDRES EN DATE DU 22 JUILLET 1887.

Projet de réponse à la Note de Lord Salisbury en date du 18 juillet 1887 (1).

Monsieur le Marquis, permettez-moi, en réponse à votre Note du 18 courant, de bien préciser les différentes éventualités qui peuvent menacer la sécurité du Canal de Suez et les moyens qui devraient, dans la pensée du Gouvernement de la République, être employés pour y faire face.

1^o La sécurité du Canal peut être compromise par une attaque des tribus ou des populations qui l'avoisinent. Il est évident que, dans ce cas, les forces militaires et de police du Khédive suffiraient largement pour rétablir l'ordre.

2^o La sécurité du Canal peut être mise en péril par un mouvement insurrectionnel en Egypte, analogue à celui qui a été dirigé par Arabi.

Un mouvement de ce genre ne se fait pas du jour au lendemain et il s'écoulera toujours un temps assez considérable, en mettant les choses au pis, pour qu'il devienne une menace sérieuse au Canal. Qu'arrivera-t-il dans ce cas? Les représentants des puissances en Egypte se réunissent à la première apparence du danger et la signalent sans délai, à la fois au Gouvernement égyptien et à leurs Gouvernements respectifs; ils indiquent les mesures qui leur paraissent propres à assurer la liberté du Canal. Cette action des représentants des puissances en Egypte est maintenant admise, bien qu'avec des formules de rédaction un peu différentes, par le Gouvernement de Sa Majesté la Reine, aussi bien que par les autres Gouvernements qui ont pris part à la commission internationale à Paris.

» Si le danger devient sérieux et si le Khédive ne dispose pas de moyens « suffisants, il devra faire appel à la Sublime Porte, laquelle se concertera avec « les autres puissances signataires de la Déclaration de Londres du 17 mars « 1885, en vue d'arrêter d'un commun accord les mesures à prendre pour « répondre à cet appel. »

Tels sont les termes de l'art. 10 du projet de traité qui a été accepté par toutes les puissances. Il en résulte que, si la sécurité du Canal était menacée par un événement analogue à l'insurrection d'Arabi, les mesures de défense seraient prises d'un commun accord par la Porte et les grandes puissances. Il me semble que, dans la note du 18 juillet, Votre Seigneurie n'a peut-être pas tenu un compte suffisant des garanties internationales édictées dans l'art. 10 que je viens de rappeler.

3^o La liberté et la sécurité du Canal peuvent être menacées par une guerre

(1) Cette pièce a été remise, le 28 juillet, par M. Waddington au Foreign Office.

maritime éclatant entre telles ou telles puissances signataires du Traité, ou par le fait d'une d'entre elles.

Ce dernier cas est celui auquel Votre Seigneurie fait allusion à la fin de sa Note. Je ne m'explique pas bien comment une pareille éventualité peut préoccuper les signataires du Projet de Traité dont l'art. 1^{er} porte : « Les Hautes Parties contractantes conviennent de ne porter aucune atteinte au libre usage du Canal en temps de guerre comme en temps de paix. » C'est précisément pour assurer la liberté du Canal en temps de guerre que la Commission internationale s'est réunie à Paris et qu'elle a préparé une série d'articles édictant les précautions minutieuses à prendre dans ce but.

Voilà pourquoi mon Gouvernement n'admet pas que le Sultan ou le Khédive puissent faire appel, en vertu d'un article du Traité, à des alliés innommés et dans des conditions indéterminées, pour la défense du Canal contre des dangers que nous considérons comme imaginaires. De deux choses l'une : ou bien le Traité sera exécuté loyalement par toutes les puissances, et alors il n'y a pas lieu de se préoccuper du danger qui pourrait menacer le Canal par le fait de l'une d'elles ; ou bien le Traité ne sera pas loyalement exécuté, et alors il n'est plus qu'une feuille de papier sans valeur.

Ainsi que je l'ai montré plus haut, il n'existe qu'un seul danger sérieux pour la sécurité du Canal, c'est celui qui résulterait d'un état insurrectionnel en Egypte. Or, les articles 9 et 10 du Projet de Traité stipulent, précisément en vue de ce danger, que les moyens d'y faire face seront déterminés d'un commun accord par la Porte et par les grandes puissances. Il ne faut donc introduire aucune stipulation qui puisse affaiblir cet accord ; et il saute aux yeux qu'en prévoyant dans le Traité un cas où il serait pourvu en dehors de cet accord à la sécurité du Canal, on introduit dans l'acte officiel un germe de méfiance qui l'affaiblit singulièrement. La liberté et la sécurité du Canal seront infiniment mieux garanties par l'action commune ou l'abstention désintéressée des puissances que par l'action indépendante d'une d'entre elles, même agissant au nom de la Porte ou du Khédive, et comme leur alliée.

Par toutes ces raisons, mon Gouvernement ne peut admettre que la Porte et le Khédive aient besoin d'alliés spéciaux pour la défense du Canal. En cette matière, ils ont pour alliés toutes les puissances signataires du Traité sans exception, et il n'y a pas lieu de faire de distinction entre elles.

Dans tout ce qui précède, je n'ai parlé que du Canal, ou plutôt de la région du Canal, c'est-à-dire du Canal avec ses approches maritimes et terrestres. C'est qu'en effet mon Gouvernement estime que le Projet de Traité ne s'applique absolument qu'à la région du Canal et non pas à l'Egypte dans son ensemble. Nous n'avons pas à nous occuper aujourd'hui de la défense de l'Egypte ni des alliances que la Porte et le Khédive pourront rechercher à un moment donné dans ce but. Nous espérons sans doute vivement que la liberté du Canal sera complétée un jour par la neutralité de l'Egypte tout entière ; mais, pour le moment, nous ne poursuivons qu'un but restreint, celui de garantir la sécurité de la région du Canal.

Il y aura donc à définir les limites de cette région du côté de la terre, comme cela a déjà été fait du côté de la mer. J'ai déjà appelé l'attention de Votre Seigneurie sur ce point dans ma Note du 2 juin dernier. Après les explications que je viens de vous donner au sujet des questions soulevées par votre note du 10 courant, il nous sera peut-être plus facile d'arriver à une définition, et je serais heureux que Votre Seigneurie voulût bien me communiquer ses vues à ce sujet.

N° 43. — M. Flourens à M. Waddington.

Paris, le 28 juillet 1887.

Vous m'avez fait l'honneur de me transmettre, le 22 de ce mois, avec une copie de la réponse du Marquis de Salisbury à votre note du 2 juin

dernier, un projet de lettre dans lequel, serrant de près les questions posées par Sa Seigneurie à propos des solutions que nous désirons faire prévaloir dans l'arrangement international destiné à assurer la libre navigation du Canal de Suez, vous vous attachez à démontrer que les rédactions transactionnelles proposées par le Gouvernement de la République donnent satisfaction à toutes les préoccupations légitimes de la Grande-Bretagne et des Puissances intéressées.

En vous autorisant à remettre au Secrétaire d'Etat britannique la communication que vous avez préparée, et dont les termes reçoivent mon entière approbation, j'apprécie tout particulièrement l'opportunité qu'il y avait pour nous à ne pas prendre en ce moment l'initiative d'une définition de la *région du Canal* et à laisser sur ce point le Foreign-Office exposer le premier ses idées, que nous nous réservions, bien entendu, de n'adopter qu'après examen.

Toutefois, comme il est possible que Lord Salisbury vous demande de préciser quelle interprétation nous entendons donner à cette expression, dans le cas où vous seriez interrogé à ce sujet par Sa Seigneurie, je ne verrais pas d'inconvénients à répondre que par *région du Canal* nous entendons une zone s'étendant à droite et à gauche de ses rives jusqu'à une distance à fixer d'après des données techniques, et qui devrait en tout cas comprendre toutes les positions stratégiques commandant le passage de cette grande voie de communication internationale. Une commission militaire spéciale, comprenant un officier français, un officier britannique et un officier ottoman, pourrait être chargée de déterminer sur place les limites de la zone ainsi définie.

Une question subsidiaire pourrait s'élever au sujet du Canal d'eau douce qui est indispensable, comme vous le savez, au fonctionnement du Canal de Suez, puisqu'il alimente les villes d'Ismailia, de Port-Saïd et de Suez. Si Lord Salisbury venait à poser cette question, vous lui répondriez qu'il y aura lieu en effet de pourvoir, par certaines précautions, à la sécurité de ce Canal particulier et que, si cette sécurité venait à être menacée, les Représentants des Puissances se trouveraient précisément dans un des cas où, d'après l'article 9, ils devraient saisir le Gouvernement khédivial et leurs Gouvernements particuliers d'une situation qui exigerait toute leur sollicitude.

FLouRENS.

N° 44. — M. Flourens à M. Waddington.

(Télégramme.)

Paris, le 9 août 1887.

Le Ministre d'Angleterre m'a lu hier une dépêche de Lord Salisbury au sujet des Nouvelles-Hébrides. Le Gouvernement anglais émet l'avis, dans ce document, qu'il n'y a aucune connexité entre la question des Nouvelles-Hébrides et celle du Canal de Suez. Il se refuse à établir une relation entre les deux affaires et nous presse de donner une conclusion à la première, sur laquelle l'accord est fait, tandis que des divergences existent encore sur la seconde. Néanmoins, le Gouvernement britannique s'engage à hâter la solution pour Suez, mais en termes vagues et sans fixation de délai.

J'ai dit à M. Egerton que ma réponse était prête en effet au sujet des Nouvelles-Hébrides et que je la croyais satisfaisante pour son Gouvernement; mais que j'avais lieu d'estimer que rien ne s'opposait non plus à

une conclusion positive des longues négociations qui se sont poursuivies au sujet du Canal de Suez. Il m'est impossible d'attacher un sens à la difficulté qui semble nous séparer encore, puisqu'elle porte sur l'intervention éventuelle, pour la défense du Canal, d'alliés de l'Égypte ou de la Porte, hypothèse qui est en contradiction flagrante avec la notion même de neutralité. Rien ne s'oppose donc à une entente immédiate, et pourtant j'ai le regret de constater que, depuis longtemps déjà, elle n'a pas fait un pas. J'ai exprimé de la surprise qu'on nous parlât des lenteurs qu'éprouvait la négociation relative aux Nouvelles-Hébrides, alors que nous avions le droit de nous montrer beaucoup plus étonnés de celles que subissait artificiellement une négociation autrement importante, puisque l'Europe entière y était intéressée. J'ai ajouté que ces retards ne sauraient se prolonger sans porter atteinte à notre dignité comme négociateurs chargés d'un mandat européen, et que j'étais disposé, dans le cas où la solution se ferait attendre encore, à réunir la commission de Paris et à remettre à ceux qui nous l'ont confié un mandat dont le Gouvernement britannique semble vouloir faire une lettre morte.

Pour conclure, j'ai déclaré à M. Egerton, comme je l'avais déjà fait à Lord Lyons, qu'il n'y avait sans doute aucune corrélation logique et nécessaire entre la question de Suez et celle des Nouvelles-Hébrides, mais qu'à mon sens les deux négociations devaient marcher parallèlement, et qu'avant d'avoir une réponse au sujet du Canal, je ne prendrai pas la responsabilité d'en donner une au sujet des Nouvelles-Hébrides.

FLOURENS.

N° 45. — M. Waddington à M. Flourens.

Londres, le 20 août 1887.

J'ai l'honneur de vous transmettre sous ce pli une importante dépêche de Lord Salisbury relative au Canal de Suez. L'ayant reçue hier seulement dans l'après-midi, je n'ai pu en prendre qu'une connaissance rapide, avant d'aller au Foreign-Office ; aussi bien, dans l'entretien que j'ai eu avec Sa Seigneurie, je me suis borné à lui dire que sa dépêche me semblait, à première lecture, marquer un progrès sérieux vers une entente entre nos deux Gouvernements et que je la transmettrais immédiatement à Paris.

Votre Excellence remarquera que Lord Salisbury abandonne l'intervention des *alliés* du Khédive et accepte définitivement la procédure indiquée dans ma note du 28 juillet, pour le cas où la sécurité du Canal serait menacée par une émeute ou par une insurrection générale en Égypte. C'est là une concession fort importante et qui, à mon avis, permet l'espoir d'arriver maintenant à un accord.

D'un autre côté, Lord Salisbury repousse l'idée de délimiter sur terre une zone neutre le long du Canal.

Je me demande si cette question ne perd pas beaucoup de son importance, maintenant que le Gouvernement anglais a renoncé à faire intervenir les alliés inconnus du Khédive, et si les articles 2, 3, 4 et 5 du Projet de Traité ne suffisent pas à garantir la sécurité du Canal. Ainsi que le fait observer avec raison Lord Salisbury, la Déclaration du 17 mars 1885 signée par Lord Granville et par moi, et qui a précédé la réunion de la Commission à Paris, ne parle que du Canal proprement dit. De plus, dans le Projet de Traité lui-même, il n'est question que du Canal et des constructions, etc., qui en dépendent. L'idée de la région du Canal n'est venue

que plus tard, au cours de l'échange de vues entre les deux Gouvernements, et n'a été suggérée que pour obvier à certaines difficultés qui sont aujourd'hui fort amoindries par suite de l'abandon fait par le Gouvernement anglais de la position qu'il avait prise à l'origine. Cette idée ne fait pas partie du système adopté par la Commission et nous ne sommes pas nécessairement liés à son maintien.

WADDINGTON.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE LONDRES EN DATE DU 20 AOÛT 1887

Le Marquis de Salisbury, secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères, à M. Waddington, ambassadeur de la République française à Londres.

(Traduction.)

Foreign Office, 19 août 1887.

Monsieur l'Ambassadeur, en répondant à la lettre de Votre Excellence du 28 du mois dernier, au sujet de la Convention relative au Canal de Suez, il me paraîtrait opportun de vous rappeler que les discussions dans lesquelles nous sommes engagés se sont élevées à propos de la forme à donner aux dernières phrases du Projet de convention que j'ai eu l'honneur de vous soumettre le 15 mai.

Dans mon projet, la dernière phrase était ainsi conçue :

« Il sera également entendu que la Convention n'empêchera aucune des mesures qui pourraient être nécessaires pour la défense de l'Égypte et la sécurité du Canal. »

En réponse à une question que vous m'avez faite, je vous ai dit que, dans notre opinion, c'était au Khédive qu'il appartenait d'être juge des mesures nécessaires pour assurer cette sécurité et de décider si l'assistance d'alliés était ou non nécessaire. Vous vous êtes très énergiquement refusé à admettre qu'un tel recours pût, en aucune circonstance, devenir nécessaire et vous avez particulièrement insisté sur l'efficacité des moyens de défense prévus dans la Convention proposée contre tous dangers possibles.

En fait, ces dangers peuvent être divisés en deux catégories : ceux qui peuvent survenir à la suite de troubles locaux et ceux qui proviendraient d'une attaque de l'une des grandes Puissances européennes qui doivent être signataires de la Convention.

En ce qui concerne ce dernier danger, qui est de beaucoup le plus redoutable des deux, je suis heureux de constater que la discussion nous a mis d'accord. Vous admettez, dans votre note responsive, qu'en pareil cas, la Convention serait une « feuille de papier sans valeur ». Ce point de vue diffère à peine de celui que je suggérais dans ma lettre du 18 du mois dernier, que, « en pareil cas, la Convention serait nulle et brisée et que toutes les Parties reprendraient leur liberté naturelle d'action ». La question de savoir si le Khédive devrait faire appel à ses alliés se présenterait très probablement à ce moment, mais la solution de cette question ne serait pas affectée par les stipulations d'une Convention qui aurait cessé d'exister.

Nous pouvons donc uniquement porter notre attention sur l'autre danger, celui qui résulterait de troubles locaux.

J'avoue franchement que j'ai très peu de confiance dans la garantie que l'on propose de fournir par le Traité dans le cas où le Khédive se trouverait dans l'impossibilité de faire face au danger avec ses propres forces et sans assistance.

On propose qu'il en appelle à la Sublime-Porte, qui aura à se consulter avec les six autres Puissances signataires en vue de régler d'un commun accord les

mesures à prendre. Quel que soit le but de destruction que puisse se proposer un chef insurrectionnel, il aurait eu plus que le temps nécessaire de le remplir avant que le mécanisme défensif qui dépend d'un accord entre la Porte et les six Puissances soit mis en opération. Je reconnais en même temps la difficulté, sur laquelle insiste Votre Excellence, d'attribuer à une seule des Puissances le soin de prendre des mesures pour la sécurité du Canal dont le caractère international a été si solennellement affirmé. Il faut aussi admettre, je crois, qu'en ce qui concerne le Canal lui-même, le danger contre lequel on a à se prémunir n'est pas très redoutable. En face d'un mouvement insurrectionnel, le Canal resterait, comme auparavant, ouvert à toutes les Puissances, et, quoique la défense d'y exercer aucun droit de belligérant puisse les empêcher de défendre le Canal, elle leur laisserait pleine liberté de protéger ceux de leurs vaisseaux qui viendraient à y passer. Il est évident, toutefois, que cette question est étroitement liée à la définition de ce que Votre Excellence a désigné sous le nom de « région du Canal », définition que votre lettre m'invite à discuter. Cette restriction prend un aspect très différent si, comme Votre Excellence semble portée à le croire, le mot *canal*, d'après l'interprétation que nous aurons à lui donner, signifie non-seulement la portion de terre couverte par l'eau, mais encore une bande de terre ferme sur chaque rive. S'il doit y avoir, de chaque côté du Canal, un espace plus ou moins large auquel s'appliqueront les stipulations que nous étudions en ce moment, de très sérieuses difficultés se présenteront. Il faudra soumettre ces régions à une espèce de neutralité foncièrement différente de celle qu'on devra organiser pour le Canal lui-même. Si on leur applique la formule qu'elles devront être ouvertes en tout temps à toutes les Puissances, il est évident que ces régions seront plutôt terrain indivis que territoire neutre. Chacune des Puissances sera libre d'y envoyer en tout temps des forces militaires en aussi grand nombre qu'il lui plaira. Si, d'autre part, ces régions sont l'objet d'une neutralisation dans le sens le plus ordinaire du mot, et si, au lieu de permettre à chacune des Puissances de les traverser en tout temps, il est convenu qu'aucune Puissance ne pourra le faire en aucun temps, il est évident que l'on tracerait ainsi, dans les possessions du Sultan, une bande de territoire où il ne serait pas libre d'entrer, même à la requête du Khédive, et qui se trouverait singulièrement à la merci du premier mouvement insurrectionnel local qui viendrait à se produire. En fait, si une bande de terre devait se trouver ainsi fermée au Souverain du territoire sur lequel elle serait placée, elle se trouverait dans une position sans précédents dans le droit international et dans la pratique. Ce serait une partie de l'Empire ottoman garantie par le Traité de Paris, mais le Sultan aurait défense d'y exercer aucun droit de souveraineté ou de suzeraineté. On ne peut compter que la Porte accepte une pareille proposition.

Il n'est pas nécessaire que je développe davantage ce sujet ; mais il est évident qu'une tentative diplomatique aussi nouvelle que celle d'établir une route maritime invariablement ouverte à toutes les nations entre deux bandes de terre invariablement fermées, même au souverain du sol et au gardien de l'ordre en dernier ressort, donnerait naissance à de nombreuses anomalies et ne manquerait pas de devenir la source de nombreuses querelles. Je dois ajouter que je ne trouve ni dans la Circulaire originale de Lord Granville, du 3 janvier 1883, ni dans la Déclaration du 18 mars 1885, signée par Votre Excellence et par lui qui était basée sur cette Circulaire, aucune suggestion qui lie l'une des Parties contractantes à l'opinion que le Canal comprenne autre chose que la terre couverte par ses eaux. Je suis prêt à suggérer à Votre Excellence, comme un moyen de mettre un terme à cette controverse entre nous, que le plan de défense que vous avez proposé et dont l'exécution serait confiée, en premier lieu, au Khédive et, à son défaut, aux sept Puissances, soit adopté pour le Canal lui-même, mais qu'en même temps nous renoncions à comprendre dans la définition du Canal toute terre non couverte par les eaux.

SALISBURY.

N° 46. — M. Flourens à M. Waddington.

Paris, le 31 août 1887.

Monsieur, votre lettre du 20 de ce mois m'a apporté le texte de la communication par laquelle le Secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères a répondu, le 19 août, à votre note du 28 juillet au sujet de la Convention relative au Canal de Suez.

Ainsi que vous l'avez déjà dit à Sa Seigneurie, la note britannique du 19 août marque un progrès sérieux vers une entente définitive entre les deux Gouvernements. Le Marquis de Salisbury reconnaît que l'ensemble des garanties stipulées dans le projet de convention rend inutile le recours du Khédive ou du Sultan à des alliés pour la défense du droit international de libre passage perpétuel par le Canal. Il accepte définitivement la procédure suggérée par nous en vue du cas où la sécurité du Canal serait menacée. En prenant acte des déclarations de Sa Seigneurie sur ces deux points importants, vous voudrez bien lui exprimer la satisfaction que nous fait éprouver la conviction d'arriver désormais promptement à un accord sur toutes les questions visées dans le projet.

La renonciation du Cabinet de Londres à l'idée de faire intervenir une tierce Puissance, pour la défense du Canal placé sous la garantie collective de l'Europe, nous paraît en effet rendre moins nécessaire la délimitation géographique de la région du Canal, délimitation dont l'idée s'était naturellement produite au cours de la discussion et qui, dans notre pensée, avait surtout pour objet de déterminer sur chacune des deux rives une certaine zone dans laquelle le Gouvernement khédivial et la Porte suzeraine, contrairement aux principes applicables jusqu'à nouvel ordre au reste de l'Egypte, renonceraient à opérer militairement avec des alliés. Lord Salisbury, en admettant aujourd'hui que ni le Gouvernement khédivial ni le Gouvernement ottoman n'invoqueront en aucune circonstance l'assistance d'une tierce puissance pour défendre le Canal, nous permet de renoncer à notre insistance en vue de la délimitation précise dont il a été question.

Il n'est jamais entré dans nos vues, lord Salisbury s'en convaincra aisément en se faisant représenter les pièces de la négociation, que les rives du Canal pussent en aucun cas être considérées comme un « territoire commun ouvert à tous » et où une Puissance étrangère quelconque aurait le droit de débarquer des troupes ou de faire transiter une force armée. Si nous avons jugé qu'il y aurait un intérêt général à les considérer comme une dépendance de la ligne d'eau, c'est au point de vue seulement de l'obligation que le Khédive et la Porte d'abord, les Puissances ensuite, auraient d'y faire respecter, dans les formes prévues par la Convention, les garanties jugées nécessaires au libre usage du Canal proprement dit. Cette manière d'envisager la question n'implique en aucune façon que l'accès de la zone latérale doive être interdit au Souverain territorial. Ce qui importe, et ce point, je l'espère, ne sera pas contesté par le Cabinet de Londres, c'est que les dispositions internationales prises pour assurer la libre circulation dans le lit même du Canal aient, en vertu du traité, l'efficacité suffisante pour empêcher que le territoire avoisinant puisse être utilisé dans le but de rendre illusoire les garanties ménagées pour la partie recouverte par les eaux.

Si le Gouvernement de la Reine admet ce principe, il jugera sans doute,

comme nous, préférable de l'énoncer dans une formule générale, au lieu d'en restreindre l'application à une zone kilométrique dont la détermination pourrait amener quelques divergences de vues. Ce but, croyons-nous, pourrait être atteint au moyen de la rédaction suivante de l'article 9 :

« Les Représentants en Egypte des Puissances signataires du présent
« traité seront chargés de veiller à son exécution. En toute circonstance
« qui menacerait la sécurité ou le libre passage du Canal, ils se réuniront,
« sur la convocation de l'un d'eux et sous la présidence de leur doyen, pour
« procéder aux constatations nécessaires. Ils feront connaître au Gouver-
« nement khédivial le danger qu'ils auront reconnu, afin que celui-ci
« prenne les mesures propres à assurer la protection et le libre passage
« du Canal. En tout état de cause, ils se réuniront une fois par an pour
« constater la bonne exécution du traité. Ils réclameront notamment la
« suppression de tout ouvrage ou la dispersion de tout rassemblement
« qui, sur l'une ou l'autre rive du Canal, pourrait avoir pour but ou pour
« effet de porter atteinte à la liberté et à l'entière sécurité de la navi-
« gation. »

Je vous serai obligé de vouloir bien communiquer cette rédaction nouvelle au Secrétaire d'Etat de la Reine, dans une lettre où vous lui indiquerez les réflexions amicales que nous a suggérées la lecture de sa communication du 19 août.

FLOURENS.

N° 47. — **Le comte d'Aubigny, Chargé d'Affaires de France à Londres, à M. Flourens.**

Londres, le 4 septembre 1887.

M. Waddington a quitté l'Angleterre aujourd'hui, après m'avoir remis le service de l'Ambassade.

Avant son départ, il avait adressé à Lord Salisbury une communication relative au Canal de Suez. Bien que cette lettre soit la reproduction à peu près exacte de votre dépêche du 31 août, je ne crois pas moins utile de vous en envoyer une copie.

Lord Salisbury ayant quitté l'Angleterre pour se rendre en France au commencement de la semaine dernière, M. Waddington n'a pas pu avoir avec lui d'entretien au sujet de cette question.

L. D'AUBIGNY.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE LONDRES EN DATE DU 4 SEPTEMBRE 1887.

M. Waddington, Ambassadeur de la République française à Londres, au Marquis de Salisbury, Secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères.

Londres, le 3 septembre 1887.

Monsieur le Marquis, par votre note du 19 août, vous avez bien voulu proposer, dans le but de hâter la conclusion de la longue négociation entre nos deux Gouvernements relative au Canal de Suez, l'arrangement suivant :

La procédure que j'ai suggérée dans ma note du 28 juillet pour pourvoir à la sécurité et à la défense du Canal, à savoir, par le Khédive en premier lieu et par les sept Puissances signataires en second lieu, serait acceptée par le Gouvernement de Sa Majesté, en ce qui touche le Canal proprement dit.

D'autre part, il ne serait plus question de comprendre dans la définition du Canal une zone latérale non recouverte par les eaux.

Votre Seigneurie reconnaît en outre que l'ensemble des garanties stipulées dans le projet de convention rend inutile le recours du Khédive ou du Sultan à des alliés pour la défense du droit international de libre passage perpétuel par le Canal. En prenant acte des déclarations de Votre Seigneurie sur ces points importants, M. Flourens me charge de lui exprimer la satisfaction que lui fait éprouver la conviction d'arriver désormais promptement à un accord sur toutes les questions visées dans le projet de convention.

En effet, la renonciation du Gouvernement de Sa Majesté la Reine à l'idée de faire intervenir une tierce Puissance pour la défense du Canal placé sous la garantie collective de l'Europe, nous paraît rendre moins nécessaire la délimitation géographique de la région du Canal, délimitation dont l'idée s'était naturellement produite au cours de la discussion et qui, dans notre pensée, avait surtout pour objet de déterminer sur chacune des deux rives une certaine zone dans laquelle le Gouvernement khédivial et la Porte suzeraine, contrairement aux principes applicables jusqu'à nouvel ordre au reste de l'Egypte, renonceraient à opérer militairement avec des alliés. Nous n'insisterons donc pas sur la délimitation précise de la zone du Canal dont il a été question.

Il n'est jamais entré dans nos vues, Votre Seigneurie s'en convaincra aisément en se faisant représenter les pièces de la négociation, que les rives du Canal pussent en aucun cas être considérées comme « un territoire commun ouvert à tous », où une Puissance étrangère quelconque aurait le droit de débarquer des troupes ou de faire transiter une force armée. Si nous avons jugé qu'il y a un intérêt général à les considérer comme une dépendance de la ligne d'eau, c'est au point de vue seulement de l'obligation que le Khédive et la Porte d'abord, et les Puissances ensuite, auraient d'y faire respecter, dans les formes prévues par la Convention, les garanties jugées nécessaires au libre passage par le Canal proprement dit. Cette manière d'envisager la question n'implique en aucune façon que l'accès de la zone latérale doive être interdit au Souverain territorial. Ce qui importe, et ce point, je l'espère, ne sera pas contesté par Votre Seigneurie, c'est que les dispositions internationales prises pour assurer la libre circulation dans le lit même du Canal aient, en vertu du traité, l'efficacité suffisante pour empêcher que le territoire avoisinant puisse être utilisé dans le but de rendre illusoire les garanties stipulées pour la partie recouverte par les eaux.

Si Votre Seigneurie admet ce principe, Elle jugera sans doute comme nous préférable de l'énoncer dans une formule générale plutôt que d'en restreindre l'application à une zone kilométrique. Ce but, croyons-nous, pourrait être atteint au moyen de la rédaction suivante de l'article 9 :

« Les Représentants en Egypte des Puissances signataires du présent traité
« seront chargés de veiller à son exécution. En toute circonstance qui mena-
« cerait la sécurité ou le libre passage du Canal, ils se réuniront, sur la convo-
« cation de l'un d'eux et sous la présidence de leur doyen, pour procéder aux
« constatations nécessaires. Ils feront connaître au Gouvernement khédivial le
« danger qu'ils auront reconnu, afin que celui-ci prenne les mesures propres à
« assurer la protection et le libre usage du Canal. En tout état de cause, ils se
« réuniront une fois par an pour constater la bonne exécution du traité. Ils
« réclameront notamment la suppression de tout ouvrage ou la dispersion de
« tout rassemblement qui, sur l'une ou l'autre rive du Canal, pourrait avoir
« pour but ou pour effet de porter atteinte à la liberté et à l'entière sécurité de
« la navigation. »

J'ai la conviction que cette nouvelle rédaction donne satisfaction à tous les intérêts internationaux en jeu et j'espère qu'elle obtiendra l'approbation de
Votre Seigneurie.

WADDINGTON.

N° 48. — M. Flourens, Ministre des Affaires étrangères, à M. Gérard, Chargé d'Affaires de France près le Gouvernement italien.

Paris, le 21 septembre 1887.

En communiquant, le 22 juin 1885, à l'Ambassadeur de la République près Sa Majesté le Roi d'Italie les procès-verbaux et protocoles de la Commission chargée de réglementer le libre usage du Canal de Suez, mon prédécesseur avait attiré l'attention de M. Deciais sur la nature des résultats auxquels avaient abouti les délibérations des Délégués, en même temps que sur les divergences de vues qui avaient empêché l'unanimité de s'établir sur certains points du projet de traité élaboré à Paris.

Ainsi que vous le savez, les principales difficultés qui s'opposaient à une entente complète portaient sur le mode de surveillance de l'exécution du traité. D'autre part, des propositions divergentes avaient été présentées sur les articles 5, 6 et 11, sans parler des articles 10 et 16 sur lesquels les difficultés ne paraissaient pas être aussi sérieuses.

Quelque temps après la séparation des Délégués réunis à Paris, les divers Cabinets ayant été consultés par nous sur la situation, la plupart d'entre eux parurent penser que la France et l'Angleterre, étant les Puissances les plus sérieusement intéressées dans la question, devaient tout d'abord rechercher ensemble les termes de formules transactionnelles, puis ensuite faire part aux autres Gouvernements des résultats de leurs tentatives.

Malgré les fréquents changements survenus dans la direction des Affaires étrangères à Londres, cette importante question n'a jamais été perdue de vue, de part ni d'autre, et les divergences initiales ont été peu à peu tellement réduites que le moment semble n'être pas éloigné où l'entente entre les deux Cabinets sera complète.

En ce qui concerne la surveillance du Canal (art. 9 du projet de Traité), le Gouvernement britannique avait seulement consenti à ce que les Représentants des Puissances en Egypte fussent virtuellement chargés de veiller à l'exécution du Traité. La rédaction anglaise primitive ne rendait leur réunion nécessaire que dans des cas très graves, guerre, troubles intérieurs, etc.

Il nous semblait qu'il convenait de laisser une plus grande latitude aux Représentants des Puissances et de stipuler que leur réunion aurait lieu, sur la convocation de l'un d'entre eux et sous la présidence de leur doyen, « en toute circonstance qui menacerait la sécurité ou le libre passage du Canal ».

De plus, le Gouvernement britannique proposait que les Représentants des Puissances saisissent leurs Gouvernements respectifs des propositions qui leur paraîtraient les plus propres à assurer la protection et le libre usage du Canal : il nous paraissait plus conforme à l'esprit général du Traité, tel qu'il ressort en particulier des articles 10 et 11, que les Consuls fissent directement appel au Gouvernement égyptien, ce dernier ayant à examiner s'il peut suffire aux circonstances ou s'il doit, comme l'y invitent les articles précédents, recourir aux Puissances signataires de la Déclaration de Londres. Enfin, nous émettions le vœu qu'une fois par an les Consuls se réunissent pour constater la bonne exécution du Traité.

Le Cabinet de Londres a admis une partie de cette argumentation, mais il a objecté que la faculté laissée aux Agents d'adresser leurs propositions au Khédive et non à leurs Gouvernements respectifs leur donnerait un

droit d'intervention inutile et inopportun dans le Gouvernement local. A cela, nous avons répliqué que le Gouvernement égyptien, ayant qualité pour prendre des mesures de protection, c'était à lui qu'il convenait de signaler les cas où ces mesures seraient nécessaires et que, si l'avertissement lui était donné directement par les Consuls, on éviterait fréquemment, de la sorte, l'intervention plus énergique des Gouvernements, telle qu'elle résulterait du système proposé par l'Angleterre. Toutefois, devant l'insistance du Gouvernement britannique, nous avons cherché à préciser la mission du corps consulaire, de manière à exclure toute idée de pression, et nous avons proposé la formule suivante pour l'article 9 :

« Les Représentants en Egypte des Puissances signataires du présent
 « Traité seront chargés de veiller à son exécution. En toute circonstance,
 « qui menacerait la sécurité ou le libre passage du Canal, ils se réuniront,
 « sur la convocation de l'un d'eux et sous la présidence de leur doyen,
 « pour procéder aux constatations nécessaires. *Ils feront connaître au Gouvernemen-
 « t égyptien le danger qu'ils auront reconnu, afin que celui-ci
 « prenne les mesures propres à assurer la protection et le libre usage du
 « Canal.* Ils se réuniront, en tous cas, une fois par an, pour s'assurer que
 « le présent Traité est dûment exécuté. »

Ce texte est adopté aujourd'hui par la France et par l'Angleterre qui sont ainsi d'accord sur le point qui a été l'objet des plus vives discussions à la Commission de Paris. Je me plais à penser que M. Crispi adoptera cette nouvelle rédaction.

Les articles 5 et 6 sont relatifs, le premier aux opérations de guerre et le second à l'embarquement des troupes et munitions. Pour le premier, la difficulté portait sur la détermination de l'étendue des eaux dans lesquelles les opérations dont il s'agit seraient interdites. Nous avons admis la rédaction présentée par les Délégués d'Angleterre et d'Italie. Quant à l'article 6, nous avons consenti également à limiter, au temps de guerre, l'interdiction qu'il a pour objet d'établir. Toutefois, nous ne croyons pas pouvoir admettre en principe que cette interdiction ne portera pas sur les ports d'accès, comme le demande l'Angleterre. Sur ce point encore, l'attitude des Délégués italiens en 1885 nous assure d'avance l'assentiment du Gouvernement royal.

Sur l'article 11, nous nous sommes appliqués à démontrer au Cabinet de Londres qu'il serait peu conforme aux tendances générales du Traité projeté, d'autoriser la Porte et le Khédive à faire appel à leurs alliés éventuels. Dans notre pensée, en effet, si l'Egypte et la Turquie faisaient intervenir une Puissance tierce sur le Canal, les autres Puissances ne se sentiraient plus liées par les termes d'une Convention dont l'esprit ne serait pas respecté et qui deviendrait bientôt lettre morte ; dans ces conditions, il n'y aurait pas en Europe une Puissance directement intéressée à la liberté du Canal, qui consentit à remettre en toute circonstance la défense de cet intérêt à des alliés éventuels de la Turquie et de l'Egypte. En ce qui concerne l'hypothèse d'un mouvement insurrectionnel menaçant la sécurité du Canal, nous avons exposé que si l'action des Consuls généraux, telle qu'elle est admise par l'Angleterre et qu'elle est définie par l'article 9, devenait insuffisante, l'article 10 fixait une procédure présentant les garanties internationales les plus complètes.

Le Gouvernement britannique ayant insisté pour laisser au Gouvernement khédivial et à la Porte la liberté de leurs alliances, nous avons rap-

pelé la distinction entre le Canal et le territoire égyptien, nous avons admis que, pour l'Egypte, le Canal excepté, rien n'empêcherait le Sultan et le Khédivé de faire appel à leurs alliés. Cette distinction nous a conduits à proposer que la région du Canal fût déterminée sur terre comme elle l'était déjà sur mer : ainsi se sont trouvées liées deux questions en apparence indépendantes, celle des alliés de la Puissance territoriale, et celle des limites à fixer à la région neutralisée. Depuis lors, Lord Salisbury n'attachant plus la même importance à laisser à l'Egypte le droit de recourir à des alliés, j'incline à penser que la question de la région du Canal ou de la zone latérale perd de son importance et que les articles 2, 3, 4 et 5 du Traité suffisent à garantir la sécurité du Canal.

Toutefois, il reste à s'entendre sur le sens qu'on doit attacher au mot *canal* ; nous ne pouvons admettre qu'il comprenne uniquement la partie recouverte par l'eau et, suivant nous, les dispositions prises pour assurer la libre circulation dans le lit même du Canal doivent avoir l'efficacité suffisante pour que le territoire avoisinant ne puisse être utilisé pour des opérations de guerre ; aussi, ai-je fait proposer au Cabinet de Londres, afin d'atteindre ce but, de compléter l'article 9 par une disposition ainsi conçue :

« Ils (les Représentants des Puissances) réclameront notamment la suppression de tout ouvrage ou la dispersion de tout rassemblement qui, sur l'une ou l'autre rive du Canal, pourrait avoir pour but ou pour effet de porter atteinte à la liberté et à l'entière sécurité de la navigation. »

Je n'ai pas encore reçu la réponse du Gouvernement britannique à cette suggestion. Ainsi qu'il résulte des informations qui précèdent, les pourparlers engagés en 1885 entre les Cabinets de Paris et de Londres ont conduit à des résultats qui sont de nature à faire espérer le prochain règlement de la question du Canal du Suez, si, comme je me plais à le penser, les autres Cabinets de l'Europe sont disposés à entrer dans nos vues. Le moment me paraît venu de faire part au Gouvernement italien de l'état de la question : nous ne pouvons, en effet, perdre de vue les intérêts méditerranéens dont l'Italie a le droit de se préoccuper ; nous avons, d'un autre côté, à tenir compte de l'adhésion que ses Délégués ont, en leur temps, donnée à certaines propositions aujourd'hui modifiées ; nous n'avons pas enfin perdu le souvenir des efforts de MM. Ressaan et Pierantoni pour arriver à concilier, dans les Conférences de 1885, les divergences de vues qui s'y sont produites.

Vous donnerez, en conséquence, lecture à M. Crispi de la présente dépêche, et vous lui en laisserez, au besoin, une copie, en lui demandant de vouloir bien examiner si les conditions dans lesquelles l'entente s'est effectuée entre la France et l'Angleterre ne lui semblent pas, comme à nous, conformes aux principes dont s'est inspirée la Consulta.

Vous exprimerez en même temps au Président du Conseil la satisfaction que nous éprouverions si, après avoir accordé son approbation aux résultats acquis, il voulait bien appuyer auprès de Lord Salisbury l'addition à l'article 9 dont le texte se trouve consigné plus haut, et qui nous semble donner satisfaction à tous les intérêts internationaux en jeu.

FLOURENS.

N° 49. — **M. Gérard, Chargé d'Affaires de France près le Gouvernement italien à M. Flourens, Ministre des Affaires étrangères.**

(Télégramme.)

Rome, le 24 septembre 1887.

J'ai laissé copie au Président du Conseil de la dépêche de Votre Excellence dont je lui avais donné lecture.

Le Président du Conseil, en me renouvelant les assurances les plus conciliantes, a ajouté qu'il allait examiner sans retard les diverses rédactions proposées. Avant toutefois de rien entamer, il désire savoir si le Gouvernement anglais est averti des communications faites à Rome par Votre Excellence et si Lord Salisbury s'attend à ce que le Gouvernement italien appuie auprès de lui telle ou telle solution ; non que M. Crispi ne soit très disposé à prêter ses bons offices ; il demande seulement si le terrain est préparé à Londres ou s'il doit prendre lui-même toute l'initiative.

GÉRARD.

N° 50. — **Pièce remise, le 24 octobre 1887, à M. Flourens, Ministre des Affaires étrangères, par M. Egerton, Ministre d'Angleterre à Paris.**

(Traduction.)

Foreign-Office, le 21 octobre 1887.

Monsieur, plus de deux années se sont écoulées depuis la dernière réunion de la Commission nommée, en vertu de la déclaration de Londres de mars 1885, pour préparer un Traité destiné à garantir le libre usage du Canal de Suez, pour toutes les Puissances en tout temps. La Commission s'est séparée le 13 juin 1885, sans arriver, probablement en conséquence du changement de Gouvernement en Angleterre, à aucune conclusion. Depuis cette époque, l'Ambassadeur de France a fait auprès du Gouvernement de Sa Majesté des démarches répétées pour faire ressortir l'importance d'une reprise de la discussion en vue d'amener les négociations à une conclusion. Le 13 janvier 1886, M. Waddington me fit savoir que « le Gouvernement français avait consulté les autres Puissances au sujet de la reprise des négociations relatives au Canal de Suez, et que ces Puissances s'étaient déclarées prêtes à adhérer à toute solution des questions laissées en suspens à l'époque des séances de la dernière conférence de Paris, qui pourrait être acceptable à la fois par la Grande-Bretagne et par la France ». Je me refusai, à cette époque, à rouvrir la discussion à cause de la situation incertaine des affaires politiques en Angleterre. Peu de temps après le changement de Ministère, M. Waddington insista auprès de Lord Rosebery pour une reprise des négociations ; il lui fut de nouveau fait observer que le moment n'était pas favorable, bien que Lord Rosebery exprimât le sérieux désir du Gouvernement de Sa Majesté d'être d'accord avec le Gouvernement français sur cette importante question.

Sous l'administration de Lord Iddesleigh, cette affaire a été longuement discutée et a fait l'objet de plusieurs communications entre M. Waddington et moi. Le Gouvernement français insiste aujourd'hui sérieusement auprès de nous sur la grande importance qu'il y aurait à mener à terme, s'il est possible, cette longue négociation. Nous ne sommes pas en position de contester cette manière de voir ; nous avons déclaré de la façon la plus formelle, d'abord au Gouvernement français, puis aux autres Puissances, dans la déclaration de Londres du 17 mars 1885, que « nous reconnaissons avec elles l'urgente nécessité de négociations destinées à sanctionner par un acte conventionnel l'établissement d'un règlement définitif, en vue de garantir en tout temps et pour toutes les Puissances la liberté du Canal ». C'est donc là une question de bonne foi, et nous

sommes dans l'obligation de n'épargner aucun effort pour arriver à un accord sur les termes d'un Acte conventionnel qui devra donner satisfaction à la déclaration ci-dessus, en même temps qu'aux devoirs et aux intérêts que le Gouvernement de Sa Majesté est tenu de prendre en considération.

Il est possible que la République française insiste sur des conditions qui, dans notre pensée, soulèveraient des objections insurmontables; mais le ton de ses communications me semble indiquer une disposition à tenir compte dans une mesure considérable des objections de détail présentées par les Délégués britanniques, à Paris. Aussi me semble-t-il juste, en vue de la politique à laquelle s'est lié le Gouvernement de Sa Majesté par la déclaration de Londres, d'examiner de nouveau si les divergences sur les questions de fond, qui ont rendu stériles les négociations de 1885, sont de nature à faire perdre définitivement l'espoir d'arriver à un accord. Je joins à cette dépêche des propositions pour une Convention suivant, dans leur forme et leurs dispositions, le projet discuté en 1885 et contenant les stipulations sur lesquelles, dans la pensée du Gouvernement de Sa Majesté, les deux Gouvernements peuvent convenablement arriver à un accord. Sur quelques-uns des points qu'il y a deux ans nous ne pouvions concéder, nous avons offert des suggestions alternatives qui permettent de tourner la difficulté; sur d'autres, nous sommes fondés à espérer que le Gouvernement de la République ne sera pas disposé à insister.

Il faut se rappeler que les deux Gouvernements ont été conviés par les autres Puissances, représentées à la Commission internationale, à entrer en négociations spéciales et à arriver, s'il était possible, à une entente préliminaire pour faciliter un accord européen; mais l'instrument auquel ils apposeront leurs signatures ne peut avoir de valeur pratique tant qu'il n'aura pas reçu l'assentiment du Suzerain et celui des autres Puissances intéressées.

En présentant ces propositions à M. Flourens, il est de mon devoir de répéter les termes d'une réserve faite, sans opposition d'aucun côté, par Sir Julian Pauncefote à la clôture des séances de la Commission de 1885. Cette réserve était ainsi conçue :

« Les Délégués de la Grande-Bretagne, en présentant ce texte de Traité comme le régime définitif destiné à garantir le libre usage du Canal de Suez, pensent qu'il est de leur devoir de formuler une réserve générale, quant à l'application de ces dispositions en tant qu'elles ne seraient pas compatibles avec l'état transitoire et exceptionnel où se trouve actuellement l'Egypte et qu'elles pourraient entraver la liberté d'action de leur Gouvernement, pendant la période de l'occupation de l'Egypte par les forces de Sa Majesté britannique. »

En terminant, je vous prie de remettre à M. Flourens une copie de cette dépêche, en même temps que le projet de convention qui y est joint.

SALISBURY.

N° 50 bis. — ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE LORD SALISBURY A M. EGERTON, EN DATE DU 21 OCTOBRE 1887.

Projet de Convention.

Les Gouvernements de _____, voulant consacrer par un acte conventionnel l'établissement d'un régime définitif destiné à garantir en tout temps et à toutes les Puissances le libre usage du Canal maritime de Suez et compléter ainsi le régime sous lequel la navigation par ce Canal a été placée par le Firman de S. M. I. le Sultan en date du 22 février 1866 (2 zikadé 1282) sanctionnant les concessions de S. A. le Khédive, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

.....

Lesquels, s'étant communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Le Canal maritime de Suez sera toujours libre et ouvert, en temps de guerre comme en temps de paix, à tout navire de commerce ou de guerre, sans distinction de pavillon.

En conséquence, les Hautes Parties contractantes conviennent de ne porter aucune atteinte au libre usage du Canal, en temps de guerre comme en temps de paix.

Le Canal ne sera jamais assujéti à l'exercice du droit de blocus.

Art. 2. — Les Hautes Parties contractantes, reconnaissant que le Canal d'eau douce est indispensable au Canal maritime, prennent acte des engagements de Son Altesse le Khédive envers la Compagnie universelle du Canal de Suez en ce qui concerne le Canal d'eau douce.

Elles s'engagent à ne porter aucune atteinte à la sécurité de ce Canal et de ses dérivations, dont le fonctionnement ne pourra être l'objet d'aucune tentative d'obstruction.

Art. 3. — Les Hautes Parties contractantes s'engagent de même à respecter le matériel, les établissements, constructions et travaux du Canal maritime et du Canal d'eau douce.

Art. 4. — Le Canal maritime restant ouvert en temps de guerre comme passage libre, même aux navires de guerre des belligérants, aux termes de l'article 1^{er} du présent Traité, les Hautes Parties contractantes conviennent qu'aucun droit de guerre, aucun acte d'hostilité ou aucun acte ayant pour but d'entraver la libre navigation du Canal ne pourra être exercé dans le Canal et ses ports d'accès, ainsi que dans un rayon de trois milles marins de ces ports, alors même que la Porte serait l'une des Puissances belligérantes.

Les bâtiments de guerre des belligérants ne pourront, dans le Canal et ses ports d'accès, se ravitailler ou s'approvisionner que dans la limite strictement nécessaire. Le transit desdits bâtiments par le Canal s'effectuera dans le plus bref délai, d'après les règlements en vigueur et sans autre arrêt que celui qui résulterait des nécessités du service. Leur séjour à Port-Saïd et dans la rade de Suez ne pourra dépasser vingt-quatre heures, sauf le cas de relâche forcée. En pareil cas, ils seront tenus de partir le plus tôt possible. Un intervalle de vingt-quatre heures devra toujours s'écouler entre la sortie d'un port d'accès d'un navire belligérant et le départ d'un navire appartenant à la Puissance ennemie.

Art. 5. — En temps de guerre, les Puissances belligérantes ne débarqueront et ne prendront dans le Canal et ses ports d'accès ni troupes, ni munitions, ni matériel de guerre. Mais dans le cas d'un empêchement accidentel dans le Canal, on pourra embarquer ou débarquer, dans les ports d'accès, des troupes fractionnées par groupes n'excédant pas 1,000 hommes, avec le matériel de guerre correspondant.

Art. 6. — Les prises seront soumises sous tous les rapports au même régime que les navires de guerre belligérants.

Art. 7. — Les Puissances ne maintiendront dans les eaux du Canal (y compris le lac Timsah et les lacs Amers) aucun bâtiment de guerre.

Toutefois, dans les ports d'accès de Port-Saïd et de Suez, elles pourront faire stationner des bâtiments de guerre, dont le nombre ne devra pas excéder deux pour chaque Puissance.

Ce droit ne pourra être exercé par les belligérants.

Art. 8. — Les Représentants en Egypte des Puissances signataires du présent Traité seront chargés de veiller à son exécution. En toute circonstance qui menacerait la sécurité ou le libre passage du Canal, ils se réuniront, sur la convocation de trois d'entre eux et sous la présidence de leur doyen, pour procéder aux constatations nécessaires. Ils feront connaître au Gouvernement khédivial le danger qu'ils auront reconnu, afin que celui-ci prenne les mesures propres à assurer la protection et le libre usage du Canal.

En tout état de cause, ils se réuniront une fois par an pour constater la bonne exécution du Traité.

Ils réclameront notamment la suppression de tout ouvrage ou la dispersion de tout rassemblement qui, sur l'une ou l'autre rive du Canal, pourrait avoir pour but ou pour effet de porter atteinte à la liberté et à l'entière sécurité de la navigation.

Art. 9. — Le Gouvernement égyptien prendra, dans la limite de ses pouvoirs, tels qu'ils résultent des Firmans, et dans les conditions prévues par le présent Traité, les mesures nécessaires pour faire respecter l'exécution dudit Traité.

Dans le cas où le Gouvernement égyptien ne disposerait pas de moyens suffisants, il devra faire appel à la Sublime-Porte, laquelle se concertera avec les autres Puissances signataires de la Déclaration de Londres du 17 mars 1885, en vue d'arrêter d'un commun accord les mesures à prendre pour répondre à cet appel.

Les prescriptions des articles 4, 5, 7 et 8 ne feront pas obstacle aux mesures qui seront prises en vertu du présent article.

Art. 10. — De même, les prescriptions des articles 4, 5, 7 et 8 ne feront pas obstacle aux mesures que S. M. I. le Sultan et S. A. le Khédive, au nom de Sa Majesté Impériale et dans les limites des Firmans concédés, seraient dans la nécessité de prendre pour assurer, par leurs propres forces, la défense de l'Égypte et le maintien de l'ordre public.

Dans le cas où S. M. I. le Sultan et Son Altesse le Khédive se trouveraient dans la nécessité de se prévaloir des exceptions prévues par le présent article, les Puissances signataires de la Déclaration de Londres en seraient avisées.

Art. 11. — Les mesures qui seront prises dans les cas prévus par les articles 9 et 10 du présent Traité ne devront pas faire obstacle au libre usage du Canal.

Dans ces mêmes cas, l'érection de fortifications permanentes élevées contrairement aux dispositions de l'article 8 demeure interdite.

Art. 12. — Les Hautes Parties contractantes conviennent, par application du principe d'égalité en ce qui concerne le libre usage du Canal, principe qui forme l'une des bases du présent Traité, qu'aucune d'elles ne recherchera, par rapport au Canal, d'avantages territoriaux ou commerciaux, ni de privilèges dans les Arrangements internationaux qui pourront intervenir. Sont d'ailleurs réservés les droits de la Turquie comme Puissance territoriale.

Art. 13. — En dehors des obligations prévues expressément par les clauses du présent Traité, il n'est porté aucune atteinte aux droits souverains de Sa Majesté Impériale le Sultan et aux droits et immunités de Son Altesse le Khédive, tels qu'ils résultent des Firmans.

Art. 14. — Les Hautes Parties contractantes conviennent que les engagements résultant du Présent Traité ne seront pas limités par la durée des actes de concession de la Compagnie universelle du Canal de Suez.

Art. 15. — Les stipulations du présent Traité ne feront pas obstacle aux mesures sanitaires en vigueur en Égypte.

Art. 16. — Les Hautes Parties contractantes s'engagent à porter le présent Traité à la connaissance des États qui ne l'ont pas signé, en les invitant à y accéder.

En foi de quoi les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Traité et y apposé le sceau de leurs armes.

Fait à.....

N° 51. — **M. Flourens, Ministre des Affaires étrangères, à M. Gérard, Chargé d'Affaires de France près le Gouvernement italien.**

(Télégramme.)

Paris, le 24 octobre 1887.

Veillez annoncer au Président du Conseil qu'un accord vient de s'établir entre la France et l'Angleterre, relativement à la neutralisation du Canal de Suez. La présence de Lord Salisbury en France nous a permis de nous entendre directement avec Sa Seigneurie pour faire disparaître les légères difficultés qui existaient encore.

Le Projet dont les termes viennent d'être arrêtés doit être soumis à la Porte suzeraine et aux Puissances qui étaient représentées à la Commission de Paris en 1885. L'adhésion de ces Puissances y est nécessaire. Vous serez donc chargé très prochainement de remettre ce projet de convention à M. Crispi.

En même temps, je vous prierai de le remercier du concours qu'il avait bien voulu me promettre pour faciliter le dénouement des négociations, et de lui demander de témoigner des excellentes dispositions qu'il nous avait fait espérer en hâtant l'adhésion de l'Italie à une Convention dont elle est appelée à bénéficier au même degré que le Gouvernement de la République.

FLOURENS.

N° 52. — **M. Flourens au Comte d'Aubigny, Chargé d'Affaires de France à Londres.**

(Télégramme.)

Paris, le 25 octobre 1887.

Le récent séjour de Lord Salisbury en France nous a permis de régler les derniers points laissés en suspens dans les projets d'accord relatifs au Canal de Suez, aux Nouvelles-Hébrides et aux îles sous le vent de Taïti. Les termes de cette entente préparée par l'Ambassade de la République à Londres ont été arrêtés hier entre M. Egerton et moi. Je vous en ferai parvenir le texte prochainement.

FLOURENS.

N° 53. — **M. Flourens à M. Imbert, Chargé d'affaires de France à Constantinople.**

(Télégramme.)

Paris, le 25 octobre 1887.

Le récent séjour de Lord Salisbury en France nous a permis de régler heureusement les derniers points laissés en suspens dans le projet de neutralisation du Canal de Suez, dont la France et l'Angleterre doivent soumettre la rédaction à la Porte ottomane et aux Puissances représentées à la Commission de Paris en 1885. Le Comte de Montebello sera très prochainement en mesure de présenter au Gouvernement du Sultan les termes de ce projet, dont la rédaction arrêtée hier paraîtra, j'en suis convaincu, conforme aux prérogatives de Sa Majesté Impériale et aux intérêts généraux que, dans toutes les questions relatives à l'Egypte, le Gouvernement de la République considère comme aisément conciliables.

FLOURENS.

N° 54. — **M. Flourens, Ministre des Affaires étrangères aux Ambassadeurs de la République française à Berlin et à Madrid, aux Chargés d'Affaires de France à Saint-Petersbourg et à Vienne, et au Ministre de France à La Haye.**

(Télégramme.)

Paris, le 23 octobre 1887.

Les derniers points laissés en suspens dans le projet de neutralisation du Canal de Suez ont été heureusement réglés avec Lord Salisbury pendant son récent séjour en France. Les termes de cet accord qui répond, croyons-nous, aux intentions des Puissances représentées à la Commission de Paris en 1885, viennent d'être arrêtés. Ils doivent être soumis à ces Puissances dont l'adhésion est nécessaire et qui sont appelées à en bénéficier dans les mêmes conditions que la France et l'Angleterre. Vous serez donc très prochainement chargé de remettre au Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité le projet de convention préparé par le Cabinet de Londres et par nous.

FLOURENS.

N° 55. — **M. Flourens, Ministre des Affaires étrangères, au Comte d'Aubigny, Chargé d'Affaires de France à Londres.**

Paris, le 23 octobre 1887.

J'ai l'honneur de vous envoyer, ci-joint, le texte d'une dépêche adressée, le 21 de ce mois, par Lord Salisbury à M. Egerton, et dont ce dernier m'a remis la copie en constatant l'accord des deux Cabinets sur le projet de convention relative au Canal de Suez, également ci-annexé (1).

FLOURENS.

N° 56. — **M. Flourens, Ministre des Affaires étrangères, aux Ambassadeurs de la République française à Constantinople, Berlin et Madrid, aux Chargés d'Affaires de France à Vienne, Saint-Petersbourg et Rome, et au Ministre de France à La Haye.**

Paris, le 23 octobre 1887.

J'ai l'honneur de vous envoyer, ci-joint, le texte du Projet de convention relative au Canal de Suez, sur lequel l'entente vient d'être établie entre les Cabinets de Paris et de Londres (2).

Vous trouverez également, ci-annexées, la copie et la traduction d'une lettre adressée par le Secrétaire d'Etat de Sa Majesté britannique au Ministre d'Angleterre à Paris, pour constater l'accord des deux Gouvernements (3). Je me réserve de vous faire parvenir ultérieurement des instructions sur la forme dans laquelle vous aurez à saisir le Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité du projet ainsi arrêté entre l'Angleterre et nous et dont j'ai tenu à vous donner aussitôt que possible la substance exacte.

FLOURENS.

N° 57. — **M. Flourens, Ministre des Affaires étrangères, au Comte Horric de Beaucaire, gérant l'Agence et Consulat général de France en Egypte.**

Paris, le 23 octobre 1887.

J'ai l'honneur de vous envoyer, ci-joint, le texte du projet de conven-

(1-2-3) Voir les numéros 50 et 50 bis.

tion relative au Canal de Suez, sur lequel l'entente vient d'être établie entre les Cabinets de Paris et de Londres (1).

Vous trouverez également, ci-annexées, la copie (2) et la traduction d'une lettre adressée par le Secrétaire d'Etat britannique au Ministre d'Angleterre à Paris, pour constater l'accord des deux Gouvernements (3).

FLOURENS.

N° 58. — **M. Flourens, au Comte G. de Montebello, Ambassadeur de la République française, à Constantinople.**

(Télégramme.)

Paris, le 10 novembre 1887.

Je vous prie de remettre officiellement à la Porte ottomane le texte du Projet de convention relative au Canal de Suez joint à ma lettre du 28 octobre. Vous laisserez en même temps au Ministre des Affaires étrangères copie de la dépêche suivante que je vous adresse après en avoir arrêté les termes d'accord avec le Cabinet de Londres :

« La Commission internationale réunie, en 1885, pour régler le libre usage du Canal de Suez, s'étant séparée sans avoir complètement terminé son œuvre, le Gouvernement de la République a pensé que, cette Commission ayant eu son siège à Paris, il lui appartenait plus spécialement de s'enquérir des intentions des autres Gouvernements en vue de résoudre les dernières difficultés qui étaient restées en suspens. Ces difficultés ne portaient, d'ailleurs, que sur un très petit nombre de points, et il semblait aisé de les faire disparaître en s'inspirant des principes sur lesquels toutes les Puissances étaient déjà tombées d'accord.

« Les Gouvernements, pressentis par nous, nous ont laissé entendre qu'à leur avis le soin de préparer une solution, qu'ils regardaient tous comme très désirable, incomberait à l'Angleterre et à la France et qu'ils ne refuseraient vraisemblablement pas leur adhésion aux clauses qui auraient paru acceptables à ces deux Puissances.

« Nous n'avons jamais négligé depuis cette époque de poursuivre ce but que diverses circonstances ont retardé, mais qui vient d'être atteint. L'entente s'est établie sur tous les points entre le Gouvernement de la Reine et nous ; nous sommes en mesure de soumettre aux Puissances représentées à la Commission de 1885 le projet qui est le résultat de cette entente.

« Le Gouvernement de la Reine, en nous suggérant de prendre cette initiative, a de nouveau affirmé son complet accord avec nous, et c'est en son nom comme au nôtre que nous prions la Sublime Porte de vouloir bien étudier le Projet ci-joint et y donner son approbation, si, comme nous en avons l'espérance, il lui paraît conforme aux principes qui ont présidé aux travaux de la Commission de Paris et de nature à réaliser l'objet de ces travaux, à savoir la libre navigation en tout temps du Canal de Suez.

« Nous attachons un prix tout particulier à obtenir l'assentiment de la Sublime Porte dont les deux Puissances se sont appliquées à respecter et à consacrer les droits, dans la pensée que la Suzeraineté de Sa Majesté Impériale importe également à l'Egypte et à l'Europe. »

Le Cabinet de Londres nous a autorisés à joindre à cette communication

(1) V. le n° 50 bis.

(2) Pour la copie, V. le *Livre jaune*, n° 50.

(3) V. les n° 50 et 50 bis.

la lettre de Lord Salisbury à M. Egerton en date du 21 octobre, également annexée à ma dépêche du 28 octobre et qui, en résumant les négociations antérieures, précise le caractère du Projet actuel dans des termes auxquels nous ne pouvons que nous référer. L'Ambassadeur de la Reine doit, d'ailleurs, remettre de son côté cette pièce à la Porte en exprimant le désir de son Gouvernement de lui voir donner son adhésion au Projet de convention.

Confidentiel. — Je me propose d'adresser ultérieurement aux autres Cours intéressées une communication analogue. Mais j'ai tenu à marquer par une différence de date le prix que nous attachions à saisir le Gouvernement ottoman avant tous les autres.

FLouRENS.

N° 59. — M. Flourens, aux Ambassadeurs de la République à Berlin, Saint-Petersbourg, Vienne et Madrid, au Ministre de France à la Haye et au Chargé d'affaires de France près le Gouvernement italien.

(Télégramme)

Paris, le 12 novembre 1887.

En transmettant officiellement, lundi prochain, au Ministre des Affaires étrangères le texte du Projet de convention relative au Canal de Suez, vous voudrez bien lui communiquer également copie de la Circulaire suivante que je vous adresse après en avoir arrêté les termes d'accord avec le Cabinet de Londres :

« La Commission internationale, réunie en 1885 pour régler le
 « libre usage du Canal de Suez, s'étant séparée sans avoir complètement
 « terminé son œuvre, le Gouvernement de la République a pensé que,
 « cette commission ayant eu son siège à Paris, il lui appartenait plus spé-
 « cialement de s'enquérir des intentions des autres Gouvernements en vue
 « de résoudre les dernières difficultés qui étaient restées en suspens. Ces
 « difficultés ne portaient, d'ailleurs, que sur un très petit nombre de
 « points, et il semblait aisé de les faire disparaître en s'inspirant fidèle-
 « ment des principes sur lesquels toutes les Puissances étaient déjà tom-
 « bées d'accord.

« Les Gouvernements, pressentis par nous, nous ont laissé entendre que
 « le soin de préparer une solution, qu'ils regardaient tous comme très dési-
 « rable, incombait à l'Angleterre et à la France, et qu'ils ne refuseraient
 « vraisemblablement pas leur adhésion aux clauses qui auraient paru
 « acceptables à ces deux Puissances. Nous n'avons jamais négligé, depuis
 « cette époque, de poursuivre ce but que diverses circonstances ont
 « retardé, mais qui vient d'être atteint. L'entente s'est établie sur tous les
 « points entre le Gouvernement de la Reine et nous ; nous sommes en
 « mesure de soumettre aux Puissances représentées à la Commission
 « de 1885 le Projet qui est le résultat de cette entente.

« Le Gouvernement de la Reine, en nous suggérant de prendre cette
 « initiative, a de nouveau affirmé son complet accord avec nous, et c'est
 « en son nom comme au nôtre que nous prions le Gouvernement auprès
 « duquel vous êtes accrédité de vouloir bien étudier le projet ci-joint et y
 « donner son approbation, si, comme nous en avons l'espérance, il lui
 « paraît conforme aux principes qui ont présidé aux travaux de la Commis-

« sion de Paris et de nature à réaliser l'objet de ces travaux, à savoir la libre navigation en tout temps du Canal de Suez. »

Le Cabinet de Londres nous a autorisés à joindre à cette communication la lettre de Lord Salisbury à M. Egerton, en date du 21 octobre, également annexée à ma dépêche du 28 octobre, et qui, en résumant les négociations antérieures, précise le caractère du Projet actuel dans des termes auxquels nous ne pouvons que nous référer. Le Représentant de la Reine doit, d'ailleurs, remettre, de son côté, cette pièce au Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité, en exprimant le désir du Cabinet de Londres de le voir donner son adhésion au Projet de convention.

FLOURENS.

N° 60. — **M. Flourens, aux Ambassadeurs de la République à Berlin, Vienne, Saint-Petersbourg, Constantinople, Madrid, au Ministre de France à la Haye et au Chargé d'Affaires de France près le Gouvernement Italien.**

(Télégramme.)

Paris, le 17 novembre 1887.

Dans notre pensée comme dans celle du Cabinet de Londres, le mot « troupes », à l'article 5 du Projet de Convention relative au Canal de Suez, ne s'applique pas aux soldats malades et désarmés se rendant aux hôpitaux militaires de Suez et de Port-Saïd. Votre Collègue anglais doit remettre au Ministre des Affaires étrangères une lettre de Lord Salisbury qui donne une interprétation analogue. Veuillez faire connaître la nôtre au Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité.

FLOURENS.

N° 61. — **M. Flourens à M. Waddington, Ambassadeur de la République française à Londres.**

Paris, le 17 novembre 1887.

Au moment où les Puissances représentées à la Commission internationale réunie à Paris en 1885 viennent d'être saisies par nous du Projet de convention arrêté entre la France et l'Angleterre, pour assurer la liberté du Canal de Suez, il ne me paraît pas sans intérêt de constater avec vous le résultat des efforts persévérants du Gouvernement de la République en vue d'arriver à une rédaction satisfaisante pour tous et de résoudre ainsi une question laissée en suspens au détriment des intérêts généraux qui s'y trouvaient engagés.

Nous avons tenu, et nous avons été heureux d'amener le Cabinet de Londres à partager cette manière de voir, à ce que, dans sa teneur générale, l'ensemble du nouveau texte soumis à l'approbation de l'Europe ne différât pas sensiblement de celui auquel la majorité des Délégués des Puissances avait déjà donné son adhésion. Il s'agissait, en effet, non pas de revenir sur les décisions qui avaient été prises à la Commission de Paris, mais de les compléter, en préparant la solution de quelques difficultés qui restaient encore et qui ne portaient, vous le savez, que sur un petit nombre de points. Respecter dans leur texte les résolutions arrêtées à Paris et, pour le reste, s'inspirer des principes qui paraissaient avoir été acceptés par

toutes les Puissances, tel a été le but que nous nous sommes proposé, la pensée à laquelle nous sommes constamment restés fidèles. Les articles sur lesquels l'accord s'était fait en 1885 n'ont donc été l'objet d'aucune modification. Seules les dispositions de l'ancien article 4, relatives à l'interdiction des ouvrages fortifiés ou des rassemblements de troupes sur les points commandant le passage du Canal, ont été supprimés comme faisant double emploi avec les mesures de précaution plus larges, mais non moins efficaces, confiées par le nouvel article 8 ainsi que par le second paragraphe de l'article 11 à la sollicitude des Agents des Puissances en Egypte.

Il a fallu, au contraire, se mettre d'accord sur un nouveau texte pour les articles dont la rédaction était contestée. Le Gouvernement britannique et le Gouvernement de la République y sont parvenus, grâce à l'esprit de conciliation qui, de part et d'autre, a présidé à la négociation. Nous avons accepté, en premier lieu, sur la demande du Cabinet de Londres, la restriction à un rayon de trois milles marins en dehors du Canal et de ses ports d'accès, du champ interdit aux opérations ou aux préparatifs des belligérants. Les nations maritimes ne s'étant pas encore mises d'accord, pour substituer à la clause d'usage en pareille matière une délimitation plus conforme aux perfectionnements modernes de leurs armements, nous avons cru que nous pouvions nous en tenir à la formule traditionnelle, étant données les difficultés pratiques que l'on aurait rencontrées peut-être pour appliquer la désignation générale d'*eaux territoriales* proposée en 1885, désignation qui serait devenue l'objet d'interprétations contradictoires, le jour où il aurait fallu plus nettement la définir, à moins de se reporter à cette même limite de trois milles généralement admise dans le droit des gens.

Nous avons accepté aisément que l'interdiction d'embarquement et de débarquement de troupes et de matériel de guerre dans le Canal ne s'appliquerait qu'aux circonstances où elle est réellement utile à la sécurité de la voie internationale, c'est-à-dire au temps de guerre. De son côté, le Cabinet de Londres a consenti à comprendre les ports d'accès dans cette interdiction. Nous avons, en outre, reconnu la légitimité des observations présentées par le Foreign-Office sur l'intérêt qu'en cas d'obstruction du Canal les Puissances maîtresses de colonies dans la mer Rouge, l'Océan Indien ou l'Extrême-Orient auraient à conserver la faculté de débarquer ou de prendre à Suez et à Port-Saïd des troupes et du matériel échelonnés par fractions assez peu considérables pour ne pouvoir, en aucune occurrence, créer un obstacle sérieux aux garanties stipulées par la Convention.

La correspondance échangée entre votre Ambassade et mon Département a déjà fait ressortir la valeur des concessions que le Gouvernement de la Reine a, de son côté, été amené à faire aux intérêts généraux de l'Europe, en admettant, d'une part, que la défense du Canal fût confiée à la Porte et à l'Egypte seules, à l'exclusion d'alliés éventuels; de l'autre, que les Représentants des Puissances au Caire eussent la charge de provoquer, en toute occurrence dangereuse, l'action tutélaire du Souverain territorial. Ces points, longtemps débattus, avaient, à nos yeux, une importance considérable.

Il nous semblait impossible d'admettre que le Gouvernement khédivial ou que la Porte suzeraine pût recourir à des alliés pour la défense du Canal sans se mettre en opposition avec le principe même de la Convention, c'est-à-dire la neutralité dudit Canal. Cette neutralité n'existerait plus et le but

poursuivi serait manqué, si la Porte ou le Gouvernement khédivial pouvait introduire, sous prétexte d'alliance, une armée étrangère en Egypte, et, dès lors, les autres Puissances ne se regarderaient plus comme liées par le texte d'une Convention dont l'esprit aurait été si manifestement méconnu. L'objection tirée de la limitation apportée à la liberté des Puissances territoriales n'avait pas de raison d'être, puisque l'établissement de la neutralité a toujours cette conséquence et que le Souverain renonce à l'exercice d'une partie de ses droits en échange des garanties de sécurité qui lui sont données. D'ailleurs, nous ne faisons que rappeler et maintenir la rédaction que la Sublime-Porte elle-même avait énergiquement soutenue en 1885. Le Gouvernement britannique l'a finalement reconnu, et a consenti à ce que les mots *par leurs propres forces* fussent conservés dans le texte de l'article 10. Ce résultat, auquel nous attachions le plus grand prix, n'est pas le seul que nous ayons obtenu à la suite de cette laborieuse négociation. Nous tenions essentiellement à ce que le caractère de perpétuité fût attribué à la Commission de surveillance établie par l'article 8 et à ce que, dans ce but, cette Commission se réunît au moins une fois par an, pour constater la bonne exécution du Traité. S'il en avait été autrement, la Commission aurait pu tomber, en quelque sorte, en désuétude et perdre peu à peu la conscience de sa propre existence. Sur ce point encore, le Gouvernement britannique a fini par adopter notre manière de voir. Il a été convenu aussi que la Commission se réunirait dans l'intervalle des sessions, sur la convocation de trois de ses membres. Nous avions demandé d'abord qu'un seul des Représentants des Puissances pût faire une convocation valable, mais le Cabinet de Londres a pensé qu'il pourrait en résulter des inconvénients. Convaincus, pour notre compte, qu'en toute éventualité digne d'appeler l'attention de l'Egypte, de la Porte et de l'Europe, il serait aisé de trouver trois des Agents accrédités au Caire, disposés à prendre une semblable initiative et que, d'ailleurs, aucun des Représentants des Puissances ne voudrait prendre sur lui de convoquer la Commission sans être assuré de l'appui d'au moins deux de ses collègues, nous n'avons pas fait de difficulté d'accéder au désir qui nous était exprimé.

Nous faisons valoir, en ce moment, auprès de la Porte et des Cours représentées à la Commission de 1885, l'intérêt que présente leur prompt adhésion à l'arrangement dont je viens de rappeler l'économie générale.

Nous avons la confiance que cette adhésion, une fois donnée, aura préparé, dans des conditions favorables, l'avenir que nous désirons pour l'Egypte. Lord Salisbury, dans sa lettre adressée, le 21 octobre, à M. Eger-ton, a renouvelé les réserves déjà faites par Sir Julian Pauncefote, au moment de la clôture des travaux de la Commission de Paris, réserves dont les autres Puissances sont naturellement appelées à bénéficier. Sir Julian Pauncefote, en présentant le texte du Traité comme *le régime définitif destiné à garantir le libre usage du Canal de Suez*, formulait, en effet, une réserve générale quant à l'application de ses dispositions, en tant qu'elles ne seraient pas compatibles avec l'état où se trouve actuellement l'Egypte, mais il qualifiait cet état de *transitoire et exceptionnel*. Nous ne pouvons avoir aucun déplaisir à ce que Lord Salisbury se réfère aujourd'hui aux paroles prononcées en 1885 par sir Julian Pauncefote, et qui caractérisent exactement la situation de l'Egypte. Quoi qu'il en soit, je me félicite que le succès de cette longue négociation ait pu amener entre les deux Gouvernements un accord au sujet des affaires égyptiennes. J'espère que les

autres puissances, appelées à en bénéficier au même titre que nous, donneront leur approbation à la Convention qui leur est soumise et qui, en leur reconnaissant, sous la haute suzeraineté du Gouvernement ottoman, des droits égaux et des obligations égales, leur assure à toutes la libre navigation du Canal et garantit ainsi un intérêt qui leur est commun, conformément aux principes qui ont prévalu à la Commission de Paris. Le Gouvernement de la Reine et le Gouvernement de la République ont la conscience d'être demeurés fidèles à ces principes, et ils se sont contentés de les appliquer au règlement des quelques points qui étaient alors restés en suspens.

FLOURENS.

**N° 62. — M. Gérard, Chargé d'Affaires de France
près le Gouvernement italien, à M. Flourens.**

(Télégramme.)

Rome, le 18 novembre 1887.

M. Crispi vient de me déclarer dans les termes les plus amicaux que le Gouvernement Royal donne son adhésion au Projet de convention concernant le libre usage du Canal de Suez. Le Président du Conseil a ajouté qu'il s'employait en outre auprès des Gouvernements amis pour leur recommander la même détermination.

L'Ambassadeur d'Angleterre a fait aujourd'hui auprès de M. Crispi la démarche que lui prescrivait les instructions de Lord Salisbury.

GÉRARD.

N° 63. — M. Flourens à M. Gérard.

(Télégramme.)

Paris, le 18 novembre 1887.

Je vous prie de remercier M. Crispi de l'empressement qu'il a mis à adhérer au Projet de convention relatif au libre usage du Canal de Suez et de la manière obligeante dont il vous l'a fait savoir. Je suis heureux de constater que le Gouvernement italien est le premier qui nous ait donné son adhésion. Veuillez également remercier le Président du Conseil de s'employer auprès des autres Gouvernements pour leur recommander les propositions dont nous les avons saisis.

FLOURENS.

N° 64. — M. Gérard à M. Flourens.

Rome, le 18 novembre 1887.

Selon les instructions contenues dans votre télégramme du 12 novembre, j'ai, le lundi 14, remis officiellement au Président du Conseil, avec la Circulaire de Votre Excellence, le Projet de convention relatif au Canal de Suez et la copie de la dépêche adressée par le Marquis de Salisbury à M. Egerton.

M. Crispi, en prenant acte de cette communication, m'avait dit qu'il allait immédiatement étudier le Projet et qu'il me ferait connaître sans retard la réponse du Gouvernement Royal. Il ajoutait que, d'ailleurs, dans cette question, les intérêts de l'Italie étaient de tout point conformes à ceux de l'Angleterre et de la France. D'autre part, et le même jour, l'Ambassadeur

de Sa Majesté Britannique, avec qui je m'étais concerté, portait à ma connaissance qu'il était invité par son Gouvernement à faire une démarche concordante et parallèle. Hier jeudi, par une lettre particulière, il m'annonçait qu'il venait de remettre à M. Crispi le projet de convention, la copie de la dépêche de Lord Salisbury à M. Egerton et deux pièces relatives à l'article 5 du Projet.

C'est hier, de même, comme je l'ai télégraphié à Votre Excellence, que M. Crispi, après avoir reçu la communication de Sir J. Savile, m'a fait connaître la réponse de son Gouvernement. Il m'a déclaré, dans les termes les plus amicaux, que le Gouvernement Royal donnait son adhésion au Projet. Il a ajouté qu'il s'employait en outre auprès des Gouvernements amis pour leur recommander la même détermination.

J'ai, aujourd'hui, selon vos instructions complémentaires, précisé le sens que, dans l'article 5 du Projet, il convient d'attribuer au mot « *troupes* », qui ne saurait être appliqué aux soldats malades et désarmés se rendant aux hôpitaux militaires de Suez et de Port-Saïd. Je n'ai eu au reste, sur ce point, qu'à confirmer et appuyer l'interprétation déjà présentée par l'Ambassadeur d'Angleterre.

J'ai, en même temps, conformément au dernier télégramme de Votre Excellence, transmis à M. Crispi l'expression de vos remerciements, soit pour l'empressement qu'il a mis à donner son adhésion, soit pour les termes par lesquels il me l'a annoncée, soit, enfin, pour le zèle spontané dont il a fait preuve en recommandant aux Gouvernements amis la même réponse. M. Crispi a été très sensible à ce témoignage et je suis heureux de faire connaître à Votre Excellence la haute satisfaction avec laquelle il a été accueilli.

GÉRARD.

N° 65. — **M. L. Legrand, Ministre de France à La Haye,**
à **M. Flourens, Ministre des Affaires étrangères.**

La Haye, le 18 novembre 1887.

Conformément aux instructions de Votre Excellence, j'ai eu soin de remettre officiellement, lundi, au Gouvernement Royal le texte du Projet de convention relative au Canal de Suez ; j'ai communiqué en même temps à M. de Karnebeek copie de la circulaire que vous m'avez fait l'honneur de m'envoyer à ce sujet et de la lettre adressée le 21 octobre dernier par le Secrétaire d'Etat de Sa Majesté Britannique au Ministre d'Angleterre à Paris.

En m'accusant réception de ces communications, le Ministre des Affaires étrangères du Roi me pose une question que je ne puis que vous transmettre, relativement à la signification de la réserve qui a été faite par Sir Julian Pauncefote à la séance de clôture de la Commission de 1885, et qui est reproduite dans la dépêche de Lord Salisbury.

Votre Excellence trouvera ci-annexée une copie de la lettre de M. de Karnebeek.

L. LEGRAND.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE LA HAYE DU 18 NOVEMBRE 1887.

M. de Karnebeek, Ministre des Affaires étrangères, à M. L. Legrand,
Ministre de France à La Haye.

La Haye, le 17 novembre 1887.

En remerciant Votre Excellence de sa communication du 14 de ce mois con-

cernant le Projet de convention relative au Canal de Suez, auquel je m'empres-
serai de vouer l'étude attentive qu'il mérite, je me permets de recourir à votre
obligeant intermédiaire pour demander une élucidation.

Parmi les pièces importantes que Votre Excellence a bien voulu me trans-
mettre, se trouve une lettre adressée, en date du 21 octobre dernier, par M. le
Marquis de Salisbury, au Chargé d'affaires d'Angleterre à Paris. A la fin de ce
document, le Principal Secrétaire de Sa Majesté Britannique pour les Affaires
étrangères répète les termes d'une réserve faite par Sir Julian Pauncefote à la
clôture des séances de la Commission de 1885.

Il importerait donc de savoir si cette réserve doit être considérée comme
applicable aussi au présent Projet de convention, et, dans ce cas, quels seront,
aussi longtemps que cette réserve demeure opérative, les droits et les obliga-
tions des autres Puissances qui signeront la Convention.

DE KARNEBEER.

N° 66. — M. Flourens, Ministre des Affaires étrangères,
à M. Waddington, Ambassadeur de France à Londres.

(Télégramme.)

Paris, le 18 novembre 1887.

M. de Karnebeek vient d'interroger M. Louis Legrand au sujet de la
signification de la réserve faite par Sir Julian Pauncefote, à la clôture de la
Commission de 1885, et qui est reproduite dans la lettre de Lord Salisbury
du 21 octobre dernier.

Voici textuellement les termes de cette question : « Il importerait de
savoir si cette réserve doit être considérée comme applicable aussi au pré-
sent projet de Convention, et, dans ce cas, quels seraient, aussi longtemps
que cette réserve demeure opérative, les droits et les obligations des autres
Puissances qui signeront la Convention ».

Je me propose de répondre au Cabinet néerlandais dans les termes sui-
vants :

« Le Gouvernement britannique ayant jugé opportun, sans rencontrer
d'objections du Gouvernement français, de renouveler, dans la lettre adres-
sée par Lord Salisbury à M. Egerton, le 21 octobre dernier, les réserves
générales exprimées à la clôture de la Commission de 1885 par Sir Julian
Pauncefote, ces réserves s'appliquent au projet de Convention actuel. Il en
résulte que les dispositions de cette Convention, qui fixe *le régime définitif
destiné à garantir le libre usage du Canal de Suez*, ne sont actuellement
applicables qu'en tant qu'elles sont compatibles avec l'état où se trouve
l'Égypte, état qui est qualifié de *transitoire et d'exceptionnel*. Les disposi-
tions de la présente Convention ne sauraient donc entraver la liberté d'ac-
tion du Gouvernement britannique pendant la période de l'occupation. En
ne faisant pas d'objection à cette énonciation, le Gouvernement de la Répu-
blique entend que, conformément au principe qui reconnaît l'égalité des
Puissances dans leurs droits et leurs obligations relativement au Canal de
Suez, toutes sont naturellement appelées à bénéficier des réserves
faites aussi longtemps que les circonstances les rendront effectives. »

Vous voudrez bien soumettre immédiatement cette rédaction à Lord
Salisbury. Je désirerais recevoir le plus promptement possible la réponse
de Sa Seigneurie.

FLOURENS.

N° 67. — **M. Waddington, Ambassadeur de la République française à Londres, à M. Flourens.**

(Télégramme.)

Londres, le 19 novembre 1887.

J'ai soumis à Lord Salisbury la réponse que vous vous proposez de faire au Cabinet de la Haye au sujet des réserves anglaises à propos de la Convention de Suez.

Il m'a chargé de vous dire qu'il ne fait aucune objection à ce que vous répondiez dans les termes reproduits par votre télégramme du 18 novembre.

WADDINGTON.

N° 68. — **M. Flourens, à M. L. Legrand, Ministre de France à La Haye.**

(Télégramme.)

Paris, le 20 novembre 1887.

Avant de répondre à votre lettre du 18 novembre, j'ai tenu à soumettre à Lord Salisbury les termes de la réponse que je comptais faire à la question du Gouvernement néerlandais. Lord Salisbury n'a pas d'objections à formuler contre la rédaction suivante que je lui ai proposée.

« Le Gouvernement britannique ayant jugé opportun, sans rencontrer d'objections du Gouvernement français, de renouveler, dans la lettre adressée par Lord Salisbury à M. Egerton, le 21 octobre dernier, les réserves générales exprimées à la clôture de la Commission de 1885 par Sir Julian Pauncefote, ces réserves s'appliquent au Projet de Convention actuel. Il en résulte que les dispositions de cette Convention, qui fixe le *régime définitif destiné à garantir le libre usage du Canal de Suez*, ne sont actuellement applicables qu'en tant qu'elles sont compatibles avec l'état où se trouve l'Égypte, état qui est qualifié de *transitoire* et d'*exceptionnel*. Les dispositions de la présente Convention ne sauraient donc entraver la liberté d'action du Gouvernement britannique pendant la période de l'occupation. En ne faisant pas d'objection à cette énonciation, le Gouvernement de la République entend que, conformément au principe qui reconnaît l'égalité des Puissances dans leurs droits et leurs obligations relativement au Canal de Suez, toutes sont naturellement appelées à bénéficier des réserves faites, aussi longtemps que les circonstances les rendront effectives. »

Veuillez adresser au Ministre des Affaires étrangères une communication conçue dans les mêmes termes.

FLOURENS.

N° 69. — **M. P. Cambon, Ambassadeur de la République française à Madrid, à M. Flourens.**

(Télégramme.)

Madrid, le 24 novembre 1887.

Le Ministre d'Etat vient de me notifier officiellement l'adhésion définitive de l'Espagne au projet de convention relative au libre usage du Canal de Suez.

P. CAMBON.

N° 70. — **M. P. Cambon, Ambassadeur de la République française à Madrid, à M. Flourens.**

Madrid, le 23 novembre 1887.

J'ai l'honneur d'envoyer à Votre Excellence la copie (1) et la traduction de la note qui m'a été remise hier par M. Moret au sujet de la neutralisation du Canal de Suez.

Le Gouvernement espagnol adhère au Projet que nous lui avons soumis dans toutes ses parties.

Dès la première communication du Projet, M. Moret m'avait déclaré que le Gouvernement Royal se félicitait de se voir appelé à concourir à la Convention et qu'il y adhérerait en principe.

La note du 24 novembre, dont copie est ci-jointe, confirme et complète cette déclaration.

P. CAMBON.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE MADRID DU 25 NOVEMBRE 1887

M. Moret y Prendergast, Ministre d'Etat, à M. P. Cambon, Ambassadeur de la République française à Madrid.

(Traduction.)

Madrid, le 24 novembre 1887.

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de la note qu'elle a bien voulu m'adresser à la date du 18 courant et qui était accompagnée du Projet de convention relative à la neutralisation du Canal de Suez, avec une copie de la Circulaire de M. Flourens du 12 de ce mois et une copie de la note de Lord Salisbury à M. Egerton en date du 21 octobre.

En même temps, Votre Excellence me fait connaître que le mot « *troupes* » qui se trouve à l'article 5 du Projet ne s'applique pas aux soldats malades et désarmés qui se rendront aux hôpitaux voisins du Canal à Suez et à Port-Saïd.

J'ai donné connaissance de tout ce qui précède au Conseil des Ministres, qui l'a appris avec le plus grand intérêt, me chargeant de faire savoir à Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté, reconnaissant de la marque de considération qu'il a reçue en cette occasion du Gouvernement de la République française, accepte les termes de la Convention de neutralisation du Canal de Suez et y adhère dans toutes ses parties.

MORET.

N° 71. — **M. L. Legrand, Ministre de France à La Haye, à M. Flourens, Ministre des Affaires étrangères.**

La Haye, le 2 décembre 1887.

J'ai l'honneur de transmettre à Votre Excellence copie de la lettre que je viens de recevoir de M. de Karnebeek, en réponse aux communications que vous m'aviez chargé de lui faire, relativement au Projet de Convention ayant pour objet de réglementer le libre usage du Canal de Suez.

Le Gouvernement du Roi donne son approbation au Projet de Convention dont il s'agit.

L. LEGRAND.

(1) Pour le texte espagnol, V. le *Livre jaune*, n° 70 bis.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE LA HAYE DU 2 DÉCEMBRE 1887.

**M. de Karnebeek, Ministre des Affaires étrangères, à M. L. Legrand,
Ministre de France à La Haye**

La Haye, le 2 décembre 1887.

Monsieur le Ministre,

Par son office du 14 novembre dernier, Votre Excellence a bien voulu me faire connaître les termes d'une entente intervenue entre les Cabinets de Paris et de Londres sur un Projet de convention relative au Canal de Suez, et inviter au nom de votre Gouvernement, et d'accord avec celui de Sa Majesté Britannique, le Gouvernement du Roi à donner son approbation à ce Projet de convention.

J'ai l'honneur, Monsieur le Ministre, de vous prier de porter à la connaissance du Gouvernement de la République, que le Gouvernement du Roi, heureux de voir cette question en voie de trouver sa solution, approuve volontiers le Projet de convention dont les communications de Votre Excellence du 18 et du 21 du même mois ont précisé le sens et la portée.

DE KARNEBEEK.

(Nous empruntons à la *Correspondance diplomatique*, publiée par le Gouvernement Britannique, quelques documents pour compléter le *Livre jaune* publié par le Gouvernement français).

Le marquis de Salisbury à M. Egerton (1).

Foreign Office, 23 septembre 1887.

Monsieur,

Conformément à ma dépêche du 19 août, je vous transmets ci-joint une copie d'une autre note que j'ai reçue de l'ambassadeur de France au sujet du projet d'acte international pour la garantie de la libre navigation du Canal de Suez.

Comme dans cette note M. Waddington parle d'une nouvelle rédaction de l'article 9, il règne quelque obscurité sur le point de savoir si le Gouvernement français a en vue un retour au projet de convention élaboré par la Commission internationale de Paris en 1885, ou s'il propose simplement une addition au projet plus concis que j'ai communiqué à M. Waddington en mai dernier.

Je pense, cependant, que cette dernière intention est celle du Gouvernement français, et j'ai communiqué, à titre privé, au comte d'Aubigny, qui est chargé de l'Ambassade en l'absence de M. Waddington, un plan de convention que, à mon avis, le Gouvernement français consentira à accepter, en lui demandant de me faire savoir s'il est dans la forme désirée par son Gouvernement.

Au cas d'une réponse affirmative, j'ai déclaré que le Gouvernement de Sa Majesté sera disposé à examiner s'il peut aussi l'accepter.

Je joins à cette dépêche une copie de ce projet.

Je suis, etc.

(Signé) : SALISBURY.

(1) *Livre Bleu Egypt*, I (1888), n° 36. — Cf. *Livre jaune*, n° 48.

ANNEXE.

Projet de convention.

Les Gouvernements de _____, voulant compléter par un acte conventionnel le régime sous lequel la navigation par le Canal maritime de Suez a été placée par le Firman de Sa Majesté Impériale le Sultan, sanctionnant les concessions de Son Altesse le Khédive, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Lesquels, s'étant communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

I. — Sa Majesté Impériale le Sultan et Son Altesse le Khédive déclarent que le Canal maritime de Suez sera toujours libre et ouvert, en temps de guerre comme en temps de paix, à tout navire de commerce ou de guerre traversant d'une mer à l'autre, sans distinction de pavillon, moyennant le paiement des droits et l'exécution des règlements en vigueur.

II. — Les Hautes parties contractantes conviennent de ne porter aucune atteinte au libre passage du Canal, en temps de guerre comme en temps de paix, et s'engagent à respecter son matériel et ses établissements. Par conséquent, le Canal ne sera jamais assujéti au droit de blocus ; et aucun droit de guerre ou aucun acte d'hostilité ne pourra être exercé dans le Canal et dans un rayon de 3 milles marins de ses ports d'accès.

III. — Les Représentants, en Egypte, des Puissances signataires du présent Traité seront chargés de veiller à son exécution. En toute circonstance qui menacerait la sécurité ou le libre passage du Canal, ils se réuniront sur la convocation d'un d'entre eux, et sous la présidence de leur doyen, pour procéder aux constatations nécessaires. Ils feront connaître au Gouvernement Khédivial le danger qu'ils auront reconnu, afin que celui-ci prenne les mesures propres à assurer la protection et le libre usage du Canal. Ils réclameront notamment la suppression de tout ouvrage ou la dispersion de tout rassemblement qui, sur l'une ou l'autre rive du Canal, pourrait avoir pour but ou pour effet de porter atteinte à la liberté et à l'entière sécurité de la navigation.

IV. — Le Gouvernement égyptien prendra, dans la limite de ses pouvoirs, tels qu'ils résultent des Firmans, les mesures nécessaires pour faire respecter l'exécution du présent acte.

Dans le cas où le Gouvernement égyptien ne disposerait pas de moyens suffisants, il devra faire appel à la Sublime Porte, laquelle se concertera avec les autres Puissances signataires de la Déclaration de Londres du 17 mars 1885, en vue d'arrêter d'un commun accord les mesures à prendre pour répondre à cet appel.

V. — Le présent acte ne portera aucune atteinte aux droits de Sa Majesté Impériale le Sultan et de Son Altesse le Khédive, en dehors des obligations qui en résultent expressément, ni aux mesures que Sa Majesté Impériale ou Son Altesse seraient dans la nécessité de prendre pour assurer la défense de l'Egypte et le maintien de l'ordre public.

VI. — Les Hautes Parties contractantes s'engagent à porter le présent acte à la connaissance des autres Etats en les invitant à y accéder.

Le marquis de Salisbury à M. Egerton (1).

23 septembre 1887.

Monsieur,

Dans une dépêche, en date de ce jour, je vous ai envoyé le plan d'une

(1) Livre Bleu, n° 37. — Cf. Livre jaune, n° 50.

convention, basée sur celle qui fut discutée dans la Commission internationale de Paris de 1885, et modifiée de façon à correspondre aux intentions du Gouvernement de Sa Majesté. Il est peut-être convenable que j'indique ce que sont ces modifications.

La Commission internationale a eu son origine dans les dispositions de l'article 3 de la déclaration de Londres de mars 1885, qui posait le principe que le libre usage du Canal devait être garanti à toutes les Puissances en tout temps, et qui décidait la réunion d'une Commission pour élaborer une convention à ce sujet, basée sur la circulaire de Lord Granville de janvier 1883.

La Commission siégea du 30 mars au 13 juin 1885, et s'ajourna sans avoir conclu un accord ferme, bien que les désaccords qui avaient, à l'origine, séparé les Puissances, fussent réduits dans de grandes proportions avant la fin de ses travaux. Les arguments des commissaires anglais, Sir Julian Pauncefote et Sir R. Wilson, avaient persuadé à la Commission de modifier considérablement les propositions originaires du Gouvernement français ; mais il restait toujours quelques propositions, sur lesquelles insistait la grande majorité de la Commission, auxquelles les délégués britanniques ne pouvaient accéder. C'est de celles-là que nous avons à nous occuper.

La disposition du projet français, à laquelle nous faisons les plus fortes objections, était l'établissement d'un Conseil composé de délégués spéciaux nommés par les Puissances, siégeant en même temps que les capitaines de vaisseau de leur nationalité dans la station qui devaient être chargés d'un contrôle général sur le Canal et de la surveillance de l'exécution du traité. La majorité de la Commission modifia la composition du Conseil et réduisit ses pouvoirs. Même, cependant, dans ses formes moins développées, le Gouvernement de Sa Majesté ne pouvait l'accepter, et il s'en tient toujours à cette objection. Il ne lui semble pas qu'il faille un rouage exceptionnel pour assurer le respect de ce traité. C'est la fonction ordinaire des représentants consulaires en Egypte de veiller à l'exécution de tout traité dans lequel leurs Gouvernements ont un intérêt commun, et ils font cela en commun, se réunissant sous la présidence de leur doyen, quand l'occasion le demande, et adressant au Gouvernement du Khédive telles représentations qu'il convient. Il n'est pas nécessaire pour la sécurité du présent traité d'employer des agents spéciaux, ou de les investir de pouvoirs plus étendus. Si le Gouvernement français attache de l'importance à la réunion des Consuls à ce propos une fois par an, le Gouvernement de Sa Majesté ne contestera pas un arrangement qui, bien qu'inutile, est inoffensif. Naturellement, la règle bien connue restera en vigueur, qu'aucune résolution collective des représentants diplomatiques n'a de force si elle n'est unanime.

Un second point sur lequel s'est élevée une controverse considérable est la limite jusqu'où les Puissances contractantes, pour assurer la neutralité du Canal, devraient renoncer à leur liberté naturelle en ce qui concerne les actes de guerre. Le projet de traité présenté à la dernière séance de la Commission par la Grande-Bretagne interdisait le *stationnement* de tout vaisseau de guerre belligérant dans le Canal ou dans ses ports, ou le *stationnement* de plus de deux vaisseaux de guerre d'une nation quelconque en temps de paix. Mais il fut prétendu, non seulement par le Gouvernement français, mais encore par la grande majorité de la Commission, que

tous les actes de guerre et tous les actes tendant immédiatement à la préparation d'une opération de guerre, devaient être interdits, non seulement dans le Canal, mais encore dans les ports d'accès, aux approches du Canal et dans les eaux territoriales d'Égypte, et l'article 5 du projet de traité, rédigé dans la séance de clôture comme représentant les vues de la majorité des Puissances, est conçu en ces termes. Comme il résulte des discussions intervenues dans la suite, je crois que le Gouvernement français consent à admettre des modifications matérielles à cet article. Pour le Gouvernement de Sa Majesté, toute allusion aux « approches » du Canal (et qui comprendrait la Mer Rouge) ou aux eaux territoriales d'Égypte, indépendamment du Canal, semble prêter à de graves objections. Il n'est pas nécessaire pour la neutralisation du Canal que ces eaux soient en aucune façon atteintes par les dispositions du traité. Le Gouvernement de Sa Majesté doit aussi se rallier à l'objection faite par mon prédécesseur à l'introduction dans la liste des actes prohibés dans les « ports d'accès » d'« actes ayant pour objet la préparation directe d'une opération de guerre », même en temps de paix. Une semblable disposition pourrait avoir la valeur d'une prohibition matérielle des préparatifs nécessaires à la défense de l'Égypte.

Des considérations semblables atteignaient l'article 8 du projet sanctionné par la majorité des Puissances en 1885, contre lequel de fortes objections furent élevées par les délégués britanniques. Il portait prohibition de l'embarquement ou du débarquement de troupes, munitions ou matériel de guerre, soit dans le Canal, soit dans les ports d'accès, en temps de guerre ou en temps de paix. Cet article semble maintenant au Gouvernement de Sa Majesté, comme il semblait alors aux délégués anglais, beaucoup trop large dans ses applications. La prohibition devrait être restreinte, en premier lieu, aux périodes de guerre et aux belligérants actuels. Les délégués anglais prétendaient en outre qu'elle devait s'appliquer seulement au Canal et non aux « ports d'accès ». A cette prétention, on répond que si le débarquement d'armées dans des intentions hostiles avait lieu à l'entrée du Canal, des efforts seraient certainement faits par l'autre belligérant pour éviter le débarquement et que la défense d'hostilités dans le Canal deviendrait illusoire. La répugnance qu'éprouvait le Gouvernement de Sa Majesté à consentir à étendre cette défense aux ports d'entrée ne vient pas d'un désir quelconque de les voir servir à des projets de guerre, mais de ce qu'en temps de guerre ce pourrait être un empêchement sérieux au passage à travers l'isthme de secours destinés aux Indes, si le Canal venait à être bloqué pour un temps. Dans le projet que je vous ai adressé, des termes ont été proposés, qui auraient pour effet d'écarter cet inconvénient.

Le troisième point important de controverse était les limites de l'interdiction faite aux Souverains territoriaux, le Sultan et le Khédive, de prendre les mesures propres à garantir le Canal contre une attaque. Les consuls n'étant investis d'aucun pouvoir spécial quel qu'il soit, la responsabilité tout entière de la défense du Canal incombait, et à notre avis, avec raison, au Sultan et au Khédive, agissant en vertu des Firmans. La commission internationale proposait des expressions qui les limiteraient, dans l'accomplissement de leur tâche, à l'emploi de leurs propres forces, avec le droit d'en appeler à l'aide des six Puissances, si leurs forces paraissaient insuffisantes. Les délégués anglais hésitaient à accepter ces termes

comme limitant indûment la liberté du Souverain territorial. Ils furent forcés d'insister sur cette objection qui, au point de vue turc, paraît sans réplique. La force, cependant, en fut de beaucoup diminuée par l'action ultérieure du représentant ottoman à la commission, qui réclama d'une façon pressante l'adoption de ces termes. Dans ces circonstances, le Gouvernement de Sa Majesté ne se sent pas engagé à insister sur l'incompatibilité de ces termes avec les droits du souverain territorial.

Il est évident que contre de simples troubles locaux, les forces dont disposent le Sultan et le Khédive sont toujours suffisantes. La vraie difficulté ne s'élèverait que si le Canal était attaqué par une des Puissances qui seront signataires du traité projeté. Dans ce cas, sans nul doute, le souverain territorial aurait besoin d'alliés, et la neutralité du Canal serait en grand danger s'il n'en pouvait avoir. Mais, somme toute, il semble plus exact de dire que, dans ce cas, le traité, étant violé par un de ses signataires, perdrait sa force sur tous les points et, en conséquence, cesserait d'empêcher le souverain territorial de se munir de l'assistance de tout allié qu'il pourrait rencontrer.

D'autre part, l'emploi dans le traité de toute expression qui aurait pour conséquence de permettre au Sultan d'enfreindre les interdictions stipulées en faveur d'un allié choisi pourrait avoir des effets qui ne seraient pas bien accueillis dans ce pays. Les armées d'une puissance choisie pourraient pénétrer à travers les rives du canal et par ses ports, tandis que toutes les autres puissances seraient dans l'empêchement de débarquer un seul soldat. La Grande-Bretagne ne pourrait pas être absolument assurée que le choix serait, dans tous les cas, tel qu'elle le voudrait.

Dans le projet annexé, donc, aucune modification n'est faite dans l'intention de faciliter la concession de toute dispense quelconque des restrictions apportées au choix d'un allié par le traité.

Il semble juste que, dans l'emploi de leurs propres ressources pour la défense du Canal, toute la liberté possible soit laissée aux souverains territoriaux. L'article, en conséquence, qui interdit l'occupation militaire ou la fortification d'un point quelconque qui commande le Canal ou ses ports, a été abandonné.

Les termes qui ont été ajoutés à la fin de l'article 8 seront suffisants pour empêcher toutes mesures qui se rapportent à la liberté ou à la sécurité du Canal.

Je suis, etc.

Signé : SALISBURY.

**M. Catalani, représentant d'Italie à Londres, au
marquis de Salisbury (1).**

(Reçu le 3 novembre.)

19, Grosvenor-Square, 3 novembre 1887.

Mylord,

Je suis chargé par Son Excellence le Chevalier Crispi de transmettre à Votre Seigneurie les meilleurs remerciements du Gouvernement italien pour le projet de convention et la lettre qui l'accompagnait à l'adresse de M. Egerton, relativement au Canal de Suez, projet et lettre que Votre Sei-

(1) *Livre Bleu*, n° 50. — Cf. *Livre jaune*, n° 57.

gneurie a eu la bonté de m'envoyer le 15 août, pour les communiquer au Gouvernement italien.

Le même plan de convention, à ce que j'ai entendu dire, devait être envoyé à Paris pour être proposé au Gouvernement français.

Le Chevalier Crispi me charge d'ajouter aussi que le plan de convention paraît au Gouvernement italien, à tout prendre, plus favorable aux intérêts de l'Angleterre et de l'Italie que le projet de Paris de 1885. Cependant, le Gouvernement italien se réserve de faire connaître à Votre Seigneurie telles remarques qu'il pourra trouver opportunes, dès que le projet de convention sera officiellement soumis à son examen et à son approbation.

J'ai, etc.

(Signé) : T. CATALANI.

Le marquis de Salisbury à M. Egerton (1).

Foreign Office, 4 novembre 1887.

Monsieur,

Le Chargé d'affaires français m'a communiqué une copie de la circulaire que le Gouvernement français se propose d'adresser aux puissances qui étaient représentées à la Commission de Paris de 1885, les invitant à accepter le projet de convention pour la garantie du libre usage du Canal de Suez par toutes les puissances et en tout temps, qui a été arrêté d'un commun accord par les Gouvernements anglais et français.

Je vous envoie ci-inclus une copie de cette circulaire pour votre information particulière, et j'ai à vous charger d'informer M. Flourens que le Gouvernement de Sa Majesté a grand plaisir à lui signifier qu'il acquiesce aux termes de ladite circulaire.

Je vous transmets, pour que vous en ayez connaissance et que vous les communiquiez à M. Flourens, les copies de deux dépêches-circulaires que je me propose d'adresser aux représentants de Sa Majesté auprès des puissances intéressées ; la première les autorisant à appuyer la communication qui sera faite par leurs collègues français, en exprimant l'espoir du Gouvernement de Sa Majesté que les termes de la convention obtiendront l'approbation des autres puissances ; la seconde renfermant une copie de la dépêche que je vous ai adressée le 21 octobre, et de la correspondance relative à l'interprétation de l'article 5 de la convention.

Je suis, etc.

(Signé) : SALISBURY.

Sir E. Malet, ambassadeur à Berlin, au marquis de Salisbury (2).

(Reçu par télégraphe, le 13 novembre.)

Berlin, 13 novembre 1887.

Mylord,

J'ai l'honneur de déclarer à Votre Seigneurie que M. Herbet m'informe qu'il a reçu pour instructions, de son Gouvernement, de faire avec moi une communication identique au comte de Bismarck, demain lundi, au sujet du Canal de Suez.

(1) *Livre Bleu*, n° 51. — Cf. *Livre jaune*, n° 57.

(2) *Livre Bleu*, n° 57. — Cf. *Livre jaune*, n° 59.

J'ai informé Son Excellence que jusqu'à présent je n'ai pas reçu d'instructions, mais que je télégraphierais à Votre Seigneurie à ce propos.

J'ai, etc.

(Signé) : EDWARD B. MALET.

Le marquis de Salisbury à Sir W. White (2).

Foreign Office, 14 novembre 1887.

Monsieur,

Par anticipation sur une dépêche-circulaire du 4 courant, maintenant en route, relative au projet de convention du Canal de Suez qui a été arrêté en commun par les gouvernements anglais et français, je vous donne aujourd'hui, pour instructions, par le télégraphe, d'appuyer la communication qui sera faite par votre collègue français, à ce sujet, au gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité.

Je suis, etc.

Signé : SALISBURY.

(2) *Livre bleu*, n° 60. — Ainsi qu'à Sir R. Morier, Sir E. Malet, M. Philipps, Sir J. Savile, Sir Clare Ford et Sir W. Stuart, représentants de l'Angleterre à Saint-Petersbourg, Berlin, Vienne, Rome, Madrid et La Haye. — Cf. *Livre jaune*, n° 59.

AFFAIRES DES NOUVELLES-HÉBRIDES

ET

DES ILES-SOUS-LE-VENT DE TAHITI (1)

N° 1. — **Déclaration échangée à Londres, le 19 juin 1847, entre la France et la Grande-Bretagne, relativement à l'indépendance des îles de Huahine, Raiatea et Borabora.**

Sa Majesté le Roi des Français et Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, désirant écarter une cause de discussion entre leurs Gouvernements respectifs, au sujet des îles de l'océan Pacifique désignées ci-après, ont cru devoir s'engager réciproquement :

1° A reconnaître formellement l'indépendance des îles de Huahine, Raiatea et Borabora (sous le vent de Tahiti) et des petites îles adjacentes qui dépendent de celles-ci ;

2° A ne jamais prendre possession desdites îles ou d'une ou plusieurs d'entre elles, soit absolument, soit à titre de protectorat ou sous aucune autre forme quelconque ;

3° A ne jamais reconnaître qu'un chef ou prince régnant à Tahiti puisse en même temps régner sur une ou plusieurs des autres îles susdites ; et réciproquement qu'un chef ou prince régnant dans une ou plusieurs de ces dernières puisse régner en même temps à Tahiti, l'indépendance réciproque des îles désignées ci-dessus et de l'île de Tahiti et dépendances étant posée en principe.

Les soussignés, Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le Roi des Français près la Cour de Londres et le principal Secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères de Sa Majesté Britannique, munis des pouvoirs nécessaires, déclarent, en conséquence, par les présentes, que leursdites Majestés prennent réciproquement cet engagement.

En foi de quoi, les soussignés ont signé la présente déclaration et y ont fait apposer le sceau de leurs armes.

Fait double à Londres, le 19 juin de l'an de grâce 1847.

Signé : JARNAC.

PALMERSTON.

N° 2. — **Le Marquis d'Harcourt, Ambassadeur de la République Française à Londres, au Comte de Derby, Secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères à Londres.**

Londres, le 15 janvier 1878.

Monsieur le Comte, il s'est établi entre l'île de la Nouvelle-Calédonie et le groupe des Nouvelles-Hébrides des rapports d'ordre commercial qui se sont rapidement développés en raison de leur voisinage et qui présentent pour la prospérité de notre établissement colonial une importance considérable.

(1) *Livre jaune* publié par le Gouvernement Français.

Mon Gouvernement, qui attache beaucoup de prix à ce que ces relations continuent sur le même pied, se préoccupe, dans une certaine mesure, d'un mouvement d'opinion qui se serait produit en Australie dans ces derniers temps. Les journaux de ce pays auraient dénoncé l'intention qu'ils attribuent à la France, de réunir les Nouvelles-Hébrides à ses possessions et demanderaient qu'afin de prévenir cette éventualité, l'archipel dont il s'agit fût placé sous la souveraineté de la Couronne d'Angleterre.

Sans attacher à ce mouvement de l'opinion une très grande importance, mon Gouvernement tient toutefois à déclarer que, pour ce qui le concerne, il n'a pas le projet de porter atteinte à l'indépendance des Nouvelles-Hébrides, et il serait heureux de savoir que, de son côté, le Gouvernement de Sa Majesté est également disposé à la respecter. D'HARCOURT.

N° 3. -- **Le Comte de Derby, Secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères à Londres, au Marquis d'Harcourt, Ambassadeur de la République française à Londres.**

(Traduction)

Foreign Office, le 26 février 1873.

Monsieur l'Ambassadeur, en réponse à la note que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'adresser, le 18 janvier dernier, par laquelle, faisant allusion à certains articles parus dans les journaux australiens, vous déclarez que le Gouvernement français n'a pas l'intention de porter atteinte à l'indépendance des Nouvelles-Hébrides, en même temps que vous me demandez une assurance identique de la part du Gouvernement de Sa Majesté, j'ai l'honneur de vous dire que le Gouvernement de Sa Majesté n'a pas l'intention de proposer au Parlement des mesures qui seraient de nature à modifier la situation indépendante où se trouvent actuellement les Nouvelles-Hébrides. DERBY.

N° 1. — **M. Waddington, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, au Vice-Amiral Pothuau, Ambassadeur de la République française à Londres.**

(Extrait)

Paris, le 21 juillet 1879.

Aux termes de la déclaration échangée à Londres le 19 juin 1847, la France et l'Angleterre se sont réciproquement interdit de prendre possession des trois îles de Huahine, Raiatea et Borabora, dont la situation préoccupe aujourd'hui M. le Ministre de la Marine.

Peut-être le Gouvernement anglais consentirait-il à se départir en notre faveur de la rigueur des stipulations contractées par nous en 1847 et à modifier les termes de la déclaration que nous avons souscrite dans des circonstances sensiblement différentes de celles qui se présentent aujourd'hui. Je vous prierai de vouloir bien entretenir officieusement Lord Salisbury de cette question et je vous serai obligé de me faire savoir comment il l'envisage. WADDINGTON.

N° 5. — Le Vice-Amiral Pothuau, Ambassadeur de la République française à Londres, à M. Waddington, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.

(Extrait.)

Londres, le 24 novembre 1879.

J'ai entretenu Lord Salisbury des Iles-sous-le-Vent de l'archipel de la Société. Il paraît disposé à entrer dans l'examen de cette question dont il comprend l'importance pour nous ; seulement il désirerait la rattacher à celle de Terre-Neuve, afin que toutes deux soient traitées simultanément.

POTHUAU.

N° 6. — Le Vice-Amiral Jauréguiberry, Ministre de la Marine, à M. de Freycinet, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.

(Extrait.)

Paris, le 26 juin 1880.

Je viens de recevoir de San-Francisco de M. le Commandant des Etablissements français de l'Océanie, le télégramme dont la teneur suit :

« Les chefs de Raiatea ont sollicité la protection française. Je l'ai accordée provisoirement, sous réserve que la Convention avec l'Angleterre serait annulée. »

JAUREGUIBERRY.

N° 7. — M. de Freycinet, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, à Lord Lyons, Ambassadeur d'Angleterre à Paris.

Paris, le 23 juin 1880.

Monsieur l'Ambassadeur, en réponse à votre demande verbale d'informations relative à l'incident de Raiatea, je m'empresse de vous faire savoir que M. le Ministre de la marine a envoyé au Commandant de nos établissements de l'Océanie un télégramme pour l'inviter à ne pas accueillir la demande de protection des chefs de Raiatea, attendu que la Convention de 1847, qui fait actuellement l'objet de négociations entre nos deux Gouvernements, subsiste encore avec tous ses effets.

C. DE FREYCINET.

N° 8. — Le Vice-Amiral Jauréguiberry, Ministre de la Marine, chargé par intérim du Ministère des Affaires étrangères, à M. Adams, Ministre d'Angleterre à Paris.

(Extrait.)

Paris, le 27 août 1880.

Le Gouvernement de la Reine sait dans quelles circonstances et par quels motifs le Commandant de Taïti a été conduit à préjuger l'issue des pourparlers engagés entre les deux Cabinets, en consentant, sur la demande réitérée des chefs indigènes, à l'extension conditionnelle de notre Protectorat à l'île Raiatea. Il nous permettra d'insister auprès de lui sur les avantages que présenterait toute solution qui serait calculée de façon à ménager les convenances aussi bien que les intérêts des deux pays. J'ai lieu de penser, d'ailleurs, que le Gouvernement britannique juge, comme nous-mêmes, le moment venu de modifier un état de choses créé il y a plus de trente ans et répondant à des préoccupations spéciales qui n'ont plus de raison d'être aujourd'hui. S'il en est ainsi, comme nous l'espérons, nous

serions prêts, pour notre part, à rechercher, de concert avec lui, les moyens que nous pourrions avoir de reconnaître, d'une façon également amicale, cette marque de son désir de bonne entente avec nous.

Il est, vous le savez, un autre point du globe où l'Angleterre et la France ont également à résoudre des difficultés depuis longtemps pendantes entre elles et dont leurs efforts n'ont pas réussi jusqu'à présent à amener l'aplanissement ; je veux parler des droits respectifs des deux Nations à Terre-Neuve. Nous avons été, dès lors, conduits à nous demander si, au point de vue qui nous occupe, il ne serait pas avantageux, dans les circonstances actuelles, de lier ensemble les deux questions et d'en poursuivre le règlement parallèle, ainsi que le Gouvernement de la Reine, sous le précédent Ministère, nous en avait spontanément suggéré l'idée. La reprise, dans ces conditions nouvelles, des négociations relatives au régime du French Shore, suspendues en fait depuis le commencement de l'année, donnerait à l'Angleterre un gage de notre sincère désir d'arriver à un accord sur les différentes questions spéciales qui restent à débattre entre elle et nous, et nous aimons à penser que la conviction de notre bonne volonté à cet égard serait de nature à hâter la régularisation de notre situation respective aux Iles-sous-le-Vent dans un sens conforme aux nécessités actuelles.

Jauréguiberry.

N° 9. — Lord Lyons, Ambassadeur d'Angleterre à Paris, à M. Barthélemy Saint-Hilaire, Ministre des Affaires étrangères.

(Traduction.)

Paris, le 5 novembre 1880.

Le Gouvernement de Sa Majesté a examiné avec la plus grande attention la note en date du 27 août dernier adressée par le Vice-Amiral Jauréguiberry à M. Adams au sujet du Protectorat provisoirement établi à Raiatea par le Commandant français de Tahiti.

Cette note, signalant les difficultés que le Gouvernement français voit dans le retrait du Protectorat, propose que la question de l'abrogation de la déclaration de 1847, relative à l'indépendance de Raiatea et des îles adjacentes, que le Gouvernement français désire obtenir, soit traitée concurremment avec les questions pendantes entre les deux Gouvernements relativement aux pêcheries de Terre-Neuve.

Le Gouvernement de Sa Majesté est disposé à saisir l'occasion de rouvrir les négociations pour le règlement des difficultés concernant les droits de pêche de la France sur la côte de Terre-Neuve, ainsi que le propose la note de l'Amiral Jauréguiberry.

En même temps, le Gouvernement de Sa Majesté est disposé à consentir à l'ajournement des ordres que le Gouvernement français s'est déclaré prêt à donner au sujet du retrait de son Protectorat sur Raiatea, pourvu qu'il soit bien entendu que le Protectorat est seulement maintenu à titre provisoire et que, dans le cas où les négociations proposées n'aboutiraient pas, dans un délai à déterminer, à l'abrogation de la déclaration de 1847, le Protectorat sera aussitôt retiré et la déclaration maintenue et observée dans sa teneur pleine et entière.

LYONS.

N° 10. — **Lord Lyons, Ambassadeur d'Angleterre à Paris, à M. Barthélemy Saint-Hilaire, Ministre des Affaires étrangères.**

(Traduction-Extrait.)

Paris, le 11 février 1881.

Le Gouvernement de Sa Majesté désire vivement que le présent état de choses en ce qui concerne Raiatea ne se prolonge pas au delà de ce qui est strictement nécessaire, et j'ai l'honneur de proposer, en son nom, au Gouvernement français que la date du 30 juin prochain soit fixée pour le retrait du Protectorat français, si d'ici là un arrangement n'est pas intervenu pour l'abrogation de la Déclaration de 1847.

LYONS.

N° 11. — **M. Barthélemy Saint-Hilaire, Ministre des Affaires étrangères, à Lord Lyons, Ambassadeur d'Angleterre à Paris.**

(Extrait.)

Paris, le 28 février 1881.

Monsieur l'Ambassadeur, nous demeurons tout disposés à accepter, conformément aux termes de l'accord primitif, la fixation d'un délai à l'expiration duquel, dans le cas où les négociations n'aboutiraient pas à une entente amiable, les choses se trouveraient replacées, de plein droit, à Raiatea dans leur ancien état. Nous avons l'espoir que l'accord recherché par nous pourra être obtenu effectivement avant la date du 30 juin 1881. Toutefois, le Gouvernement britannique se rendra facilement compte avec nous que des pourparlers, portant sur un point séparé de nous par d'aussi grandes distances, et qui se compliquent encore du règlement simultané des questions intéressant le régime du French-Shore à Terre-Neuve, pourront, contre notre gré, et en dépit des efforts conciliants des deux Gouvernements, s'étendre par la force des choses au delà de cette époque relativement rapprochée. Ne serait-il pas prudent de prévoir, dès aujourd'hui, la nécessité d'un délai plus large et de prolonger jusqu'au 31 décembre de la présente année le terme de nos négociations ? Tel est le désir que m'exprime l'amiral Cloué, et je serais heureux que le Gouvernement de la Reine voulût bien reconnaître la convenance d'en tenir compte.

BARTHÉLEMY SAINT-HILAIRE.

N° 12. — **Lord Lyons, Ambassadeur d'Angleterre à Paris, à M. Barthélemy Saint-Hilaire, Ministre des Affaires étrangères.**

(Traduction)

Paris, le 12 avril 1881.

Le Gouvernement de Sa Majesté consent à ce que la date du 30 juin, primitivement fixée pour le retrait du Protectorat de Raiatea, soit reportée au 30 septembre, en admettant la possibilité d'une nouvelle prolongation, si les deux gouvernements sont d'accord pour en reconnaître la nécessité.

LYONS.

N° 13. — **Note remise par Lord Lyons, Ambassadeur d'Angleterre à Paris, à M. de Freycinet, président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, le 18 mars 1885.**

(Traduction.)

Lord Lyons a été invité à insister auprès du Gouvernement français, afin qu'il soit conclu entre ce Gouvernement et le gouvernement anglais un accord tendant à ce que, aussi bien dans l'intérêt des colonies australiennes que pour assurer le maintien de la paix et de l'ordre dans le Pacifique, la Nouvelle-Calédonie ne soit pas choisie comme lieu de relégation, en vertu de la loi sur les récidivistes.

N° 14. — **M. de Freycinet, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, à M. Waddington, Ambassadeur de la République française à Londres.**

(Télégramme.)

Paris, le 7 juillet 1885.

Je vous prie de faire part au Ministre des Affaires étrangères des deux propositions suivantes :

1° Nous demandons au Gouvernement britannique de nous laisser toute liberté d'action dans les Iles-sous-le-Vent, contre les concessions que nous lui offrons à Terre-Neuve ;

2° Nous lui demandons de nous laisser toute liberté d'action dans les Nouvelles-Hébrides, contre l'engagement par nous de ne pas envoyer de relégués dans ces parages.

C. DE FREYCINET.

N° 15. — **M. de Freycinet, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, à M. Waddington, Ambassadeur de la République française à Londres.**

(Télégramme.)

Paris, le 22 juillet 1885.

Au cours d'une conversation, Lord Lyons m'ayant exprimé la crainte qu'un convoi de récidivistes ne fût prochainement dirigé sur la Nouvelle-Calédonie, je lui ai répondu qu'il n'en était pas question pour le moment, mais qu'en vue précisément de dissiper, pour l'avenir, les appréhensions des Australiens, je vous avais prié de proposer, à l'occasion, à Lord Salisbury un arrangement, aux termes duquel nous renoncerions à envoyer des récidivistes dans cette partie de l'Océanie, pourvu que l'Angleterre nous laissât toute liberté d'action aux Nouvelles-Hébrides. Lord Lyons m'a demandé si les îles Loyalty seraient comprises dans cet arrangement. Je lui ai répondu affirmativement. Il m'a paru disposé à recommander cette combinaison à Lord Salisbury.

C. DE FREYCINET.

N° 16. — **M. de Freycinet, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, à M. Waddington, Ambassadeur de la République française à Londres.**

(Télégramme.)

Paris, le 9 janvier 1886.

Le moment me paraît venu de reprendre avec le Gouvernement britan-

nique l'examen des propositions qui lui ont été faites naguère au sujet des récidivistes et dont Lord Salisbury avait semblé, si je ne me trompe, apprécier la valeur. Il s'agirait de rappeler au principal Secrétaire d'Etat que le Gouvernement de la République demeure disposé à prendre certains engagements, en ce qui concerne la transportation en Océanie, pourvu qu'il soit certain de pouvoir trouver, grâce à la possession des Nouvelles-Hébrides, les ressources qui lui ont manqué jusqu'ici pour mettre en valeur, par le travail libre, notre principal établissement colonial du Pacifique. Je vous serai obligé de me tenir exactement informé du résultat de la démarche que vous avez à faire dans ce sens.

C. DE FREYCINET.

N° 17. — **M. Waddington, Ambassadeur de la République française à Londres, à M. de Freycinet, Président du Conseil, ministre des Affaires étrangères.**

(Télégramme)

Londres, le 9 février 1886.

Je suis allé chez Lord Rosebery ce matin pour lui parler des Nouvelles-Hébrides. J'ai insisté particulièrement sur ce fait que notre colonie de la Nouvelle-Calédonie réclamait des travailleurs et qu'à défaut de ceux des Nouvelles-Hébrides elle demanderait un contingent de récidivistes. J'ai ensuite exposé que vous désiriez donner satisfaction aux vœux des colons australiens sur ce dernier point et que la solution naturellement indiquée était l'abandon par l'Angleterre de toute prétention sur les Nouvelles-Hébrides contre l'engagement du Gouvernement de la République de ne pas envoyer de récidivistes dans ces parages.

Il m'a répondu que naturellement il avait besoin d'un certain délai pour étudier la question, qui soulèverait certainement d'assez vives polémiques, et que la principale difficulté serait l'engagement pris, il y a quelque temps, par le Gouvernement anglais, lorsque Lord Derby était Ministre des Colonies, de ne pas modifier le *statu quo* sans consulter les colonies du Pacifique.

WADDINGTON.

N° 18. — **M. Waddington, Ambassadeur de la République française à Londres, à M. de Freycinet, président du Conseil, ministre des Affaires étrangères.**

(Télégramme.)

Londres, le 30 avril 1886.

J'ai interrogé Lord Rosebery au sujet des Nouvelles Hébrides ; il m'a dit qu'il ne pouvait me donner une réponse officielle avant le retour de ses Collègues et la réunion du Conseil. « Mais, a-t-il ajouté, je ne puis « vous dissimuler que la réponse sera défavorable. Je viens de recevoir de « nombreuses dépêches d'Australie, et je dois vous dire que, sauf à Syd- « ney, on est unanime à repousser toute cession des Nouvelles-Hébrides ; « encore, à Sydney, la minorité opposante a-t-elle été très forte. Comme « le Gouvernement s'est engagé, au temps de Lord Derby, à ne pas tran- « cher la question sans avoir consulté les colons, et la consultation ayant « été négative, je ne vois pas ce que nous pouvons faire.

« Il vaut mieux que je vous le dise sans plus tarder, afin que vous « puissiez prévenir M. de Freycinet confidentiellement. »

WADDINGTON.

N° 19. — **M. de Freycinet, Président du Conseil, Ministre des affaires étrangères, à M. Waddington, Ambassadeur de la République française à Londres.**

(Télégramme.)

Paris, le 9 juin 1886.

A la suite des nouvelles venues d'Australie sur une expédition française aux Nouvelles-Hébrides, je me suis renseigné au Ministère de la Marine. Tout se réduit à des mesures de protection prises par le Gouverneur de la Nouvelle-Calédonie à la suite de massacres de nos nationaux. Il a envoyé deux navires avec ordre de débarquer quelques troupes à terre et de les y maintenir jusqu'à ce que le calme soit entièrement rétabli. Il n'a été aucunement question d'une prise de possession, ni d'un protectorat, ni d'un acte quelconque en violation des arrangements intervenus entre l'Angleterre et nous.

C. de FREYCINET.

N° 20. — **Le Vice-Amiral Aube, Ministre de la Marine, au Gouverneur de la Nouvelle-Calédonie.**

(Télégramme.)

Paris, le 13 juin 1886.

Il convient d'éviter toute manifestation qui pourrait faire croire à une prise de possession des Nouvelles-Hébrides ou à l'établissement d'un protectorat, de poursuivre énergiquement l'opération commencée et de vous maintenir jusqu'à nouvel ordre dans les postes que vous occupez.

AUBE.

N° 21. — **M. de Freycinet, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, à M. Waddington, Ambassadeur de la République française à Londres.**

(Télégramme.)

Paris, le 18 juin 1886.

Ce matin, Lord Lyons est venu me demander des renseignements au sujet de l'acte qu'on prête au Gouverneur de la Nouvelle-Calédonie et d'après lequel notre pavillon aurait été arboré aux Nouvelles-Hébrides. J'ai répondu à Lord Lyons que j'ignorais ce qu'il y avait de fondé dans ce bruit et que je ne pouvais mieux faire que de lui donner lecture de la lettre suivante que j'avais adressée hier à mon Collègue de la Marine, et qui vous édifiera vous-même sur les explications que vous pourriez être amené à fournir :

« Mon cher Collègue,

« Des avis d'Australie portent que notre pavillon aurait été arboré aux
« Nouvelles-Hébrides ; j'espère que cette nouvelle est inexacte. En tout
« cas, je vous serai obligé de vouloir bien envoyer des ordres télégra-
« phiques pour que notre pavillon ne soit pas arboré ou pour qu'on l'en-
« lève immédiatement, si, par aventure, il avait été arboré. Le Gouver-
« neur de la Nouvelle-Calédonie ne doit pas perdre de vue qu'il ne s'agit
« que de mesures de protection et nullement d'une prise de possession
« quelconque ou de rien qui y ressemble. »

C. de FREYCINET.

N° 22. — **M. Waddington, Ambassadeur de la République française à Londres, à M. de Freycinet, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.**

(Télégramme)

Londres, le 22 juin 1886.

J'ai eu un entretien avec Lord Rosebery aujourd'hui au sujet des Nouvelles-Hébrides. Je lui ai renouvelé l'assurance que vous étiez bien décidé à respecter l'Arrangement conclu entre les deux Gouvernements relativement à ces îles.

WADDINGTON.

N° 23. — **M. Waddington, Ambassadeur de la République française à Londres, à M. de Freycinet, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.**

(Télégramme.)

Londres, le 6 juillet 1886.

J'ai rappelé à Lord Rosebery l'affaire des Iles-sous-le-Vent de Tahiti. De son côté, il m'a parlé des Nouvelles-Hébrides et a exprimé quelque étonnement au sujet du maintien de notre poste militaire dans ces îles. Je lui ai répondu que nous n'avions aucune intention d'annexer, mais qu'il fallait bien découvrir et arrêter les meurtriers de nos nationaux et que, d'ailleurs, il me semblait que les susceptibilités des colonies australiennes dépassaient la mesure. Il m'a dit alors qu'en Australie on paraissait douter de la réalité du massacre de nos nationaux dont personne ne pouvait donner de détails. Je lui ai répondu qu'il ne pouvait y avoir aucun doute sur le massacre et que les détails, toujours difficiles à recueillir, vous parviendraient sans doute plus tard, l'affaire ayant été engagée par les autorités de la Nouvelle-Calédonie.

WADDINGTON.

N° 24. — **M. Waddington, Ambassadeur de la République française à Londres, à M. de Freycinet, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.**

Londres, le 8 juillet 1886.

Je viens de recevoir une communication de Lord Rosebery contenant le refus officiel du Gouvernement de la Reine de conclure l'Arrangement que j'avais été chargé de lui proposer relativement aux Nouvelles-Hébrides. Le principal secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères reconnaît dans ce document que nos propositions avaient un caractère amical et conciliant et exprime le regret que les dispositions des colonies australiennes dans cette question ne lui aient pas permis d'y donner suite.

Votre Excellence trouvera ci-joint copie de cette communication.

WADDINGTON.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE LONDRES EN DATE DU 8 JUILLET 1886.

Le Comte de Rosebery, Secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères, à M. Waddington, Ambassadeur de la République française à Londres.

Traduction.

Foreign Office, le 7 juillet 1886.

Dans la conversation que j'ai eu l'honneur d'avoir avec Votre Excellence, le 30 avril dernier, à propos de la question des Nouvelles-Hébrides, j'ai déclaré

que, bien que ne pouvant à ce moment faire une réponse formelle aux propositions du Gouvernement français sur ce sujet, il ne m'était pas possible de laisser espérer une réponse conçue dans le sens que désirait Votre Excellence. En effet, laissant de côté toute autre considération, le Gouvernement de Sa Majesté ne pouvait être guidé dans cette question que par l'opinion des colonies australiennes, qui, nous en avons aujourd'hui l'assurance, sont fermement opposées à tout arrangement de la nature de celui qui est proposé. Il était dès lors superflu de discuter les autres objections qu'aurait pu soulever le Gouvernement de Sa Majesté.

La proposition, telle que l'a comprise le Gouvernement de Sa Majesté, avait pour objet de lever toute objection de la part de l'Angleterre à l'acquisition des Nouvelles-Hébrides par la France ; en échange de cette concession, la France aurait pris l'engagement de n'envoyer de condamnés sur aucun point de l'océan Pacifique. Permettez-moi de vous annoncer, Monsieur l'Ambassadeur, que le Gouvernement de Sa Majesté, après un long et attentif examen de toutes les faces de cette importante question, qui touche aux intérêts vitaux des possessions de Sa Majesté dans le Pacifique, se voit dans l'impossibilité de consentir à l'abandon d'une partie quelconque de l'accord qui existe actuellement entre la France et l'Angleterre, et qui oblige les deux pays à respecter l'indépendance des Nouvelles-Hébrides.

Le Gouvernement de Sa Majesté ne se dissimule pas les difficultés que fera naître la transportation de criminels français dans le voisinage des possessions britanniques, transportation contre laquelle il a cru de son devoir de protester vivement et à plusieurs reprises. Mais les colonies australiennes, que ces mesures intéressent le plus directement, sont en majorité, sinon unanimement, opposées à l'Arrangement que Votre Excellence avait proposé, et dont je reconnais volontiers le caractère amical et conciliant.

ROSEBERY.

N° 25. — **M. de Freycinet, Président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, à M. Waddington, Ambassadeur de la République française à Londres.**

(Télégramme.)

Paris, le 15 juillet 1886.

De nouveau, Lord Lyons m'a entretenu de la question des Nouvelles-Hébrides. Je lui ait dit, et je vous prie de répéter à Lord Rosebery que nous sommes allés dans ces îles pour assurer la sécurité de nos nationaux, mais qu'il n'est jamais entré dans notre pensée d'y faire un établissement qui serait contraire à nos engagements. Il y aurait un moyen d'arriver plus rapidement au résultat que nous poursuivons : ce serait que l'Angleterre s'entendit avec nous pour établir dans les Nouvelles-Hébrides des garanties de sécurité pour les nationaux des deux pays. Veuillez faire une ouverture dans ce sens à Lord Rosebery. Nous préviendrions ainsi dans l'avenir les incidents qui ont alternativement obligé la France et l'Angleterre à intervenir militairement.

G. de FREYCINET.

N° 26. — **M. Waddington, Ambassadeur de la République française à Londres, à M. de Freycinet, Président du Conseil, ministre des Affaires étrangères.**

(Télégramme.)

Londres, le 16 juillet 1886.

En faisant à Lord Rosebery la communication prescrite par votre télégramme d'hier soir relatif aux Nouvelles-Hébrides, je lui ai renouvelé l'assurance que nous n'avions aucune intention d'y faire un établissement

qui serait contraire à nos engagements. Je lui ai ensuite dit que le Gouvernement de la République était disposé à s'entendre avec le Gouvernement anglais pour établir dans ces îles des garanties de sécurité pour les nationaux des deux pays.

Je lui ai développé les avantages qui résulteraient d'un pareil arrangement et je lui ai demandé s'il était en mesure de discuter la question. Il m'a répondu qu'il croyait l'idée acceptable en principe, mais qu'étant au moment de quitter le pouvoir, il ne pouvait pas entamer une négociation de ce genre. Il m'a ensuite dit que la présence d'un détachement français, établi à terre dans une des îles, soulevait des protestations de la part des colonies australiennes. Si vous vous contentiez de la présence d'un bâtiment de guerre croisant ou stationnant dans ces parages, il pense que les susceptibilités des colonies se calmeraient. Je lui ai répondu qu'après les déclarations réitérées que nous avons faites au sujet de nos intentions aux Nouvelles-Hébrides, les susceptibilités des colonies n'avaient aucune raison d'être et que vraiment on ne pouvait pas nous demander de les prendre tellement au sérieux. Il a néanmoins encore insisté en disant que le retrait de nos soldats faciliterait beaucoup les arrangements. Je ne lui ai donné aucun espoir à ce sujet.

WADDINGTON.

N° 27. — **Note verbale remise par M. de Freycinet, Président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, à Lord Lyons, Ambassadeur d'Angleterre à Paris.**

Paris, le 13 juillet 1886.

Le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, a eu l'honneur de faire connaître, le 6 de ce mois, à Son Excellence l'Ambassadeur d'Angleterre les renseignements qu'il avait reçus des autorités maritimes compétentes au sujet des derniers incidents survenus aux Nouvelles-Hébrides.

Pour faire suite à cette communication, M. de Freycinet a l'honneur de transmettre, ci-joint, à Lord Lyons copie d'un télégramme que M. le Ministre de la Marine vient de recevoir du Gouverneur de la Nouvelle-Calédonie, et qui est relatif aux conditions dans lesquelles le drapeau français a été arboré devant le détachement de troupes débarqué, et aux français et employés de la Compagnie française tués et blessés depuis quelques années par les indigènes de l'archipel.

C. de FREYCINET,

ANNEXE A LA NOTE VERBALE EN DATE DU 18 JUILLET 1886.

M. Le Nouet, Gouverneur de la Nouvelle-Calédonie, à M. le ministre de la marine.

Sydney, le 15 juillet 1886.

Il est vrai que le drapeau français a été hissé aux Nouvelles-Hébrides, mais seulement devant notre poste de soldats, pour y rester aussi longtemps que notre détachement. Le fait n'a aucune signification politique. Voici les noms des Français et employés de la Compagnie française tués par les indigènes aux Nouvelles-Hébrides :

1882. — Zoëpel, à Santo.

1883. — Degmard, à Santamaria ; Ferry, à Ambryn.

1884. — Haudrow, à Ambryn; Maceveu, à Api; Meyer, à Api.
 1885. — Cautel, à Amba; Godefrey, à Tanna; Toul, à Amba; Harry, à Ambryn; Booth, à Mallicolo; Biniou et sa femme, à Api;
 1886. — Joachim, à Mallicolo; Lebihan, à Mallicolo.
 Blessés:
 1886. — Crulon, à Mallicolo; Clain, à Ambryn.
 Attaqués:
 1884. — Springfield, à Mallicolo.
 1886. — Bernier, à Mallicolo; Sicard, à Sandflich. LE NOUET.

N° 28. — **M. Waddington, Ambassadeur de la République française à Londres, à M. de Freycinet, Président du Conseil, ministre des Affaires étrangères.**

(Télégramme.)

Londres, le 20 juillet 1886.

Lord Rosebery m'a spontanément manifesté son désir de terminer l'affaire des Iles-sous-le-Vent, avant de quitter le Ministère.

Il a également pris l'initiative de me parler de nouveau des Nouvelles-Hébrides et il m'a dit que, selon lui, nous nous entendrions facilement, au sujet de la police des Iles, avec son successeur.

WADDINGTON.

N° 29. — **M. de Freycinet, Président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, à M. Waddington, Ambassadeur de la République française à Londres.**

(Télégramme.)

Paris, le 4 août 1886.

Il conviendra, je crois, de ne pas vous laisser devancer par le nouveau Cabinet sur la question des Nouvelles-Hébrides, et vous ferez bien de saisir la première occasion de l'entretenir de notre ouverture consistant à organiser, d'un commun accord, des garanties d'ordre et de sécurité dans ces Iles.

C. de FREYCINET.

N° 30. — **M. Waddington, Ambassadeur de la République française à Londres, à M. de Freycinet, Président du Conseil, ministre des Affaires étrangères.**

(Télégramme.)

Londres, le 7 août 1886.

Lord Iddesleigh, le nouveau Ministre des Affaires étrangères, vient de recevoir officiellement le corps diplomatique pour la première fois. Dans cette première entrevue, nécessairement fort courte, j'ai insisté pour une prompt réponse au sujet des Iles-sous-le-Vent, et j'ai indiqué que nous étions prêts à entrer en pourparlers pour l'organisation de mesures de surveillance et de police aux Nouvelles-Hébrides. Nous avons pris rendez-vous pour mercredi, afin de reprendre ces derniers points, le Ministre ayant promis de se mettre d'ici là au courant.

WADDINGTON.

N° 31. — **M. Waddington, Ambassadeur de la République française à Londres, à M. de Freycinet, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.**

Londres, le 11 août 1883.

J'ai eu aujourd'hui mon premier entretien avec Lord Iddesleigh. Abordant la question des Nouvelles-Hébrides, je lui ai rappelé les déclarations réitérées faites par vous à Lord Lyons et par moi à Lord Rosebery sur notre ferme volonté de respecter les engagements pris. « Mais, ai-je ajouté, la situation ne peut continuer dans ces îles telle qu'elle a été dans ces dernières années. Depuis quatre ans, nous avons eu une vingtaine de nos nationaux assassinés dans les Nouvelles-Hébrides, et nous avons dû prendre les mesures nécessaires pour punir les auteurs de ces meurtres et en prévenir le renouvellement. C'est pour cela que nous avons établi sur trois points des postes militaires. Les Anglais ont eu à s'occuper de faits analogues, et les Allemands ont envoyé l'*Albatros* bombarder plusieurs villages indigènes. Il est donc de toute nécessité d'établir un système de surveillance ou de police qui puisse garantir la sécurité des Européens établis dans l'Archipel. Nous convions le Gouvernement anglais à une entente sur ce sujet, et nous sommes prêts à examiner de suite les propositions qu'il croira pouvoir nous faire. »

Lord Iddesleigh me répondit que le retrait de nos postes militaires faciliterait beaucoup la négociation ; puis il me demanda différents renseignements sur les faits qui avaient motivé notre action. Je lui ai alors expliqué comment elle s'était produite, et je lui ai rappelé notamment que vous avez remis à Lord Lyons la liste authentique de nos nationaux assassinés. Quant au retrait de nos postes, il ne peut avoir lieu avant que les deux Gouvernements ne soient tombés d'accord sur les mesures destinées à sauvegarder dans l'avenir le bon ordre dans ces îles. « Je sais, ai-je dit, que les colonies australiennes font beaucoup de bruit au sujet de cette affaire, mais nous ne pouvons tenir compte de susceptibilités aussi exagérées et à notre avis aussi peu fondées. Nous avons affaire au Gouvernement anglais et nous ne demandons pas mieux que de nous entendre avec lui, mais nous ne pouvons laisser nos nationaux sans défense pour plaire aux Australiens. » Je lui ai enfin rappelé que l'ouverture que j'avais faite à Lord Rosebery datait déjà de trois semaines et que les retards ne provenaient pas de notre fait.

Nous avons ensuite parlé des Îles-sous-le-Vent, et je lui ai exposé longuement tout l'historique de l'affaire, en insistant sur l'intérêt qu'il y aurait pour les deux pays à conclure cet arrangement, dans les termes que j'ai proposés à Lord Rosebery.

Lord Iddesleigh m'a autorisé à vous dire qu'il répondrait prochainement sur ces divers points.

WADDINGTON.

N° 32. — **M. Waddington, Ambassadeur de la République française à Londres, à M. de Freycinet, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.**

Londres, le 28 août 1883.

Dans un entretien que j'ai eu, le 23 de ce mois, avec Lord Iddesleigh, Sa Seigneurie est revenue sur la question des Nouvelles-Hébrides. Je lui ai rappelé que nous avions, dès le 16 juillet dernier, fait des ouvertures au Gouvernement anglais dans le but d'assurer la protection et la sécurité de

nos nationaux dans ces îles, mais que, jusqu'à ce jour, je n'avais reçu aucune réponse. Il m'a alors demandé si j'avais un arrangement à proposer. Je lui ai fait observer que, tant que le Gouvernement anglais n'aurait pas accepté l'idée en principe, je ne pouvais ni demander ni recevoir des instructions. Je me suis borné à dire que, d'une façon générale, c'était une affaire surtout de police maritime à confier à des bâtiments légers et que, par conséquent, elle devrait être étudiée par des officiers de marine. Il m'a répondu qu'il y réfléchirait et qu'il m'en reparlerait.

Le 26, Lord Iddesleigh m'a adressé la lettre particulière et confidentielle dont je vous envoie une copie ainsi que de la réponse que je lui ai faite. J'aurai l'honneur de vous entretenir de cette question lorsque je vous verrai à Paris après-demain.

WADDINGTON.

ANNEXE I A LA DÉPÊCHE DE LONDRES EN DATE DU 29 AOÛT 1886.

Lord Iddesleigh, Secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères à Londres, à M. Waddington, Ambassadeur de la République française.

(Traduction.)

Londres, le 26 août 1886.

Mon cher Ambassadeur, depuis l'entretien que j'ai eu le plaisir d'avoir avec vous, le 23 de ce mois, au sujet des Nouvelles-Hébrides, j'ai examiné avec la plus sérieuse attention la proposition, faite par votre Gouvernement, de nommer une Commission pour la protection de la vie et de la propriété des sujets britanniques et français dans ces groupes d'îles.

Je crois que nous sommes également convaincus de l'importance qu'il y a à mettre fin aussitôt que possible à l'émotion sans cesse grandissante que la présence prolongée des troupes françaises dans ces îles cause en Angleterre et dans les colonies australiennes.

En présence des assurances solennelles plusieurs fois données par votre Gouvernement, je ne peux mettre en doute la loyauté avec laquelle il est déterminé à respecter l'engagement international relatif aux Nouvelles-Hébrides. La proposition qu'il a faite de réunir une Commission mixte est assurément l'indice du désir qu'il a de mettre fin à la tension de la situation actuelle par le retrait des postes militaires français, aussitôt que des dispositions auront été prises pour assurer le résultat que nous avons en vue et que les deux Nations cherchent également à atteindre. Si ma conclusion est exacte, je pense que vous serez d'accord avec moi pour reconnaître qu'il n'y a pas de temps à perdre pour faire aboutir cette proposition dont, sans aucun doute, la réalisation, d'une part, calmera l'irritation causée par la continuation de l'occupation militaire et d'autre part, dissipera l'idée d'une annexion par la France si ardemment encouragée par une partie de la presse de la Nouvelle-Calédonie et de Paris.

Je partage l'opinion que vous m'avez exprimée, à titre privé, qu'il y aurait lieu de confier à des officiers de marine des deux Pays l'exécution de l'accord et, supposant dès lors que les postes militaires seraient retirés aussitôt que les instructions nécessaires auraient été données aux Commandants de la Marine française et anglaise, je proposerais que les deux Gouvernements nomment immédiatement des officiers compétents pour rédiger les règlements nécessaires et que l'on fasse connaître l'adoption de cette solution.

Cette question est certainement de celles dans lesquelles il convient d'agir sans retard et j'ai pensé, à la suite de notre dernière conversation, qu'un échange d'idées, à titre privé, entre nous, serait de nature à en faciliter et à en hâter le règlement. Je ne doute pas que le procédé que j'ai adopté ne rencontre votre approbation, et que vous n'unissiez franchement vos efforts aux miens pour arriver à une solution de la question sans prolonger la correspondance

officielle au delà de ce qui est nécessaire pour faire aboutir la proposition de votre Gouvernement. IDDESLEIGH.

ANNEXE II A LA DÉPÊCHE DE LONDRES EN DATE DU 26 AOUT 1886

M. Waddington, Ambassadeur de la République française à Londres, à Lord Iddesleigh, Secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères à Londres.

Londres, le 28 août 1886

Mon cher Lord Iddesleigh, j'ai reçu votre communication particulière relative à la question des Nouvelles-Hébrides. Ainsi que je vous l'ai dit, le 23 de ce mois, je n'ai aucune instruction en ce qui concerne la suite à donner aux propositions que j'ai faites aux débuts de nos pourparlers à Lord Rosebery, le 16 juillet dernier, et je ne pouvais en attendre jusqu'à ce que l'idée fût acceptée « en principe » par le Gouvernement de Sa Majesté. Vous proposez aujourd'hui que les deux Gouvernements nomment immédiatement des officiers compétents pour élaborer les règlements nécessaires et que l'on fasse connaître que cette solution a été adoptée. Je ne manquerai pas de soumettre sans retard votre proposition à M. de Freycinet et je ne doute pas que l'on n'arrive à un arrangement satisfaisant.

Permettez-moi, à cette occasion, de vous rappeler d'autres questions pendantes depuis longtemps entre les deux Gouvernements et qui réclament une solution au même titre que la question récente des Nouvelles-Hébrides. J'appellerai votre attention, en particulier, sur la Convention relative à Terre-Neuve et aux Iles-sous-le-Vent de Tahiti.

M. de Freycinet serait heureux de connaître les vues du Gouvernement de Sa Majesté sur ces affaires, et je ne doute pas que vous ne soyez bientôt en mesure de nous donner une réponse satisfaisante.

WADDINGTON.

(A suivre.)

TROISIÈME PARTIE

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

FRANCE

Loi ayant pour objet d'interdire la pêche, aux étrangers, dans les eaux territoriales de France et d'Algérie.

1^{er} mars 1888 (1)

Article premier. — La pêche est interdite aux bateaux étrangers dans les eaux territoriales de la France et de l'Algérie, en deçà d'une limite qui est fixée à trois milles marins au large de la laisse de basse mer.

Pour les baies, le rayon de trois milles est mesuré à partir d'une ligne droite tirée en travers de la baie, dans la partie la plus rapprochée de l'entrée, au premier point où l'ouverture n'excède pas dix milles. Dans chacun des arrondissements maritimes, et pour l'Algérie, des décrets déterminent la ligne à partir de laquelle cette limite est comptée.

Art. 2. — Si le patron d'un bateau étranger ou les hommes de son équipage sont trouvés jetant des filets dans la partie réservée des eaux territoriales françaises ou y exerçant la pêche d'une façon quelconque, le patron est puni d'une amende de 16 francs, au moins, et de 250 francs, au plus.

Art. 3. — La peine de l'amende prévue à l'article précédent peut être portée au double, en cas de récidive. Il y a récidive lorsque, dans les deux années précédentes, il a été rendu contre le contrevenant un jugement pour infraction à la présente loi.

Art. 4. — Les officiers et officiers-mariniers commandant les bâtiments de l'Etat ou les embarcations garde-pêche, et tous officiers et agents commis à la police des pêches maritimes constatent les contraventions, en dressent procès-verbal et conduisent ou font conduire le contrevenant et le bateau dans le port français le plus rapproché,

Ils remettent leurs rapports, procès-verbaux et toutes pièces constatant les contraventions à l'officier du commissariat chargé de l'inscription maritime.

Art. 5. — Les procès-verbaux doivent être signés et, sous peine de nullité, affirmés dans les trois jours de leur clôture, pardevant le juge de paix du canton ou l'un de ses suppléants, ou pardevant le maire ou

(1) *Journal officiel* du 2 mars 1888.

l'adjoint, soit de la commune de la résidence de l'agent qui a dressé le procès-verbal, soit de celle où le bateau a été conduit.

Toutefois, les procès-verbaux dressés par les officiers du commissariat de la marine chargés de l'inscription maritime, par les officiers et officiers-mariniers commandant les bâtiments de l'État ou les embarcations garde-pêche et par les inspecteurs des pêches maritimes ne sont pas soumis à l'affirmation.

Dans tous les cas, les procès-verbaux doivent, sous peine de nullité, être enregistrés dans les quatre jours qui suivront celui de l'affirmation ou celui de la clôture du procès-verbal, s'il n'est pas soumis à l'affirmation. L'enregistrement est fait en débet.

Art. 6. — L'officier ou agent qui a conduit ou fait conduire le bateau dans un port français, le consigne entre les mains du service de l'inscription maritime, qui saisit les engins de pêche et les produits de la pêche trouvés à bord, quel qu'en soit le propriétaire. Les produits de la pêche sont vendus, sans délai, dans le port où le bateau a été conduit, et dans les formes prescrites par l'article 42 de la loi du 15 avril 1829. Le prix en est consigné à la caisse des gens de mer jusqu'à l'issue du jugement.

Indépendamment de l'amende prévue dans les articles 2 et 3, le tribunal ordonne la destruction des engins prohibés et, s'il y a lieu, la confiscation des engins non prohibés et des produits de la pêche saisis sur le bateau ou de leur prix. Les engins non prohibés sont vendus.

Le produit de cette vente, ainsi que de celle des produits de la pêche, et le montant des amendes, sont intégralement versés dans la caisse des invalides de la marine.

Art. 7. — Les poursuites ont lieu à la diligence du Procureur de la République ou des officiers du commissariat chargés de l'inscription maritime.

Ces officiers ont, dans ce cas, le droit d'exposer l'affaire devant le tribunal, et d'être entendus à l'appui de leurs conclusions.

Si les poursuites n'ont pas été intentées dans les trois mois qui suivent le jour où la contravention a été commise, l'action publique est prescrite.

Art. 8. — Les poursuites sont portées devant le tribunal de police correctionnelle dans le ressort duquel est situé le port où les contrevenants ont été conduits. Le tribunal statue dans le plus bref délai possible.

Art. 9. — Les procès-verbaux des officiers ou agents chargés de constater les contraventions, comme il est dit à l'article 6, font foi jusqu'à inscription de faux.

A défaut de procès-verbaux, la contravention peut être prouvée par témoins.

Art. 10. — Si le condamné n'acquitte pas l'amende et les frais, le bateau est retenu jusqu'à entier paiement ou pendant un laps de temps qui ne peut dépasser trois mois pour la première contravention et six mois en cas de récidive.

Si le condamné interjette appel ou fait opposition, il peut se pourvoir devant le tribunal pour obtenir la libre sortie du bateau, en consignat le montant de la condamnation et de tous les frais.

Art. 11. — La présente loi ne porte pas atteinte à la libre circulation

reconnue aux bateaux de pêche étrangers naviguant ou mouillant dans la partie réservée des eaux territoriales françaises.

Un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique déterminera les règles spéciales de police auxquelles, dans ce cas, les bateaux de pêche devront se conformer. Les infractions à ce règlement sont constatées et poursuivies dans les formes prévues par la présente loi ; elles sont punies d'une amende de 16 francs, au moins, et de 100 francs, au plus, sans préjudice de la retenue du bateau.

Art. 12. — Il n'est pas dérogé aux dispositions des conventions internationales et des lois qui s'y réfèrent.

— Voici le *Rapport* fait par M. Mauguin, sénateur, au nom de la Commission chargée d'examiner la loi qui précède :

Messieurs, depuis longtemps, les ministres des affaires étrangères, de la marine et de la justice cherchent à s'entendre pour arriver à interdire aux étrangers l'exercice de la pêche maritime dans les eaux territoriales de la France et de l'Algérie ; il s'agit de la zone intermédiaire des mers baignant nos côtes, de celle comprise entre les rivages, lais et relais, les ports, havres et rades, considérés comme faisant partie du territoire national et rangés parmi les dépendances du domaine public, par l'article 538 du Code civil, d'une part, et la haute mer, la mer libre qui appartient indivisément à tous les peuples.

Les raisons qui ont amené l'étude par les divers pouvoirs publics de cette question intéressante peuvent se résumer de la manière suivante :

1° La concurrence des marins étrangers et des marins français suscite, partout où elle est admise et particulièrement dans le golfe de Gascogne et sur les côtes métropolitaines et algériennes, baignées par la mer Méditerranée, des querelles incessantes, souvent sanglantes et toujours infiniment regrettables ;

2° Nous avons un intérêt majeur, un intérêt vraiment national, à favoriser par tous les moyens possibles le développement de notre population de marins soumis à l'inscription maritime ;

3° Il existe un intérêt économique sérieux à développer l'importante industrie de la pêche, en faveur de nos nationaux, les charges qui pèsent sur ces derniers du fait de l'inscription maritime les mettant, vis-à-vis de leurs concurrents étrangers, dans d'injustes conditions d'infériorité ;

4° Utilité d'unifier la réglementation pour l'intégrité des côtes françaises, la question étant déjà résolue partiellement pour une grande partie de notre littoral par les lois de 1846 et de 1884 ;

5° Enfin nécessité d'armer d'un pouvoir suffisant les autorités chargées de la surveillance et de la police des côtes, qu'il devient fort difficile de protéger, dans certains cas, surtout en Algérie.

Ce projet a soulevé, on s'en rend compte facilement, des questions d'ordre politique international et d'ordre économique, qui en ont retardé la solution pendant longtemps, et qu'une sérieuse et consciencieuse étude a enfin permis au Gouvernement de régler à la satisfaction de tous les intérêts en présence.

Dans la crainte d'éveiller les susceptibilités des nations voisines amies, le département des affaires étrangères avait pensé tout d'abord qu'il serait préférable de ne point saisir le pouvoir législatif du règlement de la question et qu'il vaudrait mieux avoir recours à des arrangements diplomatiques ; mais l'expérience a démontré que, s'il est vrai qu'une partie des inconvénients dont se plaignent les habitants de notre frontière maritime peuvent disparaître au moyen des arrangements de la diplomatie, ces actes passés entre les repré-

sentants de deux nations ne peuvent avoir qu'une portée restreinte, laissant dans beaucoup de cas nos nationaux désarmés.

C'est ainsi qu'à la date du 22 octobre 1884, le commandant du stationnaire français chargé de la police de la pêche dans les parages du golfe de Gascogne a fait capturer l'embarcation espagnole le *San Pedro*, à 2 milles environ dans le nord de Biarritz, et, à défaut d'une législation qui lui permit de faire punir, en France, le patron de cette embarcation, il a dû s'en rapporter à la bonne volonté des autorités espagnoles.

Ce n'est malheureusement pas un fait isolé. A maintes reprises, la délégation française à la commission des Pyrénées a été frappée des inconvénients auxquels donne lieu une lacune aussi importante dans notre législation; il en a été de même du gouvernement général en Algérie.

A vrai dire, les droits des Etats riverains sur les eaux territoriales n'avaient jamais été et ne sont pas parvenus nettement définis. En France, on s'est borné à suivre la tradition séculaire, et des conventions intervinrent ensuite avec quelques nations voisines, telles que la Grande-Bretagne, l'Espagne et le royaume des Deux-Siciles.

L'exercice de la pêche, lui-même, n'avait pas été réglementé. Ce n'est qu'en 1852 qu'un décret-loi, portant règlement général de la pêche côtière, ainsi que d'autres décrets postérieurs, portant règlement dans les différents arrondissements maritimes, réglementait la police de la pêche dans les eaux territoriales sans faire de distinction de nationalité, ce qui consacrait virtuellement le droit des pêcheurs étrangers, de venir faire concurrence à nos nationaux jusque tout près de nos rivages.

Le besoin se fit cependant sentir de protéger notre pêche côtière contre les étrangers.

Un certain nombre de nations se sont également préoccupées de la protection de leurs côtes.

La Belgique revendique le droit d'interdire la pêche aux étrangers dans les eaux territoriales, comme une conséquence de son droit de souveraineté, mais aucune loi, jusqu'ici, n'y réglemente encore ce droit.

En Danemark, une loi est élaborée en vue d'interdire la pêche aux étrangers sous peine d'une amende de 10 à 400 couronnes.

En Suède et en Norvège, la pêche est interdite aux étrangers.

En Italie, la pêche côtière est libre, sauf une patente de 30 lire imposée aux pêcheurs étrangers, par un décret du 7 janvier 1869.

La France a déjà résolu la question, pour une partie de son littoral, celui du nord, par les lois de 1846 et de 1884; la même solution est prévue par le traité franco-espagnol de 1882.

L'Angleterre a également légiféré pour obtenir une semblable protection.

Enfin l'Allemagne, plus avancée encore, a introduit l'interdiction de la pêche côtière aux étrangers dans son Code pénal promulgué en 1874, qui punit les contrevenants d'une amende de 600 marks au maximum, ou d'un emprisonnement de six mois au plus, et ordonne même la confiscation des engins de pêche et du poisson, sans qu'il y ait à distinguer si ces engins ou poissons appartiennent ou non au contrevenant.

Dans cette situation, il ne semble pas qu'il y ait imprudence de la part de la France, d'affirmer également, d'une façon générale et définitive, son droit incontestable vis-à-vis des pêcheurs étrangers et de légiférer pour conserver un état de droit et de fait déjà existant dans certains parages, ainsi que pour déterminer exactement le rayon des eaux territoriales.

Les motifs qui paraissent avoir empêché le législateur de généraliser en 1852 et en 1863, ne subsistent plus aujourd'hui; en effet, personne ne saurait se prévaloir du pacte de famille, ni des développements que la Restauration avait cru devoir lui donner. Ce qui pourrait encore subsister de ces anciennes tolérances, en ce qui concerne la pêche, est explicitement aboli par le traité franco-espagnol ci-dessus relaté, qui stipule au paragraphe 2 de l'article 29 que

« chacune des hautes parties contractantes réserve, pour ses nationaux, l'exercice de la pêche dans les eaux territoriales ».

En l'état, le Gouvernement a élaboré un projet de loi renfermant 12 articles, interdisant la pêche aux bateaux étrangers dans les eaux territoriales de la France et de l'Algérie, en deçà d'une limite qui a été fixée à trois milles marins au large de la basse mer.

Il est à remarquer, au sujet de cette distance, que l'usage a déjà fixé deux myriamètres comme limite de protection des eaux territoriales pour l'exercice de la douane.

Le projet de loi soumis aux délibérations du Sénat réserve expressément dans son article 12 les dispositions des conventions étrangères, tels, par exemple, les arrangements provisoires stipulés avec l'Italie pour la pêche du corail en Algérie, en attendant la conclusion d'un traité définitif de navigation.

QUATRIÈME PARTIE

CHRONIQUE

ALLEMAGNE

L'Empereur Guillaume est mort le 9 mars. Le *Moniteur officiel de l'empire* l'a annoncé dans les termes suivants :

« Il a plu à Dieu de rappeler à lui, ce matin, à huit heures et demie, après une courte maladie et dans la vingt-huitième année de son règne très prospère, Sa Majesté l'Empereur et Roi, notre très gracieux Souverain.

« Toute la nation se joint aux membres de la famille royale pour déplorer la mort du souverain bien aimé et vénérable dont la sagesse a présidé si longtemps et si glorieusement, dans la guerre et dans la paix, aux destinées du peuple allemand.

« Berlin, le 9 mars 1888.

« *Le Ministère d'Etat.* »

Le chancelier a reçu le télégramme suivant de San Remo :

« Au moment où j'éprouve la plus profonde douleur au sujet de la mort de l'Empereur et Roi, mon père bien-aimé, je vous exprime à vous, ainsi qu'au ministère d'Etat, mes remerciements pour la fidélité avec laquelle vous l'avez toujours servi. Je compte sur votre appui à tous dans la lourde tâche qui m'échoit. Je partirai le 10 mars au matin pour Berlin.

« FRÉDÉRIC. »

Le *Reichsanzeiger* publie également le télégramme ci-après que l'Empereur et Roi a adressé au ministère d'Etat :

« Sur le deuil national qui a été jusqu'ici d'usage, nous ne voulons rien décider. Nous préférons laisser à chaque Allemand le soin de manifester sa douleur au sujet de la mort de l'Empereur, et de fixer, comme il le jugera convenable, d'après les circonstances, la période de temps pendant laquelle il aura à s'abstenir de participer à des réjouissances publiques.

« FRÉDÉRIC. »

Dans la séance du Reichstag qui a eu lieu le jour même de la mort de l'Empereur, le prince de Bismarck s'est exprimé dans les termes suivants :

« J'ai le pénible devoir de vous communiquer officiellement ce que vous savez déjà, que S. M. l'empereur Guillaume a rendu le dernier soupir à huit heures et demie.

« Par suite de cet événement, le trône de Prusse et, aux termes de la Constitution impériale, la dignité impériale ont passé à S. M. Frédéric III, roi de Prusse.

« D'après les avis télégraphiques qui me sont parvenus, j'ai lieu d'admettre

que Sa Majesté l'Empereur et Roi régnant quittera demain San Remo et arrivera ici, à Berlin, dans le délai matériellement nécessaire.

« J'avais reçu encore de l'auguste souverain défunt, dans ses derniers jours, et comme pour attester la force de travail qui ne l'a abandonné qu'avec la vie, une signature que j'ai là devant moi et qui m'autorise à clore la session du Reichstag dans les délais voulus, après l'achèvement du travail parlementaire, c'est-à-dire aujourd'hui ou demain.

« J'avais adressé à Sa Majesté la prière de ne signer que les initiales de son nom. Sa Majesté m'a répondu qu'elle croyait pouvoir signer encore son nom tout entier. Par suite de cette circonstance, j'ai devant moi la dernière signature de Sa Majesté, qui est un document historique. Dans les circonstances que nous traversons, je suppose que le désir du Reichstag est qu'il ne se sépare pas encore, mais qu'il demeure en session jusqu'après l'arrivée de S. M. l'Empereur. C'est pourquoi je ne ferai pas d'autre usage de l'autorisation de Sa Majesté que celui de la déposer dans les archives du Reichstag.

« Je prie le président de provoquer des résolutions exprimant sur ce point les sentiments et la conviction du Reichstag.

« Il ne m'appartient pas d'exprimer, à la place officielle que j'occupe en ce moment, les sentiments personnels que m'inspire la mort de mon maître, l'événement qui fait disparaître du milieu de nous le premier empereur d'Allemagne. Il n'en est, d'ailleurs, nullement besoin, car les sentiments que je ressens existent dans le cœur de chaque Allemand. Je crois, néanmoins, ne pas devoir vous cacher qu'au milieu des rudes coups du sort que le maître qui vient de nous quitter a encore éprouvés dans sa propre famille, deux choses l'ont rempli de satisfaction et lui ont procuré une consolation.

« La première, c'est que la maladie de son fils unique et successeur, notre souverain actuel, a rempli de sympathie non seulement l'Allemagne, mais le monde entier; cette sympathie, on peut bien le dire, s'est fait jour dans toutes les parties du monde, et aujourd'hui même, j'ai reçu à ce sujet une dépêche de New-York. Cette sympathie prouve jusqu'à quel point la dynastie impériale d'Allemagne a gagné la confiance de toutes les nations. C'est là un héritage que le long règne de l'empereur laisse au peuple allemand. Cette confiance que s'est acquise la dynastie sera transmise à la nation, quoi qu'il puisse arriver.

« Un second ordre d'idées dans lequel Sa Majesté a trouvé une consolation en mainte épreuve difficile a été la pensée de pouvoir jeter avec satisfaction un coup d'œil rétrospectif sur le développement de ce qui a été la tâche principale de sa vie, c'est-à-dire sur l'établissement et la consolidation du peuple auquel il appartenait en sa qualité de prince allemand et sur la façon dont il s'est acquitté de cette tâche. Cette pensée a embelli et éclairé le soir de sa vie.

« Ce qui y a contribué notablement dans ces dernières semaines, c'est le fait qu'avec une rare unanimité de toutes les dynasties, de tous les gouvernements fédéraux, de toutes les branches de la famille allemande, de toutes les fractions du Reichstag, on a voté ce qui avait été réclamé comme une nécessité par les gouvernements fédéraux pour assurer contre tout danger l'avenir de l'empire allemand. Cela a été pour Sa Majesté une grande source de consolation.

« Dans un entretien que j'ai eu hier avec le souverain défunt, Sa Majesté rappelait encore combien cette preuve d'union de la nation allemande tout entière, telle qu'elle résultait du vote qui a été émis ici par les représentants de la nation, l'avait fortifié et réjoui. Je crois que chacun de vous sera heureux de remporter dans ses foyers ce témoignage que j'ai recueilli moi-même des suprêmes sentiments du souverain défunt, puisque chacun de vous a ici sa part de mérite.

« Puissent l'héroïque valeur, le sentiment d'honneur national, et avant tout l'accomplissement loyal et laborieux du devoir au service de la patrie, l'amour de la patrie, qui étaient incarnés dans le souverain défunt, devenir l'indestructible patrimoine de la nation, le legs de l'empereur bien-aimé que nous pleurons ! J'espère que Dieu voudra que nous conservions fidèlement, dans la guerre comme dans la paix, ce legs d'héroïsme, de dévouement et de loyal accomplis-

sement du devoir, nous tous qui avons à apporter notre concours aux affaires de notre pays. »

Le président de Wedel a dit :

« Le grand Empereur qui a fondé l'unité de l'Allemagne est mort. L'Empereur Guillaume, que le peuple allemand aimait et vénérât comme un père, n'est plus ! Nulle bouche humaine ne saurait exprimer la douleur qui remplit l'Allemagne tout entière. Nous nous inclinons avec humilité devant la main de Dieu.

« Il n'y a qu'une chose que je crois pouvoir me permettre d'affirmer encore aujourd'hui : dans ces jours pénibles, le peuple allemand s'attache avec une fidélité et un dévouement inébranlables à son nouvel Empereur et à sa dynastie. Que Dieu protège la patrie et surtout accorde son assistance à son nouvel Empereur Frédéric !

« Comme il est impossible de s'occuper d'affaires aujourd'hui, je vous prie de lever la séance et de m'autoriser à indiquer, en temps et lieu, la prochaine séance. »

Cette proposition a été adoptée par le Reichstag.

A la Chambre des députés du Landtag prussien, M. de Puttkamer, ministre de l'intérieur, a fait la déclaration suivante :

« J'ai le triste devoir de faire à la Chambre une communication douloureuse. Il a plu à Dieu de rappeler à lui aujourd'hui à huit heures et demie du matin, par une douce mort, S. M. l'Empereur et Roi, dans la vingt-huitième année d'un règne glorieux.

« Vous n'attendrez pas de moi, en ce moment profondément grave, où nos cœurs sont si douloureusement affectés par le deuil et par l'anxiété, la peinture des sentiments qui nous envahissent tous, la nation tout entière et la patrie, à l'occasion de la mort de l'auguste, vénérable et bien-aimé souverain.

« Mais, je puis aussi, en ce jour de douloureuse épreuve, déclarer en toute confiance que le peuple prussien et ses représentants sont aujourd'hui plus que jamais convaincus qu'ils doivent considérer l'infortune de notre auguste famille impériale comme leur propre infortune et que plus la douleur causée à toute la nation par la mort de l'inoubliable souverain est profonde, plus les liens qui unissent la maison royale de Prusse et le peuple prussien dans la bonne comme dans la mauvaise fortune deviendront solides et indissolubles.

« Je vous laisse le soin de prendre les décisions conformes à la gravité de la situation. »

Le président, M. de Köller, a clos la séance par les paroles suivantes :

« Que Dieu protège la famille royale ! Que Dieu protège la patrie !

Le *Reichsanzeiger* du 12 mars a publié les documents suivants :

Proclamation de l'Empereur Frédéric III.

« A mon peuple !

« L'Empereur a terminé sa vie glorieuse.

« Dans le père bien-aimé que je pleure et pour la perte duquel ma maison royale est, avec moi, plongée dans une douleur profonde, le fidèle peuple de Prusse a perdu son roi couronné de gloire ; la nation allemande, le fondateur de son unité ; l'empire ressuscité, le premier empereur allemand ; son glorieux nom restera inséparablement lié à la grandeur de la patrie allemande, de cette patrie dans la restauration de laquelle le labeur opiniâtre du peuple et des princes de Prusse a trouvé sa plus belle récompense.

« En relevant, avec un soin paternel et sans jamais se lasser, à la hauteur de sa grave mission l'armée prussienne, l'empereur Guillaume a établi le fondement solide des victoires que, sous sa conduite, ont remportées les armes alle-

mandes et d'où est sortie l'unité nationale. Par là il a assuré à l'empire la position de grande puissance, que jusque-là avait souhaitée tout cœur allemand, sans guère oser l'espérer. Ce que, dans la lutte ardente et pleine de sacrifices, il avait conquis à son peuple, il lui a été donné de le consolider, de le faire prospérer en bienfaits, grâce au labeur des longues années durant lesquelles il a pu régner en paix.

« Tranquille, se reposant sur sa propre force, l'Allemagne est là, honorée dans le conseil des nations, ne demandant qu'à jouir pacifiquement de ce qu'elle a gagné. S'il en est ainsi, nous en sommes redevables à l'empereur Guillaume, à son inaltérable fidélité au devoir, à son infatigable activité consacrée uniquement au bien de la patrie, soutenu en cela par le désintéressement et l'esprit de sacrifice dont a fait preuve, sans fléchir, le peuple prussien et que partagent toutes les nationalités allemandes.

« C'est à moi que sont dévolus maintenant tous les droits et tous les devoirs attachés à la couronne de ma Maison. Je suis résolu à les maintenir fidèlement durant le temps que la volonté de Dieu pourra m'accorder de régner. Pénétré de la grandeur de ma tâche, tous mes efforts seront consacrés à continuer l'œuvre dans le même esprit que celui qui l'a fondée : faire de l'Allemagne le foyer de la paix, de concert avec les gouvernements fédérés, et travailler, avec les organes constitutionnels de l'empire et de la Prusse, à la prospérité du pays allemand.

« J'apporte ma confiance tout entière à mon jeune peuple, qui, à travers une histoire longue déjà de plusieurs siècles, a partagé avec ma Maison les bons et les mauvais jours ; car, sur la base de l'indissoluble union entre le prince et le peuple, union indépendante de toute modification dans la vie des Etats et qui est l'impérissable héritage des Hohenzollern, je suis convaincu que je suis appelé à être, et j'en prends l'engagement, un roi juste et fidèle dans la joie comme dans la douleur.

« Dieu veuille m'accorder sa bénédiction et la force d'accomplir une œuvre à laquelle ma vie est désormais consacrée !

« Berlin, le 12^e mars 1888.

« Signé : FRÉDÉRIC. »

*Rescrit de S. M. l'Empereur et Roi au chancelier de l'empire
et président du ministère d'Etat.*

« Mon cher prince,

« En inaugurant mon règne, c'est pour moi un besoin de m'adresser à vous, le premier serviteur de mon père, qui repose maintenant en paix dans le sein du Seigneur, à vous qui l'avez servi durant tant d'années.

« Vous avez été le fidèle et courageux conseiller qui a dirigé sa politique et en a assuré le succès. Je vous dois, moi et ma Maison, une grande reconnaissance. Vous avez donc le droit de savoir, avant tous, quels sont les points de vue d'après lesquels devra se régler la conduite de mon gouvernement.

« Les règlements établis par la constitution et par le droit, pour l'Empire et pour la Prusse, doivent d'abord être consolidés dans le respect et selon les mœurs de la nation. Il faut donc éviter, autant que possible, les ébranlements qu'occasionnent les changements fréquents des institutions de l'Etat et des lois.

« L'accomplissement des tâches qui incomberont au gouvernement impérial devra laisser intactes les bases solides sur lesquelles l'Etat prussien a jusqu'à présent reposé en sécurité. Pour l'empire, les droits constitutionnels de tous les gouvernements confédérés devront être scrupuleusement respectés, de même en ce qui concerne les droits du Reichstag. Mais il convient d'exiger du Reichstag et des gouvernements un semblable respect pour les droits de l'Empereur.

« Il ne faut pas perdre de vue que ces droits réciproques ne doivent avoir pour objet que le développement de la prospérité publique, laquelle reste

la loi suprême ; et l'on doit constamment tenir compte, dans la plus complète mesure, des besoins nationaux qui viennent à se produire, à s'affirmer nettement. La plus nécessaire et la plus sûre garantie pour le tranquille accomplissement de cette mission est, à mon avis, dans la conservation non affaiblie des forces défensives du pays, de mon armée éprouvée, de la marine aujourd'hui florissante et à laquelle l'acquisition de nos possessions d'outre-mer impose de grands devoirs.

« Armée et marine devront toujours être tenues, sous le rapport de l'instruction militaire et de l'organisation, à cette hauteur qui a fait leur gloire et qui assure leurs qualités dans l'avenir.

« Je suis résolu à gouverner et l'Empire et la Prusse en observant religieusement les dispositions de la constitution impériale et royale. Ces dispositions ont été établies par mes prédécesseurs sur le trône, avec la sage connaissance des incontestables besoins et des obligations si difficiles de la vie sociale et politique. Il convient qu'elles soient de toute part respectées, pour que leur force et leur action bienfaisante puissent se manifester.

« Je veux que le principe de tolérance religieuse, que depuis des siècles ma Maison a tenu pour sacré, continue d'être une protection pour tous mes sujets, à quelque famille religieuse, à quelque confession qu'ils appartiennent. Chacun d'eux est également près de mon cœur ; tous n'ont-ils pas également, aux jours de danger, prouvé leur absolu dévouement.

« D'accord avec ce que pensait mon impérial père, j'appuierai chaudement tous les efforts de nature à favoriser la prospérité économique des différentes classes de la société, à concilier les intérêts rivaux, à atténuer autant que faire se peut les déficiences inévitables. Néanmoins je ne veux pas éveiller cette espérance : qu'il soit possible de mettre un terme à tous les maux de la société au moyen de l'intervention de l'Etat.

« Je considère que la question des soins à donner à l'éducation de la jeunesse est intimement liée aux questions sociales. Une éducation plus haute doit être rendue accessible à des couches de plus en plus étendues ; mais on devra éviter qu'une demi-instruction ne vienne à créer de grands dangers, qu'elle ne fasse naître des prétentions d'existence que les forces économiques de la nation ne sauraient satisfaire. Il faut également éviter qu'à force de chercher exclusivement à accroître l'instruction, on n'en vienne à négliger la mission éducatrice. Une race élevée dans les principes sains de la crainte de Dieu et dans des mœurs simples pourra seule posséder assez de force de résistance pour surmonter les dangers que, à notre époque d'ardente agitation économique, les exemples de vie à outrance donnés par quelques-uns font courir à la collectivité.

« C'est ma volonté qu'aucune occasion ne soit négligée, dans le service public, de travailler à réagir contre la tentation de faire des dépenses exagérées. Mon examen impartial est assuré à tous les projets de réformes financières, si la vieille économie prussienne ne permet pas d'éviter le recours à de nouvelles charges ou d'amener un allègement des exigences actuelles.

« Je tiens pour très louable l'autonomie administrative accordée dans l'Etat à des associations grandes ou petites. Toutefois, je pose en question si le droit de prélever des taxes, accordé à ces associations, droit qu'elles exercent sans tenir compte suffisamment des charges imposées en même temps par l'Empire et par chaque Etat, n'a pas pour effet de créer un fardeau hors de proportion avec leurs moyens. De même, il convient d'examiner si l'on ne pourrait pas introduire dans la hiérarchie administrative une simplification, qui, en diminuant le nombre des fonctionnaires, permettrait une augmentation des traitements.

« Si nous parvenions à asseoir fortement les bases de la vie politique et sociale, j'éprouverais ensuite une satisfaction particulière à pouvoir donner son plein épanouissement à la floraison, déjà si richement établie dans tout l'Empire, de la science et de l'art allemands.

« Pour la réalisation de ces intentions, je compte sur le dévouement dont

vous avez donné tant de preuves et sur le concours de votre expérience consommée. Puisse-t-il m'être donné, grâce à la collaboration unanime des organes de l'empire, à l'activité dévouée de la représentation populaire et à celle de toutes les autorités, grâce à la coopération confiante de toutes les classes de la population, puisse-t-il m'être donné de conduire, dans un développement pacifique, l'Allemagne et la Prusse à de nouveaux honneurs. Peu soucieux de l'éclat des grandes actions qui apportent la gloire, je serai satisfait, si plus tard on dit de mon règne qu'il a été bienfaisant pour mon peuple, utile à mon pays et une bénédiction pour l'empire.

« Berlin, 12 mars.

Votre affectionné,
FRÉDÉRIC.

Le 19 mars, l'Empereur a adressé au Landtag prussien et au Reichstag allemand deux Messages dont le prince de Bismarck, entouré de tous les membres du ministère d'État, a donné lecture à ces assemblées, au début de leur séance. En voici la teneur :

Message au Landtag prussien.

Nous, Frédéric, par la grâce de Dieu, Roi de Prusse, notifions et faisons savoir par le présent Message ce qui suit :

Après qu'il a plu à Dieu, après la mort de Sa Majesté l'Empereur et roi Guillaume, notre bien-aimé seigneur et père, de nous appeler sur le trône de nos ancêtres à la couronne, nous adressons au Parlement de notre monarchie, par le présent message, notre salut.

Les sentiments et les desseins avec lesquels nous avons pris possession du gouvernement, les principes d'après lesquels nous voulons nous acquitter de notre mission royale, nous les avons fait connaître à notre cher et fidèle peuple.

En marchant dans les voies de notre glorieux seigneur et père, nous ne connaissons pas d'autre but de nos efforts que le bonheur et la prospérité de la patrie.

Dans l'observation consciencieuse de la Constitution marchant de pair avec la sauvegarde de l'intégrité des pouvoirs de la Couronne, dans la coopération pleine de confiance avec la représentation du pays, nous espérons atteindre ce but avec l'aide de Dieu, pour le salut de la patrie.

Nous avons la conscience pleine et entière des devoirs qui nous incombent, en vertu de l'article 54 de la Constitution. Toutefois, comme l'état de notre santé ne nous permet pas, en ce moment, de satisfaire personnellement à cet engagement et que nous éprouvons le besoin de faire connaître sans retard, à la représentation du pays, notre attitude d'ailleurs indubitablement soumise aux dispositions de la Constitution du pays, nous prenons, dès aujourd'hui, par le présent Message, l'engagement de respecter fermement et scrupuleusement la Constitution de notre royaume et de gouverner d'accord avec elle et avec les lois.

Signé : FRÉDÉRIC.

Contresigné : Prince de BISMARCK, von PUTTKAMER,
von MAYBACH, von LUCIUS, von FRIED-
BERG, von BETTICHER, von GOSSLER,
von SCHOLZ, BRONSART von SCHEL-
LENDORFF.

Message au Reichstag allemand.

Nous, Frédéric, par la grâce de Dieu, empereur allemand, roi de Prusse, etc., notifions et faisons savoir par le présent Message ce qui suit :

« Par suite de la mort de notre bien-aimé seigneur et père, qui a eu lieu d'après la décision de Dieu, la dignité impériale allemande a été transférée à moi avec la couronne prussienne.

« Nous avons accepté les droits et les devoirs qui sont liés à cette investiture, avec la résolution d'observer scrupuleusement la Constitution de l'Empire, de la maintenir et, par conséquent, de sauvegarder consciencieusement les droits constitutionnels des Etats fédéraux et ceux du Reichstag.

« Dans la conscience de la haute mission qui m'a été transférée avec la dignité impériale, nous souvenant de l'exemple donné par notre inoubliable père, nous nous appliquerons, en tout temps, de concert avec les princes et les villes libres qui sont nos alliés, et sous les auspices du concours constitutionnel du Reichstag, à protéger le droit et la justice, la liberté et l'ordre dans la patrie, à sauvegarder l'honneur de l'empire, à maintenir la paix à l'extérieur et à l'intérieur, et à travailler à la prospérité de la nation.

« Sa Majesté l'empereur défunt a encore été vivement réjoui et fortifié, durant les derniers jours de sa vie, par la bonne volonté unanime avec laquelle le Reichstag a approuvé les propositions des gouvernements confédérés, relativement au développement des forces défensives de la patrie, en vue de la sécurité de l'empire. Il n'a plus été donné à Sa Majesté d'exprimer sa gratitude impériale au Reichstag pour les décisions en question.

« A plus forte raison, éprouvons-nous le besoin de transmettre au Reichstag cet héritage que nous a légué le souverain impérial qui repose dans le sein de Dieu, et de lui exprimer en même temps notre reconnaissance et notre appréciation pour le dévouement patriotique qu'il a montré de nouveau à cette occasion.

« Dans la confiance inébranlable que nous inspirent ce dévouement et le patriotisme éprouvé de la nation tout entière et de ses représentants, nous confions l'avenir de l'empire aux mains de Dieu.

« Donné à Charlottenbourg, le 15 mars 1888.

« Signé : FRÉDÉRIC.

« Contresigné : BISMARCK. »

Proclamation aux Alsaciens-Lorrains.

La proclamation suivante de l'Empereur a été publiée à Strasbourg, le 19 mars :

Nous, Frédéric, par la grâce de Dieu, empereur allemand et roi de Prusse, notifions et faisons savoir par la présente ce qui suit :

Après que Sa Majesté feu l'empereur Guillaume, notre bien-aimé seigneur et père, a, suivant la décision de Dieu, quitté cette terre, la dignité impériale allemande et avec elle, conformément aux lois de l'empire, le gouvernement du Reichsland ont été transférés à nous. Nous en avons pris possession au nom de l'empire, résolu à sauvegarder les droits de l'empire sur ces territoires allemands qui, après un long intervalle de temps, ont été réunis de nouveau à la patrie.

Nous avons conscience de la tâche qui nous incombe d'entretenir dans ce pays le sens allemand et les mœurs allemandes, de protéger le droit et la justice et de travailler à la prospérité et au bonheur de ses habitants.

Dans nos efforts pour satisfaire à cette tâche, nous comptons sur la confiance et sur le dévouement de sa population, ainsi que sur la loyauté et sur la fidélité au devoir de toutes les autorités et de tous les fonctionnaires. Nous demandons et nous attendons le respect consciencieux des lois. De notre côté, nous accorderons aussi notre impériale protection aux droits de chacun.

Par une justice impartiale et par une administration respectueuse de la loi, bienveillante et prudente, mais conduite d'une main ferme, la réunion imprescriptible de l'Alsace-Lorraine avec l'empire allemand deviendra aussi étroite qu'elle l'a été au temps de nos ancêtres, avant que ces pays allemands eussent été arrachés à leur antique et glorieuse union avec les populations de la même race, leurs compatriotes.

Nous ordonnons que la présente proclamation soit promulguée dans le *Bulletin des lois*.

Donné à Charlottenbourg, le 15 mars 1888.

Signé : FRÉDÉRIC.

Contresigné : Prince de HOHENLOHE.

Rescrit au Prince Impérial.

Le *Moniteur officiel de l'empire* publie le rescrit suivant, adressé le 21 mars par l'empereur au prince impérial :

« Je désire que Votre Altesse Impériale se mette au courant des affaires de l'Etat en y prenant part immédiatement. Pour cette raison, je charge Votre Altesse Impériale de l'étude et de l'expédition de celles des affaires de l'Etat soumises à ma décision, que je signalerai à Votre Altesse Impériale. A cet effet, Votre Altesse Impériale est autorisée à donner, en mon nom, les signatures voulues, sans qu'une autorisation spéciale soit nécessaire pour chaque cas particulier.

« Ce rescrit sera inséré au *Bulletin des lois de l'empire* et à celui du royaume de Prusse. »

Au Reichstag, après la lecture du Message de l'Empereur, le président a demandé à la Chambre l'autorisation de lui présenter le lendemain un projet d'adresse et de dévouement. La Chambre a accordé cette autorisation.

Le président a fait savoir que des audiences ont été demandées au nom de la Chambre pour le Bureau auprès de leurs Majestés, de l'Impératrice mère, du Prince Impérial et de la Princesse Impériale. Ces audiences seront prochainement accordées.

Le Bureau a exprimé ensuite les remerciements aux Parlements étrangers pour la sympathie qu'ils ont témoignée à l'occasion de la mort de l'Empereur Guillaume.

Le prince de Bismarck a pris ensuite la parole en ces termes :

Ce sera pour moi une très grande satisfaction, si je puis me considérer comme chargé par vous de transmettre les remerciements du Reichstag allemand aux gouvernements amis dont la représentation nationale a manifesté ses sympathies et ses sentiments de condoléance à l'occasion du deuil dont nous avons été frappés.

C'est à peine si je puis dire combien cette sympathie a été générale. Nos compatriotes de toutes les colonies n'ont pas été les seuls à nous envoyer l'expression de leurs sympathies; les dernières adresses qui nous sont parvenues émanent des Allemands de la Corée.

Auparavant, nous avions déjà reçu des cinq parties du monde des témoignages touchants de cette sympathie. Il nous en est venu des antipodes, la plupart avec la prière de déposer des palmes et des couronnes sur la tombe de l'empereur.

On aura rarement vu dans l'histoire un deuil aussi universel se produire à la mort d'un monarque. Déjà, précédemment, de grands hommes sont morts. Lorsque Napoléon I^{er}, lorsque Louis XIV ont disparu, leur disparition a certainement produit une impression considérable dans le monde; mais, que du fond des antipodes, comme des pays voisins, on vît venir déposer des couronnes et des palmes sur la tombe du souverain, c'est là un fait qui ne s'était pas encore produit. Jamais aucun monarque n'avait été si hautement vénéré, que tous les peuples de la terre, sans exception, fussent venus exprimer sur sa tombe leur sympathie et leur affliction.

En ce qui concerne la mission spéciale que je suis heureux de recevoir de vous, elle ne peut pas viser tous les Etats du monde.

Mais des manifestations se sont particulièrement produites dans des pays

amis qui nous sont plus proches, telles que l'Autriche-Hongrie, l'Italie, le Portugal, les Pays-Bas, la Suède, la Belgique et le Danemarck, bien que dans ce dernier pays des souvenirs attristants aient dû être réveillés. Mais celui que nous pleurons a exercé de toutes parts une telle action pacificatrice et réconciliente que, non seulement le gouvernement danois, mais encore les deux Chambres danoises ont adressé au peuple allemand l'expression de leurs sentiments de condoléance. Je vous serai reconnaissant, si vous m'autorisez à exprimer vos remerciements, avec ceux du gouvernement impérial, à ces nations amies, sur la sympathie desquelles la paix dans l'avenir repose plus solidement que sur des traités écrits.

Ce discours a provoqué, à plusieurs reprises, des applaudissements.

La session du Reichstag allemand a été close le 20 mars.

L'assemblée a voté, à l'unanimité et sans débat, une adresse à l'Empereur, le remerciant d'avoir surmonté tous les obstacles pour prendre possession de la dignité impériale et l'assurant de son inébranlable fidélité.

Le Reichstag a adopté également, sans débat, une proposition tendant à ériger un monument à la mémoire de l'empereur Guillaume.

FRANCE

Nous croyons intéressant de reproduire la partie générale du *Rapport* fait à la Chambre des députés, au nom de la commission du budget, par M. Gerville-Réache, au sujet du ministère des affaires étrangères :

I

ÉTAT DES RELATIONS EXTÉRIEURES DE LA FRANCE.

Le gouvernement de la République entretient actuellement des relations amicales avec toutes les puissances. Nous sommes heureux, notamment, de voir se raffermir de plus en plus ses rapports sympathiques avec la Russie. Dans les questions de politique générale, l'action du département des affaires étrangères s'est toujours exercée dans le sens de la conciliation, et le maintien de la paix en Europe a été le but constant de sa politique. Le Gouvernement nous a donné l'assurance que ces principes ont inspiré le langage qu'il a tenu dans toutes les circonstances où la France a été appelée à émettre un avis, en sa qualité de grande puissance.

Le traité de paix conclu avec la Chine, au mois de juin 1885, avait laissé en suspens un certain nombre de questions relatives à la délimitation de la frontière du Tonkin et aux rapports commerciaux entre l'Indo-Chine et l'Empire du Milieu. On se rappelle que le traité de commerce conclu en 1886 avait donné lieu à certaines objections de la part des autorités françaises en Annam. Notre envoyé extraordinaire à Pékin a été invité à ouvrir de nouvelles négociations qui ont abouti à la signature d'une convention additionnelle qui sera prochainement présentée à l'approbation du Parlement en même temps que le traité de commerce de 1886, dont la ratification a été ajournée. M. Constans a réglé également la question de la frontière sino-annamite.

Ainsi, sans doute, disparaîtront les traces dernières de notre conflit avec la Chine. Notre commerce, avec des provinces chinoises à peu près fermées jusqu'ici au trafic européen, ne pourra manquer de créer des intérêts communs entre les deux Etats et de resserrer les liens d'amitié renoués depuis deux ans. Il convient d'insister, à cette occasion, sur la rapidité avec laquelle les travaux de délimitation ont été conduits, malgré des difficultés de toute nature, et sur

la part qui revient à l'activité, au dévouement et aux connaissances techniques de nos commissaires dans cet important résultat.

Conformément à l'article 3 du traité conclu le 9 juin 1885 avec la Chine, la délimitation des frontières du Tonkin a été entreprise par une commission composée de fonctionnaires délégués par les gouvernements français et chinois. La délégation française, sous la présidence de M. Saint-Chaffray, ministre plénipotentiaire, est arrivée à Hanoï à la fin de l'année 1885.

La première partie de la tâche qui incombait à notre représentant était de se réunir aux commissaires chinois vers la Porte de Chine, pour délimiter la frontière du Kouang-Si. Or, à cette époque, nous venions à peine de réoccuper Lang-Son, et tout le pays qui ne se trouvait pas directement sous l'action de nos postes était dévasté par des bandes de pirates et de rebelles. Le trajet d'Hanoï à Lang-Son semblait difficile à effectuer, et le général de Courcy, alors résident général et commandant en chef du corps d'occupation, hésitait à mettre la délégation en route, même sous bonne escorte. Malgré ces appréhensions, M. Saint-Chaffray arriva sans incidents au commencement de 1886, à Dong-Dang, où il se mit en rapport avec Teng, le président de la délégation chinoise.

Après quelques difficultés soulevées par les Chinois et réglées à notre avantage, grâce à la ferme attitude de notre ministre à Pékin, M. Cogordan, la commission de délimitation signalait, le 17 avril 1886, les cartes et les procès-verbaux relatifs à la délimitation du Quang-Si, sur une étendue de 120 kilomètres. Les travaux devaient être repris au commencement de novembre à Hai-Ninh, pour la délimitation de la frontière de Quang-Tong.

Rentrée à Hanoï le 24 avril, la délégation française se disposa à remonter le fleuve Rouge pour entreprendre la délimitation du Yun-Nam; mais, sur ces entrefaites, M. Saint-Chaffray, malade, fut obligé de rentrer en France, et M. Dillon, résident supérieur de Hué, prit la présidence de la délégation.

Nos commissaires, partis de Hanoï à la fin de mai 1886, arrivèrent à Laokai le 21 juin, mais ils ne se trouvèrent en rapport avec les délégués chinois qu'à la fin du mois de juillet. On sait que la ville de Laokai ne fut occupée, pour la première fois, par nos troupes, que dans les premiers jours d'avril; le pays était donc loin de présenter les garanties de sécurité qui eussent été nécessaires pour l'exécution des travaux de la commission.

Le 19 août, pendant que la délégation remontait le fleuve Rouge dans la partie où il forme la limite des territoires de l'Annam et du Yun-Nam, l'escorte qui la précédait fut attaquée et obligée de rétrograder. Cet événement qui, tout en mettant les négociateurs français en défiance à l'égard des Chinois, leur faisait prévoir sur le terrain des difficultés de toute nature, les décida à accepter la délimitation sur cartes, et le 19 octobre, les procès-verbaux relatifs à la partie de la frontière qui s'étend du fleuve Rouge au Kouang-Si, furent signés par les commissaires des deux nations.

Quelques points seulement restaient réservés; en effet, l'entente n'avait pu s'établir entièrement en ce qui concerne les territoires de Houang-Chou-Pi (rive droite de la rivière Claire), de Phong-To et de Lat-Chau (entre le fleuve Rouge et la rivière Noire). La délégation française avait, d'ailleurs, le plus grand intérêt à terminer sans retard ses opérations dans cette région, afin de se trouver au rendez-vous assigné à Hai-Ninh pour les premiers jours de novembre.

Elle fut précédée sur ce dernier point par M. Haitce, l'un de ses membres, chargé de se mettre en rapport avec Teng sur la frontière du Quang-Ton. Mais l'état troublé du pays ne lui permit de se mettre elle-même en route que le 15 novembre, et, à son arrivée à Hanoï, elle apprit que M. Haitce avait été attaqué et massacré à Hai-Ninh le 27 novembre. Les Chinois s'empressèrent de décliner toute responsabilité dans ce triste événement; mais il ne parut pas moins nécessaire aux autorités françaises, afin d'assurer la sécurité des opérations futures de la délégation, de diriger sur Hai-Ninh des forces militaires imposantes.

Dès le mois de janvier 1887, avant toute étude, les Chinois affirmèrent leurs

prétentions sur l'enclave du cap Paklung et des bandes nombreuses menacèrent d'envahir le territoire contesté.

Pendant que M. Constans, alors ministre à Pékin, faisait d'énergiques représentations au gouvernement chinois, nos troupes reçurent l'ordre d'occuper l'enclave et s'y fortifièrent.

Le maintien du *statu quo* nous étant alors favorable, nous consentîmes à l'accepter et à ouvrir, dans le courant du mois de février, des négociations relatives à l'enclave. Le 29 mars, la commission signa les cartes et les procès-verbaux concernant la délimitation des frontières du Quang Ton et du Quang-Si, sur une étendue de plus de 400 kilomètres : des réserves formelles étaient faites pour Paklung, puis la question des îles du golfe du Tonkin et notamment des îles Gow-Tow qui demeurent acquises à la France, étant réglée à notre satisfaction, les commissaires se séparèrent, considérant leur mission comme terminée.

Pendant ce temps, les négociations entamées à Pékin par M. Constans, relativement à l'enclave de Paklung, et qui avaient été rattachées au règlement définitif de nos rapports commerciaux avec la Chine, suivaient leur cours ; elles aboutirent, le 26 juin dernier, à un arrangement par lequel nous avons consenti, d'une part, à céder à la Chine l'enclave de Paklung et le territoire de Houang-Chan-Pi (rivière Claire), à l'exception de Houang-Chan-Pi même.

Mais, d'autre part, nous avons conservé les territoires contestés de Phong-Ton et de Lai-Chan, sans parler de la région de Bao-Lac, sur laquelle la Chine n'a plus renouvelé ses prétentions. En outre, des avantages sérieux nous sont assurés par la conclusion de la convention additionnelle au traité de commerce avec la Chine. Les villes de Long-Tchéou au Quang-Si, de Mont-Ze et de Man-Hao au Yun-Nam, doivent s'ouvrir à notre commerce et recevoir nos consuls.

Les heureux effets de ce prompt règlement de la question des limites paraissent se faire déjà sentir, et les derniers rapports reçus d'Hanoï signalent plusieurs incidents qui attestent chez les autorités chinoises de la frontière des dispositions favorables à l'établissement des rapports de bon voisinage entre les deux pays.

En Europe, deux incidents récents ont montré que les gouvernements de France et d'Allemagne sont également animés d'un vif désir d'écarter toute complication et de sauvegarder la paix. Il est inutile de rappeler des détails qui sont présents à tous les esprits : il suffit de dire que l'attitude de la Chancellerie impériale permet d'espérer que rien ne sera négligé à l'avenir pour éviter le retour des difficultés qui avaient ému l'opinion publique.

Nos rapports avec l'Angleterre se sont fort heureusement ressentis de l'accord intervenu simultanément entre les cabinets de Paris et de Londres, au sujet du canal de Suez et des Nouvelles Hébrides. A la suite des travaux de la commission internationale, réunie en 1885, au quai d'Orsay, la majorité des grandes puissances s'était ralliée à un projet de traité dont quelques articles avaient soulevé les objections des représentants d'Angleterre, appuyés sur certains points par les plénipotentiaires d'Italie ; ce projet avait pour but d'assurer, en tout temps et à toutes les puissances, le libre usage du canal.

Les difficultés restées en suspens ont fait l'objet de négociations particulières entre les gouvernements français et anglais qui, représentant les deux puissances les plus directement intéressées dans la question, se trouvaient spécialement désignées pour préparer un projet en vue de l'entente générale.

Les pourparlers poursuivis entre les deux gouvernements viennent d'aboutir à un résultat satisfaisant. Par là se trouvent resserrées les relations entre les deux pays, grâce à la communauté de vues qui vient de s'établir entre eux. Le texte sur lequel s'est fait l'accord sera, dans un bref délai, porté à la connaissance des autres gouvernements représentés à la commission de 1885. On a tout lieu d'espérer que ces derniers ratifieront l'accord franco-anglais qui recevra alors sa consécration définitive.

Cette entente entre les deux pays s'est trouvée complétée par un arrangement intervenu à la même date et qui a eu pour résultat de régler des questions depuis longtemps pendantes entre nous et l'Angleterre en Océanie.

On sait que Taïti forme notre principal établissement dans le Pacifique oriental. Dans le voisinage immédiat de cet archipel s'étend un groupe d'îles connues sous le nom d'îles sous le Vent, dont la possession, au moment de l'institution de notre protectorat à Taïti, avait donné lieu à de sérieuses difficultés entre la France et l'Angleterre.

Pour y mettre fin, les deux puissances signèrent, le 19 juin 1847, une déclaration par laquelle elles s'interdisaient à perpétuité d'établir directement ou indirectement leur domination sur l'archipel qui formait l'objet du litige et dont les principales îles sont Raïatea-Taha, Bora-Bora et Huahine.

Il est facile de se rendre compte des entraves que cet accord créait à notre action dans le Pacifique oriental. Il correspondait d'ailleurs à une situation qui ne pouvait pas ne pas être modifiée. En 1878, des négociations furent engagées avec le gouvernement anglais, en vue de recouvrer notre liberté d'action aux îles sous le vent. Le cabinet de Londres, tout en accueillant favorablement l'idée d'une transaction qui nous délierait des engagements souscrits en 1847, crut devoir insister pour que cet acte fût rattaché au règlement des difficultés pendantes entre les deux pays à Terre-Neuve. Cette proposition, qui n'avait pas tout d'abord rencontré l'assentiment du gouvernement français, dut être reprise par lui à la suite d'un incident qui, en 1880, était venu compliquer la situation aux îles sous le Vent.

Au mois de juin de cette année, le représentant de la France à Taïti avait dû, sous la pression de certaines circonstances, accéder à une demande de protectorat formée par les indigènes de Raïatea et notre pavillon avait été hissé sur cette île à titre provisoire. Cette initiative donna lieu, naturellement, à des réclamations de la part de l'Angleterre ; il était difficile de n'en pas tenir compte. Le 5 novembre 1880, il fut convenu entre le gouvernement français et le gouvernement britannique que, désormais, les pourparlers relatifs à l'abrogation de la déclaration de 1847, seraient liés à la négociation qui se poursuivait entre les deux cabinets, au sujet des pêcheries de Terre-Neuve. En retour de notre adhésion à ce mode de procéder, l'Angleterre consentit à ce que le protectorat, établi par nous aux îles sous le Vent, fût maintenu provisoirement, sous la condition que la prorogation de ce *modus vivendi* devrait faire l'objet d'un accord nouveau tous les trois mois. Par la suite, les périodes de prorogation furent portées à six mois.

Les négociations relatives aux pêcheries de Terre-Neuve ayant été rompues à la suite de vicissitudes dont nous rendons compte plus loin, la question des Nouvelles-Hébrides se trouva de nouveau isolée. Or, en juillet 1886, des incidents s'y étaient produits, et les deux gouvernements furent conduits à entamer des pourparlers pour le règlement de la question soulevée.

Une première fois, en 1878, l'attention des cabinets de Londres et de Paris avait été attirée sur la situation des Nouvelles-Hébrides. A cette époque, l'attitude des colonies australiennes ayant paru mettre en cause l'indépendance de ces îles, le gouvernement français dut provoquer, entre lui et le gouvernement anglais, un échange de notes qui stipulait « une renonciation en commun, par la France, comme par l'Angleterre, à toute occupation des Nouvelles-Hébrides, dont l'indépendance est en même temps reconnue par les deux gouvernements. »

Confirmé en 1883, cet accord n'a pas cessé, pendant huit ans, de s'imposer aux deux parties qui l'avaient consenti.

Cependant, en juin 1886, plusieurs de nos nationaux ayant été massacrés par les indigènes, les autorités de la Nouvelle-Calédonie, dans le but de protéger la personne et les biens des Français établis aux Nouvelles-Hébrides, n'hésitèrent pas à établir quelques postes militaires à l'île Sandwich et à l'île Mallicoto. Cette initiative était, sans aucun doute, impérieusement réclamée par les circonstances ; mais elle n'en motiva pas moins les réclamations de l'Angleterre

qui se prévalait de l'accord de 1878. Le gouvernement français ne fit aucune difficulté de reconnaître les obligations qui résultaient pour lui des engagements dont il s'agit. Mais, en même temps, il fit valoir la nécessité d'introduire, d'un commun accord, dans le régime auquel les Nouvelles-Hébrides étaient soumises, des garanties réclamées par la sécurité de nos nationaux et la protection des intérêts considérables qu'ils s'étaient acquis dans l'archipel.

Le moyen le plus pratique d'arriver à ce résultat parut être d'instituer une commission navale mixte qui serait chargée de veiller à l'application, aux Nouvelles-Hébrides, de règlements élaborés par les deux gouvernements.

Il était entendu, d'ailleurs, que le retrait de nos postes des Nouvelles-Hébrides, retrait qui devait avoir lieu dans un délai maximum de quatre mois, serait subordonné à l'abrogation de la déclaration de 1847 et à la reconnaissance par l'Angleterre de notre protectorat sur les îles sous le Vent de Taïti. Telles sont les conditions dans lesquelles est intervenu l'arrangement qui a réuni définitivement, sous notre domination, la totalité du groupe des îles de la Société, et contribuera ainsi à assurer notre influence exclusive dans le Pacifique oriental.

Les obscurités du traité d'Utrecht, que n'ont pas suffi à éclairer les déclarations complémentaires des traités de Paris et de Versailles (1763-1783), contenaient le germe de la question de Terre-Neuve. Cette question s'est donc posée dès que l'industrie de la pêche de la morue a commencé à se développer, c'est-à-dire dès 1820. Depuis cette époque, elle n'a cessé d'être, pour les deux gouvernements intéressés, la cause de sérieuses préoccupations. Elle a un caractère propre qui la rend particulièrement délicate pour le Gouvernement français. Les stipulations des traités apportent au développement de la colonie de Terre-Neuve des entraves que celle-ci s'efforce de briser, et, pour sauvegarder, par les moyens diplomatiques, les intérêts français engagés et l'industrie de la pêche, le Gouvernement doit lutter contre des difficultés presque insurmontables, mais qui doivent être cependant surmontées. On ne peut bien juger les efforts déployés et la valeur des résultats obtenus, si on ne s'est pas préalablement rendu un compte exact de cette situation.

Ces difficultés ont souvent donné naissance à des incidents d'un caractère grave, et les cabinets de Paris et de Londres ont été amenés, à diverses reprises, à entrer en négociations pour les résoudre par l'établissement d'un *modus vivendi* qui tint compte des besoins des populations riveraines, sans porter atteinte à l'exercice efficace des droits réservés à nos pêcheurs. Les pourparlers engagés, en dernier lieu, entre les deux gouvernements, avaient abouti, le 26 avril 1884, à un arrangement préparé par une commission mixte anglo-française réunie à Paris. Cet arrangement maintenait en principe tous nos droits et assurait même des garanties nouvelles aux intérêts de nos nationaux, puisqu'il reconnaissait formellement à nos croiseurs un droit de police direct dans les eaux de Terre-Neuve. En retour, nous accordions aux résidents anglais certaines facilités, notamment en ce qui concerne l'exploitation des mines du French-Shore. Ces concessions, qui avaient été calculées de façon à ne porter aucune atteinte à nos droits effectifs, trouvaient, en outre, leur compensation dans celles qui nous étaient faites par l'Angleterre au sujet des îles sous le Vent. L'abrogation de la déclaration de 1847 devait, en effet, être la conséquence de la ratification de l'arrangement.

Mais l'accord ne fut pas accepté par le gouvernement de Terre-Neuve, qui demanda certaines modifications ayant surtout pour objet de préciser la portée des concessions relatives à l'exploitation des mines. Le Gouvernement français, désireux de recouvrer sa liberté du côté des îles sous le Vent, consentit à examiner ces demandes nouvelles, et les conférences de la commission mixte furent reprises en 1885. Elles se terminèrent, le 14 novembre, par la conclusion d'un arrangement qui renouvelait les clauses essentielles de celui du 26 avril 1884.

Au cours des négociations, le Gouvernement français n'avait pas manqué de

déclarer que leur résultat devait être tenu pour définitif. En même temps, pour prix de son attitude conciliante, il avait obtenu que le cabinet de Saint-James s'engageât plus formellement à l'endroit de la déclaration de 1847, relative aux îles sous le Vent.

Le texte, signé le 14 novembre 1885 par les commissaires, ne fut pas mieux accueilli à Saint-James que ne l'avait été l'accord de 1884, et, le 17 mai 1886, malgré les efforts du gouvernement métropolitain pour faire accepter par sa colonie un traité signé par lui et mentionné dans le discours de la couronne, le Parlement colonial, réuni en séance secrète, s'ajourna au 15 juillet, sans même avoir discuté la convention nouvelle. Comme l'ajournement au 15 juillet n'était que fictif, que la suspension de la législature devait se prolonger en réalité jusqu'au 12 janvier 1887, l'arrangement se trouvait, par cette décision, virtuellement écarté.

Il n'y avait pas, en effet, à se méprendre sur le sens de la tactique dilatoire adoptée par la législature de Saint-James. Le 17 mai, le jour même où, en fait, l'arrangement de 1885 avait été écarté, le comité permanent de la législature avait voté le bill connu sous le nom de « bill Boëtte » qui interdisait le libre trafic de l'appât nécessaire à nos pêcheurs et dont ils s'approvisionnaient chez les pêcheurs anglais. Cette manifestation du Parlement colonial et l'impuissance du gouvernement métropolitain à faire exécuter l'accord intervenu entre les deux cabinets dictaient au Gouvernement français son attitude.

Les instructions données au commandant de notre station navale dans les eaux de Terre-Neuve lui prescrivaient d'assurer, dans toute leur rigueur et leur étendue, nos droits sur le *French Shore*, en renonçant aux tempéraments que nous avions cru devoir apporter à notre action en 1884 et 1885, alors qu'il était permis de prévoir une solution amiable des difficultés pendantes. Strictement exécutés par nos croiseurs, ces ordres amenèrent la fermeture d'usines à homards établies par les Anglais sur le littoral réservé, et la confiscation des filets des pêcheurs anglais qui entravaient l'industrie de nos nationaux. On sait que, jusqu'alors, nos officiers se bornaient, en pareil cas, à enlever les engins des pêcheurs britanniques et à les remettre à la disposition des croiseurs anglais. Cette attitude nouvelle ne pouvait manquer de donner lieu à des observations du gouvernement de la Reine ; mais, grâce à la prudence et au discernement de nos officiers, il n'en est résulté aucune complication sérieuse ; elle a été maintenue pendant la dernière campagne, et le Gouvernement français est fermement décidé à ne point s'en départir.

Nos nationaux à Terre-Neuve sont donc défendus par tous les moyens dont nous armant les traités. Cependant, de temps à autre, des plaintes s'élèvent qui font comprendre que leurs intérêts sont en souffrance. On ne peut se dissimuler que l'industrie de la pêche de la morue à Terre-Neuve se trouve aux prises avec des difficultés sérieuses ; mais, ces difficultés dérivent de faits d'ordres divers, à l'égard desquels l'action du Gouvernement est parfois limitée, car ils tiennent à des conditions économiques qu'il n'est pas en son pouvoir de modifier.

Avant de terminer sur ce sujet, il convient d'insister sur la question de la boëtte qui, actuellement, à Terre-Neuve, prime toutes les autres.

Dès 1863, le libre trafic de l'appât nécessaire aux opérations de nos pêcheurs avait fait l'objet de négociations au cours desquelles le duc de Newcastle, au nom du gouvernement anglais, avait été amené à déclarer « qu'aucune approbation ne serait donnée à aucun acte qui défendrait explicitement, ou par des moyens détournés, la vente de l'appât. » Depuis lors, le gouvernement britannique avait persévéré dans ces vues. En mai et en juin 1885, lord Granville et lord Rosebery étaient encore aussi affirmatifs que l'avait été, vingt ans plus tôt, le duc de Newcastle, et ne faisaient aucune difficulté d'assurer que le gouvernement britannique maintiendrait, quoi que pût faire le Parlement de Saint-James, la liberté du commerce de l'appât.

Quelques mois, cependant, ont suffi pour modifier, sur ce point, l'opinion du cabinet de Londres, et, cette année, il a fait connaître à notre Gouvernement

son intention de ratifier le bill voté en dernier lieu par le Parlement de Terre-Neuve, en vue d'interdire la vente de la boëtte. Le Gouvernement a pu obtenir, il est vrai, que cette sanction n'aurait pas d'effet pour l'année 1887. Mais le cabinet de Londres vient de notifier officiellement au quai d'Orsay que le bill serait appliqué à partir de l'année prochaine. Notre ministre des affaires étrangères n'a pas manqué de protester contre l'atteinte ainsi portée à nos droits, et le département des affaires étrangères s'est concerté avec celui de la marine en vue de prendre les précautions nécessaires pour conjurer les effets de la législation nouvelle.

Le vote du « Bill-Boëtte » et sa sanction par le gouvernement métropolitain rendent définitivement caduques les propositions formulées et acceptées de part et d'autre en 1884 et en 1885. Nous recouvrons à Terre-Neuve notre entière liberté d'action, et nous n'avons plus à prendre conseil que de nos intérêts, dans ce qu'ils ont de conforme aux stipulations des traités. Ces stipulations nous donnent, sur la baie de Saint-Georges, où l'appât se trouve en abondance, des droits dont le Gouvernement de la République est résolu à assurer, dans toute leur étendue, l'exercice à nos pêcheurs, dès la prochaine campagne. Nous pouvons espérer que cette attitude du Gouvernement sauvegardera les droits qui nous sont garantis par les traités et permettra à l'importante industrie de la pêche à la morue de sortir de la situation critique dans laquelle l'ont jetée les empiétements incessants des nationaux anglais et les exigences injustifiées des Terre-Neuviens.

En Europe, presque tous les Etats sont liés avec la France par des traités de commerce; mais l'un de ces traités est sur le point de prendre fin : c'est celui que nous avons signé avec l'Italie, le 3 novembre 1881. Dénoncé l'année dernière par le cabinet de Rome, il doit expirer le 31 décembre prochain.

Les deux gouvernements ont toutefois engagé des négociations en vue de la conclusion d'une nouvelle convention, et malgré les difficultés que ces pourparlers ont rencontrées, il y a lieu d'espérer que tout au moins un accord provisoire interviendra, en temps utile, de manière à prévenir l'application réciproque de tarifs différentiels et très élevés qui seraient préjudiciables aux deux pays.

Des négociations ont été ouvertes également entre la France et la Roumanie. En attendant la signature d'un traité définitif, les deux pays sont, d'ailleurs, convenus de s'accorder jusqu'au 31 décembre 1887 le traitement de la nation la plus favorisée sans aucune restriction, la Roumanie ayant consenti à renoncer aux réserves qu'elle avait précédemment faites à cet égard, en ce qui concerne un certain nombre d'articles.

Aucun arrangement ne règle les relations commerciales entre la France et la Grèce. Une convention provisoire stipulant le traitement de la nation la plus favorisée, et nous accordant, en outre, des réductions de droits sur quelques articles, avait été signée le 6 novembre 1886, et la Chambre l'avait approuvée; mais le projet de loi portant approbation de cet acte a été rejeté par le Sénat. Nos importations en Grèce se trouvent ainsi soumises au tarif général de ce pays et placées sous un régime moins favorable par rapport aux provenances de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie et de l'Angleterre.

Parmi les plus importants des traités qui intéressent notre commerce et qui ont été signés ou mis en vigueur l'année dernière, il faut mentionner nos accords avec l'Angleterre et la Chine, que nous avons rappelés plus haut au point de vue politique.

C'est le 2 mars 1886 qu'ont été promulgués le traité de protectorat signé avec l'Annam le 6 juin 1884 et la convention passée avec le même pays le 18 février 1885 sur le régime des mines de l'Annam et du Tonkin, et nous

avons conclu, le 25 avril 1886, avec la Chine, un traité ayant pour objet de préciser les conditions dans lesquelles s'effectuerait le commerce par terre entre le Tonkin et les provinces chinoises du Yunnan, du Kouang-si et du Kouang-tong. Cette dernière convention a été présentée aux Chambres, mais elle n'a pas encore été votée. Bien que, dans leur ensemble, les dispositions qu'elle renferme aient été jugées satisfaisantes, il a paru qu'elles pourraient être améliorées et complétées sur quelques points. Les nouvelles négociations engagées à cet effet à Pékin ont abouti, en juin dernier, à la conclusion d'une convention complémentaire qui sera très prochainement soumise au Parlement et qui règle, d'une manière heureuse, plusieurs des questions qui avaient été soulevées, notamment celles des villes à ouvrir à notre commerce sur le territoire chinois.

Avec la Corée, un traité très complet d'amitié, de commerce et de navigation a été signé le 4 juin 1886 et il a été mis en vigueur au mois de juin dernier, après avoir reçu l'approbation des Chambres. Cet acte nous concède, sans aucune réserve, le traitement de la nation la plus favorisée, règle la situation de nos nationaux en Corée dans des conditions analogues à celles dont ils jouissent en Chine, et les tarifs qui y sont annexés sont suffisamment réduits pour encourager notre commerce à chercher dans la péninsule coréenne de nouveaux débouchés.

Il convient de rappeler, de plus, que des deux arrangements récents signés avec le Siam : l'un relatif aux spiritueux et qui a été approuvé par les Chambres, sera prochainement mis en vigueur ; l'autre portant la date du 7 mai 1886 et ayant en vue de favoriser le développement du commerce entre l'Annam et le Luang-Rabang, a été approuvé par le Sénat ; la Chambre en est actuellement saisie.

Au Japon, une conférence, à laquelle ont pris part les représentants des Etats qui ont signé des traités avec ce pays, s'est réunie à l'effet de réviser les arrangements existants ; mais ses travaux n'ont pas encore abouti et elle a été récemment ajournée *sine die*.

Avec la république Sud-Africaine nous avons conclu, le 10 juillet 1885, un traité valable pour dix ans, qui a été promulgué le 2 juillet 1887 et qui stipule, en toute matière, le traitement de la nation la plus favorisée.

En outre, un arrangement, signé à Berlin, le 25 mai 1887, promulgué le 31 du même mois, a réglé, conformément aux stipulations intervenues entre la France et l'Allemagne, le 24 décembre 1883, le régime douanier des possessions des deux Etats situées sur la côte des Esclaves.

Avec le Maroc et Zanzibar, des arrangements, destinés à compléter et à améliorer les traités existants entre la France et ces deux Etats, sont actuellement à l'étude ou en cours de négociations.

Entre la France et le Mexique, il n'existait plus de régime conventionnel, depuis les événements de 1867. Un traité d'amitié, de commerce et de navigation a été signé entre les deux pays le 27 novembre 1886. Voté par le pouvoir législatif mexicain, il l'a été également par le Sénat français, et il est actuellement soumis à l'approbation de la Chambre des députés. Notre commerce d'exportation trouve, dès maintenant, d'importants débouchés au Mexique et un assez grand nombre de nos nationaux sont établis dans ce pays. Il importait donc de mettre nos envois de marchandises à l'abri du traitement différentiel et de stipuler, d'autre part, du gouvernement mexicain les garanties nécessaires en matière d'établissement. Tel est le double but que se sont proposé les négociateurs français du traité du 27 novembre 1886.

Plus récemment, le 8 septembre dernier, nous avons également conclu un traité de commerce avec la Bolivie. Cet acte international dont le texte sera, d'ailleurs, incessamment soumis aux Chambres, nous assure, indépendamment du traitement de la nation la plus favorisée, en toute matière, de considérables réductions ou consolidations de droits. Malgré les restrictions résultant du traité de trêve entre la Bolivie et le Chili, cette situation paraît devoir permettre à nos négociants de travailler, dans des conditions particulièrement avantageuses, au développement de leurs relations d'affaires avec le marché bolivien.

D'autre part, les Chambres ayant donné cette année leur approbation à un traité d'amitié, de commerce et de navigation et à une convention consulaire, signés à Paris le 9 septembre 1882 avec la république Dominicaine, ces deux actes, qui sont des traités complets et détaillés, ont été mis en vigueur.

Enfin, la France a engagé ou poursuivi dans le courant de la présente année des négociations tendant à la conclusion d'arrangements commerciaux avec l'Equateur, le Paraguay et l'Uruguay. Le Gouvernement s'est ainsi efforcé de sauvegarder, autant qu'il a dépendu de lui, les intérêts de notre commerce d'exportation par l'établissement d'un régime conventionnel sur la base du traitement de la nation la plus favorisée, avec ceux des Etats de l'Amérique centrale ou méridionale qui ne sont pas liés avec nous par des traités de commerce ou avec lesquels nous n'avons que d'anciens traités n'assurant à nos marchandises et à nos nationaux que des garanties insuffisantes.

Il importe, en effet, de ne pas laisser notre commerce dans l'Amérique méridionale exposé à un traitement moins avantageux que celui qui serait fait aux autres nations concurrentes sur ce vaste marché.

Aux Etats-Unis de l'Amérique du Nord, notre Gouvernement n'a pas cessé depuis plusieurs années de suivre avec la plus grande attention la politique économique, en vue de la conclusion éventuelle d'un traité de commerce; mais les dispositions du congrès américain ne se sont pas montrées favorables jusqu'à présent à un accord impliquant des réductions de taxes; d'autre part, les mesures prises en France, notamment à l'égard des viandes salées d'Amérique, ne facilitent pas une entente.

Indépendamment des arrangements en matière commerciale, le département des affaires étrangères a poursuivi la conclusion, pendant les deux dernières années, d'arrangements qu'il semble intéressant de signaler.

Tout d'abord, pour la protection de la propriété littéraire, la France a pris part à la Conférence internationale qui a tenu à Berne plusieurs sessions et qui s'est terminée par la signature d'une convention d'Union entre la France, l'Angleterre, l'Allemagne, la Belgique, l'Italie, la Suisse, l'Espagne, la Tunisie et la république d'Haïti.

Cet acte, sur lequel les ratifications ont été échangées le 5 septembre dernier, assure dans les Etats de l'Union un minimum de garanties aux droits de la propriété intellectuelle, tout en maintenant les conventions particulières qui renfermeraient des clauses encore plus favorables à ces intérêts. Il y a lieu d'espérer que le nombre des Etats signataires de la convention de Berne ne tardera pas à s'accroître, notamment par l'accession des Etats-Unis d'Amérique et de la Suède.

La convention littéraire signée entre la France et la Russie en 1861 a été dénoncée et est arrivée à échéance le 14 juillet dernier; mais des négociations sont engagées entre les deux gouvernements, et les dispositions manifestées par le cabinet de Saint-Petersbourg donnent tout lieu de compter qu'un nouvel accord pourra s'établir dans des conditions satisfaisantes pour les intérêts en cause.

Dans les négociations commerciales dont il vient d'être question, la garantie

de la propriété industrielle (marques et dessins de fabrique et de commerce, brevets d'invention, noms commerciaux) n'a pas été perdue de vue; elle a été l'objet de stipulations sur la base du traitement national.

En outre, dans le courant de l'année dernière, une conférence s'est tenue à Rome entre les Etats signataires de la convention conclue à Paris, le 20 mars 1883, pour la protection de la propriété industrielle, en vue de rechercher les améliorations à introduire dans cet acte international.

Les résultats des délibérations de cette conférence ont fait l'objet d'articles additionnels à la convention de 1883, ainsi que d'un règlement d'exécution; mais, jusqu'à présent, ces dispositions soumises aux divers gouvernements n'ont pas été transformées en engagements internationaux par la signature d'un acte qui les consacre. Il n'a pas été possible au Gouvernement d'indiquer l'époque à laquelle l'entente sera établie d'une manière définitive.

Il y a lieu de constater seulement que l'Union constituée par la convention de 1883 compte depuis cette année une nouvelle adhésion, celle des Etats-Unis d'Amérique, qui a une réelle importance.

D'un autre côté, ont été conclus dans ces derniers temps des accords de diverse nature, parmi lesquels il faut citer :

1^o L'accord avec l'Autriche-Hongrie, le Danemark, la Suède et la Norvège, la Belgique, pour assurer d'une part le versement des salaires des marins français qui sont embarqués sur des bâtiments étrangers et se trouveraient absents au moment du désarmement du navire, d'autre part la remise des successions de ces mêmes marins;

2^o Avec l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne, l'Italie et la Suisse, pour établir une unité technique de la voie et du matériel des chemins de fer;

3^o Pour réglementer avec la Suisse la navigation dans le lac Léman et avec l'Espagne, la police de la pêche dans la Bidassoa;

4^o Avec la Belgique, pour établir un service téléphonique entre Paris et Bruxelles;

5^o Avec la Grande-Bretagne, pour organiser l'envoi de colis postaux entre les deux pays;

6^o Avec les gouvernements signataires de la convention du 14 mars 1884 concernant la protection des câbles sous marins, pour la mise à exécution de cet acte international au 1^{er} mai 1888;

7^o Avec la France, l'Allemagne et la Belgique, par arrêter d'un commun accord l'époque des chômages des canaux intéressant la navigation.

On ne saurait terminer cette revue sommaire des principales affaires suivies à l'étranger par notre diplomatie en matière économique, sans faire mention des instructions données aux agents du département des affaires étrangères en vue de l'Exposition universelle. Actuellement, les réponses reçues de la plupart des quarante-huit pays convoqués à ce concours, assurent la réalisation et le succès de cette œuvre de travail et de paix.

Sans doute, en Europe, un certain nombre de gouvernements ne doivent pas prendre part officiellement à l'Exposition; mais des commissions nationales s'organisent déjà et il y a raison d'espérer que, grâce aux initiatives privées qui se manifestent dans presque tous les Etats européens, et obtiennent l'appui des gouvernements, les industries de ces pays seront dignement représentées au grand concours international de 1889.

II

RÉFORMES NÉCESSAIRES DANS LES CONDITIONS D'ADMISSION ET D'AVANCEMENT DANS LA CARRIÈRE CONSULAIRE.

L'exposé qui précède a replacé sous vos yeux, d'une façon actuelle et pour ainsi dire vivante, l'importance du grand service auquel sont confiées nos rela-

tions extérieures. Aussi, on ne saurait trop s'intéresser aux questions concernant le recrutement de ce personnel, son organisation, ses attributions. Un examen approfondi nous révélerait la nécessité d'un certain nombre de réformes toutes utiles, quelques-unes urgentes. Nous regrettons de ne pouvoir nous y livrer complètement.

Le département des affaires étrangères comprend, outre le cabinet du ministre, la direction des affaires politiques et du contentieux, la direction des affaires commerciales et consulaires, la division des fonds et de la comptabilité. Chacune de ces dénominations correspond à une spécialité distincte, indépendante l'une de l'autre. De la première, relève le corps diplomatique; la seconde embrasse les consulats, les vice-consulats, les chancelleries, drogmanats et interprétiats. Ces services ont peu ou pas de pénétration l'un dans l'autre. La politique est d'un côté, les intérêts matériels de l'autre, la compétence administrative et financière ailleurs.

On a quelquefois demandé l'assimilation des carrières diplomatique et consulaire; l'expression nous paraît impropre. C'est l'unité d'accès dans ces carrières et la pénétration de l'une dans l'autre qu'il convient de poursuivre, plus encore que ne l'a fait l'arrêté, déjà en progrès dans ce sens, du 25 janvier 1886. Pour cela, que faut-il? Exiger les mêmes garanties de ceux qui aspirent à entrer dans les deux carrières et donner aux uns et aux autres un plus grand nombre d'attributions communes.

Pressé comme nous le sommes par le temps, nous ne nous appesantirons que sur l'étude de la carrière consulaire, qui a plus particulièrement appelé l'attention de l'opinion publique dans ces dernières années.

Dans l'esprit des ordonnances constitutives de la carrière consulaire, les consuls suppléants doivent en former la pépinière normale. Si les fonctionnaires de l'administration centrale, les secrétaires d'ambassade, les vice-consuls, les chanceliers et les drogmans ou interprètes sont admis, dans certaines conditions déterminées, à concourir pour l'obtention d'un consulat général, ces divers agents ne peuvent invoquer un droit absolu. Ce droit appartient, au contraire, aux consuls suppléants pour la nomination aux fonctions de consul; aux consuls pour la nomination aux fonctions de consul général.

Sans entrer dans des détails rétrospectifs sur les conditions auxquelles la nomination des élèves-consuls (ou consuls-suppléants) a été soumise avant le décret actuellement en vigueur, on croit devoir rappeler, cependant, quelques-unes des dispositions réglementaires qui ont été adoptées à diverses époques.

Aux termes de l'ordonnance du 26 avril 1843, « nul ne sera nommé élève-consul, s'il n'est âgé de 20 ans au moins et de 25 ans au plus, licencié en droit, et s'il n'a été jugé admissible par une commission spéciale. »

La composition de cette commission, le programme de l'examen furent ultérieurement fixés par un règlement en date du 6 octobre 1847. Les épreuves présentaient une importance spéciale, en ce qui concernait les matières économiques.

Mais les événements politiques suspendirent l'application de ce règlement et jusqu'en 1868, les élèves-consuls furent nommés parmi les attachés à la direction des consulats et affaires commerciales, dont l'admission dans les bureaux était elle-même subordonnée à la production du diplôme de licencié en droit.

En 1868, un arrêté, en date du 13 juillet, institua un examen pour la nomination aux fonctions d'attaché surnuméraire à la direction des consulats et affaires commerciales.

L'art. 2 de cet arrêté était ainsi conçu :

« Pour être admis à l'examen, les postulants, dont l'inscription aura été préalablement autorisée sur un registre ouvert à cet effet, devront être âgés de vingt ans au moins, de vingt-cinq ans au plus, et justifier du grade de licencié dans l'une des facultés de droit, des lettres ou des sciences. »

L'examen portait sur les matières suivantes : économie politique, droit des gens, droit administratif, droit commercial, histoire diplomatique depuis la paix de Westphalie jusqu'à nos jours, géographie physique et politique, langues vivantes.

Ce régime a été maintenu jusqu'à l'application du décret du 1^{er} février 1877. Celui-ci substitua à l'examen d'admission comme attaché surnuméraire un examen reporté au terme du surnumérariat, qui devait être de deux années.

Les épreuves, écrites et orales, portaient sur la langue anglaise, la langue espagnole, le droit public, l'histoire du droit des gens, le droit international actuel, l'histoire diplomatique, les affaires commerciales, la géographie politique et économique, l'économie politique, la statistique et l'administration consulaire.

Telles sont les règles auxquelles le recrutement des élèves-consuls a été successivement soumis jusqu'au décret du 10 juillet 1880, qui a déterminé les conditions d'admission dans les carrières diplomatique et consulaire, et qui, sauf une légère modification relative à la limite d'âge, est actuellement en vigueur.

Sous la pression de l'opinion et des plaintes dirigées contre nos consuls, un décret rendu le 23 avril 1883, sur la proposition de M. le sénateur Challemel-Lacour, alors ministre des affaires étrangères, institua une grande commission chargée d'examiner l'organisation consulaire et les attributions des consuls, au point de vue des services qu'ils sont appelés à rendre à l'industrie et au commerce français.

Des travaux de cette commission sont résultés un certain nombre de décisions et de circulaires. C'est d'abord le décret du 24 juin 1886 sur les conditions d'admission à l'emploi d'élève chancelier et au grade de chancelier de troisième classe; ce sont ensuite les importantes circulaires d'intérêt général que nous analysons à propos des attributions de nos consuls et qui portent sur le régime douanier étranger, sur les prix-courants, sur la propriété industrielle, sur les écoles commerciales et industrielles, sur les rapports annuels, sur les renseignements et l'assistance au commerce.

Ces mesures dénotent, sans conteste, de sérieux efforts dans le sens du progrès, mais il reste encore beaucoup à faire.

D'abord, les conditions d'admissibilité aux concours qui donnent accès dans la carrière consulaire — il en est d'ailleurs de même pour la carrière diplomatique — nous paraissent d'un ordre trop exclusivement littéraire ou scientifique.

Sans doute, les diplômes ou certificats exigés des candidats nous garantissent chez eux un fonds d'études sérieuses. Mais ce ne sont pas les seuls titres qui puissent donner cette garantie. Nous voudrions voir étendre cette liste et y introduire les diplômes des écoles supérieures de commerce agréées par le ministre, de l'école libre des sciences politiques, de l'institut national agronomique, ou même un certificat de stage pendant trois ans dans une maison de commerce, dans des conditions à déterminer, lorsque les candidats seraient en même temps porteurs d'un diplôme de bachelier ès-lettres ou ès-sciences. Ce vœu n'a rien d'excessif; il a été formulé par la commission de la réforme des consulats, et on le trouvera, ainsi que les autres avis de la commission, dans l'excellent rapport présenté par notre collègue, M. Hanotaux, au président du conseil, ministre des affaires étrangères, au nom de cette commission, dont il était l'un des secrétaires.

Il conviendrait d'accentuer cette orientation vers les études pratiques, en modifiant les programmes établis par les décrets des 1^{er} février 1877 et 10 juillet 1880. On y développerait encore utilement les matières économiques, financières, commerciales, industrielles. On donnerait aussi avec beaucoup d'importance à la connaissance des langues. La commission de 1884 a étudié la question des programmes; elle en a arrêté un. Mais les commissions extra-parlementaires semblent servir surtout à calmer les mouvements

d'opinion. Quand elles achèvent leur œuvre, ce qui n'arrive pas toujours, l'émotion qui les a fait constituer est apaisée; on se borne alors, la plupart du temps, à mettre dans les cartons le résultat de leurs travaux.

Ce n'est pas seulement pour le concours d'entrée qu'il convient d'exiger ces études pratiques et la connaissance d'une langue, mais surtout pour l'examen de classement à l'issue du stage triennal. A cet examen, on doit exiger des jeunes stagiaires une connaissance plus approfondie des langues et matières concernant la profession.

L'administration nous a déclaré qu'elle a préparé un projet de décret sur les bases que nous venons d'exposer. Nous ne saurions trop l'encourager à en hâter la promulgation et la mise en vigueur.

Il importe que, pendant le temps du stage, les aspirants diplomates ou consuls fassent un séjour d'au moins un an à l'étranger pour se familiariser avec les langues qu'ils sont appelés à parler et pour acquérir sur place les connaissances pratiques qui constituent l'essence de leur profession. C'est là une réforme qui exige, sinon une augmentation de dépenses, du moins une meilleure répartition des crédits alloués au département. Il semble que l'allocation accordée à ces jeunes gens en stage à l'étranger ne doivent pas être inférieure au double de celle qui leur a été attribuée en vertu de la loi de finances du 29 décembre 1882, quand ils font leur stage au quai d'Orsay.

Il est utile aussi de laisser accessible la carrière consulaire au personnel des chancelleries, drogmanats et interprétariats. L'expérience de ces agents, la lenteur avec laquelle ils passeront du grade de commis à celui de chancelier de 1^{re} classe, la connaissance approfondie qu'ils ont des langues, sont de sérieuses garanties. Il est juste de laisser l'espérance de pouvoir gravir les justes échelons de la carrière consulaire et même de la carrière diplomatique, à ceux que leur travail et leur intelligence distingueraient d'une façon toute spéciale.

Au moment où nous conseillons au département des affaires étrangères de prendre de telles précautions, d'exiger de telles garanties pour l'admission dans les carrières diplomatique et consulaire par la voie des concours, il paraît bon de lui recommander aussi d'être toujours discret dans le choix des agents qu'il recrute ailleurs que dans la hiérarchie consulaire. Sans doute il doit pouvoir donner un poste de confiance à celui qui, en dehors de la carrière, s'impose par une compétence ou une aptitude spéciale. Mais, abstraction faite du cas où le département choisit l'homme désigné et met « *the right man in the right place*, » il doit se montrer très réservé dans ces sortes de nominations, s'il ne veut point décourager son personnel.

Ce ne sont pas seulement les conditions d'admission dans le corps consulaire qu'il importe de modifier, mais aussi et surtout les conditions d'avancement.

L'avancement aujourd'hui implique un déplacement. De là une grande instabilité dans la résidence de nos consuls, instabilité qui n'existe qu'au détriment des intérêts français confiés à la garde de ses représentants, au détriment de leur instruction et de leur expérience professionnelles. Nul ne conteste aujourd'hui qu'il y ait profit à ce que les agents stationnent le plus longtemps possible dans le même poste. C'est le seul moyen de leur faire acquérir de l'autorité, du prestige et une influence utile aux intérêts politiques et commerciaux de la France.

Le département des affaires étrangères, mieux que personne, connaît cette nécessité, et il s'est efforcé de maintenir les agents autant qu'il a pu dans leur résidence. Mais les conditions de l'avancement contrarient manifestement ses intentions. Il faut résolument les changer. Non seulement il faut envoyer dans les postes des fonctionnaires connaissant déjà de longue date la langue et les mœurs du pays, mais il importe qu'ils aient le moins de mobilité possible et qu'ils puissent, au besoin, avancer sinon sur place, du moins dans la même région.

Cette vue est-elle pratique, est-elle réalisable? Au sein de la Commission de

la réorganisation des Consulats, votre rapporteur et un de ses collègues, M. Gauthiot, secrétaire général de la Société de géographie commerciale, avaient présenté un projet par articles sur cette réforme. La Commission l'a faite sienne. Il fut en effet décidé par elle que cinq zones consulaires seraient créées d'après le principe des langues :

- 1° La zone anglo-saxonne ;
- 2° La zone germanique comprenant les langues allemande, hollandaise, danoise, suédoise ;
- 3° La zone latine comprenant les langues espagnole, portugaise et italienne ;
- 4° La zone orientale comprenant les langues turque, arabe, persane et les langues slaves ;
- 5° La zone d'Extrême-Orient comprenant les langues indo-chinoises.

Le système était développé dans plusieurs articles contenant, la plupart, des avantages au profit des Consuls, mais constitués dans l'intérêt évident de la représentation de la France.

Premièrement, il était établi que les attachés qui auraient satisfait à l'examen de classement seraient répartis par le Ministre dans les cinq zones consulaires suivant leur classement et les langues qu'ils connaîtraient.

En second lieu, on avait décidé que l'avancement en classe des chanceliers, drogmans, vice-consuls, consuls et consuls généraux et le passage d'un de ces grades à l'autre devaient se produire de préférence sur place et au moins dans la même zone.

Les avantages offerts aux agents étaient les suivants : dans un article, il était dit que les vice-consuls, consuls et consuls généraux recevraient une indemnité annuelle de 3 1/2 0/0 de leur traitement pour chaque période de trois ans qu'ils passeraient dans un même poste, à partir de la prise de possession. Cet avantage était perdu pour celui qui se déplaçait avant l'expiration de la période triennale.

Les auteurs du projet, comprenant que des raisons de santé et de famille peuvent obliger les agents à se rendre en France au bout d'un certain temps, ont proposé que les postes fussent divisés en deux catégories : les agents de la première catégorie auraient, de droit, à moins de nécessités exceptionnelles de service, un congé à demi-solde après deux ans de séjour ; les agents de la seconde n'auraient droit au congé dans les mêmes conditions que tous les cinq ans.

La répartition entre ces deux catégories se ferait d'après le climat et le plus ou moins d'éloignement. Les frais de voyage en cas de congé seraient non plus à la charge des agents, mais bien de l'Etat. La moitié des frais de traversée de la femme et des enfants serait mise également à la charge de l'Etat.

Il s'agissait de savoir ce que coûterait une telle réforme. Des chiffres fournis par la division des fonds, il résulte que, tandis que pour les dix années comprises entre 1873 et 1883, le système actuel a coûté 43,633,000 fr. y compris traitements, frais d'établissement, frais de voyage et frais de transport du mobilier, le système proposé aurait coûté 50,093,000 fr. tout compris : augmentation triennale de 3 1/2 du traitement, frais d'établissement, de voyage, de transport de mobilier et traitement de congé. L'augmentation serait donc pour dix ans de 4,458,000 fr., soit 458,800 fr. par an.

C'est là un sacrifice peu important au prix des résultats qu'il donnerait. Le Parlement, dans une période de finances prospères, n'hésiterait pas à le consentir. Mais le département pourrait, sans l'attendre, réaliser cette réforme en modifiant la distribution des allocations qui lui sont accordées pour le service consulaire.

La Commission de 1884 avait émis un vœu qui compléterait l'organisation de notre représentation à l'étranger au point de vue économique, et qui tendait à créer des attachés commerciaux près de nos principaux postes diplomatiques, à l'instar des attachés militaires et des attachés navals.

L'idée initiale de cette création nous vient d'Angleterre. Chacun connaît, en effet, les services rendus à la Grande-Bretagne pour la préparation de ses traités de commerce par M. Crowe qui fut appelé aux fonctions d'attaché commercial du Royaume-Uni sur l'avis de lord Odo Russell, ambassadeur de la reine à Berlin. M. Crowe a été successivement, en qualité d'attaché commercial, chargé de l'étude économique de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie et de la France. C'est ainsi qu'il a pu recueillir d'utiles indications et des renseignements nécessaires pour la discussion des divers traités de commerce.

L'attaché commercial, tel que nous l'entendons, serait un agent compétent ayant exclusivement mission d'étudier l'état économique de la nation où serait le poste près duquel il serait accrédité ; on aurait, en somme, un agent chargé de centraliser les renseignements recueillis par les chefs des postes établis dans le pays.

Quant à l'assimilation de grade de l'attaché commercial, elle pourrait être laissée à l'appréciation du ministre qui la fixerait dans chaque cas spécial, suivant l'importance qu'il conviendrait de donner à cet agent.

III

DES RENSEIGNEMENTS COMMERCIAUX.

Le service des renseignements que les Consuls sont appelés à fournir est organisé à l'heure actuelle de façon à prévenir toute critique. Il résulte de la circulaire du 15 mars 1882 du Ministre des affaires étrangères, M. Challemel-Lacour, que les agents du service consulaire ont parmi leurs attributions les plus essentielles celle de fournir au département tous les renseignements généraux ou particuliers qui peuvent être utilisés pour le développement du commerce extérieur de la France.

Il leur fait remarquer que, parfois, les rapports consulaires ne renferment que des données générales sur les échanges de tout un pays, et non des indications spéciales sur une branche déterminée d'industrie et de commerce. « Par suite, comme dit une Chambre de commerce, on ne sait si telle ou telle marchandise pourrait avantageusement s'exporter sur tel ou tel port, ni dans quelles conditions elle s'y vendrait, ni contre quelle concurrence on aurait à lutter en l'y envoyant. Or, ce sont ces renseignements qui, bien souvent, seraient utiles à notre commerce et à notre industrie. »

Dans une autre circulaire en date du 24 avril 1883, M. Challemel-Lacour complétait ses instructions de la façon suivante :

« J'ai pensé qu'indépendamment des rapports auxquels s'appliquent les prescriptions de cette circulaire (1), il serait inutile de mettre, d'une manière régulière et rapide, à la disposition de notre commerce, des renseignements sommaires et précis qui seraient réunis par les agents de mon département et me seraient transmis sous la forme nouvelle d'un bulletin périodique.

« Ce bulletin, dont un modèle se trouve annexé, a pour objet de porter à la connaissance des intéressés, avec toute la célérité dont pourra disposer mon administration, les mouvements du détail du commerce général d'importation et d'exportation à l'étranger, en appelant, en même temps, leur attention sur les marchés qui sont ou qui pourraient devenir accessibles à nos produits nationaux. Vous devrez donc, Monsieur, à la fin de chaque quinzaine, ou au plus tard de chaque mois, m'adresser, avec une lettre d'envoi, un bulletin reproduisant exactement toutes les indications contenues dans le modèle ci-joint. Dans le cas où vous ne vous trouverez pas en mesure d'envoyer ce document, vous voudriez bien m'en faire connaître les motifs par une dépêche spéciale.

« Je me rends parfaitement compte des obstacles que vous serez obligé de

(1) Celle du 15 mars.

surmonter pour la rédaction des premiers bulletins ; cependant, je suis convaincu que ce travail cessera de vous offrir des difficultés sérieuses lorsque vous aurez établi, une fois pour toutes, le fonctionnement régulier du service d'informations dont vous aurez besoin.

« Les administrations des douanes, le capitaine du port, les Chambres de commerce, les Chambres syndicales, les grands négociants pourront vous fournir des données précieuses. Vous en trouverez encore dans les journaux, dans les feuilles spéciales que vous utiliserez ou dont vous me transmettez les parties les plus intéressantes.

« Parmi les renseignements que la présente circulaire a pour but de faire recueillir, les uns, qui doivent être insérés dans le bulletin, sont destinés à recevoir la publicité la plus complète et la plus large ; les autres, dont j'indiquerai plus loin la nature, consistent dans des indications pouvant avoir un caractère confidentiel, que mon département se réserve d'utiliser dans la mesure qu'il jugera convenable.

« C'est exclusivement dans la lettre d'envoi que devront être réunis ces renseignements confidentiels, afin que le bulletin même puisse, sans retard, être livré à la publicité.

« Dans le bulletin seront enregistrés les chiffres du mouvement d'importation et d'exportation, de manière à se rendre compte de la quantité des produits qui seront arrivés sur le marché de votre résidence dans l'intervalle de deux bulletins.

« Vous indiquerez les moyens de transport employés et chercherez à constater la provenance réelle des objets. Vous établirez les prix de vente en gros et en détail en mentionnant le cours du change et les droits de toutes sortes dont les articles sont grevés, soit à leur entrée dans le pays, la ville ou le port où vous résidez, soit à leur sortie, et en vous occupant surtout des principales branches de notre industrie nationale, tels que : mobiliers, bronzes d'art, travaux d'imprimerie, céramique, articles de Paris, soieries, tissus de laine, produits chimiques et pharmaceutiques, rouenneries, confections, armurerie, quincaillerie, verrerie, instruments de musique, vins, liqueurs, etc., etc.

« Vous signalerez le mode d'achat et de vente habituel (par correspondance avec les producteurs, par commissionnaires établis en Europe ou par des voyageurs de commerce) ainsi que les principales marques de fabrique.

« Je tiens également à être renseigné sur les travaux d'utilité publique projetés ou en adjudication et sur les conditions et les garanties offertes aux entrepreneurs par l'Etat ou par les compagnies concessionnaires.

« Lorsque des œuvres d'art (statues, édifices, décorations d'intérieurs) seront mises au concours, vous aurez soin de m'en donner avis.

« Enfin, sous les rubriques « navigation, industrie et nouvelles diverses pouvant intéresser le commerce français, » vous complèterez le tableau général que vous aurez à dresser.

« Dans la lettre d'envoi, destinée à fournir des indications d'une nature plus délicate, parfois confidentielle, vous comprendrez notamment les renseignements relatifs aux articles qui paraîtraient pouvoir faire l'objet d'échanges avec les produits du pays, ou qu'on pourrait tenter de substituer à ceux qu'une nation concurrente importe actuellement.

« Vous indiquerez : les usurpations de marques de fabrique ou de commerce françaises que vous avez été à même de constater ;

« Les raisons spéciales qui empêcheraient ou rendraient difficile le rapide développement des transactions entre la France et votre résidence ;

« Les différences de coutumes, de religion, de langue, qui constitueraient des entraves au mouvement commercial.

« C'est également dans la lettre d'envoi que vous auriez à insérer les informations concernant la solvabilité des négociants, les facilités ou les obstacles que rencontre dans le pays de votre résidence le recouvrement des créances, notamment en matière commerciale ; les manœuvres auxquelles les débiteurs

auraient recours pour se soustraire à leurs obligations et les moyens de parer à ce danger.

« Je désire enfin être instruit des plaintes que les négociants français feraient entendre soit contre l'administration locale, soit contre l'administration française, à raison des services de douane et d'octroi, d'expédition de navires et à tout autre point de vue.

« Convaincu de l'intérêt avec lequel vous suivez le mouvement économique et commercial de votre résidence, je constaterai avec satisfaction, par l'envoi des bulletins, la continuité de vos efforts.

« Comme je l'indiquais au commencement de cette nouvelle circulaire, les bulletins périodiques ne remplacent pas, du reste, les rapports dont les instructions antérieures de mon département vous ont prescrit l'envoi : ceux-ci conserveront, en effet, toute leur utilité, qu'il s'agisse, soit des mémoires annuels ou des rapports généraux, soit des monographies relatives à telle ou telle branche de commerce ou d'industrie, soit du compte-rendu immédiat de tel ou tel fait économique à signaler d'urgence à l'administration et au commerce français.

« J'attache également un prix tout particulier à l'envoi régulier du nouveau bulletin, et je considère les études auxquelles il donnera lieu comme une partie essentielle de vos importantes fonctions. »

Ces deux circulaires ont été complétées depuis. Une instruction de M. Jules Ferry, du 30 novembre 1884, demande aux agents de fournir au département des renseignements complets sur la législation commerciale et douanière des pays étrangers. Une autre, du même ministre, en date du 18 décembre 1884, leur réclame des renseignements exacts et réguliers sur les prix courants de l'industrie étrangère. Une troisième, en date du 1^{er} juillet 1885, de M. de Freycinet, enjoint aux agents de faire connaître au département les décisions par lesquelles les tribunaux étrangers fixent l'interprétation à donner aux lois sur les brevets d'invention, les dessins et modèles, les marques de fabrique ou de commerce et le nom commercial.

Une quatrième circulaire, du 10 septembre 1885, de M. de Freycinet, réclame des informations sur les écoles de commerce et d'industrie à l'étranger. Une cinquième, du 30 décembre 1885, du même Ministre, rappelle aux agents l'importance que le département attache aux rapports périodiques, sur tous les faits commerciaux et industriels concernant les pays où ils résident et qui peuvent être utilisés pour le développement de notre commerce.

Le Ministre recommande, en outre, aux agents de lui faire parvenir des rapports périodiques contenant des indications pratiques sur la situation du marché du pays où ils résident, sur les articles qui intéressent plus spécialement le commerce ou l'industrie de la France, les conditions de la vente, etc., ainsi qu'un relevé des états de commerce et de navigation.

Enfin, une dernière circulaire en date du 27 septembre 1886, de M. de Freycinet, recommande aux agents de ne pas se départir de la réserve que leur impose leur caractère officiel.

Ils doivent s'abstenir de toute immixtion dans les opérations de leurs nationaux, ce qui, le plus souvent, engagerait au moins inutilement leur responsabilité. Ils n'ont pas, notamment, à se constituer les mandataires des négociants qui ont recours à eux, soit personnellement, soit par représentant, soit par correspondance ; mais ils leur doivent un bon accueil et, au besoin, leurs conseils et leur protection.

Le Ministre leur recommande de ne pas laisser sans réponse les lettres qui leur sont adressées ; dans le cas, d'ailleurs, où ils jugeraient que les renseignements demandés ne peuvent être fournis sans inconvénients, ils n'en doivent pas moins, comme le prescrit la circulaire du 28 février 1863, faire connaître à l'intéressé les motifs de leur abstention, en lui indiquant la marche à suivre pour obtenir le résultat qu'il a en vue.

« D'autre part, dit le ministre à ses agents, afin d'éclairer ceux de nos nationaux qui viennent tenter des opérations de commerce dans le pays de votre

résidence et s'adressent à vous pour être guidés dans leurs premières démarches, il importe que vous vous teniez le plus complètement possible au courant de la situation économique de la région comprise dans votre circonscription consulaire. Il convient également que vous soyez constamment en mesure de mettre à la disposition des négociants français des documents qui les aident à s'orienter au début de leurs investigations : à cet effet, il est nécessaire de recueillir, de classer et de tenir à jour, dans les archives de votre poste, toutes les notes, pièces ou indications relatives au régime douanier du pays de votre résidence, aux conditions de séjour ou d'établissement des étrangers, aux principales dispositions législatives qui peuvent les concerner, au taux des subsistances et des salaires, au cours des principales denrées, au réseau et aux tarifs des voies de communication, aux travaux publics en préparation, aux adjudications, etc.

« Enfin, je n'ai pas besoin d'insister sur le devoir de protection que comprend essentiellement le mandat consulaire : l'exercice de cette partie de vos attributions est parfois délicat ; mais vous saurez, je n'en doute pas, y mettre la vigilance et l'énergie nécessaires, en même temps que les ménagements que comporteraient les circonstances. A cet égard, aucune ligne de conduite ne peut être tracée d'avance ; mais, le plus souvent, vous trouverez dans la considération que vous aurez su acquérir auprès des autorités locales, dans les relations que vous aurez entretenues avec elles, le meilleur moyen d'action à employer, le cas échéant, pour protéger les droits de vos nationaux et seconder utilement leurs démarches. »

Ces circulaires d'intérêt général, que nous venons d'analyser, sont complétées par un nombre considérable d'instructions ayant trait à des points spéciaux, mais qui n'en présentent pas moins un grand intérêt pour certaines branches d'industrie ou de commerce. On les trouvera énumérées plus loin aux annexes.

A côté de nos représentants officiels se sont créées, dans certains centres, des assemblées pour assurer la défense des intérêts économiques de la France : ce sont les Chambres de commerce françaises à l'étranger. Les premières ont été instituées sur l'initiative des agents diplomatiques ou consulaires de France à la Nouvelle-Orléans en 1876, à Lima en 1878, à Montévidéo en 1882.

Des vœux ayant été émis notamment par les Chambres de commerce de France et par les rapporteurs des budgets des Ministères du commerce et des affaires étrangères, en faveur de l'extension de cette institution nouvelle, une Commission fut réunie, en 1883, pour examiner dans quelle mesure l'institution pouvait être développée. A la suite du travail de cette commission, une circulaire du Ministre des affaires étrangères, en date du 30 juin 1884, invitait les agents diplomatiques et consulaires à encourager et à favoriser la formation des Chambres de commerce françaises dans leurs circonscriptions respectives.

Les efforts tentés par ces agents ne sont pas demeurés sans résultats. Sur nombre de points où les colonies françaises offraient, par leur importance ou par la place occupée par leurs membres dans le monde des affaires, des éléments suffisants, des associations se sont formées, adoptant toutes des règlements ou des statuts dont le département avait fourni le type.

En 1884, des Chambres de commerce françaises s'établissent à Londres, Charleroi, Barcelone, Constantinople, Alexandrie d'Egypte, Mexico, Buénos-Ayres et Valparaiso. Des Compagnies analogues se constituaient à Liverpool, Bruxelles, Galatz, Milan, Valence, Rio-de-Janeiro, Rosario, en 1885 ; à Montréal et à Caracas en 1886 ; à Amsterdam, à Athènes, à Lisbonne en 1887. Des Comités consultatifs du commerce se fondaient, d'autre part, à Rangoon et à Port-Louis en 1884 ; à Shanghaï et à la Havane en 1886.

Aux 23 Chambres de commerce et aux 4 Comités consultatifs qui existent ainsi aujourd'hui, d'autres associations semblables pourront venir s'ajouter. Une Chambre de commerce est, en ce moment même, en voie de formation à Madrid, de même qu'à Saint-Petersbourg notre consulat a réuni les éléments

d'un Comité consultatif. Mais, malgré les démarches de nos agents, le développement des Chambres est forcément limité à la sphère même dans laquelle notre commerce est déjà parvenu à prendre position. Encore dans ces limites, ce développement peut-il rencontrer des obstacles de nature diverse provenant soit, par exemple, de la difficulté de constituer des Compagnies de ce genre dans des pays où le droit d'association n'est pas reconnu, soit encore du défaut de ressources.

Les frais de bureau, de correspondance, d'impression — car plusieurs de ces Chambres publient des bulletins à périodes plus ou moins longues — représentent des sommes parfois assez fortes, qui pèsent lourdement sur les membres peu nombreux de ces associations. La nécessité de contribuer de leurs deniers à soutenir ces entreprises n'est pas sans refroidir le zèle de ces membres, que des rivalités personnelles ou la crainte de laisser deviner à leurs concurrents le secret d'opérations lucratives empêchent, d'un autre côté, de donner à ces institutions tout le concours qu'on pourrait désirer. C'est une raison pour le département de continuer à les aider le plus qu'il pourra.

Il est certain que l'existence et l'extension de ces Chambres de commerce d'une part, et, d'autre part, l'exécution des instructions contenues dans les divers documents que nous venons d'analyser sont de nature à donner pleine et entière satisfaction aux besoins de renseignements de nos commerçants et de nos industriels. Toutes les obligations des consuls envers eux sont précisées ; il suffit donc, mais il est nécessaire que le chef du département tienne la main à ce qu'elles soient toujours fidèlement observées. Nous ne doutons pas que ce devoir ne soit rigoureusement accompli par les Ministres appelés à présider aux relations extérieures de la République.

IV

REMANIEMENT DES CIRCONSCRIPTIONS CONSULAIRES.

Nous voudrions pouvoir faire un éloge aussi complet de la répartition de nos postes consulaires dans le monde ; mais, malheureusement, il n'en peut être ainsi. Tous les postes actuels ne correspondent pas à des nécessités commerciales ou politiques. D'autre part, il y en a beaucoup qui pourraient être créés et dont l'utilité est évidente. Un remaniement des circonscriptions s'impose donc d'une façon impérieuse. Ce remaniement peut être déterminé par les renseignements statistiques fournis par les agents consulaires eux-mêmes, sur l'activité de leur poste au point de vue commercial et maritime et sur les modifications qu'il convient d'introduire dans la représentation consulaire française. Ce remaniement a été d'ailleurs préparé par la Commission extraparlamentaire. Nous croyons nécessaire d'appuyer ses conclusions.

En conséquence nous émettons, d'accord avec elle, les vœux suivants :

De voir ériger en consulat le vice-consulat de Porto (Portugal) ;

De voir créer un consulat à Nagasaki (Japon) ;

De voir créer des vice-consulats à Inspruck, Prague (Autriche-Hongrie) ; Kazan, Bakou, Poti (Russie) ; Yen-Chuan (Corée) ; Mascate, Adouah (Abyssinie) ; Brass-River, Loanda (côte occidentale d'Afrique) ; Santa-Fé, Parana, Mendoza, Bahía-Blanca (République Argentine) ; Manaos (Brésil) ; Capiapo (Chili) ; Saint-Louis (Etats-Unis) ; Mazatlan (Mexique) ; Winnipeg (Canada) ; Brisbane (Queensland) ;

De voir créer des agences consulaires à Agram, Gratz, Ling, Teuresvar, Bregeuz (Autriche-Hongrie) ; Rosendaal (Pays-Bas) ; Toulitche (Roumanie) ; Neufchâtel (Suisse) ; Wan, Sivas (Turquie) ; Tabatinga (Brésil) ; Sucre (Bolivie) ; Gorinto (Nicaragua) ; Carthagène (Colombie) ; Matamoros et sur la mer Vermille (Mexique) ; aux Iles Fidji, à Port-Moody (terminus sur le Pacifique du Transcontinental canadien) ;

De voir transformer en chancellerie de légation le consulat de Lisbonne (Portugal) ;

De voir substituer des vice-consulats aux consulats de Brême et Mannheim

(Allemagne); Palma (Espagne); Corfou (Grèce); Tauris (Perse); Mogador (Maroc); Charleston (Etats-Unis);

De voir transformer en agences-consulaires les vice-consulats de Roustchouk (Bulgarie); Rosas, Tortose, Tarragone, Algésiras (Espagne); Douvres, Southampton, Edimbourg, Belfast (Angleterre); Girgenti et Lucques (Italie); Kustendjé (Roumanie); Bourgas (Turquie); Ismailia (Egypte); Baltimore (Etats-Unis).

Le Gouvernement est déjà entré dans la voie de ces remaniements. En effet, il a été créé dans ces dernières années (1885 à 1886), d'accord avec la Commission extraparlamentaire, les vice-consulats de Mandalay (Birmanie); Kobe et Nagasaki (Japon); Nuremberg (Bavière); Concordia (République Argentine); Wellington (Nouvelle-Zélande); Luang-Prabang (Siam); Diarbekir (Turquie d'Asie); Pretoria (Transvaal); Pakhoï (Chine); La Paz (Bolivie).

Cette année, il se propose de créer les consulats de Longtchéou et Montze (Chine); Séoul (Corée), et le vice-consulat de Battambang (Siam). Nous ne pouvons que l'encourager à persister dans cette voie.

Ces créations utiles n'ont pu être obtenues que par la suppression de postes beaucoup moins importants; ceux de :

Elseneur. Consulat (Danemark);
 Saragosse. Vice-consulat (Espagne);
 Grenade. Vice-consulat (Espagne);
 San-Remo. Vice-consulat (Italie);
 Buenos-Ayres. Consulat (République Argentine);
 Raguse. Vice-consulat (Autriche);
 Baltimore. Vice-consulat (Etats-Unis);
 Port-Maurice. Vice-consulat (Italie);
 Saint-Pétersbourg. Consulat (Russie);

et la transformation en vice-consulats des consulats de :

Bahia (Brésil);
 Tampico (Mexique);
 Andrinople (Turquie d'Europe);
 Breslau (Allemagne).

Ces transformations et ces créations de circonscriptions consulaires se traduisent par des réductions de dépenses et des augmentations qui se balancent à une centaine de mille francs près. Ce ne sont donc pas des économies qu'il faut chercher dans cette réforme. Le résultat désirable est une meilleure répartition de nos postes consulaires sur la surface du globe, une répartition plus en rapport avec les nécessités politiques et commerciales de notre temps. Le groupement nouveau des nationalités, des intérêts économiques et commerciaux, l'importance acquise ou perdue des régions rendent indispensable cette nouvelle distribution des circonscriptions. Sans doute, comme nous venons de le montrer, le consul a la garde de nos intérêts commerciaux, et ce rôle doit influencer sur la répartition de nos représentants; mais il ne faut pas, bien entendu, perdre de vue qu'ils ont aussi à défendre des intérêts d'ordre politique, et cette autre attribution doit entrer en ligne de compte pour la détermination de nos postes consulaires dans le monde,

V

LES PROTECTORATS.

Passant à un tout autre sujet, nous croyons utile de vous faire connaître la situation des pays placés sous le protectorat de la France et qui sont restés dans les attributions du département. Il y avait cette année encore trois contrées qui relevaient du ministère des affaires étrangères : le Tonkin et l'Annam, Madagascar et la Tunisie. Le groupe du Tonkin et de l'Annam a été détaché du département des affaires étrangères par décret du 17 octobre dernier et rattaché au département de la marine et des colonies. Nous ne nous en occuperons donc

pas, puisqu'il ressortit désormais à un autre budget que celui que nous rapportons. Mais nous croyons utile de vous soumettre quelques observations sur l'état des deux autres protectorats, d'après les renseignements qui nous ont été communiqués par le département.

Le traité du 17 décembre 1885, qui a mis fin aux hostilités entre la France et le gouvernement hova, détermine les conditions dans lesquelles nous sommes désormais placés à Madagascar. C'est à assurer l'exécution complète de cette convention qu'ont tendu tous nos efforts depuis deux ans.

En raison de notre droit d'être représentés à Madagascar par un résident, une résidence générale a été créée, et il a été pourvu à son organisation par décret du 7 mars 1886. Le résident général est investi de toutes les attributions qui ont été déléguées au Gouvernement de la République par le traité du 17 décembre 1885; de plus, tous les agents français installés dans la grande île, à quelque titre que ce soit, sauf ceux de Diégo-Suarez, qui est une colonie, sont placés sous son autorité. M. Le Myre de Vilers a été nommé résident général à Madagascar, par décret du 8 mars 1886; il est assisté d'un résident et d'un vice-résident. En outre, deux vice-résidences ont été installées à Tamatave et à Majunga. Le vice-résident de Majunga est spécialement chargé de veiller à l'application de l'article 15 du traité du 17 décembre, qui garantit aux Sakalaves et aux Antakares la bienveillance du gouvernement hova, avec obligation pour celui-ci de tenir compte des indications fournies par nous à leur sujet. Jusqu'ici, grâce à la fermeté de notre représentant, les difficultés soulevées par le fonctionnement de ces divers postes ont pu être aplanies, et il y a lieu de constater qu'à ce premier point de vue le traité a été exécuté.

Les rapports qui se sont établis de longue date entre nous et les Sakalaves, et, d'autre part, le devoir qui nous incombe de veiller à la police des côtes, nous imposent de créer une nouvelle vice-résidence à la côte ouest de Madagascar. Les crédits nécessaires sont prévus au projet du budget du département des affaires étrangères pour l'exercice 1888. Son siège serait placé à Saint-Augustin de Tolia, centre d'un important commerce avec les Mascareignes et la France, dont les opérations, indépendamment des engagements des travailleurs, nécessitent cette création.

Afin d'étendre notre champ d'action qui, en dehors de la capitale même, est limité aux côtes, il convient d'établir une vice-résidence à Frianarantsoa, au centre de l'importante et peuplée région des Betsiléos, où existent déjà de sérieux intérêts français.

L'influence prépondérante que nous assure à Madagascar le traité du 17 décembre 1885, ne peut manquer de déterminer un mouvement de colonisation française vers ce pays. Il fallait, en conséquence, procurer aux nouveaux venus les garanties et les facilités nécessaires à la sauvegarde de leurs intérêts privés. Tel est le but du décret du 8 mars 1886, qui organise le service judiciaire à Madagascar, complété par celui du 2 juillet 1887, relatif à la justice criminelle, et du décret du 11 mars 1886, qui investit les fonctionnaires des résidences des pouvoirs notariaux, de la qualité d'officiers de l'état civil, etc... Les dispositions de ces décrets ont, jusqu'à ce jour, répondu à tous les besoins qui se sont manifestés.

Toutefois, nous devons faire des réserves sur le décret du 8 mars 1886 relatif aux pouvoirs extraordinaires accordés à nos agents, pouvoirs analogues à ceux que possédaient les gouverneurs des colonies et que la République a eu l'honneur d'abroger.

Une des plus graves questions dont notre résident général ait eu à s'occuper à son arrivée à Tananarive, a été celle du paiement de la somme de 10 millions de francs que le gouvernement hova était tenu de nous verser en vertu de l'article 8 du traité du 17 décembre, à l'effet de nous mettre en mesure d'indemniser de leurs pertes, tant les Français qui avaient eu à se plaindre des

procédés arbitraires des fonctionnaires malgaches, que des étrangers de toutes nationalités victimes des événements de guerre.

Cette question présentait de sérieuses difficultés. Il était bien certain, en effet, que la cour d'Emyrne, à supposer qu'elle consentit à prendre des dispositions pour se libérer, ne pourrait pas, sans recourir à l'emprunt, se procurer la somme nécessaire.

Nous avions par suite tout lieu de désirer que des Français fussent chargés de cette opération et profitassent des garanties matérielles qui devaient en être la contre-partie. Il n'est pas besoin d'insister sur les graves inconvénients qu'un procédé différent pouvait avoir; les incidents de la mission Willoughby qui avait pu occasionner quelques inquiétudes à ce sujet, sont encore présents à tous les esprits. Le Gouvernement de la République a été assez heureux pour éviter le double danger de non-paiement et de l'emprunt contracté à l'étranger. Cet emprunt qui a été de 15 millions de fr. (3 millions restant réservés au gouvernement hova), a été effectué le 4 décembre 1886 par le premier ministre de la reine de Madagascar auprès du Comptoir d'Escompte de Paris et la somme de 10 millions a été versée au Trésor français.

Par arrêté du 12 avril 1886, M. Drouin, consul de France à l'île Maurice, avait été chargé de procéder à Madagascar à une enquête sur les dommages éprouvés par suite des opérations de guerre. Il parcourut toute l'île, visitant successivement les diverses localités où se trouvaient des établissements européens, constatant les dégâts commis, interrogeant les intéressés et les témoins. Le travail préparatoire de M. Drouin a été soumis à une commission instituée auprès du ministère des affaires étrangères, et appelée à statuer sur les réclamations produites. Cette commission a terminé ses opérations au mois d'août dernier, et le paiement des sommes allouées a été immédiatement commencé; il se poursuit aujourd'hui à Paris à la Caisse du Trésor, à Saint-Denis de la Réunion et à Tamatave, pour ceux qui préfèrent en recevoir le montant dans ces localités. Une disposition du traité sur les conséquences de laquelle il est permis de légitimes espérances pour le bien des deux pays intéressés, est celle de l'article 14, qui prévoit l'entrée au service du gouvernement hova de fonctionnaires français mis à sa disposition par le Gouvernement de la République. Cette clause a déjà été appliquée en plusieurs circonstances; d'abord, comme conséquence du contrat d'emprunt passé entre le premier ministre et le Comptoir d'Escompte de Paris, les douanes de Tamatave, Majunga, Vatomandry, Fénérive, Vohémar et Morondova, qui comptent parmi les plus importantes de l'île, sont placées sous le contrôle d'agents de cet établissement. De plus, un des fonctionnaires de la résidence générale, M. Rigaut, détaché par M. Le Myre de Vilers, vient d'être nommé par le premier ministre directeur des mines et industries.

Les officiers de l'escorte du résident général ont aussi été récemment chargés de lever, pour le compte du gouvernement hova, le plan coté de Tananarive et de ses environs; enfin, l'établissement d'une ligne télégraphique entre Tananarive et Tamatave ayant été décidé, ce sont des agents français, demandés spécialement à cet effet au Gouvernement de la République, qui en ont exécuté les travaux. L'exploitation de cette ligne a déjà commencé.

Les clauses relatives à la liberté du commerce et à la passation de baux emphytéotiques pour nos nationaux n'ont reçu qu'un commencement d'application qui est insuffisant.

Ces résultats paraîtront sans doute satisfaisants, si l'on tient compte des conditions dans lesquelles s'exerce notre protectorat sur Madagascar et si l'on veut bien se rappeler qu'il ne représente pour notre pays qu'une dépense insignifiante, attendu que nous n'entretenons pas de troupes dans l'île. Contrairement à des préventions naguère assez répandues, nous avons pu non seulement nous maintenir dans cette île, mais même y obtenir certains avantages qui montrent que notre légitime influence s'y est accrue dans des proportions supérieures aux espérances que l'on était en droit de concevoir. Sans doute, toutes les difficultés ne sont point encore résolues; tout récemment encore, la question de l'équateur des consuls étrangers a obligé notre résident général à rappeler

le gouvernement bona à l'exécution de nos conventions ; mais on peut espérer que ces incidents seront, eux aussi, réglés d'une manière satisfaisante, et que notre Gouvernement recueillera en fin de compte le fruit des sacrifices qu'il a faits à Madagascar.

Nous estimons qu'il est intéressant de faire connaître au Parlement et au pays les résultats que nous avons obtenus par suite de la réorganisation de la Tunisie et de lui montrer, avec la prospérité de ce pays, le développement toujours croissant de ses relations avec la France.

Vous trouverez dans les pages qui vont suivre des renseignements détaillés et précis sur la situation financière de la Régence, l'organisation de la justice, l'état des travaux publics, du commerce, du mouvement des douanes, la situation de l'enseignement public dans ce pays et les dépenses militaires occasionnées par le corps de troupes que nous entretenons. L'influence bienfaisante de la France se fait heureusement sentir dans tous ses services. Tous ont reçu de grandes améliorations depuis que la Tunisie est placée sous le protectorat de la République.

Avant la réforme financière à laquelle il fut procédé, en exécution de la convention de la Marsa, signée le 8 juin 1883, par le Bey et M. Cambon, les recettes du budget tunisien s'élevaient à 18 millions de piastres (1) environ, soit 10,800,000 fr.

Depuis la réforme :

Le 1^{er} budget (1302), 1884-1885, arrêté à 23,742,000 piastres, soit 14,425,200 francs pour les recettes et à 23,663,667 piastres, soit 14,198,200 fr. pour les dépenses. Il ne sera réglé qu'au mois de juillet de cette année, à l'époque ordinaire du règlement des budgets.

Le 2^e budget (1303), 1885-1886, a été arrêté à 31,446,000 piastres, soit 18,867,600 fr. pour les recettes, et à une somme un peu moindre pour les dépenses. Il ne sera réglé qu'au mois de juillet de cette année, à l'époque ordinaire du règlement des budgets.

Enfin le 3^e budget (1304), 1886-1887, a été arrêté à 43,089,747 piastres, soit 25,853,797 fr. pour les recettes en tenant compte de l'excédent de 11,232,747 piastres des exercices antérieurs, consacré aux travaux du port de Tunis, et à 43,087,302 piastres, soit 25,852,381 fr. pour les dépenses.

La comparaison des budgets de la régence pendant les quatre dernières années démontre le succès des réformes accomplies. Les ressources ont été sans cesse grandissant. Et cet accroissement dans les recettes a été effectué, bien qu'aucune taxe n'ait été augmentée et que plusieurs, au contraire, aient été diminuées ou supprimées. Les dégrèvements ont porté sur les oliviers, sur les droits d'exportation du blé et des chechias, sur le charbon de bois, sur les douanes intérieures.

Outre ces dégrèvements, on a, pendant la même période, créé divers services, tels que les travaux publics, les forêts, et disposé de larges subventions en faveur de l'instruction publique. Le trésor beylical a de plus pris à sa charge les frais de la justice et des prisons, ainsi que du contrôle civil.

La loi du 27 mars 1883, portant organisation de la juridiction française en Tunisie, a institué dans la Régence un tribunal français et six justices de paix. Les juges de paix exercent en matière civile et pénale la compétence étendue, telle qu'elle est déterminée par le décret du 19 août 1854.

Le tribunal siège à Tunis.

Un décret du 19 juillet 1886 a porté le nombre des juges de trois à cinq, et celui des juges suppléants de deux à trois ; il a également créé une vice-présidence du tribunal et un second poste de commis greffier.

Les justices de paix ont leur siège à Tunis, La Goulette, Bizerte, Sousse, Sfax et au Kef.

(1) Valeur de la piastre, 60 centimes.

Un décret présidentiel du 3 août 1885 a créé six nouvelles justices de paix, à Ain-Draham, Béja, Djerba, Gafsa, Gabès et Nebeul.

Enfin les contrôleurs civils nommés par le décret du 24 décembre 1886 à Makteur, à Kairouan, à Tozeur et à Souk-el-Arba, ou, à leur défaut, les contrôleurs suppléants, ou un officier de la garnison désigné par le général commandant la brigade d'occupation, doivent, d'après un décret en ce moment soumis à l'examen du conseil d'Etat, être investis des fonctions de juge de paix, jusqu'à l'établissement des justices de paix dans ces localités.

ROUMANIE

Nous reproduisons, d'après *l'Etoile Roumaine* du 17/29 mars, le discours prononcé à la Chambre des députés par M. Bratiano, alors président du Conseil, dans la séance du 10/22 mars, en réponse à une interpellation de M. Blaramberg sur la politique extérieure du gouvernement.

M. J. C. Bratiano. Messieurs, je ne suis pas monté à la tribune pour prononcer un long discours. L'honorable M. Blaramberg, qui a voulu développer devant vous le programme d'une politique nouvelle, a pu naturellement avoir besoin d'occuper la tribune des heures entières. Quant à moi, qui suis toujours le programme que vous connaissez et que vous avez toujours approuvé, je n'ai pas besoin de vous faire de longs discours.

Messieurs, je vous avoue franchement qu'en entendant M. Blaramberg lire le texte de l'interpellation qu'il m'a annoncée, bien que je sache qu'il a un très grand capital littéraire, un talent oratoire très fin et une imagination très féconde, je ne m'attendais pas à ce que son imagination l'entraînât jusqu'à lui faire croire qu'il parlait du haut de la tribune du parlement anglais et qu'il nous prit, c'est-à-dire lui et moi, pour un Aberdeen, un Palmerston, un Russell, pour ces grands hommes d'Etat qui ont marqué cette fameuse époque où l'Angleterre avait une politique très accentuée et très puissante.

Lorsque Aberdeen était interrogé sur les résultats de sa politique en Europe, il répondait : J'ai détaché une partie de la Turquie et j'ai fait le royaume de Grèce pour servir de modèle aux autres peuples d'Orient qui voudront s'émanciper.

Mais, revenu à la réalité dans laquelle nous nous trouvons et sachant que nous ne sommes, tant M. Blaramberg que moi, ni des Palmerston, ni des Aberdeen, je dois vous avouer qu'il m'est resté une triste impression de tout ce qui a été dit dans le développement de cette interpellation, car nous nous rendrions ridicules à l'étranger si l'on y lisait que nous nous figurons ici, sur les bords de la Dambovitza, que rien ne peut se faire en Europe sans notre alliance et sans notre consentement.

Messieurs, si M. Blaramberg, dans son discours, s'était borné aux effets d'optique de son imagination, je me serais borné, moi aussi, à lui répondre par les quelques mots que j'ai prononcés chaque fois que j'ai été interpellé sur notre politique étrangère, et j'aurais répété, cette fois encore, que notre programme politique est de ne provoquer personne, de ne léser les intérêts d'aucun Etat, mais de défendre les nôtres quand ils sont attaqués.

C'est un fait aujourd'hui constaté dans toute l'Europe que nous sommes un élément d'ordre et de civilisation, que nous sommes un Etat qui occupe une place importante dans l'équilibre de l'Orient, que nous sommes un Etat qui, par son développement pacifique, peut servir de modèle aux autres peuples qui l'entourent. Telle a été et telle est notre ambition, telle est notre politique.

En ce peu de mots se résume tout ce que j'ai à répondre à M. Blaramberg et à quiconque m'interrogerait sur notre politique extérieure.

Si je ne m'arrête pas ici et si je me permets d'occuper encore quelques instants la tribune, c'est pour relever quelques autres questions qu'il a mises en

discussion et que, je ne comprends pas trop pourquoi, il a fait entrer dans le cadre de cette interpellation.

M. Blaramberg a développé très longuement le programme de sa politique d'avenir assurément, pour la mise en application de laquelle il attend que les événements se déroulent en Europe dans le sens et la direction qu'il lui a plu de leur fixer dès à présent. Et, pour mieux faire ressortir les avantages de sa politique, il a cherché à critiquer et à atteindre notre politique en l'appelant politique d'aventures. Pour prouver ses dires, il nous a lu, dans le *Livre jaune* français, un résumé de cette série d'accusations que le même M. Blaramberg et ses amis nous adressaient, dans le temps, dans le journal *Tara*, et où il était dit que nous étions les instruments de la Russie, que nous organisions des bandes bulgares et que ces bandes faisaient l'exercice militaire jusque sur la place même du théâtre de Bucarest.

Vous savez tous si de telles accusations étaient fondées ; aussi, me dispenserai-je de les qualifier à nouveau. Mais elles produisaient leur effet à l'étranger, et je constate avec regret que l'on suit aussi aujourd'hui, mais sur un autre terrain, le même système, car ce n'est pas pour la Roumanie, mais bien pour l'étranger que M. Blaramberg a dit ce que vous lui avez entendu exposer au cours de son interpellation. (Applaudissements.)

Vous parlez du *Livre jaune* français ? Mais, il est facile de comprendre, qu'à cette époque, où la France et la Prusse cherchaient toutes deux à se concilier l'amitié de l'Autriche, et surtout de la Hongrie, quiconque nous dénonçait comme étant les instruments de la Russie, nous mettait mal, non seulement avec le gouvernement austro-hongrois, mais encore avec les gouvernements des pays qui recherchaient l'amitié de l'Autriche.

Je me souviens qu'alors, M. Boyar, qui remplaçait le représentant de la France en Roumanie, vint me trouver et me dit que M. de Moustier désirait connaître les intentions du gouvernement roumain et son programme. Je lui répondis que j'étais loin de m'attendre à ce qu'un Français nous posât une pareille question, car nous avions tous passé notre jeunesse en France, où nous n'avions fait que préparer nos idées sur la politique roumaine. Mais M. Boyar me dit que M. de Moustier était informé que nous penchions vers la Russie.

Je lui répondis : La Russie, depuis la conclusion du traité de Paris, se conduit bien avec nous, ne nous crée aucune difficulté et ne nous cherche aucune querelle. Serait-ce bien que nous cherchassions à la provoquer ? Si Napoléon III fait la cour à l'empereur de Russie, si ces deux empereurs sont en bonnes relations, pouvons-nous prendre, nous, une attitude malveillante à l'égard de la Russie ? Sommes-nous certains que Napoléon III, lui-même, ne nous dirait pas que c'est une folie ? Est-ce ma faute si le prince Gortchakoff est bienveillant pour nous ?

L'avenir a prouvé, et à la France, et à tous, que nous ne sommes pas les instruments aveugles de la Russie, que nous sommes les instruments aveugles des intérêts roumains. (Applaudissements.)

L'honorable M. Blaramberg réédite aujourd'hui ces mêmes accusations de politique aventureuse qu'il nous faisait il y a maintenant vingt ans, sous le prétexte de la formation des bandes bulgares, prétexte dont le non fondé a été suffisamment prouvé dans cet intervalle de temps.

M. Blaramberg dit que nous voulions soulever la Bulgarie dans le but que nous avions alors et que nous avons encore aujourd'hui de former l'empire roumano-bulgare. Eh bien, M. Blaramberg, vous pouvez faire les déclarations les plus pathétiques, et les faire d'autant plus sonores que vous savez qu'elles ne disent rien, vous n'avez rien prouvé par elles, et vous ne leur avez donné de concret que quelques simples phrases.

Nos déclarations, au contraire, se basent sur des faits évidents qui parlent d'eux-mêmes et mieux que tout ce que nous pourrions dire, nous. Je défie n'importe qui d'indiquer un seul fait d'où l'on puisse déduire contre nous que nous ayons jamais songé à créer l'empire Roumano-Bulgare.

Pendant la dernière guerre, l'occasion s'est présentée peut-être pour la

Russie de faire luire cette idée à nos yeux. Mais, demandez-nous comment nous avons accueilli ce mirage ? Nous avons toujours dit : Nous n'avons, nous, aucun intérêt au-delà du Danube. On nous a aussi offert des forteresses sur la rive droite du Danube, on nous conseillait de les prendre, de nous assurer au moins les deux têtes de pont, nous avons répondu : Nous n'avons que faire de forteresses, ni de têtes de pont ; nous ne passerons pas le Danube pour entrer en Bulgarie, car nous n'avons rien à y chercher. Nous avons ajouté : Nous avons à peine assez de toutes nos forces pour développer notre propre pays pour ce dont nous avons absolument besoin ; nous ne pouvons donc gaspiller nos ressources matérielles, intellectuelles et morales pour nous occuper du développement d'autres peuples qui n'ont pas atteint le degré de culture auquel nous sommes arrivés. Aussi avons-nous rejeté toute proposition de semblable nature.

Vous nous avez accusés aussi au sujet du traité que nous avons conclu avec la Russie à l'occasion de la dernière guerre. Je suis forcé de commettre une indiscretion pour vous montrer que les grandes puissances ne courent pas après les petites pour obtenir des alliances ou conclure des traités avec elles.

Quand j'ai été à Livadia et que l'on m'a dit que les armées russes devaient traverser la Roumanie, j'ai dit : Certainement, après que nous aurons fait un traité. Alors le prince Gortchakoff, qui était accompagné du général Ignatieff, lequel vit encore, m'a regardé stupéfait et m'a dit : Un traité ! Mais qui êtes-vous ? Je lui ai répondu que nous étions, il est vrai, une petite nation, mais que nous ne pourrions faire autrement que de nous opposer à ce passage dans le cas où la question ne serait pas réglée par un traité. — Si vous résistez, m'a dit le prince Gortchakoff, nous vous écraserons. — Vous êtes certainement une grande puissance, ai-je répondu, vous pouvez nous écraser, mais vous nous estimerez, mais vous ne nous écraserez pas, car vous allez, comme puissance chrétienne, délivrer des chrétiens, et je ne crois pas que vous alliez accomplir cette délivrance en écrasant d'autres chrétiens et en passant sur leurs corps. Intervenant dans cette conversation, le comte Ignatieff m'a dit : Non, M. Bratiano, le prince Gortchakoff s'est un peu animé, et il est naturel et certain que nous ferons un traité.

Le traité a été fait comme vous le savez. Et, puisque M. Blaramberg a parlé des anciennes traditions, je le prie de me dire s'il croit que, si nous avions eu sur le trône un prince roumain qui se serait conformé aux anciennes traditions roumaines, s'il croit, dis-je, que la Russie aurait conclu avec nous un traité par lequel elle s'obligeait à respecter tous nos droits, toutes nos libertés et même la constitution en vertu de laquelle vous avez usé de la plus grande liberté de la presse, au point que vos journaux attaquaient chaque jour l'Empereur et son armée ? Croyez-vous qu'un prince qui aurait observé les traditions suivies jusqu'alors aurait pu obtenir un tel traité ? (Applaudissements prolongés.)

M. N. Blaramberg. — Il est dans nos traditions que le Prince donne sa tête, mais qu'il ne donne pas une province. (Applaudissements du côté de l'opposition.)

M. J. C. Bratiano, président du conseil. — Permettez-moi, M. Blaramberg, de vous dire que vous ne devez pas personnifier en vous seul toute l'histoire, ni vous faire le représentant de tous les valeureux Roumains des temps passés. (Applaudissements.) Laissez à vos faits de démontrer que vous êtes un Roumain de la valeur de nos ancêtres.

M. N. Blaramberg. — Il n'y a que chez nous que quelqu'un s'élève par le seul fait qu'il a été ou qu'il se trouve sur le banc ministériel. Dans d'autres pays, c'est un honneur de refuser un portefeuille dans des conditions dont on ne tient pas bien compte chez nous.

M. J. C. Bratiano, président du conseil. — Croyez-vous que de telles interruptions soient parlementaires ?

M. N. Blaramberg. — Si vous m'attaquez personnellement.

M. J.-C. Bratiano, président du Conseil. — Mais, vous, ne m'avez-vous pas attaqué personnellement ? et pas seulement personnellement ; vous avez été

plus loin. N'avez-vous pas dit que j'avais trahi les intérêts du pays? Qui êtes-vous donc pour venir me dire cela? (Applaudissements prolongés).

M. N. Blaramberg. — Nous sommes, du moins, des hommes honnêtes. (Bruit).

Voix. — Tous, tant que nous sommes ici, nous sommes honnêtes.

M. N. Blaramberg. — Vous attendez le caporal allemand pour parler ainsi.

M. J.-C. Bratiano, président du conseil. — Un autre aurait pu vous répondre que, pendant que vous parliez, le cosaque russe vous souriait.

M. N. Blaramberg. — Vous avez été, vous, et cosaque et mazzinien. (Bruit).

M. J.-C. Bratiano, président du Conseil. — Je vous défie de me prouver que je n'ai pas toujours été le même homme depuis le début de ma carrière jusqu'à ce jour.

Vous avez dit que, depuis 1886, nous cherchions à germaniser le pays et vous n'avez pas trouvé d'autre fait à citer si ce n'est qu'on a appelé, pour fort peu de temps, M. Krenski comme instructeur de l'armée; mais vous oubliez qu'à la même époque, nous avons eu plusieurs instructeurs français pour l'armée.

Vous nous reprochez d'avoir donné à notre armée des règlements empruntés à l'Allemagne, et vous ne voulez pas tenir compte que, non seulement les règlements, mais même les lois militaires de l'Allemagne se sont imposés à l'Europe entière, par ce seul fait que ce sont les meilleures lois et les meilleurs règlements, et les mieux appropriés aux progrès actuels de l'art militaire.

Vous avez parlé de Stroussberg et de Bleichröder qui n'a été que le successeur de Stroussberg. Mais vous qui jusqu'alors aviez été continuellement au pouvoir, qui étiez les maîtres absolus du pays, pourquoi n'avez-vous pas fait les chemins de fer avec des Italiens, des Français, des Anglais? Pourquoi n'avez-vous pas fait une seule concession réalisable? pourquoi aucune de vos concessions n'a-t-elle réussi? Il vrai qu'un malheur est arrivé avec la concession Stroussberg, le concessionnaire a été mis en faillite; mais tout a pu s'arranger et le pays a des chemins de fer en exploitation depuis des années, qui sont aujourd'hui entièrement notre propriété, tandis qu'avec les concessions que vous aviez volées, peut-être n'aurions-nous pas même aujourd'hui de chemins de fer.

Vous dites que nous avons voulu germaniser l'armée roumaine. Mais voyons, dans quelles écoles ont fait leurs études les officiers que nous avons envoyés à l'étranger et à quelles écoles ont été ceux que vous y avez envoyés?

Depuis que nous sommes, nous, au pouvoir, nous les avons envoyés en France, en Angleterre, en Belgique, en Italie. Et nos propres enfants, où les avons-nous envoyés? (Applaudissements). Chose étrange! Moi, vouloir germaniser tout le pays, et franciser seulement ma famille!

La France connaît bien la fidélité de la reconnaissance que nous lui avons toujours portée et ce ne sont pas vos insinuations qui me feront passer pour un ingrat aux yeux des Français. Les Français se rappellent que, lorsque la France était vaincue, et Napoléon III tombé, j'ai dit : de même qu'on déclarait qu'une puissance quelconque étonnerait le monde par son ingratitude, de même on dira que les Roumains étonneront le monde par leur reconnaissance envers la France pour le bien qu'elle nous a fait. Et ce sentiment, loin de nous nuire aux yeux de l'Allemagne, nous a relevés, car la reconnaissance honore les nations comme les individus. (Applaudissements).

L'Allemagne a vu en nous un peuple qui sait porter dans son cœur, dans toutes les circonstances, le sentiment de la reconnaissance pour le bien qu'on lui fait. Aussi, loin de chercher à nous germaniser, elle nous a encouragés, nous a prêté un appui bienveillant, afin que nous puissions nous développer en toute liberté et selon notre convenance.

M. Blaramberg a dit que le système de germanisation que nous avons cherché

à imposer au pays a refroidi la nation pour l'Allemagne et surtout pour la Prusse, pour laquelle auparavant elle n'avait que des sympathies. Mais je le prierai de nous dire qui, en 1866, lorsque le prince Charles est venu en Roumanie, a soulevé la population de Bucarest pour lui faire démolir le temple israélite? Qui faisait la propagande la plus enflammée contre le prince Charles et criait que nous allions être germanisés? Qui, sinon vos amis! (Applaudissements prolongés).

M. P. Gradisteano. — Le prince D. Ghika a été à la tête de ceux qui sont allés démolir le temple israélite.

M. J.-C. Bratiano, président du Conseil. — Le prince Ghika a été, au contraire, à la tête de ceux qui, avec nous, ont cherché à empêcher la démolition du temple.

M. P. Gradisteano. — C'est inexact.

M. J.-C. Bratiano, président du Conseil. — A cet égard, le prince Démètre Ghika a l'avantage d'être connu de tout le monde pour ses sentiments roumains (applaudissements) qui ne lui ont jamais permis de prendre part à des actes qui ne pouvaient être nullement à la louange du nom roumain.

Pour développer sa critique sévère dirigée contre notre politique, M. Blaramberg nous impute d'avoir fait alliance avec l'Allemagne et l'Autriche et assurément aussi avec l'Italie, parce que ces trois Etats agissent aujourd'hui de concert. Vous avez entendu M. Blaramberg nous donner ensuite le conseil de chercher nos alliances, non d'après les sympathies, mais d'après les intérêts.

Je ne sais d'où M. Blaramberg a pu voir que nous avons conclu une alliance quelconque soit de sympathie, soit d'intérêt. Mais ce que je puis lui dire, c'est que personne ne nous a fait l'honneur de nous proposer une alliance.

Quand le prince de Bismarck m'a demandé un jour ce que je cherchais à Vienne et à Berlin, je lui ai répondu que je venais m'orienter, parce qu'un petit Etat qui ne peut rien proposer de lui-même, est obligé, plus encore que les grands Etats, de chercher à ne pas être surpris par les événements, il doit se fortifier afin d'être en mesure de défendre ses intérêts si un danger quelconque venait à le menacer. (Applaudissements prolongés).

Alors le prince de Bismarck m'a dit : Si vous êtes venu pour vous orienter, sachez que l'Autriche et l'Allemagne veulent la paix. Si vous voulez la paix, penchez vers nous; si vous voulez la guerre, adressez-vous ailleurs.

Moi, Messieurs, j'incline vers la paix, je vous l'ai dit à une autre occasion, je vous le rappelle aujourd'hui. (Applaudissements prolongés).

Vous pouvez interroger les représentants de la Russie et de l'Autriche, ils vous répondront que je leur ai toujours dit : « Vous autres, grandes puissances, vous pouvez courir les aventures d'une guerre, car si l'une de vous y perd, elle ne perd, en réalité, que son amour-propre. Personne ne songera à conquérir la Russie. Napoléon I^{er} l'a tenté, et il ne trouvera pas d'imitateurs. Mais les petits Etats voient avec terreur ces conflagrations, car ils craignent que le jour où la paix sera conclue entre les grandes puissances qui se font la guerre, elle ne le soit au détriment des faibles. Aussi ne pouvons-nous être que pour la paix. » Et j'ai ajouté que « quiconque voudra entrer de vive force en Roumanie, sans notre volonté, nous trouvera devant lui, que nous saurons résister et nous verserons jusqu'à la dernière goutte de notre sang pour défendre le pays. »

Et pourquoi ai-je dit cela? Parce qu'aucune des grandes puissances qui feraient la guerre à une autre puissance sur notre frontière n'oserait provoquer contre elle une troisième nation, sachant que, pour si petite qu'elle soit, elle est décidée à se défendre de toutes ses forces et a ainsi quelques chances de faire respecter sa neutralité.

L'honorable interpellateur nous disait de consulter, non nos sympathies, mais notre intérêt. Mais d'où savons-nous quel est l'intérêt de telle ou telle puissance le jour où se fera la paix?

Un des plus grands patriotes français, Gambetta, me disait un jour que la

France n'a aucun intérêt à défendre sur le Danube, et un général français, qui assistait à notre conversation, ajoutait que la France pouvait abandonner Constantinople à la Russie. Je leur disais que je ne comprenais pas trop ce qu'aurait à gagner la France à ce que Constantinople fût dans les mains des Russes. Mais il ne s'agit pas, Messieurs, de discuter ici cette question, et si je vous ai rapporté cette conversation, je ne l'ai fait que pour vous montrer comment il peut parfois arriver qu'une puissance comprenne ses intérêts autrement qu'on pouvait s'y attendre.

Quand nous avons conclu la convention avec la Russie, nous avons consulté les puissances européennes, et même quand nous avons passé le Danube, nous ne l'avons fait que lorsque le comte Andrassy a cessé de s'y opposer.

L'honorable M. Blaramberg nous dit de ne plus conclure de convention avec personne sans qu'on nous donne une garantie qui en assure la fidèle exécution. Mais sait-il, lui, quelle est la meilleure garantie pour assurer l'exécution d'une convention? Il ne nous l'a pas indiquée. Cette meilleure garantie nous était recommandée par un homme d'Etat très marquant qui nous disait un jour que les traités n'ont de valeur qu'en proportion de l'armée qui est derrière ces traités et ces conventions. Depuis ce jour, je me suis mis aussitôt à former ce noyau d'armée que j'ai tenu de côté, jusqu'à ce qu'elle pût entrer en lutte avec tous les hommes qui nous revenaient. (Applaudissements prolongés).

Peut-être que, sans les avertissements de cet homme d'Etat distingué, nous aurions songé davantage à d'autres besoins, ou à des économies à faire et il est certain alors que notre armée n'aurait pu avoir le beau rôle qu'elle a eu au-delà du Danube pendant la dernière guerre. (Applaudissements)

Est-il patriotique, est-il prudent, de la part de M. N. Blaramberg, de venir dire, du haut de la tribune de cette Chambre, que l'Allemagne est notre ennemie, que l'Allemagne nous exploite et que nous devons chercher en France notre seul appui? Je comprends ce langage de la part de ceux qui voudraient faire revivre ces tristes traditions, quand ce pays ne pouvait se gouverner qu'avec l'appui d'une puissance étrangère, bien qu'ils aient reçu d'amères leçons quand ils ont vu de quel prix le pays devait payer ensuite l'appui.

Il est des traditions, qui, par malheur, ont duré des siècles, d'après lesquelles les Roumains étaient ou avec les Turcs, ou avec les Russes, ou avec les Allemands. Mais que n'est-il pas arrivé à nos pères, et cela pas une fois seulement? Lorsque Kisseleff a quitté le pays, il a envoyé dans tous les districts des commissions pour dédommager tous les paysans qui élevaient des plaintes, des vols dont ils avaient eu à souffrir de la part de nos employés russes.

Les paysans ont été dédommagés, mais comme les Russes avaient quitté le pays, les boyards seuls ont dû payer. Cela a été une bonne leçon donnée à tous les Roumains, même à ceux qui s'étaient accoutumés à exploiter le pays avec l'aide des étrangers, car ils ont vu que, tôt ou tard, c'était toujours eux et seulement eux qui devaient payer.

Aujourd'hui, nous vivons dans d'autres conditions; nous ne cherchons plus d'appui qu'en nous mêmes. Quels que soient les sentiments intimes que nous gardions dans nos cœurs, nous ne devons manifester ni sympathie ni haine envers aucune puissance, ni envers aucune nation.

Notre politique, celle qui doit nous inspirer à tout moment, celle qui doit absorber toutes nos forces, doit être dirigée par un seul et unique sentiment, le sentiment de la conservation nationale. (Applaudissements).

Je termine, Messieurs, en adressant quelques mots à M. J. Lahovary.

Il disait que nous nous sommes entièrement compromis aux yeux de la nation et que c'est en vain que nous cherchons à regagner une popularité que nous avons complètement perdue et qui ne nous reviendra plus. A cela, je répondrai que, tant que l'opposition se tiendra sur le terrain où elle se trouve aujourd'hui, M. Lahovary peut être convaincu que c'est justement ses actes qui augmentent notre popularité sans que nous ayons besoin de faire le moindre effort pour nous rendre populaires. (Applaudissements longuement répétés).

SAINT-SIÈGE

Dans une audience donnée le 2 mars aux cardinaux qui étaient venus le féliciter à l'occasion du dixième anniversaire de son couronnement, le Pape a prononcé l'allocation suivante :

De même que Nous avons eu pour très-agréable la part qu'il a plu au Sacré-Collège de prendre, d'une manière si digne, aux manifestations par lesquelles le monde catholique a voulu célébrer Notre Jubilé sacerdotal, de même aussi Nous est-il souverainement cher d'entendre de votre bouche, Monsieur le Cardinal, que le Sacré-Collège a partagé avec Nous la joie de cet heureux événement et qu'il s'unit à Nous pour remercier le Seigneur. Les témoignages de respect, de dévouement et d'amour que Nous avons reçus ne pouvaient être, certes, ni plus universels, ni plus nombreux, ni plus splendides, ni plus touchants.

Pendant que Nous Nous en déclarons très reconnaissant à tous Nos chers fils de tout pays, de toutes langues, de tout rang et de toutes conditions, et plus particulièrement à ceux qui ont apporté en cela plus d'activité, de générosité et d'affection, Nous voulons que toute la gloire en revienne à Celui qui est le Dispensateur de tout bien et qui dispose dans sa providence de tous les événements humains, heureux ou tristes, pour l'avantage de son Eglise et du Souverain Pontificat.

Toutefois, il ne faut pas perdre de vue la réalité des choses, car, au milieu même des grandes et nombreuses consolations des fêtes jubilaires, Nous avons des motifs de graves amertumes et de cuisantes préoccupations et celui de ces motifs qui l'emporte sur les autres, c'est la condition actuelle de Notre personne et du Saint-Siège. Au milieu des manifestations présentes, cette condition est restée et reste ce qu'elle était, c'est-à-dire indigne du Chef suprême de l'Eglise, inconciliable avec son indépendance et sa liberté.

Nous en appelons, entre autres, aux faits, aux manifestations toutes récentes, encouragées et favorisées par les hommes mêmes du gouvernement, et ne visant à d'autre but que d'insulter l'Eglise sous Nos propres yeux, d'exalter la rébellion de la raison contre la foi et d'attiser la haine la plus satanique contre la divine institution de la Papauté. Il convient que le monde catholique connaisse ces indignités, qu'il se persuade de mieux en mieux des vrais desseins, chaque jour plus manifestes, des sectes dans l'occupation de Rome, et qu'il voie ainsi de quelle façon on veut que Rome continue d'être le siège respecté du catholicisme et de son Chef.

Que s'il a été possible, comme on se plaît à le dire, de célébrer le Jubilé à Rome, ne fût-ce qu'entre les parois domestiques et sans aucune solennité au dehors, qui ne sait qu'il en a été ainsi seulement parce que les hommes du gouvernement n'ont pas jugé utile pour leurs fins de susciter des empêchements et des obstacles? Il n'en était pas moins en leur pouvoir de le faire, et si, en d'autres circonstances, il leur plaisait, par intérêt ou par d'autres motifs, de suivre une conduite différente, quelle défense ou quelle sécurité pourrions-Nous espérer?

Il est clair, ainsi, nous l'avons dit souvent, que Nous sommes à la merci et au pouvoir d'autrui, que Notre indépendance est nulle de fait et que la liberté qu'on déclare Nous laisser n'est qu'apparente et absolument précaire. Ainsi que Nous l'avons proclamé d'autres fois, le vice de la situation est intrinsèque et dérive de la nature même des choses. Tant que cette condition ne changera pas substantiellement, quelque tempérament ou égard que l'on emploie pour l'adoucir, Nous ne pourrions jamais nous en déclarer content, ni Nous en accommoder.

Que si la Papauté sait s'orner de gloire et se concilier le respect, même quand les Papes vivent dans les catacombes, en prison ou au milieu des persécutions, ce n'est point là une raison pour qu'ils soient destinés à vivre toujours dans un pareil état de violence. On ne saurait dire davantage que la gloire

dont la Papauté resplendit même alors est le mérite des ennemis qui la combattent. C'est l'effet de cette divine vertu dont elle est douée et la preuve de cette Providence toute particulière qui la guide à travers les siècles; quant aux ennemis, ils ne font que mettre les ombres dans ce tableau pour que le contraste soit plus saisissant.

Cette divine vertu et cette providence particulière Nous portent à espérer qu'il ait à luire enfin ce jour où la Papauté sera replacée dans cet état de dignité et de liberté vraie qui lui convient de par sa propre nature et sa sublime mission. De même que Nous avons toujours visé à ce but pendant les dix années de Pontificat déjà écoulées, de même aussi c'est Notre ferme intention de le poursuivre toujours pendant le temps qu'il Nous reste encore à vivre.

Nous comptons sans cesse sur le concours du Sacré-Collège auquel Nous rendons de vives actions de grâces pour les souhaits et les prières qu'il a faits pour Nous et, en retour, Nous sommes heureux d'appeler sur lui la plénitude des faveurs divines, comme gage desquelles et en témoignage de Notre affection toute spéciale, Nous accordons de tout cœur au Sacré-Collège et à tous ceux qui sont ici présents la bénédiction apostolique.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Revue des Deux-Mondes.

1^{er} mars. — *Les historiens anglais* : E.-H. Lecky, par Augustin Filon. — *L'extension du fonctionnarisme depuis 1870*, par le vicomte d'Avenel. — *Les Borgias : l'œuvre politique et la catastrophe*, par Emile Gebhardt. — *Les mémoires de Garibaldi*, par G. Valbert.

15 mars. — *Pope*, par Em. Montégut. — *Le gouvernement du maréchal Bugeaud : Constantine, les oasis, les bureaux arabes, la Kabylie*, par Camille Rousset. — *Le Code civil et les ouvriers*, par Arthur Desjardins. — *Château-briand et Madame de Custine*, d'après des documents inédits, par A. Bardoux.

Nouvelle Revue.

1^{er} mars. — *L'énigme de Machiavel*, par Perrens, de l'Institut. (A propos de ses nouveaux historiens italiens; voici la conclusion : avec quelques-uns des travers de son temps et les siens propres, Machiavel n'a cherché ni à se tromper ni à tromper, non pas même ceux qu'il flatte et dont il sollicite la faveur. Le Code des pratiques contemporaines, qu'il rédige pour leur plaisir, est d'une exactitude frappante et qui fait grand honneur à son esprit d'observation. Pour leur plaisir, ai-je dit, bien plus que pour leur rien enseigner. De cet enseignement ils n'avaient nul besoin. Tout ce que leurs intelligences bornées pouvaient saisir du grand art de la politique, était comme dans l'air; ils en avaient sous les yeux les modèles, ils en reproduisaient de leur mieux les pratiques. En faire une science, sans les blâmer, n'en était pas moins d'un mauvais exemple. De là l'indignation de ce qu'il y avait de plus honnête parmi les contemporains et, plus tard, dans la postérité, de tant de consciences délicates que n'a point désarmées le naturel parfait d'un grand génie, exempt de prétention, de vanité et, si l'on ose dire, de pose.)

15. — *La Société de Paris : le monde politique*, par le comte Paul Vasili (lettre consacrée exclusivement à M. Grévy). — *Notes d'Allemagne*, par Paul Mélon (voyage en décembre 1887). — *La magistrature au XVII^e siècle sous Richelieu*, par le vicomte d'Avenel. — *Napoléon I^{er} d'après quelques livres récents*, par Frédéric Gallot,

Le Correspondant.

10 mars. — *L'armée russe et ses chefs au printemps de 1888* (travail non signé). — *L'Empereur Guillaume*, par le vicomte de Gontaut-Biron (qui a été plusieurs années ambassadeur de France à Berlin).

25 mars. — *L'armée russe et ses chefs au printemps de 1888* (suite). — *Un chapitre du déficit : le ministère de l'instruction publique de 1878 à 1885*, par Le Provost de Launay.

Bibliothèque universelle et Revue Suisse.

Mars. — *Poètes modernes de l'Angleterre : Alfred Tennyson*, par H. Jacottet. — *La publicité commerciale et industrielle dans les journaux*, par Edouard Lullin (renseignements assez curieux). — *La justice en Italie*, par H. Méreu.

Revue politique et littéraire.

3 mars. — *L'Europe d'aujourd'hui*, par André Lebon (d'après le livre récent de sir Charles Dilke). — *Souvenirs de février-mars 1848*, par Louis Ulbach. — *Michelet et son journal intime*, par Gabriel Monod.

10. — *Les intérêts économiques de l'Italie et de la France*, par Fournier de Flaix. — *Fragments de plébiscite* (lettre de province).

17. — *La place de l'Empereur Guillaume dans l'histoire*, par Ernest Lavisse. — *A propos du 18 mars, les mémoires du général Cluseret*, par A. Naquet.

24. — *La politique indigène aux Colonies*, par Joseph Chailley. (Conférence faite avec un grand succès à l'Ecole des sciences politiques; on y trouvera beaucoup d'observations judicieuses et d'idées utiles.) — *Démosthène et Philippe de Macédoine*, par Victor Duruy.

31. — *Les Italiens en Abyssinie*, par Marcel Dubois.

Revue maritime et coloniale.

Mars. — *Les établissements de pêche et le domaine public maritime*, par Busson, aide-commissaire de la marine. (Questions très importantes.) — *Voyage en Sénégambie* (fin), par le Dr Bayol, lieutenant-gouverneur du Sénégal. — *La marine militaire italienne en 1888*, par de Balincourt, lieutenant de vaisseau (d'après un journal italien). — Chronique : la marine russe de la mer Noire et établissement d'un port de guerre russe dans la Baltique.

Une Ambassade française en Orient sous Louis XV : la mission du Marquis de Villeneuve, par Albert Vandal, un vol. in-8°. Paris, 1887, Librairie Plon et Nourrit.

On trouverait difficilement un ouvrage d'histoire diplomatique plus intéressant et plus instructif que celui que M. Vandal a consacré à la politique française en Orient pendant le XVIII^e siècle. Un grand nombre de documents, dispersés dans les Archives de divers ministères en France ou à l'étranger, ont été mis à profit par l'auteur qui, tout en étant aussi exact que possible, ne s'est pas laissé accabler par le poids des documents qu'il utilisait, et a su, au contraire, en faire sortir un exposé lumineux, à la fois précis et élégant. Nous signalerons, comme un modèle dans cet ordre d'idées, le chapitre préliminaire intitulé : *La France en Orient au commencement du dix-huitième siècle*. Grâce aux renseignements fournis par les Archives du ministère des affaires étrangères, par celles de la Chambre de commerce de Marseille, M. Vandal a pu nous présenter un tableau complet, très vivant, de la situation des étrangers en Turquie au XVIII^e siècle; nous voyons ainsi fonctionner le système des Capitulations et nous nous rendons compte de certains de leurs articles, ainsi que des dispositions d'anciennes ordonnances qui choquent si on ne se représente pas le milieu en vue duquel on avait statué.

Du reste, nous reproduisons l'*Avant-Propos* mis par l'auteur en tête de son ouvrage pour montrer que nos éloges n'ont rien d'exagéré :

Sous Louis XV, le marquis d'Argenson écrivait : « La première grande révolution, qui arrivera probablement en Europe, sera la conquête de la Turquie. « Cet empire devient trop faible par son mauvais gouvernement, par l'impossibilité qu'il devienne meilleur, la sûreté qu'il deviendra pire... Tout se soulève dans l'empire ottoman, tous les jours une plume de l'aile est ôtée (1). »

A l'instant où ces lignes furent tracées, la prophétie qu'elles contenaient semblait sur le point de se réaliser. Depuis un demi-siècle, la Turquie avait perdu presque autant de territoires que nous lui en avons vu abandonner récemment; des portes de Vienne, elle avait reculé jusqu'aux défilés des Balkans, et sa retraite sur l'Asie se précipitait. D'abord, l'Autriche lui avait enlevé des royaumes entiers, la Hongrie, la Transylvanie, la Serbie; en même temps, la Russie avait surgi de ses déserts et son apparition avait suffi pour rendre aux races chrétiennes d'Orient la confiance dans l'avenir, pour leur montrer dans le czar orthodoxe à la fois le vengeur et l'héritier de Byzance. Puis l'Autriche et la Russie s'étaient liguées contre la Turquie, et toutes deux venaient de lui déclarer successivement la guerre. Les troupes de la première franchissaient le Danube et se répandaient dans la péninsule des Balkans; leurs avant-postes n'étaient plus qu'à quelques lieues de Sofia; elles avançaient à marche forcée sur la route qui mène de l'Europe centrale vers Constantinople et occupaient les avenues de cette capitale. Les armées de la Russie parcouraient la Crimée, prenaient position aux embouchures du Don et du Dniester, et menaçaient celles du Danube; ses flottes s'aventuraient sur la mer Noire, que Pierre le Grand avait montrée à son peuple comme le vrai chemin de Constantinople. Avec une résignation fataliste, les Turcs semblaient reconnaître l'impossibilité de tenir tête à l'orage; ils avouaient « que les temps étaient venus, et qu'il fallait perdre l'espoir de régner sur les chrétiens (2) ». Leur empire offrait tous les signes d'une prochaine dissolution, et, quelques années auparavant, l'envoyé moscovite à Constantinople, un de ces diplomates d'avant-garde que la Russie sait poster sur le Bosphore pour précéder et éclairer ses armées, avait pu écrire à l'impératrice Anna : « Votre Majesté règne légitimement sur les cœurs de tous « les bons chrétiens qui se trouvent sous le joug de la Barbarie, prête à rendre « le dernier soupir (3). »

La Turquie sortit cependant de cette épreuve, non seulement vivante, mais intacte et fortifiée. Elle trouva sa ressource dans le courage de ses soldats, dans cette valeur guerrière qui survit chez elle à l'écroulement des autres vertus, mais elle dut surtout son salut à une intervention étrangère, qui vint, comme à d'autres époques, traverser les desseins de ses ennemis et borner leurs progrès. Ce qu'il y eut de particulier dans cette crise, ce fut que l'une des grandes puissances joua à elle seule le rôle que toutes ont essayé plus tard de remplir collectivement; la France régla alors le sort de l'Orient et fit en cette circonstance l'office de l'Europe. Posant, la première, un principe que d'autres gouvernements devaient reprendre plus tard et ériger en dogme absolu, elle déclara que l'existence de la Turquie importait au repos même de la chrétienté, puis, s'interposant entre les partis, par une campagne diplomatique menée avec habileté, terminée avec gloire, fit conclure sous sa médiation les traités de Belgrade qui assurèrent à l'Orient vingt-neuf années de paix; depuis lors, les efforts réunis des puissances et les délibérations des Congrès n'ont jamais réussi à fixer, pour une aussi longue période, les destinées de cette région.

Le principal artisan de cette œuvre fut le marquis de Villeneuve, ambassadeur auprès de la Porte, de 1728 à 1740. A cette époque, par suite de la lenteur

(1) *Mémoires du marquis d'Argenson*, publiés par la Société de l'Histoire de France; tome 1^{er}, page 361.

(2) Archives des affaires étrangères : *Turquie*, 1737.

(3) Dépêche du résident Wichniakof, citée par Solovief : *Histoire de la Russie*, t. XX, ch. III, p. 111.

et de la difficulté des communications, l'envoyé de France à Constantinople n'était point seulement l'instrument, mais le directeur de notre politique orientale ; il en réglait tous les mouvements, agissait de sa propre initiative, portait la responsabilité de nos revers et recueillait l'honneur de nos succès. Le savant orientaliste Hammer a pu écrire, à propos de l'ambassade de M. de Villeneuve : « Jamais, antérieurement ni depuis, l'influence française sur les affaires de la Porte ne se fit sentir par des résultats aussi éclatants (1). » Villeneuve ne s'éleva pourtant que par degrés à cette autorité décisive, et les débuts de sa mission furent aussi agités que le dénouement en fut mémorable. Lors de son arrivée à Constantinople, l'Autriche et la Russie s'efforçaient de dominer la Turquie par la crainte; en attendant qu'elles l'assujettissent par les armes. Villeneuve eut à lutter contre les intrigues des deux empires, contre l'indolence d'un Sultan uniquement occupé de ses plaisirs, contre la malveillance d'un ministre circonvenu par nos adversaires. Il en appela du Divan au Harem, et sut trouver un auxiliaire inattendu dans la Sultane, fille du monarque régnant et femme du premier ministre. Plus tard, il assista à l'une de ces secousses qui venaient périodiquement bouleverser l'Orient ; il vit une révolte de janissaires, l'éroulement d'un trône, les chefs de la populace maîtres du pouvoir, un matelot et un artisan installant dans Constantinople un gouvernement d'aventure, une succession de désordres et de coups de main, enfin l'autorité d'un nouveau Sultan, Mahmoud I^{er}, s'affermissant sous la main d'un vizir énergique. L'habileté de l'ambassadeur consista à faire servir chacune de ces péripéties au relèvement et au progrès de notre influence.

Quand le calme fut rétabli, Villeneuve exhorta les Turcs à s'armer pour le salut de la Pologne, où le roi Stanislas Leczinski, beau-père de Louis XV, personnifiait, contre l'intervention allemande et russe, la cause de l'indépendance nationale. A cet instant, notre envoyé rencontra un obstacle où il se flattait de trouver un appui. Comme si aucune singularité ne devait manquer à sa mission, un Français figurait alors parmi les Conseillers du Sultan, et, dans la négociation ouverte avec l'ambassadeur du roi, fournissait des arguments à la Porte et lui suggérait des réponses. Le comte de Bonneval, après avoir trahi tour à tour la France pour l'Autriche et la chrétienté pour l'Islam, jouissait auprès du Grand-Vizir d'un crédit prépondérant, quoique éphémère. Bon général, politique sagace, doué d'un génie impétueux et entreprenant, il rêvait d'associer à la fois la Turquie et la France à ses vastes desseins ; malheureusement, un orgueil poussé jusqu'à la frénésie, un esprit chimérique, un caractère impuissant à se maîtriser firent constamment dévier sa fortune : né pour être grand, il ne fut qu'extraordinaire. Il eût pu servir avec efficacité notre politique ; il ne fit souvent que la contrarier en prétendant la diriger, et les efforts de l'ambassadeur ne réussirent pas toujours à combattre avec succès ou à employer son influence.

La Pologne asservie, les deux Cours impériales se retournèrent contre la Turquie et démasquèrent leurs projets. Dans ce péril, le rôle de Villeneuve s'agrandit, et ses talents parurent en pleine lumière. Il porta les Turcs à requérir la médiation du roi et à se réfugier sous notre protection. Alors, tandis que son Gouvernement le secondait par d'habiles démarches, modérait les exigences de l'Autriche et de la Russie, préparait une diversion dans le Nord et tentait d'émouvoir les neutres, Villeneuve ranimait dans le Divan les courages ébranlés et déterminait les Turcs à une résistance qui déconcerta leurs adversaires. En 1739, choisissant l'instant propice, il se transporta au camp du Grand-Vizir. L'effort principal de la lutte se concentrait autour de Belgrade ; les Turcs avaient perdu cette place et aspiraient à la reconquérir. Belgrade est l'un de ces lieux que leur situation condamne à devenir le point de rencontre des peuples et l'enjeu éternel des batailles. Au plus fort du siège, tandis que 30 pièces d'artillerie se répondaient de part et d'autre, Villeneuve se présenta en pacificateur ; en plein camp ottoman, sous les tentes surmontées du Croissant, on le

(1) Hammer, *Histoire de l'Empire ottoman*, traduction française de Dochez ; t. III, liv. LXVIII, p. 490.

vit improviser et présider un Congrès, dans lequel il sut profiter d'une défaillance momentanée de l'Autriche pour séparer les deux Cours alliées et leur faire successivement la loi. Par les traités qui furent signés, la Moscovie s'éloignait de la mer Noire ; la ville dont elle prétendait faire le berceau de sa puissance navale devait disparaître du sol ; la navigation de l'Euxin était interdite aux Russes. L'empereur cédait Belgrade, la Serbie, tout ce qu'il possédait en Bosnie et en Valachie ; sa domination repassait le Danube et refluit en même temps vers l'Ouest. Arrêtant la Russie, la paix de Belgrade faisait reculer l'Autriche et doit être considérée surtout comme un triomphe de la France sur l'influence germanique.

Les effets de cette paix n'ont pas entièrement cessé de se faire sentir en Orient. C'est de nos jours seulement que l'Autriche a repris dans la péninsule des Balkans la situation dont nos succès diplomatiques l'avaient fait déchoir, et encore la voyons-nous obligée à de continuel efforts pour maintenir son influence en Serbie, alors que cet Etat faisait, avant 1739, partie intégrante de son empire. Quant à la Russie, si Catherine II lui ménagea d'éclatantes revanches, le retard qu'avait subi le progrès de la puissance moscovite en Orient au commencement du siècle, ne permit pas à la grande impératrice d'achever son œuvre et de consommer ses ambitieux desseins. Elle mourut à la veille d'une expédition décisive contre Constantinople, et, de nos jours, les Russes n'ont pu reprendre leur politique traditionnelle qu'en la modifiant. Par suite d'un lent travail, sous l'influence d'idées nées au loin et insensiblement propagées, les nationalités chrétiennes que le Turc avait subjuguées, sans les supprimer, ont repris conscience d'elles-mêmes ; elles sont remontées à leurs origines, ont réappris leur histoire, et, encore sous le joug, ont recommencé à penser, c'est-à-dire à vivre. Du Danube à la mer Egée, nous avons assisté à une levée de races que l'on croyait assoupies pour jamais et à une étrange résurrection de peuples. Lorsque la Russie reparut dans ces parages, elle se trouva en présence de groupes nationaux déjà formés et dut les accepter pour auxiliaires ; elle se trouva amenée ainsi à lutter et à vaincre moins pour elle que pour eux, à poursuivre leur délivrance plutôt que son propre agrandissement. Au XVIII^e siècle, dans leurs confuses aspirations, ces peuples ne demandaient qu'un maître chrétien. S'ils eussent été soustraits à la domination ottomane, ils se fussent laissés docilement absorber par les deux puissantes monarchies voisines ; la prolongation de leur servitude prépara leur complet affranchissement. Que, en 1738, la Moldavie et la Valachie eussent été réduites en provinces moscovites, nous n'eussions pas assisté de nos jours au réveil de la nationalité roumaine. Demeurée sous le sceptre de l'Autriche, la Serbie n'eût point connu Karageorges.

Ce serait toutefois commettre une étrange méprise que d'attribuer, soit au marquis de Villeneuve, soit au gouvernement dont il exécutait les ordres, la prévision de ces conséquences lointaines de leur action. L'un et l'autre ne poursuivaient que des effets immédiats et ne recherchaient que l'avantage présent de leur pays. La politique de l'ancien régime, à de rares exceptions près, eut le mérite d'être toujours et étroitement française ; sans se laisser détourner par aucune considération du but pratique qu'elle s'était proposé, elle s'attachait uniquement à distinguer et à faire prévaloir en toutes circonstances l'intérêt du royaume. Nos agents du Levant travaillaient au maintien et à l'extension de nos privilèges, au développement de notre trafic ; ils s'occupaient en même temps d'augmenter l'autorité morale de la France, de faire croire à sa force irrésistible, à sa supériorité sur les autres Etats, de relever le prestige du royaume de toutes les manières et, comme on disait alors, « de rehausser la splendeur du lys ». Enfin, ils cherchaient à prolonger la domination des Musulmans, parce que la France trouvait en eux d'utiles auxiliaires contre ses propres ennemis, parce qu'ils favorisaient son commerce, accueillaient ses produits de préférence à tous autres, et qu'elle n'était point assurée de retrouver chez leurs successeurs, si l'Orient changeait de maîtres, les mêmes facilités. C'est ainsi que le ministère du roi très chrétien, dirigé par un prince de l'Eglise, fut le premier en Europe à soutenir le pouvoir chancelant du Sultan ; c'est ainsi

que le cardinal de Fleury proposa comme but à notre diplomatie, pendant plusieurs années, « la conservation de toutes les frontières de l'Empire ottoman. » Nous avons pensé que cet effort, dont le résultat fut d'assurer jusqu'à la Révolution le maintien de notre influence et surtout de notre prépondérance commerciale dans toutes les parties de la Turquie, et qui forme l'épisode saillant de nos relations avec l'Orient au siècle dernier, appelait un récit détaillé et méritait un historien.

Qu'on ne dise point que l'étude d'un passé glorieux et disparu sert uniquement à provoquer d'amers retours sur le présent et d'altruistes comparaisons. D'abord, un tel travail porte en lui-même sa récompense. A l'heure où la France semble réduite à se souvenir, il est bon de se retirer dans le passé pour l'y retrouver agissant dans toute la plénitude de ses forces, sachant à la fois se faire estimer et craindre, soutenant avec éclat son rôle de grande puissance, se montrant enfin dans le monde tout ce qu'elle doit être. La France d'il y a cent cinquante ans est déjà la France; ses efforts nous intéressent, ses succès m'enflamment, et j'éprouve, pour ma part, à découvrir quelque une des prouesses de notre ancienne diplomatie, beaucoup moins connues que les hauts faits de nos armées, quelque coup franchement porté à des adversaires dont le nom n'a point changé, un tressaillement de plaisir qui me réjouit et me console. De plus, cette recherche ne saurait être dépourvue d'enseignement. La poursuite consciencieuse de la vérité historique nous apprend à nous défier des affirmations téméraires et préconçues; c'est l'école pratique de la modération. Vu de loin et considéré à la superficie, le passé apparaît tout d'une pièce, bon ou mauvais, suivant l'époque que l'on envisage et surtout le procédé d'optique que l'on emploie. Au contraire, à se rapprocher du passé par une étude minutieuse, à s'efforcer d'en saisir les côtés divers et complexes, on se prend à constater que les périodes les plus décriées de notre histoire ont eu leur grandeur, de même que les régimes les plus vantés ont éprouvé leurs défaillances. Même sous Louis XV, la monarchie française accomplit des œuvres considérables; mais leur examen ne fait que mieux ressortir à nos yeux les fautes qui vinrent trop tôt démentir et compromettre cet éclatant début. Nous nous trouvons amené de la sorte, moins à rechercher l'occasion de jugements absolus qu'à dégager les faits avec leurs causes, à les suivre dans leur ordre et leur enchaînement, à en apprécier la valeur relative, par suite à distinguer ce qui fit la puissance française, ce qui l'altéra et ce qui peut la refaire. Nous reconnaissons aussi que, si certains régimes paraissent mieux appropriés que d'autres au développement de l'influence extérieure d'un peuple, il n'en est point cependant qui porte en lui-même un principe absolu de force et de durée, mais que tous ont besoin d'être constamment soutenus et comme vivifiés par l'action d'hommes prudents, avisés, énergiques, animés de ce zèle actif pour le bien de l'Etat qui fit les grands ministres et les bons politiques d'autrefois. A cet égard, la France trouvera toujours dans l'observation de son passé des exemples à relever. C'est le désir d'établir à son profit exclusif ces fortifiantes leçons, c'est la pensée seule, dégagée de toute autre préoccupation, qui doit nous inspirer et nous guider dans l'étude de toutes les parties de son histoire politique, de même que nos anciens hommes d'armes, pour marcher à l'ennemi et s'animer au combat, ne poussaient qu'un seul cri : « France! »

Le Gérant : FÉCHOZ.

Arcis-sur-Aube. — Imprimerie LÉON FRÉMONT.

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES.

PORTUGAL — SUISSE

Convention consulaire

27 août 1883 (1)

Le conseil fédéral de la Confédération suisse et Sa Majesté le roi de Portugal et des Algarves, animés du désir de déterminer avec précision les droits, privilèges et immunités réciproques des agents consulaires respectifs, ainsi que leurs fonctions et les obligations auxquelles ils seront soumis dans les deux pays, ont résolu de conclure une convention consulaire et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le conseil fédéral de la Confédération suisse : Monsieur Louis Ruchonnet, président de la Confédération et chef du département politique ;

Et Sa Majesté le roi de Portugal et des Algarves : Monsieur le comte de San Miguel, grand officier de la maison royale, chevalier de l'ancien et très-noble ordre de la tour et de l'épée, de la valeur, de la loyauté et du mérite, commandeur de divers ordres étrangers, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près le haut conseil fédéral suisse ;

Lesquels, ayant échangé leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Chacune des hautes parties contractantes aura la faculté d'établir un consul général, des consuls et vice-consuls dans les villes, ports et localités du territoire de l'autre partie.

Lesdits agents seront réciproquement admis et reconnus en présen-

(1) Les ratifications ont été échangées à Berne le 24 décembre 1887.

tant leurs provisions selon les règles et formalités établis dans les pays respectifs. L'exequatur nécessaire pour le libre exercice de leurs fonctions leur sera délivré sans frais, et, sur la production dudit exequatur, l'autorité supérieure du lieu de leur résidence prendra immédiatement les mesures nécessaires pour qu'ils puissent s'acquitter des devoirs de leur charge et qu'ils soient admis à la jouissance des exemptions, prérogatives, immunités, honneurs et privilèges qui y sont attachés.

Les deux hautes parties contractantes se réservent toutefois le droit de déterminer les résidences où il ne leur conviendra point d'admettre des fonctionnaires consulaires, mais il est bien entendu que, sous ce rapport, les deux gouvernements ne s'opposeront respectivement aucune restriction qui ne soit commune, dans leur pays, à toutes les autres nations.

Le gouvernement qui a accordé l'exequatur aura la faculté de le retirer, en indiquant les motifs pour lesquels il juge convenable de le faire.

Art. 2. — Dans le cas où un fonctionnaire consulaire exercerait un commerce ou une industrie, il sera tenu de se soumettre, en ce qui concerne son commerce ou son industrie, aux mêmes lois et usages que ceux auxquels sont soumis, dans le même lieu, en ce qui concerne leur commerce ou leur industrie, les ressortissants et les consuls marchands de la nation la plus favorisée.

Il est, en outre, entendu que, lorsqu'une des hautes parties contractantes choisira pour son consul général, consul ou vice-consul, dans une ville, port ou localité de l'autre partie, un ressortissant de celle-ci, ledit fonctionnaire consulaire continuera à être considéré comme ressortissant à l'état auquel il appartient, et qu'il sera, par conséquent, soumis aux lois et règlements qui régissent les nationaux dans le lieu de sa résidence, sans que, cependant, cette obligation puisse gêner, en quoi que ce soit, l'exercice de ses fonctions, ni porter atteinte à l'inviolabilité des archives consulaires.

Art. 3. — Le consul général et les consuls et vice-consuls de la Confédération suisse en Portugal et, réciproquement, le consul général et les consuls et vice-consuls du royaume de Portugal en Suisse pourront placer au-dessus de la porte extérieure du consulat général, consulat ou vice-consulat, l'écusson des armes de leur nation avec l'inscription : consulat général, consulat ou vice-consulat de....

Ils pourront également arborer le pavillon de leur pays sur la maison consulaire aux jours de solennités publiques, ainsi que dans d'autres circonstances d'usage.

Il est bien entendu que ces marques extérieures ne pourront jamais être interprétées comme constituant un droit d'asile, mais qu'elles serviront, avant tout, à désigner aux nationaux l'habitation consulaire.

Art. 4. — Les fonctionnaires consulaires non ressortissant au pays dans lequel ils résident ne pourront être sommés de comparaître comme témoins devant les tribunaux.

Quand la justice locale aura besoin de recueillir auprès d'eux quelque déclaration juridique, elle devra se transporter à leur domicile pour la recevoir de vive voix, ou déléguer, à cet effet, un fonctionnaire compétent, ou la leur demander par écrit.

Art. 5. — Les archives consulaires seront inviolables, et les autorités locales ne pourront, sous aucun prétexte et dans aucun cas, visiter ni saisir les papiers qui en feront partie.

Ces papiers devront toujours être complètement séparés des livres et papiers relatifs au commerce ou à l'industrie que pourraient exercer le consul général, les consuls ou les vice-consuls respectifs.

Art. 6. — Lorsqu'un fonctionnaire consulaire viendra à décéder sans laisser sur les lieux de remplaçant désigné, l'autorité locale procédera immédiatement à l'apposition des scellés sur les archives, en présence d'un agent consulaire d'une nation amie et de deux ressortissants du pays du consul défunt ou, à défaut de ces derniers, de deux notables de l'endroit.

Le procès-verbal de cette opération sera dressé en double expédition, et l'un des deux exemplaires sera transmis au consul général de la nation du défunt ou, à défaut du consul général, au fonctionnaire consulaire le plus proche.

La levée des scellés aura lieu, pour la remise des archives au nouveau fonctionnaire consulaire, en présence de l'autorité locale et des personnes qui, ayant assisté à l'apposition desdits scellés, habiteront encore la localité.

Art. 7. — Les fonctionnaires consulaires des deux pays auront le droit de recevoir, dans leurs chancelleries et au domicile des parties intéressées, toutes déclarations et autres actes du ressort de la juridiction volontaire que pourront avoir à faire les négociants et autres ressortissants de leur état.

Ils seront également autorisés à recevoir, en qualité de notaires, les dispositions testamentaires de leurs nationaux.

Ils auront, en outre, le droit de passer, en la même qualité, dans leurs chancelleries, tous actes conventionnels entre leurs nationaux ou entre leurs nationaux et d'autres personnes du pays dans lequel ils résident et, de même, tous actes conventionnels concernant des ressortissants de ce dernier pays seulement, pourvu, bien entendu, que ces actes aient rapport à des biens situés ou à des affaires à traiter sur le territoire de la nation que représente le fonctionnaire consulaire devant lequel ils seront passés.

Les copies ou extraits de ces actes, dûment légalisés par lesdits fonctionnaires et scellés du sceau consulaire, feront foi tant en justice que hors, soit en Suisse, soit en Portugal, au même titre que les originaux, et auront la même force et valeur que s'ils avaient été passés devant un notaire ou un autre officier public de l'un ou de l'autre pays, pourvu que ces actes aient été rédigés dans les formes requises par les lois de l'état auquel appartiennent les fonctionnaires consulaires et qu'ils aient été ensuite soumis au timbre et à l'enregistrement, ainsi qu'à toutes les formalités qui régissent la matière dans le pays où l'acte devra recevoir son exécution.

Les fonctionnaires consulaires respectifs pourront traduire et légaliser toute espèce de documents émanés des autorités ou fonctionnaires de leur pays, et ces traductions auront, dans le pays de leur résidence, la même force et valeur que si elles eussent été faites par des interprètes assermentés.

Art. 8. — Lorsqu'un Portugais viendra à mourir en Suisse, ne laissant

ni héritiers connus, ni exécuteurs testamentaires, les autorités suisses en donneront avis au fonctionnaire consulaire portugais dans l'arrondissement duquel le décès aura eu lieu, afin qu'il transmette aux intéressés les informations nécessaires.

Le même avis sera donné par les autorités compétentes portugaises aux fonctionnaires consulaires suisses, lorsqu'un Suisse viendra à mourir en Portugal sans laisser d'héritiers connus, ni d'exécuteurs testamentaires.

Les autorités compétentes du lieu du décès sont tenues de prendre, à l'égard des biens mobiliers ou immobiliers du défunt, toutes les mesures conservatoires que la législation du pays prescrit pour les successions des nationaux.

Art. 9. — Les fonctionnaires consulaires suisses en Portugal et les fonctionnaires consulaires portugais en Suisse jouiront, à charge de réciprocité, de tous les pouvoirs, attributions, prérogatives, exemptions et immunités dont jouissent ou jouiront, à l'avenir, les fonctionnaires consulaires du même grade de la nation la plus favorisée.

Art. 10. — En cas d'empêchement, d'absence ou de décès du consul général, des consuls ou vice-consuls, les chanceliers ou secrétaires qui auront été présentés antérieurement en leur dite qualité aux autorités respectives seront admis, de plein droit, à exercer par intérim les fonctions consulaires, et ils jouiront, pendant ce temps, des exemptions et privilèges qui y sont attachés par le présent traité.

Art. 11. — Le consul général, les consuls et les vice-consuls des deux pays pourront, dans l'exercice des pouvoirs qui leur sont attribués, s'adresser aux autorités de leurs circonscriptions pour réclamer contre toute infraction aux traités ou conventions existant entre les deux pays et contre tout abus dont leurs nationaux auraient à se plaindre.

A défaut d'un agent diplomatique de leur pays, ils pourront même avoir recours au gouvernement de l'état dans lequel ils résident.

Art. 12. — La présente convention sera ratifiée aussitôt que faire se pourra.

Elle sera exécutoire à dater du vingtième jour après l'échange des ratifications.

Elle restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des deux hautes parties contractantes l'aura dénoncée.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le cachet de leurs armes.

Fait à Berne, en double expédition, le vingt-sept août mil huit cent quatre-vingt-trois (27 août 1883).

(L. S.) L. RUCHONNET.

(L. S.) Comte de SAN MIGUEL.

BELGIQUE — SUISSE

Arrangement concernant le service postal des abonnements aux journaux, etc., entre la Suisse et la Belgique.

21 novembre 1887

Les soussignés : le chef du département des postes et des chemins de fer de la Confédération suisse, et l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Sa Majesté le roi des Belges près le conseil fédéral suisse, ont, d'un commun accord et sous réserve de ratification, arrêté l'arrangement suivant.

Article premier. — Le service postal des abonnements aux journaux et publications périodiques entre la Suisse et la Belgique est régi par les dispositions suivantes.

Art. 2. — Les bureaux de poste de Suisse et de Belgique reçoivent les souscriptions du public aux journaux et ouvrages périodiques publiés dans ces deux pays. Ce service peut s'étendre éventuellement à des publications de tous autres pays que les administrations postales de Suisse et de Belgique seraient en mesure de fournir.

Art. 3. — Le prix de l'abonnement doit être acquitté par l'intéressé au moment de la souscription et pour toute la période d'abonnement.

Art. 4. — Les administrations des postes, en se chargeant des abonnements à titre d'intermédiaire, n'assument aucune responsabilité quant aux charges et obligations qui incombent aux éditeurs.

Elles ne peuvent être tenues à aucun remboursement en cas de cessation d'une publication en cours d'abonnement.

Art. 5. — Le service international des abonnements s'effectue par l'entreprise de bureaux d'échange à désigner par les administrations des postes de Suisse et de Belgique.

Art. 6. — Chaque administration fixe à son gré les prix auxquels elle fournit à l'autre administration ses publications nationales et, s'il y a lieu, les publications de toute autre origine. Toutefois, ces prix ne peuvent, dans aucun cas, être supérieurs à ceux qui sont imposés aux abonnés à l'intérieur, avec addition toutefois des droits de transit dus aux offices intermédiaires et sous réserve d'arrondir le prix total par cinq centimes pleins.

Les droits de transit sont établis d'avance à forfait, en prenant pour base le degré de périodicité combiné avec le poids moyen des journaux.

Art. 7. — L'administration des postes du pays destinataire fixe le prix à payer par l'abonné en ajoutant au prix de revient établi en vertu de l'article 6 précédent une taxe de transport d'un centime par exemplaire et par 50 grammes et un droit de commission de 10 0/0 du prix de livraison, maximum.

Art. 8. — Les taxes ou droits établis en vertu des articles 6 et 7 précédents ne donnent lieu à aucun décompte entre les offices correspondants.

Art. 9. — Aucune taxe ou droit autre que les taxes établies par les articles 6 et 7 ci-dessus ne peut, à quelque titre que soit, être imposée aux abonnés.

Art. 10. — Lors de la formation des relevés statistiques destinés à établir les comptes des frais de transit (article XXIV du règlement d'ordre et de détail pour l'exécution de la convention du 1^{er} juin 1878, révision de Lisbonne), les journaux fournis par abonnement postal sont compris dans les pesées avec les journaux et imprimés de toute nature.

Art. 11. — Les administrations postales sont tenues de donner suite, sans frais pour les abonnés, à toute réclamation fondée concernant des retards ou des irrégularités quelconques dans le service des abonnements.

Art. 12. — Dans les quinze premiers jours de chaque trimestre annuel, les administrations des postes de Suisse et de Belgique dressent le compte des abonnements respectivement fournis et demandés par elles pendant le trimestre écoulé, et ces comptes, après avoir été débattus et arrêtés contradictoirement, sont soldés le plus tôt possible, en monnaie d'or du pays créancier, par l'administration qui est constituée débitrice.

Art. 13. — Les administrations des postes des deux pays arrêtent la forme des comptes désignés à l'article 12 précédent et règlent toutes autres mesures d'ordre et de détail nécessaires pour assurer l'exécution du présent arrangement.

Art. 14. — Le présent arrangement sera mis en vigueur le plus tôt possible à une date à fixer de commun accord par les deux administrations, et il restera exécutoire aussi longtemps que l'une des deux parties contractantes ne l'aura pas dénoncé moyennant un avis donné au moins une année à l'avance.

Le cas échéant, les abonnements courants devront être servis, dans les conditions prévues par le présent arrangement, jusqu'à l'expiration du terme pour lequel ils ont été demandés.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent arrangement et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double original et signé à Berne, le 21 novembre 1887.

(L. S.) Signé : WELTI.

(L. S.) — MAURICE DELFOSSE.

DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES

AFFAIRES DES NOUVELLES-HÉBRIDES

ET

DES ILES-SOUS-LE-VENT DE TAHITI (1)

(Suite) (1).

N° 33. — **M. de Freycinet, Président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, au Comte d'Aubigny, Chargé d'Affaires de France à Londres.**

(Télégramme)

Paris, le 5 septembre 1886.

J'ai été saisi par M. Waddington de la suggestion de Lord Iddesleigh d'envoyer aux Nouvelles-Hébrides un officier de marine de chacune des deux nations, en vue d'étudier les moyens d'assurer la surveillance efficace de ces îles. La proposition de Sa Seigneurie m'a paru mériter une très sérieuse considération, et je me suis empressé de consulter mon collègue du Département de la marine et des colonies. Dès que j'aurai reçu sa réponse, j'aurai soin de vous en faire part, afin que vous puissiez reprendre l'entretien sur ce sujet avec Lord Iddesleigh. C. DE FREYCINET.

N° 34. — **Le Comte d'Aubigny, Chargé d'Affaires de France à Londres, à M. de Freycinet, Président du Conseil, ministre des Affaires étrangères.**

(Télégramme.)

Londres, le 6 septembre 1886.

J'ai vu cet après-midi Lord Iddesleigh, qui m'a demandé si j'avais reçu vos instructions au sujet des Nouvelles-Hébrides et a insisté sur l'intérêt qu'il y avait à résoudre promptement cette question. J'ai répondu que

1) V. plus haut, p. 64-78.

vous preniez en considération les suggestions qu'il avait faites à M. Waddington, et que vous étiez entré en rapport à ce sujet avec le Ministre de la marine. Mais, ai-je ajouté, il est d'autres questions sur lesquelles se porte depuis longtemps la sollicitude du Gouvernement français, celle de Terre-Neuve et celle des Iles-sous-le-Vent de Tahiti, et j'ai insisté pour qu'il y fût donné une solution.

D'AUBIGNY.

N° 35. — Le comte d'Aubigny, chargé d'Affaires de France à Londres, à M. de Freycinet, Président du Conseil, ministre des Affaires étrangères.

(Télégramme.)

Londres, le 9 septembre 1886.

A la conférence à laquelle m'avait convié Lord Iddesleigh, se trouvaient Lord Salisbury et le Secrétaire d'Etat aux Colonies, M. Stanhope, avec le Ministre des Affaires étrangères. Ils m'ont chargé de vous faire la proposition suivante : joindre les deux questions des Iles-sous-le-Vent de Tahiti et des Nouvelles-Hébrides, et les résoudre simultanément, c'est-à-dire que l'Angleterre nous délierait de notre engagement de 1847, tandis que la France et la Grande-Bretagne enverraient aux Nouvelles-Hébrides la Commission navale suggérée par Lord Iddesleigh et que les détachements français quitteraient ces îles.

D'AUBIGNY.

N° 36. — M. de Freycinet, Président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, au Comte d'Aubigny, Chargé d'Affaires de France à Londres.

(Télégramme)

Paris, le 12 septembre 1886.

Vous pouvez annoncer au Gouvernement anglais que nous adhérons volontiers à la proposition de Lord Iddesleigh dont rend compte votre télégramme du 9 courant. Nous sommes donc prêts à constituer sans délai, dans les conditions qui vous ont été indiquées, la Commission navale destinée à préparer le *modus vivendi* aux Nouvelles-Hébrides. Il est un point cependant que nous devons réserver, c'est celui qui consisterait à retirer nos postes dès la nomination de la Commission. Il en résulterait que nous livrerions sans défense, jusqu'à l'établissement du *modus vivendi* en expectative, les intérêts mêmes que nous avons entrepris de sauvegarder. Les indigènes, voyant repartir subitement nos troupes, sans qu'aucun moyen efficace de protection les remplace, se trouveraient encouragés à commettre de nouveaux excès, tandis que les colons européens auxquels nous avons voulu rendre confiance, seraient en droit de se croire abandonnés. Personne en vérité ne s'expliquerait une telle précipitation. Nous espérons qu'après un nouvel examen, Lord Iddesleigh reconnaîtra le bien fondé de ces observations. Nous n'avons aucun désir de prolonger l'état actuel, qui constitue pour nous une charge sans compensation, puisque nous nous sommes interdit de prendre ces îles. Le Cabinet anglais a notre parole : il doit donc être assuré de l'empressement que nous mettrons à faire cesser une situation anormale qui, dans notre pensée, a toujours été transitoire.

C. DE FREYCINET.

N° 37. — **Le Comte d'Aubigny, Chargé d'Affaires de France à Londres, à M. de Freycinet, Président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, à Paris.**

(Télégramme)

Londres, le 14 septembre 1886.

En l'absence du Principal Secrétaire d'Etat, j'ai dû m'adresser à Sir J. Fergusson, Sous-Secrétaire d'Etat parlementaire aux Affaires étrangères, et je lui ai expliqué à quelles conditions vous accepteriez l'offre de Lord Salisbury. Je me suis appliqué à lui faire comprendre que nous ne pouvions laisser un intervalle entre le retrait de nos détachements aux Nouvelles-Hébrides et l'entrée en vigueur du *modus vivendi*. Il fallait, pour la sécurité de nos établissements et de nos nationaux, que la police passât sans interruption de nos postes aux agents de surveillance qui doivent leur être substitués.

Sir J. Fergusson m'a dit qu'il allait faire connaître votre réponse à Lord Iddesleigh et à Lord Salisbury.

D'AUBIGNY.

N° 38. — **M. de Freycinet, Président du Conseil, ministre des Affaires étrangères, à Paris, à M. Waddington, Ambassadeur de la République française, à Londres.**

Paris, le 29 octobre 1886.

Les pourparlers engagés entre nous et le Gouvernement britannique en vue du règlement simultané de la question des Nouvelles-Hébrides et de celle des Iles-sous-le-Vent de Tahiti, ont amené le Cabinet de Londres à me saisir, par l'entremise de l'Ambassade de Sa Majesté Britannique à Paris, d'un projet de convention dont j'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint copie.

Nous sommes disposés à accepter, en principe, les propositions contenues dans ce document, mais elles nous ont paru, à mon Collègue le Ministre de la Marine et à moi, comporter certaines modifications portant, soit sur la forme, soit sur le fond, et nous avons décidé de soumettre au Gouvernement anglais un contre-projet dont je joins ici le texte.

Les remaniements apportés au projet anglais ont principalement pour objet, dans notre pensée, de dégager le texte de l'Arrangement à intervenir des éléments qui n'en font pas essentiellement partie et, par suite, d'en faciliter la conclusion. L'accord une fois établi entre nous et le Gouvernement britannique sur les bases proposées par nous, nous serions disposés, dans une correspondance indépendante de ce texte, à donner une adhésion presque complète aux vues du Cabinet de Londres.

Seule, l'obligation de ne jamais débarquer de forces séparées sans le consentement de l'autre Puissance ne saurait être acceptée. Mais on pourrait convenir que, si un débarquement était opéré pour cas de force majeure, l'autre Puissance devrait être prévenue dans le plus bref délai.

C. DE FREYCINET.

ANNEXE 1 A LA DÉPÊCHE A LONDRES EN DATE DU 29 OCTOBRE 1886.

Bases de l'arrangement proposé relativement à Raiatea et aux Nouvelles-Hébrides.

(Traduction.)

I. — L'arrangement provisoirement adopté à Paris pour le règlement de la

question des Pêcheries de Terre-Neuve n'ayant pas été agréé par la Législature coloniale, principalement à cause de l'article 17, qui est relatif à la vente de l'appât, il est convenu qu'un nouvel examen de cet article est suspendu, sous complète réserve de tous les droits des deux Parties.

II. — En présence de l'ajournement non prévu qui s'est produit pour la ratification de l'Arrangement des Pêcheries, et eu égard aux observations du Gouvernement français, le Gouvernement de Sa Majesté consent à abroger la Déclaration de 1847 relative au groupe des îles Raiatea, en laissant de côté l'Arrangement des Pêcheries, et cela aussitôt qu'aura été mis à exécution l'accord ci-après formulé en vue de la protection, à l'avenir, des personnes et des biens aux Nouvelles-Hébrides, par le moyen d'une Commission navale mixte, et du retrait des postes militaires français de ce groupe d'îles.

III. — Une Commission navale mixte, composée d'officiers de marine anglais et français de la station du Pacifique, sera immédiatement constituée; elle sera chargée de maintenir l'ordre et de protéger les personnes et les biens des sujets britanniques et français dans les Nouvelles-Hébrides.

IV. — Une Déclaration à cet effet sera signée par les deux Gouvernements et contiendra, entre autres, la clause suivante :

Aucune des deux Puissances ne pourra, à partir de la date de la déclaration, débarquer séparément aucune force militaire ou navale dans les Nouvelles-Hébrides, sans le consentement de l'autre Puissance, si ce n'est en conformité des Règlements qui devront être élaborés et approuvés par les deux Gouvernements pour servir de guide à la Commission. Il est, en outre, convenu que, dans l'accomplissement de son mandat, la Commission ne pourra recourir qu'aux forces navales.

V. — Les règlements destinés à guider la Commission seront rédigés, le plus tôt possible, par les Commandants anglais et français des bâtiments de la station du Pacifique désignés à cet effet, et ils seront transmis par eux aux deux Gouvernements, pour être présentés à leur approbation.

VI. — Dès que ces Règlements auront été approuvés par les Gouvernements, les postes militaires seront retirés des Nouvelles-Hébrides.

VII. — Aussitôt que les postes militaires français auront été retirés des Nouvelles-Hébrides, le Gouvernement de Sa Majesté procédera à l'abrogation de la Déclaration de 1847; il reste entendu que les assurances relatives au commerce et aux condamnés qui sont contenues dans la note verbale du 24 octobre 1885, communiquée par M. de Freycinet à Lord Lyons, demeureront en pleine vigueur.

ANNEXE II A LA DÉPÊCHE A LONDRES EN DATE DU 29 OCTOBRE 1886.

Bases de l'arrangement proposé relativement à Raiatea et aux Nouvelles-Hébrides.

(Contre-projet français.)

I. — L'Arrangement provisoirement adopté à Paris pour le règlement de la question des Pêcheries de Terre-Neuve n'ayant pas été agréé par la Législature coloniale, principalement à cause de l'article 17, qui est relatif à la vente de l'appât, il est convenu que l'exécution de cet Arrangement est suspendue, sous complète réserve de tous les droits des deux Parties.

II. — En présence de l'ajournement imprévu qu'a subi la ratification de l'Arrangement des Pêcheries, et eu égard aux observations répétées du Gouvernement français, le Gouvernement de Sa Majesté consent à procéder à l'abrogation de la Déclaration de 1847, relative au groupe des îles-sous-le-Vent de Taïti, en laissant de côté l'Arrangement des Pêcheries, et cela aussitôt qu'aura été mis à exécution l'accord ci-après formulé pour la protection, à l'avenir, des personnes et des biens aux Nouvelles-Hébrides, au moyen d'une Commission mixte.

III. — Une Commission navale mixte, composée d'officiers de marine appartenant aux stations française et anglaise du Pacifique, sera immédiatement constituée : elle sera chargée de maintenir l'ordre et de protéger les personnes et les biens des sujets français et britanniques dans les Nouvelles-Hébrides.

IV. — Une Déclaration à cet effet sera signée par les deux Gouvernements.

V. — Les Règlements destinés à guider la Commission seront élaborés, le plus tôt possible, par les Commandants anglais et français des bâtiments de la station du Pacifique désignés à cet effet, et ils seront transmis par eux aux deux Gouvernements, pour être présentés à leur approbation.

VI. — Dès que ces Règlements auront été approuvés par les deux Gouvernements et que les postes militaires français auront pu, par suite, être retirés des Nouvelles-Hébrides, le Gouvernement de Sa Majesté britannique procédera à l'abrogation de la Déclaration de 1847. Il est entendu que les assurances relatives au commerce et aux condamnés qui sont contenues dans la note verbale du 24 octobre 1885, communiquée par M. de Freycinet à Lord Lyons, demeureront en pleine vigueur.

N° 39. — **M. Waddington, ambassadeur de la République française à Londres, à M. de Freycinet, Président du Conseil, ministre des affaires étrangères.**

Londres, le 6 novembre 1886.

Pour me conformer aux instructions contenues dans votre lettre du 29 octobre, j'ai adressé à Lord Iddesleigh, le 2 de ce mois, le texte de nos contre-propositions au Projet anglais, relatif aux Nouvelles-Hébrides et aux Iles-sous-le-Vent de Taïti. J'ai joint à ce texte une note contenant l'exposé des considérations qui rendent nécessaires à nos yeux les modifications proposées. Je me suis appliqué, en rédigeant la note en question, dont une copie est ci-jointe, à reproduire strictement les arguments formulés par Votre Excellence.

J'ai eu soin d'appuyer cette communication d'une démarche verbale auprès de Lord Iddesleigh et aussi de Sir Julian Pauncefote, et j'aurai soin de vous tenir exactement au courant de l'accueil qui sera fait à nos contre-propositions.

WADDINGTON.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE LONDRES EN DATE DU 6 NOVEMBRE 1886.

Note explicative des contre-propositions françaises au projet d'arrangement relatif aux Iles-sous-le-Vent de Taïti et aux Nouvelles-Hébrides suggéré par le Gouvernement britannique.

Article premier. — Par la modification proposée à cet article, le Gouvernement français a pour but de déterminer avec plus de netteté quel est, aux yeux des deux Gouvernements, l'état actuel de l'Arrangement des Pêcheries de Terre-Neuve du 14 novembre 1885.

Art. 2. — Le but essentiel de l'Arrangement proposé par le Gouvernement de la Reine au Gouvernement français est d'établir un système de protection permanent et efficace des nationaux des deux Pays, des Européens en général et de leurs biens dans les Nouvelles-Hébrides. L'établissement des postes français, provisoirement placés dans ces îles, a eu précisément pour but d'assurer cette protection à nos nationaux. Aussi bien, le retrait de ces postes ne peut être considéré comme le but du présent Arrangement entre les deux Gouvernements ; il doit, au contraire, en être la conséquence et s'effectuer aussitôt que l'accord aura été établi et que les règlements approuvés de part et d'autre entreront en vigueur. Il semblerait dès lors peu conforme au caractère de l'en-

tente d'insérer, dans un certain nombre d'articles, et spécialement dans l'article 2, ainsi que le propose le Gouvernement de la Reine, la clause portant que les troupes françaises devront quitter les Nouvelles-Hébrides.

L'insertion de cette stipulation dans l'article 6 des contre-propositions françaises donnerait à cette clause une forme plus en rapport avec l'esprit général qui inspire le présent Arrangement.

Les assurances spontanées déjà fournies antérieurement par le Gouvernement français, jointes à cette nouvelle stipulation de l'article 6, ne peuvent laisser aucun doute sur la sincérité de ses intentions dans cette question. D'ailleurs, il ne se refuserait pas à confirmer cet engagement dans une correspondance indépendante du texte de l'accord projeté.

Il paraît également opportun, afin d'éviter tout malentendu, de substituer le terme *groupe des Iles-sous-le-Vent de Taïti*, employé dans le texte de la Déclaration de 1847, à l'expression *Iles de Raiatea*, qui figure dans le Projet anglais.

Art. 3. — L'article 3 est maintenu tel qu'il existe dans la rédaction proposée par le Gouvernement anglais.

Art. 4. — L'idée de la Commission mixte, suggérée par le Cabinet de Londres et formulée dans l'article 3, n'a rien que d'acceptable.

Mais le Gouvernement français a des objections très sérieuses à élever contre la stipulation contenue dans le second paragraphe de l'article 4 du Projet anglais, aux termes de laquelle, à partir de la Déclaration constituant cette Commission mixte, chacune des deux Puissances s'interdirait de débarquer séparément aucune force aux Nouvelles-Hébrides sans le consentement de l'autre. Ce serait faire abstraction du cas de force majeure ; or, les incidents qui ont motivé la récente intervention française démontrent au contraire qu'il importe d'en tenir compte, si l'on ne veut pas s'exposer à placer les Commandants des navires des deux Pays dans l'obligation de refuser leur aide à leurs nationaux, lorsque ceux-ci courraient des risques sérieux pour leurs personnes et pour leurs biens. Une semblable prescription, par sa nature même, semble être plutôt du domaine des règlements qui seront destinés à guider la Commission et que les chefs des stations navales des deux Puissances dans le Pacifique auront mission d'élaborer.

Le Gouvernement français a des objections de même nature à élever en ce qui touche la clause de l'article 4, qui obligerait la Commission mixte à exécuter son mandat avec le concours exclusif des forces navales. Cette disposition restrictive constituerait un véritable empiètement sur les attributions conférées par la Déclaration projetée aux chefs des deux stations, qui doivent être seuls compétents pour déterminer ce point dans les règlements à intervenir.

Telles sont les considérations qui déterminent le Gouvernement français à proposer une contre-rédaction de l'article 4.

Art. 5. — L'article 5 est maintenu tel qu'il existe dans le Projet du Gouvernement anglais.

Art. 6 et 7. — L'article 6 se trouve fondu avec l'article 7 dans les contre-propositions françaises pour les motifs exposés au commencement de la présente note, sous la rubrique de l'article 2.

Les considérations qui ont amené le Gouvernement français à remanier le texte de la communication anglaise s'inspirent du désir de hâter la réalisation de l'entente poursuivie, en ménageant les légitimes susceptibilités de chacun et en dégageant l'acte qui doit consacrer cette entente de tout ce qui peut en dénaturer le caractère ou en compliquer inutilement l'économie.

N° 40. — M. Waddington, ambassadeur de la République française à Londres, à M. de Freycinet, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.

Londres, le 29 novembre 1886.

Je viens de recevoir la réponse de Lord Iddesleigh à nos contre-proposi-

tions relatives au Projet d'arrangement sur les Nouvelles-Hébrides et les Iles-sous-le-Vent de Taïti. Votre Excellence trouvera ci-joint copie de cette communication.

WADDINGTON.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE LONDRES EN DATE DU 29 NOVEMBRE 1886.

Lord Iddesleigh, Secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères,
à l'Ambassadeur de France à Londres.

(Traduction.)

Foreign Office, le 26 novembre 1886.

Le Gouvernement de Sa Majesté a examiné avec soin les contre-propositions du Gouvernement français contenues dans la note de Votre Excellence du 2 de ce mois et relatives au texte de l'arrangement concernant les Iles-sous-le-Vent de Taïti et les Nouvelles-Hébrides, et au sujet duquel des négociations se poursuivent en ce moment : j'ai aujourd'hui l'honneur de vous soumettre les observations suivantes, en réponse à cette communication.

Article premier. — Le mot *exécution* inséré par le Gouvernement français dans le texte qu'il propose ne semble pas à l'abri de toute objection, car il impliquerait que l'arrangement provisoire relatif aux Pêcheries de Terre-Neuve lie absolument les deux parties, tandis que, en fait, il n'est pas définitif, la Législature de Terre-Neuve ayant refusé de l'accepter.

En conséquence, on propose de supprimer le membre de phrase « exécution de ». L'article finirait ainsi : « Il est convenu que cet arrangement restera en suspens, sous complète réserve de tous les droits des deux parties ». Moyennant cet amendement, le Gouvernement de Sa Majesté est prêt à accepter la modification qu'on propose d'apporter à la rédaction de cet article.

Art. 2. — Prenant en considération les objections soulevées par le Gouvernement français, le Gouvernement de Sa Majesté est prêt à supprimer dans cet article la clause relative au retrait des postes militaires français aux Nouvelles-Hébrides et à accepter, à la place, les modifications à l'article 6 telles qu'elles sont proposées. Le commencement de cet article serait donc rédigé ainsi : « Dès que les règlements auront été approuvés par les deux Gouvernements et que les postes militaires français auront été retirés des Nouvelles-Hébrides, etc... »

Mais en accordant son consentement à cette importante modification, le Gouvernement de Sa Majesté estime que, avant la signature de l'arrangement, l'assurance particulière que le Gouvernement français offre de donner, par lettre, à ce sujet, doit bien préciser que le retrait des postes français aura lieu immédiatement après l'approbation des règlements par les deux Gouvernements.

Il y a un léger changement de rédaction dans la traduction française du texte original anglais ; il paraît désirable de le corriger. Le mot « représentations » a été rendu par « observations » : on propose le mot « instances », qui serait peut-être un équivalent plus exact.

Art. 4. — Le Gouvernement de Sa Majesté ne voit aucune objection aux modifications qu'on propose d'introduire dans cet article, pourvu que le Gouvernement français consente à ce que les règlements que les Commissaires doivent rédiger stipulent nettement qu'aucune action indépendante et isolée ne devra avoir lieu, sauf en cas d'urgence, qu'on ne devra avoir recours à la force que si les Commissaires le jugent à propos, et que les troupes employées ne devront pas rester dans l'archipel plus longtemps que les Commissaires anglais et français le jugeront nécessaire.

Les autres articles (nos 3 et 5), étant approuvés par les deux Gouvernements, ne donnent pas lieu à de nouvelles observations, et, si le Gouvernement français accepte les suggestions et les propositions contenues dans la présente note,

le Gouvernement de Sa Majesté s'empressera de donner les ordres nécessaires pour qu'un arrangement soit dûment préparé dans les termes sur lesquels on est tombé d'accord, afin que cet arrangement puisse être signé de la manière habituelle.

IDDLESLEIGH.

N° 41. — M. Flourens, ministre des affaires étrangères, à M. Wadlington, ambassadeur de la République française à Londres.

Paris, le 16 mars 1887.

Monsieur, par une communication du 26 novembre dernier, que vous avez transmise à M. de Freycinet le 29 du même mois, le principal Secrétaire d'Etat de la Reine pour les affaires étrangères vous a fait connaître que le Gouvernement anglais acceptait, dans leur ensemble, les contre-propositions françaises relatives aux Nouvelles-Hébrides et aux Iles-sous-le-Vent de Tahiti; il faisait seulement les réserves suivantes, qui portent à peu près exclusivement sur certaines formules.

Article 1^{er} du projet français. — Le texte français de l'article 1^{er} stipule que « l'exécution de l'arrangement concernant la pêche de Terre-Neuve est suspendue. »

Le Gouvernement anglais propose de supprimer le mot *exécution* et de rédiger ainsi la fin de l'art. 1^{er} :

« *Il est convenu que cet arrangement restera en suspens ;* » il se fonde sur ce que l'arrangement en question ne peut être considéré comme définitif, la législation de Terre-Neuve ayant refusé de l'accepter.

Nous avons soutenu le contraire et vous savez que nous nous sommes précisément prévalus, pour réclamer l'abrogation de la Déclaration de 1847, relative aux Iles-sous-le-Vent, du caractère définitif qu'avait à nos yeux l'arrangement signé, le 14 novembre 1885, par les plénipotentiaires des deux pays, et que le Gouvernement britannique lui avait reconnu lui-même, en en mentionnant la conclusion dans le discours de la Couronne.

Il nous serait donc difficile d'accepter la rédaction proposée, rédaction qui impliquerait que nous ne considérons plus l'arrangement du 14 novembre comme liant le Gouvernement anglais vis-à-vis de nous, et que, dès lors, la négociation entre nous et lui, au sujet des pêcheries, reste ouverte. Il semble difficile, d'ailleurs, que le Cabinet de Londres puisse maintenir ses exigences, en présence des termes dans lesquels lord Salisbury, au début même des pourparlers destinés à rattacher la question des Iles-sous-le-Vent de Tahiti à celle des Nouvelles-Hébrides, a tenu à préciser avec vous les conditions dans lesquelles l'affaire des pêcheries se trouvait désormais posée entre les deux Gouvernements : « Il est bien convenu, disait-il, que l'arrangement du 14 novembre n'est pas mort, mais endormi, » et, lorsque vous avez ajouté que « l'exécution seule en serait suspendue, » Sa Seigneurie n'y a pas contredit.

A l'art. 2, le Gouvernement anglais demande une modification de forme. Cet article débute ainsi :

« En présence de l'ajournement imprévu qu'a subi la ratification de l'arrangement des pêcheries, et *eu égard aux observations* du Gouvernement français, le Gouvernement britannique consent à procéder à l'abrogation de la Déclaration de 1847, etc... »

Le Gouvernement britannique estime que le mot *observations* n'est pas

une traduction suffisamment exacte du terme *representations* que porte le projet anglais et il suggère celui d'*instances*.

Ce dernier terme paraît d'autant moins admissible pour nous que la concession que nous fait l'Angleterre aux Iles-sous-le-Vent n'est que la contre-partie des avantages qu'elle trouve au retrait de nos troupes des Nouvelles-Hébrides.

D'autre part, on ne peut nier que le terme d'*observations* ne soit pas celui qui conviendrait le mieux, si l'on songe que notre présence aux Iles-sous-le-Vent de Tahiti n'est que le résultat d'une atteinte directe portée par nous à cette Déclaration de 1847 dont l'article où il figure a pour objet de consacrer l'abrogation légale à notre profit. On pourrait donc lui substituer, soit celui de *suggestions*, soit celui de *propositions*, ou même celui de *représentations*. Vous apprécierez laquelle de ces trois expressions aurait le plus de chances d'être accueillie.

Tout en déclarant accepter les modifications à l'art. 6 telles qu'elles sont proposées par nous, le Gouvernement anglais a cru devoir en amender légèrement la teneur dans le texte qu'il reproduit. — Le projet français porte : « Dès que les règlements auront été approuvés par les deux Gouvernements et que les postes militaires *auront pu, par suite*, être retirés des Nouvelles-Hébrides. . . . »

Dans la note anglaise, cet article est ainsi formulé : « Dès que les règlements auront été approuvés par les deux Gouvernements et que, *en conséquence*, les postes français *auront été* retirés. . . . »

Il suffit de rapprocher les deux textes pour apprécier la valeur de cette divergence. Le plus simple paraît être de supprimer la difficulté en supprimant les mots qui sont contestés, soit dans notre rédaction, soit dans la rédaction anglaise, et de rétablir ainsi le passage :

« Dès que les règlements auront été approuvés par les deux Gouvernements et que les postes militaires auront été retirés. . . . »

Le Cabinet de Londres doit, d'ailleurs, être d'autant plus rassuré sur nos intentions, en ce qui concerne le retrait de nos postes des Nouvelles-Hébrides, qu'il a pour garant de la ponctuelle exécution de cette partie de l'accord projeté l'intérêt que nous avons nous-mêmes à hâter le moment où nous verrons disparaître les obstacles qui s'opposent à l'établissement définitif de notre autorité sur l'archipel des Iles-sous-le-Vent de Tahiti.

D'autre part, le Gouvernement anglais demande que, avant la signature de l'arrangement, l'assurance particulière que le Gouvernement français offre de donner, par lettre, au sujet du retrait des nos postes des Nouvelles-Hébrides, précise bien que ce retrait aura lieu immédiatement après l'approbation des règlements par les deux Gouvernements.

Nous sommes disposés à accorder sur ce point au Gouvernement anglais la satisfaction qu'il demande, sauf à préciser également, dans la même communication, les conditions dans lesquelles l'approbation des deux Gouvernements devrait être considérée comme acquise et suffisante.

Enfin, à propos de l'art. 4 de notre projet, le Cabinet de Londres insiste pour que le Gouvernement français consente à ce que les règlements

que les Commissaires doivent rédiger stipulent nettement qu'aucune action indépendante et isolée ne devra avoir lieu, sauf en cas d'urgence, qu'on ne devra avoir recours à la force que si les Commissaires le jugent à propos, et que les troupes employées ne devront pas rester dans l'archipel plus longtemps que les Commissaires anglais et français le jugeront nécessaire.

Ce sont là les garanties que nous avons nous-mêmes demandées ; rien ne s'oppose donc à ce que le Gouvernement français consente à donner, par voie de correspondance, au Gouvernement anglais, les assurances qu'il réclame de ce chef.

Je vous serai obligé de communiquer, sans délai, au Cabinet de Londres ces indications qui témoignent de notre désir de hâter, selon ses vues, le règlement des questions pendantes aux Iles-sous-le-Vent de Tahiti et aux Nouvelles-Hébrides, et vous voudrez bien me tenir au courant des résultats de votre démarche.

FLOURENS.

N° 42. — **M. Waddington, ambassadeur de la République française à Londres, à M. Flourens, ministre des affaires étrangères.**

Londres, le 22 mars 1887.

Au cours de l'entretien que j'ai eu aujourd'hui avec lord Salisbury, je lui ai annoncé que j'étais en mesure de lui présenter la réponse du Gouvernement de la République au sujet des Nouvelles-Hébrides, et que cette réponse ne différerait des dernières propositions anglaises que par certaines modifications de mots. Je lui ai ensuite demandé quand il serait à même de me communiquer la réponse anglaise relativement au Canal de Suez. Il m'a répondu qu'il serait prêt incessamment. Il a été alors convenu qu'il m'indiquerait le jour où il pourrait me remettre cette pièce, et que ce même jour je lui apporterais notre réponse au sujet des Nouvelles-Hébrides.

WADDINGTON.

N° 43. — **M. Waddington, ambassadeur de la République française à Londres, à M. Flourens, ministre des affaires étrangères.**

Londres, le 10 mai 1887.

Je vous ai annoncé que je venais de remettre à lord Salisbury une note au sujet des Nouvelles-Hébrides, en échange de la réponse au Gouvernement anglais relativement au projet de règlement pour le Canal de Suez.

Désirant que Votre Excellence connaisse les termes mêmes de ma note sur les Nouvelles-Hébrides, j'ai l'honneur de lui en adresser le texte sous ce pli.

WADDINGTON.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE LONDRES EN DATE DU 10 MAI 1887.

M. Waddington, ambassadeur de la République française à Londres, au marquis de Salisbury, secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères.

Londres, le 4 mai 1887.

Monsieur le Marquis, par une lettre du 26 novembre dernier, lord Iddesleigh me faisait connaître que le Gouvernement de la Reine accepte dans son ensemble les contre-propositions que je lui avais soumises relativement aux Nouvelles-

Hébrides et aux Iles-sous-le-Vent. Sa Seigneurie faisait seulement quelques réserves qui portent à peu près exclusivement sur certaines formules.

Et d'abord, le texte français de l'art. 1^{er} stipule que « l'exécution de l'arrangement concernant les pêcheries de Terre-Neuve est suspendu. »

Le Gouvernement de la Reine propose de supprimer le mot *exécution* et de rédiger ainsi la fin de l'article :

« Il est convenu que cet arrangement restera en suspens... » Il se fonde sur ce que l'arrangement en question ne peut être considéré comme définitif, la Législature de Terre-Neuve ayant refusé de l'accepter.

Mon Gouvernement est d'avis que le mot *exécution* répond à la réalité des faits. En effet, l'arrangement du 14 novembre 1885 a été annoncé solennellement au Parlement anglais dans le discours de la Couronne, lorsque le précédent Cabinet, présidé par Votre Excellence, était en fonctions. A cette époque, il était accepté comme valide par les deux Gouvernements et depuis lors aucun acte officiel n'est venu modifier la situation.

A l'art. 2, lord Iddesleigh demandait une modification de forme. Cet article débute ainsi :

« En présence de l'ajournement imprévu qu'a subi la ratification de l'arrangement des pêcheries et eu égard aux *observations* du Gouvernement français, le Gouvernement de Sa Majesté Britannique consent à procéder à l'abrogation de la Déclaration de 1847. »

Le Gouvernement britannique estime que le mot *observations* n'est pas une traduction suffisamment exacte du terme anglais *representations*. Mon Gouvernement, dans le but de faire disparaître toute divergence sur ce point, est prêt à adopter l'expression *representations* qui paraît être la traduction la plus exacte du mot anglais *representations*.

Le Gouvernement de la Reine a cru devoir introduire une légère modification à la teneur de l'art. 6. Le projet français porte :

« Dès que les règlements auront été approuvés par les deux Gouvernements et que les postes militaires *auront pu, par suite, être retirés* des Nouvelles-Hébrides..... »

Dans la note anglaise, cet article est ainsi formulé :

« Dès que les règlements auront été approuvés par les deux Gouvernements et que, *en conséquence*, les postes français auront été retirés..... »

Nous ne voyons pas de raison pour modifier la rédaction que nous avons proposée, les mots *par suite* répondant bien à la situation existante, telle que nous l'avons toujours comprise.

D'ailleurs, le Gouvernement de la Reine doit être d'autant plus rassuré sur les intentions de mon Gouvernement, en ce qui concerne le retrait des postes militaires des Nouvelles-Hébrides, qu'il a pour garant de la ponctuelle exécution de cette partie de l'accord projeté l'intérêt de la France à hâter le moment où disparaîtront les obstacles qui s'opposent à l'établissement définitif de son autorité sur l'archipel des Iles-sous-le-Vent.

En outre, le Gouvernement de la Reine demande que, avant la signature de l'arrangement, l'assurance particulière que le Gouvernement français offre de donner par lettre au sujet du retrait de ses postes des Nouvelles-Hébrides, précise bien que ce retrait aura lieu immédiatement après l'approbation des règlements par les deux Gouvernements. M. Flourens est prêt à accorder sur ce point la satisfaction demandée, sauf à préciser également dans la même communication les conditions dans lesquelles l'approbation des deux Gouvernements devrait être considérée comme acquise et suffisante.

Enfin, à propos de l'art. 4 du contre-projet français, lord Iddesleigh a insisté

pour que le Gouvernement français consente à ce que les règlements que les Commissaires doivent rédiger stipulent nettement qu'aucune action indépendante et isolée ne devra avoir lieu, sauf en cas d'urgence, qu'on ne devra avoir recours à la force que si les Commissaires le jugent à propos, que les troupes employées ne devront pas rester dans l'archipel plus longtemps que les Commissaires anglais et français le jugeront nécessaire.

Ce sont là des garanties que le Gouvernement français avait lui-même précédemment demandées au Secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères. Rien ne s'oppose donc à ce qu'il consente à donner, par voie de correspondance, au Gouvernement de la Reine les assurances réclamées par lui de ce chef.

Telles sont, Monsieur le Marquis, les observations que mon Gouvernement me charge de vous présenter. Elles témoignent de son désir d'arriver, selon les vues exprimées par le prédécesseur de Votre Excellence, au règlement des questions pendantes aux Iles-sous-le-Vent de Tahiti et aux Nouvelles-Hébrides. Je serai reconnaissant à Votre Seigneurie de me faire savoir l'accueil qu'elles auront rencontré auprès du Gouvernement de la Reine. WADDINGTON.

N° 44. — M. Waddington, ambassadeur de la République française à Londres, à M. Flourens, ministre des affaires étrangères.

Londres, le 23 mai 1887.

Lord Salisbury vient de répondre aux dernières propositions que je lui avais faites de votre part relativement aux Nouvelles-Hébrides, et dont je vous avais transmis le texte par ma lettre du 10 de ce mois.

Votre Excellence trouvera, ci-joint, copie de la réponse du premier ministre. L'accord semble fait sur tous les points du projet, sauf sur l'art. 1^{er}. Lord Salisbury maintient la rédaction de lord Idlesleigh pour définir l'état actuel de la Convention de Terre-Neuve, et se refuse à déclarer que l'exécution seule en est suspendue. Il propose de supprimer complètement cet article.

Le Gouvernement britannique ayant sanctionné le bill de la boîte, je ne vois plus comment nous pourrions maintenir notre première rédaction. WADDINGTON.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE LONDRES EN DATE DU 23 MAI 1887.

Le marquis de Salisbury, secrétaire d'Etat pour les affaires étrangères, à M. Waddington, ambassadeur de la République française à Londres.

(Traduction)

Foreign-Office, le 19 mai 1887.

Le Gouvernement de Sa Majesté a examiné avec attention la communication que Votre Excellence m'a faite à la date du 4 de ce mois, par laquelle Elle propose de nouvelles modifications à l'arrangement qui fait actuellement l'objet de négociations entre les deux Gouvernements au sujet des Nouvelles-Hébrides et des Iles-sous-le-Vent de Tahiti.

En ce qui concerne l'art. 1^{er}, je commencerai par faire observer que l'arrangement, conclu à Paris le 14 novembre 1885, a été signé sous réserve de l'approbation des Gouvernements français et anglais, et finalement il fut convenu que l'approbation définitive du Gouvernement de Sa Majesté ne pourrait être donnée qu'après acceptation de « l'arrangement » par la Législature de Terre-Neuve. Par suite, les mots employés par feu lord Idlesleigh dans la lettre qu'il a adressée à Votre Excellence, le 26 novembre dernier, sont, dans l'opinion du Gouvernement de Sa Majesté, plus strictement d'accord avec les faits que ceux

proposés par le texte français. En conséquence, le Gouvernement de Sa Majesté maintient l'objection qu'il a faite au mot « exécution » dans l'art. 1^{er} et préférerait la suppression de cet article.

En ce qui concerne l'art. 2, le Gouvernement de Sa Majesté accepte la substitution du mot « représentations » au mot « observations, » et en ce qui concerne l'art. 6, il n'insiste pas sur les amendements proposés par lord Iddesleigh dans sa lettre du 26 novembre dernier.

Si, comme je me plais à le croire, la suppression de l'art. 1^{er}, ainsi que je le propose, est acceptée par Votre Gouvernement, l'accord étant fait sur les autres articles, le Gouvernement de Sa Majesté donnera aussitôt l'ordre de préparer un arrangement dans les termes convenus: cet arrangement serait signé au reçu de l'assurance spéciale que, d'après Votre Excellence, le Gouvernement français est prêt à donner, en ce qui regarde le retrait des postes français des Nouvelles-Hébrides.

SALISBURY.

N^o 45. — M. Flourens, ministre des Affaires étrangères, à M. Waddington, ambassadeur de la République française, à Londres.

Paris, le 8 juin 1887.

Vous m'avez fait connaître, par votre dépêche du 23 mai, la réponse de lord Salisbury aux dernières propositions que vous aviez été chargé de lui communiquer sur le projet d'arrangement concernant les Nouvelles-Hébrides. Il en résulte que l'entente peut être considérée comme établie sur tous les points, sauf sur l'article 1^{er}, le principal secrétaire d'Etat maintenant la rédaction adoptée par lord Iddesleigh pour définir la valeur actuelle de la Convention de Terre-Neuve, et se refusant à déclarer que l'exécution seule en est suspendue.

Nous sommes toujours aussi désireux d'arriver à un prompt règlement de l'affaire des Nouvelles-Hébrides, et nous ne demandons qu'à voir disparaître les derniers obstacles qui peuvent encore le retarder. J'incline, d'ailleurs, à penser avec vous que, en présence de la situation nouvelle que nous crée, dans la question des pêcheries, la sanction donnée par le Gouvernement anglais au bill sur la vente de la boîte, nous n'avons plus les mêmes motifs que naguère d'insister pour le maintien de la rédaction proposée par nous pour l'article 1^{er}. Il semble même qu'aujourd'hui notre intérêt doive nous dissuader de défendre la validité d'un arrangement qui pourrait avoir pour conséquence d'entraver, sans compensation, notre liberté d'action vis-à-vis des résidents anglais indûment établis sur le French shore.

Rien ne s'opposerait donc plus à ce que l'entente fût constatée entre nous et l'Angleterre dans les conditions qui vous ont été déjà indiquées, si l'accord intervenu, aux termes de votre lettre du 22 mars, entre les deux Gouvernements pour la négociation simultanée de la question des Nouvelles Hébrides et de celle du Canal de Suez, ne nous mettait pas dans l'obligation d'attendre, pour faire une communication dans ce sens à lord Salisbury, que, suivant les promesses réitérées qu'il nous a faites, le Gouvernement anglais nous donne enfin, sur le Canal de Suez, la réponse que nous attendons depuis près d'une année.

FLOURENS.

N° 46. — Pièce remise, le 24 octobre 1887, à M. Flourens, ministre des affaires étrangères, par M. Egerton, ministre d'Angleterre à Paris.

Le Marquis de Salisbury à M. Egerton.

(Traduction.)

Foreign Office, le 21 octobre 1887.

Je vous adresse ci-joint un projet de convention relatif aux Nouvelles-Hébrides, qui est le résultat des diverses communications et conversations échangées sur ce sujet. La contestation a duré plus longtemps qu'on ne le présumait et a causé une certaine anxiété dans l'esprit des sujets de Sa Majesté en Australie; j'ai l'espérance qu'en acceptant les propositions ci-incluses, le Gouvernement français se trouvera en mesure de la terminer d'une façon satisfaisante.

En 1878, le marquis d'Harcourt, alors Ambassadeur de France auprès de cette Cour, donna verbalement à Lord Derby l'assurance que la France ne nourrissait aucunement l'intention d'annexer les Nouvelles-Hébrides et reçut, en retour, de Lord Derby une assurance équivalente. Lorsque, au commencement de l'année dernière, deux îles de ce groupe furent occupées par un détachement peu important de troupes françaises, une appréhension générale se manifesta principalement parmi les colons d'Australie et de Nouvelle-Zélande, au sujet de ce fait qui leur paraissait l'indice d'une politique peu conforme aux assurances que le marquis d'Harcourt avait eu pour instructions de transmettre. Le Gouvernement français nous a toutefois constamment assuré, d'une manière catégorique, qu'il ne nourrissait aucun projet d'annexion et qu'il était prêt à retirer ses troupes aussitôt qu'il aurait des garanties suffisantes relativement à la protection de la vie et des biens des colons français établis dans ces îles contre les attaques des indigènes. Les dispositions du projet de convention ci-annexé paraissent de nature à assurer entièrement les résultats désirés par les deux Gouvernements. Mais le Gouvernement de Sa Majesté ne saurait y souscrire qu'à la condition expresse que le Gouvernement français s'engagera à ne pas reculer l'évacuation au-delà d'une date fixée.

Le Gouvernement français désire être, à cette occasion, délié de l'engagement pris par lui en 1847 de ne pas établir son Protectorat sur l'île de Raiatea près de Tahiti. Le Gouvernement de Sa Majesté a, depuis plusieurs années, admis qu'il convenait d'accéder à ce désir sous certaines conditions. A l'automne de 1880, on proposa d'accorder cette concession en même temps que serait signée la Convention alors en cours de négociation pour le règlement des questions en litige relatives aux Pêcheries de Terre-Neuve. En prévision de la conclusion probable de cet Arrangement, Lord Granville, en octobre 1880, consentit « à un protectorat provisoire sur l'île en question pour une période strictement limitée ». L'Arrangement conclu à cet effet fut renouvelé tous les six mois jusqu'à ce jour. La Convention relative à Terre-Neuve, qui devait avoir pour résultat de rendre définitif le Protectorat de la France sur Raiatea, a été signée en octobre 1885; mais elle contenait une clause d'après laquelle elle ne pouvait être ratifiée que lorsque la législature de Terre-Neuve l'aurait acceptée. Elle fut soumise, avant d'être signée, à cette colonie et, dans sa forme définitive, ne souleva pas d'objection de sa part. Il n'y avait aucune raison de craindre qu'elle fût finalement rejetée. Toutefois, après la signature de l'acte, une objection qui parut décisive à la colonie fut élevée contre un article qui donnait aux pêcheurs français la faculté de s'approvisionner de « boîte » dans les eaux de la colonie, et, au cours de la présente année, la Législature de Terre-Neuve a voté un bill qui a été sanctionné et qui est en contradiction directe avec la stipulation concernant l'achat de la boîte.

Le résultat de cet échec, en ce qui concerne Raiatea, fut que, contrairement à toute attente, le Protectorat français sur cette île n'a jamais été rendu définitif. Il ne paraît pas cependant au Gouvernement de Sa Majesté qu'il soit dési-

nable ni même praticable de confier à une administration indigène une île qui, depuis sept ans, est régie par le Gouvernement français. Pour ce motif et en raison des circonstances particulières dans lesquelles s'est produit l'échec de la Convention de 1885, le Gouvernement de Sa Majesté consent à rattacher la stipulation en question à la présente convention, sous réserve, bien entendu, des assurances consignées dans une note verbale remise à Lord Lyons, le 24 octobre 1885.

SALISBURY.

N° 47. — M. Flourens, ministre des Affaires étrangères,
à M. Egerton, ministre de la Grande-Bretagne à Paris.

Paris, le 5 novembre 1887.

Monsieur, j'ai reçu communication de la dépêche que le marquis de Salisbury vous a adressée au sujet de la Convention relative aux Nouvelles-Hébrides et aux Iles Sous-le-Vent de Tahiti, qui a été le résultat des communications échangées entre les Gouvernements anglais et français. Cette dépêche est accompagnée du texte de la Convention arrêtée entre ces deux Gouvernements. Je me suis assuré que ce texte est conforme à nos intentions communes et j'y donne mon approbation. Il serait donc entendu que les deux Gouvernements prendraient leurs dispositions pour que les règlements destinés à guider la Commission navale mixte prévue par l'article 2 fussent élaborés et approuvés dans un délai maximum de quatre mois, à dater de la signature de la Convention, et je prends l'engagement, au nom du Gouvernement de la République, de faire évacuer les Nouvelles-Hébrides par les postes militaires français, à l'expiration de ce délai, s'il n'est pas possible de le faire plus tôt.

FOURENS.

N° 48. — Convention relative aux Nouvelles-Hébrides et aux Iles-Sous-le-Vent de Tahiti.

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, désirant abroger la Déclaration du 19 juin 1847 relative aux Iles-sous-le-Vent de Tahiti, et assurer, en même temps, pour l'avenir, la protection des personnes et des biens aux Nouvelles-Hébrides, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique consent à procéder à l'abrogation de la Déclaration de 1847 relative au groupe des Iles-Sous-le-Vent de Tahiti, aussitôt qu'aura été mis à exécution l'accord ci-après formulé pour la protection, à l'avenir, des personnes et des biens aux Nouvelles-Hébrides, au moyen d'une Commission mixte.

Art. 2. — Une Commission navale mixte, composée d'officiers de marine appartenant aux stations française et anglaise du Pacifique, sera immédiatement constituée; elle sera chargée de maintenir l'ordre et de protéger les personnes et les biens des citoyens français et des sujets britanniques dans les Nouvelles-Hébrides.

Art. 3. — Une déclaration à cet effet sera signée par les deux Gouvernements.

Art. 4. — Les règlements destinés à guider la Commission seront élaborés par les deux Gouvernements, approuvés par eux et transmis aux commandants français et anglais des bâtiments de la station navale du Pacifique, dans un délai qui n'excèdera pas quatre mois à partir de la signature de la présente Convention, s'il n'est pas possible de le faire plus tôt.

Art. 5. — Des que ces règlements auront été approuvés par les deux Gou-

vernements et que les postes militaires français auront pu, par suite, être retirés des Nouvelles-Hébrides, le Gouvernement de Sa Majesté Britannique procédera à l'abrogation de la Déclaration de 1817. Il est entendu que les assurances, relatives au commerce et aux condamnés, qui sont contenues dans la Note verbale du 24 octobre 1883, communiquée par M. de Freycinet à Lord Lyons, demeureront en pleine vigueur.

En foi de quoi, les soussignés dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double, à Paris, le 16 novembre 1887.

Signé : FLOURENS.
EGERTON.

N^o 49. — Note remise par M. de Freycinet, président du Conseil, ministre des affaires étrangères, à Lord Lyons, ambassadeur d'Angleterre à Paris.

(Extrait.)

Paris, le 24 octobre 1885.

Quant aux points intéressant plus particulièrement l'affaire des Iles-sous-le-Vent de Tahiti, dont les deux Cabinets ont décidé ne point séparer le règlement de celui de la question des pêcheries de Terre-Neuve, le Gouvernement français ne peut que confirmer, en ce qui touche les dispositions éventuellement applicables au commerce anglais dans cet archipel, les explications données verbalement, le 28 juillet dernier, par M. Waddington à Lord Salisbury, dans l'entretien auquel Sir John Walsam a fait allusion dans son memorandum. Il renouvelle volontiers au Gouvernement de la Reine l'assurance que le régime douanier qui sera institué aux Iles-sous-le-Vent de Tahiti, le jour où l'autorité française y aura été définitivement établie, ne différera pas de celui qui est en vigueur à Tahiti même, et que les sujets britanniques y jouiront du même traitement que ses propres nationaux.

D'autre part, M. de Freycinet ne fait aucune difficulté de déclarer que le Gouvernement de la République n'est pas dans l'intention de se départir, à l'égard de Raiatea et des îles adjacentes, de la conduite qu'il a tenue jusqu'à présent, en ce qui concerne l'envoi de condamnés dans ses possessions de Tahiti.

NÉGOCIATIONS

COMMERCIALES ET MARITIMES DE LA FRANCE AVEC L'ITALIE

(1886-1888) (1)

N° 1. — **M. le général Menabrea, ambassadeur d'Italie,**
à M. Flourens, ministre des affaires étrangères.

Paris, le 13 décembre 1886.

Monsieur le Ministre, le Gouvernement du Roi ayant reconnu, à la suite d'un mûr examen, que le Traité de commerce stipulé entre l'Italie et la France le 3 novembre 1881, et actuellement en vigueur, ne répond plus aux nouveaux besoins du pays, a décidé de se prévaloir de la faculté d'en faire cesser les effets le 1^{er} janvier 1888, stipulée par l'article 18 de ce même Traité.

Conformément aux instructions que je viens de recevoir, j'ai, par suite, l'honneur de dénoncer, au nom du Gouvernement royal, le Traité de commerce du 3 novembre 1881, en priant Votre Excellence de vouloir bien me donner acte de cette dénonciation.

En s'arrêtant à cette résolution qui, par les exigences du commerce national, lui a été imposée également en ce qui concerne le Traité de commerce et de navigation en vigueur avec l'Autriche-Hongrie, le Gouvernement du Roi n'a toutefois point l'intention de substituer au régime conventionnel en matière de douanes le régime du tarif général. Il désire, au contraire, ouvrir sans délai avec le Gouvernement de la République des négociations à l'effet d'élaborer un nouveau Traité de commerce destiné à remplacer, à partir du 1^{er} janvier 1888, le Traité actuellement en vigueur, et je serai, pour ma part, heureux de pouvoir lui donner l'assurance que le Gouvernement de la République est dans les mêmes dispositions.

Veuillez agréer, etc.

MENABREA.

ANNEXE N° 1.

Extrait du compte-rendu sténographique de la séance du 10 décembre 1886 de la Chambre des députés d'Italie.

M. TEGAS. — Dans la séance du 26 novembre dernier, j'adressai à l'honorable ministre de l'agriculture et du commerce une question sur les intentions du Gouvernement au sujet du renouvellement des traités de commerce, dont quelques-uns arrivent à échéance, le 31 de ce mois. A la séance qui suivit, ce même honorable ministre de l'agriculture et du commerce me répondit que

(1) Nous reproduisons le *Livre jaune* publié par le Gouvernement français en le complétant sur certains points par le *Livre vert* publié par le Gouvernement italien.

dans une question aussi importante et aussi urgente il avait déjà une opinion, mais qu'il la ferait connaître à la Chambre quand aurait été distribué le rapport de la Commission parlementaire pour le tarif douanier. Or ce rapport a été représenté dès le 23 novembre dernier, mais jusqu'à ce jour je ne sache pas qu'il ait été distribué aux députés.

Néanmoins je crois devoir renouveler, en cette circonstance, ma question, parce que je pense qu'au moment où nous sommes, on ne peut tarder plus longtemps à connaître les intentions du Gouvernement, afin que la Chambre ait le temps de prendre telle détermination que les événements rendront nécessaire.

J'ai cru devoir saisir l'occasion que m'offre cette discussion du budget des affaires étrangères, d'autant plus que le lumineux rapport de la Commission se réfère à ces questions. Je ne lirai pas la partie du rapport dont j'ai fait mention, pour ne pas abuser du temps de la Chambre; je dirai seulement que j'y ai remarqué les plus justes considérations.

J'entends bien que ce n'est pas le moment d'entrer dans la discussion de la dénonciation des traités de commerce, parce que cette discussion devra se faire quand il y aura une proposition devant la Chambre; mais je pense qu'il est nécessaire de savoir quelles sont à ce propos les idées du Gouvernement.

Je me crois donc le devoir maintenant de demander de nouveau aux honorables ministres des affaires étrangères et de l'agriculture et du commerce de me dire précisément si et quand le Gouvernement entend faire connaître ses décisions à ce propos; et si dans le cas spécial de la dénonciation du traité avec la France, il a l'intention de reprendre et de mener simultanément les négociations pour le renouvellement du traité de commerce et de la convention de navigation.

M. DE ROBILANT, *ministre des affaires étrangères*. — En réponse à la question adressée à moi et à mon collègue le ministre de l'agriculture, de l'industrie et du commerce par l'honorable député Tégas, je m'empresse de faire la déclaration suivante :

Une étude attentive a amené le Gouvernement à l'intention de dénoncer ce mois-ci les traités de commerce et de tarif conventionnel, c'est-à-dire le traité de commerce et de navigation avec l'Autriche-Hongrie, du 27 décembre 1878, et le traité de commerce avec la France, du 3 novembre 1881. Ces deux traités viennent l'un et l'autre à échéance le 31 décembre 1887.

Pourtant je dois me hâter d'ajouter que, en dénonçant les deux traités, le Gouvernement n'a certainement pas l'intention de sortir du régime contractuel en matière de douanes, laissant subsister en cette matière le seul tarif général et autonome. Rentrés par cette dénonciation en possession de notre liberté d'action, nous avons l'intention, au contraire, de nous en prévaloir pour négocier sans retard et stipuler de nouveaux tarifs conventionnels, correspondant aux besoins nouveaux ou mieux connus du pays. (*Très bien.*)

Notre intention est donc de déchirer et de dénoncer les traités respectifs, tant avec la France qu'avec l'Autriche-Hongrie; nous sommes disposés à ouvrir des négociations pour la conclusion de nouveaux accords. (*Très bien. Bravo.*)

M. TÉGAS. — Je remercie d'abord l'honorable ministre des affaires étrangères de la réponse qu'il m'a donnée, et je ne puis, pour mon compte, qu'approuver pleinement ses résolutions.

Seulement j'aurais désiré que à cette réponse il en eût joint une autre relative au vœu que j'ai exprimé que les négociations pour le traité de commerce et celles pour le traité de navigation fussent cumulativement d'autant plus que je crois que nous pouvons facilement obtenir des conditions équitables et des compensations nombreuses au moyen d'un traité cumulatif qui embrasse à la fois les intérêts maritimes et les intérêts de la production nationale.

Je laisse au ministre le soin de répondre encore, s'il le veut, sur ce point. Je

demande seulement que la discussion de la revision des tarifs douaniers vienne le plus tôt possible devant la Chambre; car de cette façon, nos négociateurs pourront se trouver armés pour les nouvelles négociations qui devront être faites au sujet des nouveaux traités.

Et l'inconvénient rencontré dans les dernières négociations avec la France ne pourra plus se produire. En effet, tandis que de notre part, nous ne possédions aucune disposition législative, aucun tarif douanier approuvé par le Parlement, les négociateurs français, au contraire, mettaient toujours en avant le veto résultant de délibérations antérieures de la Chambre.

De la sorte, les deux parties ne se sont pas trouvées dans des conditions égales.

J'espère que la reprise des négociations aura des résultats satisfaisants, tant pour l'une que pour l'autre nation.

M. DE ROBILANT, *ministre des affaires étrangères*. — Je répare une omission de mon fait, pour n'avoir pas répondu à la question relative à la convention de navigation; je déclare, conformément à mes précédentes déclarations, que nous nous attacherons à faire marcher du même pas les négociations pour la convention de navigation et celles pour le renouvellement du traité de commerce. (*Très bien.*)

N° 2. — M. Flourens, ministre des affaires étrangères,
à M. le général Menabrea, ambassadeur d'Italie.

Paris, le 16 décembre 1886.

Monsieur l'Ambassadeur, j'ai reçu la lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire le 15 de ce mois, pour dénoncer, au nom du Gouvernement du Roi, le Traité de commerce conclu entre la France et l'Italie le 3 novembre 1881.

J'ai l'honneur de vous donner acte de cette notification.

Votre Excellence veut bien me faire savoir par la même communication que le Gouvernement du Roi, n'ayant pas l'intention de substituer au régime conventionnel en matière de douanes le régime du Tarif général, désire ouvrir sans délai des négociations pour la conclusion d'un nouveau Traité de commerce destiné à remplacer, à partir du 1^{er} janvier 1888, le Traité aujourd'hui dénoncé. Je m'empresse, Monsieur l'Ambassadeur, de vous donner l'assurance que le Gouvernement de la République est tout disposé à examiner les propositions que le Gouvernement royal voudrait bien lui adresser en vue de ces négociations.

Agréez, etc.

FOURENS.

N° 3. — M. Flourens, ministre des affaires étrangères, à M. le comte de Moüy, ambassadeur de la République française en Italie.

(*Télégramme.*)

Paris, le 16 décembre 1886.

Par une lettre du 15 décembre, que j'ai reçue ce matin, le Général Menabrea nous a notifié officiellement la dénonciation par le Gouvernement italien de notre Traité de commerce du 3 novembre 1881. Cette communication se termine par l'offre d'ouvrir sans délai la négociation d'une nouvelle Convention commerciale entre les deux pays.

L'avis de cette notification que j'ai donné à la Chambre des Députés,

dans la séance de ce jour, a amené le retrait de l'interpellation dont la discussion avait commencé dans la séance d'hier et qui avait pour objet de faire dénoncer par la France le Traité en question. Une autre discussion sur le même sujet avait eu lieu hier également devant le Sénat et s'était terminée par le rejet de la proposition de dénonciation immédiate.

Je réponds à l'Ambassadeur d'Italie en lui donnant acte de sa communication et en lui déclarant que nous sommes tout disposés à examiner les propositions en vue de la négociation d'un nouveau Traité de commerce qui nous seraient adressées par son Gouvernement.

FLOURENS.

N° 4. — M. le comte de Moüy, ambassadeur de la République française en Italie, à M. Flourens, ministre des affaires étrangères.

(Télégramme.)

Rome, le 18 décembre 1886.

J'ai vu hier le Comte de Robilant qui m'a entretenu de la dénonciation du Traité de commerce.

Conformément au télégramme que vous m'avez adressé à ce sujet, je lui ai dit que, l'initiative de la dénonciation étant venue de l'Italie, nous attendions ses propositions.

DE MOUY.

N° 4 bis. — Le ministre des affaires étrangères d'Italie, à l'ambassadeur d'Italie à Paris.

Rome, le 20 décembre 1886.

Monsieur l'Ambassadeur,

Pour faire suite à ma dépêche du 12 courant, par laquelle je vous avais enjoint de dénoncer, au nom du Gouvernement du Roi, le traité de commerce avec la France, je crois devoir vous informer, pour qu'à l'occasion vous puissiez en informer M. le ministre des affaires étrangères, que notre intention est de faire marcher du même pas, pour arriver à une conclusion simultanée, les négociations pour le nouveau traité de commerce et celles pour la future convention de navigation.

Cette détermination nous a été suggérée par l'espoir qu'en élargissant ainsi le champ des concessions réciproques possibles, nous rendrions plus aisés une entente avec la France et un accord qui, dans sa complexité, pourra sembler fondé sur un principe de juste réciprocité et de convenances mutuelles.

Je laisse à la prudence de Votre Excellence le soin d'expliquer ce point de vue à M. Flourens au moment et de la façon le plus convenables.

ROBILANT.

N° 5. — M. le comte de Moüy, ambassadeur de la République française en Italie, à M. Flourens, Ministre des Affaires étrangères.

(Télégramme.)

Rome, le 4 janvier 1887.

D'après les journaux, les Ministres des Finances et du Commerce ont décidé d'accepter toutes les conclusions du rapport de M. Ellena sur le

Tarif douanier ; très prochainement un projet de loi en ce sens sera présenté au Parlement.

DE MOUY.

N° 6. — M. le comte de Moty, ambassadeur de la République française en Italie, à M. Flourens, ministre des affaires étrangères.

Rome, le 6 avril 1887.

Je me suis abstenu dans ces derniers temps d'entretenir le Gouvernement italien de la question du Traité de commerce. D'abord, pendant toute la durée de la crise, il était évident que le Cabinet du Quirinal n'était pas en mesure de s'occuper de cette affaire ; en second lieu, tant que le Parlement ne s'est pas prononcé sur la revision des tarifs, il n'est possible de s'attendre qu'à des réponses dilatoires. La Commission parlementaire pour le tarif des douanes n'a d'ailleurs pas encore commencé ses travaux.

Agréé, etc.

DE MOUY.

N° 7. — M. le comte de Moty, ambassadeur de la République française en Italie, à M. Flourens, ministre des affaires étrangères.

Rome, le 10 juin 1887.

Monsieur le Ministre, lorsque le Gouvernement italien s'est décidé à dénoncer les Traités de commerce avec la France et l'Autriche-Hongrie, M. Depretis, Président du Conseil, et M. de Robilant, alors Ministre des Affaires étrangères, m'ont dit qu'ils n'avaient pu résister au courant des idées protectionnistes de plus en plus fortes en Italie. En présentant aux Chambres, quelque temps après, un projet de réforme du tarif général, M. Magliani, Ministre des Finances, et M. Grimaldi, Ministre du Commerce, ont entendu donner satisfaction aux nouveaux principes prédominants dans la Péninsule.

Ce projet a été soumis à une Commission législative assistée de trois Membres désignés par l'Administration, et il est sorti du travail de ces Délégués, dont neuf sur douze appartiennent au Parlement, un rapport rédigé par un homme bien connu par ses études spéciales, M. Luzzatti. J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint ces deux documents.

Après en avoir pris connaissance et les avoir comparés au Traité de 1881, j'ai chargé le Conseiller de l'Ambassade, M. Gérard, d'en résumer l'histoire et d'en déterminer, d'une manière générale, le caractère et les tendances. Votre Excellence trouvera également sous ce pli la note de M. Gérard qui répond à l'objet que j'avais en vue.

Ainsi que vous le verrez par les indications sommaires de ce travail, et par les annotations comparatives consignées sur le texte du projet de loi et sur le texte du projet de la Commission, celle-ci a aggravé très sensiblement les rigueurs déjà très considérables du tarif ministériel, et j'ai le regret d'avoir à ajouter que le Gouvernement a annoncé qu'il était disposé à s'y rallier.

Agréé, etc.

DE MOUY.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE M. LE COMTE DE MOUY DU 10 JUIN 1887.

Note de M. Gérard, conseiller de l'ambassade, sur le rapport de M. Luzzatti, rapporteur de la Commission de la réforme douanière.

L'Ambassade vient de recevoir le rapport déposé sur le bureau de la Cham-

bre des Députés par la Commission parlementaire chargée d'examiner le projet de loi du Gouvernement relatif à la réforme du tarif douanier, en exécution de la loi du 6 juillet 1883.

Dans le projet soumis aux Chambres, le 18 avril dernier, pour la modification immédiate de certains articles de douane, projet connu sous le nom de *Catenaccio*, les Ministres des Finances et du Commerce, en prévision des retards que subirait l'examen des réformes douanières, avaient proposé (article 14) d'autoriser le Gouvernement royal à appliquer par décret le projet de réforme, après délibération du Conseil des Ministres, et sur l'avis d'une Commission de neuf Membres, choisis par tiers parmi les Membres du Sénat et de la Chambre, plus trois Délégués nommés par les Ministres des Finances et du Commerce. Le tarif provisoire devait être publié le 15 juin de cette année ; le décret d'approbation devait être soumis au Parlement pour être converti en loi, et le tarif devait entrer en vigueur le 1^{er} janvier 1888.

La loi du *Catenaccio* a été adoptée par les Chambres, sauf l'article 14 que la Commission avait repoussé. Par ce rejet, il est vrai, la Commission de la réforme douanière s'engageait à hâter ses travaux, et la présentation de son rapport dans la séance du 27 mai peut être considérée comme l'exécution de l'engagement moral qu'elle avait pris.

Le rapporteur, M. Luzzatti, s'excuse de la précipitation avec laquelle la Commission et lui-même ont dû mener à terme leurs travaux, et dans les premières pages du document soumis au Parlement, il ne dissimule pas le motif auquel le Gouvernement et la Chambre ont obéi en pressant la conclusion de leur œuvre. Ce qui les a stimulés, c'est l'échéance très prochaine de la date à laquelle doivent éventuellement s'ouvrir les négociations relatives au renouvellement des Traités de commerce avec l'Autriche-Hongrie et la France. Le Gouvernement royal et les Chambres italiennes attachent évidemment du prix à ce que le tarif général soit voté et devenu loi de l'Etat avant que ne soient entamés les pourparlers avec les Gouvernements étrangers. Il semble même que la Commission veuille saisir cette occasion de renouveler entièrement le régime conventionnel de l'Italie, puisque le rapporteur paraît, dans les derniers mots de son préambule, recommander la dénonciation des Traités de commerce avec la Suisse et l'Empire d'Allemagne.

Les dispositions du Parlement et sans doute aussi du Gouvernement italien, à la veille de l'examen auquel ils seront bientôt appelés à se livrer sur l'opportunité de nouveaux Traités, se montrent avec une clarté suffisante dans le rapport du 27 mai. Ce sont encore, sinon les doctrines, au moins les suggestions et les expédients du système prohibitif qui règnent à Montecitorio.

Le nouveau projet de tarif a été rédigé presque exclusivement d'après les vœux et les cahiers des diverses Chambres de Commerce du Royaume. C'est dire que les exigences en sont grandes, et, loin de les atténuer, le rapporteur convient qu'il n'y a pas lieu de s'en étonner par ces temps de malaise quasi morbide où l'âpreté des intérêts personnels se complique encore « d'une sorte de résistance nationale et patriotique contre les offenses que l'étranger n'épargne guère à l'exportation du commerce italien ». Selon M. Luzzatti, c'est la loi du « talion » qui régit les relations internationales du trafic, et si, dans l'article 2 du projet, de très grandes facilités sont données au Gouvernement pour frapper, par voie de décret, les provenances des pays avec lesquels l'Italie n'a ou n'aurait pas de traité, c'est, dit-il, pour lui permettre « d'intégrer aux autres peuples, par des actes prompts et fulminants, exempts des lenteurs parlementaires, la même somme de maux et d'obstacles qui gênent notre commerce. »

Et le rapporteur conclut par ces mots qui résument bien, en effet, le caractère de son travail : « Décidément nous nous éloignons chaque jour davantage des pacifiques formules du libre échange. »

Les Gouvernements étrangers qui sont en relations commerciales avec l'Italie sont donc bien et dûment avertis. Le tarif général est dressé surtout en vue des négociations prochaines. « Il convient, écrit encore M. Luzzatti, de montrer, d'une part, les pointes de fer du tarif général, de l'autre, le rameau d'olivier

des conventions ». Et, pour qu'il n'y ait pas sur sa pensée la moindre ambiguïté, il prend soin d'aviser les intéressés qu'ils s'exposeraient à des repentirs et à d'amères désillusions, s'ils considéraient comme définitive une réforme qui est une sorte d'attente et de délai, jusqu'au jour où le Gouvernement royal sera fixé sur les intentions des Gouvernements avec lesquels il se propose de traiter. Un certain passage du rapport, au reste, laisse prévoir la possibilité d'un échec des négociations, et certain autre préconise, au cas où les conventions anciennes ne seraient pas renouvelées, un nouveau type de traité, dans lequel, à la longue série des articles conventionnels, serait substituée une liste très courte d'articles essentiels sur lesquels l'échange et l'accord s'établiraient entre les Gouvernements contractants, le reste des produits demeurant soumis à la liberté de la taxation intérieure.

Au projet de loi sont jointes deux tables de tarifs, présentées, l'une par le Gouvernement, l'autre par la Commission. Les droits, dans cette dernière, sont plus élevés encore, et ce sont ceux qui ont le plus de chance d'être adoptés puisque le Gouvernement a déjà fait connaître qu'il s'y ralliait.

En ce qui concerne les intérêts de notre exportation et les probabilités des futures négociations entre la France et l'Italie, l'Ambassade a préparé les éléments du travail : elle a mis en regard de chaque article du tarif les droits inscrits dans le Traité de commerce franco-italien de 1881. Les articles les plus frappés, ainsi qu'il fallait s'y attendre, sont les vins, les tissus de chanvre et de lin, les tissus de laine et de coton, et les soies. L'écart considérable qui, sur ces différents points, sépare le Traité de commerce et le nouveau projet de tarif, n'est évidemment que l'application de l'esprit même qui a présidé au texte du rapport analysé plus haut. Les chiffres ne doivent donc être interprétés qu'à bon escient et le rapporteur n'a pas négligé de dire qu'ils étaient susceptibles de bien grandes défalcatons. Peut-être, cependant, même avec cette réserve, semblera-t-il que les pointes de fer du tarif cachent un peu trop le rameau d'olivier de la future convention.

N° 8. — **M. le comte de Moüy, ambassadeur de la République française en Italie, à M. Flourens, ministre des affaires étrangères.**

Rome, le 25 juin 1887.

Monsieur le Ministre, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que la Chambre des Députés qui avait abordé, le 21 juin, l'examen du nouveau tarif des douanes, l'a terminé en quatre séances. La discussion a été achevée hier et l'ensemble de la loi voté au scrutin secret par 199 voix contre 37.

Veuillez agréer, etc.

DE MOÜY.

N° 9. — **M. le comte de Moüy, ambassadeur de la République française en Italie, à M. Flourens, ministre des affaires étrangères.**

Rome, le 28 juin 1887.

Monsieur le Ministre, ainsi que j'en ai déjà informé Votre Excellence, le projet de réforme du tarif douanier a été voté le 24 juin.

Le Gouvernement s'était rallié sur tous les points au projet de la Commission. Cet accord préalable a permis que la discussion fût extrêmement rapide. Sur les points réservés, d'ailleurs, qui soulevaient les objections de certaines Chambres de commerce ou d'intérêts particuliers ne se croyant pas suffisamment protégés, le Gouvernement, la Commission et la Chambre étaient convenus d'avance de consentir provisoirement au vote, sauf à y revenir en novembre prochain, après une nouvelle étude.

Au début même de la première séance, un député de Milan, M. Perelli, a demandé que, dans les stipulations des Traités à négocier, le Gouvernement se laissât guider, non par des sympathies politiques, mais strictement par les considérations de l'intérêt national. Les Ministres du Commerce et des Finances n'ont pas eu de difficulté à lui donner satisfaction sur ce point : car le tarif lui-même porte assez la trace des préoccupations, non seulement nationales, mais prohibitives, dans lesquelles il a été conçu.

En ce qui concerne les articles intéressant plus particulièrement notre commerce et nos industries, la catégorie V, comprenant le chanvre et le lin, a été adoptée dans les termes mêmes du texte de la Commission, sauf révision définitive à l'égard des filés. La catégorie VI (coton) a été approuvée après un ordre du jour de M. Luzzatti, accepté par le Cabinet, et portant qu'au mois de novembre le Gouvernement présentera une étude sur la révision de la catégorie des filés de coton.

La catégorie VII (laines) a été de même adoptée conformément au texte de la Commission, sauf la suppression de l'article 129 relatif aux tissus de laine cardée et peignée, et une augmentation de 10 francs sur les laines mécaniques et teintées. La catégorie VIII (soies) n'a été modifiée que pour l'article 147, relatif aux déchets de soie, à l'égard desquels M. Luzzatti a fait adopter une gradation allant de 8 francs 80 à 20 francs pour les droits de sortie, de 10 francs à 50 francs pour les droits d'entrée.

Il reste à mentionner les réclamations élevées à propos de la XII^e catégorie en faveur des machines, des machines navales et des instruments de précision ; à propos de la XIII^e catégorie en faveur des industries du soufre et à propos de la XV^e catégorie en faveur du bétail national. Un député de Turin, M. Tegas, à cette dernière occasion, a prié le Gouvernement royal de mettre toute sa sollicitude dans l'examen des droits à établir sur ce point lors des prochaines négociations avec les Gouvernements étrangers et particulièrement avec la France. M. Magliani a promis de tenir compte de cette observation.

Les tables du tarif étant épuisées, les vingt articles du projet de loi ont ensuite été approuvés avec addition de différents ordres du jour concernant les distilleries agraires, le régime des alcools, la restitution des taxes sur les alcools exportés, les primes aux chantiers nationaux pour la construction des navires de guerre et des machines accessoires de bord.

La séance du vendredi 24 juin s'est terminée par quelques mots de M. Magliani qui ont précédé le vote de la loi, et dans lesquels, après avoir remercié la Commission de son concours efficace, le Ministre a renouvelé l'assurance que, dans les futurs traités de commerce, le Gouvernement du Roi saurait équitablement protéger l'agriculture et l'industrie nationales. Les derniers mots de M. Magliani achèvent, s'il en était encore besoin, de marquer le caractère de la réforme douanière, si rapidement examinée et votée, et qui, dans la pensée soit du Cabinet soit de la Chambre, n'est en effet que l'instrument et l'arme dont le Gouvernement royal avait besoin pour ouvrir les négociations nouvelles avec l'Autriche-Hongrie et la Suisse, sans doute, mais surtout avec la France.

Agréé, etc.

DE MOÛY.

N° 10. — M. le comte de Moty, ambassadeur de la République française en Italie, à M. Flourens, ministre des Affaires étrangères.

Rome, le 10 juillet 1887.

Monsieur le Ministre, le Sénat italien a abordé et achevé, dans la séance d'hier, l'examen du Projet de loi relatif à la réforme douanière précédemment voté par la Chambre.

Au cours de la discussion, l'un des orateurs bien connu par son libéralisme en matière économique et financière, M. Cambray-Digny a déclaré que, si la minorité de la Commission se résignait au Projet, c'était pour deux motifs : le premier, que, d'après l'aveu même du Gouvernement, le nouveau Tarif n'était pas définitif ; le second, que les prochaines négociations commerciales enlèveraient sans doute à la réforme douanière le caractère trop protectionniste qu'elle a jusqu'à présent revêtu.

Comme vous le verrez par l'extrait ci-joint, M. Magliani, tout en convenant que tel était bien, en effet, le caractère de la réforme, a répliqué que le Gouvernement italien obéissait, non pas à un esprit de doctrine systématique, mais à des intérêts de défense.

Les différents articles et l'ensemble du projet ont été adoptés dans la même séance. Le nouveau Tarif n'attend donc plus que la promulgation ; mais, d'une part, certains articles ont été réservés pour un nouvel examen en novembre prochain, et, de l'autre, entre la date fixée pour l'entrée en vigueur de la loi et la date présente, se placeront précisément les négociations commerciales qui, selon l'opinion générale, en doivent profondément modifier le caractère.

Agréez, etc.

De Moüy.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DE M. LE COMTE DE MOÜY EN DATE DU 9 JUILLET 1887.

SÉNAT D'ITALIE. — Séance du 9 Juillet 1887.

Discours de M. Magliani, ministre des finances.

(Extrait.)

.... Il n'y a pas lieu d'en douter, le caractère prédominant de cette réforme douanière n'est pas le protectionnisme inspiré par une doctrine préconçue, mais plutôt un système de défense contre le protectionnisme des autres Pays. Nous n'agissons pas de notre propre initiative, mais nous sommes contraints de nous défendre contre la politique économique des Etats qui nous environnent.

Et c'est pour cela que nous sommes partisans convaincus des Traités de commerce et nous croyons que c'est l'unique voie qui nous reste pour pouvoir adoucir les aspérités des Traités autonomes.

Avec les Traités de commerce nous pouvons modérer ce qu'il y a d'excessif dans le Tarif douanier et poursuivre jusqu'à l'extrême limite possible le but très important de protéger nos exportations sur les marchés étrangers.

Il ne faut donc pas considérer le Projet de tarif en lui-même tel qu'il se présente aujourd'hui ; mais il faut le considérer comme une arme de défense à opposer aux autres Etats, et en même temps comme une base sur laquelle il sera possible de faire des Traités équitables qui nous ramèneront, autant qu'il se pourra, dans la voie d'une politique économique plus libérale.

N° 10 bis. — Le ministre des affaires étrangères d'Italie,
aux ambassadeurs à Paris et à Vienne.

Rome, le 18 juillet 1887.

Monsieur l'Ambassadeur,

Au moment où l'on procède à la dénonciation de nos traités de commerce avec la France et l'Autriche-Hongrie, le Gouvernement du Roi se déclara disposé à entrer en négociations pour la conclusion de nouveaux traités qui entreraient en vigueur le 1^{er} janvier 1888.

Maintenant que les deux parties du Parlement ont approuvé le nouveau tarif général, il semble convenable de pourvoir, au moyen d'indications et aussi d'explications opportunes, à rendre, autant que nous le pourrons, les négociations le plus faciles et le plus expéditives, étant donnée surtout la nécessité de soumettre l'accord à intervenir à l'examen des Parlements respectifs au moins quelques semaines avant le jour désigné pour les entrées en vigueur.

D'autre part, Votre Excellence n'ignore pas que, non pas tant pour la question de dignité et de juste corrélation avec les négociations précédentes, que parce que les cabinets de Paris et de Vienne semblent déjà préparés à cela, et plus encore parce qu'une hâte excessive montrée par nous pourrait nuire au bon succès des négociations, nous avons l'intention d'en laisser prendre l'initiative à la France et à l'Autriche-Hongrie.

Pour concilier les deux exigences, on a adopté la combinaison qui consiste à profiter de l'occasion qui amène les honorables députés Luigi Luzzatti et Vittorio Ellena, pour des raisons d'étude, à Paris et à Vienne, pour les autoriser (sans qu'ils soient munis d'aucun mandat, pas même officieux) à tâter et à préparer d'une façon opportune le terrain pour les traités futurs, en se procurant (ce qui n'est pas pour eux chose difficile) des entretiens particuliers avec les ministres et autres personnages compétents. Le but serait de faire connaître nos intentions pour les négociations futures et d'étudier celles de l'autre partie contractante.

De ces intentions de notre part, je me hâte de donner connaissance à Votre Excellence, afin que, tout en s'abstenant naturellement de donner aucun avis préalable de la prochaine arrivée de ces deux Messieurs, Votre Excellence puisse cependant, quand ils seront arrivés, si par hasard on l'interroge à ce sujet, déclarer simplement qu'elle sait qu'ils sont, et par leur compétence et par la confiance illimitée qu'a en eux le Gouvernement du Roi, en état de faire connaître le fond de sa pensée, en matière économique, et que, en outre, bien qu'ils n'aient reçu aucun mandat, ni officiel ni officieux, d'ouvrir des négociations spéciales avec aucun gouvernement, elle sait cependant qu'ils sont désignés pour le rôle de plénipotentiaires du Gouvernement italien dans la négociation, qui doit avoir lieu à Rome, des nouveaux traités de commerce.

DEPRETIS.

N° 11. — M. Gérard, chargé d'affaires de la République française en Italie, à M. Flourens, ministre des affaires étrangères.

(Télégramme.)

Rome, le 24 juillet 1887.

Il y a quelques jours, le Général Menabrea a été chargé de faire savoir à

Votre Excellence que, conformément à ses déclarations du mois de décembre dernier, le Gouvernement italien était prêt à aborder les pourparlers relatifs au Traité de commerce.

Vers le 8 août, MM. Ellena et Luzatti doivent se rendre à Paris, d'où ils iront ensuite à Vienne. Ils ne sont investis encore d'aucune mission, mais ils sont désignés dès à présent pour prendre part aux négociations éventuelles ; ils possèdent de tous points en ces matières la confiance du Cabinet et ils sont autorisés, en même temps qu'ils doivent pressentir les intentions du Gouvernement de la République, à faire connaître les vues de leur Gouvernement.

GÉRARD.

N° 12. — M. Gérard, chargé d'affaires de la République française en Italie, à M. Flourens, ministre des affaires étrangères,

(Télégramme)

Rome, le 12 août 1887.

Dans une conversation que j'ai eue hier, et au cours de laquelle j'ai gardé la plus grande réserve, M. Crispi n'a paru ne pas partager à l'égard de notre Traité de commerce les vues de M. Depretis.

Le Président du Conseil est surpris d'abord, que le Gouvernement de la République n'ait encore fait aucune réponse aux ouvertures du Général Menebrea. Il prétend de plus en plus que tous les avis qui lui viennent de Paris lui représentent la conclusion d'un Traité comme impossible. Il craint enfin que, même si les négociations devaient aboutir, le Parlement français ne rejette le texte qui lui serait soumis. M. Crispi était, d'ailleurs, de son avis même, très préoccupé des mesures récemment adoptées en France envers les produits agricoles italiens.

Par suite de ces dispositions du Président du Conseil, le voyage de MM. Luzzatti et Ellena, qui m'avait été très positivement annoncé, semble devoir être abandonné. M. Crispi m'a dit que M. Ellena restait à Rome et que M. Luzzatti allait en Angleterre.

GÉRARD.

N° 13. — M. Flourens, ministre des affaires étrangères, à M. Gérard, chargé d'affaires de la République française en Italie.

(Télégramme)

Paris, le 15 août 1887.

Le Général Menebrea ne m'a saisi, même verbalement, d'aucune proposition relative à l'ouverture éventuelle, sur l'initiative du Gouvernement italien, de négociations pour un nouveau Traité de commerce. C'est moi qui, en lui rappelant la proximité de l'échéance, me suis déclaré disposé à examiner les propositions que le Gouvernement italien nous adresserait, en indiquant que les négociations pour le Traité de navigation ayant eu lieu à Rome, nous attacherions du prix à ce que celles-ci eussent lieu à Paris.

Dans cette situation, nous ne pouvons qu'attendre une nouvelle communication du Gouvernement italien : c'est à lui qu'il appartient, en effet, de formuler les premières propositions, puisqu'il a pris l'initiative de la dénonciation du Traité de 1881.

Veuillez, dans l'occasion, tout en renouvelant à M. Crispi l'assurance de notre bonne volonté, lui rappeler ces circonstances. FLOURENS.

N° 13 bis. — Le ministre ad intérim des affaires étrangères d'Italie, au ministre d'Italie à Paris.

Rome, le 18 août 1887.

Monsieur le ministre,

Si les doutes que M. Rouvier semble avoir dans le succès final, devant les Chambres françaises, d'un nouveau traité de commerce entre la France et l'Italie, une fois que celui-ci aurait été signé par les négociateurs, si ces doutes semblaient avoir quelque fondement, nous nous trouverions à contre-cœur obligés de nous abstenir, pour le moment, de toutes négociations. Nous espérons cependant que cela ne sera pas. De mon côté, j'observerai seulement que rien de semblable ne serait à craindre, à ce sujet, de notre Parlement. Une fois notre signature apposée, le pays nous suivrait sans hésiter et nous aiderait à remplir nos engagements. CRISPI.

N° 14. — M. Gérard, chargé d'affaires de la République française en Italie, à M. Flourens, Ministre des Affaires étrangères.

(Télégramme)

Rome, le 19 août 1887.

J'ai vu hier M. le Président du Conseil qui a reconnu, concernant le silence du Général Menabrea et les déclarations de Votre Excellence à l'égard du Traité de commerce, l'exactitude des faits, tels que les rétablissant votre télégramme du 15 août.

M. Crispi a la même préoccupation dominante : la crainte d'un nouveau rejet par le Parlement français. Il a bien voulu ajouter que son amitié pour notre pays et le désir d'écartier toute cause de malentendu lui faisaient un devoir de ne pas courir un tel risque.

Dès le retour à Rome des Ministres du Commerce et des Finances, les questions relatives au renouvellement éventuel du Traité seront examinées au Conseil. GÉRARD.

N° 15. — M. Gérard, chargé d'affaires de la République française en Italie, à M. Flourens, ministre des Affaires étrangères.

Rome, le 19 août 1887.

Monsieur le Ministre, Votre Excellence sait déjà, par mes télégrammes du 12 de ce mois et d'aujourd'hui les dispositions dans lesquelles, à huit jours d'intervalle, j'ai trouvé le Président du Conseil relativement aux négociations éventuelles du Traité de commerce entre le Gouvernement de la République et le Gouvernement royal.

M. Crispi, en entrant à la Consulta, avait pris connaissance des instructions adressées par M. Depretis au Général Menabrea, au lendemain de la promulgation du nouveau tarif douanier. Il pensait que l'Ambassade de Sa Majesté à Paris avait fait connaître au Gouvernement français que, selon ses engagements du mois de décembre dernier, la loi douanière étant votée par les deux Chambres, le Gouvernement italien était prêt à aborder

les pourparlers en vue d'un nouveau Traité. Cette communication n'ayant pas été faite, ainsi que Votre Excellence m'en a informé par son télégramme du 15 de ce mois, et ainsi que M. Crispi l'a reconnu, il résulte que les seules paroles à ce sujet ont été prononcées par Votre Excellence qui s'était déclarée prête à examiner les propositions dont la saisirait le Gouvernement italien.

Dans ces circonstances, le Président du Conseil ne pouvait que rendre hommage à notre bonne volonté, et il n'a pas hésité à le faire. Mais M. Crispi m'a de nouveau exprimé la crainte qu'il éprouve à l'endroit du Parlement français, de ses sentiments en matière économique, et de sa facilité à repousser les Conventions qui lui sont soumises.

M. Crispi a évité d'ailleurs de se prononcer, soit sur le caractère même des négociations, soit sur le lieu où elles devront se poursuivre. Il n'est pas revenu davantage sur le voyage officieux de MM. Luzzatti et Ellena. Mais il m'a déclaré, en m'autorisant à le faire savoir à Votre Excellence, que les diverses questions concernant le renouvellement éventuel du Traité seraient examinées dans le prochain Conseil du Cabinet qui se réunira à Rome, dès le retour du Ministre du Commerce et du Ministre des Finances.

Veuillez agréer, etc.

GÉRARD.

N° 16. — M. Decrais, ambassadeur de la République française à Vienne, à M. Flourens, ministre des affaires étrangères.

(Télégramme.)

Vienne, le 22 août 1887.

Arrivés à Vienne il y a quelques jours, MM. Luzzatti et Ellena sont repartis pour Rome aujourd'hui. Il a été entendu que les Délégués de l'Autriche-Hongrie iront à Rome, en vue d'y discuter les bases de nouvelles Conventions, en octobre ou en novembre.

DECREAIS.

N° 16 bis. — Le ministre ad intérim des affaires étrangères d'Italie, au ministre d'Italie à Paris.

Rome, 24 août 1887, 5 h. 15 p. m.

Je remercie Votre Excellence de ses télégrammes. En substance, M. Rouvier suggère l'idée que nous lui communiquions, soit par l'entremise de Votre Excellence, soit par l'envoi à Paris d'une personne de confiance, nos demandes et nos propositions ; puis il promet de dire si, à son avis, il y a possibilité de s'entendre pour un traité, pour lequel, dans la mesure des prévisions humaines, il garantit l'approbation parlementaire en France. Je consulterai, sur ce sujet, mes collègues, et lui ferai connaître le plus tôt possible notre décision. Relativement au lieu des négociations, je persiste toujours à penser que ce devrait être à Rome, où le traité avec l'Autriche-Hongrie doit aussi se négocier.

CRISPI.

N° 17. — M. Flourens, ministre des affaires étrangères, à M. Gérard, chargé d'affaires de la République française en Italie.

Paris, le 26 août 1887.

Monsieur, par la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire le

19 de ce mois, vous m'avez rendu compte de votre dernier entretien avec M. Crispi au sujet du renouvellement éventuel de notre Traité de commerce avec l'Italie.

J'ai pris connaissance avec intérêt des informations que vous me transmettez et je ne doute pas, après les déclarations que vous avez faites, que M. le Président du Conseil d'Italie ne soit parfaitement convaincu qu'il n'a pas dépendu de nous que des pourparlers ne fussent, dès à présent, engagés en vue de la conclusion d'une nouvelle Convention commerciale et maritime entre les deux Pays.

Les craintes que M. Crispi semble manifester au sujet de l'accueil que le Parlement français pourrait réserver à l'œuvre des négociateurs, ne sauraient d'ailleurs, dans ma pensée, justifier l'absence, de la part du Gouvernement italien, de propositions dont il lui appartient de prendre l'initiative. Le Gouvernement de la République n'est pas moins soucieux que le Cabinet de Rome d'éviter devant les Chambres un nouvel échec qui pourrait avoir pour conséquence de nuire aux relations générales entre la France et l'Italie. Aussi la meilleure garantie de succès consisterait-elle, pour les négociateurs, à apporter dans leur mission un esprit d'équitable réciprocité qui prévint toute difficulté sérieuse de la part des Pouvoirs législatifs des deux Pays.

Recevez, etc.

FLOURENS.

N° 18. — M. Gérard, chargé d'affaires de la République française en Italie, à M. Flourens, ministre des affaires étrangères.

Rome, le 30 août 1887.

Monsieur le Ministre, il ne m'a pas été malaisé, grâce à la façon dont Votre Excellence a rétabli les faits, de montrer au Gouvernement royal que le retard et l'obstacle à l'ouverture des pourparlers ne nous étaient point imputables. Je me suis attaché de plus, en rappelant à M. Crispi qu'il appartenait au Gouvernement royal de faire les premières propositions, à atténuer dans son esprit les appréhensions que lui cause l'éventualité d'un échec devant les Chambres françaises. Je ne suis pas certain d'y avoir complètement réussi, car le Président du Conseil donne libre cours, dans ses entretiens, à ses défiances et à ses craintes. Votre Excellence trouvera l'écho de ces sentiments dans la chronique politique de la *Revue internationale* de Rome dont je joins ici un fragment en annexe. M. Crispi cependant semble s'être décidé à poser officiellement devant le Cabinet la question de savoir si les négociations doivent être engagées avec la France et sous quelle forme. Le Conseil est convoqué pour demain matin ; tous les Ministres seront de retour et y assisteront. Cette séance suffira, je pense, au Président du Conseil pour prendre un parti. Je vous ferai connaître d'urgence la résolution qui aura été adoptée.

Veuillez agréer, etc.

GÉRARD.

N° 19. — M. Gérard, chargé d'affaires de la République française en Italie, à M. Flourens, ministre des affaires étrangères.

(Télégramme.)

Rome, le 2 septembre 1887.

Le Gouvernement royal a résolu, ayant dénoncé le Traité de 1881, de

prendre l'initiative des négociations nouvelles. Toutefois il a paru au Cabinet italien que la meilleure méthode serait que les dispositions des deux Gouvernements fussent pressenties à l'aide de pourparlers officieux. Si le Gouvernement de la République accepte cette procédure, le Gouvernement italien enverrait à Paris des délégués spéciaux, qui d'ailleurs ne sont pas désignés. M. Crispi, qui m'a fait connaître lui-même cette décision, ajoute qu'il attacherait du prix à ce que Rome fût désignée pour les négociations définitives, si elles doivent s'engager.

GÉRARD.

N° 20. — M. Flourens, ministre des affaires étrangères, à M. Gérard, chargé d'affaires de la République française en Italie.

Paris, le 10 septembre 1887.

Monsieur, j'ai reçu votre lettre du 30 août ainsi que le télégramme que vous m'avez adressé le 2 de ce mois au sujet des négociations commerciales et maritimes entre la France et l'Italie.

De son côté, M. Ressiman m'a entretenu de cette question. Il m'a fait savoir que son Gouvernement, reconnaissant qu'il lui appartenait de prendre l'initiative des négociations, était disposé à envoyer tout d'abord à Paris des délégués spéciaux, avec mission d'échanger, dans des entretiens officieux, des vues sur les intentions réciproques des deux Gouvernements. Il a insisté, en même temps, pour que le siège des négociations formelles fût fixé à Rome, le Cabinet italien se proposant de les confier aux délégués qui seraient également chargés de celles qui devaient être suivies à la même époque avec l'Autriche et avec la Suisse.

Sur le premier point, j'ai exprimé à M. Ressiman l'avis que le mode de procéder qui paraissait le plus simple pour des pourparlers préliminaires était qu'il fût lui-même autorisé à nous faire connaître les bases de négociations que son Gouvernement désirerait voir adopter ; j'ai ajouté que, pour arriver à un résultat pratique, il me paraîtrait utile que les propositions de son Gouvernement fussent formulées par écrit, ce qui nous permettrait, après examen des Administrations compétentes, de fixer nous-mêmes le Cabinet de Rome sur nos intentions.

Quant au siège des négociations définitives, j'ai ajourné notre réponse jusqu'à la fin des pourparlers préliminaires, qui nous mettraient en mesure d'envisager plus nettement qu'il n'est possible de le faire aujourd'hui, la suite de la négociation. Je n'ai pas dissimulé, d'ailleurs, à M. Ressiman que nous avions de sérieux motifs, en vue d'arriver à une entente, pour demander que cette négociation eût lieu à Paris.

Recevez, etc.

FLOURENS.

N° 20 bis. — Le ministre ad interim des affaires étrangères d'Italie, au ministre d'Italie à Paris.

Rome, 12 septembre 1887.

Monsieur le ministre,

Je m'empresse de vous faire connaître nos conclusions pour les négociations commerciales avec la France.

1° Bien que nous ayons dénoncé le traité de commerce actuel, nous

sommes prêts à prendre l'initiative, et, au moment opportun, à demander l'ouverture des négociations préliminaires pour le nouveau traité. — 2° Nos délégués officieux iront à Paris pour échanger les idées préliminaires afin de rendre possible la négociation d'un traité auquel soit assurée l'approbation des Chambres françaises. — 3° Les négociations du traité de commerce se feront séparément de celles pour la convention de navigation. — 4° Les trois points qui précèdent sont subordonnés essentiellement à la condition que les négociations définitives et officielles s'ouvriront à Rome. — 5° Le traité aura une durée de 4 ans, c'est-à-dire prendra fin en 1892, suivant le désir de M. Rouvier. — 6° Quant à la prorogation du traité actuel, nous devons nous réserver de la concéder seulement quand les négociations en seront au point qu'on ait la certitude de la conclusion du nouveau traité.

Veuillez faire connaître ce qui précède à MM. Rouvier et Flourens. Ils y trouveront la preuve de notre sincère désir d'arriver à un accord également avantageux pour les deux pays. CRISPI.

N° 21. — **M. Gérard, chargé d'affaires de la République française en Italie, à M. Flourens, ministre des affaires étrangères.**

(Télégramme.)

Rome, le 13 septembre 1887.

M. Crispi s'est arrêté aux conclusions suivantes que M. Ressaïn est invité à faire connaître sans retard à Votre Excellence ainsi qu'au Président du Conseil :

1° Le Gouvernement royal, sauf réserve de l'accord préliminaire à obtenir officieusement, prendra l'initiative des négociations ;

2° Des Délégués officieux seront envoyés à Paris pour un échange d'idées destiné à établir la possibilité du traité et de son acceptation par les Chambres françaises ;

3° Le Traité de commerce et la Convention de navigation seront l'objet de négociations séparées ;

4° Les négociations définitives et officielles auront lieu à Rome ;

5° Le Traité aura une durée de cinq ans, jusqu'en 1892 ;

6° La prorogation éventuelle du Traité de 1881 ne sera envisagée qu'au cas où les négociateurs auraient acquis la certitude de voir aboutir le traité nouveau.

Les négociations commerciales avec l'Autriche doivent s'ouvrir officiellement le 15 octobre prochain à Rome. GÉRARD.

N° 22. — **M. Flourens, ministre des affaires étrangères, à M. Gérard, chargé d'affaires de la République française en Italie.**

(Télégramme.)

Paris, le 17 septembre 1887.

Les conclusions du Gouvernement italien, telles que me les indiquait votre télégramme du 13 de ce mois, m'ont été communiquées verbalement. J'ai répondu que nous acceptons, dès à présent, en principe, les diverses propositions du Gouvernement italien.

Quant à la quatrième, fixant à Rome le siège des négociations définitives

et officielles, j'ai laissé entendre que notre adhésion était subordonnée à cette assurance que les pourparlers préliminaires seraient poussés assez loin à Paris, pour que la négociation à Rome n'ait plus pour but que la constatation des résultats déjà acquis. Vous conformerez, à l'occasion, votre langage aux indications qui précèdent.

FLOURENS.

N° 23. — M. Gérard, chargé d'affaires de la République française en Italie, à M. Flourens, ministre des affaires étrangères.

Rome, le 18 septembre 1887.

Monsieur le Ministre, je remercie Votre Excellence d'avoir bien voulu, par son télégramme d'hier, me faire connaître la réponse du Gouvernement de la République aux propositions italiennes concernant les pourparlers préliminaires du Traité de commerce italo-français.

M. Crispi, que j'ai vu hier, s'était déjà félicité de l'entente à laquelle les deux Cabinets sont parvenus, et il n'a pas manqué de rendre hommage à l'attitude conciliante du Gouvernement français. Le Président du Conseil, et après lui M. Malvano m'avaient de même indiqué la condition à laquelle reste subordonné, dans la pensée de Votre Excellence, le choix de Rome comme siège des négociations définitives et officielles. Tous deux m'ont paru très disposés à tenir compte de cette réserve et à vous donner sur ce point, autant que possible, toute satisfaction.

Je dois cependant faire observer à Votre Excellence que, les négociations pour le Traité de commerce austro-italien devant s'ouvrir à Rome le 15 octobre prochain, si les négociateurs de ce Traité sont les délégués mêmes chargés à Paris des pourparlers officieux, l'espace de temps sera extrêmement limité. Au cas, en effet, où M. Crispi désignerait MM. Luzzatti et Ellena comme les délégués à Paris du Gouvernement royal, si tous deux doivent revenir à Rome pour la mi-octobre, ils ne disposeraient guère que de trois semaines.

Veuillez agréer, etc.

GÉRARD.

N° 24. — M. Gérard, chargé d'affaires de la République française en Italie, à M. Flourens, ministre des affaires étrangères.

(Télégramme)

Rome, le 24 septembre 1887.

MM. Luzzatti et Ellena ont été choisis par le Gouvernement royal comme délégués officieux dans les pourparlers préliminaires du Traité de commerce. M. Branca, député de Potenza, doit également être désigné pour cette mission. Ils arriveront à Paris très probablement le 28 septembre.

GÉRARD.

N° 24 bis. — Le ministre d'Italie à Paris, au ministre ad interim des affaires étrangères d'Italie.

Paris, 6 octobre 1887, 7 h. 18 p. m.

Reçu 10 h. p.

Nos délégués, les honorables Luzzatti, Ellena et Branca, télégraphient ce qui suit à Votre Excellence :

« Dans la réunion que nous avons eue avec les Délégués techniques

français, nous sommes persuadés qu'ils n'étaient pas préparés sur les points les plus importants de la négociation, sur lesquels ils se sont réservés de nous communiquer des propositions que nous pensons soumettre, à notre retour, à l'examen du gouvernement royal. Demain continuera et peut-être finira ce travail parlementaire. De cette façon, les demandes que l'Italie a déjà présentées et les demandes françaises se trouveront en présence, et nous pourrions, à notre retour en Italie, donner à notre gouvernement un exposé complet de la situation. Notre impression est qu'il ne sera pas difficile de conclure un traité légèrement meilleur que le dernier, mais nous sommes d'accord pour constater que les dispositions, en général, du gouvernement français sont moins bonnes aujourd'hui qu'elles ne l'étaient les premiers jours.

« Notre intention est de partir lundi ou mardi, après avoir eu un entretien avec les ministres pour préciser l'état actuel de la situation, sans préjuger des intentions de notre Gouvernement. En prenant congé du Gouvernement français, nous nous proposerons de constater notre vif désir d'arriver à une entente et à faire toutes les concessions compatibles avec nos intérêts économiques. »

RESSMAN.

N° 25. — **M. Gérard, chargé d'affaires de la République française en Italie, à M. Flourens, ministre des affaires étrangères.**

(Télégramme)

Rome, le 16 octobre 1887.

De retour à Rome, les Délégués officiels ont rapporté de Paris à l'égard du Traité de commerce des impressions qui ne sont pas concordantes.

M. Crispi m'a parlé du retour des Délégués avec réserve. Il a paru surpris qu'une conversation de dix jours n'eût pas apporté de résultats plus positifs. Peut-être croit-il que des influences d'un autre ordre ont traversé l'œuvre des négociateurs.

GÉRARD.

N° 26. — **M. Flourens, ministre des affaires étrangères, à M. Gérard, chargé d'affaires de la République française en Italie.**

Paris, le 29 octobre 1887.

Messieurs les Délégués que le Cabinet de Rome avait chargés d'échanger des vues avec le Gouvernement français au sujet du renouvellement éventuel du Traité de commerce entre la France et l'Italie sont, ainsi que vous me l'aviez annoncé, arrivés à Paris dans les derniers jours du mois dernier.

Au cours des entrevues qu'ils ont eues avec les Représentants tant de mon Département que des Ministères du Commerce et des Finances, ils ont fait connaître, en termes très généraux, les vues de leur Gouvernement. J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint, pour votre information, le texte d'une Note qu'ils ont présentée et qui contient l'expression de leurs désirs.

Vous trouverez ci-annexée la réponse que le Gouvernement français croit devoir faire à ces demandes, et dont je vous prierai de vouloir bien faire connaître le contenu à la Consulta en transmettant en même temps à M. le Ministre des Affaires étrangères la première liste de demandes que nous nous sommes réservé de formuler en ce qui concerne les lainages. J'espère être en mesure de pouvoir vous transmettre prochaine-

ment les autres listes relatives l'une aux soieries et l'autre aux cotonnades.
Recevez, etc. FLOURENS.

ANNEXE I A LA LETTRE DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES EN DATE
DU 29 OCTOBRE 1887.

Paris, le 29 septembre 1887.

Le Gouvernement français ayant souhaité de connaître les demandes du Gouvernement italien, relativement au nouveau traité de commerce, les Délégués italiens ont l'honneur de dresser, ci-dessous, la liste de ces demandes en se réservant de la compléter, s'il y a lieu, au cours de la négociation.

1^o Maintenir, tel qu'il est, le texte du traité de commerce du 3 novembre 1884, sauf à bien fixer la portée des articles 1^{er} et 14 en rapport aux ouvriers italiens résidant en France, et à l'exportation des produits agricoles de l'Italie en France.

2^o L'Italie demande en général le traitement de la nation la plus favorisée et le maintien du régime conventionnel en vigueur pour les articles suivants :

Semoules en pâtes et pâtes d'Italie;

Riz en grains;

Manne;

Albâtre brut et ouvré;

Pierres brutes et ouvrées;

Acide borique;

Sulfate de quinine;

Parfumeries alcooliques;

Vitrifications en émail, en masse ou en tubes;

Vitrifications et grains percés ou taillés ou en pierre à bijoux, etc.;

Filets de pêche;

Boutons de toute sorte.

3^o On réclame des réductions de droit à l'entrée en France pour le bétail, les marbres sciés et le borax.

4^o On souhaite que les surtaxes d'entrepôt ne soient pas appliquées aux produits d'origine extra-européenne ouvrés en Europe, même lorsque le travail auquel ils ont été soumis ne modifie pas le régime douanier. Et ce, notamment, pour les riz et crins.

5^o On croit nécessaire de définir pour le régime de la douane la vin et le vermouth, et de fixer, d'une manière équitable, les droits auxquels seront assujettis les vins titrant 16 degrés ou plus.

ANNEXE II

A LA LETTRE DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES EN DATE DU 29 OCTOBRE 1887.

Réponses aux demandes formulées par le gouvernement italien.

I. *L'Italie demande de maintenir tel qu'il est le texte du traité de 1884, sauf à bien fixer la portée des articles 1 et 14 en rapport aux ouvriers italiens résidant en France et à l'exportation des produits agricoles de l'Italie en France.*

La proposition de maintenir sans changement le texte du traité de commerce du 3 novembre 1884 ne soulève pas d'objection. Quant à la réserve concernant la portée des articles 1^{er} et 14 par rapport aux ouvriers italiens résidant en France et à l'exportation des produits agricoles de l'Italie en France, il ne semble pas qu'elle puisse amener une modification de texte desdits articles insérés, non seulement dans le traité du 3 novembre 1884 avec l'Italie, mais dans la plupart des autres traités conclus par la France. La formule de réserve employée dans la note est, d'ailleurs, trop peu explicite, pour qu'il soit possible de se rendre exactement compte de l'objet qu'elle a en vue.

En ce qui concerne les produits horticoles, ils ont fait l'objet, avec l'Ambassade d'Italie à Paris, d'une correspondance très récente à laquelle le Gouvernement de la République ne peut que se référer.

II. L'Italie demande en général le traitement de la nation la plus favorisée et le maintien du régime conventionnel en vigueur pour les articles dont la liste suit.

En demandant, en général, le traitement de la nation la plus favorisée, le Gouvernement italien place tout d'abord les pourparlers sur un terrain où il semble difficile de le suivre sans explications préalables. Du côté de la France, en effet, le traitement de la nation la plus favorisée entraîne l'application aux produits italiens de toutes les réductions de tarif consenties en faveur des pays avec lesquels le Gouvernement de la République a contracté et, en outre, la consolidation d'un certain nombre de droits inscrits dans le tarif général et qui depuis n'ont subi aucune modification, sauf en ce qui concerne les céréales et les bestiaux non repris dans les traités.

Du côté de l'Italie, au contraire, qui a dénoncé tous ses traités, à l'exception des traités avec l'Allemagne et l'Angleterre, le traitement de la nation la plus favorisée assure purement et simplement à la France la jouissance éventuelle des concessions devant ou pouvant résulter des conventions à conclure avec d'autres puissances et s'appliquant à un tarif général qui a subi des augmentations successives et considérables en 1883 et en 1887, tant par le fait même de l'élévation des droits eux-mêmes que par les changements introduits dans le classement des marchandises.

La situation n'est donc pas égale entre les deux parties, dont l'une offre des avantages réels et à l'abri de tout changement pour le plus grand nombre jusqu'au 1^{er} février 1892, tandis que l'autre serait libre de tout engagement à partir du 1^{er} janvier 1888, si d'autres conventions n'interviennent pas avant cette époque.

Quant aux articles pour lesquels la note remise par les Délégués du Gouvernement italien demande le maintien du régime conventionnel actuel, quelques-uns d'entre eux donnent lieu à des observations qui peuvent se résumer ainsi qu'il suit :

a) Semoules en pâtes et pâtes d'Italie.

Le droit de 3 francs inscrit au tarif conventionnel actuel était corrélatif au droit de 60 centimes sur le blé, en vigueur au moment où fut établi le tarif général français ; mais, depuis cette époque, le droit sur le blé a été successivement porté à 3 francs (loi du 28 mars 1885) et à 5 francs (loi du 29 mars 1887). Si donc le droit de 3 francs était maintenu au tarif conventionnel, les produits fabriqués seraient moins fortement taxés que la matière première et la situation deviendrait d'autant plus fâcheuse et d'autant plus inégale pour l'industrie nationale qu'elle doit acheter au dehors les blés durs qu'elle emploie et que la France ne produit ni en quantité ni en qualité suffisantes. En ce qui touche l'exportation des pâtes de fabrication française, les conditions d'égale concurrence avec les industries similaires de l'étranger peuvent se rétablir au moyen de l'admission temporaire, mais ce palliatif est sans action sur le marché intérieur qui demeure d'autant plus favorablement ouvert aux produits du dehors que les frais de fabrication s'augmentent pour le produit national de toute la surcharge que lui impose le droit de douane.

En effet, au rendement moyen de 65 kilogrammes de pâtes pour 100 kilogrammes de blé, la fabrication de 100 kilogrammes de pâtes exige l'emploi de 155 kilogrammes de blé (exactement 155 kil. 83) qui, au droit de 5 francs le quintal, sont frappés d'une taxe de 7 fr. 75 et ne trouvent comme contre-partie qu'un droit de 3 francs sur le produit étranger, soit une différence de 4 fr. 75 au profit de ce dernier. Dans cette situation, il est permis de dire que le droit de 8 francs n'est que l'exacte compensation du droit de 5 francs sur les blés, car il ne laisse subsister, au profit de nos industriels, qu'un minime avantage

de 25 centimes par quintal, soit 0,38 p. 0/0 sur une valeur moyenne de 65 fr. les 100 kilogrammes.

D'après ces observations, il semble difficile d'admettre que le droit conventionnel actuel puisse être maintenu; on pourrait même se demander si l'inscription du droit de 8 francs s'accorderait avec l'engagement pris de laisser les grains, et particulièrement les blés, en dehors des traités.

Il est à remarquer, en outre, que le droit de 5 francs sur les pâtes de froment, qui figurent au tarif général et au tarif conventionnel italien en présence d'un droit de 1 fr. 40 cent. sur le blé, a été porté à 9 francs au tarif général de 1887 en corrélation avec le droit de 3 francs sur sa matière première.

b) Riz en grains.

Le riz en grains de toute sorte est admis en franchise par le tarif général de France. Le régime a été inscrit dans le traité du 3 novembre 1881; mais, dans l'intérêt de l'industrie du décorticage, l'Italie a frappé d'un droit à l'entrée les articles similaires de provenance étrangère. Il semble donc que nous soyons fondés à agir de même ou tout au moins à n'accorder la franchise qu'au prix de concessions nouvelles de la part de l'Italie. La Chambre des Députés est d'ailleurs saisie par l'initiative parlementaire d'une proposition relative à la taxation du riz.

c) Parfumeries alcooliques.

Le maintien du droit conventionnel de 37 fr. 50 cent. ne soulève pas d'objections de la part de nos industriels, mais à charge de réciprocité. L'Italie ayant porté le droit sur ces produits de 37 fr. 50 cent. à 100 francs, le Gouvernement français est en droit de réserver cet article, d'autant plus que les parfumeries alcooliques, comme le riz, ne sont repris que dans le Traité franco-italien.

d) Filets de pêche.

Le droit de 20 francs sur les filets de pêche n'est également repris que dans le traité avec l'Italie; dans bien des cas, il est notablement inférieur au droit dont sont frappés les filets eux-mêmes. Dans son tarif général de 1887, l'Italie a substitué au droit fixe de 4 francs, repris au traité et inscrit dans ses tarifs généraux de 1878 et de 1883, une disposition d'après laquelle les filets de pêche acquittent le droit des filets dont ils sont composés, plus 10 p. 0/0.

Bien que le droit de 20 francs ait été établi dans l'intérêt de nos pêcheurs, il semble inutile de nous engager sur ce point vis-à-vis d'un tiers qui a changé les conditions dans lesquelles le droit de notre tarif général aurait été rendu conventionnel.

e) Boulons de toute sorte.

En présence de nombreuses et très vives réclamations auxquelles a donné lieu le régime conventionnel actuel, et du relèvement des droits inscrits dans le tarif italien, la proposition des Délégués ne saurait être admise sans discussion préalable.

Quant au marbre, à l'albâtre brut et ouvré, aux pierres brutes et ouvrées, à l'acide borique, au sulfate de quinine, aux vitrifications en émail et en grains percés, le régime actuel pourrait être maintenu au besoin, mais à charge de concessions sur les nombreux relèvements directs ou indirects du nouveau tarif italien.

III. On réclame des réductions de droit à l'entrée en France pour le bétail, les marbres sciés et le borax.

Le droit sur le bétail ne peut être abaissé conventionnellement, ni même repris dans les traités, non plus que le régime des céréales. Des déclarations dans ce sens ont été faites, au nom du Gouvernement, lors de la discussion du tarif général de 1881 et dans les Conférences qui ont précédé la conclusion des traités de 1881 et de 1882; et on peut croire que le Parlement serait plus disposé à étendre qu'à restreindre la portée de ces déclarations.

Les marbres sciés, dont les droits ont été très sensiblement abaissés par le Tarif conventionnel, sont repris dans le Traité avec la Belgique et ne sauraient être l'objet d'une nouvelle diminution sans soulever de très vives protestations de la part de nos industriels qui se plaignent déjà de l'insuffisance des droits actuels.

Quant au borax ou borate de soude, qui n'est pas repris au Traité, le droit de 8 fr. 75 cent., inscrit au Tarif général, n'est que le résultat de la conversion, en droit fixe, de l'ancien droit de 5 p. 0/0 *ad valorem*, sur l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures.

IV. *On souhaite que les surtaxes d'entrepôt ne soient pas appliquées aux produits d'origine extra-européenne ouvrés en Europe, lorsque le travail auquel ils ont été soumis ne modifie pas le régime douanier. Et ce notamment pour les riz et crins.*

La sauvegarde de la surtaxe d'entrepôt exige le maintien de cette règle, sans laquelle, au moyen d'une simple torsion ou de toute autre main-d'œuvre aussi peu compliquée, non seulement le riz et les grains, mais les végétaux filamenteux, les peaux brutes, etc., échapperaient à la surtaxe.

V. *On croit nécessaire de définir pour le régime de la douane, le vin et le vermouth, et de fixer, d'une manière équitable, les droits auxquels seront assujettis les vins titrant 16 degrés ou plus.*

En ce qui concerne les vermouths, l'assimilation au vin est consacrée par les traités ; mais la douane use de son droit en surtaxant les vermouths en proportion de la quantité de sucre et d'alcool qu'ils renferment au-delà d'une certaine limite. C'est la répétition équitable des droits qui frappent à l'intérieur les sucres et les alcools.

Pour les vins, la question est pendante avec l'Espagne. Et l'Italie, pour l'application du droit de 2 francs dont elle jouit en vertu de la clause du traitement de la nation la plus favorisée, ne peut prétendre à un traitement autre que celui auquel sont ou seront soumis les vins espagnols.

ANNEXE III

A LA LETTRE DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES EN DATE DU 29 OCTOBRE 1887

Propositions françaises concernant les Lainages

N ^{os} du tarif italien de 1887.	FILS DE LAINE	DROITS PROPOSÉS
125	Fils de laine cardés, simples : (a) Ecrus ayant de longueur au kilogramme : 1 ^o Jusqu'à 10,000 mètres 2 ^o Plus de 10,000 mètres (b) Blanchis (c) Teints	45 francs les 100 kilogrammes. 55 — Régime des fils écrus. Régime des fils écrus augmenté de 25 fr. par 100 kilogr.
126	Fils de laine cardée, retors	Régime des fils simples augmenté de 20 p. 100.
127	Fils de laine peignée, simples : (a) Ecrus, ayant de longueur au kilogramme : 1 ^o Jusqu'à 50,000 mètres 2 ^o Plus de 50,000 mètres (b) Blanchis (c) Teints	45 francs les 100 kilogrammes. 55 — Régime des fils écrus. Régime des fils écrus augmenté de 25 fr. par 100 kilogr.
128	Fils de laine peignée, retors	Régime des fils simples augmenté de 20 p. 100.
129	Tissus de laine : (a) Cardée, pesant au mètre carré : 1 ^o Jusqu'à 300 grammes 2 ^o Plus de 300 grammes jusqu'à 500 gr. 3 ^o Plus de 500 grammes (b) Peignée, pesant au mètre carré : 1 ^o Jusqu'à 200 grammes 2 ^o Plus de 200 grammes jusqu'à 500 gr. 3 ^o Plus de 500 grammes	150 francs les 100 kilogrammes. 140 — 115 — 175 — 165 — 160 —
»	Tissus de laine cardée à chaîne composée entièrement de fils de coton.	L'omission de cet article au tarif général et par suite l'assimilation des tissus de l'espèce aux tissus de laine pure peignés et cardés entraîne une augmentation de droits considérable.
»	Tissus composés d'une chaîne de laine peignée et d'une trame de laine cardée : la laine cardée dominant en poids.	Ces tissus payent aujourd'hui les droits afférents à la laine cardée, mais la note annexée à l'article 129 du tarif général les fait rentrer dans la catégorie des tissus de laine peignée avec des droits de 20 à 32 p. 100 au lieu de 14 et 16 p. 100.

N ^{os} du tarif italien de 1887.	FILS DE LAINE	DROITS PROPOSÉS
	Draperie en laine peignée, pure ou mélangée de laine cardée.	Même observation que pour l'article précédent.
130	Tissus de laine imprimés	Suppression ou réduction de la surtaxe de 50 francs.
131	Tissus de laine brochés.	L'application des droits afférents à cette classe, qui n'existait pas dans les anciens tarifs, peut donner lieu à de grandes difficultés et à la prohibition absolue de certaines catégories de tissus simplement façonnés. Il y aurait lieu tout au moins à des explications catégoriques sur la portée de l'article.
132	Tissus de laine brodés.	Maintien d'une classe unique au droit de 400 francs.
133	Futres	Réduction des droits considérablement augmentés par la nouvelle classification.
135	Bonneterie.	Classe unique à 200 francs.
136	Passementerie.	200 francs les 100 kilogrammes.
137	Galons et rubans.	220 —
138	Boutons.	220 —
139	Dentelles et tulles	3 francs le kilogramme.
142	Articles confectionnés	Droit du tissu le plus imposé augmenté de 10 p. 100.

N^o 27. M. le comte de Moüy, ambassadeur de la République française en Italie, à M. Flourens, ministre des affaires étrangères.

Rome, le 21 novembre 1887.

Monsieur le Ministre, je viens d'avoir avec M. le Président du Conseil un entretien dans lequel j'ai eu le regret de trouver M. Crispi fort peu favorable, du moins en apparence, à des idées conciliantes au sujet du traité de commerce. Je ne lui ai pas caché, de mon côté, qu'il ne devait pas s'attendre à des concessions nouvelles auxquelles les Chambres françaises, assurément, refuseraient leur assentiment. En même temps, j'ai rappelé à M. Crispi, qui semblait fort soucieux de la situation où les deux pays se trouvent placés, qu'elle ne pouvait être imputée à la France ; que notre Parlement avait même, l'année dernière, bien qu'il ne regardât certes pas le traité de 1881 comme avantageux, ajourné la proposition de le dénoncer ; que, pour ma part, je n'avais cessé d'indiquer au Cabinet italien les embarras qui seraient, sans nul doute, la conséquence de cette mesure. Je lui ai représenté de nouveau les difficultés commerciales et financières que rencontrerait son Gouvernement au 1^{er} janvier, si d'ici là aucun accord

n'était intervenu, ou si du moins une prorogation du traité de 1881 n'était pas décidée.

Le Président du Conseil m'a répondu qu'avant le traité il y avait eu un intervalle non conventionnel et que le commerce italien n'avait pas souffert. J'ai répliqué que, sans discuter pour le moment cette assertion, puisque nous n'avions ni l'un ni l'autre en main les documents nécessaires, je me bornais à faire observer que le commerce italien n'avait pas alors les développements qu'il a pris depuis, grâce précisément au traité dénoncé. M. Crispi n'a pas insisté, et, quant à la prorogation, il a paru considérer qu'elle ne pourrait avoir lieu que si l'on avait quelque espérance sérieuse de voir les négociations aboutir.

DE MOUY.

N° 28. **M. Flourens**, ministre des affaires étrangères, à **M. le comte de Mouy**, ambassadeur de la République française en Italie.

Paris, le 23 novembre 1887.

Monsieur le Comte, pour faire suite à ma lettre du 29 octobre dernier, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint : 1° une nomenclature des tissus de coton que nous proposerions d'inscrire dans le Tarif conventionnel à l'entrée en Italie, avec indication des droits à établir ; 2° une note d'observations relatives au nouveau régime des soieries, qui, soit directement par l'augmentation des droits, soit indirectement par l'introduction de catégories nouvelles, présente des relèvements considérables sur le Tarif conventionnel de 1881, lequel stipulait déjà des droits supérieurs à ceux du Tarif B annexé au Traité de 1863.

La précédente Note sur les lainages que j'avais adressée à votre Ambassade le 29 octobre avait été, de la part de M. Ellena, l'objet de quelques remarques sur lesquelles M. Gérard avait appelé mon attention. Vous trouverez ci-jointe une Note qui répond à ces observations de M. Ellena, et que vous pourrez remettre à la Consulta en même temps que les deux autres documents ci-annexés.

Agréez, etc.

FOURENS.

ANNEXE I

A LA DÉPÊCHE DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES EN DATE DU 23 NOVEMBRE 1887.

N ^o du tarif italien de 1887.	TISSUS DE COTON	PROPOSITIONS
103	Tissus de coton, pur unis : Ecrus : (a) Pesant 13 kilogrammes ou plus aux 100 mètres carrés et présentant en chaîne et en trame dans le carré de 5 millimètres de côté : 1 ^o 27 fils ou moins. 2 ^o Plus de 27 fils. (b) Pesant 7 kilogrammes ou plus et moins de 13 kilogrammes : 1 ^o 27 fils ou moins. 2 ^o Plus de 27 fils. (c) Pesant 7 kilogrammes et moins : 1 ^o 27 fils ou moins. 2 ^o Plus de 27 fils.	57 francs les 100 kilogrammes. 64 — 66 — 75 — 80 — 100 —
104	Blanchis.	Régime des tissus écrus aug- menté de 20 p. 100, sous ré- serve d'observation au sujet du taux de cette surtaxe.
105	En couleurs ou teints.	Régime des tissus écrus aug- menté de 35 francs par 100 kilogrammes. — Même obser- vation au sujet du taux de la surtaxe.
106	Imprimés.	Régime des tissus blanchis aug- menté de 70 francs par 100 kilogrammes. — Même obser- vation au sujet du taux de la surtaxe.
107	Tissus ouvrés et damassés.	Suppression de l'assimilation en- tre tissus ouvrés et damassés en raison de la différence dans le prix de façon des deux ar- ticles ; surtaxe de 10 p. 100 pour les ouvrés et de 15 p. 100 pour les damassés.
	Nota. — Dans quelle catégorie ren- treront les coutils et les tissus croisés ?	
108	Tissus brochés.	Même surtaxe que pour les tissus damassés, soit 15 p. 100.
109	Tissus brodés	Classe unique.
110	Tulles.	Classe unique à 400 francs.
112	Tissus : (a) Goudronnés, huilés et similaires (b) Cirés	25 francs les 100 kilogrammes. 50 —
113	Boutons.	100 —

N ^{os} du tarif italien de 1887.	TISSUS DE COTON	PROPOSITIONS	
114	Tricots :		
	(a) Simples	100	—
	(b) Façonnés	Admission en principe d'une augmentation de droit pour les tricots façonnés, mais avec réduction du taux de 50 p. 100.	
115	Passementerie	100 francs les 100 kilogrammes, sous réserve d'une observation au sujet des cotons tressés pour mèches à bougies.	
116	Galons et rubans	100 francs les 100 kilogrammes.	
117	Dentelles	400	—
118	Velours :		
	(a) Communs et peluches :		
	1 ^o Ecrus	110	—
	2 ^o Blanchis	130	—
	3 ^o Teints et imprimés	115	—
	(b) Fins (velvets) :		
	1 ^o Ecrus	130	—
	2 ^o Blanchis	150	—
	3 ^o Imprimés	165	—
120	Articles confectionnés	Maintien du régime conventionnel.	

ANNEXE II

A LA DÉPÊCHE DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES EN DATE DU 23 NOVEMBRE 1887.

Soieries.

En considérant tout d'abord la situation réciproque de la France et de l'Italie au point de vue de la production des soies et soieries, et du régime douanier de ces articles dans les deux pays, on reconnaît que l'Italie, qui produit la matière première, joint à cet avantage celui du bon marché de la main-d'œuvre.

En outre, nous recevons en franchise la généralité de ses soieries, à l'exception des articles suivants :

Tissus, bonneterie et passementerie de bourre de soie pure, écrus, blanchis, teints ou imprimés	200 fr. les 100 kil.	
Tissus de bourrette pour ameublement pesant plus de 250 grammes au mètre carré	150	—
Tissus de soie mélangés de bourre de soie	200	—
Tissus de soie ou de bourre de soie mélangée d'autres matières textiles, la soie ou la bourre de soie dominant en poids	300	—
Tissus, passementeries et dentelles de soie ou de bourre de soie avec or ou argent fin	1.200	—
Tissus, passementeries et dentelles de soie ou de bourre de soie, avec or ou argent mi-fin ou faux	350	—

Rubans de soie ou de bourre de soie pure ou
mêlée d'autres matières textiles, la soie
ou la bourre de soie dominant en poids :

a) Velours	500	—
b) Autres	400	—

Articles confectionnés : Droits des tissus les plus fortement imposés augmentés de 10 p. 0/0.

De plus, tous les articles, soumis ou non à des droits de douane, sont repris dans les Traités avec la Suisse et la Belgique en dehors de l'Italie.

Enfin, nous recevons en franchise les soies grèges et moulinées que l'Italie frappe de droits de sortie au profit de ses industriels et au détriment des nôtres.

Dans ces conditions, l'Italie, qui avait déjà relevé très notablement son Tarif des soies et soieries en 1881 comparativement au Tarif conventionnel de 1863, les augmente encore dans une proportion considérable en 1887, tandis que de notre côté, le Tarif général réduit de 2½ p. 0/0 au Tarif conventionnel, demeure au même taux qu'en 1860.

Le tableau suivant donne la mesure de la progression des droits à l'importation des soies et soieries en Italie dans les trois Tarifs précités.

DÉSIGNATION	TRAITÉ de 1863.	TRAITÉ de 1881.	TARIF GÉNÉRAL DE 1887
Cocons	Exempts	Exempts	Exempts
Soies grèges et ouvrées : écrues.	—	—	—
— teintes	—	—	0 50
Fil à coudre de soie ou de bourre de soie. . .	—	—	2 50
Déchets de soie : frisons, bourre de soie non travaillée.	—	—	Exempts
— peignés.	—	0 10	0 10
— filés	—	0 50	0 50
Velours et peluches de soie ou de bourre de soie : unis.	»	6 50	9 00
— façonnés	»	»	12 00
Tissus de soie ou de bourre de soie : noirs unis.	»	4 00	7 00
Noirs façonnés.	3 00	»	10 00
Couleurs unis.	»	4 75	8 00
— façonnés.	»	»	11 00
Tissus de soie ou de bourre de soie à jour : Unis	3 00	4 75	10 00
Façonnés.	»	»	13 00
Velours mêlés : Soie ou bourre de soie re- présentant une proportion de 12 à 50 p. 100 : Unis	3 00	2 50	7 00
— Façonnés.	»	»	10 00
Tissus mêlés. <i>Idem</i> : noirs unis.	»	2 50	4 00
— — Façonnés.	»	»	7 00
— — Couleurs unis.	»	»	5 00
— — — façonnés.	»	»	8 00
Tissus brodés à chaînette : noirs	»	4 00	Droits du tissu
— — — couleurs.	»	4 75	augmentés de 2 f. par kil.

DÉSIGNATION	TRAITÉ de 1863.	TRAITÉ de 1881.	TARIF GÉNÉRAL DE 1887
Tissus brodés à point passé : noirs	3 00	4 00	Droits du tissu augmentés de 3 f. par kil.
— — — — — couleurs	»	4 75	
Tissus ordinaires de déchets de soie : unis . . .	»	2 00	2 50
— — — — — façonnés	»	»	4 50
Rubans et galons : Rubans de velours	5 00	Droits des tissus.	Droits du tissu augmentés de 3 f. par kil.
— — — — — autres	8 00		
— — — — — mélangés	10 p. 0/0 ad valorem		
Bonneterie simple en pièces	Droit du tissu.	Droit du tissu.	Droit du tissu res- pectif.
Bonneterie ayant une forme à point diminué .	»	»	Droit de la bonne- terie simple plus 50 0/0.
Passementerie	»	»	3 fr. par kil. en plus des droits sur les tissus.
Dentelles et tulles (crêpes et blondes compris) :			
Unis		8 00	15 00
Façonnés	5 p. 0/0 ad valorem	12 00	18 00
Avec perles sur plus d'un tiers de la sur- face		8 00	8 00
Tissus avec fils métalliques :			Droit du tissu
Or ou argent fins ou dorés ou argentés . .	11 55	10 00	plus 5 fr. par kil.
Métaux ordinaires	3 50	»	Droit du tissu
Boutons recouverts de soie	»	4 00	plus 2 fr. par kil.
Boutons recouverts d'autre matière	»	2 00	5 00
Articles confectionnés	Régime du tissu.	Droit du tissu plus 10 0/0.	Droit du tissu plus 50 0/0.

En résumé, le nombre des catégories du Tarif de 1863 avait déjà été augmenté dans le Tarif conventionnel de 1881 par l'addition d'une classification spéciale pour les velours et peluches et par la subdivision des étoffes en deux catégories d'après la nuance : noires et de couleur.

Le Tarif général de 1887 complique encore la nomenclature en créant pour les tissus, velours et autres, deux nouvelles subdivisions : *unis* et *façonnés*, dont la seconde peut donner lieu à de grandes difficultés d'appréciation et entraîner des aggravations de droit considérables. De plus, il établit pour les rubans et les passementeries une surtaxe additionnelle de 50 p. 0/0 sur les tissus dont ils sont façonnés, sans compter que, du fait seul de la dépréciation de la valeur des soieries depuis 1881, les droits spécifiques actuels représentent un *quantum ad valorem* sensiblement plus élevé qu'il y a six ans et que les majorations de taxes au poids, inscrites au Tarif général italien, sont rendues ainsi plus excessives encore.

Calculées sur le taux des valeurs arbitrées par la Commission française des valeurs de douane en 1883, les augmentations résultant de l'application du Tarif général italien de 1887, comparativement au Tarif conventionnel de 1881, varient dans la proportion de :

209 à 138 p. 0/0 pour les tissus de soie ou de bourre de soie pure ;

243 à 159 p. 0/0 pour les tissus mélangés ;
 142 à 225 p. 0/0 pour les velours et peluches de soie pure ou mélangée ;
 60 à 138 p. 0/0 pour les tulles, dentelles et crêpes ;
 142 à 294 p. 0/0 pour les rubans de soie pure ou mélangée.

En présence de ces résultats et des conditions avantageuses qui ont été faites aux produits similaires de l'Italie par notre Tarif conventionnel et même par notre Tarif général, il semble juste et rationnel de conclure au maintien, par l'Italie, du régime conventionnel actuel pour les soies et les soieries.

ANNEXE III

A LA DÉPÊCHE DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES EN DATE DU 23 NOVEMBRE 1887.

Réponse à quelques observations sur la note du Gouvernement français relative aux lainages.

M. Ellena avait, à la date du 4 novembre dernier, quand le Chargé d'affaires de France eut remis au Gouvernement royal les propositions du Gouvernement français relatives aux lainages, présenté quelques observations sur la Note même dans laquelle les propositions étaient contenues.

Ces observations sont fondées en ce qui concerne les fils de laine peignés, simples et teints, pour lesquels la surtaxe proposée est bien celle de 25 francs par 100 kilogrammes, déjà inscrite au Tarif conventionnel et non de 20 francs les 100 kilogrammes.

Quant aux trois articles compris entre les numéros 129 et 130, qui ont été omis au Tarif général, ou qui, d'après la teneur des Notes explicatives insérées dans le Tarif, subissent des aggravations de taxes, M. Ellena désire savoir si le Gouvernement de la République accepte cette omission ou s'il se réserve de faire à ce sujet des propositions complémentaires.

Si l'omission au Tarif général des tissus de laine cardée à chaîne de coton composée entièrement de fils de coton, entraîne, pour conséquence, l'assimilation de ces articles aux tissus de laine pure cardée avec un relèvement de droits représenté par la différence de 93 fr. 50 à 200 francs, 175 francs à 150 francs, selon les cas, pour les tissus cardés, nous serions conduits à demander le rétablissement de l'article spécial inscrit au Tarif conventionnel.

Il en serait de même pour les deux autres articles, c'est-à-dire pour les tissus composés d'une chaîne de laine peignée et d'une trame de laine cardée, la laine cardée dominant en poids, et pour la draperie en laine peignée pure ou mélangée de laine cardée, dans le cas où, par suite de l'application de la Note annexe à l'article 129 du Tarif général, ces tissus devraient rentrer dans la catégorie des tissus de laine peignée, sans tenir compte de la proportion des deux éléments du tissu.

N° 29. — M. Flourens, ministre des affaires étrangères, à M. le comte de Mouÿ, ambassadeur de la République française en Italie.

(Télégramme.)

Paris, le 7 décembre 1887.

Une proposition de loi a été déposée dans la séance d'hier par M. Félix Faure, à l'effet d'autoriser le Gouvernement, pour le cas où une entente ne serait pas établie entre la France et l'Italie avant la fin de ce mois, « à frapper les produits d'origine italienne, à leur entrée en France, d'un droit de douane égal à celui dont sont frappés les produits similaires d'origine française à leur entrée en Italie ».

Au nom du Gouvernement, le Ministre du Commerce s'est opposé à la déclaration d'urgence que M. Félix Faure avait demandée pour sa propo-

sition. Il a indiqué, en quelques mots, que cette déclaration ne paraissait pas de nature à faciliter le dénouement de la négociation que nous suivions avec le Cabinet de Rome. Il a dû ajouter que, d'ailleurs, le Gouvernement saisirait le Parlement, avant sa séparation, des mesures nécessaires pour faire face à toutes les éventualités. M. Félix Faure a, par suite, retiré sa demande d'urgence.

Les Chambres se prorogeront probablement le 15. Il est donc indispensable que nous sachions à quoi nous en tenir sur les intentions du Gouvernement italien dimanche prochain au plus tard. Je ne puis que vous prier de vous assurer de ses intentions sans dissimuler, d'une part, le regret que nous éprouverions à voir nos relations économiques avec l'Italie privées de toute garantie conventionnelle, d'autre part, la nécessité dans laquelle nous serions, en ce cas, d'appliquer un régime très rigoureux aux produits italiens. Cette nécessité est suffisamment indiquée par l'accueil que la Chambre a fait hier à la proposition de M. Félix Faure. Mais nous voulons espérer que, fût-ce sous la forme d'une prorogation provisoire du Traité de 1881, une entente interviendra.

FLOURENS.

N° 30. — M. le comte de Moüy, ambassadeur de la République française en Italie, à M. Flourens, ministre des affaires étrangères.

(Télégramme)

Rome, le 7 décembre 1887.

Je viens d'être informé par M. Crispi que la question commerciale serait discutée à fond dans le prochain Conseil des ministres ; je ne pourrai donc avoir que jeudi les éclaircissements que vous désirez connaître. Nous avons ensuite longuement causé des chances d'une négociation.

M. Crispi s'est montré déçu par le peu de succès du voyage de ses délégués à Paris. Il m'a dit avec une certaine amertume que nous voulons aggraver le traité de 1881, tout en se défendant, d'ailleurs, de l'avoir personnellement dénoncé.

Je lui ai fait observer que, néanmoins, il restait sur le terrain de la dénonciation, « car enfin, ai-je ajouté, offrez-vous le traité de 1881 ? » Il m'a répondu avec quelque hésitation : « Ce serait trop peu. »

L'hypothèse de la prorogation est venue naturellement dans la conversation. Le Président du Conseil a paru préférer à toute combinaison provisoire une entrée en négociations effectives, si elle est possible : « Nous avons encore vingt-cinq jours », a-t-il ajouté.

Quant à la navigation, M. Crispi se montre peu favorable à l'escale. Il m'a affirmé que la navigation italienne se trouvait bien de la situation présente.

Au surplus, il entend que les questions commerciales et maritimes soient réglées ensemble, comme dans le traité autrichien.

DE MOUY.

N° 31. — M. le comte de Moüy, ambassadeur de la République française en Italie, à M. Flourens, ministre des affaires étrangères.

(Télégramme.)

Rome, le 10 décembre 1887.

Dans un nouvel entretien avec le Président du Conseil, je lui ai exposé

ce matin notre désir d'être fixés sur ses intentions avant nos vacances parlementaires.

M. Crispi m'a déclaré que le Gouvernement italien ne consent pas à la prorogation pure et simple. Toute insistance sur ce point me semble inutile.

M. Crispi m'a proposé de présenter aux Chambres une Convention provisoire par laquelle les deux pays, en attendant le résultat des négociations qui s'ouvriront aussitôt, s'accorderaient le traitement réciproque de la nation la plus favorisée, et régleraient dès à présent, dans une entente rapide, les quelques articles sur lesquels on serait d'accord.

Je lui ai répondu que, sous l'apparence d'un traitement égal, il me proposait une évidente inégalité, puisqu'en échange de notre tarif conventionnel, très avantageux pour l'Italie, il ne nous offrait que le bénéfice de ses traités actuels avec l'Autriche et l'Allemagne et de ses traités éventuels avec l'Espagne et la Suisse, dans lesquels les principaux articles qui nous touchent ne sont pas compris. J'ai demandé si au moins, dès à présent, il accordait les avantages sur les tissus.

Il m'a dit qu'il les offrait si nous en concédions d'autres, par exemple sur les bestiaux. Ne pouvant lui donner à cet égard aucun espoir, j'ai dû me borner, sans rien prendre même *ad referendum*, à lui déclarer que je vous ferais part de sa réponse.

Le Parlement italien devant se séparer le 20, le Président du Conseil m'a prié de l'informer de notre réponse le plus tôt possible.

DE MOUY.

N° 32. — M. Flourens, ministre des affaires étrangères, à M. le comte de Mouy, ambassadeur de la République française en Italie.

(Télégramme.)

Paris, le 14 décembre 1887.

Vous m'avez fait savoir, par votre télégramme du 10 de ce mois, que M. Crispi nous offrirait des avantages sur les tissus, si nous en concédions d'autres. Le bénéfice de notre tarif conventionnel nous paraît une concession assez large pour que nous soyons en droit de réclamer sur le Tarif général italien, notamment en ce qui concerne les tissus, les réductions indiquées dans les Notes que vous avez remises à M. Crispi. Nous avons d'autant plus besoin de connaître, au moins approximativement, les avantages qui nous seraient offerts par le Gouvernement italien que nous ne trouvons pas dans le nouveau Traité avec l'Autriche aucune réduction qui puisse nous intéresser d'une manière sérieuse.

FLOURENS.

N° 33. — M. le comte de Mouy, ambassadeur de la République française en Italie, à M. Flourens, ministre des affaires étrangères.

(Télégramme.)

Rome, le 15 décembre 1887.

Conformément à votre télégramme d'hier, j'ai exposé ce matin à M. Crispi le point de vue où nous nous plaçons. Je lui ai répété que notre tarif conventionnel étant plus avantageux à l'Italie que le tarif conventionnel italien ne l'est à la France, nous n'admettions pas la réciprocité, à moins que, pour compenser cette inégalité, il ne nous accordât, entre autres avantages, les concessions indiquées par nos notes sur les tissus.

Le Président du Conseil a longuement discuté cet ordre d'idées. Selon lui, et malgré mes démonstrations contraires, notre tarif conventionnel ne donnerait pas plus à l'Italie qu'elle ne nous donne. En m'apprenant, d'ailleurs, que, d'après un télégramme du Général Menabrea, vous auriez annoncé hier à l'Ambassadeur d'Italie l'envoi d'un délégué, il a insisté pour que nous entrions en négociations pratiques dès à présent et sans concession préalable de sa part. Cependant il a fini par me dire qu'il allait consulter encore le Conseil des Ministres avant de me répondre.

DE MOUY.

N° 34. — M. le comte de Moty, ambassadeur de la République française en Italie, à M. Flourens, ministre des Affaires étrangères.

(Télégramme.)

Rome, le 16 décembre 1887.

Je reçois du Président du Conseil la lettre suivante : « Le Conseil des ministres persiste dans ses délibérations. Aucune prorogation pure et simple du traité actuel. Négocier pour un traité provisoire sur les bases que vous connaissez. »

Ce matin il m'avait dit qu'il avait télégraphié hier soir au Général Menabrea que le Gouvernement italien maintenait comme base de la Convention provisoire : 1° Entente sur les articles non contestés ; 2° traitement réciproque de la nation la plus favorisée ; 3° concessions sur les tissus en échange d'autres concessions de notre part.

DE MOUY.

N° 35. — Le Général Menabrea, ambassadeur d'Italie à Paris, à M. Flourens, ministre des affaires étrangères.

Paris, le 16 décembre 1887.

Monsieur le Ministre, je m'empresse de communiquer à Votre Excellence l'extrait suivant d'un télégramme que je viens de recevoir de M. Crispi ; le voici :

« Je ne vois d'autre issue (pour la question du traité) que celle-ci : En premier lieu, que le Gouvernement français nous envoie un négociateur muni de pleins pouvoirs et des instructions nécessaires pour conclure un traité provisoire ; deuxièmement, que le Gouvernement français obtienne du Parlement, avant sa prorogation, l'autorisation, ainsi que nous l'avons fait nous-mêmes, de mettre à exécution le traité provisoire une fois conclu. En conclusion, voulant donner au Gouvernement de la République preuve de notre bon vouloir et de notre désir d'arriver à une solution, nous sommes prêts à stipuler un traité sur les bases suivantes, savoir : En premier lieu, accord actuel sur tous les articles non contestés ; en deuxième lieu, clause de la nation la plus favorisée ; en troisième lieu, la négociation sur les tissus de soie et de laine, à la condition qu'une compensation nous soit donnée pour les concessions éventuelles de l'Italie. »

Comme Votre Excellence le voit, les propositions de M. Crispi sont, en substance, conformes à celles que j'ai eu l'honneur de lui exposer ce matin. Elles peuvent peut-être avoir quelque influence sur le Sénat qui doit aujourd'hui discuter cette question.

Veuillez agréer, etc.

MENABREA.

N° 36. — **M. Flourens, ministre des affaires étrangères, à M. le comte de Moty, ambassadeur de la République française en Italie.**

(Télégramme.)

Paris, le 17 décembre 1887.

La proposition de loi présentée par M. Félix Faure et amendée par la Commission des Douanes de la Chambre des Députés d'accord avec le Gouvernement a été votée par les deux Chambres du Parlement. La nouvelle loi autorise le Gouvernement à proroger de six mois le Traité de 1881 et, en cas de non-prorogation : 1° à relever jusqu'à 100 p. 100 les droits de notre Tarif général ; 2° à prélever en France, sur les produits italiens, les mêmes taxes qu'en Italie sur les produits similaires d'origine française, au cas où ces taxes seraient supérieures à celles du Tarif général français doublées ; 3° à percevoir 50 p. 100 de la valeur sur les produits non taxés actuellement au Tarif français. En outre, le Tarif qui serait arrêté par le Gouvernement conformément à ces dispositions doit être mis en vigueur à partir du 1^{er} janvier et soumis aux Chambres dès l'ouverture de la prochaine session.

En ce qui concerne l'autorisation de proroger le Traité de 1881, même à titre provisoire, le vote n'a été obtenu, particulièrement au Sénat, qu'après une vive discussion, dans laquelle le Gouvernement a dû intervenir. Les Chambres n'auraient certainement pas donné l'autorisation de Convention provisoire, surtout dans les conditions qui vous ont été indiquées par M. Crispi, et que le Général Menabrea m'a confirmées hier matin.

En l'état, pour éviter le 1^{er} janvier prochain l'application des mesures de défense que la dénonciation du traité de 1881 et les rigueurs du nouveau tarif italien nous ont contraints de prendre, je ne puis que vous prier de faire à M. Crispi la communication suivante : nous sommes prêts à envoyer à Rome un négociateur muni de pleins pouvoirs ; mais comme la conclusion d'une Convention ne saurait, dans tous les cas, suppléer à la prorogation provisoire du *statu quo*, ne fût-ce que pendant le temps nécessaire pour obtenir le vote des Chambres, nous ne pourrions faire cette désignation qu'autant que nous recevrons, dès à présent, l'assurance que cette prorogation serait consentie par le Gouvernement italien.

FLouRENS,

N° 37. — **M. le comte de Moty, ambassadeur de la République française en Italie, à M. Flourens, ministre des Affaires étrangères.**

(Télégramme.)

Rome, le 18 décembre 1887.

Conformément à vos instructions, j'ai donné connaissance à M. Crispi des propositions contenues dans votre télégramme d'hier.

Le Président du Conseil m'a tout d'abord exprimé le regret que lui faisait éprouver le vote de notre Parlement qui constituerait, dans sa pensée, une mesure contre l'Italie.

Je lui ai répondu que notre décision n'était nullement une menace, mais simplement une mesure de protection nécessaire contre les rigueurs du tarif italien, que notre tarif général n'était plus à la hauteur des relèvements excessifs édictés par le Gouvernement royal, que nous ne pouvions pas rester désarmés, et qu'au surplus l'offre d'une négociation spéciale

attestait, au contraire, notre esprit conciliant et notre désir de n'user qu'à la dernière extrémité des facultés qui nous étaient remises par le Parlement.

J'ai insisté pour qu'il reconnût cette bonne disposition en consentant à une prorogation.

Finalement, M. Crispi m'a dit qu'en présence de notre démarche, et bien qu'il ne fût pas autorisé par le Parlement à consentir une prorogation, il prendrait sur lui de la faire par décret royal, mais seulement dès que notre délégué serait arrivé à Rome. Cette prorogation ne serait pas à échéance fixe ; elle serait indiquée comme brève, sauf à être renouvelée, en cas de besoin, jusqu'à l'issue des négociations.

DE MOÛY.

N° 37 bis. — L'ambassadeur d'Italie à Paris au ministre ad intérim des affaires étrangères d'Italie.

Paris, 19 décembre 1887.

Reçu le 21.

Monsieur le ministre,

J'ai vu ce matin M. Flourens, qui m'a dit que M. Rouvier n'a pas encore accepté la mission de négocier à Rome le nouveau traité de commerce. Il doit avoir un entretien avec lui et espère le décider dans ce sens. En ce cas, M. Rouvier partirait accompagné d'un collaborateur que M. Flourens ne m'a pas nommé. Il m'a promis de me faire connaître ce soir la décision précise de M. Rouvier, qui sera certainement encouragé par la déclaration de Votre Excellence au comte de Moüy, à savoir que Votre Excellence est disposée à prendre sous sa responsabilité la prorogation du traité qui va finir, en attendant que se fassent les négociations. M. Flourens m'a fait savoir cette déclaration qui lui a été transmise par M. de Moüy.

J'ai profité de cette occasion pour remercier M. Flourens de la défense prise par lui au Sénat de la conduite du Gouvernement du roi, dans l'affaire de la dénonciation du traité.

Malgré les violences des protectionnistes, un mouvement favorable semble se produire dans l'opinion publique. Les amis se préoccupent des menaces d'une guerre de tarifs, qui serait funeste à la France plus peut-être qu'à l'Italie. M. Flourens croit que le nouveau traité, si les conditions en sont raisonnables, sera accepté par les Chambres françaises.

MENABREA.

N° 38. — M. Flourens, ministre des Affaires étrangères, à M. le comte de Moüy, ambassadeur de la République française en Italie.

(Télégramme.)

Paris, 22 décembre 1887.

M. Teisserenc de Bort, Sénateur, a accepté la mission de se rendre à Rome comme Délégué du Gouvernement de la République pour la négociation commerciale et maritime à suivre avec le Gouvernement italien.

M. Marie, Directeur du Commerce extérieur au Ministère du Commerce, est également chargé de représenter le Gouvernement français dans cette

négociation. Veuillez annoncer ces désignations à M. Crispi, en ajoutant que M. Teisserenc de Bort arrivera à Rome mardi ou mercredi prochain.

Nous comptons que la publication du décret de prorogation coïncidera, tout au moins, avec l'arrivée du plénipotentiaire français.

La durée de cette prorogation devrait, dans notre pensée, être de six mois, à moins que la conclusion d'un nouveau Traité n'intervienne avant cette échéance.

FLOURENS.

N° 39. — **M. le comte de Moty, ambassadeur de la République française en Italie, à M. Flourens, ministre des Affaires étrangères.**

(Télégramme.)

Rome, le 23 décembre 1887.

En annonçant au Président du Conseil la désignation de nos Délégués et leur prochaine arrivée, je lui ai demandé, au point de vue des intérêts commerciaux, de faire signer immédiatement le décret royal de prorogation.

Le Président du Conseil regarde comme nécessaire qu'au préalable un protocole de prorogation soit signé entre nous. Le délai indiqué ne dépasserait pas deux mois, sauf réconduction successive selon les nécessités de la négociation. Il est prêt à signer ce Protocole dès que j'aurai des pouvoirs spéciaux à cet égard.

DE MOUV.

N° 40. — **M. Flourens, ministre des affaires étrangères, à M le comte de Moty, ambassadeur de la République française en Italie.**

Paris, le 24 décembre 1887.

Monsieur le Comte, j'ai l'honneur de vous adresser ci-joints les pleins pouvoirs qui vous autorisent à signer l'acte de prorogation de la Convention de commerce du 3 novembre 1881, ainsi que tous autres actes concernant la négociation commerciale et maritime entre la France et l'Italie.

Vous voudrez bien insister, d'une manière pressante, pour que la durée de la prorogation soit de trois mois au minimum, car la négociation et le vote, par les parlements, des conventions qui interviendraient exigeraient tout au moins ce délai.

Agréez, etc.

FLOURENS.

N° 41. — **M. le comte de Moty, ambassadeur de la République française en Italie, à M. Flourens, ministre des affaires étrangères.**

(Télégramme).

Rome, le 24 décembre 1887.

Le Président du Conseil ne consent que deux mois de prorogation ; il m'a déclaré que le Conseil des Ministres est entièrement contraire à une prorogation plus longue en l'absence de l'autorisation du Parlement. « Au surplus, m'a-t-il dit, étant données mes dispositions si favorables, il ne doute pas qu'avant un mois nous ne soyons d'accord, et s'il est nécessaire, la prorogation actuelle sera continuée jusqu'à la fin des négociations. »

Il m'a indiqué mercredi pour la signature du protocole et m'a annoncé qu'il avait donné déjà aux autorités douanières les ordres en conséquence.

DE MOÛY.

N° 42. — **M. Flourens, ministre des affaires étrangères, à M. le comte de Moüy, ambassadeur de la République française en Italie.**

Paris, le 26 décembre 1887.

Monsieur le Comte, vous trouverez ci-joint copie des instructions générales que je viens d'adresser à M. Teisserenc de Bort relativement aux négociations commerciales et maritimes avec l'Italie.

M. Marie, Directeur du commerce extérieur, a été désigné pour suivre la négociation en qualité de second Délégué; il est muni, comme l'indiquent les instructions ci-annexées, de tous les éléments d'informations concernant les demandes spéciales de notre commerce.

Agréez, etc.

FLouRENS.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES EN DATE
DU 26 DÉCEMBRE 1887.

M. Flourens, ministre des affaires étrangères, à M. Teisserenc de Bort, sénateur, plénipotentiaire de France.

Paris, le 24 décembre 1887.

Monsieur le Sénateur, j'ai l'honneur de vous annoncer que le Gouvernement de la République vous a désigné pour aller à Rome en vue de négocier avec l'Italie une Convention de commerce et de navigation. Vous trouverez, ci-joints, les pleins pouvoirs que le Président de la République a signés à cet effet.

La Convention du 3 novembre 1881, qui a été dénoncée le 15 décembre de l'année dernière par le Gouvernement italien, arrive à expiration le 31 de ce mois, et il importe aux deux pays que leurs échanges ne soient pas exposés, en l'absence de toute garantie contractuelle, à l'application de taxes différentielles ou de droits prohibitifs. Au moment où vous engagerez la négociation, une prorogation de la Convention de 1881 pour une période de deux ou trois mois aura déjà été arrêtée entre les deux Gouvernements; elle maintiendra provisoirement le *statu quo* pour les intérêts respectifs, et laissera aux négociateurs le temps nécessaire pour élaborer les nouveaux arrangements qui font l'objet de l'importante mission que vous avez bien voulu accepter.

Au point de vue commercial, les stipulations inscrites au tarif conventionnel de 1881 doivent vous servir de bases de négociation; nous n'entendons pas cependant exclure certaines modifications; vous devrez, en effet, vous efforcer d'obtenir une amélioration du régime actuel sur certains produits et vous pourrez, en échange, renoncer à certains avantages qui n'intéresseraient pas essentiellement notre industrie et notre commerce. A cet égard, vous aurez à tenir compte de l'expérience faite pendant les cinq années qu'a duré le régime qui arrive à échéance.

Quant au détail des concessions à obtenir en faveur de tels ou tels produits nationaux, vous trouverez des indications précises dans les Notes relatives aux tissus qui ont été remises au Gouvernement italien. Indépendamment de ces notes, M. Marie, directeur du commerce extérieur, que M. le Ministre du commerce et de l'industrie a désigné pour suivre avec vous cette négociation, vous donnera communication de tous les renseignements verbaux ou écrits recueillis par le Département du commerce sur les besoins et sur les vœux de nos négociants, de nos agriculteurs et de nos manufacturiers. Quant aux points sur les-

quels vous auriez besoin d'instructions complémentaires, et en cas de difficultés particulières, vous voudriez bien m'en référer.

En ce qui concerne les stipulations relatives à nos rapports maritimes avec l'Italie, je me borne pour le moment à vous rappeler l'intérêt essentiel que nous attachons à voir les opérations d'escale, qui sont partout considérées comme de droit commun, autorisées sur le littoral italien, comme elles le sont dans les eaux françaises dans les mêmes conditions que les pratiquent les nations les plus favorisées.

J'ai d'ailleurs consulté les Ministres de l'agriculture, des finances et de la marine au sujet des négociations qui vont s'ouvrir, et j'aurai l'honneur de vous transmettre les instructions complémentaires, que leurs observations comporteraient, notamment sur les questions qui ont été réglées dans le récent Traité austro-italien et qui pourront être soulevées à l'occasion de la négociation avec la France.

Je n'ai pas besoin de recommander à votre patriotisme éclairé d'apporter dans les négociations que vous allez diriger, de concert avec M. le comte de Moüy, cet esprit à la fois ferme et conciliant sur lequel le Gouvernement compte pour réaliser une œuvre que notre Parlement puisse sanctionner, et qui serve, ainsi que nous le désirons, à affermir les liens d'amitié existant entre les deux pays.

Agréez, etc.

FLOURENS.

N^o 43. — M. le comte de Moüy, ambassadeur de la République française en Italie, à M. Flourens, ministre des affaires étrangères.

(Télégramme)

Rome, le 29 décembre 1887.

Je vous envoie le protocole que j'ai signé aujourd'hui avec M. Crispi et qui proroge le Traité de 1881 jusqu'au 1^{er} mars.

M. Teisserenc de Bort est arrivé ce matin. Je l'ai présenté à M. Crispi. Notre première réunion avec les Délégués italiens aura lieu demain.

DE MOÜY.

Protocole de prorogation du Traité de commerce du 3 novembre 1881.

Une négociation pour le renouvellement du Traité de commerce du 3 novembre 1881, entre la France et l'Italie, étant en ce moment en cours entre les deux Gouvernements, et les deux Parties étant également désireuses de conserver, pendant cette négociation, à leurs industries et productions respectives le bénéfice du régime conventionnel, les soussignés, à ce dûment autorisés, sont convenus de ce qui suit :

Le Traité de commerce stipulé le 3 novembre 1881 entre la France et l'Italie est maintenu en vigueur jusqu'au 1^{er} mars 1888.

En foi de quoi, les soussignés ont dressé le présent protocole et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire, à Rome, le 29 décembre 1887.

Le Président du Conseil,
Ministre par intérim des Affaires étrangères,
F. CRISPI.

L'Ambassadeur de France,
Comte DE MOÜY.

N° 44. — M. le comte de Mouÿ, ambassadeur de la République française en Italie, à M. Flourens, ministre des affaires étrangères.

(Télégramme)

Rome, le 31 décembre 1887.

Aujourd'hui a eu lieu à la Consulta notre première séance à laquelle ont assisté le Président du Conseil, les Ministres des finances et du commerce et les trois Délégués italiens. Le Président du Conseil a lu une courte note exprimant les dispositions favorables du Gouvernement italien. Nous avons répondu en l'assurant de sentiments pareils. Les questions n'ont été d'ailleurs qu'effleurées par M. Teisserenc de Bort et M. Ellena et l'on a réglé seulement l'ordre de la discussion.

DE MOUY.

N° 45. — M. le comte de Mouÿ, ambassadeur de la République française en Italie, à M. Flourens, ministre des affaires étrangères.

(Télégramme)

Rome, le 2 janvier 1888.

Notre seconde séance a été entièrement consacrée à l'examen sommaire des articles sur lesquels on est dès à présent à peu près d'accord d'après les pourparlers qui ont eu lieu à Paris cet automne. Aucune discussion ne s'est produite.

DE MOUY.

N° 46. — M. le général Menabrea, ambassadeur d'Italie à Paris, à M. Flourens, ministre des affaires étrangères.

Paris, le 6 janvier 1888.

Monsieur le Ministre, je me hâte de communiquer à Votre Excellence le télégramme ci-après qui m'est parvenu la nuit dernière :

« A l'Ambassade d'Italie à Paris.

« Le Directeur de la douane nous prévient que la douane française, « avant-hier (4 janvier), appliquait le tarif général aux provenances italien-
« nes, attendu qu'elle manquait d'instructions relatives à la prorogation
« du Traité de commerce. Veuillez prévenir l'Administration française pour
« qu'elle fasse cesser ce grave inconvénient. Signé Crispi. »

En conséquence, j'ai l'honneur de prier Votre Excellence de vouloir bien faire donner les dispositions nécessaires pour que la douane française se conforme au tarif de l'ancien Traité franco-italien prorogé.

Je vous offre mes remerciements anticipés.

MENABREA.

N° 47. — M. Flourens, ministre des affaires étrangères à M. le général Menabrea, ambassadeur d'Italie à Paris.

Paris, le 6 janvier 1888.

Monsieur l'Ambassadeur, au reçu de la lettre que Votre Excellence m'a fait l'honneur de m'écrire ce matin, je me suis empressé de m'enquérir auprès du Ministère des finances, au sujet des faits signalés dans le télégramme que vous vouliez bien me communiquer.

Des informations qui me sont fournies, il résulte qu'aux termes d'ins

tructions spéciales, en date du 28 décembre, les agents des douanes ont reçu l'ordre de maintenir, à l'égard des produits italiens, le régime de la Convention du 3 novembre 1881. Toutes les directions ont accusé réception de ces instructions. Ce ne pourrait donc être que par suite d'un malentendu qu'une erreur aurait été commise. Je serais très reconnaissant à Votre Excellence si Elle pouvait m'indiquer le bureau français que concerne le télégramme dont Elle m'a donné connaissance. Des instructions nouvelles seraient aussitôt adressées à ce bureau.

Agréé, etc.

FLOURENS.

N° 48. M. Teisserenc de Bort, délégué du Gouvernement de la République française à Rome, à M. Flourens, ministre des affaires étrangères.

(Télégramme)

Rome, le 10 janvier 1888.

C'est hier seulement que la Conférence a fini son premier examen des articles principaux du tarif. Les Délégués italiens entendent maintenir les classifications nouvelles qu'ils ont introduites dans leur tarif général ; ils consentent des réductions sur les chiffres portés à ce tarif, mais ces réductions, alors même qu'elles ne sont pas le dernier mot des négociateurs, laisseraient encore le nouveau tarif notablement supérieur à celui de 1881 pour les ouvrages en peaux, les textiles, les métaux, la plupart des articles tels que les parfumeries, porcelaines, etc.

Dans cette situation, une entente semble difficile à réaliser.

TEISSERENC DE BORT.

N° 49. — M. Teisserenc de Bort, Délégué du Gouvernement de la République française à Rome, à M. Flourens, ministre des affaires étrangères.

(Télégramme.)

Rome, le 13 janvier 1888.

Je vous confirme mon télégramme du 10 courant et mon appréciation sur le caractère général des propositions italiennes.

Aujourd'hui, en discutant le droit sur les viandes, les Délégués italiens ont déclaré que leur Gouvernement était disposé à proroger jusqu'en 1892 l'ensemble des tarifs annexés au Traité de 1881, si le Gouvernement français consentait à rendre conventionnel le droit sur le bétail en rapprochant le plus possible ce tarif du droit inscrit dans la loi du 7 mai 1881, surtout en ce qui concerne les bêtes à cornes.

Nous aurions besoin de recevoir vos instructions le plus tôt possible.

TEISSERENC DE BORT.

N° 50. — M. Flourens, ministre des affaires étrangères, à M. Teisserenc de Bort, délégué du Gouvernement de la République française à Rome.

(Télégramme.)

Paris, le 17 janvier 1888.

La proposition mentionnée dans votre dépêche du 13 et relative au maintien du régime conventionnel de 1881, moyennant la consolidation des droits sur le bétail, est-elle ferme et vous a-t-elle été faite comme enga-

geant le Gouvernement italien au cas où nous l'accepterions ? Je désirerais être fixé à cet égard.

FLOURENS.

N° 51. — M. Teisserenc de Bort, délégué du Gouvernement de la République française à Rome, à M. Flourens, ministre des affaires étrangères.

Rome, le 16 janvier 1888.

Monsieur le Ministre, les procès-verbaux de nos séances vous ont permis de suivre pas à pas la marche des négociations et de constater l'inutilité de nos efforts pour obtenir de l'Italie un retour aux tarifs inscrits dans le Traité de 1881.

L'Italie, qui a dénoncé tous les traités qui engageaient son tarif douanier pour reprendre une liberté d'allures complète, entend inaugurer un régime de tarifications suffisamment protecteur pour donner un nouvel essor à la production manufacturière qui se développe chez elle. Elle a donc la prétention de relever presque tous les droits d'entrée sur les produits fabriqués. De notre côté, en acceptant la discussion sur la majoration de quelques-uns des tarifs inscrits au Traité de 1881, nous avons déclaré, dès l'ouverture de la négociation, que nous ne pourrions souscrire à des augmentations de droits que tout autant que ces augmentations pourraient trouver des équivalents dans les concessions de tarif que l'Italie accorderait à la France sur d'autres articles du tarif s'appliquant à des objets qui intéressent notre pays.

Or, aujourd'hui, après avoir parcouru, avec MM. les Délégués italiens, tous les articles inscrits au tarif de 1881 et noté toutes les aggravations de taxes que le Gouvernement italien veut introduire, il arrive que les majorations demandées par l'Italie portent à peu près sur tous les articles qui sont, de la part de la France, l'objet d'une exportation un peu notable en Italie, en sorte que nous sommes démunis pour chercher une compensation aux sacrifices que l'Italie entend nous imposer.

Dans la conférence d'avant-hier, nous avons tenté un nouvel effort pour obtenir quelques concessions nouvelles. Nous avons obtenu quelques adoucissements partiels, mais qui laissent toujours l'ensemble des propositions italiennes très supérieur aux tarifications de 1881 sur les articles qui nous intéressent le plus, c'est-à-dire sur les huiles d'olive, sur les lainages, sur les soieries, sur les tissus mélangés de coton, sur les confections, sur les ouvrages en fer et sur un très grand nombre d'articles de la mercerie ordinaire et fine (Voir le tarif ci-annexé).

Nous venons de dire qu'à ces majorations de tarif, la France ne pouvait opposer que des revendications très insuffisantes ; et en effet, d'une part, nos engagements avec la Belgique, la Suisse, le Portugal, etc., nous interdisent de rien changer au régime des produits (autres que le riz et les vitrifications) que l'Italie nous envoie en quantité considérable. D'autre part, les articles exportés par la France en Italie, sur lesquels cette dernière ne demande pas d'augmentation et pourrait nous consentir des dégrèvements sont, en dehors des vins et des ciments, d'une importance au moins secondaire pour notre commerce et tout à fait hors de proportion avec les sacrifices qu'on voudrait nous imposer.

L'exportation des vins français en Italie porte sur une valeur de 4 millions. L'Italie nous offre de descendre de 4 francs à 2 francs le tarif quand ces vins sont en fûts et qu'ils ne titrent pas plus de 12 degrés. Cette forme

d'abaissement du droit, disent les Délégués italiens, assure aux vins français un traitement de faveur par rapport aux autres vins importés en Italie, ces derniers ayant presque toujours un titage supérieur à 12 degrés ; nous pourrions encore demander l'extension du droit de 2 francs aux vins en bouteilles :

Les ciments, qui ne sont pas inscrits au tarif conventionnel de 1881, donnent lieu à une exportation française en voie de développement qui dépassera, en 1887, 7 millions, dont 2 millions à destination de l'Italie. Leur régime a été considérablement empiré par le nouveau tarif général italien, qui porte à 12 francs cinquante centimes l'ancien droit de 5 francs. Nous pourrions demander le retour au droit de 5 francs et la conventionnalisation de ce droit. Toutefois, les Délégués italiens, pressentis sur ce point, ont déclaré qu'il serait difficile de descendre au-dessous de 10 fr.

Mais, alors même que nous aurions gain de cause sur ces deux points, la satisfaction qui nous serait donnée nous semblerait bien insuffisante pour compenser les sacrifices qui nous sont demandés ; le Gouvernement français pensera sans doute qu'une convention basée sur des concessions aussi inégales ne saurait obtenir l'approbation des Chambres françaises.

Il est vrai que l'Italie nous a fait une autre ouverture dont je vous ai rendu compte dans mon télégramme du 13. Je n'ai pas été médiocrement surpris en entendant les Délégués italiens, qui jusqu'alors avaient étayé leur demande de majoration de tarif en disant que l'Italie voulait secourir et fortifier ses manufactures, développer l'industrie métallurgique qui sert à la défense du pays, déclarer que si la France voulait réduire et conventionnaliser les droits sur le bétail, ils feraient le sacrifice de leurs théories et abandonneraient leur demande de majorations de droits.

Quoi qu'il en soit et jusqu'au jour où Votre Excellence nous aura donné des instructions contraires, nous croyons que cette combinaison se trouve écartée par les engagements que le Gouvernement français a pris vis-à-vis des Chambres et qu'il n'y a pas lieu de s'y arrêter. Nous avons demandé de suspendre les séances pour quelques jours, afin de nous donner le temps de vous communiquer les propositions italiennes. Veuillez en prendre connaissance et nous donner vos instructions.

Agrérez, etc.

TEISSERENC DE BORT.

ANNEXE A LA LETTRE DE M. TEISSERENC DE BORT DU 16 JANVIER 1888.

Tarifs proposés par l'Italie.

DÉSIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	DROITS proposés par l'Italie	ANCIEN TARIF conventionnel
Eaux minérales naturelles ou artificielles et eaux gazeuses.	100 k.	0 50	0 50
Vins :			
(a) En fûts et futailles (fûts compris) :			
1 ^o Jusqu'à 12 degrés	hectol.	2 00	4 00
2 ^o De plus de 12 degrés et moins de 16 degrés	—	4 00	4 00
(b) En bouteilles (sauf distinction quant au degré.	le 100.	4 00	4 00
NOTA. — Les vins titrant 16 degrés ou plus acquitteront les droits d'importation et la sur- taxe afférente à l'alcool sur la quantité d'esprit excédante et le droit d'importation du vin sur le reste du liquide.			
Spiritueux :			
(a) Alcool pur en futailles et fûts (fûts compris).	hectol.	14 00	12 00
(b) Cognac et eau-de-vie en fûts et futailles (fûts compris).	—	25 00	25 00
(c) Cognac et eau-de-vie en bouteilles de plus d'un demi-litre et pas plus d'un litre.	le 100.	25 00	25 00
(d) Cognac et eau-de-vie en bouteilles d'un demi-litre ou moins.	—	18 00	18 00
Huiles fixes :			
(a) D'olive.	100 k.	6 00	3 00
(b) Non dénommées	—	6 00	6 00
Cartouches vides avec capsules.	—	60 00	60 00
Savon :			
(a) Commun	—	6 00	6 00
(b) Parfumé.	—	12 00	12 00
Couleurs en tablettes, en poudre et de toute autre sorte	—	12 00	12 00
Cirage pour chaussures.	—	5 00	5 00
Articles confectionnés de chanvre, de lin et de coton.			
(a) Sacs, linge de lit et de table, serviettes et articles similaires.	—	Droit du tissu augmenté de 10 p. 100.	Droit du tissu augmenté de 10 p. 100.
(b) Cols, manchettes et chemises d'homme	—	Droit du tissu augmenté de 60 p. 100.	
(c) Autres.	—	Droit du tissu augmenté de 30 p. 100.	
Tissus de coton imprimés.	100 k.	Régime des tis- sus blanchis augmenté de 70 fr. par 100 kilog.	Droit des tissus blanchis, plus 70 fr. par 100 kilog.

NOTA. — Les articles inscrits au Traité de 1881 et qui ne figurent pas dans cet état doivent être considérés comme devant être régis par le nouveau tarif général, les Délégués italiens s'étant bornés à protester de leurs dispositions conciliantes sans formuler aucun chiffre précis de réduction.

DÉSIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	DROITS proposés par l'Italie	ANCIEN TARIF conventionnel
Laine :			
(a) Naturelle en suint et laine lavée.	100 k.	Exempte.	Exempte.
(b) D'effilochage.	—	—	—
(c) Teinte.	—	—	—
(d) Cardée.	—	—	—
(e) Peignée.	—	—	—
(f) Cardée teinte.	—	—	—
(g) Peignée teinte.	—	—	—
(h) D'effilochage teinte.	—	—	—
Crin :			
(a) Brut.	»	Exempt.	Exempt.
(b) Teint.	100 k.	8 00	—
(c) Frisé et ouvrages grossiers en crin.	—	8 00	8 00
Tissus de laine :			
(a) Cardée, pesant au mètre carré jusqu'à 300 grammes.	100 k.	170 00	140 00
— plus de 300 grammes jusqu'à 500 grammes.	—	150 00	
— plus de 500 grammes.	—	140 00	
(b) Peignée, pesant au mètre carré jusqu'à 200 grammes.	100 k.	210 00	170 00
— plus de 200 grammes jusqu'à 500 grammes.	—	190 00	
— plus de 500 grammes.	—	170 00	
NOTA. — La note annexée au n° 129 du tarif général est supprimée (Δ).			
Tissus de laine imprimés	»	Régime des tissus, suivant l'espèce, augmenté de 25 f. par 100 kilog.	Catégorie nouvelle n'existant pas au tarif conventionnel.
Feutres :			
(a) Pour chapeaux	100 k.	18 00	18 00
(b) Goudronnés, pressés, pour semelles	—	7 00	7 00
Articles confectionnés de laine.	100 k.	Droit du tissu augmenté de 30 p. 100.	Droit du tissu augmenté de 10 p. 100.
Tissus de soie et de filoselle :			
<i>Noirs,</i>			
Unis.	Kilog.	5 00	4 00
Façonnés	—	7 00	4 00
<i>De couleur,</i>			
Unis	—	6 00	4 75
Façonnés	—	8 00	4 75
<i>A jour, grenadines,</i>			
Unis.	—	7 00	4 75
Façonnés	—	10 00	4 75

(Δ) La suppression de la note annexée à l'article 129 (Tissus de laine) implique le rétablissement pour les tissus de laine peignée, cardée, de la taxation sur la base de la matière dominante en poids et donne satisfaction à une de nos demandes; mais les droits applicables demeurent notablement supérieurs à ceux du tarif conventionnel de 1881. Ainsi, les tissus de l'espèce, laine cardée dominante, payeraient encore 150 et 170 francs au lieu de 140 francs les 100 kilog., et les tissus de laine peignée et cardée, laine dominante, 210 et 190 francs au lieu de 170 francs, d'après les nouveaux chiffres proposés par les Commissaires italiens.

Quant aux tissus de laine peignée ou cardée mélangée de coton avec la chaîne entièrement composée de fils de coton et passibles actuellement de droits de 93 fr. 50 pour les tissus de laine cardée et de 130 fr. pour les tissus de laine peignée, le rétablissement de ces deux catégories ne nous a pas été accordé, malgré notre insistance et l'intérêt qu'elles ont pour nous. Les Commissaires italiens ne semblent pas disposés à aller au delà d'une concession par suite de laquelle les tissus de l'espèce payeraient le droit afférent à la classe des tissus de laine pure la moins fortement imposée, soit 140 francs pour les tissus de laine cardée et 170 francs pour les tissus de laine peignée.

DÉSIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	DROITS proposés par l'Italie	ANCIEN TARIF conventionnel
Velours mixtes dans lesquels la soie ou la filloselle entrent dans une proportion non inférieure à 12 p. 100 et non supérieure à 50 p. 100 :			
Unis	Kilog.	5 00	2 50
Façonnés	—	7 00	2 50
Tissus mixtes dans lesquels la soie ou la filloselle entrent dans une proportion non inférieure à 12 p. 100, non supérieure à 50 p. 100 :			
<i>Noirs,</i>			
Unis	—	3 50	2 50
Façonnés	—	5 00	2 50
<i>De couleur,</i>			
Unis	—	4 00	2 50
Façonnés	—	6 00	2 50
Tissus ordinaires de déchets de soie, dont le poids dépasse 200 grammes par mètre carré et dans lesquels les déchets de soie entrent dans une proportion non inférieure à 12 p. 100 :			
Unis	—	2 50	2 00
Façonnés	—	4 00	2 00
Velours et peluche de soie et de filloselle :			
Unis	—	8 00	6 50
Façonnés	—	10 00	6 50
Rubans et galons de soie.	—	2 fr. en plus du droit sur les tissus.	2 20
Meubles et parties de meubles bruts ou finis :			
(a) Non remboursés.			
En bois commun courbé	100 k.	7 50	7 50
Ces meubles peuvent être combinés avec une partie de bois commun non courbé et avec des ouvrages tressés en paille, rotin ou similaires.			
Meubles :			
Autres en bois commun	100 k.	13 00	13 00
Ces meubles peuvent être plaqués en bois commun et combinés avec des ouvrages tressés en paille, rotin et similaires.			
Autres en bois d'ébénisterie, plaqués, marquetés	—	40 00	40 00
Voitures pour routes ordinaires :			
(a) A deux roues au plus	pièce	33 00	33 00
(b) Avec plus de deux roues et pas plus de quatre ressorts	—	110 00	110 00
(c) Avec plus de deux roues et de quatre ressorts	—	330 00	330 00
Chapeaux de paille non compris les chapeaux garnis	le 100.	8 00	3 00
Papier de couleur doré ou peint ou de tenture	100 k.	25 00	20 00

DÉSIGNATION DES ARTICLES	UNITÉS	DROITS proposés par l'Italie	ANCIEN TARIF conventionnel
Estampes, lithographies et étiquettes	100 k.	50 00	50 00
Peaux tannées sans poil :			
Vernies,	—	80 00	75 00
Maroquinées,	—	70 00	75 00
Taillées en tiges, empeignes et bandes pour chapeaux	—	Régime de la peau, selon l'espèce, aug- menté de 10 p. 100.	Droit des peaux respectives.
Manchons de peaux fines	le 100.	600 00	600 00
Manchons de peaux communes.	—	300 00	300 00
Gants de peau de toute qualité, même simple- ment taillés.	100 p.	7 50	7 50
Chaussures, bottes, bottines et brodequins. . .	—	110 00	110 00
Chaussures autres, de toute sorte.	—	70 00	70 00
Ouvrages en peau tannée, sans poil, non dé- nommés.	100 k.	50 00	50 00
Valises,	pièce	2 00	2 00
Nickel et ses alliages avec le cuivre et avec le zinc (packfong ou argentan) :			
— En dés, en pains et en débris.	100 k.	4 00	4 00
— En feuilles, verges et fils	—	10 00	10 00
— En ouvrages dorés et argentés	—	100 00	»
— En autres ouvrages	—	60 00	60 00
Porcelaine de couleur, dorée ou autrement décorée	—	32 00	32 00
Bouteilles communes	—	4 00	3 francs le cent de bouteilles.
Dames-jeannes	—	3 00	3 »
Oranges et citrons même dans l'eau salée. . .	—	2 00	2 00
Fruits frais, non dénommés	»	Exempts.	Exempts.
Dattes	»	—	—
Fruits secs :			
— Amandes avec ou sans coques.	»	—	—
— Noix et noisettes.	»	—	—
— Oléagineux, non dénommés	»	—	—
— Non dénommés, excepté les figues et les raisins.	100 k.	2 00	2 00
Fruits, légumes et plantes potagères :			
— Dans l'huile, le sel ou le vinaigre.	—	8 00	8 00
— Dans l'esprit de vin	—	La surtaxe de l'alcool en plus.	40 00
Colle de poisson.	—	10 00	10 00
Corail ouvré non monté	»	Exempt.	Exempt.
Chapeaux garnis pour dames.	le 100.	400 00	500 00
Fleurs artificielles.	Kilog.	6 00	6 00
Carcasses pour articles de mode	—	1 00	1 00

N° 52. — M. Teisserenc de Bort, délégué du Gouvernement de la République française à Rome, à M. Flourens, ministre des affaires étrangères.

(Télégramme.)

Rome, le 18 janvier 1888.

En réponse à votre télégramme du 17 janvier, je m'empresse de vous faire savoir dans quels termes le procès-verbal rend compte de l'incident qui a été l'objet de mon télégramme du 13.

M. Ellena, après avoir parlé de l'émotion qu'a causée en Italie le dernier relèvement des droits sur le bétail, ajoute : « Il s'ensuit que, dans plusieurs parties de l'Italie, on répugne à tout traité avec la France n'assurant pas un régime favorable au bétail. La question est tellement importante que les Délégués italiens demandent à leurs Collègues si le Gouvernement français serait disposé à revenir pour cet article et spécialement pour la race bovine aux droits du 7 mai 1881 ou à des droits même légèrement supérieurs, au cas où l'Italie consentirait, de son côté, à maintenir, sur les produits manufacturés dans lesquels les intérêts français sont plus vivement engagés, le régime fixé par le Traité du 3 novembre 1881, et même à faire sur quelques points particuliers des concessions. »

TEISSERENC DE BORT.

N° 53. — M. Teisserenc de Bort, délégué du Gouvernement de la République française à Rome, à M. Flourens, ministre des affaires étrangères.

(Télégramme.)

Rome, le 19 janvier 1888.

J'ai prié le premier Délégué italien de bien préciser l'ouverture qu'il nous avait faite dans la séance du 13.

M. Ellena se porte garant de l'assentiment du Gouvernement italien à sa proposition. Il convient que le procès-verbal n'en ait pas exactement rendu compte ; voici les termes dans lesquels il l'a reproduite :

Si le Gouvernement français consent à inscrire le bétail dans le tarif conventionnel du futur Traité en abaissant, surtout sur les animaux de l'espèce bovine, les droits actuels à un taux très rapproché des droits perçus en 1881 à l'entrée en France, à savoir 15 francs pour les bœufs, qui pourraient être portés à 20 francs, et ainsi de suite pour les vaches, les veaux et les taureaux, le Gouvernement italien serait disposé à accepter à l'entrée en Italie le maintien des droits portés dans le Traité de 1881 avec les seules modifications qu'entraîneraient les nouvelles classifications introduites par le Parlement dans le tarif général, mais sans aggravation de la moyenne des droits. »

Le Gouvernement italien serait même disposé dans ce cas à accorder quelques avantages nouveaux à la France.

Je ne puis que vous prier de me faire connaître les intentions du Gouvernement.

TEISSERENC DE BORT.

N° 54. — M. Flourens, ministre des affaires étrangères, à M. le comte de Moüy, ambassadeur de la République française en Italie.

(Télégramme)

Paris, le 24 janvier 1888.

J'ai pris connaissance de la lettre de M. Teisserenc de Bort en date du

16 janvier; il en résulte que, d'après les propositions des Délégués italiens :

1° Sur 272 taxations inscrites à notre tarif conventionnel de 1881 à l'entrée en Italie, 183 seraient soumises aux droits parfois très élevés du nouveau tarif général italien ;

2° A l'égard des 89 autres articles, pour lesquels les droits de 1881 sont généralement maintenus, 29 articles, notamment les lainages et les soieries, sont encore majorés dans une proportion parfois considérable.

A notre grand regret, nous avons dû reconnaître qu'un Traité consacrant de semblables conditions serait certainement rejeté par les Chambres. Ainsi que nous l'avons déclaré tout d'abord, et comme l'a rappelé M. Teisserenc de Bort, nous ne pouvons consentir à des relèvements du tarif de 1881 à l'entrée en Italie qu'en échange de concessions sur ce même tarif. Celles qui sont offertes sur les vins et les ciments nous donneraient à cet égard une certaine satisfaction, mais évidemment insuffisante pour contrebalancer les rehaussements de taxes imposés à nos principaux articles d'importation en Italie. Les propositions que nous avons soumises au Gouvernement italien, en ce qui concerne les lainages, indiquaient de quelle manière il nous semblait possible d'arriver à modifier le tarif de 1881, soit en plus, soit en moins ; mais les négociateurs italiens se sont placés au point de vue d'un relèvement général de ce tarif et n'ont pas paru tenir compte du fait que, par la clause de la nation la plus favorisée, l'Italie retrouverait en France tous les avantages que lui avait assurés le Traité de 1881.

Quant à la proposition qui faisait l'objet du télégramme de M. Teisserenc de Bort du 19 janvier, elle a été soumise à un examen particulier. En raison des déclarations explicites faites précédemment devant les Chambres par le Gouvernement au sujet du bétail, nous avons dû pressentir les dispositions de la Commission parlementaire des douanes relativement à cette question. La Commission s'est prononcée formellement à l'unanimité, moins une voix, contre l'insertion des droits sur le bétail dans le tarif conventionnel.

En cet état de choses, nous ne pensons pas, à moins que vous n'ayez à me communiquer de nouveaux éléments d'appréciation, que MM. Teisserenc de Bort et Marie doivent prolonger leur séjour à Rome. Je vous prie de leur donner connaissance de ces instructions et de leur faire savoir qu'ils peuvent revenir à Paris. Vous vous entendrez avec eux pour faire comprendre au Gouvernement italien qu'en l'état actuel de ses propositions, la continuation des négociations nous paraît frustratoire. Nous voulons espérer néanmoins que les propositions qui accompagnent la lettre du 16 janvier ne sont pas le dernier mot du Cabinet de Rome. Vous ajouterez que nous accueillerions les nouvelles ouvertures qui nous seraient faites avec le plus sincère désir d'arriver à une entente.

FLouRENS.

N° 54 bis. — L'ambassadeur d'Italie à Paris, au ministre par intérim des affaires étrangères d'Italie.

24 janvier 1888, 8 p. m.
Reçu 10 h. 59.

Dans une lettre qui m'a été adressée par M. Flourens à propos d'une autre question, je relève la phrase suivante : « Je me suis rendu un compte exact de l'état des esprits dans nos deux Chambres. Si l'Italie ne croit pas

pouvoir faire de nouvelles concessions, je considère comme certain l'échec de nos négociations commerciales. »

MENABREA.

N° 55. — M. Flourens, ministre des affaires étrangères, à M. le comte de Moüy, ambassadeur de la République française en Italie.

(Télégramme)

Paris, le 26 janvier 1888.

Aujourd'hui le Général Menabrea m'a donné connaissance d'un télégramme de M. Crispi, d'après lequel le Gouvernement italien se déclare disposé à faire de nouvelles et larges concessions et ajoute que, si nous en faisons nous-mêmes, il y aurait certitude d'aboutir. Je lui ai répondu qu'en concédant à l'Italie le traitement de la nation la plus favorisée, nous lui assurons déjà un régime plus avantageux que celui qu'elle nous offrait jusqu'à présent, et qu'en conséquence nous attendions les nouvelles propositions qu'elle nous fait espérer et qui seraient de nature à assurer le succès des négociations.

Je vous prie de faire connaître à M. Crispi dans quel sens j'ai répondu à la communication que je viens de recevoir du Général Menabrea.

FLOURENS.

N° 56. — M. Flourens, ministre des affaires étrangères, à M. le comte de Moüy, ambassadeur de la République française en Italie.

(Télégramme)

Paris, le 27 janvier 1888.

Je viens de recevoir de M. le Général Menabrea communication du télégramme suivant de M. Crispi :

« A l'occasion de ma réception hebdomadaire, M. le Comte de Moüy est
« venu me voir aujourd'hui, 26. Il m'a répété ce que l'Agence Havas, il y
« a peu de jours, a dit à peu près au sujet du Traité de commerce. Il a
« fini par conclure que si l'Italie n'accepte pas pour base des négociations
« le Traité de 1881, celles-ci ont peu de chance de réussir. J'ai dû répon-
« dre à l'Ambassadeur :

« 1° Que le Gouvernement de la République ne s'était jamais expliqué
« formellement là-dessus, et qu'il eût mieux valu que cette déclaration
« nous eût été faite au mois de décembre dernier, avant le début des négo-
« ciations ;

« 2° Que, pendant le cours des Conférences entre nos Délégués respec-
« tifs, il n'avait été rien dit qui impliquât de telles intentions de la part de
« la France, ainsi que les procès-verbaux des séances en font foi ;

« 3° Quant à la question du bétail, quelle que soit son importance pour
« nous, elle ne constitue pas une base absolue dont nos négociations ne
« puissent s'écarter ;

« 4° Enfin, que le Gouvernement du Roi est encore animé des meilleu-
« res intentions de continuer les négociations et qu'on pourrait arriver à
« une entente pour la conclusion d'un Traité qui a un égal intérêt pour nos
« deux pays, si, de son côté, la France y met la même bonne volonté. »

Je ne puis que constater, en ce qui me concerne, que j'ai toujours indiqué, dans mes conversations soit avec le Général Menabrea et avec M. Ressenman,

soit avec MM. Luzzatti et Ellena, que le Traité de 1881 devait être la base de la négociation. Mais sans insister sur cette question qui ne saurait aujourd'hui avoir d'influence sur la solution à intervenir, nous devons nous demander quelle est la portée des déclarations conciliantes qui terminent le télégramme de M. Crispi. Dans ma pensée, elles impliqueraient, de la part du Cabinet de Rome, l'acceptation du tarif de 1881 à l'entrée en Italie : je vous prie de vous en assurer et de me faire connaître, en outre, quelles sont les propositions définitives du Gouvernement italien. Il importe que nous soyons fixés à cet égard. Je n'ai d'ailleurs pas encore reçu le compte rendu de votre entretien avec M. Crispi à la suite de mes instructions du 24 janvier, et j'ignore les motifs pour lesquels, usant de la faculté que leur laissaient ces instructions, nos Délégués sont restés à Rome. Je n'attacherais pas moins de prix à être renseigné sur les points visés dans mon télégramme d'hier.

FLOURENS.

N° 57. — M. le comte de Moty, ambassadeur de la République française en Italie, à M. Flourens, ministre des affaires étrangères.

(Télégramme)

Rome, le 27 janvier 1888.

J'ai entretenu hier M. Crispi de la situation conformément à vos instructions du 24 janvier. Je lui ai fait connaître avec précision notre sentiment sur les majorations de taxe que le Gouvernement italien paraît vouloir maintenir jusqu'à présent et que nous jugeons inadmissibles. Je lui ai dit, en ce qui concerne les bestiaux, que l'avis unanime de la Commission parlementaire des douanes était absolument contraire à l'insertion du bétail dans le tarif conventionnel. J'ajoutais que si cette situation n'était pas modifiée, le Gouvernement de la République ne considérerait plus comme utile le séjour de ses Délégués spéciaux à Rome ; que cependant nous étions prêts à accueillir et à examiner les nouvelles propositions et ouvertures du Cabinet italien.

En me répondant, M. Crispi s'est plaint des télégrammes des journaux de Paris qui préjugent la question dans un sens défavorable ; il s'est étendu sur les sentiments conciliants de l'Italie en nous reprochant de ne pas vouloir nous écarter du traité de 1881. Je lui ai fait observer que nous ne voulions pas, en effet, ainsi que M. Teisserenc de Bort l'avait déclaré dès notre première séance, laisser aggraver ce traité contre nous, que nous ne nous étions pas refusés à examiner des modifications ou compensations, pourvu qu'elles fussent strictement équivalentes. Au surplus, il avait dû, par les notes que j'avais été chargé de lui remettre sur les lainages, soieries, être fixé sur l'esprit dont nous étions animés. Le Président du Conseil m'a dit qu'il avait prié le Général Menabrea de vous répéter que l'Italie avait toujours le même désir d'arriver à un accord.

Dans la séance d'aujourd'hui j'ai exposé aux Délégués italiens les instructions que nous avions reçues et M. Teisserenc de Bort en a développé le sens. M. Ellena nous a longuement répondu en insistant pour que nos Délégués ne regardent pas leur mission comme terminée. Il a rappelé que l'Italie n'avait pas dit son dernier mot et nous a demandé de lui indiquer dans une prochaine séance jusqu'où nous pourrions nous avancer. Je lui ai fait observer que nous considérons que c'était aux Délégués italiens à nous faire connaître leurs intentions sur les questions majeures.

M. Teisserenc de Bort, sans se refuser à vous faire part, de son côté, de la demande des Délégués italiens, n'a pas dissimulé qu'il connaissait le sens de votre réponse à l'avance et que nous ne pourrions admettre un tarif majoré dans tous les points essentiels sur celui de 1881. Les Délégués italiens nous ont promis de prendre les instructions de leur Gouvernement et de nous les communiquer dans la prochaine séance, dont le jour n'est pas fixé.

DE MOUY.

N° 58. — **M. Flourens, ministre des affaires étrangères, à M. le Comte de Moüy, ambassadeur de la République française en Italie.**

(Télégramme.)

Paris, le 28 janvier 1888.

Les renseignements que contient votre télégramme d'hier ne nous font pas encore connaître les propositions définitives du Gouvernement italien. Au point où en est arrivée la négociation, il faut obtenir des Délégués italiens une réponse précise et leur répéter qu'il nous est impossible de traiter sur une autre base que sur le Tarif de 1881. Si nous admettons que des changements puissent être apportés à ce Tarif, ce n'est, comme je l'ai déjà indiqué, qu'en trouvant dans des réductions équivalentes la compensation des relèvements que nous consentirions sur tel ou tel article, et ces relèvements ne pourraient, bien entendu, être admis que dans d'étroites limites.

Nous n'entrevoyons pas, en dehors de ces conditions, le moyen d'arriver à une entente qui ait chance d'être sanctionnée par le Parlement. Veuillez communiquer ces instructions à M. Teisserenc de Bort et à M. Marie, et faire connaître la situation en termes très nets tant à M. Crispi qu'aux Délégués italiens.

FLOURENS.

N° 59. — **M. le Comte de Moüy, ambassadeur de la République française en Italie, à M. Flourens, ministre des affaires étrangères.**

(Télégramme.)

Rome, le 29 janvier 1888.

Après un dîner chez l'Ambassadeur de Turquie, j'ai eu hier soir un long entretien avec M. Crispi et avec le Ministre des finances, M. Magliani.

Le Président du Conseil m'a dit que de très larges concessions étaient en ce moment à l'étude et qu'il pensait que nous pourrions nous réunir dans les premiers jours de la semaine. Je lui ai répondu que dans l'état des choses, il était urgent de préciser la situation, qu'il était nécessaire que l'Italie donnât tout de suite ce qu'elle peut donner, de façon que le régime de 1881 ne fût pas aggravé ; que les instants étaient précieux, et qu'il fallait nous mettre en mesure de présenter à notre Parlement une solution acceptable. Je lui ai rappelé encore l'importance majeure pour les relations des deux Pays de prévenir une rupture commerciale. M. Crispi a paru apprécier ces considérations avec empressement : il m'a répété que tout le possible serait fait pour en venir à un accord dont il comprenait la nécessité.

Le Ministre des finances, de son côté, s'est montré extrêmement désireux d'une entente qu'il m'a déclaré espérer vivement ; si par impossible nous n'y arrivions pas complètement, m'a-t-il dit, du moins il faudrait établir un *modus vivendi* pour ne pas rompre.

DE MOUY.

N° 60. — M. le Comte de Mouy, ambassadeur de la République française en Italie, à M. Flourens, ministre des affaires étrangères.

Rome, le 30 janvier 1888.

Monsieur le Ministre, Votre Excellence connaît, par mes derniers télégrammes, l'état de la négociation si difficile que nous avons à suivre ; je me bornerai à en rappeler sommairement les derniers incidents.

A la suite de votre Télégramme du 24, et d'accord avec MM. Teisserenc de Bort et Marie, j'ai fait connaître à M. Crispi que nous étions prêts, ayant reçu des instructions, à nous réunir aux Délégués italiens, et le Président du Conseil fixa la prochaine séance au surlendemain. Nous avons pensé, en effet, que le départ des Délégués français devait être suspendu jusqu'au moment où le Gouvernement italien nous aurait avisés de ses résolutions dernières.

Pendant ce temps, la presse des deux Pays, informée du départ éventuel des Délégués, se livrait à des polémiques très vives, et quand j'allai voir M. Crispi, la veille de la séance, pour lui faire connaître le sens des directions que nous avions reçues, je le trouvais, ainsi que je vous l'ai télégraphié, très mécontent des nouvelles répandues par les agences.

Je lui exposai l'ensemble des motifs qui ne nous permettaient pas d'accepter les chiffres présentés par le Gouvernement italien et des concessions en réalité fictives, puisqu'elles constituaient encore des aggravations très sensibles du Tarif de 1881, et je ne lui cachai pas qu'à moins de nouvelles propositions, MM. Teisserenc de Bort et Marie devraient retourner en France.

M. Crispi me dit alors qu'il ne savait pas notre intention absolue de ne pas nous écarter des chiffres de 1881 : je lui répondis que notre langage, sur ce point, n'avait jamais varié ; que les notes que j'avais été chargé de lui remettre sur les principaux articles de notre régime des tissus indiquaient notre sentiment de la manière la plus précise ; enfin que, depuis l'ouverture des négociations à Rome, M. Teisserenc de Bort avait déclaré dès la première séance que nous admettions quelques modifications au Tarif de 1881, mais seulement à condition que les compensations fussent équivalentes. Au surplus, le caractère du langage que m'a tenu M. Crispi me paraît avoir été un peu forcé dans la dépêche dont vous m'avez donné connaissance, et ce que m'a dit le Président du Conseil avait plutôt l'aspect d'une objection incidente que d'une déclaration.

En terminant l'entretien, il me renouvela l'assurance de sa bonne volonté et m'affirma que les Délégués italiens recevraient des instructions très conciliantes.

Je fis connaître aussitôt à M. Teisserenc de Bort et à M. Marie cette conversation ; il fut convenu qu'à la séance du lendemain 27 j'informerais officiellement les Délégués italiens des directions que nous avions reçues, tant au sujet de la négociation en général que du départ éventuel de nos Représentants spéciaux. M. Teisserenc de Bort devait ensuite développer le sens de cette communication. Cet ordre a été suivi et les Délégués

italiens ont pu se convaincre ainsi entièrement de vos intentions ainsi que de la gravité des décisions qu'ils ont à prendre. Ils nous ont exprimé d'ailleurs dans les termes les plus sympathiques le désir que MM. Teisserenc de Bort et Marie « ne regardent pas leur mission comme terminée » et ils nous ont prié de leur indiquer dans la prochaine séance tout ce qu'il nous serait possible de faire pour arriver à un accord. M. Teisserenc de Bort, sans refuser catégoriquement, a fait observer qu'il était dès aujourd'hui certain de votre réponse. J'ai fait remarquer alors que c'était aux Délégués italiens de nous informer d'une manière complète, sans hésitation ni réticences, des concessions extrêmes qu'ils pouvaient nous offrir. Ces messieurs nous ont demandé de prendre des instructions plus complètes de leur Gouvernement et nous avons dû, par suite, attendre quelques jours encore les propositions qui pouvaient nous être faites.

Agréé, etc.

DE MOUY.

N° 61. — M. le Comte de Moty, ambassadeur de la République française en Italie, à M. Flourens, ministre des affaires étrangères.

(Télégramme.)

Rome, le 1^{er} février.

J'ai reçu hier une lettre de M. Crispi me proposant pour demain une séance dans le but et avec l'espoir, m'écrit-il, de trouver un accord pour la conclusion d'un nouveau Traité de commerce entre les deux Pays.

C'est donc dans cette réunion que les Délégués italiens, qui préparent depuis plusieurs jours leurs nouvelles propositions, doivent nous faire connaître leurs concessions extrêmes. Ils ne paraissent pas encore complètement fixés, et M. Crispi ainsi que M. Ellena se bornent à affirmer leurs intentions très favorables sans rien préciser.

DE MOUY.

N° 62. — M. le Comte de Moty, ambassadeur de la République française en Italie, à M. Flourens, ministre des affaires étrangères.

(Télégramme.)

Rome, le 2 février 1888.

Après nous avoir fait attendre depuis samedi, les Délégués italiens devaient, nous étions en droit de le penser, nous soumettre aujourd'hui les propositions définitives de leur Gouvernement. Tel n'a pas été le résultat de la séance de ce jour. Les Délégués n'avaient aucune proposition formelle à nous remettre. Ils sont revenus sur des questions que nous considérons comme absolument épuisées par nos déclarations antérieures plusieurs fois répétées. Ils nous ont demandé encore une fois si nous entendons prendre le Traité de 1881 comme base de la nouvelle négociation et si nous tenons absolument à ce que tous les articles repris dans ce Traité fussent visés dans le nouveau. Nous avons répondu en confirmant nos précédentes déclarations et en demandant que le Gouvernement italien nous mit promptement en mesure d'envoyer ou de rapporter à Paris ses propositions définitives. M. Teisserenc de Bort a ajouté que, si ces propositions devaient s'écarter sensiblement du Tarif de 1881, elles n'auraient aucune chance d'être acceptées, et qu'à son avis il vaudrait beaucoup mieux suspendre les négociations.

Les Délégués italiens ont promis une réponse aussi prompte que possible, que je m'empresse de vous communiquer.

DE MOÛY.

N° 63. — **Son Excellence M. Crispi, président du Conseil, ministre des affaires étrangères d'Italie, à M. le Comte de Moüy, ambassadeur de la République française en Italie.**

(Traduction.)

Rome, le 3 février 1888.

Monsieur l'Ambassadeur, les Délégués italiens pour le traité de commerce m'ont rapporté que, dans la séance d'hier, les Délégués français, après avoir déclaré que le Gouvernement de la République ne pouvait faire aucune concession sur le bétail, ni renoncer à aucun des articles du tarif italien, repris dans le traité du 3 novembre 1881, avaient ajouté que la France était seulement disposée à consentir à quelques légères augmentations sur un nombre très restreint d'articles, pourvu qu'il y eût sur d'autres articles des réductions équivalentes.

Le Gouvernement royal a examiné la situation créée par cette communication ; il a dû se persuader que les propositions françaises auraient pour résultat la prorogation pure et simple du traité du 3 novembre 1881, que les intentions manifestées par la Chambre des Députés et mes déclarations n'ont pas admise. Si les demandes de l'Italie à l'égard du bétail eussent été accueillies, il nous aurait été, il est vrai, moins malaisé d'accepter d'autres et considérables réductions sur les taxes du tarif général auxquelles sont soumis les principaux produits des manufactures françaises.

Toutefois, estimant nécessaire de laisser au Cabinet de Paris le temps de réfléchir sur les idées échangées dans les conférences entre les Délégués des deux Etats, je crois devoir déclarer que j'attendrai de savoir du Gouvernement de la République si et quand il pense reprendre les négociations sur des bases convenant également aux deux Nations.

Veuillez agréer, etc.

CRISPI.

N° 64. — **M. le Comte de Moüy, Ambassadeur de la République française en Italie, à M. Flourens, Ministre des Affaires étrangères.**

Rome, le 10 février 1888.

Monsieur le Ministre, au moment où j'adressais à Votre Excellence ma dépêche du 30 janvier dernier, nous étions fondés à croire que nous étions à la veille de recevoir des Délégués italiens un ensemble de propositions conciliantes. Leur langage, leur promesse de nous présenter un tableau indiquant les chiffres nouveaux qu'ils seraient en mesure de nous offrir, les dispositions manifestées par le Président du Conseil et le Ministre des finances dans leurs entretiens avec moi, nous permettaient de présumer que, sans nous donner peut-être encore les satisfactions que nous voulions obtenir, du moins le Gouvernement italien essaierait de se rapprocher sensiblement des stipulations de 1881.

Vous avez su, par nos télégrammes, que les deux séances qui ont suivi n'ont pas répondu à notre attente, que les Délégués italiens ne nous ont fait aucune des propositions que nous nous flattions d'entendre, se sont bornés à nous faire préciser de nouveau notre point de vue que nous

n'avions d'ailleurs aucun motif de leur dissimuler et ont ajourné toute explication catégorique sur leurs instructions définitives.

Néanmoins et quelle que fût notre impression, nous étions décidés à attendre les dernières concessions qui nous étaient annoncées. Tout en supposant bien qu'elles ne seraient pas suffisantes pour amener sur le champ une conclusion favorable, encore voulions-nous les connaître pour être en mesure d'apprécier les distances réelles qui nous séparaient du Gouvernement italien. C'est pourquoi M. Teisserenc de Bort ne cessait d'insister pour recevoir le tableau comparatif que les Délégués nous avaient promis. La lettre que m'a adressée M. Crispi, le 3 de ce mois, et que je vous ai envoyée sur le champ par le télégraphe, a brusquement interrompu les négociations. Elle paraît impliquer de la part du Gouvernement italien la volonté de ne point se départir des premières concessions qu'il avait indiquées au cours de nos séances et qui sont rapportées dans les Protocoles. Comme il est, d'autre part, fixé sur notre décision que nous lui avons représentée de nouveau dans la dernière séance, cette lettre équivaut à une fin de non-recevoir. MM. Teisserenc de Bort et Marie ont donc jugé que leur mission était terminée, et leur départ a été décidé le soir même conformément à nos instructions précédentes. Je me suis borné à accuser réception de sa lettre au Président du Conseil. Ces Messieurs sont partis le surlendemain pour Paris.

Agréez, etc.

DE MOUY.

TROISIÈME PARTIE

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

MEXIQUE

Loi sur les étrangers et sur la naturalisation.

28 mai 1886.

CHAPITRE I. — *Des Mexicains et des étrangers.*

Article premier. — Sont Mexicains :

1° Les enfants nés sur le territoire national d'un père mexicain par naissance ou par naturalisation.

2° Les enfants nés sur ce même territoire national de mère mexicaine et d'un père qui n'est pas légalement connu, selon les lois de la République. On considérera de même les enfants qui naissent de père inconnu ou de père dont la nationalité n'est pas connue.

3° Les enfants nés hors de la République d'un père mexicain qui n'ait pas perdu sa nationalité. Si cela était arrivé (que le père eût perdu sa nationalité) les fils seront réputés étrangers ; ils pourront cependant réclamer la nationalité mexicaine dans l'année qui suivra le jour où ils auront atteint leur vingt-et-unième année, en faisant une déclaration devant les agents diplomatiques ou consulaires de la République, s'ils résident hors de celle-ci, ou devant le ministre de l'intérieur, s'ils résident sur le territoire national.

Si les enfants, dont traite l'alinéa précédent, résident sur le territoire national et si, arrivés à leur majorité, ils ont accepté un emploi public ou servi dans l'armée, dans la marine ou la garde nationale, par ces actes ils seront considérés comme Mexicains sans qu'il y ait besoin d'autres formalités.

4° Les enfants nés, hors de République, de mère mexicaine, bien que le père fût inconnu et si la mère n'a pas perdu sa nationalité selon les dispositions de cette loi. Si la mère avait été naturalisée en pays étranger ses enfants seront étrangers ; mais ils auront le droit d'opter pour la nationalité mexicaine en agissant de la façon prescrite par l'alinéa précédent.

5° Les Mexicains qui ayant perdu leur qualité nationale, suivant les dispositions de la présente loi, la recouvrent en accomplissant les formalités qu'elle établit, suivant les divers cas dont il s'agit.

6° La femme étrangère qui contracte mariage avec un Mexicain ; elle conservera la nationalité mexicaine même pendant son veuvage.

7° Les individus nés hors de la République, mas qui, établis dans la République en 1821, prêtèrent serment à l'indépendance, ont continué à résider sur le territoire national et n'ont pas changé de nationalité.

8° Les Mexicains qui, établis sur les territoires cédés aux Etats-Unis par les traités du 2 février 1848 et du 30 novembre 1853, ont rempli les conditions exigées par ces traités pour conserver leur nationalité mexicaine. On considérera de même les Mexicains qui continuent à résider sur les territoires qui appartiennent à Guatemala et les citoyens de cette République qui restent dans les territoires qui dépendent du Mexique, suivant le traité du 27 septembre 1882, pourvu que les citoyens remplissent les prescriptions stipulées dans l'article 5 dudit traité.

9° Les étrangers qui se font naturaliser conformément à la présente loi.

10° Les étrangers qui auront acquis des biens immeubles dans la République, à moins qu'ils ne manifestent la résolution de conserver leur nationalité. Au moment de vérifier l'acquisition de l'immeuble, l'étranger fera insérer par le notaire ou juge préposé s'il désire ou non obtenir la nationalité de Mexicain que lui attribue l'alinéa 3 de l'art. 30 de la Constitution ; la résolution de l'étranger sur ce point sera constatée par écrit.

S'il choisit la nationalité mexicaine, ou omet de se prononcer sur ce point il pourra pendant un an avoir recours au ministère de l'intérieur pour remplir les conditions de l'art. 19 et être considéré comme Mexicain.

11° Les étrangers qui auront des enfants nés au Mexique, à moins qu'ils ne préfèrent conserver leur état d'étrangers. Au moment de faire l'inscription de la naissance, le père manifestera devant l'officier d'état-civil sa volonté sur ce point, ce que l'on constatera sur cet acte même. S'il opte pour la nationalité mexicaine ou omet de se prononcer sur ce point il pourra pendant un an avoir recours au ministère de l'intérieur pour remplir les conditions requises par l'art. 19 et être considéré comme Mexicain.

12° Les étrangers qui servent officiellement le gouvernement mexicain ou qui acceptent de lui des titres ou des fonctions publiques, pourvu que dans l'année qui suit l'acceptation de ces titres ou de ces fonctions ou la prise de possession du service officiel ils s'adressent au ministère de l'intérieur pour remplir les conditions requises par l'art. 19 et être considérés comme Mexicains.

Art. II. — Sont étrangers :

1° Les individus nés hors du territoire national qui sont sujets de gouvernements étrangers et qui ne se sont pas faits naturaliser Mexicains.

2° Les enfants de père étranger ou de mère étrangère et de père inconnu, nés sur le territoire national, jusqu'à l'époque où, conformément à la nationalité du père ou de la mère, ils atteindront leur majorité. Passé l'année qui suivra cette majorité, s'ils n'ont pas manifesté devant l'autorité publique du lieu de leur résidence qu'ils suivent

la nationalité de leurs parents, ils seront considérés comme Mexicains.

3° Les individus absents de la République, sans autorisation ou mission du gouvernement, ni pour cause d'études, d'intérêt public, d'établissement de commerce, ou d'industrie, ou exercice d'une profession, qui auraient laissé s'écouler dix ans sans demander la permission de proroger leur absence. Chaque fois qu'on la demandera, cette permission ne pourra dépasser cinq années; après qu'on aura obtenu une première permission on ne pourra en obtenir d'autre sans un motif juste et légitime.

4° Les Mexicains qui auront contracté mariage avec un étranger; elles conserveront leur qualité d'étrangère même pendant leur veuvage. Une fois le mariage dissous, la Mexicaine d'origine pourra recouvrer sa nationalité toutes les fois que, outre qu'elle établisse sa résidence dans la République, elle manifeste devant l'officier de l'état-civil de son domicile sa résolution de recouvrer cette nationalité.

La Mexicaine qui n'acquiert pas par son mariage la nationalité de son mari, suivant les lois du pays de ce dernier, conserve la sienne.

Le changement de nationalité du mari, postérieur au mariage, entraîne le même changement de nationalité de la femme et des enfants mineurs, pourvu qu'ils résident dans le pays de la naturalisation du mari ou du père, sauf dans le cas prévu par le paragraphe précédent.

5° Les Mexicains qui se feront naturaliser en pays étranger.

6° Ceux qui servent officiellement des gouvernements étrangers dans n'importe quel emploi politique, administratif, judiciaire, militaire ou diplomatique, sans la permission du Congrès.

7° Ceux qui accepteront des décorations, titres ou fonctions étrangers sans une autorisation préalable du Congrès fédéral, exception faite toutefois des titres littéraires, scientifiques et d'érudition qu'on peut accepter librement.

Art. III. — Pour ce qui concerne la détermination du lieu de naissance dans les cas prévus par les articles précédents, il est établi que les navires nationaux, sans distinction, font partie du territoire national, et que ceux qui naîtront à bord des dits navires seront considérés comme nés dans la République.

Art. IV. — En vertu du droit d'exterritorialité dont jouissent les agents diplomatiques, les enfants de ministres ou employés de légation de la République ne pourront jamais se donner comme nés hors du Mexique en vue des effets de la présente loi.

Art. V. — La nationalité des personnes ou entités morales est réglée d'après la loi qui les a formées: en conséquence, toutes celles qui auront été formées par les lois de la République mexicaine seront mexicaines pourvu qu'elles aient leur domicile légal dans la République.

Les personnes morales étrangères au Mexique jouissent des droits que leur concèdent les lois du pays de leur domicile, pourvu que ces droits ne soient pas contraires aux lois de la République.

CHAPITRE II. — *De l'expatriation.*

Art. VI. — La République mexicaine reconnaît le droit d'expatriation comme naturel et inhérent à tout homme, et nécessaire pour qu'il jouisse de la liberté individuelle. En conséquence, de même qu'elle permet à ses habitants d'exercer ce droit, les laissant libres de sortir de son territoire et de s'établir en pays étranger, de même elle protège le droit qu'ont les étrangers de toutes les nationalités de venir se fixer dans son domaine. La République, par suite, reçoit les sujets ou citoyens des autres Etats et les naturalise suivant les dispositions de la présente loi.

Art. VII. — L'expatriation et la naturalisation obtenues en pays étranger ne délivre pas le criminel de l'extradition, du jugement et de la peine auxquels il est soumis, suivant les traités, l'usage international et les lois du pays.

Art. VIII. — Les citoyens naturalisés au Mexique, se trouvant à l'étranger, ont droit à la même protection du gouvernement de la République que les Mexicains de naissance, tant à l'égard de leur personne que de leurs biens. — Ceci n'empêche pas que s'ils retournent dans leur pays d'origine, ils ne gardent les responsabilités et engagements qu'ils avaient avant leur naturalisation conformément aux lois de ce pays.

Art. IX. — Le gouvernement mexicain protégera, suivant les moyens autorisés par le droit international, les citoyens mexicains à l'étranger. Le Président, suivant qu'il le jugera à propos, usera de ces moyens pourvu qu'ils n'entraînent pas des hostilités ; cependant si l'intervention diplomatique était insuffisante et que les susdits moyens le fussent aussi, ou si les dommages causés à la nationalité mexicaine étaient d'une telle gravité qu'ils exigeassent des mesures plus sévères, le Président en rendra de suite compte au Congrès avec des documents relatifs aux effets constitutionnels.

Art. X. — La naturalisation d'un étranger demeure sans effets à la suite de sa résidence dans son pays d'origine pendant deux ans, à moins quelle ne soit motivée par une mission officielle du gouvernement mexicain ou autorisée par lui.

CHAPITRE III. — *De la naturalisation.*

Art. XI. — Pourra se faire naturaliser dans la République tout étranger qui accomplira les conditions requises par la présente loi.

Art. XII. — Six mois au moins avant de se faire naturaliser, il devra présenter à l'administration publique du lieu de sa résidence une déclaration par écrit du dessein qu'il a de se faire naturaliser citoyen mexicain et de renoncer à sa nationalité d'origine. Il lui sera donné une copie légalisée de cette déclaration dont l'original sera gardé dans les archives.

Art. XIII. — Le délai de six mois écoulé et quand l'étranger aura eu deux ans de résidence dans la République, il pourra demander au gouvernement fédéral qu'on lui accorde un certificat de naturalisation. Pour l'obtenir, il devra préalablement se présenter devant le juge de son district sous la juridiction duquel il est placé, dans le but de prouver :

1° Que, suivant la loi de son pays, il jouit de tous les droits civils comme majeur.

2° Qu'il a résidé dans la République au moins pendant deux ans et y a eu une bonne conduite.

3° Qu'il a un commerce, une industrie, une profession ou des rentes qui lui permettent de vivre.

Art. XIV. — A la déclaration qu'il fera au maire du district, en lui demandant de faire une enquête, il ajoutera l'expédition légalisée par le ministère public de l'acte dont parle l'article 12; il joindra en plus, une déclaration formelle de renonciation de soumission, obéissance et fidélité à tout gouvernement étranger et en particulier au gouvernement duquel le postulant était sujet; il renoncera à toute protection autre que les lois et les autorités du Mexique, et à tout droit que les traités et la loi internationale concèdent aux étrangers.

Art. XV. — Le maire du district, en vue de la vérification de la déclaration que fait l'intéressé, ouvrira, avec concours du répartiteur fiscal, une enquête pour vérifier les déclarations mentionnées dans l'article 13 par témoins, pouvant compléter, s'il le juge nécessaire, l'information à ce sujet que devra donner le ministère public et dont parle l'article 12.

Le maire recevra également les autres preuves que l'intéressé offrira au sujet des clauses de l'article 13 et demandera au répartiteur son avis.

Art. XVI. — Le même maire, dans le cas où la déclaration sera favorable au pétitionnaire, remettra l'original de l'expédition au ministère public pour que celui-ci envoie le certificat de naturalisation, si, au sujet de celle-ci, il n'y a pas de motif légal d'empêchement. Par l'intermédiaire du maire préposé l'intéressé dressera une demande à ce ministère pour le certificat de naturalisation, ratifiant sa renonciation à la qualité d'étranger et jurant son adhésion, son obéissance et sa soumission aux lois et aux autorités de la République.

Art. XVII. — Les étrangers qui servent dans la marine marchande nationale, peuvent se faire naturaliser au bout d'un an de service à bord au lieu des deux ans exigés par l'article 13. Pour présider aux actes requis pour la naturalisation, seront compétents, le maire des ports où relache le navire et de même n'importe quel ministère public duquel ces ports relèvent pour recevoir la déclaration dont traite l'article 12.

Art. XVIII. — Ne sont pas compris dans les dispositions des articles 12, 13, 14, 15 et 16 les étrangers qui se font naturaliser en vertu de la loi et ceux qui ont le droit d'opter pour la nationalité mexicaine; en conséquence, les enfants d'un Mexicain ou d'une Mexicaine qui a perdu sa qualité de citoyen, à qui se rapportent les alinéas 3 et 4 de l'article 1; l'étranger qui se marie avec un Mexicain dont parle l'alinéa 6 du même article; les enfants de père étranger ou de mère étrangère et de père non connu, nés sur le territoire national, dont parle l'alinéa 2 de l'article 2, et la Mexicaine veuve d'un étranger, dont traite l'alinéa 4 de ce même article, seront considérés comme naturalisés pour tous les effets légaux en remplissant simplement les conditions prescrites dans ces dispositions et sans plus de formalités.

Art. XIX. — Les étrangers qui se trouvent dans les cas prévus par les alinéas 10, 11 et 12 de l'article 1 pourront avoir recours au ministère

de l'intérieur pour demander leur certificat de naturalisation dans le délai fixé par les dits alinéas. Ils joindront à leur demande les pièces faisant foi qu'ils ont acquis des immeubles, ou eu des enfants au Mexique, ou accepté un emploi public, suivant les cas. Ils présenteront en outre la renonciation et l'adhésion que les articles 14 et 16 exigent pour la naturalisation ordinaire.

Art. XX. — Le séjour dans un pays étranger avec l'autorisation du gouvernement n'interrompt pas le temps de résidence exigé par l'article 13, pourvu que l'absence n'excède pas six mois pendant la période de deux ans.

Art. XXI. — On n'accordera pas de certificats de naturalisation aux sujets ou aux citoyens d'un pays avec qui la République est en guerre.

Art. XXII. — On n'en accordera pas non plus à ceux qui sont réputés ou légalement reconnus dans les autres pays comme pirates, marchands d'esclaves, incendiaires, faux-monnayeurs, falsificateurs de billets de banque ou d'autres papiers tenant lieu de monnaie, ni aux assassins, plagiaires ou voleurs. Est nulle de plein droit la naturalisation que l'étranger a frauduleusement obtenue en violant la loi.

Art. XXIII. — Les certificats de naturalisation seront envoyés gratuitement, sans qu'on puisse exiger pour eux un droit quelconque à titre de frais, registre, timbre ou autre.

Art. XXIV. — L'acte de naturalisation étant tout à fait personnel l'intéressé pourra se faire représenter par une procuration spéciale et suffisante pour cet acte, pourvu que ce pouvoir contienne la renonciation et l'adhésion que doit faire l'intéressé lui-même, suivant les articles 14 et 16. Mais, dans aucun cas, le pouvoir ne pourra suppléer au manque de résidence actuelle de l'étranger dans la République.

Art. XXV. — La qualité de national ou d'étranger ne peut être transmise à un tiers ; en conséquence, ni le national ne peut jouir des droits de l'étranger, ni ce dernier des prérogatives du premier en raison de leur qualité respective.

Art. XXVI. — Le changement de nationalité n'a pas d'effets retroactifs. L'acquisition des droits de Mexicain et la réhabilitation dans ces droits ne produisent leurs effets que le jour suivant celui où toutes les conditions et les formalités prescrites par la présente loi pour obtenir la naturalisation ont été remplies.

Art. XXVII. — Les colons, qui viendront dans le pays en vertu de contrats stipulés par le gouvernement et dont les frais de voyage auront été payés par le gouvernement, seront considérés comme mexicains. Dans le contrat d'engagement, le colon fera constater sa résolution de renoncer à sa nationalité précédente et d'adopter la nationalité mexicaine, et, en s'établissant dans la colonie, ils présenteront à l'autorité compétente la renonciation et l'adhésion qu'exigent les articles 13 et 16 ; on remettra cela au ministre des relations pour qu'il envoie à l'intéressé le certificat de naturalisation.

Art. XXVIII. — Les colons qui viendront dans le pays à leur compte ou au compte des compagnies ou d'entreprises particulières non subventionnées par l'Etat, tel que les émigrés de toute sorte peuvent se faire naturaliser, dans ce cas, suivant les prescriptions de la loi. Les colons établis jusqu'à aujourd'hui restent aussi soumis à ces prescriptions ou

tout ce qui ne contrarie pas les droits qu'ils ont acquis par leurs contrats.

Art. XXIX. — L'étranger naturalisé sera citoyen mexicain, dès qu'il aura rempli les conditions exigées par l'article 34 de la Constitution, il sera l'égal des Mexicains en droits et en obligations, mais il ne pourra se défaire des charges et emplois que, conformément aux lois, exige la nationalité de naissance, à moins qu'il ne soit né sur le territoire national et que sa naturalisation ne se soit effectuée conformément à l'alinéa 2 de l'article 2.

CHAPITRE IV. — *Des droits et des obligations des étrangers.*

Art. XXX. — Les étrangers jouissent dans la République des droits civils qui appartiennent aux Mexicains et des garanties établies dans la section I du titre I de la Constitution, sauf la faculté que le gouvernement a de bannir l'étranger.

Art. XXXI. — Dans les acquisitions de terrains nationaux ou vagues, d'immeubles et navires, les étrangers ne seront pas tenus de résider dans la République, mais ils resteront soumis aux restrictions que leur imposent les lois en vigueur ; d'après cette idée que tout immeuble loué à un étranger sera réputé aliéné toutes les fois que le terme du contrat de location excédera dix ans.

Art. XXXII. — Seule la loi fédérale peut modifier et restreindre les droits civils dont jouissent les étrangers par le principe de réciprocité internationale, et pour que, par là même, ils restent sujets dans la République aux mêmes incapacités que celles établies par les lois de leurs pays qui y résident ; en conséquence, les dispositions du Code civil et du Code de procédure du district à ce sujet ont le caractère de lois fédérales et seront obligatoires pour tout le pays.

Art. XXXIII. — Les étrangers, sans perdre leur nationalité, peuvent fixer leur domicile dans la République pour tous les effets légaux. L'acquisition, changement ou perte du domicile se règlent suivant les lois du Mexique.

Art. XXXIV. — Une fois la suspension des garanties individuelles déclarée dans les termes par lesquels l'article 29 de la Constitution le permet, les étrangers restent comme les Mexicains sujets aux prescriptions de la loi qui aura décrété la suspension exceptant les stipulations formulées dans les traités.

Art. XXXV. — Les étrangers seront tenus de contribuer aux dépenses publiques suivant les dispositions des lois, d'obéir et respecter les institutions, lois et autorités du pays, se soumettant aux décisions et sentences des tribunaux, sans pouvoir recourir à d'autres moyens que ceux que les lois concèdent aux Mexicains. Ils peuvent seulement en appeler à l'autorité diplomatique en cas de refus de justice ou d'un retard volontaire de l'administration de celle-ci, après avoir usé inutilement des recours communs établis par les lois et de la façon que l'établit le droit international.

Art. XXXVI. — Les étrangers ne jouissent d'aucun des droits politiques qui appartiennent aux Mexicains ; par suite, ils ne peuvent ni voter ni être élus pour une charge quelconque exigeant une élection populaire, ni être nommés pour n'importe quel autre emploi ou mission

répondant aux carrières publiques, ni appartenir à l'armée, marine ou garde nationale, ni s'associer pour traiter des affaires politiques du pays, ni avoir le droit de pétition pour ce genre d'affaires. Cela s'entend sans préjudice des dispositions de l'alinéa 12 de l'article 1 et de l'article 19.

Art. XXXVII. — Les étrangers sont exempts du service militaire. Les domiciliés pourtant ont l'obligation de faire le service de police lorsqu'il s'agit de la sécurité des propriétés et du maintien de l'ordre dans le lieu de leur résidence.

Art. XXXVIII. — Les étrangers qui prendront part aux troubles civils du pays pourront être expulsés du territoire comme étrangers dangereux, restant soumis aux lois de la République pour les infractions commises contre ces lois, sans préjudice que leurs droits et obligations soient réglées par le droit international ou les traités en cas de guerre.

Art. XXXIX. — Les lois qui ont établi le registre des étrangers sont abrogées, seul le ministre des relations peut envoyer des certificats d'une nationalité déterminée en faveur des étrangers qui les demandent. Ces certificats établissent la présomption légale d'extranéité, mais n'excluent pas la preuve contraire. La confirmation d'une nationalité déterminée se fait devant les tribunaux compétents et suivant les règles établies par les lois et les traités.

Art. XL. — Cette loi ne donne pas aux étrangers les droits que leur refusent le droit des gens, les traités ou la législation en vigueur dans la République.

CHAPITRE V. — *Dispositions transitoires.*

Art. I. — Les étrangers qui auraient acquis des biens immeubles, eu des enfants au Mexique ou exercé un emploi public quelconque, ce dont parlent les alinéas 10, 11 et 12 de l'article 1 de la présente loi, sont tenus et doivent déclarer s'ils désirent obtenir la nationalité mexicaine ou conserver la nationalité étrangère dans le délai de six mois après la publication de la loi, à moins qu'ils ne l'aient déjà fait antérieurement devant l'autorité politique du lieu de leur résidence. Dans le premier cas, ils devront demander de suite leur certificat de naturalisation dans la forme établie par l'article 19 de cette loi. S'ils omettaient de faire la manifestation en question, ils seront considérés comme Mexicains, excepté dans le cas où il y aura eu une déclaration officielle sur ce point.

Art. II. — Les colons résidant dans le pays, auxquels se rapporte l'insertion finale de l'article 28 de la présente loi, feront leur manifestation dans le même sens indiqué dans l'article précédent au sujet de la nationalité qu'ils veulent avoir, demandant également leur certificat de naturalisation comme l'ordonne cet article dans le cas où ce n'est pas la nationalité mexicaine.

Art. III. — L'exécuteur, en expédiant les règlements nécessaires à l'exécution de cette loi, aura soin de dicter les mesures convenables pour que les autorités locales les mettent en exécution en ce qui les concerne.

Signé : Juan José BAZ, député-président.

Pedro SANCHEZ CASTRO, sénateur-président.

Roberto MUNEZ, député-secrétaire.

Gildardo GOMEZ, sénateur-secrétaire.

QUATRIÈME PARTIE

CHRONIQUE

ALLEMAGNE

Amnistie accordée par l'empereur Frédéric (« Reichsanzeiger » du 1^{er} avril).

Nous Frédéric, par la grâce de Dieu, roi de Prusse, etc.

Afin de signaler notre avènement au trône par un important acte de grâce.

Remettons le reste de leur peine à tous ceux qui ont été condamnés à un emprisonnement ou une amende par le jugement d'un tribunal correctionnel prussien pour offenses envers Sa Majesté ou l'un des membres de la famille royale (articles 95 et 97 du Code pénal); pour crime ou délit dans l'exercice des droits civils (articles 105 à 109 du Code pénal); pour un des crimes ou délits désignés dans les articles 110 et 116 et les articles 123, 130, 130 à 131 du Code pénal pour résistance contre l'autorité publique ou pour crimes et délits contre l'ordre public; pour les offenses prévues dans les articles 196 et 197 du Code pénal; pour les contraventions et délits commis par la presse ou bien pour les contraventions et délits prévus dans la loi d'empire du 7 mai 1874 sur la presse, pour actes délictueux d'après le règlement du 11 mars 1850, concernant le droit de réunion. Nous leur faisons remise des frais du procès non encore payés. Nous leur rendons les droits civils et politiques et nous annulons les décisions prononcées contre eux relativement à la surveillance de la haute police après l'expiration de la peine.

Dans le cas où quelqu'un aura, par plusieurs actes distincts, commis plusieurs crimes ou délits, ou plusieurs fois le même crime ou délit, et aura été condamné à une peine totale, la partie de cette peine prononcée pour le premier acte devra être considérée comme remise, qu'elle représente la peine la plus forte encourue d'après l'article 74, ou une augmentation de cette peine.

En cas de doute, le ministre de la justice nous en réfèrera.

Nous attendons aussi les propositions que le ministre de la justice fera d'office en ce qui concerne les condamnations qui ne seront définitivement valables qu'après ce jour mais qui ont été prononcées par un acte coupable avant la publication du présent décret.

En outre, nous remettons les peines d'emprisonnement ne dépassant pas six semaines et les amendes ne dépassant pas 150 marks, ou même les deux peines réunies, prononcées par un tribunal correctionnel de Prusse pour contraventions, ainsi que les frais de procès non encore payés.

Quant aux lésions corporelles et aux offenses préméditées, la grâce ne sera appliquée que si le condamné peut présenter un certificat de la personne lésée ou offensée déclarant qu'elle renonce à demander la punition du coupable.

Sont exclus de l'acte de grâce les condamnations à la détention, en tant qu'il y est question aussi du renvoi des condamnés à la police.

Si le jugement a prononcé une condamnation pour plusieurs actes punissables, la grâce ne s'exercera que si la peine totale ne dépasse pas la mesure indiquée plus haut.

Dans le cas où, comme pour les délits forestiers ou les vols commis au préjudice des communes ou des particuliers, le jugement réserve des droits à des tiers (article 34 de la loi du 13 avril 1878, *Bulletin des Lois*, p. 122), rien n'y sera changé.

L'acte de grâce sera appliqué aux peines prononcées par l'un des tribunaux correctionnels communs de Meiningen et du Rudolstadt ou par l'une des cours d'assises communes de Meiningen et de Géra, en tant que le droit de grâce nous est attribué dans les conventions conclues avec les gouvernements intéressés.

Notre ministre d'Etat est chargé de l'exécution du présent décret.

Donné à Charlottenbourg, le 31 mars 1888.

FRÉDÉRIC.

De Bismarck, de Friedberg, de Scholz, de Maybach, de Boetticher, Lucius, de Gossler, Bronsart de Schellendorff.

Amnistie spéciale à l'Alsace-Lorraine

Nous Frédéric, par la grâce de Dieu, Empereur d'Allemagne, roi de Prusse, etc.

Afin de signaler notre avènement au pouvoir en Alsace-Lorraine par un acte de grâce d'une large portée ;

Remettons le reste de leur peine à tous ceux qui ont été condamnés à un emprisonnement ou à une amende par le jugement d'un tribunal correctionnel d'Alsace-Lorraine :

Pour offenses envers Sa Majesté ou l'un des membres de la famille royale de Prusse (articles 93 et 97 du Code pénal) ;

Pour crime ou délit dans l'exercice des droits civils (articles 105 à 109 du Code Pénal) ;

Pour un des crimes ou délits désignés dans les articles 110, 112 à 116 et les articles 122, 130, 130 a et 131 du Code pénal pour résistance contre l'autorité publique ou pour crimes et délits contre l'ordre public ;

Pour les offenses prévues dans les articles 196 et 197 du Code pénal ;

Pour les contraventions et délits commis par la presse ou bien pour les contraventions et délits prévus dans l'article 8 de la loi du 25 mars 1822 et l'article 6 du décret du 11 août 1848.

Pour actes délictueux commis en contravention des lois sur le droit de réunion et d'association (articles 291-294 du Code pénal, loi du 10 avril 1834, loi du 5 au 10 juin 1868).

Nous leur faisons remise des frais de procès non encore payés et nous annulons les décisions prononcées contre eux relativement à la surveillance de la haute police à l'expiration de la peine.

Dans le cas où quelqu'un aura, par plusieurs actes distincts, commis plusieurs crimes ou délits ou plusieurs fois le même crime ou délit et aura été condamné à une peine totalisée, la partie de cette peine prononcée pour le premier acte devra être considérée comme remise, qu'elle représente la peine la plus forte encourue d'après l'article 74 ou une augmentation de cette peine. En cas de doute, notre statthalter d'Alsace-Lorraine nous en référera.

Nous attendons aussi les propositions que notre statthalter fera d'office en ce qui concerne les condamnations qui ne seront définitivement valables qu'après ce jour, mais qui seront prononcées pour un acte coupable commis avant la publication du présent décret.

En outre, nous remettons, pour autant qu'elles n'ont pas été subies, les

peines d'emprisonnement ne dépassant pas six semaines et les amendes ne dépassant pas 160 marks, ou même les deux peines réunies, prononcées jusqu'à ce jour par un tribunal d'Alsace-Lorraine pour contraventions, ainsi que les frais de procès non encore payés.

Quant aux lésions corporelles et aux offenses préméditées, la grâce ne sera appliquée que si le condamné peut présenter un certificat de la personne lésée ou offensée déclarant qu'elle renonce à demander la punition du coupable.

Sont exclus de l'acte de grâce les condamnations à la détention, en tant qu'il y est question aussi du renvoi des condamnés à la police.

Si le jugement a prononcé une condamnation pour plusieurs actes punissables, la grâce ne s'exercera que si la peine totalisée ne dépasse pas la mesure indiquée plus haut.

Notre statthalter d'Alsace-Lorraine est chargé de veiller à la prompte publication et exécution de ce décret.

Donné à Charlottenbourg, le 9 avril 1888.

FRÉDÉRIC.
HOHENLOHE.

Voici maintenant la proclamation par laquelle l'empereur a remercié des témoignages de respect manifestés à l'occasion de la mort de l'empereur Guillaume :

Le décès de mon père bien-aimé, feu S. M. l'empereur et roi Guillaume, a donné lieu à des manifestations grandioses comme on n'en avait peut-être jamais vu. Toute la nation allemande est unanime à pleurer son glorieux empereur, en la personne duquel elle a perdu un souverain clément et juste, le sage et énergique protecteur de ses destinées, le fondateur de son unité. Presque toutes les nations étrangères, dans l'univers entier, prennent part à la perte d'un prince dans lequel elle reconnaissent une sûre égide de la paix. Ces témoignages de sympathie ont été si nombreux et si multiples que maintenant seulement, après des semaines, il a été possible de faire un aperçu des offrandes qui ont été reçues. Dans toutes les parties de l'Allemagne, dans l'Europe entière, dans tous les pays du monde où battent des cœurs allemands, on a rivalisé de cordial empressement à rendre à feu mon père bien-aimé les derniers hommages de l'amour et de la vénération, comme ces hommages lui avaient été rendus tant de fois de son vivant. Un monument grandiose est formé par la collection de magnifiques palmes, fleurs et couronnes qui constituaient un ornement éloquent du cercueil à la cathédrale, et le constituant à cette heure au mausolée. Les associations, les municipalités et les communes, les corporations, les institutions savantes et artistiques, les sociétés et les confréries ont donné expression à leurs sentiments de douleur par l'envoi d'adresses artistiquement ornées. Les témoignages de condoléance sous forme de lettres, de poésies, de télégrammes, n'ont pas encore cessé d'affluer.

De pareilles preuves de deuil sincère et de cordiales sympathies sont touchantes et émouvantes pour le cœur affligé du fils, auquel elles sont une consolation et un réconfort dans sa profonde douleur. Et elles m'encouragent aussi à me mettre avec confiance aux tâches difficiles de ma mission comme héritier de la couronne, et, en assumant cet héritage de mon père, d'impérissable mémoire, à continuer de travailler de toutes mes forces, suivant son exemple, au bien être du peuple allemand. C'est dans ces sentiments que j'exprime ma plus sincère et ma plus cordiale reconnaissance à tous ceux qui, par ces touchantes manifestations, ont honoré le souvenir de mon père défunt.

Je vous charge de porter le présent rescrit à la connaissance publique.

FRÉDÉRIC.

Charlottenbourg, le 5 avril 1888.

Le chancelier de l'empire a fait publier un avis portant qu'en vertu de

l'article 13 de la loi monétaire du 9 juillet 1873, le conseil fédéral a rendu l'arrêté suivant :

A partir du 1^{er} juillet 1888, les monnaies divisionnaires étrangères ne pourront plus être données ou acceptées en paiement ; des exceptions, toutefois, pourront être faites pour certains districts de la frontière.

La *Landeszeitung* (journal officiel) fait remarquer que, l'arrêté s'appliquant à l'Alsace-Lorraine, sans que des exceptions soient statuées pour certains districts de la frontière, les monnaies françaises, y compris les pièces de cinq et de dix centimes, ne pourront plus être mises en circulation dans la province à partir du 1^{er} juillet prochain.

Alsace-Lorraine.

L'agent de police Christian Knittel, de Bietlenheim, avait publiquement tenu des propos offensants pour l'empereur Frédéric, alors qu'il était encore prince impérial. Il avait été arrêté et avait comparu devant la chambre correctionnelle du Tribunal de Strasbourg pour répondre du délit d'injures envers « un membre de la maison souveraine d'Alsace-Lorraine. » Le Tribunal de Strasbourg avait acquitté Knittel, par la raison que la maison des Hohenzollern n'est pas la maison souveraine de l'Alsace-Lorraine. En effet, il n'y a pas d'union personnelle entre la province et la famille impériale d'Allemagne. L'Alsace-Lorraine a été annexée à la confédération qui forme l'Empire allemand, et c'est la collectivité des Etats qui forment la Confédération et l'Empire qui est le véritable souverain de la province. L'Empereur n'est que le représentant ou, si l'on veut, le fondé de pouvoirs de cette collectivité, de ce souverain. En offensant sa personne ou un membre de sa famille, on n'offense donc pas le souverain de l'Alsace ou un membre de sa famille.

Le ministère public, n'admettant pas cette doctrine, avait interjeté appel contre la décision du Tribunal de Strasbourg. L'affaire a été jugée en dernier ressort par le Tribunal de l'Empire à Leipzig. Le Tribunal suprême, dans sa séance du 26 avril, a confirmé la doctrine du Tribunal de Strasbourg et a acquitté l'agent de police Knittel.

— La Cour supérieure de Colmar a rendu à la fin d'avril, en matière scolaire, un arrêt qui a produit une grande sensation en Alsace-Lorraine.

Voici les faits en peu de mots : Un serrurier de Munster (Haute-Alsace), qui n'a pas de fortune, avait envoyé à sa sœur, habitant Saint-Dié, dans le département des Vosges, un fils de neuf ans, que cette sœur se chargeait d'élever gratuitement et qu'elle envoyait à l'école publique où il recevait, entre autres, des leçons élémentaires d'allemand.

Plainte ayant été portée contre le père par l'autorité scolaire, parce que le père n'envoyait pas son enfant à l'école de Munster, il fut acquitté, d'abord, par le Tribunal des échevins, puis, en appel, par le Tribunal de première instance de Colmar. La révision du jugement qui prononçait l'acquiescement en appel, ayant été demandée à la Cour supérieure de Colmar, celle-ci a cassé ce jugement et renvoyé la cause au Tribunal de première instance de Colmar pour qu'il soit statué à nouveau.

Les considérants du jugement de la Cour supérieure de Colmar établissent, dit le *Journal d'Alsace*, que le serrurier de Munster, en faisant instruire son enfant en France, a violé la loi du 18 avril 1871. Cette loi prescrit aux représentants légaux d'un enfant de veiller à ce que celui-ci, dès l'âge de six ans accomplis, fréquente régulièrement une école publique ou une école libre, dirigée par des maîtres brevetés, d'après le programme d'études adopté pour les écoles publiques, à moins que l'enfant ne reçoive *dans sa famille* une instruction de même degré. Dans le sens de cette prescription, on ne peut considérer comme école publique qu'une école du pays même, c'est-à-dire, puisqu'il s'agit du Reichsland, d'une école d'Alsace-Lorraine.

Par la fréquentation d'une école située dans un Etat autre que l'Alsace-Lorraine, il n'est satisfait à l'obligation que cet article impose aux représentants légaux d'un enfant que dans le cas où il existe à ce sujet une convention avec l'Etat en question.

Or, il n'existe pas de convention avec la France. Le Tribunal régional de Colmar, en acquittant le serrurier, s'était attaché à ce fait que l'enfant, par les soins de sa famille, recevait un enseignement du même degré que celui qu'il aurait reçu en fréquentant une école de l'Alsace-Lorraine. Le Tribunal a attribué la même valeur aux mots « dans la famille » et aux mots « par les soins de la famille. » Or, ces mots ont un sens et une portée très différents. Et c'est en vertu de cette différence que la Cour supérieure de Colmar a cassé le jugement du Tribunal.

En effet, le prévenu n'a pas fait instruire son fils chez lui, dans le sein de la famille, mais l'a envoyé à l'étranger, chez sa sœur, qui, elle aussi, ne lui fait pas donner l'enseignement dans la famille, mais l'envoie dans une école publique. Par conséquent il n'a pas été pourvu à l'instruction du fils du prévenu dans la famille, et pour ce motif déjà l'obligation d'envoyer l'enfant dans une école indigène resté en vigueur. L'enseignement donné dans la famille devrait d'ailleurs être conforme au programme d'études des écoles publiques indigènes. La supposition d'après laquelle l'enseignement primaire est à peu près le même dans tous les Etats civilisés ne modifie pas la situation de fait ; il est d'ailleurs évident que le programme d'études d'une école primaire française doit différer en bien des points essentiels de celui d'une école primaire allemande.

BELGIQUE

Le gouvernement belge a pris l'initiative de la création d'un bureau international de tarifs douaniers, qui aurait pour mission de centraliser et de publier tous les renseignements concernant les législations douanières des divers pays, les tarifs et les changements qui y sont apportés. Dans ce but il a convoqué à Bruxelles une conférence, qui vient de clore sa première session, après avoir formulé un projet, actuellement soumis à l'examen et à la ratification des gouvernements représentés à la conférence. Ces gouvernements, métropolitains ou coloniaux, sont au nombre de soixante-douze. « L'invitation à participer à la fondation du bureau, » dit l'*Indépendance belge*, « n'a été déclinée que par la Chine et la Perse, qui prétendent que leurs tarifs sont invariables; par l'Etat libre d'Orange, qui, — et c'est une exception probablement unique, — ne possède pas de douane; par les républiques de l'Equateur et de la Libéria. La Colombie, la Bolivie et le Guatemala n'avaient pu faire parvenir leurs réponses à l'ouverture du Congrès. »

Voici quelques-unes des dispositions essentielles du projet. L'art. 1^{er} porte qu'il est formé, entre la Belgique et tous les pays qui adhéreront à la convention, une Union internationale pour la publication des tarifs douaniers. Le but de l'Union est de publier à frais communs et de faire connaître aussi promptement que possible les tarifs douaniers des divers Etats du globe, avec les modifications que ces tarifs subiront dans la suite. Le bureau international examinera s'il y a lieu de ramener tous les tarifs à un type de comparaison invariable pour les mesures et les monnaies. Les articles suivants sont relatifs à la création du bureau, qui sera établi à Bruxelles, et publiera en cinq langues, savoir : en français, en anglais, en allemand, en espagnol et en italien, un *Bulletin international de douanes*. Toutefois, la correspondance adressée par le bureau international aux gouvernements adhérents, se fera en français. Le budget annuel du bureau sera de 110,000 à 125,000 francs. Chaque gouvernement fera connaître en quelles langues, parmi celles qui auront été adoptées par le bureau, il désire recevoir les exemplaires du *Bulletin*; un gouvernement pourra pren-

dre un certain nombre d'exemplaires en une langue et le restant en d'autres langues. Le bureau ne pourra fournir d'abonnement qu'aux gouvernements ou pays faisant partie de l'Union. La convention sera conclue pour un terme de sept ans, et elle sera successivement prolongée de sept en sept ans, à moins d'être dénoncée douze mois d'avance.

CHINE

Le *Chinese Times* donne les renseignements suivants sur le mouvement de la population en Chine. En 1760, elle s'élevait à 196 millions d'âmes; en 1796, elle était de 275 millions; elle s'était donc accrue de 2 millions d'âmes par an pendant cette période de paix.

En 1821, elle est de 355 millions, soit une augmentation annuelle de 3 millions depuis 1796. De grandes famines enrayent cette progression; toutefois, en 1849, on estime la population du Céleste-Empire à 412 millions d'habitants. De ce moment, la famine, les insurrections des Taipings et des musulmans sont cause d'une grande diminution et, malgré le calme des dernières années, en 1887, la population n'est plus que de 380 millions d'habitants.

ÉTATS-UNIS

Le gouvernement américain a signé un nouveau Traité avec la Chine. En voici l'analyse d'après le *Courrier des Etats-Unis* :

Il stipule que l'entrée des Etats-Unis est interdite aux ouvriers chinois pour une période de vingt ans. Une indemnité de \$ 275,000 sera payée par les Etats-Unis en raison des violences exercées contre des Chinois dans certaines parties de l'Ouest. Il sera toutefois permis aux personnes de cette nationalité ayant une famille aux Etats-Unis et y possédant des biens d'une valeur minimum de \$ 1,000 de retourner temporairement dans leur pays et de revenir ensuite en Amérique, en fournissant la preuve qu'ils remplissent les conditions prévues.

La négociation de ce Traité n'a rencontré aucune difficulté sérieuse auprès du gouvernement chinois, qui est, en principe, rigoureusement opposé à l'émigration de ses nationaux. Ce traité ne fait, en résumé, que modifier celui de 1880 et le compléter. L'ancien Traité autorisait les Etats-Unis à régler, limiter et suspendre l'immigration des Chinois, mais non à la prohiber absolument. Depuis 1880, les autorités chinoises ont spontanément résolu d'empêcher elles-mêmes la migration de leurs nationaux des ports de l'Empire, et, en effet, cette résolution a été rigoureusement exécutée, autant qu'il dépendait du gouvernement; mais elle a été aisément éludée grâce aux facilités qu'ont trouvées les agents d'émigration dans le port de Hong-Kong, qui appartient aux Anglais, et sur lequel le gouvernement chinois n'a aucune juridiction. Les émigrants ont donc pu être transportés sans obstacle à bord de navire anglais partant de Hong-Kong pour les Etats-Unis. Par le nouveau Traité, le gouvernement américain est autorisé à refuser l'admission sur son territoire de tous les sujets chinois, de quelque lieu qu'ils viennent, sans qu'ils aient à se réclamer du droit commun. La prohibition s'étend à toutes les classes, à l'exception des agents officiels et leurs attachés, des professeurs, négociants, étudiants ou touristes, lesquels devront dans tous les cas établir leur droit au privilège par des certificats émanés des autorités chinoises et visés par un ministre ou un consul américain.

Le nouveau Traité garantit aux Chinois actuellement établis aux Etats-Unis, et à ceux qui pourront s'y établir légitimement à l'avenir, tous les droits dont jouissent les étrangers de nationalité quelconque, excepté celui de naturalisation.

Enfin, les Chinois venant d'autres pays en transit pour la Chine pourront emprunter le territoire des Etats-Unis pour leur passage, en se conformant aux règlements qui seront institués par le congrès et en fournissant les garanties qui seront exigées pour assurer la fidèle exécution de la loi.

Le président des Etats-Unis, nommé arbitre entre les républiques du Costa Rica et du Nicaragua, a décidé, le 24 mars, que le traité conclu en 1858 par les deux républiques est valide, et que le Costa-Rica n'a pas le droit de naviguer sur la rivière San-Juan avec des navires de guerre.

Voici le résumé de sentence arbitrale rendue par le président Cleveland :

Le traité de délimitation du 15 avril 1858 est valide.

Le Costa-Rica, en vertu de ce traité, n'a pas le droit de navigation sur la rivière San-Juan avec des navires de guerre, mais il y peut naviguer avec des navires au service du revenu, pour le commerce.

La ligne frontière entre les deux républiques de Costa-Rica et de Nicaragua, du côté de l'Atlantique, commence à l'extrémité de Punta-de Castilla, à l'embouchure de la rivière de San-Juan de Nicaragua, comme la chose existait déjà le 21 avril 1858.

La République de Costa-Rica a le droit de demander une indemnité pour tout point lui appartenant sur la rive droite de la rivière San-Juan qui peut être occupé sans son consentement et pour toute inondation qui aurait lieu, par suite des travaux d'amélioration.

La branche de la rivière San-Juan, connue sous le nom de Colorado, doit être considérée comme la frontière du Costa-Rica et du Nicaragua sur tout son parcours.

La République du Nicaragua reste engagée à ne pas accorder de concessions pour y creuser un canal à travers son territoire, sans demander l'avis de la République de Costa-Rica, comme l'indique la traité de limitation.

Les droits naturels du Costa-Rica, spécifiés dans le traité, lui appartiennent sur le sol reconnu jusqu'ici comme sa propriété exclusive. Les droits qu'il possède dans les ports de San-Juan-del-Norte et dans la baie de Salinas, s'étendent à plus de trois milles anglais, à partir des fortifications dudit château, comme la chose existait en 1858. Il y a probablement d'autres endroits qui n'ont pas été spécifiés. Ces droits sont lésés sur tout le territoire de la République de Costa-Rica qui se trouve occupé ou inondé.

Le traité de limitation ne donne pas au Costa-Rica le droit d'être partie dans des concessions que le Nicaragua peut faire pour canaux interocéaniques; bien que, dans le cas où la construction d'un canal blesserait les droits naturels du Costa-Rica, son opinion doit être demandée au moins à l'état consultatif. Il semble que, dans ce cas, son consentement soit nécessaire, et qu'il puisse demander des compensations pour les concessions qu'il fait, mais qu'il n'a pas à prendre part dans les bénéfices que la République du Nicaragua peut se réserver à elle-même en retour des faveurs et privilèges qu'elle concède.

La Chambre des représentants du Congrès, a entendu le rapport présenté par M. Collins au nom du comité judiciaire au sujet du projet de loi Breckenridge pour la protection de la propriété littéraire internationale :

Il est grandement à souhaiter, dit le *Courrier des Etats-Unis*, que ce projet de loi reçoive enfin la solution depuis trop longtemps attendue par tous les esprits libéraux. Les Américains sont sous ce rapport en retard sur tous les peuples civilisés. Ce pays est le seul où la garantie de la propriété littéraire soit restreinte aux nationaux. Mais, comme le dit très bien le rapport présenté à la Chambre, cette garantie ne profitera pas seulement aux auteurs étrangers; il profitera aussi aux lecteurs du pays, par la raison que les livres reproduits par un seul éditeur avec le privilège de l'auteur, pourront être vendus beaucoup meilleur marché que s'ils sont contrefaits par plusieurs.

Un libraire seul autorisé vendra à lui seul un chiffre d'exemplaires égal à

celui que débiteraient dix concurrents ensemble, et, comme une édition à 18,000 exemplaires coûte six fois moins cher que dix-huit éditions à mille, il est évident qu'elle pourra être livrée au commerce à prix réduit. Ce n'est là qu'un aspect très restreint des avantages que réalisera la loi en question; mais il y a beaucoup d'autres raisons qui en font désirer l'adoption, ne fût-ce que la moralité publique, qui réclame impérieusement l'assimilation de la propriété intellectuelle à la propriété matérielle.

Le sénateur Alison (Iowa) a saisi le Sénat d'un projet de loi tendant à la création d'un tribunal d'arbitrage international et permanent pour assurer le maintien d'une paix perpétuelle entre les Etats-Unis, l'Angleterre et la France. Le président des Etats-Unis serait autorisé à ouvrir à ce sujet des négociations avec les cabinets de Paris et de Londres.

FRANCE

Le ministère, présidé par M. Tirard, a été renversé le 30 mars par un vote de la Chambre des députés, déclarant l'urgence d'une proposition de revision; la majorité, formée par la coalition de l'extrême-droite et de l'extrême-gauche, a été de 268 voix contre 237.

Par décret du 3 avril, le nouveau ministère a été constitué sous la présidence de M. Charles Floquet; M. René Goblet, ancien président du Conseil, autrefois ministre de l'intérieur et ministre de l'instruction publique, a le portefeuille des affaires étrangères.

Le Président de la République a reçu dimanche, en audience privée, S. Exc. M. l'ambassadeur d'Allemagne, qui lui a remis la réponse de S. M. l'empereur d'Allemagne, roi de Prusse, aux lettres par lesquelles le Président avait accrédité auprès de lui M. le général Billot, en qualité d'ambassadeur extraordinaire.

Le Président de la République a reçu lundi, en audience publique, M. le comte de Alten, général de division, chargé de remettre au Président la lettre par laquelle S. M. l'empereur d'Allemagne, roi de Prusse, lui notifie son avènement au trône.

M. le comte de Alten a été conduit au palais de l'Elysée avec les honneurs réservés aux envoyés en mission extraordinaire.

Le Président de la République a reçu mardi, à cinq heures, S. Exc. M. le comte de Munster, qui lui a remis les lettres par lesquelles S. M. l'empereur d'Allemagne, roi de Prusse, le confirme en qualité d'ambassadeur.

(Journal officiel du 27 mars).

Dans la séance de la Chambre des Députés du 21 avril, M. Félix Faure a posé une question à M. le ministre des affaires étrangères.

A la date du 26 mars, le gouvernement anglais a présenté aux chambres un projet tendant à établir sur les vins en bouteilles une taxe de 5 shellings par douzaine de bouteilles. C'est à peu près quintupler le droit précédemment en vigueur.

Jusqu'à présent, on ne faisait pas de distinction entre les vins en fût et les vins en bouteille.

Le droit pour les vins au-dessous de 30 degrés était de un schelling par gallon.

Il est évident que la nouvelle taxe atteint particulièrement la France, qui a

trouvé dans le Royaume-Uni un débouché considérable pour sa production vinicole.

Le chancelier de l'échiquier ne se le dissimulait pas au moment où il a déposé son projet; il s'attendait à recevoir la protestation des diverses puissances qui pouvaient être touchées par la mesure proposée.

Mes collègues le comprendront lorsque j'aurai indiqué à quel point cette mesure est de nature à frapper l'exportation française.

Nous avons exporté, en 1887, dans le Royaume-Uni 32,315,000 litres de vins, sur lesquels 17,751,000 litres en fûts et 14,384,000 en bouteilles, ce qui nous représente 19 millions de bouteilles environ.

La nouvelle taxe qui frapperait les vins en bouteilles élèverait en conséquence les droits à payer à 9,900,000 francs, soit dix millions en chiffres ronds.

Le mouvement d'exportation auquel ce commerce donne lieu, se chiffre, au total, par 54 millions pour la France. Si nous prenons tous les vins en bouteilles, étant donnée leur plus-value sur les vins en fûts, on peut estimer à 40 millions l'exportation qui se trouverait frappée par la mesure que je viens de vous dénoncer. (Très bien !)

Dans ces conditions, je demande à M. le ministre des affaires étrangères si, ainsi que le prévoyait le chancelier de l'échiquier lorsqu'il déposait son projet, le Gouvernement a protesté.

Je n'ignore pas que le gouvernement anglais a le droit strict d'établir des taxes nouvelles; de même que la France n'est pas liée par une convention spéciale avec la Grande-Bretagne.

Vous lui avez accordé, par un acte dont vous êtes les maîtres, le traitement de la nation la plus favorisée. Je ne vous relirai pas l'exposé des motifs de la loi du 27 février 1882. Je me contenterai de prendre une phrase dans le rapport de M. Ribot sur lequel vous votiez la disposition législative dont je parle.

Le rapporteur s'exprimait ainsi :

« Nous resterons absolument maîtres de nos tarifs pour le cas où le gouvernement britannique apporterait une modification qui nous serait préjudiciable dans le régime auquel sont actuellement soumis les produits français à leur entrée en Angleterre. »

Je crois avoir suffisamment montré combien le projet de tarif nouveau est préjudiciable aux intérêts français en Angleterre.

Immédiatement après la présentation et le vote de ce projet en comité des finances, le gouvernement britannique a rendu la taxe applicable, de sorte que, dès à présent, le droit est perçu; cependant la mesure n'est pas irrévocable.

Le second point de la question que j'adresse à M. le ministre des affaires étrangères est celui-ci : Quelles dispositions ont été prises, en vue de l'hypothèse où la mesure ne serait pas définitivement adoptée, pour faire restituer les droits ainsi indûment perçus. Et enfin, pour le cas où elle serait consacrée, je demande au Gouvernement s'il a l'intention de prendre quelque disposition de nature à sauvegarder les intérêts français. (Très bien ! très bien !)

M. le président. — La parole est à M. le ministre des affaires étrangères.

M. René Goblet, ministre des affaires étrangères. — Messieurs, la question qui vient d'être soulevée par l'honorable M. Faure a évidemment un grand intérêt pour notre industrie et pour notre viticulture. La mesure, non encore définitive, qui a été prise par le gouvernement anglais, est, en effet, de nature à causer un grave préjudice aux populations viticoles et aux négociants en vins de la Champagne, de l'Anjou, de la Gironde.

Cette mesure se résume en ceci. C'est l'application d'une surtaxe de 5 shillings par douze bouteilles, ce qui augmente de 2 shillings 6 pence le droit actuel par gallon. Il en résulte que, alors qu'aujourd'hui, suivant la valeur du vin, les droits sont de 12 à 16 p. 100 par hectolitre, ils seraient à l'avenir de 42 à 58 p. 100 par hectolitre.

C'est donc en réalité un droit presque prohibitif qui a été appliqué.

Je répète qu'heureusement cette mesure n'est pas définitive. L'honorable M. Faure me demandait tout à l'heure si le gouvernement français avait protesté avant qu'elle fût prise. Il ne le pouvait pas, car il y a là un point de la procédure anglaise qu'il faut que je fasse connaître à la Chambre. Le projet de budget en Angleterre est un secret; il n'est pas, comme chez nous, imprimé et distribué à l'avance. Il est apporté dans une séance par le chancelier de l'échiquier, exposé verbalement et discuté avant qu'on soumette aux chambres le projet imprimé, le *bill* qui devra être voté définitivement.

Dans la séance du 26 mars, comme le rappelait tout à l'heure l'honorable M. Faure, le chancelier de l'échiquier a en effet apporté ses propositions budgétaires, et parmi ces propositions figurait celle qui imposait aux vins en bouteilles cette surtaxe de 5 schellings. Il en a demandé le vote par la chambre en comité, en demandant également l'application immédiate, et dès le lendemain la taxe a été appliquée.

Je dois dire en passant, pour répondre à une des questions de M. Faure, que cette taxe ainsi votée est définitive quant au passé, en ce sens que ce qui a été perçu ne sera pas restitué. C'est là une affirmation très nette qui nous est fournie pour notre représentant en Angleterre. Mais il peut arriver que la taxe ne soit pas maintenue définitivement et qu'elle cesse d'être perçue.

Il faut en effet, pour que la mesure devienne définitive, que le budget tout entier, quand il aura été discuté dans la forme que je viens de dire, soit présenté sous la forme d'un projet ordinaire à la chambre des communes et voté par elle. Il faut qu'il soit ensuite soumis à la chambre des lords. Or, à l'heure qu'il est, l'ensemble des propositions douanières n'a pas encore été discuté par la chambre des communes et la mesure n'est, par conséquent, pas définitivement votée, quoiqu'elle ait reçu cependant un commencement d'application. (Mouvements divers).

Je ne fais qu'exposer le fait, et je répète qu'il était impossible de le prévenir et de protester avant qu'il se produisit, puisque le vote de la soirée du 26 mars a été une surprise pour tout le monde, même pour le parlement anglais.

Nous avons été immédiatement informés de ce vote par une dépêche du 28 mars émanant de M. l'ambassadeur de France près du gouvernement anglais; le département des affaires étrangères a tout aussitôt saisi de la question le ministère du commerce, qui nous a fourni les explications, les notes et les documents sur lesquels peut s'appuyer notre protestation.

Depuis, nous avons reçu de l'ambassade française à Londres de nouveaux renseignements qui m'ont permis de préciser les faits comme je viens d'avoir l'honneur de le faire. Enfin, dès hier, nous avons adressé à notre représentant à Londres des instructions qui arriveront comme vous le voyez en temps utile, puisque, comme je le disais tout à l'heure, la mesure n'est pas encore définitivement votée.

Nous avons donné comme instruction à notre ambassadeur de représenter au gouvernement anglais le préjudice considérable qui devait résulter de cette mesure, si elle était maintenue, pour notre industrie des vins.

Nous l'avons invité à faire remarquer au gouvernement anglais que si ces justes réclamations, qui ne viendront pas seulement de nous, — car le droit frappe tous les vins en bouteille des pays étrangers, de l'Allemagne, de l'Autriche et même des colonies australiennes de l'Angleterre où existe actuellement une production assez importante de vins blancs mousseux — que si ces observations n'étaient pas accueillies nous ne serions pas désarmés.

En effet, l'honorable M. Félix Faure vient de vous rappeler quelle était notre situation vis-à-vis de l'Angleterre; nous n'avons pas avec elle de traité de commerce, nous avons cependant une convention, en date du 28 février 1882, mais dans laquelle on a exclu du traitement de la nation la plus favorisée, que les deux puissances s'accordaient réciproquement l'un à l'autre, les droits à imposer aux marchandises à l'entrée dans l'un et l'autre pays. Cette convention, je

l'ai là entre les mains, et c'est la disposition même de l'art. 1^{er} que je viens de vous rappeler.

En ce qui concerne les importations dans l'un et dans l'autre pays, soit de marchandises fabriquées soit de produits naturels, c'est le tarif intérieur qui s'applique; et c'est en dehors de cette convention, par une loi spéciale en date du 27 février 1882, que M. Félix Faure citait tout à l'heure, que, prenant en considération le traitement fait par le gouvernement anglais à nos produits et à nos marchandises, nous avons consenti à lui accorder pour les siens, à l'entrée en France, le traitement de la nation la plus favorisée. Mais il ne s'agit pas d'un traité, c'est une loi, c'est-à-dire un acte de souveraineté qui peut toujours être révoqué si nous le voulons. C'est la réserve qui était faite dans le passage du rapport de M. Ribot qu'on vient de vous lire et qui n'était autre chose que la reproduction de l'exposé des motifs du projet du Gouvernement. Il n'y a pas de doute sur ce point.

Dans ces conditions, notre représentant fera en temps utile, autant qu'il est possible de le faire, nos représentations au gouvernement anglais. J'ajoute que si ces représentations n'étaient pas entendues, comme nous l'espérons, nous aurions le droit d'user, je ne veux pas dire de représailles, mais de réciprocité; le Gouvernement aurait à examiner quelles propositions il conviendrait de présenter à la Chambre pour la sauvegarde de nos intérêts. (Très bien ! très bien !)

M. Félix Faure. — Je remercie le Gouvernement de ses explications et je compte sur sa vigilance.

M. le président. — L'incident est clos.

Nouvelles-Hébrides.

Un télégramme de Sydney (Australie) annonce que les troupes françaises qui occupaient les Nouvelles-Hébrides ont été rapatriées à Nouméa et que l'évacuation est un fait accompli.

La France a donc exécuté la convention relative à cet archipel. Rappelons qu'à la suite de l'assassinat de deux de nos nationaux nous avions établi deux postes aux Nouvelles-Hébrides : l'un à Port-Havannah, le 2 juin 1886 ; l'autre à Port-Sandwich, le 4 juin de la même année. Ce sont ces deux postes que nous venons d'évacuer, conformément à la convention du 16 novembre 1887.

A ce propos, le *Times* de ce matin fait les réflexions qui suivent :

Cet accomplissement d'une promesse faite à l'Angleterre doit causer de la satisfaction dans ce pays et encore plus en Australie, où on est très susceptible, au sujet d'une agression française dans le Pacifique, ce qui se comprend fort bien.

Nous espérons que ce retrait de troupe fera cesser les inquiétudes de nos sujets et compatriotes, et resserrera les relations amicales entre la France et l'Angleterre dans cette partie du monde.

Le *Standard*, de son côté, dit que l'évacuation française met fin à une situation qui, si elle avait été traitée avec moins de circonspection par les deux pays, aurait pu devenir un péril pour la paix :

Il est toujours difficile de régler des affaires de cette sorte ; mais l'Angleterre a, au moins, obtenu cette satisfaction d'éviter des complications, car, aujourd'hui, la France ne pourra, sous aucun prétexte, débarquer un homme ou tirer un coup de fusil sans le consentement du Gouvernement anglais.

Il faut dire, à l'honneur de M. Flourens, qu'il a su mettre fin à cette situation équivoque, et il aurait droit aux remerciements de ses concitoyens, si le sentiment des appréciations ne semblait pas avoir décliné en France.

Aux réflexions du *Standard*, nous avons le droit d'ajouter que, si nous ne pouvons débarquer un homme ou tirer un coup de fusil sans le consentement du Gouvernement anglais ou, plus exactement, de la Commission mixte d'offi-

ciers des deux marines, les Anglais ne peuvent pas plus que nous agir militairement dans l'archipel. Cela ressort clairement des instructions arrêtées par les deux Gouvernements pour la Commission navale mixte et dont voici le texte officiel :

1^o Dans le cas où la tranquillité et le bon ordre seraient troublés en un point quelconque des Nouvelles-Hébrides où seraient établis des sujets britanniques ou des citoyens français ; ou encore, dans le cas où un danger menacerait les biens ou les personnes, la Commission se réunira sur-le-champ et prendra telles mesures qu'elle jugera préférables, eu égard aux circonstances, pour la répression des troubles ou la protection des intérêts en péril.

2^o Aucun commandant de bâtiment, soit anglais, soit français, ne pourra engager une action indépendante ou isolée, excepté dans les conditions mentionnées ci-après.

3^o On n'aura recours à l'emploi de la force militaire que si la Commission juge cet emploi indispensable.

4^o En cas de débarquement de forces militaires ou navales, ces forces ne resteront pas à terre plus longtemps qu'il ne sera jugé nécessaire par la Commission.

5^o Dans le cas où les circonstances ne comporteraient aucun retard, et où il y aurait urgence à agir immédiatement, sans attendre la réunion de la Commission, les commandants anglais et français qui se trouveront le plus rapprochés du théâtre des événements prendront les mesures nécessaires pour la protection des intérêts en péril, de concert si cela est possible, ou séparément s'il y a des empêchements à ce qu'ils se concertent. Ils adresseront aussitôt à leurs commandants de station respectifs un rapport sur les mesures prises, et ils attendront les ordres ultérieurs de la Commission. Les commandants de station se communiqueront l'un à l'autre ce rapport, dès qu'ils le recevront.

6^o La Commission n'aura pas de pouvoirs, ni autres ni plus étendus que ceux qui lui sont expressément délégués par ces règlements. Elle n'interviendra pas dans les différends relatifs à la propriété des terres, et ne déposera de ses terres aucune personne, quelle qu'elle soit, indigène ou étrangère.

Fait à Paris, en double expédition, le 26^e jour du mois de janvier 1888.

LYTTON.

FLOURENS.

Océanie.

On lit dans le *Messenger de Tahiti*, du 26 janvier :

Nous sommes heureux d'enregistrer ici un événement qui met fin aux difficultés que nous avons rencontrées ces temps derniers, à Raiatea.

La population de ces îles nous est aujourd'hui acquise, et l'un des deux chefs qui avait le plus contribué par ses excitations à nous la rendre hostile, a, lui-même, fait acte de soumission. Raiatea, pour tout dire, a suivi l'exemple de Tahiti : elle a demandé l'annexion.

Cette résolution a été prise publiquement, en présence de toute la population qui l'a approuvée. La demande est signée du Roi, du Vice-roi et de tous les chefs de Raiatea-Tahaa (moins un). Elle a été acceptée sous réserve de la ratification du Gouvernement français.

Les réserves sont peu nombreuses. Les chefs ont seulement exprimé le désir d'être maintenus dans leurs fonctions, et de voir conserver aux Conseils de district le soin de régler les contestations relatives au droit de propriété des terres, jusqu'à constitution définitive de la propriété foncière indigène.

Aucune demande ferme de pension ne s'est produite : le Roi, le Vice-Roi de Tahaa et les chefs ont laissé à la générosité du Gouvernement français le soin de trancher cette question.

Telle est, en résumé, la nouvelle que nous a apportée le *Scorff*, mardi dernier. — Bonne nouvelle !

On sait que Raiatea fait partie du groupe des îles Sous-le-Vent, de l'archipel

de la Société, sur lequel notre souveraineté a été reconnue par la convention des Nouvelles-Hébrides.

GRANDE-BRETAGNE

CHAMBRE DES COMMUNES (*Séance du 8 mars*). — Le baron Henry de Worms, sous-secrétaire d'Etat pour les colonies, répondant à une question, dit que le tribut de Chypre est consacré, avec l'assentiment de la Porte, à rembourser aux gouvernements français et anglais la perte qui est résultée pour eux du non paiement des emprunts garantis par les deux pays. La France a ainsi reçu, depuis sept ans, 286,000 livres sterling. Il eût été contraire à l'équité qu'un des deux garants, entrant en possession d'un actif, refusât de le partager avec l'autre garant.

Séance du 13 mars. — Sir James Fergusson, sous-secrétaire d'Etat au Foreign-Office, répondant à une question de M. Hunter, a dit que, par le traité de Gandamak, les districts de Pishin et Sibi ont été assignés à l'Angleterre, les recettes, après déduction des frais d'administration, devant revenir à l'émir.

Mais, à la suite de l'assassinat de la mission anglaise à Caboul, le 3 septembre 1879, suivi de l'abdication de Eyoub-Pacha, ces districts restèrent sous la domination anglaise, et, en 1887, on considéra comme nécessaire pour la bonne administration de les incorporer d'une façon complète à l'empire indien, sous la direction du Belouchistan. Lors de l'évacuation de 1880, la vallée de Kurram avait été remise au contrôle indépendant des tribus des Turri.

M. Slagg a proposé à la Chambre de voter une résolution déclarant que la politique peu sage suivie par le gouvernement indien à la frontière a produit de graves difficultés financières, a augmenté le fardeau des impôts et l'extension de la vente des boissons alcooliques dans le but d'augmenter les recettes du Trésor.

Lord Randolph Churchill, parlant contre cette motion de M. Slagg, a approuvé hautement la politique suivie à la frontière nord-ouest. Il croit que cette politique et l'annexion de la Birmanie ont été poursuivies dans le but d'augmenter la prospérité des Indes ; toutefois la situation financière est très grave. A son avis, il faut modérer les dépenses, mais il y a un rapport des plus étroits entre les dépenses et la politique européenne.

La politique qu'on est obligé de poursuivre aux Indes, a dit l'orateur, est le résultat de la politique suivie en Europe lors de la guerre de Crimée. Or, l'Angleterre doit examiner s'il vaut la peine de continuer en Europe une politique pouvant obliger le gouvernement à concentrer des troupes sur la frontière indienne aux frais des Indes et, dans le cas où nous insisterions pour faire prévaloir en Europe une politique pouvant imposer de lourdes charges aux Indes, la Chambre aurait à examiner s'il ne faut pas aider l'Inde de nos finances.

Sir John Gorst, sous-secrétaire d'Etat pour l'Inde, a déclaré que le gouvernement aurait commis un grand crime politique s'il ne s'était pas occupé avec persistance de rendre la frontière des Indes sûre, sans regarder à la dépense.

Les travaux de défense en voie de construction, a dit l'orateur, ont été indiqués par une commission compétente et ils ont été sanctionnés par le cabinet précédent. Quettah n'est pas en Afghanistan, mais sur le territoire anglais ; les chemins de fer à travers les montagnes d'Amram n'iront pas au delà de ce territoire, car le but de ces chemins de fer est de fortifier l'Angleterre et de la mettre à même de défendre ces montagnes qui constituent la première ligne de défense, laquelle peut être protégée avec succès contre toute attaque.

L'effet probable de la politique adoptée sera d'enlever à toute puissance la tentation d'envahir les Indes. L'Angleterre est en relations cordiales avec toutes les tribus vivant sur les territoires situés entre l'Afghanistan et les Indes : ses rapports avec la Chine sont satisfaisants, et il est probable qu'aucune difficulté surgisse avec cette puissance au sujet de la frontière de la Birmanie supérieure. L'orateur considère comme exagérées les craintes de lord Randolph Churchill au sujet de la situation financière.

La motion Slagg a été rejetée par 122 voix contre 72.

Avant le scrutin, sir J. Fergusson a déclaré que la politique suivie sur les frontières des Indes n'était pas un défi aux puissances, mais une mesure défensive.

L'Association patriotique arménienne avait adressé à lord Salisbury un *memorandum* pour lui signaler la négligence que, selon elle, la Porte met à opérer les réformes promises au peuple arménien par le traité de Berlin. L'Association exprimait l'espoir que le cabinet anglais ferait à ce sujet des représentations au gouvernement ottoman.

Lord Salisbury a chargé son secrétaire, M. Pauncefote, de répondre par la lettre suivante au délégué arménien, qui avait communiqué au chef du cabinet le *memorandum* en question :

Monsieur,

Je suis chargé par le marquis de Salisbury d'accuser réception de votre lettre du 15 mars, que vous lui avez adressée au nom du comité des résidents arméniens à Londres, et dans laquelle vous signalez l'absence de toutes mesures efficaces de la part de la Porte pour introduire, dans les provinces turques habitées par les Arméniens, les réformes stipulées dans le 61^e article du traité de Berlin.

Je puis vous dire qu'une copie de votre lettre et du *memorandum* qui l'accompagne sera communiquée à l'ambassadeur de la reine à Constantinople, avec prière de présenter un rapport à ce sujet, pour que le gouvernement de la reine soit en mesure de juger si les réclamations formulées peuvent être utilement soumises aux ministres ottomans.

Mais je dois vous faire observer que, dans une question qui touche, à proprement parler, à l'exécution du traité de Berlin, on ne saurait espérer que les conseils et les représentations de la Grande-Bretagne seule produisent leur effet, tant que les autres puissances signataires du traité ne viendront pas se joindre à elles.

J'ai à ajouter que le ministre de Turquie à Londres a demandé la communication d'une copie du *memorandum* dont il a entendu parler indirectement. Lord Salisbury désirerait savoir si le comité aurait quelque objection à faire relativement à la communication de ce document à Rustem-Pacha.

Agrez, etc.

PAUNCEFOTE.

(Avril 1888) Voici le texte de la circulaire du Saint-Siège, qui notifie aux évêques irlandais le bref du pape, relatif au « plan de campagne » :

A diverses reprises, le Siège apostolique a donné à l'Irlande pour laquelle il a constamment professé une bienveillance spéciale, des avertissements et des conseils appropriés aux circonstances, sur la manière de défendre ses droits sans porter atteinte à la justice et à la tranquillité publique. Notre saint-père Léon XIII, dans la crainte de voir le véritable sentiment de ce qui est juste et charitable dénaturé par l'espèce de guerre appelée « plan de campagne », pratiquée par le peuple irlandais dans les différends entre les landlords et les tenanciers, ainsi que par l'espèce d'interdit social appelé « boycotting », motivé par les mêmes différends, a ordonné à la suprême congrégation de l'Inquisition d'examiner sérieusement et soigneusement cette affaire.

En conséquence, la question suivante a été soumise à LL. EE. les cardi-

naux de la congrégation : « Peut-il être permis, dans les contestations entre propriétaires territoriaux et tenanciers en Irlande, de faire usage des procédés connus sous le nom de « plan de campagne » et de « boycotting » ? Après en avoir longuement et mûrement délibéré, Leurs Eminences ont répondu négativement, et cette décision a été confirmée par le Saint-Père, le mercredi du présent mois. La justice de cette décision sera facilement reconnue par tous ceux qui s'appliquent à considérer qu'un fermage fixé par consentement mutuel ne saurait être, sans violation du contrat, diminué à la seule demande du tenancier, surtout quand il y a des tribunaux désignés pour régler les contestations de ce genre, et qui réduisent dans de justes limites les fermages injustes, après avoir pris en considération les causes qui ont diminué la valeur des terres.

Il ne saurait non plus être permis que des redevances soient obtenues des fermiers par extorsion et déposées entre les mains des personnes inconnues, au préjudice des propriétaires territoriaux. Enfin, il est contraire à la justice et à la charité de persécuter, par un interdit social, ceux qui consentent à payer les redevances qu'ils ont acceptées ou ceux qui, ainsi qu'ils en ont le droit, prennent à bail des fermes vacantes. Il est, par conséquent, du devoir de votre seigneurie d'exhorter prudemment, mais fermement, le clergé ainsi que les laïques à ne pas transgresser les préceptes de la charité chrétienne et de la justice, en s'efforçant de remédier à leur triste condition.

ITALIE

A la Chambre des députés, dans la séance du 12 mars, répondant à une interpellation de M. Louis Ferrari, député radical, sur l'action diplomatique de l'Italie dans la question bulgare. M. Crispi a déclaré ne pouvoir fournir des renseignements précis, parce que cette question n'est pas encore résolue.

M. Ferrari, a-t-il ajouté, a fait observer que, dans cette affaire, l'Allemagne ne partage pas les vues de l'Italie. Cela prouve que nos alliances ne nous réduisent pas au servilisme. Les liens d'amitié qui nous unissent aux puissances centrales n'ont d'autre but que le maintien de la paix. Dans toutes les autres questions l'Italie suit une politique à elle.

M. Ferrari se trompe donc en disant que nous subissons des influences étrangères. Peu nous importe qui sera prince de Bulgarie. Nous avons seulement à cœur d'appuyer dans tout pays les revendications nationales. Nous ne pouvons pas oublier l'origine plébiscitaire de notre monarchie.

Jé n'ai pas autre chose à dire.

— Dans la séance du 18 mars, M. Crispi, président du conseil, a défendu les alliances faites par l'Italie. Il a déclaré qu'il avait toujours maintenu que l'Italie devait agir de concert avec l'Allemagne et l'Autriche pour les questions européennes et avec l'Angleterre pour toutes les questions maritimes.

En 1877, a-t-il ajouté, le gouvernement apprit que le maréchal de MacMahon, qui était alors président de la République française, avait l'intention de rétablir le pouvoir temporel du pape. A cette époque l'orateur fut chargé d'une mission en Allemagne, mais il se rendit d'abord en France où il vit M. Gambetta qui était alors favorable à un arrangement avec l'Allemagne. A Gastein, les bases des traités qui ont été conclus ensuite furent posées. Ces traités n'ont d'autre but que le maintien de la paix.

La guerre ne sera jamais provoquée. Il n'y avait rien à désirer de plus. L'Autriche devrait soutenir l'Italie et l'aider à réorganiser ses affaires intérieures. L'Italie ne peut pas manifester plus d'amitié pour la France qu'elle ne le fait maintenant. En ce qui concerne l'Afrique, M. Crispi a dit que le gouvernement n'avait jamais eu l'intention de conquérir l'Abyssinie. Son but était d'obtenir simplement une bonne ligne défense.

ROUMANIE

A la suite de troubles survenus à Bucarest, le ministre Bratiano a donné sa démission qui a été acceptée par le Roi.

M. Th. Rosetti, président du conseil, a, le 4 avril, au nom du nouveau ministère, donné lecture à la Chambre des députés et au Sénat de la déclaration suivante :

Appelés au gouvernement par la confiance de Sa Majesté, nous avons cru remplir un devoir envers le Trône et le pays en acceptant sans hésitation la mission dont nous a honorés Sa Majesté dans les circonstances actuelles.

Pénétrés, comme nous le sommes du respect de la constitution, nous savons que nous ne pouvons rester à cette place, si nous n'avons pas la confiance du pays.

Cette confiance, nous nous efforcerons de l'acquérir par une stricte légalité dans toutes les branches de l'administration publique.

En procédant ainsi, nous pourrions répondre au besoin de tranquillité que ressent le pays, tranquillité qui sera d'autant mieux assurée que chaque citoyen se sentira mis en état d'exercer ses droits dans les limites de la loi.

Le 9 avril, à la Chambre des députés, M. Carp, ministre des affaires étrangères, répondant à plusieurs membres de l'opposition, a fait les déclarations suivantes :

Il a commencé par dire que le roi avait choisi les ministres actuels pour qu'ils observent la neutralité avec les partis.

« On nous reproche d'être un petit groupe. En effet nous le sommes parce que nous n'avons pas voulu de coalition.

« On nous dit que nous sommes autoritaires.

« J'ai toujours été surpris de voir se former des légendes dans ce pays avec une étonnante facilité. J'ai dit que l'indépendance de la Roumanie a été formée par le Roi et par le soldat (*dorobantsul*) ; on a changé le sens de mes paroles.

« Nous ne sommes pas des courtisans ; mais s'il y a des courtisans qui peuvent être dépassés par d'autres courtisans, il y a des agitateurs qui peuvent être dépassés pas d'autres, par des promesses fallacieuses.

« Nous ne sommes pas populaires. Nous voulons devenir populaires, et non, comme tant d'autres, sortir impopulaires après avoir pris le pouvoir au sommet de la popularité.

« On nous dit que nous ne ferons pas des élections libres. Nous affirmons qu'elles seront plus libres qu'elles n'ont jamais été dans ce pays.

« Qu'entendez-vous par un ministère neutre ? N'est-ce pas un ministère qui n'appartient à aucun parti politique ? Nous le sommes précisément.

« On nous dit que nous sommes un gouvernement personnel et l'on cite comme preuves le gouvernement Ion Ghica, Kretzulesco, Lascar Catargi, J. Bratiano. Tous personnels ! Permettez-moi d'en douter.

« Si vous pensez qu'à chaque renversement d'un cabinet il faille faire la part des responsabilités et mettre les ministères sur le banc des accusés, vous jetteriez le pays dans des convulsions permanentes....

M. Carp, abordant la politique extérieure, a ajouté :

« Quelle est cette légende de l'alliance allemande ? Mais l'Allemagne est le pays qui fait le moins de politique extérieure car toutes les guerres du prince de Bismarck n'ont été faites que pour des raisons de politique intérieure. Si donc par politique allemande on entend la politique qui a trait à l'amélioration intérieure du pays, le gouvernement est partisan de la politique allemande.

« Nous sommes un pays qui pourrait nourrir dix millions d'habitants, et nous ne cherchons qu'à nous développer....

Le ministre a terminé en exposant le programme du nouveau ministère :

« Nous voulons l'inamovibilité de la magistrature. En matière de finances nous voulons une réorganisation de la *valuta* (circulation monétaire).

« Nous voulons une loi qui devra garantir la situation du travailleur d'après les principes modernes ; une loi sur la petite propriété ; une loi communale dans un sens décentralisateur, des principes sérieux dans l'instruction publique, que M. Majoresco vous soumettra.

« Par une politique d'affaires nous provoquerons de nouvelles formations politiques.

« Il faut des partis politiques séparés par la manière dont ils envisagent les réformes économiques.

« J'arrive à la dissolution. Je suis convaincu qu'avec le parlement actuel ce gouvernement ne pourra pas vivre longtemps. L'un ou l'autre devra se retirer. Mais est-ce bien le moment opportun de procéder aux élections, lorsque les esprits sont tellement surexcités ?

« Nous prions donc la majorité aussi bien que la minorité de voter le budget. Nous ne le considérons pas comme un vote de confiance, mais comme l'accomplissement d'un devoir patriotique que vous devez au pays. »

La session a été close, le 14 avril, par un message royal adressé aux Chambres, dont voici la partie essentielle :

Grâce à votre patriotisme la situation financière a été réglée à temps et les services publics pourront suivre leur marche normale.

A la suite de la démission du cabinet précédent, il s'impose au nouveau ministère le devoir constitutionnel de faire appel au pays dans le délai le plus rapproché possible afin que les électeurs manifestent librement leur volonté.

Je suis persuadé que par son respect de l'ordre et par sa modération, le pays prouvera cette fois encore la pleine maturité à laquelle il est parvenu et le prix qu'il attache à un juste usage des libertés publiques.

Vu la situation intérieure actuelle, le gouvernement prendra sans retard et de la façon la plus énergique les mesures réclamées par les circonstances.

Sous ce rapport, je suis en droit de compter sur le concours de tous les hommes de bien et j'en appelle à l'esprit de concorde et de prudence que la Roumanie a toujours manifesté avec la plus grande vigueur dans les moments importants.

Messieurs les Députés, avant de nous séparer retrouvons-nous encore une fois unis dans le plus cher désir que nous avons tous de voir la Roumanie vivre et prospérer.

SALVADOR

La Chambre des députés de la République du Salvador est entrée en session le 15 février dernier.

A cette occasion, le président général Francisco Menendez a adressé à la Chambre le message suivant qu nous reproduisons d'après le *Mémorial diplomatique* :

Messieurs les Députés,

C'est une grande satisfaction pour moi de me trouver au milieu de vous au moment où, obéissant à votre auguste mandat, vous êtes assemblés pour prendre connaissance de la tâche qui est confiée au pouvoir exécutif, et pour prescrire ce qui convient au bien-être et à la prospérité de la patrie. Per-

mettez-moi, avant tout, de vous saluer et, en vous présentant l'hommage de ma considération et de mon respect, de l'adresser, par votre entremise, à la majesté du peuple, que vous représentez si dignement.

C'a été un rude travail pour moi et pour les personnes qui partagent avec moi la direction des affaires publiques, de faire face aux difficultés dont le gouvernement se voit entouré et de suivre une conduite administrative en harmonie avec les inspirations du patriotisme.

Les lois, comme vous le savez bien, doivent prévoir toutes les éventualités de la pratique ; mais quoique, à leur origine, elles paraissent bonnes et prévoyantes, il arrive fréquemment, dans les incidents multiples et variés de l'exécution, qu'elles exigent de dépasser la mesure, ou qu'elles ne répondent pas à tous les cas qui se présentent, ou qu'elles restent en arrière des justes exigences de la Société.

La préoccupation constante de mon gouvernement a été que tous ses actes fussent empreints de son profond respect pour la lettre et l'esprit de la loi, bien que pour cela il ait eu à faire parfois de véritables sacrifices ; mais il importe beaucoup, messieurs les députés, de réfléchir qu'une mauvaise législation ou une législation mal coordonnée suscite à chaque pas des conflits de toute sorte, et que si la prudence conseille à l'exécuteur des lois de les interpréter quand elles sont obscures, d'en élargir le sens quand elles sont défectueuses, et de les tempérer, si elles demandent plus que ce qui est justement possible ; cette conduite, outre qu'elle mènerait à l'abus, ne serait applaudie que par certaines personnes d'un caractère rigide, qui comprennent la distance qui existe entre la théorie, entre la discussion calme des principes et les écueils et les difficultés de la pratique ; tandis que par les autres elle serait blâmée, parce que ceux qui jugent avec passion et se décident conformément à la passion sont très loin d'agir avec justice.

Je ne doute pas, messieurs les députés, que vous prendrez en considération ce que je vous expose et que vous n'oublierez pas que la bonne marche de l'administration publique ne dépend pas de la surabondance des lois, mais d'une législation claire, simple et appropriée à la manière d'être et aux besoins de la nation. Les bonnes institutions préviennent et évitent les désordres sociaux et assurent le bien-être et la prospérité durable des peuples.

Un des principaux soins du gouvernement a été la conservation de la paix : non cette paix négative et stérile qu'offre le despotisme, mais la paix féconde, basée sur l'accomplissement de la loi et le respect de la liberté. A la faveur de cette paix, l'esprit d'entreprise s'est développé ; des travaux d'une utilité réelle ont été commencés et menés à bonne fin ; l'agriculture est redevenue florissante et le commerce s'est livré avec confiance à toute espèce d'opérations, quoiqu'il n'ait pas prospéré autant qu'on l'eût désiré, parce qu'il n'a pas été encore possible de le dégrevier des charges onéreuses qui l'ont accablé aux époques antérieures.

Cette paix profonde régnait comme un soulagement après tant de contretemps et d'agitations révolutionnaires, lorsqu'a éclaté, dans le port de La Union, au commencement de septembre dernier, un soulèvement séditieux, dirigé par José Maria Barahona, qu'appuyaient les partisans du régime déchu, dans le but anti-patriotique de provoquer une réaction odieuse qui leur permit de nouveau d'opprimer et d'appauvrir ce pauvre peuple qui avait été leur victime pendant tant d'années. Ce soulèvement se rattachait à d'autres, qui ont échoué dans l'ouest, et à ceux que préparaient les réactionnaires des républiques du Guatemala et du Honduras ; et il menaçait de troubler la paix de l'Amérique centrale. Heureusement la coopération fraternelle et opportune du gouvernement du Honduras a contribué au prompt rétablissement de l'ordre dans le port précité, tandis que, en dépit des mécontents peu nombreux, le reste de la République est demeuré tranquille.

Dans cette conjecture, le gouvernement a pris l'attitude énergique que réclamaient les circonstances : l'état de siège a été décrété sans retard, et l'on a procédé avec la plus grande activité au jugement des factieux. Mon dessein était que le poids de la loi retombât de toute sa rigueur seulement sur les instigateurs principaux de la révolte et sur ceux qui joignaient la trahison à la rébellion ; mais, par malheur, le pouvoir exécutif a été privé d'une de ses plus belles prérogatives : la faculté d'amnistier. Il m'a donc fallu attendre votre réunion pour vous demander l'indulgence en faveur des moins coupables, de ceux qui, sans doute, par ignorance ou par nécessité, ont servi d'instrument aux ambitieux sans patriotisme et sans scrupules, qui sacrifient tout à leurs mesquins intérêts personnels.

Les ennemis du gouvernement du Guatemala, abusant de l'asile que leur avait accordé notre gouvernement, ont menacé de troubler l'ordre public dans la république voisine ; pour cela ils comptaient sur la complicité et l'appui des réactionnaires du Salvador. Cet état de choses a été cause que, afin de rétablir la paix le plus tôt possible, notre gouvernement a stipulé avec celui du Guatemala le passage facultatif sur les territoires respectifs des troupes à la poursuite des ennemis communs. Cette mesure a produit le bon résultat qu'on désirait, et la tranquillité a été rétablie dans l'Amérique centrale, avec les gouvernements de laquelle celui du Salvador a continué d'entretenir des relations de bonne fraternité.

Pour affermir et asseoir ces relations sur des bases solides, l'examen et l'approbation des traités conclus l'année passée par le Congrès centre-américain me paraît d'une haute importance. Si l'idée de l'union est l'objet des desirs des vrais patriotes, et si cette union ne doit se réaliser que par la conviction et avec une entière abstention des voies de fait, il nous faut adopter comme loi le traité de paix, qui doit nous unir au reste de l'Amérique centrale et préparer, par des moyens lents mais pacifiques et civilisateurs, la nationalité désirée, qui nous rehaussera devant les nations du monde et nous donnera une importance qui manque aujourd'hui aux fractions dont se composait précédemment l'ancienne patrie.

Les relations avec les gouvernements des autres nations amies se maintiennent également en très bon état, attendu que le Salvador a toujours eu soin de se conformer strictement aux prescriptions du droit international et aux stipulations des traités. Le ministre des relations extérieures vous rendra un compte détaillé des incidents diplomatiques qui sont survenus dans le cours de l'année.

Le département de l'instruction publique est dans l'état le plus satisfaisant. La forme républicaine, comme on le sait, suppose chez la majorité des citoyens les connaissances nécessaires pour savoir exercer leurs droits et les défendre quand il le faut. Convaincu de cette vérité, le gouvernement s'est appliqué à donner la plus grande impulsion à l'instruction populaire, en fondant des écoles primaires où il en manquait, jusque dans les villages et les hameaux les plus éloignés. L'année dernière on a créé trois établissements d'enseignement secondaire, parmi lesquels mérite une mention particulière l'Institut national central, tant pour son organisation spéciale que pour le développement qu'il prend de jour en jour. Très prochainement cet utile établissement sera doté d'un observatoire météorologique.

Relativement aux études professionnelles, le ministre du département vous rendra compte de tout ce qui a été fait pour leur donner la solidité et la profondeur exigées par leur nature même. La Bibliothèque nationale a été séparée de l'Université, afin de lui donner l'extension convenable et de la mettre en état de répondre au but de son établissement. A l'occasion vous serez informés en détail des améliorations qu'a reçues cette branche importante de l'administration publique.

Dans le département des travaux publics, on n'a épargné ni les dépenses ni les efforts pour faire jouir la République, autant que possible, des bienfaits de la civilisation moderne, ainsi que pour conserver et améliorer les

travaux publics existants et en entreprendre de nouveaux. On a construit de nouvelles lignes télégraphiques, et l'on a acquis tous les appareils nouveaux à l'aide desquels progresse la merveilleuse invention du télégraphe. On a établi une ligne téléphonique entre la capitale et Santa-Ana. On a construit de nouveaux ponts et fait de sérieuses réparations à quelques-uns des anciens. Enfin on a ouvert de nouveaux chemins pour donner à des terrains étendus la valeur qui leur faisait défaut par suite de leur manque de communication avec les centres de population, et l'on s'est attaché constamment à entretenir dans le meilleur état possible toutes les voies de communication, en soignant d'une manière spéciale les grandes routes qui relient les principaux centres de production aux ports de la République.

Dans le département de la guerre on a travaillé à donner à l'armée l'organisation la plus convenable, en préparant le soldat aux éventualités solennelles où le sort de la patrie se décide sur les champs de bataille. Une organisation improvisée à l'heure du danger a toujours donné de très mauvais résultats ; de là, la convenance d'instruire le soldat et de lui faire acquérir des habitudes militaires afin que l'institution réponde à son but si important. Les vues du gouvernement ne se sont point bornées à cela, puisque, désirant que la condition du soldat ne soit pas une condition qui le dégrade, mais qui le rehausse, on a établi des écoles dans les casernes. Pour que les militaires acquièrent la connaissance de leurs obligations et s'initient aux diverses branches des sciences indispensables pour leur carrière. Aujourd'hui les casernes ne sont point des lieux de dégradation et de torture : ce sont des centres de civilisation et de progrès ; désormais le militaire ne se distinguera plus par la dureté de caractère dont il faisait parade jusqu'à présent, mais par son instruction et les manières polies qui recommandent tant l'homme dans la société. Des écoles de chefs et de sergents établies dans la capitale et à San-Ana ont donné les résultats les plus satisfaisants, et il en sortira bientôt de bons instructeurs militaires pour toutes les provinces de la République.

Pour instruire comme on le doit la jeunesse qui se consacre à la noble carrière des armes et former des officiers instruits, on a établi dernièrement dans la ville de San Salvador une Ecole Polytechnique, sous la direction du capitaine espagnol José Marie Frances y Rosello, homme d'une capacité reconnue. Cet utile établissement sera bientôt pourvu de tout ce qui est nécessaire pour qu'il atteigne complètement son but.

Les finances publiques que mon gouvernement a trouvées dans le déplorable état que vous savez, ont été l'objet de soins tout particuliers. Les revenus ont été recouvrés avec zèle, et les fonds publics administrés avec la plus scrupuleuse diligence. Je puis vous assurer, messieurs les députés, qu'il ne s'est fait aucune dépense qui n'ait eu un caractère d'utilité publique, et il a été subvenu aux frais ordinaires avec aisance et sans avoir recours à ces mesures extrêmes qui ont compromis pour longtemps le Trésor public.

Une tâche difficile a été jusqu'à aujourd'hui le règlement de la dette publique ; car il a fallu concilier les besoins pressants du gouvernement avec l'intérêt des créanciers. J'appelle tout spécialement votre attention sur ce point, afin que vous méditez et élaboriez une loi qui n'ait pas les inconvénients qu'ont eus jusqu'à ce jour celles qu'on a édictées antérieurement sur cette matière importante et délicate.

Le pouvoir judiciaire n'a pas cessé de jouir de la plus grande indépendance. Je crois que cette indépendance n'a jamais été aussi absolue qu'aujourd'hui : la respecter et la faire respecter a été pour le pouvoir exécutif un de ses devoirs les plus élevés, parce qu'il sait très bien que sans l'indépendance des pouvoirs la République est une illusion.

Le gouvernement a aussi rempli religieusement le devoir de respecter la liberté de la presse dans toute son étendue, et quoique la discussion consciencieuse et féconde des idées ait malheureusement fait place à l'abus sous toutes ses formes, ce n'est pas là un argument contre ce grand principe,

parce que de tels débordements sont naturels chez un peuple auquel le despotisme n'a pas permis de s'instruire dans les pratiques républicaines. Autant qu'il dépendra de moi, je suis disposé à soutenir une si précieuse garantie, et si c'était là tout ce qui restât de la généreuse révolution de 1885, entreprise au nom de la morale contre l'empire de la plus abominable corruption, cette liberté tant appréciée suffirait pour justifier et exalter ce mouvement populaire.

Messieurs les députés, je vous ai esquissé à longs traits les actes du gouvernement pendant l'année qui vient de s'écouler. Il vous appartient de les juger et de vous prononcer sur toutes les affaires qui ne sont point de la compétence du pouvoir exécutif. Les devoirs que vous avez à accomplir sont très délicats, mais je connais votre patriotisme et je suis sûr que, sans vous arrêter à des intérêts mesquins ni prêter l'oreille à des passions personnelles, vous vous préoccuperez uniquement des intérêts du pays et discuterez avec calme, impartialité et justice toutes les affaires qui se rapportent au bien-être général et à l'honneur de la nation. Si, comme j'en ai la confiance, vous vous placez à la hauteur de votre mission élevée, vous aurez bien mérité de la patrie et comblé les vœux de vos commettants.

Signé : FRANCISCO MENENDEZ.

SAINT-SIÈGE

Le 13 avril, le Pape a reçu de nombreux pèlerins français ; il a prononcé l'allocution suivante en réponse aux adresses qui lui avaient été lues :

« Nous sommes vivement touché, très chers Fils, des nobles paroles que venez de Nous adresser, et Notre cœur se sent ému devant ces témoignages réitérés que Nous donne la France catholique de son amour filial et de son inviolable attachement. Ce sont là comme autant de solennelles affirmations que, malgré les maux qui l'affligent et les périls qui la menacent, elle entend rester fidèle à ses glorieuses traditions et à son beau titre de Fille aînée de l'Eglise. Elle ne saurait oublier que sa providentielle destinée l'a unie au Saint-Siège par des liens trop étroits et trop anciens pour qu'elle veuille jamais les briser. De cette union, en effet, sont sorties ses vraies grandeurs et ses gloires les plus pures, et toujours elle a eu lieu de se féliciter des victoires et des triomphes de l'Eglise et de la Papauté. Troubler cette union traditionnelle serait enlever à la nation elle-même une partie de sa force morale et de sa haute influence dans le monde.

« La France, Nous n'en doutons pas, comprendra toujours sa grande et sublime vocation, qui est, avant tout, de demeurer profondément chrétienne, Nous en avons pour garant ces innombrables institutions pieuses que Nous voyons couvrir son sol ; ces œuvres multiples de charité qui y naissent et s'y développent avec une fécondité et une vigueur si admirables ; ces légions d'apôtres et de missionnaires qui en partent chaque jour pour se rendre dans les contrées les plus lointaines et les plus éloignées, ou, par la prédication des doctrines du saint Evangile, leur apostolat propage les principes de la vraie civilisation.

« Comment pourrions-Nous ne pas regarder d'un œil de particulière bienveillance une nation où les intérêts religieux ne cessent de susciter de semblables dévouements ? Comment ne pas reconnaître que cette nation recèle dans son sein un germe de vie impérissable, un principe de salut et de résurrection qui répond de l'avenir et qui doit fortifier Notre espérance ?

« Continuez donc, très chers Fils, à vous dévouer avec confiance et avec courage à tout ce qui est bien. Parmi les bonnes œuvres, vous avez rappelé tout à l'heure, et avec raison, comme méritant une place à part, l'éducation religieuse de l'enfance et de la jeunesse, la fondation d'écoles où des maîtres

instruits et pieux enseignent aux enfants, avec les lettres humaines, les vérités et les préceptes de la religion. C'est là, en effet, le point de départ de tout progrès et de toute civilisation et l'unique source d'où découle le véritable bonheur des peuples. Préparer ainsi à votre patrie des générations chrétiennes, soumises à Dieu et à son Eglise, former des héros prêts à tout sacrifier au devoir, voilà bien, chers Fils, un objet digne d'exciter votre généreuse et sainte émulation.

« Nous ne cessons de prier le Seigneur qu'il bénisse vos efforts et vos travaux, et, comme gage de ces faveurs célestes, Nous vous accordons Nous même de tout cœur, à vous tous, aux sociétés et aux œuvres que vous représentez, à vos familles et à vos amis, à la France tout entière, Notre bénédiction apostolique. »

SUISSE

Les Chambres fédérales se sont réunies le 12 mars pour la continuation de la session ordinaire d'hiver. Elles ont reçu communication d'un message du Conseil fédéral concernant une demande de crédit supplémentaire pour une meilleure organisation de la police politique.

Voici le texte de ce message :

Monsieur le Président et Messieurs,

L'article 102, chiffres 8 et 10, de la constitution fédérale statue : « Il (le Conseil fédéral) veille aux intérêts de la Confédération au dehors, notamment à l'observation de ses rapports internationaux, et il est, en général, chargé des relations extérieures. » — « Il veille à la sûreté intérieure de la Confédération, au maintien de la tranquillité et de l'ordre. »

L'article 70 de la constitution fédérale donne à la Confédération « le droit de renvoyer de son territoire les étrangers qui compromettent la sûreté intérieure ou extérieure de la Suisse ».

En corrélation avec ces dispositions constitutionnelles, nous devons citer aussi l'article 12 de la loi sur la procédure pénale fédérale portant : « La police judiciaire est exercée sous la surveillance et la direction du Conseil fédéral et en première ligne du département de justice et police :

« a. Par le ministère public de la Confédération et celui des cantons ;

« b. Par les fonctionnaires et agents de la police de la Confédération et des cantons ;

« c. Par les fonctionnaires et employés des administrations fédérales et cantonales, chacun dans sa sphère d'action. »

Nous devons mentionner également les dispositions des articles 38 à 44 du Code pénal fédéral, relatifs à la répression des actes contraires au droit des gens.

Le Conseil fédéral ne peut être en état de remplir sérieusement les attributions importantes qui lui sont conférées par les textes constitutionnels préparés que s'il a à sa disposition les moyens de police nécessaires. Jusqu'ici, la police politique a été exercée par les cantons, qui y ont mis en général la meilleure volonté, mais qui, ils le reconnaissent eux-mêmes, ne possèdent pas tous une organisation suffisante pour faire face aux exigences d'une situation qui devient de plus en plus difficile. En 1885, à la suite de la grande enquête que nous avons ordonnée au sujet des agissements du parti anarchiste, M. le conseiller national Müller, que nous avions chargé des fonctions de procureur général, nous a présenté un rapport final, dont voici l'une des conclusions :

« Il a été souvent répété dans ce rapport que la connaissance des individus, ainsi que celle des relations personnelles des anarchistes entre eux était ici le point de départ de toute surveillance efficace. Aussi longtemps que les cantons n'entreront pas en relations entre eux et qu'ils ne sauront pas ce qui se passe dans le canton voisin, leurs efforts n'aboutiront qu'à des résultats imparfaits. Le succès d'une poursuite n'est possible que quand les autorités

« des cantons auront acquis l'orientation générale, ce qui ne peut se faire que
 « par le concours de la Confédération. C'est pourquoi la Confédération devrait
 « créer un office central, auquel tous les cantons adresseraient des rapports
 « périodiques. C'est là qu'on tiendrait note des changements de domicile, des
 « noms et des adresses des anarchistes, des faits nouveaux qui auraient été
 « remarqués dans la propagande anarchiste, etc. C'est là surtout qu'on dénon-
 « cerait de suite tous les faits importants qui se seraient produits dans ce
 « domaine. L'office central procéderait au triage des documents reçus et com-
 « muniquerait à son tour aux cantons les renseignements de quelque impor-
 « tance. Cet office central serait ainsi en mesure de donner des renseignements
 « sur les phases du mouvement anarchiste, sur l'organisation et la tactique du
 « parti, sur les moyens propres à en déjouer les menées secrètes. De cette
 « manière on serait exactement informé, à chaque moment, de la situation du
 « parti, et l'on pourrait agir en toute sûreté. »

Depuis la présentation de ce rapport, la question soulevée par M. Müller est restée en suspens. La propagande anarchiste avait à peu près disparu de notre sol, ensuite des mesures prises en 1885 par le Conseil fédéral. Mais les faits qui se sont produits ces derniers temps, bien qu'ils ne se rattachent qu'en partie au mouvement anarchiste, donnent à la question posée par M. Müller une actualité nouvelle et nous engagent à ne pas tarder davantage à en chercher la solution.

Nous croyons devoir rappeler succinctement ces faits.

L'année dernière, à l'époque du carnaval, il a paru à Zurich une feuille intitulée « der Rothe Teufel », qui était extrêmement injurieuse pour la famille impériale et le Gouvernement allemands. La direction de police zurichoise ouvrit une enquête pour en rechercher les auteurs, et comme on découvrit que cette feuille sortait de l'imprimerie où se tire le « Sozialdemokrat », nous demandâmes des renseignements circonstanciés sur l'organisation de cette entreprise qui, comme on le sait, est l'œuvre du parti socialiste allemand. Jusqu'ici l'enquête n'a pas réussi à découvrir les auteurs du « Rother Teufel » ; les chefs du « Sozialdemokrat » déclarèrent que cette feuille, dont un seul numéro avait paru et qui d'ailleurs n'avait pas eu de suite, avait été imprimée à leur insu par des ouvriers de l'imprimerie, et qu'ils la désavouaient absolument, comme contraire à leurs intérêts et à leurs tendances. En ce qui concerne l'organisation de l'entreprise, les chefs du « Sozialdemokrat » prétendent que sa création est due à une scission qui s'est produite dans le parti socialiste allemand, la fraction anarchiste et révolutionnaire, qui a pour organe la « Freiheit » de Most, ne marchant plus d'accord avec l'école dite « de Hottingen », qui publie le « Sozialdemokrat ». Cette dernière fraction déclare ne vouloir avoir recours qu'à des moyens légaux pour le triomphe de ses idées et répudier par conséquent la propagande par le fait, l'emploi de la dynamite, etc. Les numéros que nous avons eus sous les yeux soutiennent en général cette thèse. On dit qu'il circule en Allemagne d'autres exemplaires ou des publications ayant la même origine mais tenant un langage tout autre ; ce n'est là toutefois qu'une supposition, sur laquelle on ne nous a fourni aucune lumière. Quant à l'administration du « Sozialdemokrat », elle se trouve entre les mains du Comité et des secrétaires du parti ; en tout 10 personnes ; tous ressortissants allemands. Le « Sozialdemokrat » est hebdomadaire ; il n'a presque pas d'abonnés en Suisse : il est uniquement écrit en vue de l'Allemagne, où il est importé clandestinement et distribué, dit-on, à un nombre de 10 à 12,000 exemplaires. Son langage, généralement violent et maintes fois injurieux, sans égalier peut-être celui des journaux français et même suisses, qui sous ce rapport dépassent toute mesure, a eu pour résultat de blesser profondément les autorités allemandes.

Pour diverses circonstances, l'enquête demanda beaucoup de temps ; elle n'est du reste pas encore terminée aujourd'hui. Dans l'intervalle, d'autres incidents se produisirent qui appelèrent l'attention de notre département de jus-

tice et police. S'ils n'ont pas tous la même importance, ils démontrent cependant que notre surveillance ne peut pas se relâcher un moment.

Les chefs du parti socialiste allemand se sont réunis en Congrès à Bruggen près Saint-Gall du 2 au 6 octobre 1887, pour arrêter, tel était du moins le but avoué de la réunion, le programme et la ligne de conduite future de leur parti.

Ils s'y sont rencontrés au nombre de 70 environ et ont tenu leurs séances dans la salle de la brasserie « Schönenwegen ».

Les renseignements que notre département de justice et police a reçus de source officielle sur ce qui s'est dit à ce Congrès sont insignifiants. Ils constatent seulement que le Congrès est resté fermé et n'a donné lieu à aucune intervention de la police.

Les journaux de Saint-Gall ont par contre apporté les renseignements les plus détaillés sur les séances du Congrès. Il y a lieu de croire qu'ils y ont eu accès.

Le Congrès s'est dissous le 6 octobre au soir.

Le lendemain, 7 octobre, une association populaire convoquée par l'union des ouvriers de Saint-Gall s'est réunie nombreuse dans le local où le Congrès avait tenu ses séances. Liebknecht et Auer, jadis députés au Reichstag allemand, y ont pris la parole. Liebknecht a développé à grands traits le programme socialiste et démontré l'opposition absolue qu'il y a entre ce programme et le programme anarchiste. Il a fait un sombre tableau de la situation économique des ouvriers en Allemagne et a loué la Suisse pour ses efforts en vue d'une réglementation internationale des mesures concernant le travail dans les fabriques. Quant à Auer, il s'est attaché à critiquer les lois d'exception prises en Allemagne contre les socialistes.

Après ces discours, l'assemblée a voté avec acclamation deux résolutions, l'une sur la proposition du journaliste Th. Wirth, à Saint-Gall, portant qu'il n'était pas vrai que le Congrès des socialistes eût été tenu secret, et l'autre sur la proposition de l'avocat Scherrer, portant que le Congrès n'aurait rien eu de contraire aux lois suisses.

Une grève entraînant un grand nombre d'ouvriers ayant éclaté à Chicago, les chefs du parti anarchiste de cette ville y organisèrent sur la place du marché au foin une assemblée populaire pour discuter les rapports des ouvriers avec les patrons et l'état politique et social. Au cours de cette réunion, une bombe de dynamite fut lancée du milieu de la foule aux pieds des agents de police qui se trouvaient sur les lieux pour maintenir l'ordre. Sept de ces agents et plusieurs particuliers furent tués; nombre d'autres blessés. Le 20 août 1886, le jury déclara huit individus coupables d'assassinat et d'excitation à la révolte, en condamna sept à la peine de mort par strangulation et un à 15 ans de réclusion.

Ce jugement révolutionna dans le monde entier les partisans de l'anarchisme. Ils crurent devoir protester contre son exécution par de nombreux écrits, pamphlets, proclamations, et dans différentes réunions. Deux de celles-ci eurent lieu en Suisse, une à Berne, l'autre à Zurich.

La réunion de Berne a eu lieu au café « Rütli » le 15 octobre. 300 personnes environ y ont pris part, parmi lesquelles quelques étudiantes russes. Les personnalités en évidence étaient pour la plupart des étrangers. La réunion était présidée par Christian-Joachim Michelsen, relieur, du grand-duché de Mecklembourg-Schwerin, qui n'était que depuis peu de temps à Berne. Le discours principal a été tenu par François Martin, imprimeur, du Luxembourg, ne travaillant à Berne que depuis le printemps dernier. Il a été suivi par Charles-Frédéric-Auguste Idler, tailleur, sujet prussien, lequel n'est non plus à Berne que depuis le mois de mai 1887, et par l'imprimeur Kachelhofer, citoyen suisse. Idler a été banni de Berlin et des environs; il se serait aussi signalé à Dresde pour ses propos révolutionnaires.

Dans la réunion de Zurich, tenue au stand le 30 octobre, c'est le typographe Conzett, citoyen suisse, qui a prononcé le discours principal. Pour donner la

mesure de ses paroles, il suffit de relever de son discours le passage suivant : « Si les accusés de Chicago sont pendus, ce sera le devoir de tout compagnon de les venger, et il faut compter que ça et là on verra un des assassins (juge ou policier) orner une lanterne. » Après Conzett, un anarchiste bien connu, l'imprimeur Richar Fischer, bavaïrois, puis un américain ou supposé tel, ont parlé encore sur le même ton. Ils ont surtout insisté sur la corruption qui ronge l'administration publique dans les Etats-Unis.

Une assemblée populaire avait déjà eu lieu à Zurich, le 8 octobre au soir, également au stand. L'imprimeur Fischer, dont il vient d'être question, y avait rendu compte des séances du Congrès de Bruggen. Nous n'en parlerons pas autrement. Disons seulement qu'à cette occasion un nommé Gaetano Minunni, de Brindisi en Italie, âgé de 22 ans, qui étudiait la chimie à Zurich, s'est senti le besoin d'exposer ses vues sur le communisme et l'anarchisme.

Nous avons reçu dans le courant de l'année dernière plusieurs requêtes d'un fabricant de chaussures, M. Jordan, à Winterthur, qui nous signalait certains étrangers dont la propagande anarchiste lui paraissait de nature à jeter de mauvais ferments dans les cercles ouvriers de Winterthur. Le département fédéral de justice et police crut devoir prendre des informations. L'enquête instruite de ce chef par les autorités cantonales pendant deux mois n'a rien révélé de particulier sous aucun rapport. Nous n'avions dès lors aucun motif d'intervenir ultérieurement; il s'agissait en effet surtout de démêlés entre particuliers; les Tribunaux zurichois en étaient déjà nantis et c'était d'ailleurs bien à eux seuls qu'il appartenait d'en connaître.

Un certain nombre d'étrangers habitant Zurich n'ont pour ainsi dire pas cessé un jour de s'attaquer entre eux, tant dans la presse que devant les Tribunaux zurichois. Comme leurs disputes étaient mêlées de débats politiques, ils ont fini par attirer sur eux l'attention des autorités.

Les reproches injurieux dont ils se gratifiaient réciproquement ont de plus en plus mis en évidence les traits de leur caractère, leurs antécédents et leurs agissements récents. Des communications qui furent faites à notre département de police sur le compte de plusieurs de ces étrangers avaient depuis longtemps attiré son attention sur quelques-uns d'entre eux. Mais ce n'est que vers la fin de l'année qu'il eut recueilli des charges suffisamment concluantes pour motiver l'ouverture d'une enquête à laquelle la direction de police de Zurich fut chargée de procéder.

Ce n'est pas ici le lieu de relater en long et en large le cours de l'enquête instruite par les autorités zurichaises. Nous devons nous borner à parler des agissements de quelques individus dont la presse s'est occupée plus particulièrement.

Celui qui a fait le plus parler de lui est sans conteste le nommé Alfred von Ehrenberg, capitaine hors de service à l'état-major prussien, né le 16 septembre 1846. Après avoir quitté le service, il publia une brochure contre le militarisme prussien, ce qui lui valut un emprisonnement de trois mois dans la forteresse de Wesel. Après avoir purgé sa condamnation, il se lança dans des entreprises industrielles dans lesquelles il perdit sa fortune. Ruiné financièrement et brouillé avec l'ordre de choses établi, il se jeta dans les bras du socialisme. Pour échapper aux poursuites intentées de ce chef contre lui en Allemagne, il se réfugia à Zurich au commencement de 1883.

Arrivé à Zurich, son premier soin fut de se mettre en relations intimes avec les chefs du mouvement socialiste à Zurich. Avec son esprit très ambitieux, Ehrenberg aspirait apparemment à jouer dans le parti un rôle principal. Mais il se trouva bientôt en désaccord avec ses compagnons de lutte. Sans hésiter, il se rallia alors aux éléments révolutionnaires qui, en ce temps-là, se séparèrent du parti socialiste et formèrent, sous la direction de Kaufmann et de Stellmacher, une organisation spéciale sous le nom « d'association internationale », qui devint plus tard le groupe anarchiste de Zurich. Les principes de ce groupe sont suffisamment connus. Rien n'établit, nous devons le constater, que le capitaine von Ehrenberg aurait conseillé, ou préparé ou seulement approuvé les

crimes qui ont conduit au supplice Stellmacher et Kammerer; il paraît cependant ressortir de l'enquête qu'il a exercé sur les meneurs du groupe toute l'influence que lui donnait sa culture très supérieure et sa remarquable énergie. Von Ehrenberg entretenait des relations intimes avec Ignace Metzeler, d'Aschbach (Bavière), membre influent du groupe anarchiste.

Quant à sa participation personnelle aux menées anarchistes, voici ce qui a été relevé à ce sujet. Von Ehrenberg est fort probablement l'auteur des articles qui ont paru dans la « Freiheit » de Most sous le pseudonyme de « Tantalus »; on attribue aussi à sa plume les pamphlets incendiaires qui furent distribués à Zurich pendant la grève des serruriers. Il est l'auteur avéré des articles signés « Vercingétorix » qui parurent dans l'« Arbeiterstimme » peu avant la grève et qui traitaient de l'utilisation du landsturm pour le combat des rues dans les villes occupées par l'ennemi. Enfin, il se révèle comme anarchiste dans son projet de brochure intitulée « Les plus grands ennemis des socialistes en Allemagne ». Ces ennemis sont pour lui les députés socialistes.

Von Ehrenberg avait définitivement rompu avec les théoriciens du socialisme. Son but essentiel était de préparer en Allemagne une révolution sociale par la violence. Il poursuivait à cet égard de très hautes visées. Il ne rêvait rien moins que l'établissement d'une « République universelle » et avait choisi comme champ d'essai l'empire d'Allemagne. D'après ce que l'enquête a révélé, le but direct de ses agissements aurait été d'organiser dans sa patrie, dans le cas d'une guerre franco-allemande, une vaste insurrection sur les derrières de l'armée. Pour préparer ce mouvement, il écrivit, outre la proclamation déjà citée, un pamphlet du même genre intitulé « Proclamation à tous les hommes courageux qui désirent améliorer le sort des classes exploitées ». Ce factum était signé « le Comité d'insurrection ». Il nourrissait aussi l'idée de couvrir l'Allemagne d'un réseau de conspirateurs. Il rédigea des « instructions » qui devaient servir de guide dans les reconnaissances nécessaires pour la réalisation de ce plan. D'après ces instructions, il s'agissait de déterminer l'effectif des différentes garnisons dans les villes allemandes, de recueillir des données utiles sur les arsenaux, les dépôts de munitions et de provisions, les maisons de force et les caisses publiques, de s'informer des opinions des différentes Sociétés, etc., etc. Or, cette instruction n'est pas restée lettre morte; elle a été réellement utilisée. Le nommé Emile Schopen, de la Bavière rhénane, alors étudiant en médecine à Berne, fut chargé par lui d'une mission en Allemagne, dont il s'acquitta en observant fidèlement les instructions et dont il rendit compte à son retour.

Enfin, nous devons relever ici le fait assez singulier qu'on a découvert dans les papiers d'Ehrenberg un plan de la citadelle de Wesel, tracé de sa propre main également, intitulée : « De la possibilité de s'emparer par surprise de la citadelle de Wesel ». La surprise en question devait être exécutée par des troupes françaises.

Disons, pour terminer, que les résultats de l'enquête ne permettent pas de résoudre d'une manière absolument certaine la question de savoir si von Ehrenberg a été, dans ces derniers temps, au service d'une police étrangère.

Von Ehrenberg fut arrêté le 31 octobre 1887. L'enquête dirigée contre lui était à peu près terminée lorsque, abusant de la faculté qui lui avait été accordée de passer quelques heures dans son appartement, il prit la fuite. Il n'y avait plus lieu, pour le moment, de poursuivre cet individu qui avait quitté notre territoire.

L'enquête contre Ehrenberg n'était pas encore terminée que l'on arrêta à Zurich, sur la dénonciation de leurs camarades, deux autres individus convaincus de menées anarchistes et qui ont été reconnus être de véritables espions.

L'un de ces individus, Charles Schroeder, polisseur de meubles, d'origine allemande, mais naturalisé Suisse et citoyen de la commune de Neftenbach dans le canton de Zurich, domicilié à Zurich, a été arrêté le 18 décembre 1887. Une visite domiciliaire faite chez lui a amené la découverte :

1° D'un certain nombre d'enveloppes de lettres provenant de Berlin et ayant l'apparence de pièces émanant d'une administration publique. Plusieurs de ces enveloppes sont à demi consumées; Schröder était en effet occupé à brûler ses papiers compromettants lorsque la police est arrivée chez lui. Les agents ont pu retirer du feu à temps utile quelques enveloppes et une lettre encore intacte;

2° D'une petite caisse de dynamite qui devait contenir originairement huit kilos de cette substance, mais qui n'en renfermait plus que six kilos et trois cents grammes.

Schröder a avoué nettement dans l'enquête qu'il était depuis 1884 un agent de la police allemande. Il a dit qu'il recevait à l'origine un salaire de 200 marks par mois et que depuis 1 1/2 an ce salaire avait été élevé à 250 marks. Quant à la dynamite, il a affirmé qu'elle avait été déposée chez lui, à son insu, par Elter et Wübbeler, deux anarchistes connus. Certains indices portent à croire que cette dynamite se trouvait précédemment à Saint-Gall. Schröder n'ignorait nullement le contenu de la caisse.

Schröder faisait partie du groupe anarchiste déjà depuis longtemps. Il n'a pas été difficile de constater qu'il s'était séparé des « socialistes d'Hottingen », de concert avec Kaufmann, Stellmacher, Neve et consorts, et qu'il avait pris pour organe la « Freiheit » de Most. Agissant au nom d'un Comité de sept personnes dont il faisait partie avec Kaufmann et Stellmacher, c'est même lui qui chargea en 1882 l'imprimeur Bühler d'éditer la « Freiheit » qui s'imprima alors et pendant peu de temps d'ailleurs à Zurich. Dans une assemblée de socialistes, il reprocha ouvertement à Bernstein, le rédacteur principal du « Sozialdemokrat », « de n'être pas assez radical ». Lors de l'expulsion de ses amis Kaufmann, Neve et Hauser, il jugea à propos d'entrer au service de la police allemande. Il croit qu'il a été recommandé à la police allemande par le célèbre anarchiste Kaufmann qui, paraît-il, était aussi un espion.

Dès lors Schröder a pris part à toutes les grèves et assemblées politiques, poussant avec ardeur à la propagande révolutionnaire. Des grèves ont éclaté successivement à cette époque, on le sait du reste, à Saint-Gall, à Lausanne et à Berne. Au dire des ouvriers entendus dans l'enquête, le rôle de Schröder dans tous ces troubles aurait été celui d'un véritable promoteur. Il faut faire la part de l'exagération qu'inspire aux témoins leur haine contre l'espion. Il demeure cependant établi que, tout en fournissant des rapports à la police allemande. Schröder a joué un rôle considérable comme instigateur de désordre.

Un autre individu de même acabit est le nommé Christian Haupt, de Bernburg, déserteur allemand, fabricant d'eaux minérales à Genève. Haupt vint à Zurich le 20 décembre 1887, et, comme il était déjà dénoncé au même titre que Schröder, il y fut arrêté. Il raconte dans l'enquête qu'exaspéré par la loi contre les socialistes il avait formé le projet, étant alors à Paris, de rentrer en Allemagne pour y assassiner le prince de Bismarck, ou M. de Puttkammer, ou tel autre personnage marquant, et qu'il avait offert ses services à la police allemande, dans l'espoir que cette fonction lui permettrait de rentrer en Allemagne malgré sa désertion. Il a donné sur ses relations avec la police allemande d'autres détails qui, comme une partie de ceux fournis par Schröder, n'ont d'autres preuves que ses propres assertions.

Dans tous les cas, nous pouvons constater que Haupt avait peu de succès à Genève. Au début, il s'était jeté dans l'école anarchiste, mais les ouvriers allemands habitant Genève résistèrent à ses excitations et refusèrent de le suivre dans cette voie. Il dut renoncer à la tactique des excitations, ce qui toutefois ne paraît pas l'avoir empêché de continuer son rôle de dénonciateur de ses amis d'autrefois.

L'enquête de la police était à peine terminée et notre département de justice et police n'avait pris que le temps strictement nécessaire pour formuler ses

propositions, lorsque survint un événement qui fit sensation. Le Gouvernement impérial avait nanti le Reichstag allemand, qui siégeait depuis peu, d'un projet de loi portant prorogation des effets de la loi, du 21 octobre 1878, contre les tendances subversives du socialisme, en aggravant les dispositions de cette loi. La discussion de ce projet fut mise à l'ordre du jour de la séance du Reichstag du 27 janvier 1888, qui fut ouverte à 11 heures 15 minutes. Dès le début de la séance, le député Singer prit la parole pour attaquer la nouvelle loi. Dans son discours, l'orateur exprima l'opinion que la Suisse ne méritait pas le reproche d'être le foyer du socialisme; il accusa la police berlinoise de fomenter des agitations factices au moyen d'espions et d'agents provocateurs, etc. Et pour preuve de ces allégations l'orateur invoqua le témoignage du capitaine de police Fischer, de Zurich, et donna lecture des pièces ci-après qui figurent au compte-rendu sténographique du Reichstag, à la page 534 :

1. Lettre adressée à M. le capitaine de police Fischer, à Zurich, le 6 janvier 1888.

« Les soussignés vous prient de vouloir bien leur confirmer que le nommé Charles Schröder, ébéniste et agent, domicilié à Zurich-Riesbach, actuellement détenu en cette ville, et le fondeur Christian Haupt, de Genève, également détenu, ont, dans l'enquête instruite contre eux, renouvelé les aveux ci-après qu'ils avaient déjà faits à quelques-uns de nos amis, aveux qui se trouvent corroborés par les dépositions que d'autres témoins ont faites devant l'autorité chargée de l'instruction :

1° Que Schröder, depuis des années au service de la police berlinoise, en a reçu d'abord un traitement mensuel de 200 marks, et dans les derniers temps de 250 marks;

2° Qu'il a reçu cet argent par l'intermédiaire du conseiller de police Krüger, à Berlin, et qu'il a envoyé des rapports à l'employé de police Crüder;

3° Que chez Schröder on a trouvé pendant l'enquête une caisse de dynamite, provenant de la fabrique royale d'Opladen (près Dusseldorf), caisse qui lui avait été remise par les anarchistes Elter et Wübbeler;

4° Que Schröder était en relations intimes avec les anarchistes Stellmacher, Kammerer, Kaufmann, Kennel, etc., et qu'en l'automne 1883 il a assisté avec eux à une conférence des anarchistes suisses à Zurich;

5° Que l'anarchiste Kaufmann servait d'intermédiaire entre lui et la police de Berlin et que, au dire de Schröder, Kaufmann était aussi au service de la police berlinoise;

6° Que Schröder était aussi en relations directes avec les anarchistes Peukert et Neve et en correspondance avec l'anarchiste Justus Schwab à New-York;

7° Que Schröder achetait toutes les nouvelles publications socialistes et anarchistes pour la police berlinoise et qu'il avait en outre mission de surveiller toutes les assemblées socialistes et anarchistes et d'en dénoncer à Berlin les participants;

8° Que Schröder, dans les réunions et dans les auberges, excitait les ouvriers par ses discours et les engageait à se lancer dans la voie de la violence comme unique moyen de salut et à pratiquer la propagande par le fait.

En ce qui concerne Haupt :

1° Que Haupt est, depuis sept années entières, au service de la police de Berlin, et qu'après avoir d'abord exercé son métier à Paris, il s'est transporté ensuite à Genève;

2° Que le conseiller de police Krüger, en 1881, et le conseiller von Hake, en 1884, ont personnellement rendu visite, à Genève, à Haupt et lui ont donné des instructions;

3° Que tous deux n'étaient pas contents de ses services et réclamaient davantage de lui, que Krüger lui insinuaient de s'attacher aux Russes et Polonais vivant à Genève, de s'acquiescer leur confiance et de s'introduire ensuite de nuit dans

leurs demeures, et que von Hake lui a donné en outre le conseil de se mêler aux Cercles anarchistes;

4° Que Haupt a reçu tout d'abord 100 marks, puis 125, puis 150, et enfin 200 marks pour ses services de la part du conseiller de police Krüger, qui lui offrit aussi l'argent nécessaire pour l'établissement d'un commerce;

5° Que le conseiller Krüger enfin a écrit à Haupt que le prochain attentat contre le czar partirait de Genève et qu'il avait besoin de rapports à ce sujet.

Avec parfaite considération. »

A. BEBEL, Paul SINGER,
Membres du Reichstag allemand,

2. Réponse de M. le capitaine de police Fischer.

Zurich, le 6 janvier 1888.

Messieurs A. Bebel et Paul Singer, membres
du Reichstag allemand,

« Par votre lettre d'aujourd'hui vous me demandez divers renseignements sur l'enquête ouverte contre Charles Schröder, ébéniste, et Christian Haupt, fondeur. Vu le vif intérêt que cette affaire a pour les autorités suisses, en raison des agissements provocateurs des prévenus, je vous déclare, bien que je n'y sois nullement obligé, que d'un côté par les aveux de l'accusé, de l'autre par les témoins, la complète exactitude de tous les faits allégués contenus dans les actes que je vous retourne a été établie. Seul, l'allégué concernant les relations de Schröder et de Justus Schwab n'est pas encore, jusqu'à présent, officiellement confirmé. »

Avec parfaite considération.

Commandement de police :

FISCHER,
Capitaine de police,

En faisant cette communication, le capitaine Fischer, abusant de sa situation, a manqué gravement à la discipline administrative et, dans l'intérêt de la dignité et de la considération du pays, nous avons dû le blâmer sévèrement comme il le mérite.

Nous croyons devoir reproduire ici notre lettre du 8 février au Gouvernement de Zurich.

« Vous n'ignorez pas que notre département de justice et police, dont l'attention avait été attirée par les révélations de certains journaux, a demandé à votre direction de police s'il était exact que le capitaine de police Fischer eût fait aux députés allemands Bebel et Singer des communications au sujet des résultats de l'enquête ouverte contre Haupt et Schröder. Le rapport demandé a été mis à la poste le 27 janvier et se trouve entre nos mains. Nous sommes également en possession de votre réponse à l'invitation que nous vous avions adressée ensuite des faits qui se sont passés le 28 janvier au sein du parlement allemand, de compléter ce rapport préalable de votre direction de police avec les pièces à l'appui. Nous sommes maintenant en position de nous faire une idée claire de la marche de cette affaire, ainsi que des motifs qui peuvent avoir guidé M. Fischer dans sa manière d'agir et de la façon dont il a compris et comprend encore aujourd'hui son mandat de juge d'instruction.

« Nous ne pouvons vous dissimuler que les actes ont fait sur nous une impression réellement pénible. Bien que votre direction de police ait déjà infligé un blâme à M. Fischer, son employé, et que vous ayez vous-même taxé d'incorrecte sa manière de procéder, nous devons aussi, pour ce qui nous concerne, exprimer notre entière désapprobation des agissements de M. Fischer, et cette désapprobation se rapporte non-seulement à l'indiscrétion commise par lui, mais encore et à un aussi haut degré aux arguments qu'il a employés pour chercher à se justifier.

« Ce qui s'est passé à l'occasion de l'enquête contre Schröder et Haupt, en corrélation avec la prétention émise par cet officier de police de faire lorsqu'il le juge à propos, à des tierces personnes, des communications au sujet des enquêtes dont il est chargé, nous oblige à rechercher les moyens propres à assurer le secret d'enquêtes faites dans l'intérêt de la police politique.

« Il est évident que cette police n'est pas faite seulement dans l'intérêt du canton où elle est mise en œuvre occasionnellement, mais encore dans celui de la Suisse tout entière, à la sûreté extérieure et intérieure de laquelle elle doit servir. En vertu des articles 102, chiffres 8 et 10, et 70 de la constitution fédérale, nous devons revendiquer pour nous le droit de surveillance et de haute direction en cette matière, et il nous est impossible d'admettre qu'il soit loisible à des fonctionnaires cantonaux de conduire ces enquêtes suivant leur convenance ou de faire, sans notre consentement, des communications au public ou à des tiers.

« Il est indispensable, pour la considération et la dignité de la Confédération vis-à-vis de l'extérieur, que nous soyons en état, sous ce rapport, d'exercer dans toute leur plénitude nos attributions constitutionnelles. Aussi avons-nous tout motif pour exprimer le ferme espoir que, abstraction faite des mesures qui doivent à l'avenir nous assurer une influence décisive sur la marche d'enquêtes de ce genre, des faits comme ceux qui se sont passés ne se renouvelleront plus ni à Zurich ni ailleurs.

« Nous saisissons, etc. »

Les incidents que nous venons de rappeler ayant pris une importance au point de vue de nos rapports internationaux, nous croyons devoir vous indiquer ce qui s'est passé à cet égard.

Par décision en date du 27 janvier, nous avons interdit le séjour sur territoire suisse aux nommés Ehrenberg, Schopen et Metzler, nous avons expulsé l'espion Haupt, laissé au gouvernement de Zurich le soin de voir si Schröder, qui est Suisse, devait être déféré aux tribunaux en vertu du droit cantonal, le droit fédéral n'étant pas applicable. En même temps, nous avons ordonné la continuation de l'enquête contre diverses autres personnes. Nous avons, en outre, invité le gouvernement de Zurich à veiller à ce que les publications sortant des bureaux du « Sozialdemokrat » s'abstinissent dorénavant de violences, d'excitations et d'outrages envers des nations amies, leurs souverains et leurs gouvernements, faute de quoi nous prendrions des mesures de rigueur. Le même jour, nous avons informé verbalement la légation d'Allemagne à Berne que plusieurs des individus les plus gravement compromis étaient des agents salariés de la police secrète allemande et nous avons exprimé l'attente que nous n'aurions plus lieu de faire à l'avenir de pareilles constatations, qui rendent notre tâche plus difficile.

Ces communications verbales ont eu lieu dans la matinée du 27, avant par conséquent que nous eussions connaissance du discours prononcé, pendant l'après-midi du même jour, par M. de Puttkammer au Reichstag. A la suite des révélations faites au Reichstag par les députés Bebel et Singer, et du rôle que ces députés avaient fait jouer au capitaine Fischer, la légation d'Allemagne nous a demandé quelle était notre manière de voir au sujet des agissements de cet agent de police et quelles mesures éventuelles le Conseil fédéral croirait devoir prendre à son égard. Il a été répondu verbalement qu'ayant eu déjà précédemment des raisons de supposer, d'après des articles de journaux, que le secret de l'enquête n'avait pas été gardé par le capitaine Fischer, nous avions demandé, en date du 20 janvier, des renseignements aux autorités zurichoises et que nous agirions en réglant cette affaire dans la limite de nos attributions constitutionnelles comme une question d'ordre intérieur, ce qui a eu lieu effectivement par notre décision du 8 février, rendue publique.

La légation d'Allemagne s'est aussi plainte verbalement des manifestations (publication de journaux et réunions) qui se produisent en Suisse et qui sont dirigées contre la tranquillité de l'Allemagne. Il a été répondu verbalement que

toutes les fois que des actes contraires au droit des gens, perpétrés sur notre territoire, étaient parvenus à notre connaissance, nous les avons poursuivis et réprimés sévèrement, et que nous continuerions à agir de la même manière. Les faits démontrent d'ailleurs que lorsque des actes de cette nature se sont produits, soit par la presse, soit dans des réunions publiques, ils avaient fort souvent pour auteurs ou pour instigateurs des agents de polices étrangères. En conséquence, nous avons de chef exprimé la ferme attente que le gouvernement impérial, désapprouvant les agissements de tels agents, dont il n'a certainement pas eu connaissance, ainsi que M. de Puttkammer l'a déclaré au Reichstag, donnera à sa police, s'il ne l'a déjà fait, les ordres nécessaires pour prévenir le retour de faits semblables.

Comme vous pouvez vous en convaincre, nous n'avons rien négligé pour maintenir, dans ces circonstances difficiles, nos droits et pour remplir nos devoirs vis-à-vis de l'intérieur comme vis-à-vis du dehors. Bien résolu à ne laisser porter aucune atteinte quelconque à nos institutions et en particulier à l'exercice du droit d'asile, nous ne voulons pas d'un autre côté tolérer sur notre sol des menées dirigées soit contre notre paix intérieure, soit contre la paix des autres pays. En particulier, les étrangers que nous recevons chez nous n'ont pas le droit d'abuser de notre hospitalité, et ce serait une faiblesse dont nous ne voulons pas nous rendre coupables que de leur permettre d'agiter par leurs excitations nos populations tranquilles ou de les laisser se servir de nos libertés comme d'un moyen de se livrer impunément à des actes d'agression contre nos voisins. Nous tenons à vivre en bonne harmonie avec les autres peuples et leurs gouvernements. L'Allemagne, en particulier, nous a donné en maintes circonstances des preuves de son amitié, et nous sommes décidés à éviter, sans faire le sacrifice des principes qui sont à la base de nos institutions, tout ce qui pourrait être de nature à troubler nos bons rapports avec ce pays.

Les faits ci-dessus relatés et d'autres faits analogues ont confirmé en nous la conviction que le devoir s'impose à la Confédération de créer une certaine organisation pour le service de la police en général et de la police politique en particulier. Cette idée n'est encore qu'à l'état de projet qui, avant de pouvoir être réalisé, demande à être mûrement étudié.

Le seul moyen de donner à la police politique l'organisation serrée qu'elle doit avoir plus que jamais, c'est de mettre aux mains du pouvoir exécutif fédéral la possibilité d'exercer une influence directe et continue sur la direction et la surveillance des enquêtes. Il s'agit d'exécuter le programme formulé en excellents termes par M. le conseiller national Müller; il s'agit en particulier de nous mettre en état de poursuivre systématiquement, sur toutes les parties du territoire suisse, non-seulement les menées des anarchistes, mais aussi les agissements des espions qui, par une pente presque irrésistible dans le métier qu'ils font, se transforment si aisément en agents provocateurs.

Pour la réalisation de ce but, nous avons l'intention de nous mettre en rapports avec la police de ceux des cantons qui, en raison de leurs centres importants de population, sont plus spécialement exposés aux menées que nous voulons combattre. Nous étudierons les arrangements à prendre avec eux pour être toujours renseignés aussi exactement que possible. Nous centraliserons les renseignements obtenus et nous chercherons à nous mettre en état d'agir en tout temps, suivant les circonstances, afin de sauvegarder les intérêts de notre sécurité intérieure et extérieure. Toute cette organisation fera l'objet de mesures de détail dont l'étude et l'adoption définitives sont réservées.

Nous ne saurions préciser à l'heure qu'il est quelles seront les charges financières qui s'imposeront de ce chef à la Confédération. En attendant, et pour parer aux besoins les plus urgents, nous vous prions de porter au budget de notre département de justice et police, lettre C, 3, police des étrangers, » un crédit supplémentaire de 20,000 fr.

En même temps que nous rechercherons les meilleures voies pour organiser

notre police politique, nous examinerons quels sont les points sur lesquels notre code pénal fédéral devrait être révisé et complété dans ce même but.

— Dans la séance du Conseil national du 20 mars, M. le Conseiller fédéral Droz a prononcé le discours suivant au sujet de l'organisation de la police politique :

Monsieur le Président et Messieurs,

Comme chef du département des affaires étrangères, j'ai reçu du Conseil fédéral la mission d'exposer ici le côté politique de la question qui nous occupe. Ce côté politique consiste dans l'obligation que nous avons, comme tout autre Etat, de concilier les droits résultant de notre souveraineté avec les égards et les devoirs que commande notre situation internationale. Nous avons jugé nécessaire, dans les circonstances que nous traversons, de vous nanter des faits qui se sont produits, de vous indiquer clairement notre manière de voir et de vous fournir ainsi l'occasion de manifester la vôtre. Je suis heureux de constater que nos vues se rencontrent pleinement avec celles de votre commission; nous n'en avons jamais douté un seul instant, mais il était bon que, soit vis-à-vis du dedans, soit vis-à-vis du dehors, l'accord de vues qui existe entre nous fût établi d'une manière indiscutable, afin que l'on sache bien, à l'étranger comme en Suisse, que le Conseil fédéral est le fidèle représentant de la volonté nationale aussi bien dans les mesures qu'il a prises que dans celles qu'il sera appelé à prendre.

Notre pays a ressenti une indignation bien légitime en apprenant que les principaux instigateurs du désordre et de l'anarchie sur notre territoire étaient des agents salariés de la police allemande. On a voulu faire un grand mérite au capitaine Fischer d'avoir eu le courage de révéler ces faits, que sans cela le Conseil fédéral aurait probablement étouffés. C'est une double erreur. Je tiens à constater que ce ne sont pas les débats du Reichstag allemand, ni par conséquent les révélations de Fischer qui les ont en premier lieu fait connaître. Nous avons au département une collection de journaux de la fin de décembre et du commencement de janvier, qui donnent les détails les plus circonstanciés sur les agissements de Schröder et de Haupt, détails fournis à la presse par les compagnons socialistes, qui, comme vous le savez, ont d'abord interrogé les deux espions, puis les ont dénoncés à la police. Quant à l'attitude du Conseil fédéral, je puis vous déclarer que, dès que nous avons eu connaissance de ces faits, nous avons résolu d'en faire part à la légation allemande au moment de la clôture de l'enquête, il va sans dire d'une manière confidentielle, comme cela se pratique entre pays amis. Car, Messieurs, je dois insister sur ce point, c'est qu'il n'est pas possible d'admettre qu'un gouvernement ami puisse être complice des menées anarchistes de sa police secrète; en conséquence, lorsqu'on se trouve en présence de telles constatations, les bons procédés veulent qu'au lieu de les publier officiellement, on en fasse l'objet d'une communication verbale, dans la persuasion que ce gouvernement prendra, puisqu'il est notre ami, les mesures nécessaires pour empêcher le retour de faits qui ont été commis à son insu et contre son gré. Ainsi donc, non-seulement le capitaine Fischer a manqué vis-à-vis de nous à la discipline administrative en donnant sa fameuse déclaration officielle, mais il a compromis notre action diplomatique en fournissant à l'autorité allemande l'occasion de se plaindre à son tour d'un fonctionnaire de notre police.

Messieurs! En droit international il est une vérité élémentaire, mais qui a encore besoin d'être répétée souvent, c'est que chaque Etat souverain est maître de régler son ménage intérieur comme il l'entend. S'il nous convient de pratiquer une démocratie avancée, s'il convient à d'autres pays d'avoir des institutions monarchiques, nous n'avons pas plus le droit de nous mêler de leurs affaires qu'ils ne peuvent avoir la prétention de se mêler des nôtres. Toutes les fois que l'on s'écarte de cette règle si sage, il n'y a plus que trouble et irritation dans les rapports des peuples entre eux. Sans doute, nous avons, pour ce qui nous

concerne, le droit d'apprécier librement les événements politiques qui se produisent chez les autres peuples, et réciproquement; mais, lorsque cette appréciation ne s'exerce pas d'une manière convenable et objective, conforme aux égards internationaux, lorsqu'elle dégénère en excitations, en offenses, en attaques, en une sorte d'immixtion voulue dans les affaires des autres Etats, elle cesse d'être respectable. Sous ce rapport, il faut reconnaître qu'il s'est produit, ici comme ailleurs, des manifestations fâcheuses, dont les peuples et les gouvernements ne sont pas responsables, mais auxquelles on doit demander qu'il soit mis un terme, dans l'intérêt de la bonne harmonie internationale.

Un des droits les plus précieux de notre souveraineté, c'est le droit d'asile. De tout temps, nous avons ouvert libéralement notre maison aux réfugiés politiques, le plus souvent non pas par sympathie pour leurs personnes ou leurs doctrines, mais par humanité. Il en est fréquemment résulté des ennuis pour nous: c'est à peu près le seul point au sujet duquel, depuis 1815, nous ayons eu des difficultés avec nos voisins. Mais nous avons toujours maintenu fermement notre droit d'Etat souverain, et nous voulons continuer à agir de même.

Seulement, les étrangers qui viennent sur notre sol à titre de réfugiés politiques ou en vertu des traités d'établissement doivent bien se dire qu'ils contractent des devoirs envers nous. Ils doivent non-seulement respecter nos institutions, mais se conduire vis-à-vis des autres pays comme nous sommes tenus de faire nous-mêmes. Les sentiments d'aigreur qu'ils peuvent nourrir contre les autorités de leur patrie ne sauraient à nos yeux légitimer de leur part des actes d'hostilité partant de notre sol. Si nous les laissons faire usage de la liberté de la presse et du droit de réunion, — ces libertés politiques que le peuple suisse s'est garanties à lui-même dans sa constitution pour l'exercice de sa vie publique, — c'est à la condition qu'ils s'en montrent dignes; sinon, nous avons le droit et le devoir de leur appliquer les lois du pays. Or, ces lois ne prescrivent pas uniquement des poursuites judiciaires: elles prévoient aussi — c'est le cas en particulier de l'art. 70 de la constitution fédérale, qui est la loi suprême du pays — l'expulsion des étrangers qui compromettent la sûreté intérieure ou extérieure de la Confédération.

Messieurs! Il est d'autant plus nécessaires de rappeler ces principes que dans les derniers temps nous avons dû constater plus souvent par les récentes enquêtes que les étrangers qui se distinguent particulièrement chez nous par leur langage violent et provocateur sont des agents salariés de polices étrangères. On ne sait du reste jamais bien avec les agitateurs si l'on a à faire à des gens convaincus ou à des agents provocateurs. Nos groupes ouvriers ont donc toute raison d'être sur leurs gardes lorsqu'ils se trouvent en face de ces apôtres fougueux du socialisme révolutionnaire, et quant à nous, qui avons à veiller à la tranquillité intérieure et aux bons rapports du pays avec le dehors, notre devoir est tout tracé, et nous saurons le remplir.

Malheureusement, Messieurs, l'enquête de 1883 et celle qui ont eu lieu depuis ont révélé plus d'une fois que des Suisses, citoyens de plus ou moins fraîche date, agents salariés ou non, avaient pris part aux menées dirigées contre la sécurité intérieure ou extérieure du pays. Nous nous sommes trouvés en présence de ce délit comme la République athénienne en présence du parricide, pour lequel Solon n'avait pas prévu de peine dans son code. Mais l'omission qui existe dans le nôtre peut se réparer. En attendant, l'opinion publique s'est déjà prononcée sur la conduite de citoyens suisses capables de faire une besogne qui peut compromettre gravement l'existence de la patrie.

La proposition que nous vous soumettons aujourd'hui se borne à prévoir de moyens de surveillance plus efficaces à l'égard des fauteurs de désordre, qu'ils soient de nationalité suisse ou étrangère. Les cantons à eux seuls ne peuvent remplir cette tâche: comme ils ne sont pas chargés des rapports internationaux, il est parfaitement compréhensible que leur attention ne se porte guère de ce côté-là. On peut dire d'une manière générale que, si nous n'avions pas chez nous d'anarchistes étrangers, nous n'aurions pas besoin d'une police politique.

C'est pourquoi il importe que ce soit le pouvoir central, chargé des relations extérieures, qui réunisse et qui dirige les efforts des cantons pour les faire contribuer plus utilement à la sauvegarde du pays.

Monsieur le Président et Messieurs! Nous avons la pleine confiance que vous nous accorderez les moyens qui nous sont nécessaires. Nous en ferons un usage conforme à vos vœux. Notre pays ne deviendra pas pour autant un Etat policier, dans lequel les citoyens ne peuvent se réunir et parler ou publier leur pensée, sans avoir à se soumettre à la censure de l'autorité. Nos libertés séculaires font partie trop intimement de notre être national pour qu'il puisse jamais en être ainsi. Mais ces libertés précieuses, dont la conquête nous a coûté tant d'efforts, nous avons appris à les respecter, et nous ne les laisserons pas prostituer par une poignée d'anarchistes et d'agents provocateurs. Nous sommes le pays le plus démocratique du monde entier; nous avons réussi à prouver qu'une république pratiquant la souveraineté populaire la plus complète pouvait être en même temps un régime tranquille, sage et bien ordonné. Les autres pays ont rendu plus d'une fois hommage à la sagesse et à la solidité de nos institutions, et c'est sous la protection de notre peuple et de ses autorités, sous l'égide de la neutralité de la Suisse, qu'ils ont placé les grandes œuvres internationales qui sont l'honneur de notre époque. Mais, bien qu'on doive ainsi savoir dans le monde entier que nous ne pactisons pas avec l'anarchie, il est cependant de notre intérêt d'ôter tout prétexte à ceux qui, s'emparant de quelques faits regrettables, cherchent à représenter la Suisse comme un foyer de révolutionnaires. Pour empêcher ces faits de se reproduire, il ne s'agit pas de sacrifier aucun des principes qui nous sont si chers, il s'agit seulement que la Confédération et les cantons, combinant mieux leurs efforts, fassent un usage plus efficace de leurs compétences respectives. Ainsi, Messieurs, il nous sera facile de montrer que nos libres institutions sont parfaitement compatibles avec le respect le plus scrupuleux de nos devoirs internationaux, et que la démocratie suisse est bien résolue à ne pas tolérer de désordre sur son territoire.

— Le crédit a été voté à l'unanimité par le Conseil national.

La question est reçue en discussion le 28 mars devant le Conseil des Etats. M. Droz y a pris la parole en ces termes :

Monsieur le président et Messieurs,

Je ne veux pas répéter ici ce que j'ai dit l'autre jour au Conseil national, mais j'ai le devoir, au nom du Conseil fédéral, d'exprimer la vive satisfaction que nous éprouvons en voyant notre attitude approuvée à l'unanimité par les représentants du peuple suisse et des cantons. Il pouvait paraître délicat, dans le moment actuel, de porter nous-mêmes devant les chambres fédérales une question ou plutôt un ensemble de questions sur lesquelles des manifestations contradictoires s'étaient produites dans l'opinion publique.

Mais nous avons jugé qu'il était dans l'intérêt du pays d'établir une situation parfaitement nette, dégagée par conséquent de toutes les ambiguïtés qui ne pouvaient que rendre notre tâche plus difficile, soit vis-à-vis de l'intérieur, soit vis-à-vis du dehors. Nous connaissions, du reste, trop bien le sens politique de l'assemblée fédérale pour ne pas être certains que, nantie des faits, elle nous soutiendrait dans les mesures que la situation rend nécessaires pour garantir plus efficacement l'ordre au dedans et le maintien de nos bons rapports avec les états voisins.

Sur tous les points, nous vous avons dit notre opinion sans détours; aucune voix ne s'est élevée au Conseil national pour la contredire, et toute tentative qu'on voudrait faire maintenant pour affaiblir ou pour dénaturer la portée du vote solennel qui a eu lieu dans l'autre chambre ne réussira pas à égarer le sentiment populaire.

Nous savons ce que vous voulez; vous voulez la même chose que nous et que l'immense majorité du peuple suisse, c'est-à-dire que notre maison soit respectée par tous ceux qui l'habitent sans exception. L'air que nous respirons chez

nous est un air de saine liberté, nous ne voulons pas le laisser corrompre par les miasmes de l'anarchisme. Notre maison ne doit pas être non plus un refuge d'où l'on peut diriger impunément des coups contre la tranquillité des autres pays. Ce ne sont pas les réclamations de l'étranger, c'est notre conscience d'hommes libres et de républicains expérimentés qui doit nous dicter notre attitude à cet égard. Le principe supérieur duquel toutes nos institutions procèdent est le même que celui qui sert de règle aux rapports des nations entre elles, à savoir que nous ne devons pas faire aux autres ce que nous ne voulons pas que les autres nous fassent.

Messieurs ! Le Conseil fédéral est fermement résolu à réprimer tout désordre qui pourrait compromettre nos libertés constitutionnelles ou la sécurité extérieure de la Confédération. J'aime à croire que le Conseil des Etats, par un vote unanime, voudra bien sanctionner aussi les mesures nouvelles qui sont devenues nécessaires.

Cette double manifestation de la volonté des représentants du pays ne manquera pas de porter ses fruits à l'intérieur et d'être considérée comme elle le mérite à l'étranger. Tant qu'on verra le peuple suisse et ses autorités unis dans le même sentiment de dignité pour le maintien de ses droits souverains, et de loyauté, d'honnêteté parfaite pour l'accomplissement de ses devoirs internationaux, tant que nous apporterons, dans des circonstances importantes comme celle-ci, cet esprit de fermeté et de prudence, de décision et de solidarité qui est le résultat de notre éducation politique, notre petite nation pourra regarder sans inquiétude du côté de l'avenir.

— Comme le Conseil national, le Conseil des Etats a voté, à l'unanimité, le crédit demandé.

Par note du 20 avril, la légation impériale d'Allemagne près la Confédération suisse a notifié l'accession du territoire de l'Afrique sud-ouest, qui est sous le protectorat de l'Allemagne, au traité de l'union postale universelle, conclu à Paris le 1^{er} juin 1878 (1), ainsi qu'à la convention complémentaire de Lisbonne du 21 mars 1885 (2).

— M. Edouard Oehl, relieur et marchand papetier à Berne, a recouru au conseil fédéral contre une amende prononcée contre lui par le tribunal de police de Delémont, pour avoir pris dans cette localité, comme représentant d'une maison de Paris, des commandes pour l'appareil dit autocopiste, sans être pourvu d'une patente l'autorisant à faire le commerce ambulancier.

En date du 19 mars, le conseil fédéral a reconnu que le recourant, bien que citoyen suisse, a le droit de réclamer le bénéfice de l'article 22 du traité de commerce conclu le 23 février 1882 entre la Suisse et la France, c'est-à-dire de prendre des commandes sans patente. En effet, ce n'est pas la nationalité du représentant, mais bien le caractère de la maison de commerce, en tant que maison française, qui constitue le critère pour l'exemption de patente garantie par l'article précité du traité.

— Le Conseil fédéral a pris, le 10 avril, l'arrêté suivant :

Le Conseil fédéral, vu une note de la légation impériale d'Allemagne à Berne, en date du 26 mars dernier, note par laquelle cette délégation demande au nom de son gouvernement, que des poursuites pénales soient exercées, en vertu de l'article 42 du code pénal fédéral, contre les auteurs et propagateurs d'une poésie intitulée : *Vive la France !* contenant une injure grave à l'adresse tant au gouvernement de l'Alsace-Lorraine que du gouvernement allemand, et répandue à Bâle lors du dernier carnaval ;

(1) V. *Archives*, 1878-79, I, p. 286.

(2) V. *Archives*, 1886, II, p. 129.

Considérant que la légation impériale a donné l'assurance qu'un outrage public envers le gouvernement suisse serait poursuivi et puni en Allemagne à la demande de ce gouvernement :

Vu l'article 4 de la loi du 27 août 1851 sur la procédure pénale fédérale ;

Vu les articles 42, 69 et suivants, ainsi que l'article 73, lettre c du Code pénal du 4 février 1853,

Arrête :

Des poursuites pénales seront ouvertes contre les auteurs, les éditeurs et propagateurs de la poésie intitulée : *Vive la France !* et ces personnes seront traduites devant les assises fédérales, en vertu de l'article 73, lettre c, du Code pénal fédéral.

— Le 13 avril, le Conseil fédéral a nommé M. le docteur Zutt, conseiller d'Etat à Bâle, en qualité de procureur général de la Confédération.

— Le Conseil fédéral a ordonné l'expulsion de quatre sujets allemands dirigeant l'imprimerie du *Sozialdemokrat*, à Zurich, par arrêté du 18 avril 1888. En voici les termes :

Le Conseil fédéral suisse, vu les rapports de son département de justice et police et de son département des affaires étrangères, desquels il résulte les faits suivants :

I. En janvier ou février de l'année dernière parut à Zurich une feuille intitulée *der Rothe Teufel*, qui contenait des articles en vers et en prose et des images d'un caractère extrêmement injurieux pour la famille impériale et les autorités allemandes. Une enquête fut ordonnée pour en découvrir les auteurs ; elle n'aboutit sous ce rapport à aucun résultat. Mais comme cette feuille sortait de l'imprimerie du « Sozialdemokrat », à Hottingen, l'autorité locale en prit occasion pour faire porter également l'enquête sur l'organisation et le but de cette entreprise. On constata que le tout est une création du parti socialiste allemand. Rien que l'imprimerie porte le nom de « Schweiz. Genossenschaftsbuchdruckerei und Volksbuchhandlung » et ait pour chef nominal un Suisse, Conzett, l'entreprise est effectivement dirigée par un comité d'Allemands résidant à Zurich. Elle a pour but principal la publication et la vente de journaux et brochures prohibés en Allemagne et leur importation clandestine dans ce pays. Le comité, qui est en relations suivies avec les chefs du parti en Allemagne, se compose de membres dont l'un, Bernstein, est le rédacteur en chef du « Sozialdemokrat » ; il a la procuration de la raison sociale ; un autre, Schlütter, est préposé à la « Verlagsbuchhandlung und Expedition des Sozialdemokrat », il a également la procuration de la raison sociale ; un troisième, Motteler, est chargé d'introduire en contrebande les imprimés en Allemagne (*der rothe Postmeister*) ; un quatrième, Tauscher, est facteur de l'imprimerie.

A l'exception de Schlütter, ils sont ressortissants allemands, savoir : Bernstein (Edouard), de Berlin ; Motteler (Ernest-Jules-Chr.-F.), d'Esslingen (Wurtemberg) ; Tauscher (Jean-Léonard), d'Augsbourg (Bavière). Schlütter (Hermann-Frédéric) était du Schleswig-Holstein, il s'est fait naturaliser Américain, à Chicago. Le personnel employé à la rédaction, à l'expédition, à l'imprimerie, etc., est aussi pour la plupart d'origine allemande.

La principale publication de l'entreprise est celle du « Sozialdemokrat », paraissant une fois par semaine. Ce journal n'a que fort peu d'abonnés en Suisse, ce qui explique pourquoi il a passé jusqu'ici presque inaperçu. Il est, du reste, exclusivement destiné à l'Allemagne, où il est importé secrètement à un nombre, dit-on, de 10,000 à 12,000 exemplaires. L'examen de la collection de cette feuille a démontré qu'elle est écrite d'une manière généralement violente et mainte fois injurieuse pour les autorités allemandes. Elle ne prêche pas l'anarchisme, mais la révolution sociale. Ses rédacteurs se défendent toutefois de vouloir recourir à l'emploi de moyens violents, mais ils

allèguent qu'ils doivent écrire comme ils le font, leurs collaborateurs et abonnés exigent d'eux qu'ils soient aussi incisifs (scharf) que possible.

A côté de ce journal, la « Verlagsbuchhandlung » édite aussi ou met en vente des feuilles ou brochures qui ne le cèdent en rien au « Sozialdemokrat » pour la violence des attaques contre les autorités et les institutions de l'empire d'Allemagne.

II. Cette enquête s'étant compliquée de plusieurs autres relatives à la police politique et dont le message du 12 mars 1888 à l'assemblée fédérale fait mention, ce n'est que le 27 janvier écoulé que le conseil fédéral a été en mesure de se prononcer sur les résultats exposés ci-dessus. Envisageant que sur divers points un complément d'enquête était nécessaire, il s'est borné provisoirement à inviter le gouvernement de Zurich à veiller à ce que les publications sortant de l'officine du « Sozialdemokrat » s'abstinsissent d'exécutions, de violences et d'outrages, le conseil fédéral se réservant d'ailleurs de prendre, en tout temps, les mesures qui lui paraîtraient nécessaires.

III. Dès lors, d'autres indices ont engagé le conseil fédéral à reprendre l'enquête au sujet du « Rother Teufel », en vue, si possible, d'en découvrir les auteurs. Dans la première enquête, le chef du comité socialiste allemand, Bernstein, avait déclaré que cette publication n'avait rien à faire avec le « Sozialdemokrat », et il l'avait plus ou moins désavouée. L'enquête complémentaire mit au jour les faits suivants : Le chef de la « Verlagsbuchhandlung und Expedition », Schlütter déclara avoir reçu d'Allemagne le manuscrit dont il se refusa du reste à nommer le ou les auteurs, l'avoir communiqué à Conzett, qui donna son assentiment, puis remis au maître imprimeur Tauscher, qui le fit composer par des ouvriers à la journée. Schlütter en soigna aussi l'expédition et la mise en vente. Comme preuve, il produisit ses livres de comptabilité, desquels il résulte que le tirage a eu lieu à 8,550 exemplaires et que le prix, 1425 francs, a été passé aux écritures comme contribution de l'imprimerie aux frais de la propagande électorale socialiste.

IV. L'avertissement donné par le gouvernement de Zurich au sujet de la tenue du « Sozialdemokrat » n'a pas eu les effets qu'on pouvait en attendre. Au lieu de se renfermer dans une discussion calme et objective, la rédaction du journal a continué ses polémiques agressives contre les institutions et les autorités allemandes, il est vrai en adoptant une tactique nouvelle qui consiste à reproduire des appels à la violence et à les accompagner de commentaires destinés à faire croire à la modération du journal. Ainsi, dans son numéro 10 (3 mars 1888), le « Sozialdemokrat » publie une lettre d'un « Landwehrmann » qui s'exprime entre autres comme suit :

« La « folle course » à la banqueroute avance avec une vitesse progressive. Toute augmentation de l'armée constitue une augmentation de l'armée révolutionnaire. Dans le cas où les officiers et les sous-officiers seraient tués, les hommes sont dès maintenant instruits et dressés à conduire la compagnie, afin de ne pas se trouver sans chefs. C'est là une institution qui est très bonne contre l'ennemi extérieur : par contre, elle est mortelle pour le césarisme contre l'ennemi intérieur. Qui peut garantir qu'aucun « révolutionnaire » ne recevra la conduite de la compagnie ? On se fie énormément aujourd'hui aux fusils à répétition contre la canaille ouvrière, mais les canailles ouvrières peuvent aussi se fier énormément à leurs fusils à répétition.

« Comme nous le voyons, nous n'avons aucun motif pour nous irriter outre mesure contre les casques à pointe et les fusils à répétition ; tout suit sa route normale. C'est aussi ce que savent messieurs les « hommes d'état », et c'est pour cela qu'ils voudraient si ardemment mettre les ouvriers devant les fusils plus vite que ne le demandent les ouvriers, ou pour mieux dire les circonstances.

« Jusqu'à présent, ils n'y ont pas réussi, et ils n'y réussiront pas non plus à l'avenir. Quant à savoir si les ouvriers en Allemagne se verront forcés de commencer l'attaque, cela dépend de la marche du développement ; si elle les y pousse, ils ouvriront la bataille quand ils voudront et non pas

« quand cela plaira à leurs ennemis. Le *si* dépend des puissants, le *quand* des ouvriers. C'est très fatal, excellence, mais, en dépit de toute une armée de mouchards, on ne peut rien y changer. »

Et la rédaction accompagne cette lettre des réflexions suivantes :

« Que nous ne *voulions* et ne *puissions* faire une révolution, cela a été dit déjà si souvent que ce serait chose superflue et inutile que de répéter encore une fois la stupidité de la police.

« Mais ce serait une ridicule politique d'autruche ou une lâcheté sans nom que de vouloir *ignorer la possibilité* que le peuple allemand soit une fois en position de recourir aux armes. Le peuple allemand s'est déjà vu, à plusieurs reprises, dans cette position — pendant les guerres des paysans en 1848 et 1849 — et les dominateurs d'aujourd'hui font-ils quoique ce soit pour empêcher qu'il ne s'y retrouve encore ?

« Le système dominant ne fait-il pas, au contraire, tous les efforts pour pousser le peuple dans la voie de la révolution « violente » ? »

Ainsi encore, dans le n° 15 (7 avril), le journal publie l'article suivant :

« *Décisions de républicains allemands en Suisse.* Dans une assemblée qui a eu lieu à Zurich, cinq cents Allemands, en présence de la situation périlleuse de la patrie, ont pris une série de décisions importantes, dont nous reproduisons ci-après les principales :

« Il y a lieu de recommander la *résistance armée du peuple allemand* contre la politique dynastique des princes allemands, qui a déjà fait tant de mal à l'Allemagne et qui est maintenant sur le point d'y amener encore une misère immense et de la couvrir de honte et d'abjection...

« D'accord avec l'assemblée populaire à ..., nous reconnaissons que la *république en Allemagne* est le seul moyen possible pour supprimer cet état de choses pitoyable et dangereux et pour amener sûrement et paisiblement le développement de la nation allemande vers la liberté et la *puissance*.

« *Les droits fondamentaux* du peuple allemand et l'adoption de l'armement général du peuple constituent et garantissent, pour le moment, le seul terrain légal du peuple allemand.

« L'assemblée recommande vivement au peuple de toutes les parties de l'Allemagne, en présence des dangers et des besoins actuels, de constituer partout, dans les villes comme dans les campagnes, des assemblées politiques et de procéder à l'organisation de l'*armement du peuple*. Ici, nous ne resterons pas en arrière de nos frères d'Allemagne.

« Est-ce que ces gens sont fous ? » avons-nous entendu s'écrier ici certains gueulards. « Comment peuvent-ils abuser du territoire suisse par des attaques aussi violentes contre des gouvernements étrangers ? Cette conduite justifie les mesures les plus sévères contre ces provocateurs, ces agitateurs !

« Eh ! bien, ces gens ne sont pas fous du tout, ou plutôt ils ne *l'étaient* pas lorsqu'ils ont pris les décisions précitées. Ils ne risquaient rien alors, ni expulsion, ni mesures vexatoires. Au printemps de 1866, les systèmes nerveux n'étaient pas encore aussi délicats qu'aujourd'hui ; aussi pour tranquilliser les dénonciateurs volontaires et salariés à Zurich et ailleurs, nous ferons observer que les décisions sont âgées de *près de 22 ans*.

« Les temps changent et les hommes aussi. Combien n'y a-t-il pas de personnes qui alors réclamaient ouvertement le renversement, par la violence, des princes allemands et qui, aujourd'hui, protestent d'un commun accord contre le langage provocateur du *Sozialdemokrat* et réclament des mesures de répression contre celui-ci. Mais où trouvera-t-on, soit dans notre journal, soit dans une publication quelconque de notre imprimerie, des incitations de ce genre à la *haute trahison* et à la *révolution par la violence*.

« Eh ! bien, nous représentons, nous, les intérêts de la *classe ouvrière*, et, il y a 22 ans, la *bourgeoisie* était du côté de l'opposition. Cela explique tout. »

Ces exemples, qui pourraient être multipliés, suffisent pour caractériser la méthode nouvelle du « Sozialdemokrat ». En ce qui concerne les attaques contre les personnes, les expressions les plus grossières qui revenaient à chaque instant dans les précédents numéros ont en grande partie disparu, mais il s'en rencontre encore dans chaque numéro un certain nombre. D'ailleurs, les attaques elles-mêmes n'ont pas cessé : elles forment le contenu essentiel de chaque numéro. C'est en vain qu'on chercherait dans le « Sozialdemokrat », la discussion paisible de doctrines et de théories : c'est un journal de combat, créé pour le combat, et par conséquent constamment agressif. Déjà l'année dernière, en date du 10 avril, Bernstein écrivait à la direction de la police de Zurich :

« Il est certainement loin de mon idée et de celle de mes amis qui jouissent de l'hospitalité en Suisse — non pas, il est vrai, en qualité de réfugiés, mais bien en vertu des traités existants — de susciter sciemment des difficultés quelconques à ce pays ; mes considérations n'ont pas d'autre but que de rappeler que ce n'est pas ce que le « Sozialdemokrat » a écrit ces derniers temps qui est nouveau et inouï, mais que ce serait bien plutôt le cas des réclamations qui pourraient se baser là-dessus. Si toutefois on devait prévoir ou craindre des réclamations de ce genre, je tiendrais — et je crois pouvoir promettre la même chose aussi pour mes amis — compte de cette nouvelle situation, en ce sens que nous chercherons, avec tout le soin possible, à éliminer de nos publications les tournures agressives qui ont pu parfois nous échapper. *Naturellement, il ne peut rien être changé au programme de principe du « Sozialdemokrat », pas plus qu'à celui de l'« Arbeiterstimme ».*

L'avertissement donné par le conseil fédéral en date du 27 février a été accueilli par le « Sozialdemokrat » dans les termes suivants :

« Fidèles à la tâche que nous nous sommes imposée — savoir de représenter les principes de la démocratie sociale, de défendre les opprimés et de combattre les oppresseurs et les persécuteurs — nous continuerons, à l'avenir aussi, à agir dans le sens qu'exigent les intérêts de notre grande cause. »

Dans son numéro 13 (7 avril), le « Sozialdemokrat » publie un article-programme, dans lequel il déclare qu'il ne modifiera en rien son attitude. Il dit entre autres :

« Sit ut est, aut non sit, — cela doit être comme cela est, ou bien cela n'a nul besoin d'être. On peut entreprendre ce qu'on veut contre certaines personnes, que l'on considère comme étant les chefs et les meneurs, — aussi longtemps que subsistent les conditions qui l'ont provoqué, on doit s'en tenir à ce programme, et l'on s'y tiendra. »

La démonstration est ainsi faite que les chefs du « Sozialdemokrat » sont résolus à ne tenir compte que de leurs propres convenances et de celles du parti étranger dont ils prétendent faire paraître l'organe sur notre sol, sans égard aux convenances du pays qui les abrite ;

Considérant que, par les publications dont il s'agit et qui sont de nature à compromettre nos bons rapports avec un pays ami, les membres suivants du comité socialiste allemand à Zurich ont abusé de l'hospitalité suisse, savoir :

Bernstein, en sa qualité de rédacteur en chef du « Sozialdemokrat » ;

Schlütter, en celle de chef de la « Verlagsbuchhandlung und Expedition des Sozialdemokraten », et spécialement pour avoir édité et mis en vente « der Rothe Teufel » ;

Motteler, en celle d'expéditeur de ces publications ;

Tauscher, en celle de maître-imprimeur du « Sozialdemokrat » et spécialement pour avoir coopéré à la publication du « Rother Teufel » ;

Faisant application de l'article 70 de la Constitution fédérale ;

Arrête :

1. Les nommés Bernstein, Schlütter, Motteler et Tauscher seront expulsés du territoire suisse.

2. Le présent arrêté sera communiqué au gouvernement du canton de Zurich. Ce gouvernement en fera part aux expulsés et leur donnera connaissance de l'article 63, lettre a, du code pénal fédéral de 1853. Puis, il fera exécuter la mesure d'expulsion et sur le tout fera rapport au conseil fédéral.

3. Le département fédéral de justice et police est chargé de surveiller l'exécution.

4. Le présent arrêté sera inséré dans la feuille fédérale.

Berne, le 18 avril 1888.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Revue des Deux-Mondes.

1^{er} avril. — *L'Océan Pacifique du Nord l'archipel Havaïen*, par C. de Varigny. — *Le deuil d'Allemagne*, par le vicomte E.-M. de Vogüé. — *Une Ecole coloniale à Paris*, par E. Planchut. — *Un voyageur français au Maroc*, par G. Valbert.

15. — *Les forces militaires de l'Empire allemand*, par Ch. Grad, député au Reichstag. — *Le gouvernement du maréchal Bugeaud; Guerre avec le Maroc, Tanger, Isly, Mogador*, par Camille Rousset. — *Un historien catholique de la Réforme : M. Jean Janssen*, par J. Bourdeau.

Nouvelle Revue.

1^{er} avril. — *La Société de Paris*, par le comte Paul Vasili (la famille de M. Grévy, M. Sadi Carnot, M. Jules Ferry). — *La frontière franco-allemande au XIV^e siècle*, par Jules Zeller. — *Napoléon I^{er} d'après quelques livres récents*, par Frédéric Gallot. — *La France, l'Italie et la question romaine* (article au rythme favorable à la papauté).

15. — *La Société de Paris*, par le comte Vasili (M. de Freycinet⁺ consuls et consulaires, MM. Rouvier, Spuller). — *Le Saint-Simon de l'Angleterre*, par A.-M. de Bovet (il s'agit de Greville).

Le Correspondant.

10 avril. — *Mémoires et correspondance du comte de Villèle*, par H. Delorme. — *L'armée russe et ses chefs au printemps de 1888* (il est surtout question du général Gourko dont il est fait un grand éloge). — *Les noms des départements français*, par Ch. François (Critique de la nomenclature, revision nécessaire, simplification administrative à opérer).

25. — *Où en est la démocratie américaine*, par Claudio Jannet. — *Le cardinal Vladimir Czacki*, par le comte Soderini. — *L'armée russe et ses chefs* (fin du travail).

Revue internationale.

(Publiée à Rome.)

10 avril. — *Mes souvenirs de la « Revue des Deux-Mondes »*, par H. Blaze de Bury (beaucoup de détails curieux sur les principaux écrivains). — *Les lettres militaires du prince de Hohenlohe*. — *Guillaume de Hohen-Zollern : le souverain et l'homme*, par C. Bodenheimer. (Conclusion : il a imposé le respect aux ennemis de son pays, et il leur aurait inspiré la sympathie, si les haines nationales l'avaient permis. Pour les autres peuples comme pour ses sujets, pour les républicains comme pour les royalistes, il demeure une des plus

grandes figures de l'histoire par la large place que lui et son règne y ont occupée).

25. — *La France et l'Italie en 1888*, par A. Philis (réponse à une lettre d'un député italien sur le même sujet). — *Mes souvenirs de la « Revue des Deux-Mondes »*, par H. Blaze de Bury (détails sur M. E. Fouade qui a fait longtemps avec grand succès la chronique politique de la célèbre revue). — *Le moyen-âge moral et licencieux*, par Frédéric Loliée.

Revue britannique.

Mars. — *Les Anglais à Paris pendant la Révolution*. (Article de la *Revue d'Edimbourg*; il est surtout question de Thomas Paine.)

Avril. — *Les mines d'or du Transvaal* (Traduction d'une revue anglaise). — *Les Plébiscitaires* (étude de politique contemporaine).

Revue du Monde Latin.

Mars. — *Les projets de mariage de Marguerite de Valois* (la Reine Margot), par H. de la Ferrière. — *Une ville sauvegardée au XVI^e siècle*, par Ch. Buet. — *Le budget chinois*, par Ch. Waternon. (Fin du travail dans la livraison d'avril).

Bibliothèque universelle et Revue Suisse.

Avril. — *Souvenirs d'un séjour en Russie*, par E. Jailliard (notes sur Saint-Petersbourg). — *La Téléphonie aujourd'hui et demain*, par Van Muyden.

Revue politique et littéraire.

7 avril. — *La Nouvelle-Calédonie et les Australiens*, par Monchoisy (à propos de la prétention des Australiens de s'opposer à l'envoi des récidivistes à la Nouvelle-Calédonie). — *La France et l'Angleterre*, étude historique par Gabriel Monod (leur développement historique, leur génie et leurs institutions).

14. — *La marine militaire de l'Allemagne*, par Ch. Grad, député de l'Alsace au Reichstag (historique des efforts faits par l'Empire allemand pour se constituer une marine de guerre). — *L'amiral Courbet et ses projets contre la Chine* (extrait d'un livre important consacré à l'Affaire du Tonkin, par un diplomate). — *Tolstoï, historien*, par Albert Sorel (Conférence faite avec un très grand succès à l'Ecole des sciences politiques).

21. — *La réforme électorale*, par Joseph Reinach (question du scrutin de liste). — *Le Théâtre révolutionnaire dans la République Cisalpine*, par Marcellin Pellet (à propos d'un ouvrage publié récemment en Italie sur le Théâtre jacobin et anti-jacobin, 1796-1805).

Revue française de l'étranger et des colonies.

15 mars. — *L'Angleterre aux bouches de l'Orénoque*, par Ed. Engelhardt. — *La ruine de l'inscription maritime*, par Ed. Marbeau. — Le commerce français en Serbie.

Revue maritime et coloniale.

Avril. — *Le budget de la guerre et la question de la défense des ports en Angleterre*, par Decœur, capitaine d'artillerie de marine (d'après le Memorandum présenté au Parlement anglais par M. Stanhoppe à l'appui du budget de la guerre pour 1888-1889). — *Les escadres françaises pendant la surintendance du duc de Beaufort*, par le capitaine de frégate Chabaud-Arnoult (la guerre contre les Barbaresques). — *Budget de la marine anglaise* (1888-1889); Memorandum du premier lord de l'Amirauté.

Revue de géographie.

Avril. — *Le Sahara occidental entre le Tropique et le Ouad-Draa*, par C. Douls (récit d'un jeune voyageur qui a séjourné dans cette région en courant les plus grands dangers). — *Les Anglais en Birmanie*, par Daniel Bellet (récit de la conquête). — Mouvement géographique, par L. Delavaud. (L'Angleterre et la principauté de Sikkim, Route de la Birmanie au Yunnan, le royaume de Siam, les Anglais dans l'Afrique Orientale, l'Allemagne à Zanzibar). — *La carte politique de l'Allemagne au temps du Roi Frédéric II et au temps de Frédéric III de Hohen-Zollern*, par L. Drapeyron.

Annales de l'Ecole libre des sciences politiques.

15 avril. — *Les discordes de la Coalition en 1793*, par Albert Sorel. — *L'Afrique équatoriale; Ogooué, Congo, Zambèze*, par L. Poincard. — *L'Eglise russe et l'autocratie*, par Anatole Leroy-Beaulieu. — *De l'organisation des partis politiques aux Etats-Unis* (suite), par Ostrogorski. — *La politique française au Congrès de Rastadt, 1797-1799* (suite), par R. Kocchlin. — *De l'application des lois métropolitaines à l'Algérie*, à propos de la loi municipale du 5 avril 1884, par E. Godefroy. — *La conversion de la dette 3 0/0 en Angleterre*, par A. Arnauné. — *L'action éducatrice des puissances étrangères au Japon*, par Pasmentry. — Comptes-rendus de divers ouvrages d'histoire.

Annales de droit commercial français, étranger et international.

Avril. — *Du droit allemand sur les conflits de lois en matière de lettres de change*, par Ludovic Beauchet. — Chronique de législation, de doctrine et de jurisprudence allemandes en matière de droit commercial et industriel (1886-1887), par G. Cohu, professeur à l'Université de Heidelberg (beaucoup de renseignements précieux).

Revue algérienne et tunisienne de législation et de jurisprudence.

Avril. — *Des communes de plein exercice de l'Algérie sous l'empire de la loi municipale du 5 avril 1884*, par E. Godefroy. — Législation mozabite sur le mariage et sa dissolution, par E. Zeys.

Bulletin de la Société de législation comparée.

Mars. — *Etude sur la loi fédérale suisse concernant les spiritueux*, par H. Pascaud. — *Exposé de la législation anglaise sur les faillites*, par Ch. Lyon-Caen. — Notes sur de récents décrets impériaux publiés en Chine (renseignements généraux sur l'état de la législation). — Chronique législative : Reichstag allemand (janvier et février 1888); Chambres françaises (session extraordinaire de 1887).

Le Mémorial diplomatique.

14 avril. — *La crise gouvernementale à Berlin*. — Lettre du Pape aux évêques à l'occasion de son jubilé (1^{er} avril). — Message du Président du Salvador (15 février). — Loi turque sur les imprimeries (10 janvier).

21. — *La crise à Berlin*. — Discours du Pape aux pèlerins français et aux pèlerins autrichiens. — Discours du Roi de Serbie à la délégation de la Skopchtina.

28. — *Les affaires intérieures de la France et l'Europe*.

Le Gérant : FÉCHOZ.

Arcis-sur-Aube. — Imprimerie Léon FRÉMONT.

ARCHIVES

DIPLOMATIQUES

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES.

FRANCE — MEXIQUE

Traité d'amitié, de commerce et de navigation.

27 novembre 1886 (1).

Le Président de la République française et le président des Etats-Unis du Mexique, animés du même désir de maintenir les relations cordiales qui existent entre les deux pays, de resserrer, s'il est possible, leurs liens d'amitié et de développer les rapports commerciaux entre leurs nationaux respectifs, ont décidé de conclure un traité d'amitié, de commerce et de navigation, sur la base d'une équitable réciprocité, et ont nommé, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

Le Président de la République française, M. Gaëtan Partiot, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République française, au Mexique, officier de la Légion d'honneur, officier de l'instruction publique de France, grand-croix du mérite naval d'Espagne, etc., etc.

Et le président des Etats-Unis du Mexique, M. le licencié Genaro Raigosa, sénateur de la République.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les articles suivants :

Art. 1^{er}. — Il y aura paix et amitié perpétuelles entre la République française d'une part, et les Etats-Unis du Mexique, d'autre part, ainsi qu'entre les citoyens de l'un et de l'autre Etat, sans exception de personnes ni de lieux.

Art. 2. — Il y aura réciproquement pleine et entière liberté de commerce et de navigation pour les nationaux et les bâtiments des hautes

(1) Promulgué dans le *Journal officiel de la République française* du 25 avril 1888.

parties contractantes dans les villes, ports, rivières ou lieux quelconques des deux Etats et de leurs possessions dont l'entrée est actuellement permise ou pourra l'être à l'avenir, aux sujets et aux navires de toute autre nation étrangère.

Les Français, dans les Etats-Unis du Mexique, et les Mexicains, en France, pourront réciproquement entrer, voyager ou séjourner en toute liberté, dans quelque partie que ce soit des territoires et possessions respectifs ; ils jouiront à cet effet, pour leurs personnes et leurs biens, de la même protection et sécurité que les nationaux.

Ils pourront, dans toute l'étendue des deux territoires, exercer l'industrie, faire le commerce, tant en gros qu'en détail, louer ou posséder les maisons, magasins, boutiques ou terrains qui leur sont nécessaires, effectuer des transports de marchandises et d'argent et recevoir des consignations tant de l'intérieur que de l'étranger en payant les droits et patentes établis par les lois en vigueur pour les nationaux.

Ils seront également libres, dans leurs ventes et achats, de débattre et de fixer les prix des effets, marchandises et objets quelconques, tant importés que nationaux, soit qu'ils les vendent à l'intérieur du pays, soit qu'ils les destinent à l'exportation, sauf à se conformer aux lois et règlements du pays.

Ils pourront faire et administrer leurs affaires eux-mêmes ou se faire suppléer par des personnes dûment autorisées, soit dans l'achat ou la vente de leurs biens, effets ou marchandises, soit dans leurs propres déclarations en douane, soit dans le chargement ou le déchargement et l'expédition de leurs navires.

Enfin, ils ne seront assujettis à d'autres charges, contributions, taxes ou impôts que ceux auxquels sont soumis les nationaux.

Les citoyens de chacune des deux hautes parties contractantes auront sur le territoire de l'autre les mêmes droits que les nationaux en ce qui concerne les brevets d'invention, étiquettes, marques de fabrique et dessins. Pour ce qui est de la propriété littéraire et artistique, les citoyens de chacune des deux hautes parties contractantes jouiront réciproquement chez l'autre du traitement de la nation la plus favorisée.

Art. 3. — Les citoyens des deux nations jouiront, dans l'un et l'autre Etat, de la plus complète et constante protection pour leurs personnes et leurs propriétés. Ils pourront avoir recours aux tribunaux de justice pour la poursuite et la défense de leurs droits dans toutes les instances et à tous les degrés de juridiction établis par les lois. Ils seront libres d'employer les avocats, avoués ou agents de toutes classes auxquels ils jugeront à propos de recourir pour les représenter et agir en leur nom, le tout conformément aux lois du pays ; enfin ils jouiront sous ce rapport des mêmes droits et privilèges qui sont ou seront accordés aux nationaux, et ils seront soumis, pour la jouissance de ces franchises, aux mêmes conditions que ces derniers.

Art. 4. — Les Français, dans les Etats-Unis du Mexique, et les Mexicains en France, jouiront du bénéfice de l'assistance judiciaire, en se conformant aux lois du pays dans lequel l'assistance sera réclamée.

Néanmoins, l'état d'indigence devra, en outre des formalités prescrites par ces lois, être établi par la production de pièces délivrées par les autorités compétentes du pays d'origine de la partie et légalisées par

l'agent diplomatique ou consulaire de l'autre pays, qui les transmettra à son gouvernement.

Art. 5. — Les Français, dans les Etats-Unis du Mexique, et les Mexicains en France pourront, comme les nationaux, acquérir, posséder et transmettre par succession, testament, donation ou de quelque autre manière que ce soit, les biens meubles situés dans les territoires respectifs, sans qu'ils puissent être tenus à acquitter des droits de succession ou de mutation autres ni plus élevés que ceux qui seraient imposés dans des cas semblables aux nationaux eux-mêmes.

En ce qui concerne la possession des immeubles, les Français au Mexique et les Mexicains en France seront traités comme les sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée.

Art. 6. — La succession aux biens immobiliers sera régie par les lois du pays dans lequel les immeubles seront situés, et la connaissance de toute demande ou contestation concernant les successions immobilières appartiendra exclusivement aux tribunaux de ce pays.

Les réclamations relatives aux droits de succession sur les effets mobiliers laissés dans l'un des deux pays par les sujets de l'autre, soit qu'à l'époque de leurs décès ils y fussent établis, soit qu'ils y fussent simplement de passage, seront jugés par les tribunaux ou autorités compétentes du pays où ces effets se trouveront, mais d'après la législation de l'Etat auquel appartenait le défunt.

Art. 7. — Les Français, dans les Etats-Unis du Mexique et les Mexicains en France, seront exempts de tout service personnel, soit dans les armées de terre ou de mer, soit dans les gardes ou milices nationales, ainsi que de toutes réquisitions ou contributions de guerre, des prêts et emprunts forcés, en tant que ces réquisitions, emprunts ou contributions ne seraient pas imposés sur la propriété foncière, auquel cas ils devront les payer comme les nationaux.

Dans les autres cas, ils ne pourront pas être assujettis pour leurs propriétés soit mobilières, soit immobilières, à d'autres charges ou impôts que ceux auxquels seraient soumis les nationaux eux-mêmes ou les citoyens de la nation la plus favorisée.

Il est bien entendu que celui qui réclamera l'application de la dernière partie de cet article sera libre de choisir celui des deux traitements qui lui paraîtra le plus avantageux.

Art. 8. — Les navires, cargaisons, marchandises ou effets appartenant à des citoyens de l'un ou de l'autre Etat, ne pourront être respectivement soumis à aucun embargo ni retenus pour une expédition militaire quelconque, ni pour quelque usage public que ce soit, sans une indemnité préalablement débattue par les parties intéressées, fixée et acquittée, suffisante pour compenser les pertes, dommages et retards qui seraient la conséquence du service auquel ils auraient été astreints.

Art. 9. — Les citoyens de chacun des deux Etats jouiront respectivement dans l'autre d'une entière liberté de conscience et pourront exercer leur culte de la manière que leur permettront la Constitution et les lois du pays.

Art. 10. — Si malheureusement la paix venait à être rompue entre les deux Etats, il est convenu, dans le but de diminuer les maux de la guerre, que les ressortissants de l'un d'eux, résidant dans les villes, ports et territoires de l'autre, exerçant le commerce ou toute autre

profession, pourront y demeurer et continuer leurs affaires, en tant qu'ils ne commettent aucune offense contre les lois du pays. Dans le cas où leur conduite leur ferait perdre ce privilège, et où les gouvernements respectifs jugeraient nécessaire de les faire sortir du pays, il leur serait concédé un délai suffisant pour qu'ils puissent régler leurs intérêts.

En aucun cas de guerre ou de collision entre les deux nations, les propriétés ou biens de quelque nature qu'ils soient, des ressortissants respectifs, ne seront assujettis à aucune saisie ou séquestre, ni à d'autres charges et impositions que celles exigées des nationaux. De même, pendant l'interruption de la paix, les deniers dus par les particuliers, non plus que les titres de crédit public, ni les actions de banque ou autres, ne pourront être saisis, séquestrés ou confisqués au préjudice des citoyens respectifs et au bénéfice des pays où ils se trouveront.

Art. 11. — Les parties contractantes sont convenues d'accorder réciproquement à leurs envoyés, ministres et agents respectifs, les mêmes privilèges, faveurs et franchises dont jouissent ou jouiront à l'avenir les envoyés, ministres et agents publics de la nation la plus favorisée.

Les mêmes Parties contractantes, animées du désir d'éviter tout ce qui pourrait troubler leurs relations amicales, conviennent que leurs représentants diplomatiques n'interviendront point officiellement, si ce n'est pour obtenir, s'il y a lieu, un arrangement amical, au sujet des réclamations ou plaintes des particuliers concernant des affaires qui sont du ressort de la justice civile ou pénale et qui seront déjà soumises aux tribunaux du pays, à moins qu'il ne s'agisse de déni de justice, de retards en justice contraires à l'usage ou à la loi, ou de la non-exécution d'un jugement ayant l'autorité de chose jugée ou, enfin, de cas dans lesquels, malgré l'épuisement des moyens légaux fournis par la loi, il y a violation évidente des traités existant entre les deux parties contractantes ou des règles du droit international tant public que privé généralement reconnues par les nations civilisées.

Il est en outre convenu entre les Parties contractantes, que leurs gouvernements respectifs, excepté les cas dans lesquels il y aura faute ou manque de surveillance de la part des autorités du pays ou de ses agents, ne se rendront pas réciproquement responsables pour les dommages, oppressions ou exactions que les nationaux de l'une viendraient à subir sur le territoire de l'autre en temps d'insurrection ou de guerre civile de la part des insurgés, ou par le fait des tribus ou hordes sauvages qui refusent leur obéissance au gouvernement.

Art. 12. — Les droits d'importation imposés en France sur les produits du sol et de l'industrie mexicaine et dans les Etats-Unis du Mexique sur les produits du sol et de l'industrie de France, ne pourront être autres ou plus élevés que ceux auxquels sont ou seront soumis les mêmes produits de la nation la plus favorisée. Le même principe sera observé pour l'exportation.

Aucune prohibition ou restriction d'importation ou d'exportation n'aura lieu dans le commerce réciproque des deux pays, qu'elle ne soit également appliquée à toutes les autres nations, sauf pour des motifs sanitaires ou pour empêcher soit la propagation d'épizooties, soit la destruction des récoltes, ou bien en vue d'événements de guerre.

Art. 13. — Les marchandises de toute nature venant de l'un des deux Etats ou y allant, seront réciproquement exemptées dans l'autre Etat, de

tous droits de transit, à moins qu'ils ne soient imposés sur les marchandises des autres nations.

Toutefois, la législation spéciale de chacun des deux Etats est maintenue par les articles dont le transit est ou pourra être interdit, et les deux Hautes Parties contractantes se réservent le droit de soumettre à des autorisations spéciales le transit des armes et des munitions de guerre.

Art. 14. — Les deux Parties contractantes s'engagent réciproquement à n'accorder aux sujets d'aucune autre puissance, en matière de navigation ou de commerce, aucun privilège, aucune faveur ou immunité quelconque sans les étendre, pendant la durée desdites concessions, au commerce et à la navigation de l'autre partie, et elles jouiront réciproquement de tous les privilèges, immunités et faveurs qui ont été ou seront concédés à toute autre nation.

Art. 15. — Pour tout ce qui concerne la police des ports, le chargement et le déchargement des navires et la garde des marchandises et effets, les sujets des deux puissances sont soumis aux lois et ordonnances locales.

Pour les ports mexicains, sont comprises sous cette désignation les lois et ordonnances promulguées ou qui seront promulguées à l'avenir par le gouvernement fédéral et, en outre, les ordonnances des autorités locales dans la circonscription de la police de santé.

Les parties contractantes sont convenues de considérer comme limite de la souveraineté territoriale sur leurs côtes respectives la distance de 20 kilomètres à compter de la ligne de la marée la plus basse.

Toutefois, cette règle sera seulement appliquée pour l'exercice du contrôle de la douane, pour l'exécution des ordonnances de la douane, et pour les prescriptions contre la contrebande, et ne sera, par contre, nullement appliquée dans toutes les autres questions de droit maritime international. Il est également entendu que chacune des parties contractantes ne fera application de ladite étendue de la limite de la souveraineté aux navires de l'autre partie contractante que si cette partie contractante en agit de même envers les navires des autres nations avec lesquelles elle a des traités de commerce et de navigation.

Art. 16. — Les navires français venant dans les ports des Etats-Unis du Mexique et les navires mexicains venant dans les ports de France avec chargement ou sur lest, ne payeront d'autres ni de plus forts droits de tonnage, de port, de phare, de pilotage, de quarantaine ou autres affectant la coque du navire, que ceux auxquels sont ou seraient assujettis les navires de la nation la plus favorisée.

En ce qui concerne le traitement local, le placement des navires, leur chargement ou déchargement, ainsi que les charges quelconques dans les ports, bassins, docks, rades, havres et rivières des deux pays, et généralement toutes les formalités ou dispositions auxquelles peuvent être soumis les navires de commerce, leurs équipages et leurs cargaisons, les privilèges, faveurs ou avantages qui sont ou seraient accordés aux bâtiments de la nation la plus favorisée, ainsi qu'aux marchandises importées ou exportées par ces bâtiments, seront également accordées aux navires de l'autre pays, ainsi qu'aux marchandises importées ou exportées par ces navires.

Art. 17. — Seront complètement affranchis des droits de tonnage, de port et d'expédition, mais non de ceux de pilotage :

1^o Les navires qui, entrés sur lest de quelque lieu que ce soit, en repartiront sur lest ;

2^o Les navires qui, passant d'un port de l'un des deux Etats dans un ou plusieurs ports du même Etat, soit pour y déposer tout ou partie de leur cargaison, soit pour y composer ou compléter leur chargement, justifieront avoir déjà acquitté ces droits ;

3^o Les bateaux à vapeur affectés au service de la poste, des voyageurs et des bagages, ne faisant aucune opération de commerce ;

4^o Les navires qui, entrés avec chargement dans un port, soit volontairement, soit en relâche forcée, en sortiront sans avoir fait aucune opération de commerce.

Toutefois, en ce qui concerne les navires mentionnés aux deux derniers paragraphes ci-dessus, les capitaines seront tenus de présenter à la douane, dans les trente-six heures de leur admission en libre pratique, une caution agréée par celle-ci et qui sera responsable, comme le capitaine, de l'acquittement des droits de tonnage, de port et d'expédition, en cas où les navires dont il s'agit feraient opération de commerce.

Ne sont pas considérés en cas de relâche forcée, comme opération de commerce : le débarquement et le rechargement des marchandises pour la réparation du navire ou sa purification quand il est mis en quarantaine ; le transbordement sur un autre navire en cas d'innavigabilité du premier ; les dépenses nécessaires au ravitaillement des équipages et la vente des marchandises avariées, lorsque l'administration des douanes en aura donné l'autorisation.

Art. 18. — Les droits de navigation, de tonnage et autres, qui se prélèvent en raison de la capacité des navires, devront être perçus, pour les navires français dans les ports des Etats-Unis du Mexique, d'après les papiers de bord du navire.

Il en sera de même pour les navires mexicains dans les ports de France.

Art. 19. — Les dispositions du présent traité ne sont point applicables à la navigation de côte ou cabotage, dont le régime demeure soumis aux lois respectives des deux Etats contractants.

Toutefois, les bâtiments français dans les Etats-Unis du Mexique et les bâtiments mexicains en France pourront décharger une partie de leur cargaison dans le port de prime abord et se rendre ensuite avec le reste de cette cargaison dans d'autres ports du même Etat, soit pour y achever de débarquer leur chargement d'arrivée, soit pour y compléter leur chargement de retour, en ne payant dans chaque port d'autres ni de plus forts droits que ceux que payent en pareil cas les bâtiments de la nation la plus favorisée.

Art. 20. — Il est fait également exception à l'application des dispositions du présent traité en tout ce qui concerne l'industrie de la pêche dont l'exercice demeure soumis aux lois des états contractants.

Art. 21. — Toutes les fois que les sujets des parties contractantes, par suite de mauvais temps ou par toute autre raison, se réfugieraient avec leurs navires dans les ports, anses, rivières ou territoires de l'autre partie contractante, ils devront être reçus et traités avec amitié, sans

préjudice des mesures de précaution qui seraient jugées nécessaires de la part du Gouvernement intéressé pour prévenir la contrebande. On devra en outre leur accorder toute facilité et assistance pour réparer les dommages soufferts, prendre des vivres et se mettre en état de continuer le voyage, sans obstacles et empêchement d'aucune sorte. Dans le territoire de chacune des parties contractantes, les navires de commerce de l'autre partie contractante dont les équipages ne seraient plus au complet par suite de maladies ou d'autres causes, pourront engager les matelots nécessaires pour continuer leur voyage, en se conformant, toutefois, aux lois et ordonnances locales et sous la condition que l'embauchage des matelots soit volontaire de la part de ces derniers.

Art. 22. — Si le navire d'un sujet des parties contractantes fait naufrage ou s'échoue, ou éprouve d'autres avaries sur les côtes et dans l'intérieur du territoire de l'autre partie contractante, on devra lui accorder toute l'assistance et la protection que, dans le territoire où l'avarie a eu lieu, l'on accorde aux navires indigènes. Dans le cas où cela serait nécessaire, la cargaison peut être déchargée sous réserve des mesures qui seraient jugées nécessaires par le gouvernement intéressé pour empêcher la contrebande et sans que les marchandises sauvées et autres effets aient à payer des droits ou à supporter des charges quelconques, à moins qu'ils ne soient destinés à la consommation dans l'intérieur du pays, auquel cas ils seront traités comme, en semblable circonstance, ceux de la nation la plus favorisée.

Art. 23. — Seront considérés comme Français dans les ports des Etats-Unis du Mexique et comme Mexicains en France, les navires qui appartiendront aux citoyens de l'un des deux pays, navigueront sous les pavillons respectifs et seront porteurs des papiers de bord ainsi que des documents exigés par les lois de chacun des deux Etats pour la justification de la nationalité des bâtiments de commerce.

Art. 24. — Les bâtiments de guerre de l'une des deux puissances pourront entrer, séjourner et se radouber dans ceux des ports de l'autre, dont l'accès est permis à la nation la plus favorisée ; ils seront soumis aux mêmes règles et y jouiront des mêmes honneurs, avantages, privilèges et exemptions concédés à cette dernière.

Art. 25. — Les paquebots chargés d'un service postal et appartenant soit à l'Etat, soit à des compagnies subventionnées par l'un des deux Etats, ne pourront être détournés de leur destination, ni sujets à saisie-arrêt, embargo ou arrêt de prince.

Art. 26. — Les citoyens mexicains jouiront dans les colonies et possessions françaises des mêmes droits et privilèges et de la même liberté de commerce et de navigation que ceux qui sont ou seront accordés aux sujets ou citoyens de la nation la plus favorisée, et réciproquement les habitants des colonies et possessions de la France jouiront dans toute leur extension des mêmes droits et privilèges et de la même liberté de commerce et de navigation qui, par ce traité, sont accordés dans les Etats-Unis du Mexique aux Français, à leur commerce et à leurs bâtiments.

Art. 27. — En attendant la conclusion d'une convention consulaire, les deux hautes parties contractantes conviennent que les consuls, vice-consuls et agents consulaires des deux pays jouiront respectivement des mêmes droits, privilèges et immunités qui ont été ou qui seraient

concédés aux consuls, vice-consuls et agents consulaires de la nation la plus favorisée.

Art. 28. — Les dispositions du présent traité sont applicables à l'Algérie.

Art. 29. — Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées aussitôt après l'accomplissement des formalités prescrites par les lois constitutionnelles des Etats contractants.

Il sera exécutoire, à partir du jour dudit échange jusqu'au 1^{er} février 1892 ; il sera promulgué dans le délai de deux mois à dater du même jour. Dans le cas où aucune des deux hautes parties contractantes n'aurait notifié douze mois avant le 1^{er} février 1892 son intention d'en faire cesser les effets, il demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des hautes parties contractantes l'aura dénoncé.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Mexico, le 27 novembre 1886.

(L. S.) Signé : GAÉTAN PARTIOT.

(L. S.) — G. RAIGOSA.

— Voici l'exposé des motifs soumis aux Chambres par le Gouvernement :

Messieurs, par l'article 3 d'un traité de paix et d'amitié signé, le 9 mars 1839, la France et le Mexique avaient stipulé, mais seulement sous les restrictions alors en usage, que les nationaux et les marchandises de chacun des deux pays jouiraient, sur le territoire de l'autre, du traitement de la nation la plus favorisée.

Les événements mirent fin à ce régime en 1867, mais les deux Etats, lorsqu'ils renouèrent, en 1880, leurs relations diplomatiques, convinrent d'engager ces négociations en vue d'un nouvel arrangement commercial.

Les pourparlers ouverts à cet effet ont abouti, le 27 novembre 1888, à la signature du traité d'amitié, de commerce et de navigation que nous avons l'honneur de soumettre à votre approbation.

Vous connaissez, Messieurs, l'importance des débouchés que notre industrie peut trouver au Mexique. La valeur des marchandises que nous expédions sur ce marché dépasse de beaucoup celle des produits que nous y achetons. Nous fournissons au Mexique des vins, des eaux-de-vie et des produits manufacturés (tissus de laine, de coton et de soie, vêtements confectionnés, tabletterie, papier, outils, ouvrages en peau ou en cuir, médicaments composés, instruments d'optique, etc.) pour une valeur qui figure en 1885, à notre commerce général pour 31,024,779 fr., et à notre commerce spécial pour 18,315,216 fr. Ce pays nous vend, en échange, du café, de la vanille et des matières nécessaires à l'industrie, telles que les bois de teinture et d'ébénisterie (6,209,559, au commerce général, en 1885, et 5,060,502 au commerce spécial).

Favoriser le développement de notre commerce au Mexique en le mettant à l'abri de tout traitement différentiel et assurer, en outre, les garanties nécessaires à ceux de nos nationaux qui s'y trouvent établis en assez grand nombre, tel est le double but que nous nous sommes proposé.

Nous avons, notamment, intérêt à obtenir en matière de tarif le traitement de la nation la plus favorisée.

Le Mexique n'a pas encore de tarif conventionnel, et, jusqu'à présent, il s'es

refusé à concéder des avantages spéciaux aux nations européennes avec lesquelles il a conclu des arrangements commerciaux. Mais il a signé, en 1883, avec les Etats-Unis, un traité de commerce par lequel les deux pays ont stipulé des exemptions de droits, à l'entrée de leurs territoires respectifs, pour un grand nombre de leurs produits. Dans l'éventualité de la mise en vigueur de ce traité, qui n'a pas encore été ratifié, il était nécessaire de nous en assurer le bénéfice ; car parmi les articles dont l'entrée en franchise au Mexique a été concédée aux Etats-Unis, plusieurs sont des objets qui intéressent notre commerce (fils de fer et d'acier, charrues, bèches, pompes, couteaux ordinaires, conduites d'eau, cardes, voitures, rails de fer et d'acier, instruments scientifiques, livres, marbre ouvré, machines mécaniques et outils complets ou en pièces séparées, briques, ardoises, pendules et cartels, encre et matériel d'imprimerie).

D'autre part nous ne pouvions avoir d'objection à étendre aux produits mexicains l'application de notre tarif conventionnel. On a vu, en effet, qu'ils ne consistent qu'en produits nécessaires à notre industrie ou en denrées coloniales, qui ne sont pas inscrits dans notre tarif conventionnel, qui n'y figurent qu'au point de vue de la surtaxe d'entrepôt, laquelle n'atteint que les marchandises extra-européennes importées autrement qu'en droiture.

Dans ces conditions, l'utilité d'un traité de commerce entre la France et le Mexique ne paraît pas douteuse. Celui qui a été conclu et dont nous allons passer en revue les dispositions nous garantit le bénéfice de toutes les clauses que renferment les traités signés récemment par le Mexique avec l'Allemagne, l'Angleterre et la Suède ; sur quelques points, les termes en sont plus favorables que ceux de ces derniers actes.

L'article 1^{er} renferme une stipulation de paix et d'amitié.

L'article 2 règle l'exercice du commerce et des industries, ainsi que le payement des taxes, dans des conditions conformes à celles de nos autres traités. Il nous garantit, en outre, le traitement national en matière de brevets d'invention, de marques de fabrique, d'étiquettes ainsi que de dessins, et le traitement de la nation la plus favorisée en ce qui touche la propriété littéraire et artistique. C'est la première fois que le Mexique consent à inscrire dans un de ses traités une stipulation de cette nature, et nous n'avons pas besoin d'insister sur l'intérêt qu'elle présente pour nous, alors surtout qu'il s'agit d'un pays qui n'a pas adhéré aux unions internationales pour la garantie de la propriété industrielle et littéraire.

Les articles 3, 4, 6, 7, 8, 9 et 10 sont relatifs aux recours aux tribunaux, à l'assistance judiciaire, au régime des successions, au service militaire et aux contributions de guerre, au cas d'embargo, à la liberté de conscience et à l'état de guerre. Ces dispositions ne comportent aucune observation, des clauses semblables ou analogues se trouvant dans d'autres traités approuvés par les Chambres.

L'article 5 stipule le traitement national pour l'acquisition des biens meubles, et le traitement de la nation la plus favorisée pour les immeubles. En ce qui concerne les terres, le Mexique n'a encore accordé le traitement national dans aucun de ses traités, sa législation interdisant aux étrangers la possession des immeubles situés dans la zone frontière, laquelle est fixée à vingt milles.

Par l'article 11, chacun des deux pays garantit aux agents diplomatiques de l'autre les privilèges, faveurs et franchises accordés à ceux de la nation la plus favorisée. Les cas dans lesquels peut s'exercer l'intervention de ces agents sont, en outre, déterminés dans des conditions plus satisfaisantes que celles des autres traités récemment signés par le Mexique.

En matière de tarif de douanes, l'article 12 stipule, à l'entrée et à la sortie, le traitement de la nation la plus favorisée ; nous avons indiqué l'intérêt de cette clause.

C'est également le traitement de la nation la plus favorisée qui, aux termes de l'article 13, sera applicable au transit. Le Mexique ne perçoit, d'ailleurs, aucun droit sur les marchandises qui traversent son territoire.

Art. 14. — Les deux parties contractantes s'engagent réciproquement à n'accorder aux sujets d'aucune autre puissance, en matière de navigation et de commerce, aucun privilège, aucune faveur ou immunité quelconque, sans les étendre, pendant la durée desdites concessions, au commerce et à la navigation de l'autre partie et elles jouiront réciproquement de tous les privilèges, immunités et faveurs qui ont été et seront concédés à toute autre nation.

En ce qui concerne la navigation, nous avons longtemps insisté en vue d'obtenir l'insertion dans notre traité d'une stipulation réciproque du traitement national, mais le Mexique n'y a pas consenti, et il a opposé le même refus aux divers pays avec lesquels il a conclu des traités.

L'article 15 fixe à vingt kilomètres, au point de vue douanier, les limites de la souveraineté territoriale sur les côtes respectives des deux Etats.

Relativement aux droits de port, au placement des navires, etc., l'article 16 stipule le traitement de la nation la plus favorisée, conformément au principe posé dans l'article 14.

Les cas d'exemption des droits de port sont déterminés par l'article 17, dans le sens des dispositions que renferment la plupart de nos récents traités. Le sixième alinéa est relatif aux cautions à fournir dans deux de ces cas.

D'après l'article 18, les droits de navigation et autres devront être perçus d'après les papiers de bord.

Les articles 19 et 25 exceptent de l'application du traité le cabotage ainsi que la pêche, et règlent les questions relatives aux navires en détresse, aux naufrages, à la justification de la nationalité des navires, aux bâtiments de guerre et aux paquebots postaux.

L'article 26 accorde à nos colonies et possessions le bénéfice de ce traité et stipule que les Mexicains n'y jouiront que du traitement de la nation la plus favorisée.

Les dispositions du traité sont d'autre part, étendues à l'Algérie par l'article 28.

Quant aux consuls des deux pays, il est entendu qu'en attendant la conclusion d'une convention consulaire, ils jouiront des mêmes droits que ceux qui seraient accordés aux agents de la nation la plus favorisée.

Enfin l'article 29 fixe au 1^{er} février 1892, sous réserve de tacite reconduction d'année en année, la date à laquelle expirera le traité du 2 novembre 1886.

Telles sont, messieurs, les principales dispositions du traité ci-annexé. Elles nous concèdent, pour la première fois, au Mexique, sans aucune restriction, le traitement de la nation la plus favorisée, protègent les droits de la propriété et stipulent pour notre commerce et nos nationaux d'importantes garanties.

— Nous reproduisons également le rapport fait par M. Bozérian au cours de la Commission du Sénat chargée d'examiner le Traité.

Messieurs, le Gouvernement a soumis à l'examen du Sénat un projet de loi portant approbation d'un traité d'amitié, de commerce et de navigation, signé à Mexico, le 27 novembre 1886, entre la France et les Etats-Unis du Mexique.

Le préambule de ce traité est ainsi conçu :

« Le Président de la République française et le Président des Etats-Unis du Mexique, animés du même désir de maintenir les relations cordiales qui existent entre les deux pays, de resserrer, s'il est possible, leurs liens d'amitié et de développer les rapports commerciaux entre leurs nationaux respectifs, ont décidé de conclure un traité d'amitié, de commerce et de navigation, sur la base d'une équitable réciprocité. »

Les sentiments manifestés par les Présidents des deux Républiques animent certainement les parlements des deux pays.

Le Sénat Mexicain en a donné la preuve, en ratifiant d'ores et déjà ce traité votre Commission vous demande de suivre cet exemple.

Pour justifier cette demande, son rapporteur n'aura que de courtes observations à ajouter à celles qui sont consignées dans l'exposé des motifs du projet de loi préparé par le Gouvernement.

L'article 1^{er} du traité déclare qu'il y aura paix et amitiés perpétuelles entre la République française, d'une part, et les Etats-Unis du Mexique, d'autre part, ainsi qu'entre les citoyens de l'un ou l'autre Etat, sans exception de personnes, ni de lieux.

L'article 2 consacre, au profit des nationaux des deux pays, la liberté réciproque pleine et entière du commerce et de la navigation, celle du voyage et du séjour dans toutes les parties des territoires et possessions de ces pays, celle de l'industrie, du louage et de la possession des maisons, magasins et boutiques nécessaires, celle des transports de marchandises et d'argent; celle des réceptions de consignations tant de l'intérieur que de l'étranger, à la charge de payer les droits et patentes établis par les lois en vigueur; celle des ventes et achats des marchandises et objets quelconques, tant importés que nationaux, sauf à se conformer aux lois et règlements du pays; celle enfin de l'administration de leurs affaires par eux-mêmes ou par mandataires.

L'article ajoute que les Français, dans les Etats-Unis du Mexique, et les Mexicains en France ne seront assujettis à d'autres charges, contributions ou impôts, que ceux auxquels sont soumis les nationaux.

Le dernier paragraphe s'occupe des questions relatives à la propriété industrielle, littéraire et artistique.

Votre Commission aurait désiré que les stipulations relatives à ces questions eussent fait l'objet d'un traité spécial, au lieu d'être confondues au milieu de de celles, si nombreuses et si diverses, que renferme un traité général de commerce.

Les inconvénients résultant de cette confusion ont été signalés, en 1878, au congrès de la propriété industrielle, qui s'est tenu au Trocadéro à l'occasion de l'Exposition universelle.

On a fait observer que, lorsque les stipulations dont s'agit, sont comprises dans un traité de commerce, leur sort est indissolublement lié à cet acte; que, si le traité expire, les stipulations meurent avec lui, et que, si le traité n'est pas renouvelé, la propriété industrielle, littéraire et artistique n'est plus garantie dans chaque Etat respectif. On a fait remarquer en outre que les traités de commerce ont toujours une durée limitée, tandis que les conventions relatives à la propriété artistique, littéraire ou industrielle sont, en général, conclues sans limitation de durée, jusqu'à dénonciation.

Aussi le congrès de 1878 a-t-il voté une résolution tendant à ce que les conventions de garantie réciproque de la propriété industrielle fassent l'objet de conventions spéciales, indépendantes des traités de commerce, et même de celles relatives à la propriété littéraire et artistique.

Le Gouvernement, à qui ces observations ont été soumises, n'en a pas méconnu la justesse, et il n'a pas dépendu de lui qu'il n'y fût donné satisfaction. Dans l'impossibilité où il s'est trouvé d'obtenir tout ce qu'il demandait à ce sujet, il a dû se résigner à accepter une situation qui, telle qu'elle est, garantit efficacement la propriété littéraire, artistique et industrielle.

Il craindrait, d'ailleurs qu'en engageant de nouvelles négociations pour arriver au résultat désiré par la Commission, on ne courût le risque de compromettre celles qui ont abouti à la conclusion du traité du 27 novembre 1886. Cette conclusion n'a pas été exempte de difficultés; il a fallu de laborieux efforts pour triompher de résistances suscitées parfois par des rivalités jalouses. Il faut éviter de remettre en question l'accord intervenu entre les deux Gouvernements.

La situation signalée par la Commission pourra d'ailleurs être améliorée, grâce à de nouvelles négociations. Si, contre toute vraisemblance, ces négociations ne devaient pas aboutir au résultat désiré, elles ne compromettraient pas du moins les résultats obtenus.

Aux termes du dernier paragraphe de l'article 2, les citoyens de chaque Etat

auront, sur le territoire de l'autre, les mêmes droits que les nationaux en ce qui concerne les brevets d'invention, étiquettes, marques de fabrique et dessins.

L'article ne mentionne pas expressément les modèles; mais il ne saurait être douteux que le mot dessins a été employé dans son sens le plus large, et qu'il comprend les modèles, qui ne sont, en définitive, que des dessins en relief.

Pour ce qui est de la propriété littéraire et artistique, d'après ce même article, les citoyens de chacun des deux Etats jouissent réciproquement chez l'autre du traitement de la nation la plus favorisée.

En ce qui concerne la propriété littéraire, il n'est pas sans intérêt de rappeler qu'elle était déjà garantie à ces citoyens par la législation des deux pays.

Chez nous, en effet, depuis le décret du 28 mars 1852, les étrangers ont droit à la même protection que les nationaux; et au Mexique, l'article 1386 du Code civil mexicain assimile entièrement aux auteurs mexicains les auteurs qui résident dans les Etats étrangers, pourvu que les Mexicains jouissent de la réciprocité dans les Etats où leurs œuvres ont été publiées.

Cette situation n'est pas comprise par le présent traité; elle ne pourrait qu'être améliorée dans le cas où, par suite de conventions conclues avec d'autres nations, les citoyens de ces nations se trouveraient mieux traités que les Mexicains au point de vue de la propriété littéraire; dans ce cas, nos nationaux bénéficieraient de la clause de la nation la plus civilisée.

L'article 3 garantit aux citoyens, dans l'un ou l'autre Etat, une protection complète pour leurs personnes et leurs propriétés, et leur ouvre l'accès des Tribunaux de justice pour la poursuite et la défense de leurs droits.

L'article 4 est relatif à l'assistance judiciaire, dont le bénéfice est accordé aux Mexicains en France et aux Français dans les Etats-Unis du Mexique.

L'article 5, porte l'exposé des motifs, « supule le traitement national pour l'acquisition des biens meubles, et le traitement de la nation la plus favorisée pour les immeubles. En ce qui concerne les terres, le Mexique n'a encore accordé le traitement national dans aucun de ses traités, sa législation interdisant aux étrangers la possession des immeubles situés dans la zone frontière, laquelle est fixée à vingt milles. »

L'article 6 s'occupe des successions.

On sait qu'aux termes de l'article 3 de notre Code civil, les immeubles, même ceux possédés par des étrangers, sont régis par la loi française. Cet article ne parle pas des meubles. Après de longues controverses, la jurisprudence s'est établie en ce sens que, ainsi que la Cour de cassation l'a déclaré dans un arrêt du 23 mars 1865 (D. p. 65, t. 127), ils suivent la personne de leur propriétaire et sont réputés exister au lieu de l'ouverture de la succession. Dans la première hypothèse, c'est l'application du statut réel; dans la seconde, c'est l'application du statut personnel.

Les dispositions de l'article 6 du présent traité sont conformes à ces principes.

Toutefois, en ce qui concerne la compétence, son texte a été modifié depuis le dépôt du projet de loi.

D'après le premier texte de l'article 6, les réclamations relatives aux droits de succession sur les effets mobiliers devaient être jugés par les Tribunaux et autorités compétentes de l'Etat auquel appartenait le défunt. D'après le texte actuel, ces réclamations devront être jugées par Tribunaux et autorités du pays où ces effets se trouveront. Mais, dans un cas comme dans l'autre, la législation applicable sera celle de l'Etat auquel appartenait le défunt. Cette question de procédure laisse intacte la question du fond.

Les articles 7, 8, 9 et 10, qui sont relatifs au service militaire, aux contributions de guerre, au cas d'embargo, à la liberté de conscience et à l'état de guerre, sont la reproduction de dispositions insérées dans d'autres traités précédemment approuvés par les Chambres.

D'après le premier paragraphe de l'article 11, les parties contractantes s'engagent à accorder réciproquement à leurs envoyés, ministres, agents respectifs,

les mêmes privilèges, faveurs et franchises dont jouissent ou jouiront à l'avenir les envoyés, ministres ou agents publics de la nation la plus favorisée.

Le second paragraphe réglemeute le droit d'intervention des agents diplomatiques des deux puissances dans l'intérêt de leurs nationaux respectifs.

L'article 12, qui s'occupe des tarifs de douanes, établit, pour l'entrée et la sortie, le traitement de la nation la plus favorisée.

Sur ce point, l'exposé des motifs rappelle que le Mexique n'a pas encore de tarif conventionnel, et que jusqu'à présent il s'est refusé à concéder des avantages spéciaux aux nations européennes avec lesquelles il a conclu des arrangements spéciaux ; qu'en 1883 il a signé, avec les États-Unis, un traité de commerce par lequel les deux pays ont stipulé des exemptions de droits, à l'entrée de leurs territoires respectifs, pour un grand nombre de leurs produits ; que dans l'éventualité de la mise en vigueur de ce traité, qui n'a pas encore été ratifié, il était nécessaire de nous en assurer le bénéfice, plusieurs des objets fabriqués, qui intéressent notre commerce, se trouvant compris parmi les articles dont l'entrée en franchise au Mexique a été concédée aux États-Unis.

L'article 13 stipule la liberté du transit pour les marchandises venant de l'un ou l'autre Etat, et le déclare exempt de tous droits, à moins qu'il n'en soit imposé sur les marchandises d'autres nations.

Des réserves sont faites pour les articles dont le transit est ou pourra être interdit, ainsi que pour les armes et munitions de guerre.

D'après l'article 14, les deux parties contractantes s'engagent réciproquement à n'accorder aux sujets d'aucune autre puissance en matière de navigation ou de commerce, aucun privilège, aucune faveur ou immunité quelconque sans les étendre, pendant la durée desdites concessions, au commerce et à la navigation de l'autre partie, et elles jouiront réciproquement de tous les privilèges, immunités et faveurs qui ont été ou seront accordés à toute autre nation.

Un des Membres de la Commission a appelé son attention sur l'importance de cet article.

Il lui a fait savoir qu'en ce moment une Compagnie transatlantique espagnole jouit des avantages dont jouissait antérieurement une Compagnie mexicaine en liquidation, à laquelle elle a succédé. Ces avantages consistent en ce que les marchandises transportées par cette Compagnie sont admises à un tarif réduit, et payent à la douane des droits inférieurs à 2 0/0 aux droits payés par les marchandises transportées par tout autre bateau. Cette compagnie distribue ces 2 0/0 de douane comme boni aux expéditeurs qui se servent de ses bateaux.

Notre collègue a demandé à la Commission si, dans sa pensée, l'adoption du présent traité ne devait pas avoir pour conséquence de mettre fin à cette situation.

Après examen de la question, la Commission, considérant, d'une part, qu'il est question dans l'article 14 de faveurs ou immunités à accorder, non pas à telle ou telle autre puissance, mais aux sujets de ces puissances, et, d'autre part, que les sujets des puissances contractantes doivent jouir non-seulement de tous les privilèges, immunités ou faveurs qui seront concédés à toute autre nation que la France, mais encore de ceux qui ont été concédés antérieurement, a été unanimement d'avis que la situation privilégiée faite à la Compagnie ci-dessus mentionnée ne saurait être maintenue après l'adoption du présent traité, ou que, si elle était maintenue, elle pourrait être revendiquée par nos nationaux en vertu des dispositions de l'article 14.

Cette interprétation qui, raisonnablement d'ailleurs, ne pouvait souffrir de difficulté, a été pleinement acceptée par le Gouvernement.

L'article 15 s'occupe de la police des ports, du chargement et du déchargement des navires, de la garde des marchandises et effets. Il spécifie que la limite respective de la souveraineté territoriale des puissances contractantes est la distance de 20 kilomètres, à partir de la marée la plus basse.

L'article 16, qui traite des droits de tonnage, de port, de phare, de pilotage,

de quarantaine ou autres affectant la coque des navires, stipule le traitement de la nation la plus favorisée.

L'article 17 mentionne les cas dans lesquels les navires ou bateaux seront affranchis des droits de tonnage, de port et d'expédition.

D'après l'article 18, les droits de tonnage ou autres, qui se prélèvent d'après la capacité des navires, seront perçus d'après les papiers de bord.

Les articles 19 à 25, après avoir déclaré les dispositions du traité inapplicables à la navigation de côte ou cabotage et à l'industrie de la pêche, réglementent les questions relatives aux navires en détresse, aux naufrages, à la justification de la nationalité des navires, aux bâtiments de guerre et aux paquebots postaux.

L'article 26 concède, d'une part, aux citoyens mexicains dans les colonies et possessions françaises les droits qui sont concédés aux citoyens de la nation la plus favorisée, et, d'autre part, aux citoyens de ces colonies et possessions les droits qui sont concédés aux Français dans les Etats-Unis du Mexique.

En attendant la conclusion d'une convention consulaire, les Consuls, Vice-consuls et Agents consulaires jouiront, d'après l'article 27, du traitement dont jouissent les Agents de la nation la plus favorisée.

L'article 28 déclare les dispositions du traité applicables à l'Algérie.

Les effets du traité sont limités au 1^{er} février 1892, date à laquelle expirent les divers traités de commerce conclus par la France; il n'y a donc point à redouter, au-delà de cette époque, l'influence quelquefois périlleuse de la clause de la nation la plus favorisée. Dans le cas où, douze mois avant le 1^{er} février 1892, les parties contractantes n'auraient pas notifié leur intention de faire cesser le traité, il demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des parties contractantes l'aura dénoncé.

Telles sont, Messieurs, les clauses de ce traité, qui est destiné à ouvrir entre la République mexicaine et la République française une ère de concorde, de paix et d'amitié. Les relations entre ces deux Républiques, qui avaient été rompues par le fait d'une guerre si follement entreprise et si tragiquement terminée, vont se trouver reprises et renouées au grand avantage des deux nations.

Au mois de janvier 1864, au moment de la déclaration de guerre néfaste, un Ministre de l'Empire s'écriait devant le Corps législatif que cette guerre serait une page glorieuse, et que l'écrivain qui la tracerait pourrait dire que les expéditions lointaines commencées pour la réparation de notre honneur se sont terminées par le triomphe de nos intérêts.

Les événements ont donné à ces poignants pronostics un cruel et sanglant démenti.

Il convient de remplacer cette page par une autre, qui sera certainement plus profitable à l'honneur de la République et aux intérêts de la France; cette page, c'est le présent traité d'amitié et de commerce, que le Gouvernement soumet à l'approbation du Sénat.

Votre Commission lui a donné la sienne; vous n'hésitez pas, Messieurs, à lui donner la vôtre.

— Le traité n'a soulevé aucune discussion au Sénat; il a été, au contraire, attaqué à la Chambre des députés. Voici la partie essentielle du débat qui a eu lieu dans la séance du 28 janvier 1888 :

M. Delisse. — Messieurs, j'ai le très vif regret de ne pouvoir m'associer aux conclusions de la Commission qui vient vous demander d'approuver le traité de commerce avec le Mexique.

J'estime, messieurs, que le traité qui vous est soumis est en contradiction formelle avec les votes antérieurs de la Chambre. (Très bien à droite.)

J'estime que ce traité est nuisible aux intérêts du pays, qu'il est dangereux au point de vue de l'avenir, et je viens vous demander de vouloir bien le repousser.

Ce n'est, certes pas, messieurs, le moment de rechercher ici les avantages et les inconvénients des traités de commerce. La plus grande partie de cette Chambre est justement préoccupée de l'examen du budget, et j'ai le devoir d'être aussi bref que possible dans la discussion actuelle.

Je ne soulèverai donc pas de débat nouveau en ce qui concerne les traités de commerce, mais il me sera bien permis de m'étonner qu'au moment où de bien des côtés les intéressés s'élèvent contre ces traités, on se montre si empressé à nous en proposer de nouveaux.

Depuis un an, vous le savez comme moi, nous avons eu les traités avec la République Dominicaine, avec le Sud-Africain, avec la Grèce, et nous voici aujourd'hui de nouveau en face d'un traité de commerce avec le Mexique.

Mais je ne suis pas venu ici pour récriminer, et j'entre immédiatement dans l'examen du traité qui vous est soumis.

Parmi les 29 articles qui composent ce traité, il y en a un qui intéresse directement nos relations commerciales. C'est l'article 12 dont je vais vous donner lecture.

Je prie la Chambre de vouloir bien me prêter quelques minutes d'attention. Je serai très bref, et je lui demande d'écouter la lecture de cet article 12, qui contient en réalité tout le traité ou du moins toute la partie importante au point de vue de notre commerce et de notre agriculture.

« Art. 12. — Les droits d'importation imposés en France sur les produits du sol et de l'industrie mexicaine et dans les Etats-Unis du Mexique sur les produits du sol et de l'industrie de France, ne pourront être autres ou plus élevés que ceux auxquels sont ou seront soumis les mêmes produits de la nation la plus favorisée. Le même principe sera observé pour l'exportation. »

« Aucune prohibition ou restriction d'importation ou d'exportation n'aura lieu dans le commerce réciproque des deux pays qu'elle ne soit également appliquée à toutes les autres nations, sauf pour des motifs sanitaires ou pour empêcher soit la propagation d'épizooties, soit la destruction des récoltes, ou bien en vue d'événements de guerre. »

Comme vous le voyez, c'est le traitement de la nation la plus favorisée appliqué encore une fois ici; c'est-à-dire que tous les avantages que nous avons concédés aux autres pays seront inévitablement accordés au Mexique.

On pourrait penser, du moins, que cette faveur qui est accordée au Mexique se trouve contrebalancée par des faveurs accordées à la France; il n'en est absolument rien, car si la réciprocité est assurée par les clauses mêmes du traité, il est utile de remarquer qu'elle devient absolument platonique, illusoire et n'a aucune espèce d'efficacité.

En effet, le Mexique n'ayant donné aucune espèce d'avantages, de faveurs à des nations étrangères, n'aura aucun avantage ni aucune faveur à accorder à la France. Les produits exportés de la France seront donc soumis à la taxe existante dans le tarif général de douanes du Mexique et seront frappés comme tous les autres produits étrangers. Voilà la situation.

Oui, il y a réciprocité inscrite dans le traité, mais elle n'existe pas en fait, puisque, en réalité, le Mexique n'a signé aucun traité; et dans ces circonstances, comme dans beaucoup d'autres, la Chambre sera encore la dupe.

Voilà un point qui, je le crois, ne saurait être contesté par personne, pas plus par M. le rapporteur que par M. le ministre des affaires étrangères.

Il importe de voir maintenant quels seront les effets de cette clause de la nation la plus favorisée en ce qui concerne notre commerce et notre agriculture.

Vous vous rappelez, messieurs, la discussion très complète, très intéressante qui s'est produite ici, il y a un an, en mars 1887, à l'occasion des tarifs de douanes.

On a constaté que les bestiaux n'étaient pas inscrits dans les traités, mais que cependant notre commerce n'était pas suffisamment garanti contre les pays étrangers, par ce fait bien simple, sur lequel j'appelle toute votre attention, que les viandes étrangères importées par les pays avec lesquels nous avons des

traités peuvent et pourront entrer chez nous, jusqu'en 1892, au taux insuffisant de 3 fr. les 100 kilos.

La Chambre s'est vivement émue, à cette époque, des craintes, des appréhensions qui étaient apportées à la tribune, et, à une majorité très grande, elle a voté le droit de 12 fr. applicable aux viandes étrangères.

Si ce droit nouveau de 12 fr. ne pouvait avoir d'effet immédiat, en ce qui concerne les puissances avec lesquelles nous avons des traités, il avait du moins cet avantage considérable de nous garantir contre les puissances avec lesquelles nous n'avons pas traité, avec lesquelles nous ne sommes pas liés.

Eh bien, Messieurs, ce qu'on vous propose aujourd'hui, c'est tout simplement de vous déjuger. On vous propose d'annuler, au profit du Mexique, vos délibérations antérieures.

On vient vous demander de permettre aux viandes d'Amérique — et vous saviez, par les débats qui se sont produits ici l'année dernière et que vous avez encore présents à la mémoire, quelle peut être l'importance de ces exportations américaines — on vient, dis-je, vous demander de laisser entre toutes ces viandes étrangères au taux de 3 fr., alors qu'il y a un an à peine vous avez reconnu qu'il était absolument indispensable de vous garantir de ce côté par un droit de 12 fr. Voilà ce qu'on vient vous proposer!

Le résultat de cette proposition est facile à prévoir : on inondera nos marchés.... ce qui ruinera encore une des branches les plus importantes de notre agriculture et de notre commerce.

Quel sera le but ainsi atteint? On aura, dit-on, récolté de très grands avantages! Lesquels donc? Je ne les découvre nulle part. On aura la réciprocité, c'est très vrai, mais dans quelles conditions? Il n'y a pas de traités au Mexique, par suite pas de faveurs; il n'y a qu'un tarif de douanes. Quand le Mexique fera-t-il un traité? On n'en sait rien. On parle bien, dans ce rapport déposé il y a quarante-huit heures, — cela a été une raison de plus pour me faire repousser l'urgence, — on parle, dis-je, d'un traité préparé en 1883 avec les Etats-Unis, mais il n'a pas encore reçu son approbation depuis cette époque. Quand sera-t-il approuvé et rendu exécutoire? Quand, en un mot, se trouvera-t-on en face de faveurs suffisantes pour justifier celles que l'on veut accorder aujourd'hui? Je ne le sais pas et ne veux pas l'examiner, et vous ne le savez pas non plus vous-mêmes.

Vraiment, Messieurs, je suis étonné, lorsque j'entends le Gouvernement prononcer des phrases comme celle-ci, que nous révèle le travail de M. le Rapporteur :

Le Gouvernement, dit le rapport, en présentant à votre approbation le traité d'amitié, de commerce et de navigation signé à Mexico, le 27 novembre 1886, déclare que cet acte « nous concède, pour la première fois, au Mexique, sans aucune restriction, le traitement de la nation la plus favorisée, qu'il protège les droits de la propriété industrielle et qu'il stipule, pour notre commerce et nos nationaux d'importantes garanties.

Voilà, paraît-il, le langage du Gouvernement. Eh bien, messieurs, protection, garanties, avantages; je vois bien tout cela pour la nation avec laquelle on nous propose de faire un traité, mais je ne vois pas que nous soyons payés de retour.

Je ne veux pas entrer aujourd'hui dans de plus longs développements; j'estime que la clause de la nation la plus favorisée est toujours excessivement dangereuse en toute circonstance. Elle est dangereuse, parce qu'on ne sait jamais où est la vérité; parce qu'on ignore quels sont les produits qui seront réellement atteints, et dans quelle mesure ils seront frappés. Elle est dangereuse, parce qu'elle conduit à ce résultat qu'il n'y a plus en fait qu'un seul et unique traité, qu'un seul et unique tarif conventionnel, dans lequel sont inscrits les taux les plus bas que, pour des motifs particuliers, la France ait cru devoir accorder.

En thèse générale, je repousse la clause de la nation la plus favorisée, mais

je la repousse doublement lorsqu'elle s'applique à un traité comme celui qui nous est présenté aujourd'hui, par lequel on donne des faveurs sans en recevoir aucune.

Pour les négociateurs de traités, il y a un principe dont ils ne devraient jamais s'écarter : donnant donnant ; si on accorde aux autres, il n'est que juste qu'il y ait compensation.

Ce n'est certainement pas ce principe qui a été appliqué dans le traité qu'on nous propose.

Je ne veux pas, messieurs, insister davantage : il appartient à la Chambre de décider si, par un vote nouveau, elle entend détruire les effets d'une délibération qu'elle a jugé utile l'année dernière.

Il appartient à la Chambre de décider si elle veut porter un coup funeste, un coup fatal à l'agriculture et au commerce de votre pays.

Il lui appartient de juger si elle veut, dans des limites qu'elle ne connaît pas et qu'elle ne peut prévoir, s'engager pour l'avenir au moyen d'un traité avec le Mexique.

Pour moi, je ne le pense pas et j'espère que la Chambre n'hésitera pas à repousser avec moi le projet qui lui est soumis. (Applaudissements à droite).

M. le président. — La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. — Je ne retiendrai pas longtemps l'attention de la Chambre. Aussi bien, l'honorable M. Dellisse n'a discuté devant elle que l'article 12 du traité, l'article relatif au régime commercial établi entre la France et le Mexique.

Dans le rapport qui vous est soumis, il est rappelé qu'il ne résulte nullement de la convention commerciale du 27 novembre l'établissement d'un tarif conventionnel entre la France et le Mexique : les deux Etats ont stipulé purement et simplement, au profit de leur nationaux, le traitement de la nation la plus favorisée. En l'absence de tout tarification spéciale, les inconvénients, les dangers même que semble redouter notre honorable collègue M. Dellisse, disparaissent.

Cependant la commission a voulu se rendre compte de la nature du commerce établi entre la France et Mexique, et elle a pu s'assurer que, dans son application, cet art. 12 si vivement critiqué ne manque d'offrir aussi quelques avantages au commerce français.

M. le ministre des affaires étrangères vient de rappeler que la balance du commerce entre la France et le Mexique est favorable à la France. C'est déjà un résultat trop rarement constaté dans nos relations commerciales. Mais il faut aussi rechercher quel est la nature des marchandises échangées. Sur un mouvement général d'importations et d'exportations de 40 millions environ, par année, le Mexique n'importe en France que pour six ou sept millions environ, et la France exporte au Mexique pour 25 ou 30 millions.

M. Achard. — Malgré la folie de l'empire, qui avait rompu nos relations commerciales avec ce pays.

M. le rapporteur. — C'est la question politique qui est ici soulevée...

M. Achard. — Elle n'est pas à dédaigner.

M. le rapporteur. — Assurément, et c'est bien pourquoi je rappelais à la Chambre, tout à l'heure, que les conventions internationales ne doivent pas seulement être envisagées au point de vue exclusif du commerce ; ce sont des traités dits d'amitié et de commerce... (Dénégations et interruptions à droite)... oui, messieurs, d'amitié et de commerce, et il n'est personne ici qui pourrait méconnaître l'intérêt qu'il y a pour la France à renouer une politique d'amitié avec le Mexique.

M. le comte de Maillé. — Quel avantage y trouvez-vous ?

M. le rapporteur. — Messieurs, vous me rendrez cette justice, que je n'avais pas invoqué à l'appui de ce traité des considérations politiques. Je ne croyais pas devoir me placer sur ce terrain ; je reste, au contraire, pour ne pas abuser

des moments de la Chambre, sur le terrain purement commercial qui a seulement été abordé jusqu'ici.

Je rappellerai que la France est un pays importateur au Mexique, et je veux établir qu'il est de son intérêt de conserver cette situation.

Pour cela, il me suffira d'extraire quelques chiffres du tableau des échanges entre les deux pays, tableau annexé au rapport de la commission. Vous apprécierez quelle est la nature et quelle l'importance du commerce français au Mexique.

Sur une importation de 6 à 7 millions de marchandises du Mexique en France, les matières nécessaires à l'industrie, ou les denrées coloniales, qui sont toujours soumises aux droits du tarif général, sont comprises pour plus de 5 millions, c'est-à-dire, pour la presque totalité du chiffre des importations.

Au contraire, les importations de France au Mexique comprennent les produits manufacturés dans la proportion suivante :

En 1880, sur 17 millions d'importations françaises, ces produits entrent pour 10 millions 400,000 fr.

En 1881, pour 15,290,000 fr.; en 1882, pour 18,200,000 fr.; en 1883, pour 18,200,000 fr.; en 1884, pour 12,900,000 fr.; en 1885, pour 11,400,000 fr.

Ce sont ces avantages qu'il importe de conserver.

Tel est, messieurs, l'intérêt qu'a la France à renouer d'abord ses relations politiques avec le Mexique, et, en outre, à placer sous la sauvegarde d'un traité, d'un acte diplomatique, ses relations commerciales avec ce pays.

Il me semble inutile d'insister davantage.

Je dois seulement rappeler à la Chambre que le traité conclu avec le Mexique a été approuvé par le Sénat et que sa commission à l'unanimité, lui propose l'adoption du projet de loi qui en autorise la ratification. (Très bien ! très bien ! à gauche).

M. le président. — M. Delliisse a la parole.

M. Delliisse. — Messieurs, l'argumentation de l'honorable rapporteur m'a paru basée presque uniquement sur les relations politiques, mais je crois que, quand on a établi dans un traité, dans le traité qui nous est soumis, cet art. 12 qui vise nos relations commerciales, c'est qu'on a jugé aussi qu'elles avaient une certaine importance.

Eh bien, j'ai le droit de m'emparer de cet art. 12 et de l'importance que le traité accorde aux relations commerciales des deux pays pour comparer la situation faite à chacun des contractants.

On aura beau assurer nos relations politiques, si à un moment donné nos relations commerciales sont telles que le commerce du pays avec lequel on aura traité vient ruiner le commerce français, on aura fait un acte détestable au point de vue des intérêts français.

Il ne suffit pas d'avoir des relations d'amitié avec les autres pays, il faut avoir des relations profitables pour notre commerce, et non pas ruineuses pour lui.

A tout instant, n'entendez vous pas dire que l'agriculture est dans un état déplorable, qui appelle toute votre attention, qui exige que vous preniez des mesures en sa faveur ?

Eh bien, vous ruinerez davantage encore cette agriculture, qui se réclame de vous, par ce traité que vous nous proposez de faire.

Déjà nous avons perdu l'Angleterre. Le marché anglais nous est fermé ; vous le savez, Messieurs ; vous n'avez pas oublié qu'il y a très peu de temps encore, on est venu à cette tribune protester contre une mesure sanitaire prise chez nos voisins et qui arrête nos exportations.

Eh bien, quand on est impuissant à faire lever les barrières que nous rencontrons à l'étranger, est-ce le moment de faciliter chez nous les importations de viandes étrangères, ces importations qui doivent tuer une des branches principales, une des branches les plus importantes de notre agriculture ?

Il ne peut y avoir, ce me semble, aucune contestation à ce sujet.

Si le traité nous donnait une réciprocité réelle, effective, nous pourrions voir, examiner, discuter les conditions dans lesquelles il nous placerait.

Mais dans le cas actuel, nous n'obtenons pas la réciprocité : vous donnez des avantages et vous n'en recevez pas. Bien plus, en donnant des faveurs au Mexique, vous en donnez à d'autres pays. Qui vous dit, en effet, que tout à l'heure notre marché ne sera pas envahi par ces redoutables exportations américaines dont on parle tant et au sujet desquelles un homme dont la compétence et l'autorité sont reconnues de tous ici, M. le président de la commission des douanes, vous disait récemment : « Si nous recevons aujourd'hui beaucoup de viandes abattues d'Allemagne, d'Italie, le jour peut venir où nous en recevrons aussi d'Amérique. »

Je vous engage à méditer ces paroles, Messieurs, et à retenir aussi cette phrase, qu'il ajoutait ensuite :

« Supposez que l'Angleterre fasse pour la viande abattue ce que, sous prétexte d'épizootie, elle fait pour la viande sur pied, vous verrez refluer la viande américaine sur notre marché. »

Eh bien, par le traité que vous nous demandez de voter, vous nous ouvrez les barrières, vous attirez ici les viandes américaines, qui n'attendent peut-être même pas le moment où elles seront refoulées de l'Angleterre pour arriver sur le marché français. (Applaudissements à droite.)

M. le président. — La parole est à M. le Ministre des affaires étrangères.

M. le ministre des affaires étrangères. — L'honorable orateur qui descend de la tribune disait tout à l'heure à la Chambre que le traité qui est actuellement soumis à ses délibérations constituait un marché de dupe où la France avait fait toutes les concessions et où elle n'en avait obtenu aucune.

Je tiens à établir d'abord que, pour apprécier comme il doit l'être cet acte diplomatique, il serait équitable de ne pas examiner exclusivement l'article 12, et de concéder que dans les autres articles la France a stipulé et obtenu des avantages importants dont il y a lieu de tenir compte, notamment en ce qui concerne la protection de la propriété industrielle des marques de fabrique, des dessins industriels, etc., aussi en ce qui touche le droit pour nos nationaux de posséder des établissements aux Etats-Unis du Mexique et d'y avoir des propriétés immobilières. Ce sont là, ce me semble, des considérations qu'il ne faudrait pas écarter du débat.

Maintenant, pour examiner l'article 12, il y a lieu de se placer à deux points de vue : au point de vue commercial proprement dit et au point de vue agricole.

En ce qui concerne le point de vue commercial, comme le disait tout à l'heure l'honorable rapporteur de la Commission, les importations des Etats-Unis du Mexique en France s'élèvent à peine à 4 millions et quelques centaines de mille francs, tandis que la France importe dans les Etats-Unis du Mexique pour plus de trente millions par an. Dans cette situation, nos rivaux commerciaux ont déjà conclu ou sont sur le point de conclure avec les Etats-Unis du Mexique des traités de commerce.

A droite. — Et les Etats-Unis d'Amérique ?

M. le ministre. — Vous parlez des Etats-Unis d'Amérique : il y a des questions extrêmement délicates qui sont pendantes entre les Etats-Unis d'Amérique et les Etats-Unis du Mexique, notamment en ce qui concerne les acquisitions de propriétés immobilières dans certaines zones frontalières. Mais il n'y a pas que les Etats-Unis du Mexique, il y a l'Angleterre et l'Allemagne qui en ce moment viennent de conclure des conventions commerciales avec les Etats Unis du Mexique, qui poursuivent activement l'expulsion des produits français, et la substitution de leurs produits nationaux aux nôtres.

La question qui se pose actuellement devant la Chambre est bien simple ; elle se résout dans les termes suivants : au point de vue commercial, si vous rejetez le traité qui vous est présenté, le commerce français sera écarté du marché mexicain.

Les produits d'Allemagne, d'Angleterre, viendront se substituer aux impor-

tations françaises, vous aurez ruiné une partie du commerce français, vous lui aurez tout au moins causé un préjudice considérable, et cela sans aucun avantage appréciable.

Le but du traité de commerce se résume exclusivement en ceci : empêcher que nos produits soient écartés au moyen de tarifs différentiels. Voilà la question qui est actuellement soumise à la Chambre. Il ne faut pas la compliquer de considérations étrangères au débat; elle est très simple, très nette : voulons-nous que des tarifs différentiels écartent du marché mexicain les produits français?

Au point de vue agricole on nous a dit que nous sacrifions l'agriculture, qu'elle allait être écrasée par les importations du Mexique; or, ces importations, en totalité, pour les produits de toute nature, s'élèvent aujourd'hui à 4 millions. Comme vous le disiez tout à l'heure, nous ne pouvons raisonner que sur la situation actuelle. Et, dans ce chiffre modique de 4 millions, pour combien les produits agricoles entrent-ils? combien y a-t-il de viandes importées du Mexique? C'est ce que l'honorable M. Delisse a négligé de faire connaître à la Chambre et c'est précisément ce qu'il aurait fallu établir.

On a dit devant la Commission : Si les Etats mexicains sont hors d'état d'importer en France soit du bétail, soit de la viande, il pourra en venir de la Plata et des autres Etats de l'Amérique par l'intermédiaire du Mexique.

Eh bien! si on jette les yeux sur la carte, si on veut se rendre compte des difficultés et des frais de transport, on arrive à se convaincre que ces craintes sont absolument chimériques.

C'est donc par la considération d'une crainte absolument chimérique... (Non! non! à droite) qu'on demande à la Chambre de causer un préjudice actuel, né, évident, indiscutable au commerce français. Voilà la question. (Applaudissements à gauche.)

— Le Traité a été voté par 251 voix contre 233.

ALLEMAGNE, AUTRICHE-HONGRIE, BELGIQUE, BRÉSIL, FRANCE, etc.

Déclaration relative à la Convention pour la protection des câbles sous-marins.

1^{er} décembre 1886.

Les soussignés, plénipotentiaires des gouvernements signataires de la convention du 14 mars 1884, pour la protection des câbles sous-marins(1), ayant reconnu la convenance de préciser le sens des termes des articles 2 et 4 de ladite convention, ont arrêté, d'un commun accord, la déclaration suivante :

Certains doutes s'étant élevés sur le sens du mot « volontairement » inséré dans l'article 2 de la convention du 14 mars 1884, il est entendu que la disposition de responsabilité pénale mentionnée dans ledit article ne s'applique pas aux cas de ruptures ou de détériorations occasionnées accidentellement ou nécessairement en réparant un câble, alors que toutes les précautions ont été prises pour éviter ces ruptures ou détériorations.

Il est également entendu que l'article 4 de la convention n'a eu d'autre

(1) V. cette convention, *Archives*, 1885. III. p. 5.

but et ne doit avoir d'autre effet que de charger les tribunaux compétents de chaque pays de résoudre, conformément à leurs lois et suivant les circonstances, la question de la responsabilité civile du propriétaire d'un câble qui, par la pose ou la réparation de ce câble, cause la rupture ou la détérioration d'un autre câble, de même que les conséquences de cette responsabilité, s'il est reconnu qu'elle existe.

Fait à Paris, le premier décembre mil huit cent quatre-vingt-six et le vingt-trois mars mil huit cent quatre-vingt-sept pour l'Allemagne.

Signé : C. DE FREYCINET. — MUNSTER. — JOSÉ C. PAZ. — GOLUCHOWSKI. — BEYENS. — ARINOS. — R. FERNANDEZ. — MOLTKE-HVITFELDT. — EMANUEL DE ALMEDA. — J. L. DE ALBAREDA. — ROBERT M. MAC-LANE. — LYONS. — CRISANTO MEDINA. — N. DELYANNI. — L. F. MENABRÉA. — HARA. — ESSAD. — CH. DE STUERS. — COMTE DE VALBOM. — B. ALEXANDRI. — KOTZEBUE. — E. PECTOR. — J. MARINOVITCH. — G. LEWENHAUPT. — JUAN J. DIAZ.

Protocole de clôture.

Les soussignés, plénipotentiaires des gouvernements signataires de la convention du 14 mars 1884 pour la protection des câbles sous-marins, réunis à Paris, à l'effet d'arrêter, conformément à l'article 16 de cet acte international, la date de la mise à exécution de ladite convention, sont convenus de ce qui suit (1) :

I. — La convention internationale du 14 mars 1884 pour la protection des câbles sous-marins entrera en vigueur le 1^{er} mai 1888, sous la condition, toutefois, qu'à cette date ceux des gouvernements contractants qui n'ont pas encore adopté les mesures prévues par l'article 12 dudit acte international se seront conformés à cette stipulation.

II. — Les dispositions que lesdits Etats auront prises en exécution de l'article 12 précité seront notifiées aux autres puissances contractantes par l'intermédiaire du gouvernement français, chargé d'en examiner la teneur.

III. — Le gouvernement de la République française reste également chargé d'examiner les mêmes dispositions législatives ou réglementaires que devront adopter, dans leurs pays respectifs, pour se conformer à l'article 12, les Etats qui n'ont pas pris part à la convention et qui voudraient profiter de la faculté d'accession prévue dans l'article 14.

En foi de quoi, les plénipotentiaires soussignés ont arrêté le présent protocole de clôture, qui sera considéré comme faisant partie intégrante de la convention internationale du 14 mars 1884.

Fait à Paris, le sept juillet mil huit cent quatre-vingt-sept.

Signé : FLOURENS. — LEYDEN. — JOSÉ C. PAZ. — HOYOS. — BEYENS. — ARINOS. —

(1) Cette condition a été remplie, sauf par la Perse et les Etats-Unis de Colombie, signataires de la Convention, mais qui, n'ayant pas procédé à l'échange des notifications, ont cessé d'être parties contractantes. — La Convention, avec ses annexes, est promulguée dans le *Journal officiel de la République française* du 25 avril 1888.

MANUEL M. DE PERALTA. — MOLTEK-HVITFELDT. — EMANUEL DE ALMEDA. — J. L. DE ALBAREDA. — ROBERT M. MAC-LANE. — LYONS. — CRISANTO MEDINA. — N. DELYANNI. — L. F. MENABREA. — HARA. — H. MISSAK. — CH. DE STUERS. — COMTE DE VALBOM. — B. ALECSANDRI. — DE GIER. — F. MEDINA. — J. MARINOVITCH. — C. LEWENHAUPT. — JUAN J. DIAZ.

FRANCE — GRANDE-BRETAGNE

Convention pour l'échange des colis postaux

18 juin 1886 (1)

Le Président de la République française et S. M. la reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, désirant faciliter les relations commerciales entre les deux pays au moyen de l'échange des colis postaux sans déclaration de valeur sur les bases de la convention de Paris du 3 novembre 1880, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

Le Président de la République française,

M. C. de Saulces de Freycinet, sénateur, membre de l'Institut président du conseil des ministres, ministre des affaires étrangères, etc., etc.

Et S. M. la reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande,

Le très honorable Richard Bickerton Pemell, vicomte Lyons, pair du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, membre du conseil privé de Sa Majesté britannique, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près le gouvernement de la République française, etc., etc.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. — 1. Il peut être expédié, sous la dénomination de colis postaux, des colis sans déclaration de valeur, savoir :

De la France et de l'Algérie pour la Grande-Bretagne jusqu'à concurrence de 3 kilogrammes ;

De la Grande-Bretagne pour la France et l'Algérie jusqu'à concurrence de 7 livres avoir du poids.

2. Est réservé aux administrateurs des postes des deux pays, le droit de déterminer ultérieurement, d'un commun accord, si leurs règlements respectifs le permettent, les prix et conditions applicables aux colis de plus de 3 kilogrammes jusqu'à 5 kilogrammes.

Art. 2. — 1. Il appartient à l'administration des postes de la Grande-Bretagne d'assurer le transport par mer entre les deux pays.

(1) Premulgué dans le *Journal officiel de la République française* du 3 août 1887. Les ratifications ont été échangées à Paris, le 28 juillet 1887.

2. Toutefois, si l'administration des postes de France trouvait à assurer ce transport à meilleur marché, les deux administrations modifieraient en conséquence, d'un commun accord, les dispositions des articles 3 et 5 ci-après.

Art. 3. — Pour chaque colis expédié de la France et de l'Algérie à destination du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, l'administration des postes de France paye à celle de la Grande-Bretagne, savoir :

1° Un droit territorial de 50 centimes, si le poids du colis n'excède pas 1 kilogramme 360 ou de 1 fr. dans le cas contraire ;

2° Un droit maritime égal à la rétribution payée par l'administration des postes de la Grande-Bretagne aux compagnies de navigation, sans que ce droit puisse, dans aucun cas, dépasser 25 centimes ;

3° Un droit de factage comprenant l'accomplissement des formalités en douane, dont le montant n'excèdera pas 25 centimes.

Pour chaque colis expédié du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande à destination de la France et de l'Algérie, l'administration des postes britanniques paye à celle de France :

1° Un droit territorial de 50 centimes ;

2° Un droit de timbre de 10 centimes ;

3° Un droit pour factage et l'accomplissement des formalités en douane, dont le montant n'excèdera pas 25 centimes.

Art. 4. — L'affranchissement des colis postaux est obligatoire.

Art. 5. — 1. Sauf modification ultérieure, résultant des réserves prévues aux articles 2 et 3 précédents, la taxe des colis postaux adressés de l'un des deux pays dans l'autre, est fixée, savoir :

a) A 1 fr. 60, ou 1 shilling 4 pence, pour chaque colis n'excédant pas 1 kil. 360 ou 3 livres ;

b) A 2 fr. 10, ou 1 shilling 9 pence, pour chaque colis dont le poids excèdera 1 kil. 360 ou 3 livres, sans dépasser 3 kil. ou 7 livres.

2. Le transport entre la France continentale, d'une part, et l'Algérie et la Corse, de l'autre, donne lieu à une surtaxe de 25 centimes par colis à titre de droit maritime à percevoir sur l'expéditeur.

Tout colis provenant ou à destination des localités de l'intérieur de la Corse et de l'Algérie, donne lieu, en outre, à une surtaxe de 25 centimes par colis, qui est également à la charge de l'expéditeur.

Ces surtaxes sont, le cas échéant, bonifiées par l'administration britannique à l'administration française.

3. Le gouvernement français se réserve la faculté de faire usage d'une surtaxe de 25 centimes à l'égard des colis postaux échangés entre la France et le Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande.

Art. 6. — Les colis auxquels s'applique la présente convention ne peuvent être frappés d'aucun droit postal autre que ceux prévus par les articles 3 et 5, précédents, et par l'article 7, ci-après.

Art. 7. — La réexpédition des colis postaux de l'un des deux pays sur l'autre, par suite de changement de résidence des destinataires, ainsi que le renvoi des colis postaux tombés en rebut, donne lieu à la perception supplémentaire des taxes fixées par l'article 5, à la charge des destinataires ou, le cas échéant, des expéditeurs, sans préjudice du remboursement des droits de douane ou autres, acquittés.

Art. 8. — Il est interdit d'expédier par la voie de la poste des colis

contenant soit des lettres ou des notes ayant le caractère de correspondance, soit des objets dont l'admission n'est pas autorisée par les lois ou règlements de douane ou autres.

Art. 9. — 1. Sauf le cas de force majeure, lorsqu'un colis postal a été perdu ou avarié, l'expéditeur et, à défaut ou sur la demande de celui-ci, le destinataire a droit à une indemnité correspondant au montant réel de la perte ou de l'avarie, sans toutefois que cette indemnité puisse dépasser 15 fr.

2. L'obligation de payer l'indemnité incombe à l'administration dont relève le bureau expéditeur. Est réservé à cette administration le recours contre l'administration correspondante, lorsque la perte ou l'avarie a eu lieu sur le territoire ou dans le service de cette dernière administration.

3. Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombe à l'administration qui, ayant reçu le colis sans faire d'observation, ne peut établir ni la délivrance au destinataire ni, s'il y a lieu, la réexpédition de ce colis.

4. Le paiement de l'indemnité par l'office expéditeur doit avoir lieu le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai d'un an, à partir du jour de la réclamation. L'office responsable est tenu de rembourser sans retard à l'office expéditeur le montant de l'indemnité payée par celui-ci.

5. Il est entendu que la réclamation n'est admise que dans le délai d'un an à partir du dépôt du colis à la poste ; passé ce terme, le réclamant n'a droit à aucune indemnité.

6. Si la perte ou l'avarie a eu lieu en cours de transport entre les bureaux d'échange des deux pays, sans qu'il soit possible d'établir dans lequel des deux services le fait s'est accompli, les deux administrateurs supportent le dommage par moitié.

7. Les administrations cessent d'être responsables des colis postaux dont les ayants droit ont pris livraison.

Art. 10. — La législation intérieure de chacun des pays contractants demeure applicable en tout ce qui n'est pas prévu par les stipulations contenues dans la présente convention.

Art. 11. — Les administrateurs des postes des deux pays contractants désignent les bureaux ou localités qu'elles admettent à l'échange international des colis postaux ; elles règlent le mode de transmission de ces colis et arrêtent toutes les autres mesures de détail et d'ordre nécessaires pour assurer l'exécution de la présente convention.

Art. 12. — L'administration des postes de France et l'administration des postes britanniques fixeront d'un commun accord, d'après le régime établi par la convention de Paris du 3 novembre 1880 et, s'il y a lieu, par l'acte additionnel de Lisbonne du 21 mars 1885, les conditions auxquelles pourront être échangés, entre leurs bureaux d'échange respectifs, les colis postaux originaires ou à destination des pays étrangers, qui emprunteront l'intermédiaire de l'un des deux pays pour correspondre avec l'autre.

Art. 13. — Dès que les règlements intérieurs de la Grande-Bretagne le permettront, le régime des avis de réception en vigueur dans les relations entre pays participant à la convention de Paris du 3 novembre 1880, sera étendu, d'un commun accord, par les administrations des

deux parties contractantes, aux colis postaux adressés de l'un des deux Etats dans l'autre.

Art. 14. — Est réservé au gouvernement français le droit de faire exécuter les clauses de la présente convention par les entreprises de chemins de fer et de navigation. Il pourra, en même temps, limiter ce service aux colis provenant ou à destination de localités desservies par ces entreprises.

L'administration des postes de France s'entendra avec les entreprises de chemins de fer et de navigation pour assurer la complète exécution, par ces dernières, de toutes les clauses de la convention ci-dessus et pour organiser le service d'échange à la frontière.

Elle leur servira d'intermédiaire pour toutes leurs relations avec l'administration des postes de la Grande-Bretagne.

Art. 15. — 1. La présente convention sera mise à exécution à partir du jour dont conviendront les administrations des postes des deux pays, après que la promulgation en aura été faite selon les lois particulières à chacun des deux Etats.

2. Elle demeurera obligatoire jusqu'à ce que l'une des deux parties contractantes ait annoncé à l'autre, mais un an à l'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

Art. 16. — La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention, qu'ils ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Paris, le 18 juin 1886.

(L. S.) Signé : C. DE FREYCINET.
(L. S.) — LYONS.

Art. 2. — Le ministre des affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 1^{er} août 1887.

JULES GRÉVY.

Par le Président de la République :

Le ministre des affaires étrangères,
FLOURENS.

DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES

NÉGOCIATIONS

COMMERCIALES ET MARITIMES DE LA FRANCE AVEC L'ITALIE

(1886-1888) (1)

N° 65. — **M. Flourens, Ministre des Affaires étrangères, à M. le Général Menabrea, Ambassadeur d'Italie.**

Paris, le 20 février 1888.

Monsieur l'Ambassadeur, j'ai l'honneur d'adresser, ci-joint, à Votre Excellence, un relevé des propositions, en matière de tarif, auxquelles s'est arrêté le Gouvernement de la République après avoir soumis à un examen approfondi les résultats des conférences qui ont eu lieu, à Rome, pour le renouvellement des arrangements commerciaux et maritimes entre la France et l'Italie.

Ce relevé accompagne une note, également ci-annexée, et je serai obligé à Votre Excellence de vouloir bien faire parvenir ces deux documents à son Gouvernement.

Agrérez, etc.

FLOURENS.

ANNEXE I

A LA LETTRE DU MINISTRE DES AFFAIRES, EN DATE DU 20 FÉVRIER 1888.

Note

Dans la lettre que M. le Président du Conseil d'Italie a adressée, le 3 février, à l'Ambassadeur de la République à Rome, M. Crispi déclare que, dans l'opinion du Gouvernement royal, les propositions présentées par les Délégués français devant avoir pour résultat la prorogation pure et simple du Traité de 1884, qui serait contraire aux intentions du Parlement italien, il croit devoir attendre que le Gouvernement français fasse savoir si et quand il pense reprendre les négociations sur des bases convenant également aux deux Nations.

Cette communication était tout à fait inattendue des négociateurs français dont le séjour n'avait été prolongé à Rome depuis le 24 janvier que dans l'attente de propositions nouvelles et précises qui leur avaient été promises par les Délégués italiens.

Si l'on se reporte, en effet, aux différentes phases de la négociation, on constate qu'après un examen, poursuivi en commun, de l'ensemble des tarifications à établir sur les produits français à l'entrée dans la Péninsule, les offres de l'Italie, en échange du traitement de la nation la plus favorisée pour ses produits en France, se résumaient ainsi : sur 272 articles français inscrits au Tarif de 1881 à l'entrée en Italie, 183 se trouvaient rejetés du Tarif conventionnel ou tombaient sous le coup des droits très relevés du tarif général du 14 juillet 1887. Sur les 89 articles maintenus au tarif conventionnel projeté, 29 avaient à subir des majorations de taxe parfois considérables et parmi ces 29 articles se trouvaient les lainages, les soieries, c'est-à-dire les principaux éléments de notre importation. Un Traité signé dans ces conditions ne pourrait être ratifié par le Parlement français : les débats qui ont eu lieu devant lui à une époque encore récente, relativement au Traité de 1881, ne permettent aucun doute à cet égard.

Pour éviter le double danger, soit d'exposer à un échec la Convention projetée, soit de laisser les transactions des deux Pays dépourvues de toute garantie conventionnelle, les Délégués français ont fait appel aux sentiments de conciliation du Cabinet de Rome en vue d'obtenir des propositions nouvelles et précises : ils admettaient que la nouvelle Convention ne fût pas identique à celle de 1881, mais ils demandaient qu'elle présentât au moins des équivalences propres à établir entre les relèvements et les réductions un équilibre qui permit de la défendre devant le Parlement français. C'est dans ce sens qu'à la réunion du 27 janvier, M. Teisserenc de Bort et M. de Moüy s'exprimaient de nouveau.

Les Délégués italiens reconnaissaient, d'autre part, que leurs propositions n'étaient pas définitives et qu'ils pouvaient faire des concessions nouvelles très importantes sur lesquelles ils devaient demander les instructions définitives de leur Gouvernement.

Dans ces conditions, ce n'était qu'en connaissant en quoi consisteraient ces concessions, et quelle devait en être l'étendue que les Délégués français pouvaient apprécier d'une manière complète la possibilité d'arriver à une entente. Ils attendaient donc sur ces points la réponse promise, lorsque la lettre adressée à M. de Moüy par M. le Président du Cabinet italien, est venu changer entièrement la situation : ne contenant aucune des propositions annoncées, demandant au contraire, de nouvelles communications de la part du Gouvernement français, elle devait nécessairement avoir pour résultat de suspendre sinon de rompre la négociation.

En l'état, le Gouvernement de la République ne peut que maintenir les déclarations déjà faites par ses Délégués : il continue d'être disposé à accueillir les propositions qui lui seraient faites pour l'établissement d'un nouveau régime conventionnel, entre les deux Pays, et qui, dans les modifications que pourrait subir le régime actuel, offriraient d'équitables compensations entre les relèvements et les réductions, dont les produits français seraient l'objet à l'entrée en Italie.

Afin de préciser la situation telle que l'envisage le Gouvernement de la République, l'ensemble des demandes françaises en matière de tarifs se trouve indiqué dans le tableau annexé à la présente Note. En garantissant aux produits italiens, à l'entrée en France le traitement de la nation la plus favorisée, qui s'étend à 871 articles, soit les trois quarts du Tarif général français, et en admettant que l'Italie puisse, relativement à un certain nombre d'articles de provenance française, majorer le tarif conventionnel qui leur est actuellement appliqué, le Gouvernement de la République considère qu'il est en droit d'obtenir sur ce même tarif des réductions équivalentes, en ce qui concerne les lainages, les soieries, les tissus de lin et de chanvre, les fils de toute sorte, les peaux ouvrées, les huiles d'olive, la bijouterie, l'horlogerie, les papiers peints, les articles de mode, les produits céramiques, les porcelaines et cristaux, les ciments et certains produits chimiques et pharmaceutiques.

Paris, 20 février 1888.

ANNEXE II

A LA LETTRE DU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES EN DATE DU 20 FÉVRIER 1888.

Demandes de la France (Tarif B).

DÉNOMINATION DES ARTICLES	UNITÉS	DROITS
Eaux minérales naturelles ou artificielles et eaux gazeuses	100 kilog.	0 50
Vins en fûts (fûts compris) de toute sorte	Hectolitre	2 00
— en bouteilles	—	2 00
Spiritueux non édulcorés, ni aromatisés, y compris le rhum, l'eau-de-vie, etc., en fûts et fûts (fûts compris)	—	12 00
Spiritueux édulcorés ou aromatisés, en fûts (fûts compris) (A).	—	25 60
Spiritueux de toute sorte, en bouteilles :		
Spiritueux de la capacité d'au-dessus d'un demi-litre, mais ne dépassant pas le litre	Le cent.	25 00
Spiritueux de la capacité d'un demi-litre ou moins	—	18 00
Huiles fixes d'olive (B).	100 kilog.	3 00
— non dénommées	—	6 00
Carbonates de plomb (C).	—	5 00
Cartouches vides	—	60 00
Médicaments composés non dénommés, acceptés par une faculté de médecine (sans défalcation du poids des contenants immédiats)	—	120 00
Gommes et résines indigènes brutes	—	1 00
Savon commun	—	6 00
— parfumé	—	12 00
Cire à cacheter	—	30 00
Parfumeries (sans défalcation du poids des contenants immédiats) alcooliques	—	(1) 37 50
Parfumeries non alcooliques	—	12 00
Couleurs dérivées du goudron et d'autres substances bitumineuses à l'état sec	—	Exemptes
Couleurs en pâtes ou liquides	—	Exemptes
Extraits colorants de bois de teinture et d'autres matières tinctoriales de toute sorte	—	12 50
Extrait de châtaignier et autres sucres tanins liquides ou concrets extraits de végétaux	—	Exempt.
Couleurs en tablettes, en poudre et de toute autre sorte	—	12 00
Crayons sans gaine (D).	—	10 00
Cirages	—	5 00

(A) L'exclusion des liqueurs de cette position du tarif constituerait une aggravation du régime actuel sans profit pour l'industrie italienne et souleverait en France de vives réclamations.

(B) Les huiles d'olive d'Italie sont admises en France au droit de 3 francs. On ne s'expliquerait pas que le droit fût plus élevé en Italie, pays de grande production et d'exportation.

(C) Demande de l'inscription du droit de 5 francs dont la France jouissait en vertu de l'ancien Traité austro-italien et non repris dans la nouvelle convention avec l'Autriche-Hongrie.

(D) Demande du maintien du droit de 10 francs inscrit dans l'ancien Traité austro-italien.

(1) Non compris les taxes intérieures.

DÉNOMINATION DES ARTICLES	UNITÉS	DROITS
Fils de lin et de chanvre, simples, écrus, lessivés ou blanchis.	100 kilog.	11 50
Fils de lin, de chanvre, simples, teints	—	17 10
— retors, écrus, lavés ou blanchis.	—	23 10
— retors, teints	—	34 65
Tissus de lin et de chanvre, n'ayant pas plus de 5 fils de chaîne dans l'espace de 5 millimètres : écrus ou blanchis, non compris les toiles d'emballage.	—	23 10
Tissus pour toiles d'emballage, sangles et tuyaux.	—	12 00
— teints ou fabriqués avec des fils teints.	—	38 00
— de lin et de chanvre présentant en chaîne plus de 5 fils dans l'espace de 5 millimètres : écrus, blanchis ou mélangés de blanc (A).	—	57 75
Tissus teints ou fabriqués avec des fils teints.	—	90 00
— imprimés.	—	115 00
— brodés	—	250 00
— cirés, pour parquets, et toiles goudronnées et huilées.	—	20 00
Tissus autres de toute sorte	—	40 00
Fils de jute (B)	—	10 00
Tissus de jute.	—	20 00
Bonneterie et passementerie de lin et de chanvre	—	110 00
Boutons et rubans de lin et de chanvre	—	100 00
Dentelles et tulles de lin et de chanvre	Kil.	7 00
Articles confectionnés de lin et de chanvre	Droits des tissus dont ils sont composés, plus 10 p. 0/0 de ces droits.	
Tissus de coton pur, unis, croisés et coutils écrus pesant 13 kilogrammes ou plus aux 100 mètres carrés et présentant, en chaîne et trame, dans le carré de 5 millimètres de côté :	100 kilog.	57 00
— de plus de 27 fils	—	64 00
Tissus de coton pur écrus pesant 7 kilogrammes ou plus, mais moins de 13 kilogrammes aux 100 mètres carrés et présentant, en chaîne et trame, dans le carré de 5 millimètres de côté :	—	66 00
— de plus de 27 fils	—	75 00
Tissus de coton pur écrus pesant moins de 7 kilogrammes aux 100 mètres carrés et présentant, en chaîne et en trame, dans le carré de 5 millimètres de côté :	—	80 00
Tissus de 27 fils élémentaires ou moins	—	100 00
— de plus de 27 fils	—	100 00

(A) Par suite de l'application de ce tarif, les toiles à voiles payent le même droit que les tissus plus légers et de grand prix, comme les toiles à chemise, et sont ainsi frappées d'une taxe d'environ 25 p. 0/0 sur une valeur de 200 à 250 francs les 100 kilogrammes. A défaut d'une catégorie spéciale pour les tissus de l'espèce qui contiennent le plus ordinairement 10 nls 1/2 en chaîne aux 5 millimètres, ne serait-il pas possible d'obtenir qu'à l'exemple de la douane française, les douanes italiennes comptent pour un seul fil les fils doubles de la chaîne des toiles à voile ainsi que les tissus destinés à la fabrication des sangles et des seaux à incendie.

La France tire de l'Italie la plus grande partie des chanvres employés dans cette fabrication.

(B) Demande d'inscription des droits de 10 francs pour les fils de jute et de 20 francs pour les tissus de jute concédés à la Suisse par le Traité du 23 mars 1883. (Proposition accueillie par les délégués italiens).

DÉNOMINATION DES ARTICLES		UNITÉS	DROITS
Tissus de coton, etc.	blanchis		Droits des tissus écrus, plus 20 p. 100 du droit.
	en couleur ou teints.		Droits des tissus écrus, plus 35 fr. par 100 kilog.
	imprimés.		Droits des tissus blanchis, plus 70 fr. par 100 kilog.
	ouvrés.		Droit des tissus selon l'espèce augmentés de 10 p. 100.
	damassés.		Droits des tissus selon l'espèce augmentés de 15 p. 100.
	brochés (A).		Droits des tissus selon l'espèce augmentés de 15 p. 100.
	brodés (B).		
Tulles de coton.		100 kilog.	400 00
Tissus cirés de coton, pour parquets, et tissus goudronnés		—	25 00
Tissus autres de toute sorte		—	50 00
Tricots de coton { simples.		—	100 00
{ façonnés.		—	130 00
Mèches de lampe et mèches tressées pour bougies		—	60 00
Boutons, passementerie et couvertures de coton		—	100 00
Galons et rubans de coton		—	100 00
Dentelles de coton		—	400 00
Velours de coton	communs et peluches. { écrus.	—	110 00
	{ blanchis.	—	130 00
	{ teints et imprimés.	—	145 00
	{ écrus.	—	130 00
	{ blanchis.	—	150 00
	{ teints et imprimés.	—	165 00
Articles confectionnés de coton.			Droits des tissus dont ils sont composés, plus 10 p. 100 du droit.
Laines naturelles en suint et laines lavées d'effilochage, teintes cardées, peignées, cardées teintes, peignées teintes, d'effilochage teintes		»	Exemptes
Crin brut ou teint et poils de toute sorte		»	—
— frisé, cordes et ouvrages grossiers en crin.		»	8 00
Fils de laine ou de poils	cardée simple { écrus, ayant de longueur au kilg. } jusqu'à 10,000 mètr.	100 kilog.	45 00
		—	55 00
	cardée retors.		Régime des fils écrus.
			Régime des fils écrus, plus 25 francs les 100 kil.
			Régime des fils simples, plus 20 p. 100.
	peignée simple { écrus ayant de longueur au kilg. } jusqu'à 50,000 mètr.	100 kilog.	45 00
		—	55 00
	peignée retors.		Régime des fils écrus.
			Régime des fils écrus, plus 25 francs les 100 kil.
			Régime des fils simples, plus 20 p. 100.

(A) A définir, afin de prévenir les difficultés de classement entre les tissus brochés et les tissus brodés.

(B) Classe unique.

DÉNOMINATION DES ARTICLES		UNITÉS	DROITS
Matelas de toute sorte		100 kilog.	15 00
cardée, jusqu'à 300 grammes.		—	150 00
pesant { plus de 300 grammes et		—	140 00
au { jusqu'à 500 grammes.		—	120 00
mètre carré { plus de 500 grammes.		—	93 50
cardée, avec la chaîne entièrement compo-		—	175 00
sée de fils de coton		—	163 00
peignée, jusqu'à 200 grammes.		—	160 00
pesant { plus de 200 grammes et		—	130 00
au { jusqu'à 500 grammes.		—	
Tissus de laine { mètre carré { plus de 500 grammes.		—	
Peignée, avec la chaîne entièrement compo-		—	
sée de fils de coton		—	
NOTA. Suppression de la Note annexe à l'art. 129 B du Tarif général italien de 1887.			
imprimés.		Droits des tissus respectifs plus 25 fr. les 100 kil.	
brochés (A).		100 kil.	400 00
brodés.		—	18 00
Fentes pour chapeaux.		—	7 00
— goudronnés, pressés pour semelles, etc.		—	60 00
— pour vêtements.		—	30 00
Tissus de crin pour tamis		—	165 00
— de toute autre espèce		—	200 00
Bonneterie et passementerie de laine		—	220 00
Galons et rubans de laine		—	220 00
Boutons (B) de laine.		—	300 00
Dentelles et tulles de laine.		—	
Couvertures de bourre de laine, de rognures et de lisières		—	60 00
de drap		—	110 00
Couvertures et tapis de laine.		—	
Droits des tissus dont ils sont composés plus 10 p. 100 de ces droits.			
Articles confectionnés de laine		100 kil.	Exemptes
Semences de vers à soie.		—	—
Cocons de vers à soie		—	—
Soie grège ou moulinée, écrue.		—	—
— grège ou moulinée, teinte.		—	—
— à coudre		—	—
Bourre et bourrette de soie peignées		—	40 00
Déchets de soie, bruts		—	Exemptes.
— filés.		—	50 00
— teints.		—	100 00
Velours de soie.		Le kil.	6 50
Tissus de soie noire et lustrine		—	4 00
— de soie, non dénommés		—	4 75
— de bourre de soie (c)		—	4 00

(A) Explication demandée sur cette classe qui n'existait pas dans les anciens tarifs et peut donner lieu à de très grandes difficultés et même à la prohibition absolue de certaines catégories de tissus simplement façonnés.

(B) On ne considérera comme couverts d'étoffes que ceux dont le tissu est revêtu d'ornements; les autres boutons d'étoffes rentreront dans la mercerie fine.

(C) Payeront 2 fr. 50 le kilogramme les tissus mélangés de soie ou de bourre de soie dans lesquels la soie ou la bourre de soie de toute espèce ou de toute couleur entrera pour 12 0/0 et jusqu'à 50 p. 0/0.

DÉNOMINATION DES ARTICLES	UNITÉS	DROITS
Tissus ordinaires de déchets de bourre de soie, mélangés ou non d'autres matières.	Le kilog.	2 00
Dentelles et tulles de soie unis.	—	8 00
— et tulles de soie façonnés.	—	12 00
— galons et tulles de soie ou de bourre de soie, mélangés d'or ou d'argent fin ou faux.	—	10 00
Boutons recouverts de soie ou de bourre de soie (c).	Le kil.	4 00
— mélangée d'autres matières.	—	2 00
Articles confectionnés de soie.	Droits des tissus dont ils sont composés, plus 10 p. 100 de ces droits.	
Meubles non rembourrés : en bois courbé même poli, avec ou sans rotin.	100 kilog.	7 50
Meubles autres en bois communs.	—	13 00
— de bois communs, rembourrés.	—	40 00
— de bois d'ébénisterie, plaqués ou marquetés, et même rembourrés.	—	40 00
Ustensiles et ouvrages divers en bois communs : non polis ni peints.	—	8 00
Ustensiles autres.	Pièce.	22 00
Voitures. { à 2 roues.	—	33 00
{ à plus de 2 roues et pas plus de 4 ressorts.	—	110 00
{ avec plus de 2 roues et de 4 ressorts.	—	330 00
Tresses de paille.	100 kilog.	Exempts
— d'écorce, de sparte, etc., pour chapeaux, fines.	—	—
— communes.	—	—
— pour cordages et autres ouvrages.	—	—
Chapeaux de paille, non garnis (1).	Le cent.	(A)
Papier colorié, doré ou peint et pour tentures.	—	20 00
Cartes géographiques.	—	Exempts
Gravures, lithographies et étiquettes.	100 kilog.	20 00
Livres imprimés, en feuilles ou simplement brochés.	—	Exempts.
— cartonnés.	—	12 00
— reliés en peau ou parchemin.	—	20 00
Livres autrement reliés, en velours, en ivoire, etc., avec garniture d'or ou d'argent, etc.	—	100 00
Musique imprimée.	—	5 00
de toutes { vernies.	—	80 00
{ couleurs { maroquinées.	—	70 00
Peaux. . . { finies pour semelles (B).	—	45 00
{ finies autres.	—	50 00
{ de chevreau et d'agneau (C).	—	20 00
{ taillées en tiges, empeignes, etc.	Droits des peaux respectives augmentés de 10 p. 100	
Manchons de peaux fines.	Le cent.	600 00
— communes.	—	300 00
Gants de peau de toute qualité, même simplement taillés.	100 paires	7 50

(c) Même observation que pour les boutons de laine.

(A) Demande d'abaissement du droit de 8 francs proposé par l'Italie.

(B) Inscription du droit du tarif général.

(C) Inscription du droit du tarif général.

(1) Les chapeaux de sparte, d'écorces de bois et de fibres de palmier, sont assimilés aux chapeaux de paille.

DÉNOMINATION DES ARTICLES	UNITÉS	DROITS
Chaussures, bottes, bottines et brodequins.	—	110 00
— autres de toute sorte.	—	70 00
Valises.	La pièce.	2 00
Ouvrages en peau tannée sans le poil, non dénommés.	100 kilog.	50 00
Fontes en gueuses.	—	Exemptes
— ouvrée, en articles bruts.	—	4 00
— en articles polis, tournés, émaillés, étamés ou vernis, et même garnis d'autres métaux.	—	5 00
Fer brut en massiaux et acier en pain.	—	2 00
Fer laminé ou martelé (verges de plus de 5 millimètres de diamètre et barres de toutes dimensions).	—	4 62
Fer en verges (y compris les fils de 5 millimètres ou moins de diamètre ou de côté).	—	8 00
Fer en plaques de 4 millimètres d'épaisseur ou plus.	—	4 62
Fer au-dessous de 4 millimètres d'épaisseur et même en tuyaux.	—	8 00
Fer forgé en ancrs, essieux de voiture, enclumes et ouvrages bruts.	—	7 00
Fer et acier en rails, pour chemins de fer.	—	3 00
Fer et acier de seconde fabrication :		
— ouvrages en fer, simple.	—	11 80
— garnis d'autres métaux.	—	14 00
Fer-blanc recouvert d'étain, de zinc ou de plomb non ouvré.	—	10 75
Fer ouvré, même avec garniture d'autres métaux.	—	16 00
Acier non trempé en barres, en verges, en plaques et en fils.	Régime du fer suivant les dimensions.	
Acier en ressorts de toute espèce.	100 kilog.	15 00
Acier autrement ouvré.	—	23 00
Couteaux pour arts et métiers, et couteaux à manche de bois commun, non garni.	—	16 00
Outils et instruments pour les arts et métiers et pour l'agriculture, de fer, d'acier ou de fer et acier, faux et faucilles.	—	10 00
Outils autres.	—	12 00
Cuivre, laiton et bronze en pains, rosettes, limailles et débris.	—	4 00
Cuivre en barres, en feuilles, en plaques ou en tuyaux.	—	10 00
— en fils de moins de 5 millimètres de grosseur.	—	15 00
— martelés en ouvrages bruts.	—	15 00
— en autres ouvrages.	—	25 00
— en barres, en fils dorés ou argentés.	—	100 00
— dorés ou argentés :		
— enroulés sur fil de matière textile.	—	100 00
— en autres ouvrages.	—	120 00
Toiles métalliques de fer ou d'acier.	—	20 00
— de laiton ou de cuivre.	—	20 00
Nickel et ses alliages avec le cuivre et avec le zinc (Pack-fong et Argentan) en dés, en pains et en débris.	—	4 00
Nickel en feuilles, verges et fils.	—	10 00
— en articles dorés ou argentés.	—	100 00
— en autres ouvrages.	—	60 00

DÉNOMINATION DES ARTICLES	UNITES	DROITS
Etain et ses alliages avec le plomb et l'antimoine, en pains, en verges et en débris.	—	4 00
Etain battu, en feuille de toute sorte	—	15 00
— En autres ouvrages	—	20 00
Mercure	—	10 00
Métaux et alliages métalliques non dénommés, à l'état brut.	—	5 00
Métaux en ouvrages de toute sorte	100 kilogr.	100 00
Machines à vapeur fixes, avec ou sans chaudières et moteurs hydrauliques	—	6 00
Machines à vapeur, locomotives (tenders compris), locomobiles et machines pour la navigation, avec ou sans chaudière	—	8 00
Machines non dénommées et pièces détachées de machines, les garnitures de cardes exceptées.	—	6 00
Gazomètres et leurs accessoires.	—	8 00
Appareils en cuivre ou en autres métaux pour chauffer, raffiner, distiller, etc.	—	10 00
Chaudières détachées en tôle de fer ou d'acier, avec ou sans bouilleurs ou chauffoirs.	—	8 00
Wagons de chemins de fer pour marchandises ou bagages	—	7 00
Wagons pour voyageurs.	—	13 00
Or filé en lames et clinquant et tréfilé.	Le kilogr.	10 00
Or filé sur soie	—	10 00
Or battu en feuilles (sans défalquer le poids du papier).	—	10 00
Argent filé en lames et clinquant et tréfilé.	—	10 00
Argent filé sur soie	—	10 00
Argent battu en feuilles (sans défalquer le poids du papier).	—	5 00
Orfèvrerie et vaisselle d'or.	L'hect.	14 00
Orfèvrerie d'argent, même doré	Le kilogr.	5 00
Bijouterie d'or	L'hect.	7 00
Bijouterie d'argent, même doré	Le kilogr.	10 00
Horlogerie : montres à boîtes d'or	La pièce.	3 00
— montres de tout autre métal	—	1 00
— horloges de table, à tableau ou à pendule	—	5 00
Orgues à cylindre ou boîtes à musique	—	2 00
Mouvements d'horlogerie : de montres	—	0 25
— d'horloges de table, à tableau ou à pendule.	100 kilogr.	50 00
— d'horloges de tour, d'églises, etc	—	20 00
Fournitures d'horlogerie.	—	50 00
Ciments et chaux hydrauliques (a)	1,000 kil.	5 00
Briques. . { Briques, tuiles ordinaires, carreaux bruts et briques réfractaires (b).	—	Exemptes
{ Tuiles plates marseillaises et (b) briques creuses.	—	Exemptes
Houille crue et carbonisée	—	Exempte
Ouvrages de terre commune : carreaux vernissés ou émaillés	100 kilogr.	1 40

(A) Non repris au traité de 1881. Demande l'insertion avec un droit de 5 fr. les 1,000 kil. qui représente encore 14 et 12 p. 0/0 sur une valeur de 35 à 40 francs.

(B) Demande du maintien de la franchise pour ces deux articles non repris dans le nouveau traité avec l'Autriche-Hongrie.

DÉNOMINATION DES ARTICLES	UNITÉS	DROITS
Ouvrages non dénommés (creusets, jarres, poêles, etc.).	—	4 50
Ouvrages de faïence grossière, stannifère ou à pâte colorée, à vernis opaque.	—	8 00
Ouvrages de faïence fine ou à pâte blanche.	—	12 00
— dorée ou autrement décorée.	—	18 00
Ouvrages de porcelaine blanche.	—	12 00
— dorée ou autrement décorée.	—	32 00
Plaques de verre et de cristal, non polies (ternes) d'une épaisseur de 4 millimètres ou plus.	—	3 75
Plaques non polies (verres à vitres).	—	8 00
Plaques de verre et de cristal, polies, non étamées.	100 kilog.	20 00
Miroirs montés et plaques de miroirs polies et étamées (sans défalquer le poids des contenants immédiats).	—	35 00
Ouvrages de verre et de cristal simplement soufflés ou moulés, non colorés, ni passés à la meule ni gravés.	—	7 00
Ouvrages colorés ou passés à la meule, peints, émaillés, dorés ou argentés.	—	11 00
N. B. — Ne sont pas considérés comme passés à la meule les objets pour lesquels on s'est borné à effacer la trace du pontil, ou dont les bords, fonds et bouchons seulement ont été passés à la meule.		
Bouteilles communes (a).	—	4 00
Dames-jeannes.	—	3 00
Verres, cristaux et émaux en conterie, ou pierreries et prismes pour lustres et autres articles similaires.	—	30 00
Vitrifications ou émaux en pain, en baguettes ou en poudre.	—	5 00
Pâtes de froment.	—	5 50
Pain et biscuit de mer.	—	5 50
Fécules.	—	Exempts
Oranges et citrons, même dans l'eau salée.	—	2 00
Cédrats.	—	Exempts
Fruits frais non dénommés.	—	—
Dattes.	—	—
Pistaches en coques ou mondées.	—	8 00
Fruits secs : amandes avec ou sans coques.	—	Exempts
— noix et noisettes.	—	—
— oléagineux non dénommés.	—	—
— non dénommés, excepté les figues et les raisins.	—	2 00
Fruits, légumes et herbes potagères au vinaigre, au sel et à l'huile.	—	8 00
Fruits, à l'esprit-de-vin.	—	40 00
Semences diverses.	—	Exempts
Huiles de palmier et de coco.	—	1 00
Tourteaux de noix et d'autres matières.	—	Exempts
Produits végétaux, légumes et herbes potagères frais non dénommés.	—	—
Viande fraîche et volaille.	—	5 00
— salée, fumée ou autrement préparée.	—	20 00
— cuite.	—	5 00

(A) Caractère des bouteilles communes à déterminer de telle sorte que les bouteilles de nuance claire ne soient pas classées et tarifées comme les articles en cristal, et en stipulant que les bouteilles qui portent la marque ou le nom de la fabrique ou des indications relatives à la capacité ou des cachets gravés au sable ne soient pas exclues de la position dont il s'agit.

DÉNOMINATION DES ARTICLES	UNITÉS	DROITS
Extraits de viande et tablettes de bouillon.	—	40 00
Sardines et anchois marinés ou à l'huile (même en boîtes).	—	10 00
Fromages (b).	—	8 00
Graisses de toute sorte.	—	1 00
Acide stéarique.	—	8 00
Bougies stéariques.	—	15 00
Colle forte.	—	4 00
— de poisson.	—	10 00
Plumes façonnées.	Le kilogr.	15 00
Cheveux ouvrés.	—	10 00
Eponges communes.	100 kilogr.	15 00
— fines.	—	100 00
Corail brut.	100 kilogr.	Exempt.
— ouvré, non monté.	—	Exempt.
Engrais.	—	Exempts.
Mercerie commune, à l'exception de la mercerie de bois et des jouets d'enfants (a).	—	60 00
Mercerie fine.	—	100 00
Eventails communs.	—	90 00
— fins.	—	150 00
Instruments de musique.	Orgues d'église.	12 00
	— portatives.	La pièce 5 00
	Pianos carrés et verticaux.	— 60 00
	— à queue.	— 75 00
	Harmoniums et harmonicas.	— 20 00
	non dénommés.	— 1 00
Casquettes.	Le cent.	100 00
Chapeaux de soie pure ou mélangée d'autres matières, excepté ceux garnis pour dames (b).	—	150 00

(a) Maintien du droit de 8 fr. accordé à la Suisse. (Traité du 22 mars 1883.)

(A) Relativement à la mercerie, les délégués italiens ont annoncé qu'ils étaient disposés à faire des concessions sur cet article de leur tarif soit par voie de réduction sur l'ensemble de la position, soit par des réductions importantes à l'égard des produits compris dans la catégorie de la mercerie et qui ont un intérêt plus considérable pour l'industrie française.

Une réduction d'ensemble est préférable à une réduction partielle qui entraînerait forcément une assez longue nomenclature, laquelle ne pourrait manquer de laisser des lacunes.

Les droits de 60 fr. et de 100 fr., qui ont été portés à 100 fr. et à 200 fr., constituent une augmentation considérable, et le retour au tarif de 1881 ne semble pas inconciliable avec les déclarations des délégués italiens, qui se sont montrés disposés à descendre pour certains articles au-dessous du régime de 1881.

(B) Relativement à la distinction à établir entre les chapeaux garnis ou non garnis, les propositions françaises se résument dans les points suivants :

Pour les chapeaux de feutre pour hommes, que le galon qui borde les chapeaux de feutre pour soutenir le bord et l'empêcher de se déformer ne soit pas considéré comme une garniture, les galons autres que celui de la bordure constituant la garniture des chapeaux pour hommes.

Pour les chapeaux de feutre pour dames, le galon de bordure ne devrait jamais être considéré comme une garniture; il devrait en être de même pour le galon ajouté comme ornement, le caractère essentiel de la garniture des chapeaux de feutre pour dames étant l'adjonction d'étoffes, de plumes ou de fleurs.

Pour les chapeaux de paille garnis pour dames, la douane italienne considérerait au début comme garnis les chapeaux de paille qui n'étaient pas absolument nus; depuis elle a fait la concession qu'on ne considérerait pas comme garniture les cordons, tresses ou passementeries en pailles; actuellement la douane italienne ne considère comme garnis que les chapeaux de paille dont la garniture est d'une matière autre que la paille, ou, si elle est de paille, lorsqu'elle garnit complètement le chapeau. Mais les ornements en paille ne constituant pas, à proprement parler, une garniture, et pour éviter toute difficulté, on pourrait ne considérer comme garnis que les chapeaux ornés de brides, de fleurs, de plumes, de rubans, seules garnitures dont l'arrangement et les dispositions constituent le travail de la modiste, bien différent de celui du fabricant de chapeaux.

Cette formule pourrait être appliquée aux chapeaux garnis de toutes sortes pour femmes.

DÉNOMINATION DES ARTICLES	UNITÉS	DROITS
Chapeaux de toute autre matière, sauf la paille et excepté ceux garnis pour dames	—	100 00
Chapeaux de toute qualité, garnis pour dames.	—	400 00
Fleurs artificielles.	Le kilogr.	6 00
Fournitures pour fleurs artificielles.	—	5 00
Carcasses pour articles de mode.	—	0 50
Objets de collection.	—	Exempts
Tarif de Sortie		
Soufres bruts ou raffinés et fleur de soufre.	Demande de suppression du droit de sortie de 1 fr. 10.	

TARIF A

Droits à l'Entrée en France.

Relativement au tarif A, l'accord s'était établi pour le relèvement du droit conventionnel de 3 francs sur les semoules en pâte et pâtes d'Italie à 8 francs, droit inscrit au Tarif général français et corrélatif au droit de 5 francs sur les blés. Mais l'Italie ayant établi par un décret en date du 10 février 1888 un droit de 11 francs sur ces mêmes articles, l'inscription du droit de 8 francs au tarif d'entrée en France ne manquerait pas de soulever des réclamations de la part des industriels français. Dans cette situation peut-être serait-il préférable de renoncer des deux côtés à l'inscription de cet article dans le nouveau Traité.

Les chiques ou billes en pierres tarifées à 15 francs au Tarif général sont reprises dans le Traité franco-italien de 1881 et soumises à un droit de 4 francs qui a donné lieu à de vives réclamations de la part des marbriers de l'Est. Or, sur une importation totale de 15,254 kilogrammes en 1886, la part de l'Allemagne seule est de 15,132 kilogrammes, et les autres pays y compris l'Italie y figurent pour 122 kilogrammes. Nous demandons la suppression de cet article, sans intérêt pour l'Italie.

Le régime des boutons a donné lieu à des plaintes analogues à celles ci-dessus mentionnées au sujet des chiques en pierre. En effet, le tarif A a taxé à 40 francs les 100 kilogrammes les boutons de cornes moulées, de corozo, de bois et de buffalo que le Tarif général français soumet à un droit de 150 francs les 100 kilogrammes. Ce régime de faveur a surtout profité à l'Allemagne, dont les importations de l'espèce figurent au tableau général du commerce en 1886 pour 244,950 kilogrammes sur un total de 321,433 kilogrammes; la Suisse vient ensuite avec 35,308 kilogrammes, et l'Italie en troisième ligne avec 27,248 kilogrammes. La suppression de cet article dans le tarif A est également demandée.

Suppression réciproque des articles relatifs aux cordages, ficelles et filets de pêche.

Suppression de l'article relatif aux produits chimiques non dénommés.

N° 66. — M. le général Menabrea, ambassadeur d'Italie,
à M. Flourens, Ministre des Affaires étrangères.

Paris, le 22 février 1888.

Monsieur le Ministre, j'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excel-

lence de sa lettre en date du 20 courant, à laquelle était joint un relevé des propositions françaises relatives au Traité de commerce, accompagné d'une note. Ces documents ont été remis hier au soir à la Chancellerie de l'Ambassade. Vu l'urgence, j'ai dû les expédier aujourd'hui même à Rome, où ils arriveront après-demain, sauf les retards qui peuvent provenir de l'état actuel des communications. Comme la prorogation de l'ancien Traité de commerce expire à la fin du mois courant, il restera ainsi à peine quatre jours au Gouvernement italien pour prendre connaissance des propositions françaises et les discuter. Toutefois, Votre Excellence peut être persuadée qu'on mettra le plus grand empressement à les examiner.

Mais, si une solution définitive n'a pas lieu aussitôt qu'il serait désirable pour éviter l'application du système des Tarifs généraux, il faudra en accuser le temps qui aura fait défaut pour résoudre les difficultés que présente une question aussi compliquée et importante que celle dont il s'agit.

Veuillez agréer, etc.

MENABREA.

N° 67. — **M. Gérard, chargé d'affaires de la République française en Italie, à M. Flourens, Ministre des Affaires étrangères.**

(Télégramme.)

Rome, le 26 février 1888.

Hier et aujourd'hui les propositions françaises ont été examinées par le Conseil des Ministres et les Délégués spéciaux. M. Crispi vient de me dire qu'avant de prendre aucune décision il avait prié le Général Menabrea de demander à Votre Excellence si ces propositions devaient être considérées comme définitives, ou comme le point de départ de négociations nouvelles.

GÉRARD.

N° 68. — **M. Flourens, ministre des affaires étrangères, à M. Gérard, chargé d'affaires de la République française en Italie.**

Paris, le 27 février 1888.

J'ai reçu de M. le Général Menabrea une communication dans le sens de votre télégramme d'hier et je viens de lui faire connaître que le Gouvernement français ne croyait pas pouvoir modifier ses dernières propositions. La communication de l'Ambassadeur d'Italie ayant eu lieu verbalement, notre réponse lui a été faite sous la même forme.

FLOURENS.

N° 69. — **Dépêche communiquée par M. le général Menabrea, ambassadeur d'Italie, à M. Flourens, ministre des affaires étrangères.**

Son Excellence le ministre des affaires étrangères d'Italie à l'ambassadeur d'Italie à Paris.

(Traduction.)

Rome, le 28 février 1888.

Dans la note du 20 février que Votre Excellence m'a transmise par le rapport du 22, le Ministre des Affaires étrangères de la République déclare que la communication contenue dans la lettre adressée, le 3 février, par le Président du Conseil des Ministres du Royaume d'Italie à l'Ambassadeur de France était tout à fait inattendue des Négociateurs français dont le

séjour n'avait été prolongé à Rome, depuis le 24 janvier, que dans l'attente de propositions nouvelles et précises qui leur avaient été promises par les Délégués italiens.

Le Gouvernement du Roi ne sait pas se rendre compte de la surprise des Négociateurs français et peut encore moins s'expliquer leur opinion que des propositions nouvelles fussent été formulées par les Négociateurs italiens. Rien qui puisse justifier cette opinion ne résulte des procès-verbaux des conférences. Les Délégués italiens n'ont laissé ignorer à aucun moment aux Négociateurs français les principes desquels le Gouvernement italien devait s'inspirer pour le renouvellement du Traité de commerce, et ces principes n'étaient point conformes à ceux exposés dans les Conférences du 14 et du 27 janvier par les Négociateurs français.

Peut-être l'équivoque existant à cet égard dans la note remise, le 20 février dernier, par M. le Ministre des Affaires étrangères de France à l'Ambassadeur d'Italie à Paris, vient-elle de l'oubli d'un fait qui a eu des conséquences capitales. Dans la lettre susdite du 3 février, le Président du Conseil d'Italie, après avoir apprécié les propositions des Délégués français, ajoutait que si le Gouvernement de la République avait admis les réductions réclamées sur les droits frappant le bétail, l'Italie aurait été disposée, de son côté à faire des concessions nouvelles et considérables. Cette partie de la lettre qui était la plus importante est resté sans réponse.

Il y a, au surplus, lieu de faire observer que la Note du 20 février est en profond désaccord avec le projet de Tarif conventionnel qui s'y trouve annexé. En effet, la Note, en répétant les déclarations formulées à plusieurs reprises par les Négociateurs français, affirme que le Gouvernement de la République est disposé à accueillir un nouveau régime douanier entre les deux Pays, qui offre des compensations entre les relèvements et les réductions dont les produits français seraient l'objet à leur entrée en Italie. Cependant le projet de Tarif, sauf un petit nombre de faibles relèvements, ne fait qu'empirer les conditions stipulées par l'Italie en 1881 et s'écarte complètement du principe qui avait été établi d'un commun accord, dans leurs pourparlers à Paris, entre M. Rouvier et MM. Ellena, Luzzatti et Branca. M. Rouvier désirait que les deux Pays tendissent à restreindre le plus tôt possible le nombre des articles du Tarif inscrits au Traité. Par contre, le Gouvernement français, au lieu d'adhérer à notre proposition de laisser de côté ceux d'entre les articles des catégories du coton et du fer qui n'ont point pour lui un intérêt réclamant une protection spéciale, a demandé que le tarif s'étendit à quelques produits chimiques, aux peaux, aux ciments, etc.

Malgré cela, le Gouvernement italien est disposé à continuer la négociation et, en adhérant au dernier télégramme de Votre Excellence, je vous enverrai par un courrier les contre-propositions italiennes.

Veuillez donner lecture de cette dépêche à Son Excellence M. Flourens et lui en laisser copie, s'il la demande.

CRISPI.

N° 70. — M. Gérard, chargé d'affaires de la République française en Italie, à M. Flourens, ministre des affaires étrangères

(Télégramme)

Rome, le 1^{er} mars 1888.

Hier, à la Chambre des Députés, le Président du Conseil a parlé des

derniers incidents des négociations commerciales avec la France et s'est exprimé à ce sujet en termes très vifs. Il a terminé par la lecture d'un télégramme adressé, le 27, au général Menabrea et dans lequel les déclarations finales de Votre Excellence sont qualifiées comme « insuffisantes à assurer le Gouvernement royal du bon vouloir de la France d'arriver à une conclusion équitable ».

Les résolutions du Gouvernement royal, telles que M. Crispi les a fait connaître, sont : d'une part, l'ordre donné aux douanes du Royaume d'appliquer, à partir du 1^{er} mars, le Tarif général remanié; d'autre part, l'envoi à Paris par la poste des contre-propositions annoncées par le général Menabrea.

La *Gazette officielle* a publié hier soir le décret modifiant le tarif à l'égard des produits français.

GÉRARD.

N° 71. — M. Flourens, ministre des affaires étrangères à M. le comte de Mouÿ, ambassadeur de la République française en Italie.

Paris, le 7 mars 1888.

Monsieur le Comte, le général Menabrea m'a remis, le 3 de ce mois, la traduction ci-annexée d'une lettre que M. le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères d'Italie, lui a adressée au sujet de ma Note du 20 février dont je vous ai envoyé le texte.

Aux termes de cette communication, le Président du Conseil d'Italie ne peut se rendre compte de la surprise que la lettre qu'il nous a écrite le 3 février a causée aux Négociateurs français, ni s'expliquer l'opinion de ceux-ci que des propositions nouvelles dussent être formulées par les Négociateurs italiens. M. Crispi fait observer, d'autre part, qu'il n'est pas question dans la Note du fait que l'Italie aurait été disposée à accorder des concessions nouvelles et considérables si le Gouvernement de la République avait admis des réductions sur les droits frappant, à l'entrée en France, le bétail italien. Enfin le Président du Conseil estime que les demandes de la France, telles qu'elles résultent de la liste jointe à la Note du 20 février, sont en désaccord avec les termes de cette Note, qu'elles s'écartent du principe suggéré par l'Italie en vertu duquel les deux Pays devraient tendre à restreindre le plus possible le nombre des articles conventionnalisés, qu'elles aggravent, au détriment de l'Italie, le le Traité de 1881 et qu'elles ne tiennent pas compte de la proposition italienne de laisser libres ceux des articles des catégories du coton et du fer qui n'auraient pas pour la France un intérêt spécial.

Ces observations ne nous paraissent pas, Monsieur le Comte, de nature à expliquer comment M. le Président du Conseil d'Italie a cru devoir, sans formuler de contre-propositions, vous écrire la lettre du 3 février qui ne pouvait avoir d'autre effet que de mettre fin aux pourparlers engagés à Rome.

A notre point de vue, la Délégation française, ayant demandé que l'Italie présentât des propositions nouvelles et les Délégués italiens ayant promis de prendre à ce sujet les instructions de leur Gouvernement, nos Négociateurs étaient en droit d'attendre et attendaient, en fait, des offres précises, sinon le dernier mot de l'Italie.

Quant à la question du bétail, elle ne pouvait plus être reprise utilement depuis qu'elle avait été l'objet, au cours même des Conférences de Rome,

d'un nouvel examen dont le résultat avait été communiqué au Gouvernement italien. A cet égard, dès le début des pourparlers, les engagements formels pris devant les Chambres françaises par le Gouvernement à diverses reprises avaient été rappelés, et c'est en raison de ces engagements que la Commission parlementaire des Douanes a dû être saisie de la question; vous savez qu'à l'unanimité, moins une voix, elle s'est prononcée contre toute stipulation conventionnelle concernant le régime du bétail à l'entrée en France.

Je ne saurais, d'autre part, admettre qu'il existe un profond désaccord entre la Note du 20 février et le Projet qui l'accompagne. Depuis la dénonciation, par l'Italie, du Traité de 1881 et au cours des négociations actuelles, nous avons toujours été animés des mêmes dispositions, prêts à garantir à l'Italie des concessions qui lui avaient été accordées en 1881 et qui avaient dans une très large mesure profité à son industrie, à son commerce, à son agriculture, mais tenus, d'un autre côté, de ne pas laisser modifier, par des majorations s'étendant aux nombreux articles de notre exportation, le régime que l'Italie nous avait reconnu en 1881; le projet contient diverses modifications à ce régime, mais à côté de changements favorables à la France, il en présente d'autres, destinés à donner satisfaction à l'Italie, notamment sur les points où des classifications nouvelles ont été introduites dans le Tarif général italien.

Dans la lettre ci-annexée, en date du 28 février, M. Crispi annonce du reste à M. le général Manabrea l'envoi de contre-propositions. Je ne les ai pas encore reçues. Nous nous plaisons à espérer qu'elles seront de nature à permettre une entente qui soit profitable aux deux Pays.

Je vous serez obligé, Monsieur le Comte, de vouloir bien donner lecture de cette lettre à M. le Président du Conseil et, s'il le désire, vous pourriez lui en laisser copie.

Agréez, etc.

FOURENS.

PROCÈS-VERBAUX DES CONFÉRENCES DE ROME

POUR LE RENOUVELLEMENT

DU TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LA FRANCE ET L'ITALIE

Procès-verbal n° 1. — Séance d'inauguration, 31 décembre 1887.

Le 31 du mois de décembre 1887, à trois heures et trois quarts de l'après-midi, se sont réunis au Palais de la Consulta, siège du Ministère des Affaires étrangères de l'Italie, pour l'ouverture des Conférences pour le renouvellement du Traité de commerce et de navigation entre l'Italie et la France :

Son Excellence M. Crispi, Président du Conseil des Ministres, Ministre *ad interim* des Affaires étrangères du Royaume d'Italie,

Son Excellence M. Magliani, Ministres des Finances et du Trésor,

Son Excellence M. Grimaldi, Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce,

Son Excellence M. Brin, Ministre de la Marine,

Ainsi que les Délégués de l'Italie :

M. le Commandeur Ellena, Député, Secrétaire général du Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce,

M. le Commandeur Luzzatti, Député,

Et M. le Commandeur Branca, Député.

Son Excellence M. l'Ambassadeur de France, Comte de Mouy, ainsi que le premier Délégué français, M. Teisserenc de Bort, Sénateur,

M. le Docteur Pisani-Cossi, premier Secrétaire de légation, chargé de la Direction du Cabinet politique du Ministère des Affaires étrangères,

M. le Chevalier Mayor, Secrétaire de Son Excellence M. Crispi,

M. le Chevalier Rogeri de Villanova, Secrétaire au Ministère des Affaires étrangères, Délégué au Secrétariat de la Conférence, assistaient à la séance.

Son Excellence M. Crispi, prenant la parole, s'exprime dans ces termes :

« Messieurs,

« Je suis heureux de vous voir réunis, prêts à entreprendre en commun une œuvre d'entente et de paix.

« Par l'envoi de ses Délégués, le Président de la République a montré qu'il appréciait le bon vouloir dont le Gouvernement du Roi a donné preuve dès mon avènement au pouvoir. Par le choix qu'il a fait de vos personnes, Messieurs les Délégués français, il a donné témoignage que votre Gouvernement répond à nos sentiments de conciliation par des sentiments analogues. Je l'en remercie. Dans de telles conditions, l'accord est bien près de se faire,

« Votre tâche a cependant ses difficultés, de même que les principes économiques que vous représentez ont leurs adversaires. Mais votre courage ne faillira pas. En évitant qu'entre deux peuples voisins et amis des barrières surgissent, vous ferez œuvre de bonne économie et sage politique internationales. Les Nations s'estiment d'autant plus qu'elles se connaissent mieux, et l'échange des produits, qu'accompagne toujours l'échange des idées, est une garantie de bonne intelligence entre elles.

« Sur ce, Messieurs je déclare vos Conférences ouvertes et je vous prie de vouloir commencer vos travaux. Abordez-les avec confiance, vous les achèverez avec succès. »

Son Excellence l'Ambassadeur de la République française remercie le Président du Conseil des paroles qu'il vient de prononcer. Les sentiments du Président du Conseil sont exactement ceux des Représentants du Gouvernement français.

M. Teisserenc de Bort : « Je joins mes remerciements à ceux que vient d'énoncer Son Excellence l'Ambassadeur.

« Le Gouvernement de la République est animé du plus vif désir, je dirai même de la ferme volonté d'arriver à une entente, qui, ainsi que l'a dit Son Excellence M. Crispi, ne peut qu'avoir une importance politique très considérable. Jamais mieux que de nos jours on n'a compris quelle influence les affaires exercent sur la politique. Nous ferons donc tous nos efforts pour faciliter la négociation, et si nous défendons les intérêts dont nous avons la charge avec fermeté, car nous ne sommes ici que pour cela, nous apporterons dans les discussions les sentiments les plus sincères de conciliation et de bon vouloir.

« Nous ne ferons en cela que nous conformer aux instructions que

nous avons reçues et répondre au désir du Gouvernement français de rendre plus étroits les liens d'amitié qui unissent les deux pays. »

M. Teisserenc de Bort ajoute quelques mots pour excuser le second Délégué français, M. Marie, Directeur du commerce, ne fait que d'arriver à Rome, et malgré son désir d'assister à cette séance d'inauguration, il ne lui a pas été possible de s'y trouver.

Son Excellence M. Crispi : « MM. les Délégués italiens ont reçu communication des Notes qui ont été échangées entre les deux Gouvernements.

« Il y a, du reste, une question préalable, la question de la navigation : car nous avons à négocier non seulement un traité de commerce, mais aussi un traité de navigation, ce qui vous explique la présence parmi nous de M. le ministre de la marine.

« Vos Chambres, malgré les efforts et l'autorité de M. Rouvier, ont rejeté la Convention de navigation du 20 avril 1886. Depuis lors de nouvelles négociations avaient été engagées, mais je vous l'avouerai franchement, à notre point de vue, nous ne nous trouvons pas mal sans traité. »

Son Excellence M. Brin observe que la question a un peu changé d'aspect depuis un an. Certaines concessions que nous ne pouvions faire alors seraient impossibles aujourd'hui.

Son Excellence le comte de Moüy remarque que l'échec de la Convention de navigation a tenu à un ou deux articles sans importance au point de vue international.

M. Teisserenc de Bort confirme ce que vient de dire M. l'Ambassadeur. Il explique aussi le rejet de la Convention par les circonstances dans lesquelles la Chambre a donné son vote. En conservant les bases essentielles de la Convention de navigation rejetée, nous arriverons à un accord.

Son Excellence M. Brin objecte qu'il s'est créé de nouveaux intérêts depuis un an. Il en sera parlé en temps et lieu.

M. Teisserenc de Bort : « Je demande la permission de suggérer un ordre de travail, qui me semble propre à accélérer l'allure des négociations.

« En général, les négociateurs ont complète liberté d'allures. Ils peuvent prendre pour base de discussion les tarifs généraux de leurs Pays et se faire des concessions réciproques sur ces tarifs. Je ne veux pas dire du mal des tarifs généraux ; mais je crois qu'on admettra facilement avec moi que les tarifs généraux grossissent fortement les chiffres et rendent les concessions faciles. Nous ne sommes pas indépendants, comme l'est le Gouvernement italien qui a dénoncé ses traités et remanié son tarif général. La France n'a pas touché à son tarif général, elle est liée avec plusieurs pays : la Belgique, la Suisse, etc., par des tarifs conventionnels auxquels elle ne peut rien changer. La situation n'est donc pas égale des deux côtés. En l'état, le Gouvernement français estime que les concessions de tarif consenties par l'Italie en 1881, en échanges des avantages que nous lui avons concédés à cette même époque, représentent le *minimum* des concessions que nous pouvons équitablement réclamer en échange de la jouissance de notre tarif conventionnel.

« Ceci n'implique pas que nous nous refusions le moins du monde à examiner les propositions du Gouvernement italien. Nous les examinerons, au contraire, avec un désir sincère de leur donner satisfaction ; mais pour chaque augmentation que nous accorderons, nous demanderons une compensation équivalente.

« Le Traité de 1884 donne déjà à l'Italie une balance commerciale considérable, plus de 100 millions. Le Gouvernement italien doit comprendre que si nous retournions en France apportant un traité qui contint de nouveaux sacrifices, sans compensations pour la France, nous n'aurions aucune chance d'aboutir. Ainsi donc, que le Gouvernement italien veuille bien nous faire connaître les articles sur lesquels il désire une majoration, et quelle majoration il désire, Nous examinerons, nous chiffrerons le résultat des avantages que l'Italie est appelée à en retirer, et nous chercherons sur quels articles et de quelle importance seront les compensations que nous devrions demander. Cette méthode aura, selon moi, l'avantage d'abrégé et d'accélérer nos travaux. Je suis, du reste, prêt à accepter toute autre combinaison qu'il plairait aux Délégués italiens de proposer. »

Son Excellence le Comte de Moüy est d'avis qu'en effet cette méthode éviterait les longueurs.

M. Ellena : « Je crois être l'interprète de mes Collègues en remerciant M. le Sénateur Teisserenc de Bort de la clarté du discours qu'il vient de prononcer. Il me permettra cependant d'exprimer des réserves au sujet de quelques-unes de ses déclarations.

« En premier lieu, la théorie émise par M. le Sénateur Teisserenc de Bort que les concessions faites par l'Italie en 1881 étaient l'équivalent des concessions que nous faisait la France, pouvait être parfaitement juste et fondée lors de la conclusion du traité ; mais depuis cette époque les conditions ont été modifiées. Je ne citerai que les mesures adoptées par la France à l'égard du bétail, lesquelles, sans être en opposition avec le texte du traité, étaient, il en faut convenir, peu attendues après les déclarations et les assurances verbales des Délégués français, au nombre desquels se trouvait l'homme d'Etat qui est aujourd'hui le chef du Cabinet actuel, M. Tirard. Je n'ai pas besoin de dire que le commerce d'exportation du bétail d'Italie en France a, par suite de ces mesures, considérablement diminué, chose grave pour l'élevage italien en général et en particulier pour le commerce de bon nombre de nos provinces.

« Mais il y a plus. En 1881, l'Italie était liée par un traité avec l'Autriche-Hongrie. La France n'était liée par aucun traité. Les concessions que la France nous a faites, étaient donc, si je puis employer cette expression, des concessions de première main. A présent, il n'en est plus ainsi. Vous pouvez certainement faire du mal à l'Italie, mais nous pouvons vous en faire. Ce ne sont pas là nos intentions ; loin de là. Je ne fais que marquer la possibilité de la chose. Toutes les concessions que nous pourrions faire se baseront sur un tarif qui n'est pas lié, sauf pour 49 articles liés dans le traité du 7 décembre 1887 avec l'Autriche-Hongrie. Ces concessions représenteront donc, de notre part, des sacrifices, soit relativement aux ressources du Trésor, soit relativement aux visées économiques du nouveau tarif général. La France, au contraire, n'a presque à concéder autre chose que le traitement de la nation la plus favorisée. Vous nous faites des concessions, mais ces concessions ne vous coûtent rien, car vous êtes liés par vos traités jusqu'à l'année 1892. Vous pouvez frapper l'Italie sans acquérir à votre Trésor des ressources nouvelles. Vous pouvez imposer des sacrifices à l'Italie sans en tirer des avantages économiques pour la France. Il faut tenir compte de cela pour juger la situation exposée par M. Teisserenc de Bort.

« Il y a une autre considération à faire. En traitant avec les autres

pays, vous avez accordé les mêmes concessions que nous vous demandons, en vous contentant de compensations inférieures à celles que nous vous offrons. Vous avez concédé à l'Espagne tout ce que nous vous demandons, bien que son tarif conventionnel soit beaucoup plus élevé que le tarif général italien, sur lequel nous sommes disposés à vous faire des concessions nombreuses et importantes. Cette considération doit avoir une certaine influence. Ainsi encore, vous accordez à l'Autriche-Hongrie le traitement de la nation la plus favorisée, sans les compensations que nous vous offrons, car vous avez limité vos exigences à un droit assez élevé sur les vins mousseux. M. Teisserenc de Bort a parlé de la balance commerciale : sur cela, en effet, la statistique vous donne raison ; mais il faut tenir compte du caractère spécial des articles d'importation et d'exportation. La France nous envoie les produits de ses manufactures et ces produits sont en général des produits fins. Chacun sait que les articles français sont supérieurs en finesse aux produits similaires de l'Allemagne, de l'Angleterre, de l'Autriche-Hongrie, etc. L'Italie, au contraire, n'envoie guère en France que des produits du sol. La différence du caractère entre ces exportations a une grande valeur surtout pour un pays qui, comme la France, n'aspire pas aux lauriers du libre échange.

« Ce n'est assurément pas la faute de notre tarif si certaines exportations françaises en Italie présentent une diminution. L'importation en Italie des produits manufacturés est en augmentation, et ce n'est pas notre faute si d'autres pays, qui ne jouissent pas d'un traitement privilégié, prennent votre place. C'est à vous, Messieurs, à juger si cette situation ne serait pas empirée par l'application des tarifs généraux que nous voulons éviter. C'est à cette fin que, d'après nos instructions, nous sommes portés à faire le plus de concessions possibles.

« Mais, depuis trois ans, nous travaillons à la réforme de notre tarif douanier ; et ce travail n'est certes pas dirigé contre la France. Dans notre programme il s'agit de bien distribuer la défense douanière et de permettre à l'activité nationale d'exploiter toutes nos ressources naturelles.

« Dans le remaniement du tarif, ce que nous voulons surtout, c'est de fournir des ressources à notre budget.

« Nous sommes prêts d'ailleurs, je le répète, à faire toutes les concessions imaginables, je veux dire conciliables avec les intérêts du Trésor et avec les engagements pris devant le Parlement.

« Quant à la question de méthode, il me semble que nous pouvons en remettre la discussion à une autre séance moins solennelle. Je n'ai rien à objecter, en principe, à la méthode proposée par M. Teisserenc de Bort. Je pense cependant que nous pourrions faire une revision très sommaire des articles de notre tarif. Je crois devoir rappeler qu'un accord s'était fait dans les Conférences préliminaires de Paris sur beaucoup de points. Nous commencerions à écarter les articles sur lesquels l'accord s'était déjà établi. Nous reprendrions les articles relativement auxquels il y avait des réserves, et nous arriverions ainsi aux trois points sur lesquels il paraissait plus difficile de s'entendre, c'est-à-dire les soies, les laines et les cotons.

« Ces trois articles ne seront pas pour nos négociations des pierres d'achoppement, mais il est certain qu'ils présenteront plus de difficultés que d'autres.

« Je ne fais qu'exposer cette méthode. Si vous avez, du reste, d'autres

propositions à nous faire, nous sommes prêts à discuter, et le cas échéant, à accepter toute autre méthode qui nous serait proposée. »

M. Teisserenc de Bort : « Je ne faisais que proposer une méthode qui me paraissait plus expéditive pour débayer le terrain et arriver plus rapidement à une entente. »

Son Excellence M. Crispi appuie la proposition de M. Ellena, qui consiste à écarter les articles sur lesquels il y a eu accord, et à passer à la discussion des autres.

Son Excellence le comte de Moüy : « Il convient de réserver pour la fin les questions les plus difficiles. »

M. Ellena demande que le jour de la prochaine réunion soit fixé.

M. Luzzatti demande à poser une question,

M. Teisserenc de Bort : « Pour la date et l'heure de la prochaine séance, nous sommes à vos ordres.

M. Luzzatti : « La question que je voulais poser est celle-ci ; il est un point du discours de M. Teisserenc de Bort que je n'ai pas bien saisi, bien que l'honorable Sénateur se soit très clairement expliqué.

« D'après les paroles de M. le Sénateur, si j'ai bien compris, la France se réserverait le droit de demander des compensations dans le Tarif français. Or, la France étant engagée pour la plupart de ses produits jusqu'en 1892, aurait-elle l'intention d'appliquer à l'Italie des droits différentiels ? »

M. Teisserenc de Bort donne des explications en citant l'exemple des vins.

M. Luzzatti : « C'est donc dans notre tarif que vous chercheriez des équivalents ? »

Son Excellence M. Crispi : « Vous pourriez fixer la première séance à lundi, soit le matin, soit l'après-midi. Vous auriez ainsi cinq ou six heures de travail devant vous. »

M. Ellena : « Il reste donc entendu que nous nous réunirons ici lundi 2 janvier, à deux heures de l'après-midi. »

La séance est levée à quatre heures et demie.

Signé : ELLENA.

LUZZATTI.

BRANCA.

Signé : MOUY.

TEISSERENC DE BORT.

Procès-verbal numéro 2. — Séance du 2 janvier 1888.

PRÉSIDENCE DE M. LE PRÉSIDENT DU CONSEIL.

Etaient présents :

Pour l'Italie : Son Excellence M. Crispi, Président du Conseil ; M. le Commandeur Ellena, Secrétaire général au Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce, Député ; M. le Commandeur Luzzatti, Député ; M. le Commandeur Branca, Député.

Pour la France : Son Excellence M. le Comte de Moüy, Ambassadeur de France près Sa Majesté le Roi ; M. Teisserenc de Bort, ancien Ministre, Sénateur ; M. Marie, Directeur du commerce extérieur. M. le chevalier Stringher, chef de division au Ministère des Finances d'Italie, Secrétaire en chef ; le chevalier Rogeri de Villanova, Secrétaire au Ministère des Affaires étrangères d'Italie, Secrétaire ; M. le chevalier Collarini, ancien Secrétaire

de la Commission d'enquête pour la revision du tarif des douanes, Secrétaire.

La séance est ouverte à deux heures.

Il est donné lecture du procès-verbal de la séance d'inauguration, qui est approuvé, sauf de légères modifications de forme qui seront introduites par MM. les Délégués.

Son Excellence M. Crispi déclare la discussion ouverte. Il est d'avis qu'il convient de faire une revue des articles sur lesquels on s'était mis d'accord dans les séances préliminaires de Paris, ce système ayant l'avantage de débayer le terrain de toute discussion superflue.

MM. les Délégués de la France, tout en déclarant qu'ils n'ont pas encore à leur disposition les documents et les pièces nécessaires à la négociation, adhèrent à la méthode proposée par Son Excellence M. Crispi, sous la réserve de n'accueillir que *ad referendum* les propositions dont ils ne sont pas en mesure de contrôler la portée.

M. le Président de la Conférence fait remarquer que, dans les négociations internationales, l'acceptation d'une proposition *ad referendum* n'engage pas d'une manière formelle et définitive.

En tenant compte des réserves de MM. les Délégués français, Son Excellence M. Crispi donne la parole à M. Ellena pour exposer la situation de la négociation telle qu'elle résultait des Conférences préliminaires de Paris.

M. Ellena rappelle qu'il y a accord relativement à la première position du tarif italien : *Eaux minérales naturelles ou artificielles et eaux gazeuses*, 50 centimes les 100 kilogrammes, au lieu du droit de 5 francs inscrit au tarif général.

Vins. — Les droits du tarif général sont de 20 francs par hectolitre pour les vins en futailles et de 60 francs par cent bouteilles. La France a demandé de revenir à l'ancien droit conventionnel de 4 francs par hectolitre pour les vins en futailles et par cent bouteilles. MM. les Délégués d'Italie sont autorisés à adhérer à cette demande, pourvu que le droit de 4 francs l'hectolitre soit afférent au vin ne titrant pas plus de 15°. Les vins titrant 16° ou plus devraient acquitter les droits de l'alcool sur la quantité d'esprit excédente et le droit d'importation du vin sur le reste du liquide.

MM. les Délégués de la France constatent que le régime proposé par MM. les Délégués italiens relativement au titrage des vins est précisément le régime adopté par la Douane française.

MM. les Délégués italiens font remarquer que, dans les Conférences de Paris, MM. les Délégués du Gouvernement français avaient fait des réserves pour ce qui concerne la position des spiritueux. MM. les Délégués d'Italie avaient aussi fait, à ce sujet, les plus amples réserves en vue des négociations entamées avec l'Autriche-Hongrie, la plus intéressée dans le commerce des spiritueux en Italie. Par le Traité du 7 décembre, le droit d'importation de l'alcool pur en fûts a été réduit de 30 à 14 francs l'hectolitre.

MM. les Délégués d'Italie croient que ce droit doit satisfaire entièrement la France, qui n'a pas d'intérêt de premier ordre en ce qui concerne le commerce de l'alcool en Italie.

MM. les Délégués d'Italie font encore remarquer que le droit d'importation de l'alcool en France est de 30 francs l'hectolitre et que la situation

a empiré dès que la France, par deux lois successives ayant un caractère provisoire, a plus que doublé ce droit.

MM. les Délégués français donnent des explications relativement à la surtaxe dont, aujourd'hui, sont grevés les alcools étrangers à l'entrée en France. Il ne s'agit que d'une mesure temporaire, adoptée en vue de protéger l'industrie française contre l'action des primes résultant des dispositions transitoires de la nouvelle loi allemande sur les alcools. Une fois éliminée la cause de la disposition exceptionnelle, la disposition disparaîtra.

MM. les Délégués d'Italie ne croient pas fondées les craintes de la France à l'égard des primes temporaires dont il est question, et leur croyance est basée sur les résultats du commerce italien des alcools après l'application de la nouvelle loi allemande sur les spiritueux. Ils engagent MM. les Délégués de la France à vouloir tenir compte de la réduction du droit concédée à l'Autriche-Hongrie, qui est considérable, et doit satisfaire complètement les intérêts de l'industrie française.

N° 53 b. — *Cartouches vides avec capsules* ; droit général : 150 francs. Dans les conférences de Paris, la France a demandé de revenir au droit de 60 francs. L'Italie est disposée à adhérer à cette demande, en échange de quelque compensation.

N° 64. — *Savons*. — Les droits insérés au nouveau tarif sont : savon commun, 8 francs ; savon parfumé, 40 francs ; savon de glycérine, 60 fr. La France demande de revenir aux droits de 6 et 12 francs pour les savons communs et les savons parfumés, respectivement, et de conserver le régime actuel pour les savons de glycérine, sauf à tenir compte des droits sur l'alcool. Le Gouvernement italien, tout en faisant ressortir l'importance qu'il attribue à la réforme du régime douanier concernant les savons, est disposé à accueillir les demandes françaises. En ce qui concerne les savons de glycérine, le Gouvernement italien doit tenir compte de l'abrogation de la franchise du droit sur l'alcool employé dans cette fabrication spéciale. Par conséquent, le droit afférent au savon doit être majoré d'une surtaxe correspondant à la quantité de l'alcool employée dans la fabrication.

MM. les Délégués de la France font remarquer qu'il n'est pas facile de déterminer la quantité d'alcool existant dans le savon de glycérine, et qu'il y a du savon transparent qui ne contient plus d'alcool. Ils observent encore que pour la fabrication de cette sorte de savon on peut employer le sucre au lieu de l'alcool. L'expertise n'est pas possible en cas de contestation.

MM. les Délégués d'Italie font ressortir que si la fabrication des savons transparents est soignée, il ne reste pas d'alcool dans les produits en question. Toutefois, les expertises faites en Italie ont donné pour résultat que l'alcool employé dans la fabrication des savons de glycérine représente, en moyenne, le 33 0/0.

A l'égard de la question soulevée par MM. les Délégués de la France relativement à l'emploi du sucre dans la confection de ce produit, MM. les Délégués italiens font remarquer qu'elle n'a pas de valeur dans les conditions actuelles de la taxation en Italie, car si l'alcool pur paye un droit de 180 francs l'hectolitre, 100 kilogrammes de sucre payent un droit de

90 francs, et le rendement en alcool, du sucre, correspond précisément à 50 0/0 du poids du sucre employé.

À Paris, on a soulevé des difficultés de part et d'autre en ce qui concerne le traitement spécial afférant aux savons de glycérine; MM. les Délégués d'Italie n'ont pas de difficulté à laisser cet article spécial en dehors du traité.

N° 66. — *Parfumerie*. — La question a été réservée, à Paris; toutefois MM. les Délégués d'Italie ne croient pas l'accord difficile. Peut-être pourrait-on renoncer de part et d'autre à tout lien conventionnel relativement aux parfumeries.

N° 72. — *Couleurs en tablettes, en poudre et de toute autre sorte*; droit général: 12 fr. 50; l'accord est fait avec le droit de 12 francs.

N° 76. — *Cirage*. — MM. les Délégués d'Italie remarquent que la demande française est de revenir au droit de 5 francs au lieu des deux droits de 12 francs et de 8 francs inscrits au tarif général. D'après le tarif existant, les récipients métalliques, dans lesquels se place le cirage, payent le droit de la matière dont ils sont composés.

Cette note du tarif a donné lieu, à Paris, à des observations, et MM. les Délégués français maintiennent à présent leurs réserves.

À l'égard de l'article n° 78: *Cordages, cordes et ficelles*, les Parties contractantes, dans les conférences de Paris, étaient d'avis de ne pas les comprendre dans le nouveau traité.

Relativement à la cinquième catégorie, toute discussion est renvoyée, d'autant plus que MM. les Délégués français déclarent qu'ils ont des observations à faire et des explications à demander.

Il reste entendu que l'examen des positions du tarif italien concernant les catégories 5, 6, 7 et 8 commencera dans la prochaine séance.

N° 165. — *Meubles*. — MM. les Délégués italiens déclarent que l'accord était fait à Paris, à l'égard des meubles en bois commun. Par le traité avec l'Autriche-Hongrie, les droits relatifs ont été réduits aux taux conventionnels de l'ancien traité, c'est-à-dire à 7 fr. 50 pour les meubles en bois courbé, à 13 francs pour les autres meubles en bois commun. En ce qui concerne les meubles en bois d'ébénisterie, plaqués, sculptés et marquetés, l'Italie est disposée à adhérer aux demandes françaises.

N° 174. — *Voitures ordinaires*. — Relativement aux articles de cette position, l'Italie n'a pas d'objections à faire aux propositions de la France de revenir aux droits conventionnels existants.

MM. les Délégués français demandent si, d'après le régime italien, il y a différence de traitement douanier pour les voitures finies ou non finies, vernies ou non vernies, etc.

MM. les Délégués d'Italie déclarent que le tarif italien ne contient pas de distinction; les voitures payent toujours le même droit, qu'elles soient ou non finies ou vernies.

N° 180. — *Chapeaux de paille, ceux garnis exceptés*. — Le nouveau droit général est de 25 francs; le droit conventionnel existant est de 3 francs les cent pièces. L'Italie est disposée à réduire le droit de 25 francs; mais elle ne pourrait pas revenir au droit de 3 francs.

MM. les Délégués italiens font remarquer que la France n'a pas un grand intérêt dans le commerce de cet article, ainsi qu'il résulte de la statistique officielle. La France est beaucoup plus intéressée en ce qui touche l'industrie des chapeaux garnis. MM. les Délégués italiens engagent les Délégués

de la France à ne pas insister sur leurs premières demandes concernant les chapeaux non garnis, l'Italie étant disposée, dans une certaine mesure, à tenir compte des demandes françaises relatives aux chapeaux garnis.

MM. les Délégués de la France font remarquer que la distinction entre les chapeaux garnis et les non garnis ont donné lieu à des différends qu'il serait bien d'éclaircir.

MM. les Délégués italiens sont entièrement disposés à examiner avec bienveillance les observations et les propositions qui seront, à cet égard, présentées par leurs collègues de la France.

N° 183. — *Papier*. — Dans les Conférences de Paris, les Représentants du Gouvernement français ont demandé de revenir à l'ancien droit de 20 francs pour le papier coloré, doré ou colorié, et pour le papier de tenture. Le droit inscrit au nouveau tarif général italien est de 45 francs.

L'Italie serait disposée à concéder une réduction sur cet article, mais elle ne voudrait pas descendre au taux actuel, car la situation de la fabrication du papier sera modifiée par l'introduction du nouveau droit sur la pâte de bois.

MM. les Délégués français demandent si ce droit est purement fiscal ou s'il a un caractère de protection.

MM. les Délégués italiens répondent que le droit sur la pâte de bois a un caractère plutôt économique que fiscal. Ils engagent leurs collègues français à considérer que dans le traité avec l'Autriche-Hongrie il a été tenu compte de la nouvelle situation faite à la fabrication italienne du papier.

N° 190 et 3, 7 et 8. — A l'occasion des Conférences de Paris, MM. les Délégués français avaient demandé de revenir aux droits conventionnels existants pour les peaux vernies, pour celles taillées pour tiges de bottes, empeignes, etc., et pour les peaux en bandes pour chapeaux.

L'Italie est disposée à concéder des réductions sur les droits afférant aux articles mentionnés; mais on ne pourrait descendre à l'ancienne limite.

MM. les Délégués d'Italie doivent faire remarquer à leurs collègues de France que relativement aux peaux taillées pour tiges de bottes, empeignes, etc., et à celles taillées en bandes pour chapeaux, il y a un déchet de fabrication dont il faut tenir compte, et qu'il n'est pas logique d'appliquer à ces articles le même droit qui frappe les peaux dans lesquelles ils ont été découpés.

N° 192 à 195. — Relativement aux travaux de pelleterie de tous genres, aux harnachements, aux selles et aux gants, MM. les Délégués italiens sont autorisés à adhérer aux demandes françaises.

Relativement aux droits sur les fers, MM. les Délégués italiens rappellent que dans les Conférences de Paris, MM. les Délégués français avaient limité leurs demandes aux instruments et aux ustensiles en fer.

MM. les Délégués de la France déclarent qu'ils ont à présenter d'autres demandes en ce qui concerne le régime douanier des fers et aciers.

L'examen des positions relatives est renvoyé.

MM. les Délégués d'Italie sont disposés à concéder des réductions sur l'orfèvrerie et la bijouterie.

MM. les Délégués français déclarent qu'ils sont particulièrement intéressés à obtenir des réductions sur ces deux articles.

N° 252 a. — La France demande de revenir au droit conventionnel de 1881 pour la terre cuite, d'usage ordinaire, MM. les Délégués italiens, en faisant remarquer que l'industrie française n'a pas un intérêt considérable

dans le commerce de cet article avec l'Italie, engagent leurs Collègues de la France à ne pas insister sur la demande faite à Paris. Cependant l'Italie est disposée à tenir compte des propositions qui pourraient lui être communiquées pour un traitement de faveur à l'égard de quelque article spécial en terre cuite ordinaire, intéressant particulièrement l'industrie française.

N° 255. — A l'occasion des Conférences de Paris, la France a demandé de revenir aux droits conventionnels existant pour les porcelaines. MM. les Délégués italiens font remarquer qu'à la suite du traité avec l'Autriche-Hongrie, le droit sur la porcelaine blanche a été réduit de 25 à 18 francs et le droit sur la porcelaine colorée, dorée, etc., de 40 à 25 francs. L'intérêt principal de l'industrie française concerne la porcelaine colorée, dorée ou autrement décorée vis-à-vis de laquelle la différence entre l'ancien droit conventionnel et le droit fixé par le traité avec l'Autriche-Hongrie est seulement de 3 francs.

Aussi, MM. les Délégués d'Italie engagent-ils leurs Collègues de France à ne pas insister sur les propositions faites aux Conférences de Paris.

N° 259. — *Bouteilles communes*. — MM. les Délégués d'Italie font remarquer que, par les dispositions du traité avec l'Autriche-Hongrie, le droit sur les bouteilles a été réduit de 5 à 4 francs les 100 kilogrammes. Le droit de 4 francs au poids correspond, en moyenne, au droit de 3 francs le cent. La substitution du poids au nombre a été introduite dans l'intérêt des commerçants, qui se plaignaient de la casse résultant de la numération, qui leur causait des pertes considérables.

MM. les Délégués français prennent acte de ces déclarations; ils doivent cependant ajouter qu'il sera bon de fixer les caractères des bouteilles communes, afin d'éviter une taxation exagérée pour certaines qualités de bouteilles.

MM. les Délégués d'Italie répondent que, sur ce terrain, l'accord ne sera pas difficile.

N° 276. — *Oranges et citrons même dans l'eau salée*; droit conventionnel : 2 francs; droit général : 4 francs. La France a demandé de revenir au droit de 2 francs. MM. les Délégués d'Italie notent que la France n'a qu'un intérêt minime dans cette position du tarif; toutefois ils ne se refusent pas d'examiner la demande relative.

N° 283. — *Fruits secs*. — A l'égard des compris dans cette position du tarif italien, la France propose de revenir aux droits conventionnels de 1881. MM. les Délégués italiens, tout en faisant remarquer que la production française n'a qu'un intérêt très restreint dans le commerce relatif, ne se refusent pas à accueillir la demande présentée.

N° 329. — *Merceries*. — MM. les Délégués d'Italie font remarquer que, d'après le traité avec l'Autriche-Hongrie, les merceries communes en verre payent le droit de 60 francs et les merceries fines en cuir le droit de 120 francs au lieu des droits de 100 et 200 francs, respectivement. En outre, les portefeuilles, porte-monnaie, porte-cigares, livrets pour notes, et semblables ouvrages en cuir, à l'exception du cuir de Russie, montés en métaux communs, ni dorés, ni argentés, sont assimilés à la mercerie ordinaire.

Les accessoires de nickel dont ces objets sont fourvus ne sont pas considérés comme métaux argentés.

N° 331. — *Instruments de musique*. — MM. les Délégués d'Italie notent que, dans les Conférences de Paris, les demandes françaises sur

cette position du tarif n'ont pas été précisées. Ils appellent l'attention de MM. les Délégués français sur les concessions faites à l'Autriche-Hongrie par le traité du 7 décembre.

N° 337. — *Chapeaux de soie et chapeaux garnis pour dames.* — La France n'a pas précisé ses demandes; MM. les Délégués d'Italie ont eu l'instruction d'examiner les propositions françaises favorablement.

MM. les Délégués de la France préciseront leurs demandes et, en outre, ils présenteront des propositions relativement aux chapeaux en feutre.

N° 338. — *Fleurs artificielles.* — MM. les Délégués italiens sont prêts à accueillir les demandes de la France à l'égard de cette position du tarif.

N° 340. — *Carcasses pour articles de mode.* — La France demande une réduction du droit conventionnel de 1 franc.

MM. les Délégués d'Italie examineront la demande.

La séance est levée à quatre heures et demie.

Signé : ELLENA,
LUZZATTI,
BRANCA.

Signé : MOUY,
TEISSERENC DE BORT,
MARIE.

Procès-verbal n° 3. — Séance du 9 janvier 1888.

PRÉSIDENCE DE M. ELLENA.

La séance est ouverte à deux heures et demie.

Etaient présents :

Pour l'Italie : MM. Ellena ; Branca ;

Pour la France : MM. le comte Mouy ; Teisserenc de Bort ; Marie.

Assistaient MM. les secrétaires de la Conférence et ceux de la Délévation française : MM. le vicomte de Lavaur, premier secrétaire de l'Ambassade de France et le vicomte R. de Moüy, attaché à la même Ambassade.

Le procès-verbal de la séance précédente est lu et approuvé.

MM. les délégués français demandent des éclaircissements sur les réserves faites à l'occasion de la discussion du tarif douanier italien à l'égard de certaines positions du tarif même. D'après ces réserves, il semble que le tarif du 14 juillet n'est pas définitif.

MM. les Délégués italiens déclarent que les réserves indiquées par leurs collègues de France affectent les produits chimiques, certaines catégories des fils de coton, le traitement des laines lavées naturelles ou en suint et laines lavées, les charbons de bois et bois à brûler, les peaux brutes, les machines, les graines oléagineuses.

Pour les graines oléagineuses, la matière est réglée par un décret royal qui vient de paraître. Pour le charbon et le bois, la question est résolue par le traité avec l'Autriche-Hongrie. Pour le traitement des produits chimiques, la question est encore en suspens, mais il faut remarquer que la France n'y est pas intéressée et que, dans le traité de 1881, les positions de la troisième catégorie n'étaient pas reprises. Il y a quelque autre point encore à étudier ; mais cela ne constitue pas une difficulté aux négociations, car le Gouvernement royal est disposé à étudier avec bienveillance toutes les demandes que la France pourrait formuler.

Comme considération de caractère général, MM. les Délégués italiens

font ressortir qu'un tarif général n'a pas de caractère immuable, et que le Parlement peut bien se réserver de l'assujettir à des révisions partielles.

MM. les Délégués français font remarquer que, si les tarifs généraux ne sont pas immuables, il est bon de savoir à quoi s'en tenir au moment des négociations, pour calculer, autant possible, les effets de l'ensemble du tarif sur le commerce d'un pays. Ils voudraient particulièrement connaître l'importance des modifications qui seraient apportées au tarif italien par la revision de toute la catégorie des produits chimiques.

MM. les Délégués d'Italie donnent des éclaircissements sur le caractère du tarif italien ayant trait à ces produits. Les droits qui les concernent sont, en général, très inférieurs à ceux inscrits au tarif français, car, jusqu'à présent, les produits chimiques ont été considérés comme matières premières pour les autres manufactures, et non comme produits industriels ayant droit à un traitement douanier visant la protection. La revision dont il est question a pour but de régler d'une manière plus rationnelle toute cette matière, pour laquelle la France n'a qu'un intérêt minime.

Toutefois, si MM. les Délégués français ont des demandes à faire, les Délégués italiens répètent qu'ils ne se refusent pas à les examiner avec bienveillance. Ces déclarations faites, MM. les Délégués italiens proposent d'aborder la question des textiles.

MM. les Délégués de France sont prêts à suivre les Délégués italiens dans l'examen de cette question, mais ils croient devoir remarquer qu'il s'agit d'une question très difficile et très délicate ; car le nouveau tarif italien concernant le lin et le chanvre, le coton, la laine et la soie, contient non-seulement des augmentations fort considérables, mais il renferme encore des différences de classification qui aggravent la situation actuelle des droits d'entrée.

MM. les Délégués italiens demandent quelles sont les propositions que MM. les Délégués de France ont à présenter en ce qui concerne la catégorie du lin et du chanvre.

MM. les Délégués français déclarent qu'ils n'ont pas de propositions spéciales à formuler, mais qu'ils ont pour instruction de s'écarter le moins possible du régime actuel.

MM. les Délégués italiens ne peuvent pas nier que les changements introduits dans le régime actuel du lin et du chanvre ont une certaine importance ; ils reconnaissent aussi que la France a quelque intérêt à se défendre en ce qui concerne l'industrie et le commerce des produits dont il est question. Ils croient toutefois que les modifications apportées au régime douanier existant ne sont pas d'une importance telle, à entraver le commerce d'exportation de la France. Il s'agit seulement de distribuer mieux les droits d'après les caractères techniques des différents produits d'une même manufacture, afin de rapprocher le montant du droit de la valeur du produit qu'il concerne. D'autre part, les intérêts de la France, relativement au commerce d'exportation en Italie des produits de cette catégorie, n'ont pas une importance prépondérante, tandis que les industries de la laine et de la soie représentent un intérêt de premier ordre dans les relations économiques des deux pays. En ce qui concerne le lin et le chanvre, la France, au lieu de viser à conquérir des nouveaux marchés ou d'étendre son commerce dans les marchés sur lesquels elle envoie dès à présent ses produits, doit défendre avec les droits très élevés ses industries

contre la concurrence menaçante de la Belgique, de l'Angleterre et de l'Allemagne. En insistant pour obtenir des réductions considérables sur les droits d'importation en Italie, la France, plus que son intérêt, favorise celui des pays susmentionnés. Les mêmes considérations sont, et à plus forte raison, applicables aux propositions françaises concernant les cotons. Il résulte du reste que les droits sur les fils et les tissus de coton à l'entrée en France, sont, dans leur ensemble, plus élevés que les droits italiens.

L'intérêt de l'industrie française du coton dans le commerce avec l'Italie est minime. Cette situation a été toujours implicitement reconnue par les négociateurs de la France. C'est la première fois que la France présente des propositions sur la catégorie dont il s'agit. Si, dans le traité de 1881, les droits du tarif général italien ont été repris, on ne peut pas en conclure qu'un lien conventionnel, que l'Italie a consenti à la dernière heure et par pure courtoisie, soit de nature telle, à changer le caractère traditionnel des négociations entre les deux pays. Les procès-verbaux de 1881 ne contiennent aucune proposition ni aucune déclaration à cet égard.

Par conséquent, MM. les Délégués d'Italie engagent leurs Collègues de France à ne pas insister sur leurs demandes ; à fixer, tout au plus, leurs propositions sur les articles de la catégorie du coton qui peuvent particulièrement intéresser quelque industrie française. Les réductions réclamées par la France dans l'ensemble de la catégorie n'aboutiraient qu'au profit d'autres pays.

MM. les Délégués de France font remarquer qu'ils ne demandent pas qu'une réduction soit faite sur les droits de 1881 ; ils visent au maintien du *statu quo*, car toute augmentation empirerait la situation de l'industrie française vis-à-vis de l'Italie. Sans doute, il ne s'agit pas d'intérêts aussi considérables que ceux qui sont engagés dans les industries de la soie et de la laine, mais il faut tenir compte de l'ensemble des intérêts commerciaux et tâcher de les déranter le moins possible, afin de rendre plus facile l'accueil du traité par les Chambres françaises.

MM. les Délégués d'Italie déclarent que la demande de leurs collègues, de revenir pour le coton au tarif général de 1878, a une portée très considérable et ne correspond pas à l'importance bien restreinte du commerce français ; ils engagent MM. les Délégués français à ne pas vouloir insister sur leurs propositions et à limiter leurs demandes aux points du tarif, relativement auxquels l'industrie française est la plus intéressée.

MM. les Délégués d'Italie appuient leurs considérations avec les résultats fournis par les statistiques du commerce.

MM. les Délégués français ne méconnaissent pas dans une certaine mesure, la valeur des faits et des considérations exposés par MM. les Délégués d'Italie, en ce qui concerne l'industrie cotonnière. Cependant ils doivent remarquer que presque toutes les positions de l'ancien tarif italien ont été majorées et dans plusieurs cas considérablement. MM. les Délégués français ne croient pas pouvoir présenter à leur Parlement une situation conventionnelle empirée sur un grand nombre d'articles. C'est pour cela que, dès le premier moment, ils avaient proposé de prendre pour base de la négociation le traité de 1881 et de discuter les majorations, pour un nombre d'articles très limité, qui seraient demandés par l'Italie. En suivant cette méthode, la discussion se serait bornée à quelques points, et MM. les Délégués français auraient été en mesure de concilier les demandes italiennes avec les intérêts du commerce de leur pays, sans altérer d'une

manière excessive le régime conventionnel actuel en demandant un certain nombre de compensations.

MM. les Délégués italiens répliquent qu'ils comprennent parfaitement les difficultés énoncées par leurs collègues du France; toutefois ils doivent remarquer que si, en 1881, on a insisté pour séparer la durée du traité en deux périodes, avec faculté de le dénoncer quatre ans avant 1892, c'est que le Gouvernement italien prévoyait la nécessité de réformer son tarif douanier. L'Italie n'a pas encore de longues traditions douanières; elle doit développer son régime douanier pour l'appliquer à l'évolution de son état économique; comme l'état industriel de l'Italie est *in fieri*, ainsi la législation douanière est en voie de formation. Dans une telle situation, il paraît que les modifications des droits apportées par le nouveau tarif ne sont pas excessives, tandis qu'elles rapprochent le tarif italien de ceux des Etats dont la constitution économique et douanière est ancienne. L'Italie a dénoncé le traité de 1881 précisément afin de pouvoir introduire dans son tarif les modifications réclamées par le développement de l'industrie et suggérées par l'expérience.

MM. les Délégués d'Italie désireraient ne pas discuter le tarif concernant le coton, sauf les points sur lesquels l'intérêt industriel de la France est évident. Cette méthode faciliterait les travaux et amènerait plus promptement à une solution favorable; elle répondrait aussi aux vues énoncées par M. Rouvier, dans les préliminaires de Paris, de concentrer la négociation aux articles du tarif concernant les intérêts les plus importants des deux pays.

Toutefois, MM. les Délégués d'Italie ne se refuseraient pas à examiner toutes les propositions que MM. les Délégués de France voudraient leur présenter, pourvu qu'ils n'insistent pas sur le retour pur et simple au régime de 1881.

MM. les Délégués français comprennent l'évolution douanière dont MM. les Délégués d'Italie ont parlé; mais ils doivent remarquer que l'augmentation de droits portée par le nouveau tarif est presque générale, et que pour plusieurs articles elle atteint des proportions énormes.

MM. les Délégués italiens répliquent qu'à l'exception de la Belgique et de la Suisse, les tarifs des autres Etats, même de la France, sont dans leur ensemble, plus élevés que le tarif italien concernant le coton.

MM. les Délégués français donnent des éclaircissements de caractère technique sur le régime douanier auquel les cotons sont assujettis dans leur pays, afin de démontrer que les droits plus élevés inscrits au tarif français représentent une protection équitable aux produits plus fins. En outre, ils font remarquer que la valeur des produits dont il est question a baissé considérablement après 1881, et que ce phénomène économique a contribué à augmenter la protection dont jouissaient les industries d'Italie, car la proportion entre la valeur du produit et le droit spécifique afférent a augmenté naturellement et sans aucune intervention du législateur.

MM. les Délégués d'Italie font remarquer que les dernières considérations de leurs collègues de France ne peuvent pas être acceptées sans réserve. Les prix ont baissé, mais il n'est pas exact de déterminer la protection afférent à un produit sur la base de sa valeur, car la protection ne vise pas la matière première, mais la valeur représentée par le travail incorporé dans le produit. Or, dans ces dernières années, le prix de façon

n'a diminué que dans une mesure limitée, certainement non comparable à la baisse constatée pour la matière première.

En outre, il ne faut pas perdre de vue que le changement dans les conditions du travail a été, en Italie, bien moins important que dans les autres Etats industriellement plus avancés.

Si la mesure récite de la protection résulte de l'écart entre le coût de production dans les différents pays, on peut affirmer que la différence entre le coût de production en Italie et celui d'autres contrées est augmentée, particulièrement vis-à-vis de l'Angleterre et de la Suisse. La réduction des frais ayant été plus considérable hors d'Italie, la protection au travail italien résultant du taux des droits de douane a donc plutôt diminué qu'augmenté ; on en a la preuve dans l'état de crise de l'industrie cotonnière italienne.

En considérant que toute réduction de droits sur le coton profiterait dans une proportion énormément plus élevée au pays tiers qu'à la France, MM. les Délégués d'Italie engagent leurs collègues français à bien vouloir ne pas insister sur leurs propositions.

MM. les Délégués français, tout en maintenant leurs objections aux propositions italiennes concernant la catégorie des cotons, désireraient résoudre quelques doutes relatifs au traitement douanier de certains articles. Ils demandent dans quelle position du tarif rentrent les coutils et les tissus croisés ; la suppression de l'assimilation en tissus ouvrés et damassés, à cause de la différence existant dans le prix de façon des deux articles ; un traitement particulier pour les mèches à bougies ; une définition propre à distinguer d'une façon certaine les tissus brochés.

MM. les Délégués italiens déclarent qu'il ne sera pas difficile de se mettre d'accord sur les différents points mentionnés par leurs collègues. Ils sont prêts à accueillir le principe de distinguer les tissus ouvrés des damassés et ils présenteront, dans une prochaine séance, la définition appliquée dès à présent aux tissus brochés. Quant aux coutils et croisés, ils suivent le régime des tissus unis. Pour les mèches à bougies, l'application d'un droit plus favorable aux importateurs ne présente pas de grandes difficultés. Du reste, il est entendu que MM. les Délégués italiens sont prêts à examiner avec bienveillance toute proposition particulière qui leur sera présentée, pour écarter des doutes et préciser la portée des dispositions du tarif.

Ces déclarations faites, MM. les Délégués d'Italie engagent leurs Collègues à faire connaître leurs demandes relativement à la catégorie du lin et du chanvre.

MM. les Délégués français répondent que les augmentations de droit et les modifications de régime du nouveau tarif italien sont tellement considérables, qu'il est difficile de présenter des propositions concrètes à ce sujet.

MM. les Délégués italiens sont persuadés que l'accord ne sera pas difficile sur la catégorie en question, malgré les observations de MM. les Délégués français. D'après les négociateurs d'Italie, dans les dispositions du nouveau tarif pour le lin et chanvre, il n'y a pas d'exagération. La comparaison entre le tarif italien et le français n'est pas décourageante pour l'Italie. La France a des droits très élevés sur ces articles. Ces droits représentent une défense nécessaire à l'industrie française menacée d'une

manière formidable par la concurrence de l'Angleterre et de la Belgique.

L'industrie française du lin a beaucoup souffert depuis quelques années; on ne saurait comprendre comment elle pourrait augmenter ses débouchés si elle réclame une protection très élevée afin de conserver le marché intérieur. La réduction des droits à l'importation en Italie n'aurait qu'une influence très restreinte sur la situation de l'industrie française dont il est question. Cependant si MM. les Délégués de la France présentent des propositions, les Délégués italiens tâcheront de s'en rapprocher le plus possible. Mais ils ne croient pas que la France soit intéressée à insister pour régler d'une manière spéciale le régime du lin et du chanvre. En effet, les dispositions du quatrième chapitre du protocole final annexé au Traité de commerce du 7 décembre avec l'Autriche-Hongrie sont de nature à faire profiter doublement la France : l'option de l'Italie en faveur de l'exportation des soieries assurerait à l'industrie française du lin et du chanvre l'ancien traitement douanier à l'entrée en Italie sur presque toutes les positions du tarif, et de plus, elle ouvrirait à de meilleures conditions le marché austro-hongrois aux tissus de soie, qui constituent une branche florissante de l'industrie française. MM. les Délégués italiens ont la certitude qu'à l'égard de la catégorie du lin et du chanvre, l'accord sera fait sans difficulté.

Après un échange d'observations sur la portée de la clause d'option insérée dans le Traité entre l'Italie et l'Autriche-Hongrie, MM. les négociateurs abordent la question du régime douanier des laines.

MM. les Délégués d'Italie reconnaissent qu'à l'égard de cette catégorie les intérêts industriels et commerciaux de la France sont très considérables. C'est précisément à cause de l'importance des intérêts que la France doit défendre, qu'elle pourra faire quelque concession; l'application du tarif général causerait un dommage très grave à l'industrie française, qui, dans les dernières années, a augmenté la quantité de ses exportations en Italie. La France a compris cette situation et elle a présenté des propositions pouvant servir de base à la discussion, bien qu'elles soient au-dessous de la limite que les Délégués d'Italie considèrent comme nécessaire.

En vue des conditions de l'industrie lainière italienne, qui n'admet pas en général la division de travail entre la filature et le tissage, MM. les Délégués d'Italie ne croient pas nécessaire d'examiner, dès à présent, les propositions françaises concernant les fils. Si l'accord est possible sur les tissus, il n'y aura pas de difficulté à régler le traitement des fils.

Voici les dispositions du tarif italien concernant les tissus de laine et les propositions relatives de la France :

A) TISSUS DE LAINE CARDÉE

	TARIF GÉNÉRAL.	PROPOSITION
1. Du poids de 300 grammes ou moins par mètre carré	200	150
2. De plus de 300 grammes, mais pas plus de 500 grammes	175	140
3. De plus de 500 grammes par mètre carré . . .	150	115

B) TISSUS DE LAINE PEIGNÉE

1. Du poids de 200 grammes au moins par mètre carré	250	175
---	-----	-----

2. De plus de 200 grammes, mais pas plus de 500 grammes	220	165
3. De plus de 500 grammes par mètre carré	190	160

MM. les Délégués italiens font remarquer que le droit proposé de 115 francs pour la troisième catégorie des tissus de laine cardée est extrêmement bas, plus bas que le droit indiqué par les Chambres de commerce de France ; qu'il n'est pas proportionné aux droits proposés pour les autres clauses. Quant aux demandes relatives aux tissus de laine peignée, MM. les Délégués d'Italie trouvent que les taux des droits sont trop rapprochés. Les propositions à l'égard des tissus de laine sont les suivantes :

A) CARDÉE

1. Les 100 kilogrammes	170
2. —	150
3. —	140

B) PEIGNÉE

1. Les 100 kilogrammes	210
2. —	190
3. —	170

MM. les Délégués français font remarquer que l'omission de l'article *Tissus de laine à chaîne entièrement composée de fils de coton* entraîne une augmentation de droits considérable pour cette catégorie de produits. En outre, ils doivent signaler les effets défavorables pour l'exportation française résultant de l'application de la note du n° 129 b du tarif relative aux tissus mélangés de laine cardée et de laine peignée : l'existence d'une partie minime de laine peignée fera passer un tissu de laine cardée dans la catégorie plus fortement taxée.

MM. les Délégués d'Italie répliquent que l'industrie française n'est pas intéressée dans les tissus de laine à chaîne de coton, qui constituent une branche très importante de la fabrication anglaise. Quant à la note dont il est question, on doit remarquer que les dispositions qu'elle renferme sont déjà appliquées par les douanes italiennes. Dans les tissus mélangés de laine cardée et de laine peignée, il est presque impossible de déterminer la matière dominante, si les proportions entre les deux qualités de filés employés ne présentent pas un écart considérable, car il s'agit de matières ayant la même composition chimique.

MM. les Délégués italiens ne se refusent pas d'examiner les demandes françaises relatives à la modification ou à la suppression de la note ; mais ils doivent faire remarquer qu'en tout cas il s'agirait d'une modification importante au régime actuel, qu'ils devraient considérer comme une concession nouvelle.

Relativement au régime des tissus de laine imprimés, MM. les Délégués italiens engagent leurs collègues à formuler leurs propositions et à indiquer la réduction qu'ils désirent. L'Italie sera disposée à réduire la protection afférente à l'imprimerie à 25 francs les 100 kilogrammes.

MM. les Délégués français prennent ce chiffre *ad referendum*.

Quant aux tissus brochés, les Délégués français estiment que l'appli-

cation du nouveau tarif italien peut donner lieu à de grandes difficultés et à la prohibition de certaines catégories de tissus simplement façonnés.

MM. les Délégués d'Italie ne partagent pas cet avis et ils se déclarent prêts à communiquer aux Délégués français une définition tout à fait satisfaisante des tissus brochés.

Pour les autres propositions de la 7^e catégorie du tarif italien, les propositions françaises résultent de la comparaison suivante :

	TARIF GÉNÉRAL	PROPOSITIONS
133. Feutres :		
a. Jusqu'à l'épaisseur de 3 millimètres . . .	Droits des tissus de laine cardée. 20	Réduction.
b. Au-dessous de 3 millimètres		
135. Bonneterie :		
a. Simple	200	Classe unique à 200 francs.
b. Ayant une forme à point diminué (fog- giate	Droits de la bonneterie simple plus 50 p. 0/0 par 100 kil.	
136. Passementerie	220	200
137. Galons et rubans	240	220
138. Boutons	240	220
139. Dentelles et tulles	7	3

Pour les objets confectionnés, MM. les Délégués français demandent de réduire la protection de 50 à 10 p. 0/0.

MM. les Délégués d'Italie remarquent qu'à l'égard des tissus de laine brodés l'intérêt du commerce français est presque nul, mais ils ne refusent pas d'examiner la proposition présentée. Quant aux feutres, ils désirent connaître la mesure de la réduction réclamée par la France. Pour la bonneterie, MM. les Délégués d'Italie ne croient pas que la proposition française soit proportionnée à l'intérêt minime du commerce français ; l'accueil de cette proposition favoriserait particulièrement la concurrence allemande sur le marché italien. Relativement à la passementerie, aux galons et rubans, aux boutons et aux dentelles, l'accord ne sera pas difficile ; mais MM. les Délégués italiens doivent remarquer que, pour toutes ces positions du tarif, l'importation de la France en Italie ne représente qu'une fraction très faible de l'importation totale ; le sacrifice de l'Italie ne serait pas compensé par un avantage correspondant de la part de la France. Enfin, à l'égard des articles confectionnés de laine, MM. les Délégués italiens notent que l'intérêt prépondérant est celui de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie. Le maintien du *statu quo* en ce qui touche le traitement douanier de ces articles n'est pas équitable, car le 10 p. 100 attribué à la confection ne représente pas même le déchet de confection : l'Italie ne se refuse pas à consentir une réduction, mais elle ne peut pas revenir au régime actuel.

MM. les Délégués français prennent acte des déclarations de leurs collègues d'Italie, en se réservant de faire connaître leur avis dans les séances prochaines.

Pour la catégorie de la soie, la France n'a pas présenté des demandes spécifiques ; elle prend pour point de départ le régime de 1881. MM. les

Délégues d'Italie ne croient pas qu'on puisse revenir purement et simplement à ce régime. Ils demandent si la France a vraiment intérêt à insister pour l'exemption des soies teintes et de fils à coudre de soie. L'Italie est disposée à concéder dès à présent les réductions suivantes :

	TARIF GÉNÉRAL	PROPOSITIONS
148. Velours et peluches de soie ou de filoselle :		
<i>a.</i> unis	9	8
<i>b.</i> façonnés	12	10
149. Tissus de soie ou de filoselle :		
<i>a.</i> noirs :		
1. unis	7	5
2. façonnés	10	5
<i>b.</i> couleurs :		
1. unis	8	6
149. Tissus de soie ou de filoselle :		
<i>c.</i> à jour, grenadines (graticolati) :		
1. unis	10	7
2. façonnés	13	10
150. Velours mixtes dans lesquels la soie ou la filoselle entrent dans une proportion non inférieure à 12 p. 0/0 et non supérieure à 50 p. 0/0 :		
<i>a.</i> unis	7	5
<i>b.</i> façonnés	10	7
151. Tissus mixtes dans lesquels la soie ou la filo- selle entrent dans une proportion non inférieure à 12 p. 0/0 et non supérieure à 50 p. 0/0 :		
<i>a.</i> noirs :		
1. unis	4	3 50
2. façonnés	7	5
<i>b.</i> couleurs :		
1. unis	5	4
2. façonnés	8	6
153. Tissus ordinaires de déchets de soie dont le poids dépasse 200 grammes par mètre carré et dans lesquels les déchets de soie entrent dans une propor- tion non inférieure à 12 p. 0/0 :		
<i>a.</i> unis	2 50	2 50
<i>b.</i> façonnés	4 50	4

Les numéros 154, 155 et 156 du tarif italien n'étaient pas repris au traité de 1881 ; MM. les Délégués italiens demandent à leurs Collègues de France s'ils ont des propositions nouvelles à formuler ; ils déclarent encore qu'on n'aura pas de difficulté à s'entendre sur les autres positions du tarif concernant la soie, sauf les réserves déjà faites, d'une manière générale, pour les articles confectionnés.

MM. les Délégués français se réservent de répondre après un examen des propositions italiennes.

La séance est levée à quatre heures et demie.

La séance prochaine est annoncée pour mercredi à deux heures et demie.

Signé : ELLENA.
BRANCA.

Signé : DE MOUY.
TEISSERENC DE BORT.
MARIE.

TROISIÈME PARTIE

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

SUISSE

Rapport présenté à l'Assemblée fédérale par le Conseil fédéral sur sa gestion en 1887.

(Nous extrayons dans le Rapport tout ce qui nous paraît avoir un intérêt général.)

Département des Postes et des Chemins de Fer.

Administration des Postes. — Parmi les affaires que le Conseil fédéral a dû traiter en vertu de la position spéciale qui lui est assignée par la *convention spéciale universelle*, nous relevons :

a) L'adhésion à partir du 1^{er} juin 1887 du territoire de *Cameroun* (sous le protectorat allemand) à la convention postale universelle du 1^{er} juin 1878 (y compris l'acte additionnel du 21 mars 1885), de même qu'à la convention du 3 novembre 1880 (révisée par l'acte additionnel du 21 mars 1885) concernant l'échange des colis postaux ;

b) L'adhésion, à partir du 1^{er} janvier 1888, du territoire de la *compagnie de la Nouvelle-Guinée* (sous le protectorat allemand) à la convention postale universelle ;

c) La déclaration d'adhésion de la République du *Salvador* (qui fait déjà partie de l'union postale) aux arrangements concernant les lettres avec valeur déclarée, les mandats-poste, les colis-postaux, les recouvrements et les livrets d'identité.

L'adhésion devait avoir lieu le 1^{er} janvier 1888, mais elle a dû être ajournée ;

d) L'accession, notifiée pour le 1^{er} janvier 1888, de la *Norvège* à l'arrangement du 21 mars 1885, concernant les recouvrements ;

e) La modification de l'article 13 de la *convention révisée* du 3 novembre 1880, décidée sur la proposition de la France, d'après laquelle les offices participant à la convention qui entretiennent un échange de colis postaux avec des pays non contractants, admettent tous les autres offices participants à profiter de ces relations pour l'échange des colis postaux avec ces derniers pays (Rec. off., nouv. série, X. 175).

4. La *République argentine*, dont le délégué a signé à Lisbonne l'acte additionnel du 21 mars 1885 à la convention du 3 novembre 1880 concernant les colis postaux, a mis cette convention à exécution à partir du 1^{er} juillet 1887.

5. Ainsi que nous l'avons annoncé dans notre rapport de gestion de l'année dernière (chapitre III, chiffre 43), le Royaume de *Roumanie* a cessé, dès le 1^{er} avril 1887, de participer à l'arrangement du 1^{er} juin 1878 concernant

les lettres avec valeur déclarée et à la convention du 3 novembre 1880 concernant les colis postaux.

6. Du 1^{er} au 28 novembre 1887, toutes les administrations de l'union postale ont procédé aux relevés statistiques du *transit de la poste aux lettres* qui, à teneur de l'acte additionnel à la convention postale universelle du 21 mars 1885, serviront de base aux paiements depuis le 1^{er} avril 1886 jusqu'à fin décembre 1888. Nous nous prononcerons dans le rapport de gestion de l'année prochaine sur le résultat de ces relevés, résultat qui n'était pas encore connu à la fin de l'année 1887.

7. Le service des mandats-poste internationaux a été étendu, à partir du 1^{er} avril 1887, aux bureaux de poste français à Alexandrie d'Egypte, Constantinople, Beyrouth, Salonique et Smyrne et, dès le 1^{er} juin 1887, au bureau de poste français de Tanger.

8. Partout où le besoin s'en faisait sentir, l'administration des postes suisses a autorisé les dépôts comptables à l'échange direct des mandats-poste avec l'étranger. A la fin de l'année 1887 c'était le cas pour 188 dépôts. Nous nous proposons d'étendre successivement cette mesure, qui offre un si sensible avantage au public.

9. Outre Cameroun (chiffre 3, lettre a, ci-dessus) et la République argentine (chiffre 4 ci-dessus), le trafic des colis postaux a été étendu à divers territoires d'outre-mer.

10. Des tractations sont encore pendantes avec l'administration des postes britanniques relativement à l'introduction de dépêches directes de colis postaux avec Londres (de et pour les points d'échange de Genève, Pontarlier et Dôle).

11. Ensuite de votes intervenus entre les administrations de l'union postale, les dispositions des arrangements y relatifs ont été modifiées :

a) En élargissant les conditions d'expédition pour les échantillons de marchandises (voir feuille postale 1887, n° 2) ;

b) Par l'introduction de désignations générales pour les correspondances non distribuables (rebut, voir feuille postale 1887, n° 2) ;

c) Par l'admission, sur les cartes postales, d'étiquettes portant l'adresse imprimée du destinataire (voir feuille postale 1887, n° 9).

d) En précisant mieux le texte des mandats télégraphiques (feuille postale 1887, n° 0).

e) Par l'introduction de l'indication du motif du non-paiement des recouvrements (feuille postale 1887, n° 7).

12. Nous relevons du rapport de gestion du Bureau international de l'union postale universelle, rapport qui se trouve à la disposition de l'assemblée fédérale, que les dépenses de ce bureau, après déduction des recettes du journal « l'Union postale » et d'un petit solde à compte nouveau de l'année 1886, se sont montées, en 1887, à fr. 84,618.62 dont fr. 1.400 doivent être supportées par la Suisse. En 1886, les dépenses du Bureau international s'élevaient à fr. 79,374.87 et la quote-part de la Suisse à fr. 1360.

Département des Finances.

MONNAIES. Demandes d'admission dans l'union monétaire latine. — L'Espagne et la Roumanie ont manifesté leur désir de se joindre à l'union latine. D'accord avec les délégués de la dernière conférence monétaire, nous avons fait savoir au gouvernement français, par l'intermédiaire de la légation suisse à Paris, que la demande de ces deux Etats nous paraissait avoir été motivée par le fait que l'union monétaire actuelle imposait à ses membres le devoir et l'obligation d'exclure de la circulation les monnaies d'argent des pays n'appartenant pas à l'union. Comme l'Espagne et la Roumanie se trouvent alternativement dans la situation du cours forcé du papier-monnaie ou de l'argent, elles viendraient fort probablement charger encore davantage d'écus les pays de l'union, plutôt que les en alléger. Même en faisant

abstraction du fait que le territoire de l'union est déjà saturé de pièces de 5 francs, il convenait de considérer que la convention monétaire actuelle, qui expire déjà à la fin de 1890, prévoit et règle les conditions de la liquidation éventuelle de l'union. L'accession à l'union de l'Espagne et de la Roumanie viendrait rendre cette opération encore plus difficile, et c'était là un motif de plus pour, dès l'abord, ne pas se prononcer en faveur de l'admission de ces Etats.

Délais pour le retrait des monnaies d'argent suisses. — Deux requêtes ont été adressées au département des finances par les sociétés suisse et bernoise de commerce et d'industrie, pour lui demander d'accorder un dernier délai pour le retrait des monnaies divisionnaires d'argent suisses mise hors de cours (Helvétia assise). Ces demandes étaient motivées par le fait qu'il se présente encore constamment une quantité de ces monnaies, revenant probablement de France ou d'Italie, et que les caisses publiques refusent d'accepter. Le département dut répondre négativement; les délais avaient déjà duré cinq ans (de 1877 à 1881), sauf une interruption de quatre mois, et, pendant ce temps, il n'avait pas été accordé moins de quatre prolongations de délai. En outre, une quantité considérable de pièces mises hors de cours ayant été remboursées depuis lors au prix de l'argent (à 20 0/0 de perte), il serait impossible de retrouver les anciens pour leur bonifier la différence à laquelle ils auraient droit en cas de fixation d'un nouveau délai. En admettant la requête précitée, on aurait donc commis une injustice propre à soulever un mécontentement bien légitime.

Circulation de monnaies d'argent étrangères. — Nous avons été rendus attentifs de divers côtés à la circulation croissante des monnaies d'argent étrangères, et en particulier des pièces de 5 francs des Républiques de l'Amérique du sud et du centre. On nous a demandé de prendre des mesures efficaces pour refouler ces monnaies, qui n'ont pas cours légal.

Nous avons de nouveau voué toute notre attention à cette affaire et après avoir prévenu officiellement et à diverses reprises le public de ne pas accepter ces espèces, nous avons réuni une collection spéciale de toutes les monnaies qui se trouvent en circulation sans avoir cours légal. Des tableaux donnant la reproduction exacte de ces pièces ont été affichés contre tous les guichets des bureaux des péages, postes et télégraphes et répandus autant que possible dans diverses places.

Le moyen le plus efficace pour empêcher cette circulation abusive serait de donner aux caisses publiques l'instruction de couper les pièces de ce genre qui viendraient à leur être présentées et de les rendre ensuite au porteur. C'est ce qui se fait en Belgique d'après l'ordonnance royale du 3 mai 1886, et en France à la Banque de France. Cette dernière a conclu à cet effet un arrangement spécial avec sa clientèle.

Nous rechercherons encore ce qu'il y aurait à faire pour écarter définitivement cet inconvénient, et en particulier nous étudierons la question de savoir si, au point de vue du droit régalien, une mesure dans le genre de celle qu'a prise la Belgique est admissible, et si son application peut se faire en Suisse.

Retrait des pièces françaises de 5 francs hors de poids. — D'après l'article 3 de la convention latine, chacun des gouvernements contractants est tenu de reprendre des caisses publiques des autres Etats de l'union les pièces d'argent de 5 francs dont le poids aurait été réduit par le frottement au-dessous de la tolérance légale, à condition toutefois que ces pièces n'aient pas subi d'altérations dolosives et que l'empreinte en soit encore reconnaissable.

Faisant usage de cette disposition, nous avons renvoyé en France pendant l'exercice écoulé une quantité considérable d'écus dont le poids était descendu au dessous du minimum de 24,675 gr. Nous ne nous sommes pas trouvés dans le cas d'avoir à effectuer des envois semblables à d'autres Etats de l'union.

Echange de monnaies divisionnaires d'argent. — Ces échanges deviennent de plus en plus fréquents avec la France et l'Italie, en particulier avec ce dernier pays, dont les monnaies affluent chez nous, dans de telles proportions, qu'on peut en conclure que la cause en est due en partie à la circulation du papier-monnaie, en petites coupures, en partie aux changes, qui est toujours bas sur l'Italie. La spéculation paraît aussi y avoir contribué pour sa part.

D'après l'article 6 de la convention monétaire internationale, les caisses fédérales sont tenues d'accepter les monnaies divisionnaires des autres Etats contractants jusqu'à concurrence de fr. 100 pour chaque paiement, de sorte qu'on ne peut remédier à leur affluence excessive qu'en les renvoyant dans leur pays d'origine.

Département du commerce et de l'agriculture.

TRAITÉS DE COMMERCE. — Les traités de commerce existant au moment de l'impression du présent rapport sont les suivants :

Allemagne (1). — Date de la conclusion : 23 mai 1881. — Date de l'entrée en vigueur : 1^{er} juillet 1881. — Durée : 1 an après la dénonciation. — Publication : R. o., s. V. 426.

Autriche-Hongrie (*). — Date de la conclusion : 14 juillet 1868. — Date de l'entrée en vigueur : 5 février 1869. — Durée : Dénoncé pr. le 7 nov. 1888. — Publication : R. o., a. s. IX, 522.

Belgique (2). — Date de la conclusion : Echange de notes 11/16 nov. 1879. — Date de l'entrée en vigueur : 18 novembre 1879. — Durée : Jusqu'à dénonciation : R. o., n. s. IV, 383.

Danemark. — Date de la conclusion : 10 février 1873. — Date de l'entrée en vigueur : 10 juillet 1873. — Durée : 1 an après la dénonciation. — Publication : R. o., n. s. IV, 612.

Espagne. — Date de la conclusion : 14 mars 1883. — Date de l'entrée en vigueur : 18 août 1883. — Durée : Prolongé jusqu'au 1^{er} février 1892. — Publication : R. o., n. s. VII, 203.

Etats-Unis d'Amérique. — Date de la conclusion : 25 novembre 1850. — Date de l'entrée en vigueur : 8 novembre 1855. — Durée : 1 an après la dénonciation. — Publication : R. o., a. s. V, 189.

France (Traité de commerce). — Date de la conclusion : 23 février 1882. — Date de l'entrée en vigueur : 16 mai 1882. — Durée : 1^{er} février 1892. — Publication : R. o., n. s. VI, 295.

Rapport de voisinage. — Date de la conclusion : 23 février 1882. — Date de l'entrée en vigueur : 16 mai 1882. — Durée : 1^{er} février 1892. — Publication : R. o., n. s. VI, 413.

Genève et zone franche. — Date de la conclusion : 14 juin 1881. — Date de l'entrée en vigueur : 1^{er} janvier 1883. — Durée : 30 ans. — Publication : R. o., n. s. VI, 435.

Grande-Bretagne. — Date de la conclusion : 6 septembre 1855. — Date de l'entrée en vigueur : 6 mars 1855. — Durée : 1 an après la dénonciation. — Publication : R. o., a. s. V, 255.

Grèce (3). — Date de la conclusion : 10 juin 1887. — Date de l'entrée en vigueur : 10 juin 1887. — Durée : 1 an après la dénonciation. — Publication : F. féd. 1887, III, 633.

(1) Les négociations sur la révision du traité sont encore en suspens.

(*) Les négociations pour un nouveau tarif sont entamées.

(2) Les deux états s'assurent le traitement de la nation la plus favorisée pour toutes les matières qui étaient régies par le traité, maintenant expiré, d'amitié, de commerce et d'établissement, du 11 décembre 1862, et cela jusqu'à conclusion d'un nouveau traité, auquel à qu'une des parties se retire de l'arrangement provisoire. Les négociations pour un nouveau traité sur le même pied sont ouvertes.

(3) Convention provisoire; la ratification par les parties contractantes n'a pu avoir lieu; mais il a été convenu que la convention entrerait en vigueur dès sa conclusion.

Iles Hawaï (Sandwich). — Date de la conclusion : 20 juillet 1864. — Date de l'entrée en vigueur : 26 février 1869. — Durée : 4 an après la dénonciation. — Publication : R. o., a. s. IX, 464.

Italie (Commerce) (1). — Date de la conclusion : 22 mars 1883. — Date de l'entrée en vigueur : 1^{er} février 1884. — Durée : 1^{er} janvier 1888 ou 1^{er} février 1892. — Publication : R. o., n. s. VII, 349.

Japon (Traité de commerce). — Date de la conclusion : 6 février 1864. — Date de l'entrée en vigueur : 6 février 1864. — Durée : à perpétuité, soumis cependant à la révision. — Publication : R. o., a. s. VIII, 618.

Convention additionnelle. — Date de la conclusion : 26 avril 1867. — Date de l'entrée en vigueur : 26 avril 1867. — Durée : à perpétuité, soumis cependant à la révision. — Publication : R. o., a. s. IX, 55.

Lichtenstein (Traité avec l'Autriche) (*). — Date de la conclusion : 14 juillet 1868. — Date de l'entrée en vigueur : 5 février 1869. — Durée : Dénoncé p. le 7 novembre 1888. — Publication : R. o., a. s. IX, 522.

Pays-Bas (Commerce). — Durée de la conclusion : 19 août 1873. — Date de l'entrée en vigueur : 1^{er} octobre 1878. — Durée : 10 ans. — Publication : R. o., n. s. III, 495.

Perse. — Date de la conclusion : 23 juillet 1873. — Date de l'entrée en vigueur : 27 octobre 1874. — Durée : 1 an après la dénonciation. — Publication : R. o., n. s. I, 164.

Portugal. — Date de la conclusion : 6 décembre 1873. — Date de l'entrée en vigueur : 30 juillet 1876. — Durée : 1 an après la dénonciation. — Publication : R. o., n. s. II, 277.

Roumanie. — Date de la conclusion : 7 juin 1886. — Date de l'entrée en vigueur : 1^{er} juillet 1886. — Durée : 10 juillet 1891. — Publication : R. o., n. s. IX, 116.

Russie. — Date de la conclusion : 14 décembre 1872. — Date de l'entrée en vigueur : 30 octobre 1873. — Durée : 1 an après la dénonciation. — Publication : R. o., a. s. XI, 378.

Salvador. — Date de la conclusion : 30 octobre 1883. — Date de l'entrée en vigueur : 7 février 1885. — Durée : 10 ans. — Publication : F. féd. 1884, I, 381.

Serbie. — Date de la conclusion : 29 mai 1880. — Date de l'entrée en vigueur : 29 mai 1880. — Durée : 1 an après la dénonciation. — Publication : R. o., n. s. V, 158.

Transvaal (république de l'Afrique méridionale). — Date de la conclusion : 6 novembre 1885. — Date de l'entrée en vigueur : 18 novembre 1887. — Durée : 10 ans. — Publication : R. o., n. s. X, 284.

Turquie (traité franco-turc) (2). — Date de la conclusion : 29 avril 1861. — Date de l'entrée en vigueur : 1^{er} octobre 1861. — Durée : 28 ans (soumis à révision. — Publication : N'est pas publié officiellement.

A l'égard de notre situation vis-à-vis des états avec lesquels nous avons été en relations de traités dans l'exercice écoulé (1887), nous avons à remarquer ce qui suit :

Belgique. — Par suite de difficultés qui se sont élevées au sujet de la déclaration basée sur la clause de la nation la plus favorisée, de 1879, relativement au service militaire de suisses établis en Belgique, le besoin d'établir un traité particulier d'établissement s'est fait sentir (voir le rapport du département de justice et police). A cette occasion, le gouvernement belge a désiré entamer des négociations au sujet d'un traité de commerce particulier, et a soumis à cet effet, par note du 28 avril 1887, au conseil fédéral, un projet

(1) Les négociations pour un nouveau tarif conventionnel sont en suspens.

(2) La Suisse a été comprise, en son temps, dans le traité entre la France et la Porte. Un nouveau tarif entre la France et la Suisse d'une part, et la Turquie d'autre part, a été stipulé, mais n'entrera en vigueur qu'avec le traité à conclure.

dont il a été fait part immédiatement aux départements intéressés et aux sociétés suisses de commerce et d'industrie pour en obtenir leur préavis.

Ces préavis nous sont en partie parvenus si tardivement que la réponse essentiellement favorable du conseil fédéral au gouvernement belge n'a pu être expédiée, qu'en février 1888. La conclusion de ce traité ne rencontrerait pas d'obstacles sérieux. A quelques exceptions près, les intéressés envisageraient un traité sur les bases de la nation la plus favorisée comme suffisant.

Les rapports commerciaux entre les deux états ne sont relativement pas très considérables. En regard d'une exportation suisse d'environ 10 millions, le chiffre total de l'importation de Belgique en Suisse s'élevait, en 1886, d'après la statistique suisse, à 25 millions environ. Mais dans ce chiffre sont compris à peu près 12 millions de denrées coloniales et de produits de provenance étrangère à la Belgique, de sorte que les produits d'importation proprement belge s'élèvent à un chiffre rond de 16 millions. Nos principaux articles d'exportation sont les suivants : montres et bijouterie, fr. 2,675,000 ; machines, fr. 284,000 ; soie à coudre et bourre de soie, fr. 263,000 ; tissus de soie et rubans, fr. 882,000 ; tissus de coton et broderies, fr. 1,3 millions ; lait condensé, fr. 307,000 ; fromages, 590,000 ; peaux, fr. 586,000. Parmi les articles d'importation figurent principalement, outre les denrées coloniales proprement dites, les suivants : cuirs, 2 millions ; saindoux, 1,5 millions ; huiles, fr. 718,000 ; articles qui, pour la plus grande partie, sont probablement de provenance étrangère à la Belgique ; en outre : fils et tissus de lin, 2,6 millions ; fils et tissus de laine, 2,1 million ; laine, 1,6 million ; fils et tissus de coton 1,5 millions ; stéarine, fr. 503,000 ; viande et poissons, fr. 473,000 ; charbon fossile, fr. 626,000 ; tôle de fer, fr. 530,000 ; zinc, fr. 339,000 ; verre, fr. 574,000.

A l'exception de ceux qui concernent les fils et les tissus, les droits belges sont en général peu élevés. Les fromages, les montres, les articles de bijouterie, les soieries, les pailles tressées, les couleurs, les peaux, etc., sont exempts.

Quant à obtenir une réduction de droits belges sur les fils et les tissus, il faut y renoncer d'emblée, attendu que la Belgique ne se pourvoit en Suisse que d'une très minime partie de ces articles. Et d'ailleurs le traité sus-mentionné ne sera conclu que pour une durée égale à celle du traité avec la France, soit jusqu'au 1^{er} février 1892 ; du reste, nous tâchons en général de nous réserver la résiliabilité pour cette même époque des traités de commerce les plus importants.

Allemagne. — Les négociations commencées au sujet de la révision de notre traité de commerce avec l'Allemagne ont été interrompues un temps assez long en considération des négociations concernant les tarifs projetés entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, et, après que ces dernières eurent échoué, elles ont été reprises en novembre. La liquidation finale de cette affaire est en voie de réussite prochaine.

Grèce. — Par l'intermédiaire des ministres suisse et grec à Berlin, il a été conclu avec ce pays, en date du 10 juin 1887, une convention de commerce provisoire, par laquelle les deux états se garantissent mutuellement les droits de la nation la plus favorisée. La ratification en a été retardée par plusieurs circonstances. Nous avons l'intention de vous soumettre, dans la session ordinaire de juin, un message au sujet de cette convention. Conformément à un échange de notes, cette convention est en vigueur à partir du jour de la conclusion. Quant aux circonstances qui nous ont donné lieu à entrer en négociations avec la Grèce et à nos rapports commerciaux avec ce pays, nous vous avons renseignés brièvement là-dessus dans notre rapport de gestion de 1884.

Italie. — La dénonciation de notre traité de commerce avec l'Italie, pour la fin de l'année 1887, que nous avons fait entrevoir dans notre rapport sur l'exercice écoulé, s'est faite par note italienne du 6 juin de cette année, après avoir été précédée de la dénonciation des traités avec la France, l'Autriche-

Hongrie et l'Espagne. Les trois traités formaient, à part quelques exceptions déterminées par le traité italo-allemand qui sera en vigueur jusqu'au 1^{er} février 1892, tout le tarif conventionnel italien.

D'abord, on négocia à Rome avec l'Autriche, et l'on est arrivé, le 7 décembre 1887, à la conclusion d'un nouveau traité de commerce et de navigation. Par ce traité, l'Autriche a admis l'augmentation de plusieurs droits, qui nous concernent aussi, qui n'étaient liés que dans l'ancien traité austro-italien, et dont la modification est entrée en vigueur avec le nouveau traité le 1^{er} janvier 1888. Ces droits concernent notamment la pâte de bois (jusqu'ici exempt, maintenant fr. 4 par 100 kilos. Notre exportation de cet article en Italie s'élevait, en 1886, à fr. 450,000); papier brouillard et d'emballage (jusqu'ici exempt, maintenant fr. 3; notre exportation en Italie s'élève à fr. 16,800). Les bêtes à cornes (exportation en 1886 environ 3 1/2 millions), et les tissus élastiques (exportation en Italie fr. 271,000), ne figurent plus du tout dans le traité; pour les vaches, l'ancien traité stipulait 7 fr. 50; les nouveaux droits généraux s'élèvent à fr. 12; pour les tissus élastiques, les droits de l'ancien traité s'élevaient à fr. 115,50 par 100 kilos; le nouveau droit général s'élève à fr. 140. Après la conclusion de ce traité, qui est loin de nous être favorable, le gouvernement italien s'est déclaré prêt à négocier aussi avec la Suisse, la France et l'Espagne.

Nous avons désigné pour délégués : M. le ministre Bavier, à Rome; M. le conseiller national Cramer-Frey et M. Blumer, membre du conseil des états, qui sont arrivés à Rome le 23 décembre et ont sur-le-champ entamé les négociations. Comme la poursuite des débats dépendait essentiellement de celle des négociations avec la France, et que l'arrivée des délégués français se fit attendre jusqu'au 28 décembre, ces débats n'ont pas été au-delà de quelques préliminaires généraux. Le 31 décembre était le terme d'expiration des anciens traités. Il ne restait donc plus que strictement le temps de statuer une prolongation provisoire de ces derniers, prolongation qui a été convenue en date du 31 décembre pour une durée de deux mois. Les négociations franco-italiennes ont été alors sur-le-champ entamées, mais on pouvait prévoir qu'elles exigeraient un certain temps, et que dans l'intervalle, la question du traité suisse ne ferait pas de grands progrès. Nos délégués ont quitté Rome après que la prolongation eut été statmée, se réservant d'y retourner, cas échéant. La poursuite et la liquidation finale de cette affaire appartiendront au prochain exercice. Le nouveau tarif général italien est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1888, en tant que les tarifs conventionnels ne s'y opposaient pas. En fait d'articles suisses d'exportation, outre les articles sus-indiqués (bétail et tissus élastiques), cette entrée en vigueur concerne notamment les fils de coton et les fils retors, ainsi que les rubans de soie.

Japon. — Par des motifs indiqués dans le rapport du département politique, les négociations de longue date entre les puissances étrangères et le gouvernement japonais, qui approchaient de leur terme, ont été rompues le printemps dernier et ne pourront guère être reprises avant quelques années. Cette prorogation, regrettable d'un côté, parce qu'elle retarde l'ouverture du Japon, a néanmoins été vue avec satisfaction, parce qu'elle empêche la modification du tarif, déjà préparée dans tous ses détails, avec ses augmentations, et qu'en échange l'ancien tarif modéré reste en vigueur.

Autriche. — Les augmentations dont l'expectative était signalée dans notre rapport de l'année dernière, ont été mises en vigueur le 1^{er} juillet 1887 pour les fils, fils retors et tissus de coton, broderies, soies teintées, tissus et rubans de soie, fils de laine, pour certaines machines, les chocolats, les bestiaux, etc. Pour les fromages et les tissus de soie unis, le nouveau tarif est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1888, c'est-à-dire après l'expiration de l'ancien traité de commerce austro-italien, dans lequel les anciens droits étaient liés. Les conditions des relations commerciales entre la Suisse et l'Autriche-Hongrie ont subi, par ces augmentations, déjà précédées de celles de 1882, une déviation si défavorable à notre pays que, d'accord avec nombre de deman-

des qui nous ont été adressées par des intéressés suisses, nous avons dû nous décider à dénoncer le traité.

La dénonciation a été notifiée le 7 novembre au gouvernement austro-hongrois, ensuite de quoi le traité actuel expire le 7 novembre 1888, en conformité de son article 7. Le gouvernement précité se déclare prêt à entrer en négociations pour la conclusion d'un nouveau traité. Le commencement de ces négociations aura lieu en 1888.

Turquie. — Finalement, un nouveau tarif a été convenu avec la Turquie. Après bien des efforts, la Porte a consenti, au dernier moment, dans les négociations dirigées par la France, à une concession pour les principaux articles suisses : mouchoirs de coton imprimés (Kalemkiars) dont le droit est fixé à 400 piastres, soit environ 12 1/2 0/0 de leur valeur. Outre notre ministre à Paris, M. Fridolin Heer, de la maison André Heer à Constantinople, s'est acquis notamment de grands mérites dans cette affaire.

A défaut d'une représentation diplomatique à Constantinople, nos intérêts ont été soutenus par le gouvernement français d'une manière qui mérite d'être appréciée. Le nouveau tarif n'entrera en vigueur qu'après qu'un nouveau traité aura été convenu ; les négociations sur ce point sont actuellement encore peu avancées. Pour le moment, on continue à appliquer les droits généraux de 8 0/0 de la valeur de la marchandise.

Transvaal. — Vous avez ratifié le 30 avril 1887 le traité de commerce et d'établissement conclu avec ce pays le 6 novembre 1885.

Sous la rubrique *justice et police* nous rendons compte plus en détail de l'entente projetée concernant les traités d'amitié, d'établissement et de commerce avec les républiques *Argentine*, d'*Equateur* et de *Paraguay*. Il s'agit de traités analogues avec celle de Salvador, ainsi, quant au commerce, essentiellement de traités sur le pied de la nation la plus favorisée.

Contestations survenues dans les relations internationales, commerciales et douanières.

Les contestations de ce genre, qui, dans l'exercice 1887, ne sont pas moins nombreuses que dans les années précédentes, concernent principalement, comme jusqu'ici, le traitement douanier des articles suisses d'exportation.

Dans nos relations avec la France, il s'est élevé quelques difficultés d'importance plutôt secondaire, concernant en partie des articles qui avaient déjà été l'objet de réclamations douanières. Dans un cas où la tarification d'après une classe plus élevée avait été causée par une expédition négligente des déclarations de la part de la maison expéditionnaire, nous avons engagé l'exportateur à rendre cette dernière responsable des dommages.

Le terme « guipures », généralement employé dans la Suisse orientale pour désigner les *broderies de tulle grossières* n'est pas reconnu par la douane française comme admissible. Deux exportateurs suisses, qui s'étaient servi de ce terme dans leurs déclarations, ont été mis à l'amende; cette amende a toutefois été diminuée grâce aux démarches de notre légation à Paris.

La décision du ministère français du commerce, concernant la prohibition d'importation de produits étrangers avec des *marques* ou des *noms* français, a aussi, dans l'exercice 1887, donné lieu à des protestations; dans un cas, il s'agissait de l'étiquette de tissus à fils teints, dans un autre, de celle de chapeaux de paille.

La réclamation d'un fabricant de « paniers brodés » consistant en partie en bois et osier, en partie en junc, fil d'archal, etc., avec application d'étoffes brodées, qui demandait pour ses articles l'application unique des droits sur la vannerie fine, a été écartée; l'autorité douanière française a fourni à ce fabricant des directions pour les déclarations et tarifications à venir.

Jusqu'au 1^{er} décembre 1886, la France prélevait, outre les droits d'entrée sur le papier, un impôt interne (de fabrication), qui variait, suivant la qualité, de 5 à 15 francs. Cet impôt est maintenant supprimé. Une papeterie, qui

en 1886, expédiait à un client en France un envoi de papier coloré, avait encouru une amende de fr. 900, parce que le bureau de douane français avait taxé l'envoi d'après une classe supérieure. Toutefois, l'administration douanière a eu égard au fait que les experts des deux parts n'avaient pu se rencontrer dans une entente commune, vu la difficulté du cas, et a restitué les 8/9 de l'amende prélevée.

Conformément à une décision de la direction générale des douanes françaises du 29 novembre 1886, en vigueur depuis le 1^{er} avril 1887, la *pâte de papier* doit, pour jouir de la franchise douanière, être perforée de manière à exclure tout autre emploi différent, notamment son utilisation pour la fabrication de carton. Une fabrique suisse transmet à l'autorité douanière française, par l'intermédiaire de notre légation à Paris, mais en vain, la demande qu'il lui fût permis de conserver l'installation en usage jusqu'ici (cylindre à épines de fer). La recourante a été engagée à exécuter la perforation de la matière première en la manière prescrite, c'est-à-dire par l'estampage au moyen de barres rondes.

Les *transmissions* pour les machines à papier ne sont pas tarifées pour l'importation en France comme ces machines elles-mêmes (à fr. 5 par q.), mais comme « machines-outils et machines non dénommées » (à fr. 10). Nos efforts pour combattre ce principe sont restés infructueux, comme le précédent ; la direction des douanes françaises prétend que ces transmissions peuvent très facilement être appliquées à faire mouvoir d'autres machines que celles avec lesquelles elles sont importées, et qu'une tarification séparée obvie aux abus qui pourraient être introduits.

D'après le tarif conventionnel franco-suisse, le *lait condensé* d'une teneur en sucre au-dessous de 50 0/0 est soumis à un droit français de fr. 22. Cette tarification équivaut à la moitié de l'impôt interne sur les sucres, avec adjonction de la moitié de la taxe additionnelle de fr. 4 pour les sucres importés par terre.

Par loi du 29 juillet 1884, l'impôt interne français a été haussé de fr. 10, ce qui a eu pour conséquence une augmentation des droits d'entrée pour le lait condensé de fr. 22 à 27. Cette augmentation étant en harmonie avec l'article 6 du traité de commerce franco-suisse concernant les taxes additionnelles sur la base des impôts internes, il n'a pu être donné suite à la réclamation de l'Anglo-Swiss Condensed Milk Co, à Cham.

Les *cochers* français faisant le parcours entre Chamonix et Genève se sont plaints auprès de leur gouvernement de la concession faite à la Suisse en 1867, d'après laquelle les voituriers suisses faisant des courses d'une journée en France, aller et retour, sont exempts de taxes à payer au fisc français, tandis qu'en général cette exemption ne s'appliquerait qu'aux cas où un cocher conduirait des voyageurs à la première ville française et s'en reviendrait à vide. Les cochers français sur territoire suisse, prétendaient-ils, devraient aussi bénéficier de cette faveur, mais en réalité, depuis un certain temps, son application serait lésée par certaines mesures de la police suisse au détriment des cochers français, notamment dans le parcours entre Chamonix et Genève.

L'enquête ordonnée par le département dans sa circulaire aux cantons limitrophes de la France a relevé que les cochers français aux frontières ne sont aucunement préjudiciés par des dispositions des autorités cantonales, et que, bien au contraire, ils jouissent d'un traitement beaucoup plus favorable que les cochers suisses qui parcourent le territoire français. Il a été répondu à la note de l'ambassade de France concernant cette affaire, que le conseil fédéral envisageait la plainte des cochers de Savoie comme dénuée de fondement, et qu'il ne se trouvait pas dans le cas d'engager les cantons de Genève et du Valais, qui seuls prélèvent des taxes des cochers français, à modérer ou à supprimer entièrement ces taxes.

Dans l'exercice 1887, il a été élevé peu de réclamations au sujet du traitement douanier en Italie de marchandises suisses. Non que, nous le disions à

regret, la cause de cette diminution des réclamations puisse être attribuée à une application plus loyale du tarif douanier italien, mais bien aux faits que des réclamations de ce genre sont presque toujours écartées par le collège des experts italiens. Dans ces circonstances, les exporteurs préfèrent s'abstenir de toute plainte.

Les nattes de gymnastique en coco sont tarifées d'après la position 80 du tarif italien (tissus n'ayant pas plus de 5 fils en chaîne dans l'espace de 5^{mm}), et sont soumises, selon qu'elles sont brutes, blanchies ou teintes, à un droit de fr. 23.10 ou de fr. 38. La douane de Milan voulait les tarifier d'après la position suivante : tissus de plus de 5 fils en chaîne dans l'espace de 5 mm., prétendant que chaque fibre qui résulte du coupage du filet devrait être comptée comme fil.

Le même bureau de péages avait perçu au commencement de l'exercice 1887, pour un envoi de *peaux*, raccommodées aux endroits percés ou déchirés pendant le tannage, le droit de fr. 300 pour la pelletterie fine, au lieu de fr. 30 pour les « peaux communes, tannées avec le poil ». La direction des péages refusa de revenir sur la décision du collège des experts douaniers, mais promit de donner des instructions au bureau des péages, afin qu'à l'avenir il n'y eût plus lieu à des réclamations.

Autriche. — En suite de l'entrée en vigueur, au 1^{er} juin 1887, du nouveau tarif douanier autrichien, il s'est élevé des contestations à l'égard de la tarification de *tuiles en ongles* non vernies, pour lesquelles le nouveau tarif prévoit un droit de 0,30 florins par 100 kil. La franchise douanière pour les tuiles étant garantie sans exception par le tarif conventionnel austro-italien, qui expirait à la fin de l'année, il a été réclamé contre l'application du nouveau droit, sous référence à cette disposition du traité. Malheureusement, cette affaire a été traitée si dilatoirement par l'autorité autrichienne, que nous en attendons encore la décision.

La disposition entrée en vigueur par l'introduction du nouveau tarif douanier autrichien, en suite de laquelle les *sacs en jute signés*, importés vides pour être remplis de céréales, ne jouissent de la franchise qu'en tant qu'ils sont réexportés dans le délai de deux mois, et moyennant accomplissement de prescriptions douanières assez compliquées, prend de plus en plus la face d'une mesure préjudiciable au mouvement des céréales entre l'Autriche et la Suisse et dont l'effet pourrait bien, en fin de compte, retomber sur l'Autriche. Les réclamations qui nous sont parvenues tendent à constater que le délai de deux mois est trop restreint, et que, d'autre part, ces rigoureuses formalités douanières entraînent nécessairement des préjudices. Jusqu'ici les démarches faites n'ont abouti à aucun résultat.

D'après une disposition de la loi *espagnole* sur les péages, il doit être déposé pour le tabac en transit une caution de fr. 20 par kil. Un bâtiment venant de New-York et relâchant à Malaga, qui contenait entre autres marchandises 42 tonneaux de tabac destinés à la fabrique de tabac de Brissago, fut mis en demeure de déposer une forte caution. Finalement cette caution fut fournie par une maison de Londres, particulièrement intéressée au reste de la cargaison, ce qui mit fin à cet incident sans autres conséquences.

La prohibition de l'importation de viande de porc et de charcuterie, élevée par l'*Allemagne* vis-à-vis des Etats-Unis d'Amérique a eu pour conséquence que des envois de ce genre, partant de la Suisse, devaient être accompagnés d'un certificat d'origine visé par un consul allemand. En suite d'une pétition de bouchers et charcutiers suisses, une intervention a eu lieu par l'intermédiaire de notre légation à Berlin auprès du ministère des affaires étrangères, sous référence au protocole de clôture VIII, 1, du traité de commerce suisse-allemand, d'après lequel les certificats d'origine ne peuvent être exigés dans les transactions mutuelles. Néanmoins nos représentations sont restées infructueuses ; l'autorité allemande se fondait sur ce qu'il s'agissait de mesures de police sanitaire, et qu'en ce sens il n'avait jamais pu entrer dans

ses intentions de se laisser restreindre dans ses agissements par des dispositions de traités.

Quant à la tarification des broderies en Roumanie, nous avons pu obtenir par l'entremise du Consulat général suisse à Boukarest un mode de vivre relativement assez satisfaisant.

Les négociations relatives au renouvellement de nos différents traités de commerce nous fourniront l'occasion d'obvier en partie à la réitération des contestations telles que celles que nous venons de mentionner.

PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE. Marque de fabrique et de commerce. — Quant aux opérations officielles faites par le bureau fédéral dans les registres pour les marques de fabrique et de commerce, nous renvoyons au *tableau statistique* ci-annexé. L'augmentation surprenante d'inscriptions de marques suisses, appartenant principalement à l'industrie horlogère, qu'on y découvrira, provient de ce que, ensuite d'une loi entrée en vigueur en Allemagne, le 1^{er} janvier 1887, il y a été prescrit d'apposer aux ustensiles d'or et d'argent, y compris les boîtes de montres qui y sont expédiées pour la vente, la raison de commerce ou la marque déposée de la maison ; d'un autre côté, le dépôt de ces marques en Allemagne supposait l'inscription préalable en Suisse.

L'inscription de 31 marques a été *refusée*, dans la plupart des cas, en conformité de l'article 13 de la loi sur la protection des marques de fabrique et de commerce ; dans deux autres cas à cause de la ressemblance des marques avec des signes officiels de contrôle pour les ouvrages d'or et d'argent (écureuil, abeille) et avec des signes officiels monétaires. Les décisions y relatives n'ont donné lieu à *aucun recours*.

L'avis prévu par l'article 12 de la loi a été envoyé à l'égard de 41 marques, afin d'attirer l'attention des requérants sur des marques *semblables* figurant déjà au registre.

Dans trois cas, plainte a été portée contre des maisons de commerce en conformité de l'article 23 de la loi concernant l'indication fausse qu'une marque a été déposée ; la solution de chacune de ces plaintes a été déléguée au gouvernement du canton respectif.

En outre, et comme d'habitude, sur la demande de personnes qui avaient l'intention d'introduire de nouvelles marques, une foule d'*esquisses* ont été examinées en vue de la possibilité d'une ressemblance avec des marques déjà inscrites. Les résultats de l'examen ont été communiqués aux intéressés. Comme bien des commerçants ne possèdent pas une connaissance étendue des marques employées par d'autres maisons de commerce, on peut de cette manière prévenir des infractions à la loi, qu'ils seraient en danger de commettre par le choix fortuit d'une même marque ou d'une marque semblable.

Le terme « marque de fabrique et de commerce » subit encore les interprétations les plus étranges ; ainsi on a tenté de faire inscrire sous ce titre au registre des albums de paysages, le dessin figurant à l'en-tête d'un journal et lui donnant son nom, etc., à tel point que nous avons dû diriger l'attention des intéressés sur la *définition* de la marque contenue à l'article 2 de la loi.

Cette définition a dû être maintenue aussi à d'autres égards. Il arrive assez fréquemment que, soit pour faire inscrire une raison de commerce fictive ou empruntée, ou quelque désignation consistant uniquement en mots, soit pour faire bénéficier une construction (par exemple un mouvement d'horlogerie) d'une prétendue protection, on présente à l'inscription un dessin de l'objet en question (cadran, mouvement, etc.) surmonté d'une inscription (raison de commerce imaginaire, etc.). Des faits de ce genre doivent être rangés parmi ceux contre lesquels nous avons prévu des prescriptions dans le projet de loi du 9 novembre 1886, projet qui n'a pas encore été discuté par les chambres fédérales. En attendant, et autant que le permettent les dispositions existantes des marques de cette nature seront autant que possible, écartées du registre, ce qui peut paraître admissible, en tant que ces marques ne peuvent être *notoirement* rangées sous l'article 2.

On trouvera un rapport de connexité entre l'exposé de notre message du 9 novembre 1886 et une décision prise sur la demande d'un industriel suisse et de l'ambassade de France à Berne (3 mai et 22 août) et permettant à un fabricant étranger d'apposer à ses marchandises destinées à l'importation en Suisse la raison de commerce ou la marque de fabrique d'un fabricant établi en Suisse, et cela sur commande expresse de ce dernier.

Relations internationales. Les négociations au sujet d'une convention avec les *Etats-Unis*, signalées dans notre dernier rapport de gestion, peuvent être considérées comme liquidées par suite de l'adhésion de cette puissance à l'union internationale du 20 mars 1886.

Quant à l'adjonction à la convention franco-suisse du 23 février 1882 également mentionnées dans notre dernier rapport, nous avons, en considération du peu d'importance de cette convention, adhéré au vœu du gouvernement français, de régler cette affaire par un simple échange de déclarations. La déclaration réciproque a été signée le 17 janvier.

Le 23 août 1887 a été édicté en Angleterre une nouvelle loi concernant la protection des marques; cette loi nous occupera ci-après à la rubrique: « contrôle des ouvrages d'or et d'argent ».

Nous avons dû décliner plusieurs demandes d'entretien à l'étranger des dépôts de marques suisses, ces fonctions ne faisant pas partie des attributions de l'autorité fédérale.

Inventions, dessins et modèles. — Le 28 avril 1887, le conseil des Etats a adhéré à la décision du conseil national du 24 juin 1886 (voir le dernier rapport de gestion), après qu'un grand nombre de pétitions eurent intervenu en faveur de la question.

L'arrêté fédéral du 28 avril 1887, concernant l'adjonction à l'article 64 de la constitution fédérale, ainsi adopté par les deux chambres, a été soumis à la votation populaire le 10 juillet 1887 et adopté par 203,506 voix contre 57,862 et par 18 cantons et 5 demi-cantons contre un canton et un demi-canton.

Là-dessus l'élaboration d'un projet de loi fédérale concernant les brevets d'invention a été mise en œuvre sans délai; pour ce qui concerne cette matière, nous nous référons au message du 20 janvier 1888, qui l'accompagne.

Un projet de loi concernant la protection des dessins et modèles, qui est déjà préparé, doit être d'abord soumis à l'examen d'une commission d'experts.

Depuis la votation populaire ci-dessus mentionnée, il nous est parvenu de nombreuses demandes et requêtes de concession de brevets d'invention provisoires ou définitifs, qui ont naturellement dû être refusés.

Il a été inscrit 49 dessins et modèles d'origine française (convention du 23 février 1882), soit les numéros 196 à 244.

Union internationale pour la protection de la propriété industrielle. — Par note du 30 mai, le ministre-résident des *Etats-Unis de l'Amérique du nord* à Berne nous a transmis la déclaration d'adhésion de son gouvernement à l'union du 20 mars 1883, avec la date d'adhésion du 30 mai 1887. Nous en avons fait part aux autres puissances contractantes par note du 2 juin, après leur avoir déjà donné connaissance par note du 11 avril, de l'adhésion projetée des *Etats-Unis* en suite d'une communication préalable du secrétaire d'Etat de cette puissance à notre légation à Washington (du 18 mars 1887). Une réserve exprimée au procès-verbal de la séance du 12 mars 1883 de la seconde conférence internationale à Paris, de laquelle, comme on le sait, est sorti l'Union, réserve par laquelle le conseil fédéral est autorisé à accepter l'adhésion des *Etats-Unis*, a engagé le gouvernement français à nous prier de demander au gouvernement des *Etats-Unis* des explications précises sur la portée de cette réserve, quant à leur législation interne concernant la protection des marques. Nous avons donné, le 27 juillet, à notre légation à Washington les instructions nécessaires à cet effet; toutefois cette affaire n'a pu être liquidée dans l'exercice écoulé.

Quant aux décisions de la conférence de Rome, mentionnées dans son der-

nier rapport (voir message du 5 novembre 1886), nous vous avons rendu compte de l'état des choses dans notre lettre du 18 novembre 1887. D'après une communication du gouvernement italien, la ratification des articles additionnels de la convention a rencontré certaines difficultés de la part de quelques Etats de l'union, en suite de quoi nous leur avons exprimé par note du 8 juin notre opinion tendant à ce que, dans ces circonstances, il semblait opportun de dépouiller ces résolutions de leur caractère d'adjonctions obligatoires à la convention, et de les soumettre à titre d'arrangements spéciaux des Etats qui s'engagent à les mettre en exécution, à la ratification des gouvernements intéressés.

Une réplique n'ayant pas eu lieu, cet objet a été pour le moment radié de l'ordre du jour.

Agriculture

Relations internationales. — 1. Ainsi qu'il ressort de notre dernier rapport de gestion, nous avons cru devoir entamer des négociations auprès de la France et de l'Allemagne au sujet de la question de la reconnaissance réciproque des prescriptions de désinfection appliquées dans le trafic des chemins de fer de ces Etats et de la Suisse.

Ces négociations ont abouti, pour autant qu'un arrangement a été conclu avec la France par échange de notes au sujet du matériel de transport du bétail, dans le sens de la convention austro-suisse, tandis qu'en considération de l'insuccès probable des démarches, nous nous sommes abstenus d'entamer pour le moment des négociations ultérieures auprès de l'Allemagne.

2. Par note du 15 juin, l'ambassade de France s'est plainte au nom de son gouvernement que des fonctionnaires du canton de Vaud, qui portent le titre d'inspecteurs de montagne, se rendent plusieurs fois pendant l'été sur les montagnes du département du Doubs, afin de visiter le bétail vaudois qui y est en estivage et d'ordonner toutes les mesures de police sanitaire qui leur paraissent convenables, comme s'ils se trouvaient sur territoire suisse et sans en donner connaissance aux autorités locales françaises. Le gouvernement français exigeait qu'il fût mis fin à cet abus et qu'on donnât à ces inspecteurs de montagnes l'ordre de s'abstenir dorénavant d'exercer leurs fonctions sur les alpages français.

Les recherches qui ont été faites à ce sujet ont confirmé l'exactitude effective de ces indications et ont constaté que ce mode de procéder reposait sur une vieille coutume et non sur quelque convention que ce soit.

En conséquence, nous avons reconnu fondée la réclamation du gouvernement français et avons invité le conseil d'Etat du canton de Vaud à interdire aux inspecteurs de montagnes dont il s'agit tout fonctionnement sur territoire français. L'autorité vaudoise a donné suite sans retard à cette invitation et nous a ensuite adressé une requête tendant à ce que, eu égard aux circonstances spéciales qui sont en cause, les conditions auxquelles doit être soumis le bétail d'estivage suisse dans ce pays et vice versa soient fixées par une convention avec la France. Nous avons cru devoir satisfaire à cette demande, et avons soumis cette affaire, par voie diplomatique, au gouvernement français. Les négociations suivent encore leurs cours et font espérer que, dans une époque plus ou moins prochaine, un arrangement dans le sens désiré pourra être conclu.

3. Comme on le sait, l'Allemagne a interdit l'importation et le transit de bétail bovin provenant de l'Autriche-Hongrie, et, pour se garantir contre des infractions à cette interdiction, n'a autorisé l'importation de bétail bovin venant de Suisse, que s'il est prouvé par un certificat officiel que les animaux à importer ont séjourné pendant au moins 30 jours dans une localité suisse exempte d'épizooties.

Le Gouvernement allemand s'est plaint à différentes reprises du peu d'au-

thenticité de ces certificats et nous a, entre autres, soumis dans le courant de cette année des certificats de santé suisses sur lesquels les inspecteurs de bétail avaient attesté le séjour de 30 jours des animaux dans leurs cercles d'inspection, tandis qu'il a pu être prouvé que le bétail en question avait été importé dans ces cercles à peine quelques jours avant la délivrance des certificats. L'enquête qui a été ordonnée à ce sujet a relevé que ces certificats avaient été délivrés simplement d'après les affirmations du marchand respectif et non pas sur la base d'un contrôle de trafic du bétail. Toutes les personnes intéressées dans cette affaire ont été dénoncées pour jugement aux tribunaux compétents.

Ce cas nous a engagés à attirer de nouveau l'attention des cantons sur l'importance d'un contrôle bien établi de trafic du bétail et nous avons exprimé la ferme attente que, en considération des intérêts de nature agricole et de police des épizooties qui sont en jeu, dorénavant le certificat exigé par l'Allemagne ne soit délivré que sur des données certaines.

Par contre, des réclamations nous sont parvenues de divers côtés relativement au fait que divers bureaux de péages allemands ne se contentent pas des certificats précités, lors même qu'ils sont signés en due forme par l'inspecteur du bétail, mais exigent que le séjour de 30 jours soit attesté par l'autorité locale respective.

Nous avons porté plainte auprès du gouvernement allemand contre cette exigence contraire à notre organisation de la police des épizooties. Au fait, d'après cette organisation, le certificat dont il s'agit ne peut être délivré que par les inspecteurs du bétail ou leurs suppléants, si on veut qu'il soit tout à fait digne de foi. Ces agents sont des fonctionnaires cantonaux; ce n'est qu'à eux qu'appartient le droit de délivrer et de retirer des certificats de santé ainsi que de tenir les contrôles sur toutes les mutations survenant dans le trafic du bétail. Il n'y a donc qu'eux qui sont appelés à donner la déclaration demandée, et, en conséquence, tout procédé contraire serait en contradiction avec le but poursuivi par le gouvernement allemand.

Nous n'avons pas encore reçu de réponse à notre réclamation : nous croyons toutefois devoir constater ici qu'il ne nous est pas parvenu depuis lors d'autres plaintes sur le même objet.

4. Il est arrivé plusieurs fois dans le courant de ces dernières années que la fièvre aphteuse a été introduite en Suisse par du bétail importé de l'Italie, par le Splügen. Nous avons donc estimé qu'il était opportun d'examiner la question de savoir à quel point du Splügen la visite vétérinaire-frontière du bétail à importer, exigée par la loi fédérale du 1^{er} juillet 1886, devait avoir lieu, afin que sa valeur ne paraisse pas douteuse. Nous avons, à cet égard, acquis la conviction que le résultat désiré ne pouvait être atteint que si le bétail dont il s'agit était visité avant d'entrer sur le territoire d'estivage proprement dit, c'est-à-dire sur sol italien.

Sur une demande qui lui a été adressée à ce sujet, le gouvernement italien a répondu d'une manière bienveillante qu'il se déclarait d'accord avec l'idée que, pendant la période d'estivage, la visite vétérinaire-frontière du bétail à importer par le Splügen s'effectuât sur territoire italien.

En même temps, ce gouvernement a exprimé le désir, relativement au service vétérinaire-frontière suisse le long de la province de Soudrio, qu'il soit procédé tant à une réduction des taxes de visite, trouvées trop élevées, qu'à une augmentation des heures d'entrée fixées par les divers bureaux de péages.

Nous n'avons pas été en mesure de satisfaire à la demande tendant à réduire les taxes de visite. Les tarifs appliqués vis-à-vis de l'Italie sont les mêmes que ceux qui existent à la frontière suisse pour tous les pays voisins, conformément à notre décision du 24 décembre 1886 (instructions pour les vétérinaires-frontières. Bien que la possibilité d'une réduction de ces taxes pour plus tard ne soit pas exclue, nous n'avons pas cru devoir, en considération d'une expérience ne datant pas même d'une année, procéder à une

revision générale dans le sens du désir exprimé. D'un autre côté, il est facilement explicable qu'une mesure exceptionnelle vis-à-vis de l'Italie ou de divers territoires de ce pays n'est pas admissible, à cause des conséquences qu'un procédé de ce genre provoquerait nécessairement.

Quant à la demande d'augmentation des heures d'entrée, nous nous sommes déclarés disposés à satisfaire suivant les besoins à des desirs justifiés.

PÊCHE. — Nous avons eu l'honneur de soumettre aux chambres fédérales, par notre message du 3 juin 1887, un projet de revision de la loi fédérale sur la pêche, dont vous avez ajourné la délibération à l'année 1888.

En date du 18 mai 1887 a été conclue à Lucerne, entre la Suisse, le grand duché de Bade et l'Alsace-Lorraine, une convention sur l'application de dispositions uniformes pour la pêche dans le Rhin et ses affluents, à l'inclusion du lac de Constance. Cette convention résultait d'une révision de celle du 14 juillet 1877. L'échange des ratifications a eu lieu à Berne le 10 octobre, date à partir de laquelle la convention est entrée en vigueur.

Les négociations avec la France au sujet de la révision de la convention sur la pêche du 28 décembre 1880, pour ce qui concerne le lac Léman, ont été poursuivies, et de notre côté il a été proposé, en date du 14 octobre 1887, de mettre en vigueur provisoirement, et jusqu'à la clôture des débats sur la loi fédérale concernant la pêche, les modifications sur lesquelles l'entente s'est faite.

D'entente avec l'Italie, on a désigné pour les eaux-frontières italo-suissees des commissaires pour la pêche, institution semblable à celle qui existe très avantageusement pour les eaux franco-suissees. Pour commissaire suisse, nous avons fait choix de M. Franscini, directeur des péages à Lugano.

Emigration.

GÉNÉRALITÉS. — 1. L'élaboration de la statistique au moyen des indications à fournir, par les agences, sur l'émigration dans les pays d'outre-mer, a révélé un certain nombre de défauts et d'irrégularités provenant de la manière en laquelle était rempli le formulaire usité pour ces indications. Cette circonstance, ainsi que l'intention de publier plus souvent que jusqu'ici les résultats de la statistique de l'émigration, nous ont engagés à astreindre les agences à nous envoyer chaque mois, d'après un formulaire propre à donner sur l'émigration des renseignements plus complets que ce ne pouvait être le cas auparavant, les indications requises sur les citoyens suisses et les étrangers établis en Suisse, expédiés par elles.

2. A teneur de l'article 8 de la loi fédérale du 24 décembre 1880, les agences doivent tenir un contrôle relié et paginé pour les contrats qu'elles passent. A l'occasion d'une inspection des agences, il a été constaté que plusieurs d'entre elles n'ont observé cette prescription que de la façon la plus imparfaite. En outre, les contrôles de celles des agences qui les avaient établis assez complètement étaient très divergents les uns des autres en ce qui concerne les rubriques dont ils se composaient. Nous avons en conséquence trouvé utile d'introduire un contrôle uniforme aussi complet que possible et obligatoire pour toutes les agences.

3. Le nombre des citoyens suisses et des étrangers établis en Suisse qui ont émigré en 1887 dans des pays d'outre-mer s'élève à 7538 contre 6342 en 1886. Pendant l'exercice qui fait l'objet du présent rapport, l'émigration a donc augmenté dans une mesure assez considérable; toutefois, le chiffre de cet exercice reste encore bien au-dessous du chiffre moyen des années 1880 à 1886. — Pour les détails, voir l'annexe au n° 8 de la Feuille fédérale de 1888.

4. Sous date du 6 juin 1887, nous vous avons soumis le projet d'une nouvelle loi fédérale concernant les opérations des agences d'émigration, et dans la deuxième partie du message accompagnant ce projet, nous vous

avons fait connaître d'une manière détaillée notre opinion sur vos postulats des 3 mai 1881 et 26 avril 1882 (voir F. féd. 1887, II. 963 à 1003). Le Conseil des états a seul traité cette matière en 1887.

5. Cette année aussi, le département a fait accompagner jusqu'au port d'embarquement un fort transport d'émigrants. Nous extrayons les passages suivants du rapport très circonstancié de notre délégué, rapport donnant aussi des renseignements sur les conditions les plus diverses relatives à la question :

« Il est probablement rare que, conformément à l'article 13 de la loi, les agents prennent soin que les émigrants soient, à leur arrivée au port de débarquement, reçus par un représentant de l'agence.

« Il paraît donc d'autant plus nécessaire de faire, de temps à autre, accompagner de tels trains d'émigrants, afin que les inconvénients éventuels puissent être constatés de visu, les plaintes des émigrants ne présentant souvent pas une image très claire des conditions, et les réclamations qui paraissent dans la presse n'étant que rarement conçues dans un sens objectif. Ajoutons à cela que, par des entretiens personnels avec les employés de la compagnie, le personnel du vapeur ou les fonctionnaires du port, les inconvénients peuvent être facilement écartés, surtout si le délégué connaît la langue des émigrants et celle du personnel du vaisseau et de la compagnie, Abstraction faite des nombreux petits services que l'on peut rendre aux émigrants pendant le voyage, la circonstance surtout mérite de l'attention qu'un tel accompagnement exerce une influence tranquillissante sur les émigrants à mesure qu'ils savent avoir avec eux une personne à laquelle ils peuvent s'adresser en cas de besoin et qui, aussi bien pendant le trajet en chemin de fer qu'auprès du personnel du navire, jouit de plus d'autorité qu'un employé d'une agence. Cette circonstance gagne en valeur lorsqu'on se représente que la plupart des émigrants n'ont pas l'habitude de voyager, qu'ils n'ont peut-être jamais franchi la frontière de leur vallée natale et qu'il n'est pas rare que des femmes et des enfants fassent le voyage seuls, tandis que le père de famille s'est expatrié auparavant. »

COLONISATION. — 1. Le Conseil fédéral a reçu de Port-au-Prince une demande tendant à savoir si, eu égard au fait que le gouvernement de la République dominicaine encourage et se propose de régler systématiquement l'immigration sur le territoire de cet état, il serait disposé à entrer en négociations avec ledit gouvernement en vue de conclure un traité d'immigration. Fidèles à l'opinion que nous avons eue jusqu'à présent sur la question, opinion que nous avons exposée et motivée d'une manière détaillée dans notre rapport de gestion de l'année 1886, en particulier, et que vous avez à répétées reprises formellement approuvée, nous avons répondu négativement à la demande dont il s'agit.

2. Dans le courant du mois de mai, nous avons appris par la voie de presse que de forts transports d'émigrants avaient été expédiés par plusieurs agences pour Santos, dans la province brésilienne de San Paulo, et qu'il se faisait une propagande secrète en faveur d'une grande émigration pour cette contrée. Nous avons des raisons de supposer qu'il ne s'agissait pas ici d'une émigration libre, mais d'une émigration dans un but de colonisation, et que l'émigrant entrait au service du propriétaire du territoire de colonisation par un contrat ou engagement pouvant lui faire courir le danger de perdre son indépendance. D'après les expériences faites, la plus grande prudence paraît être nécessaire en ce qui concerne surtout les entreprises de colonisation dans des provinces brésiennes, et nous avons dès lors considéré comme un devoir de vouer notre attention à l'émigration pour Santos, d'autant plus que l'autorité fédérale n'avait reçu aucune nouvelle favorable des colons qui s'y étaient rendus. Ayant appris que la plupart des émigrants pour le Chili se recrutaient dans le canton d'Unterwald-le-Haut, nous nous sommes adressés à l'autorité de ce canton qui nous a informés, entre autres, qu'il n'était pas du tout question d'un engagement, dans le propre sens du mot,

pour l'établissement d'une colonie. « Les familles reçoivent pour émigrer fr. 120 par personne adulte et fr. 30.70 pour chaque enfant. Elles peuvent alors se charger des travaux d'une parcelle de plantation de café, et reçoivent pour cela le logis gratuit, un jardin potager suffisant et un salaire en espèces, de sorte que les familles pauvres chargées d'enfants, surtout, doivent rapidement trouver de quoi vivre à l'aise. »

Nous n'avons pas non plus manqué de demander au consulat général suisse à Rio-de-Janeiro, des renseignements sur les conditions auxquelles pourraient s'attendre les émigrants suisses dans la province de San Paulo. Le consulat nous a répondu que le gouvernement ainsi que quelques gros propriétaires fonciers faisaient tout leur possible pour prévenir la dépopulation dont les provinces méridionales du Brésil sont menacées par les efforts déployés en vue de supprimer l'esclavage, et que le gouvernement a dirigé son attention sur l'émigration européenne qui est assurée d'avantages importants. Toutefois, les faveurs ne sont pas distribuées aux émigrants déjà dans leur pays d'origine ; elles le sont seulement à leur arrivée sur le territoire brésilien. Il ne s'agit pas ici d'une colonisation, dit le rapport du consulat ; les conditions auxquelles les émigrants trouvent de l'occupation ne sont nullement onéreuses. Le climat de la province est favorable, le sol est très fertile. Nous ne voulons pas citer ici de plus longs passages de ce rapport, cela nous conduirait trop loin ; mais nous devons convenir qu'en ce qui concerne le sort des émigrants suisses, ces communications nous ont satisfait : néanmoins, nous ne pourrions que regretter qu'une plus grande partie de l'émigration trouvât bon de se diriger au Brésil.

3. *Chili.* L'émigration qui a eu lieu pour ce pays en 1887 a été insignifiante. Dans notre dernier rapport de gestion, nous avons déjà indiqué les causes pour lesquelles l'émigration au Chili est en décroissance. En considération du fait que cette année, de nouveau, des Suisses ont été assassinés dans les colonies, nous avons examiné la question de savoir si l'émigration dans ce pays ne devait pas être défendue.

A ce sujet, il y avait à remarquer en première ligne que le consulat à Valparaíso considère comme certain que si les meurtriers avaient été découverts, ils auraient été punis d'après les lois du pays, et que les veuves et orphelins laissés par les victimes seront soutenus par le gouvernement chilien. Il fallait ensuite tenir compte du fait que la création d'un service de sûreté dans des colonies situées à de fortes distances les unes des autres et extrêmement peu peuplées, est liée à de grandes difficultés, et que dans un des cas dont nous avons été informés, les gens attaqués avaient manqué des précautions nécessaires.

Mais la circonstance que le courant de l'émigration suisse pour le Chili est en décroissance a surtout paru devoir être prise en considération. Pendant l'année 1886 déjà, l'émigration pour ce pays, comparée à celle de 1885, était en diminution d'environ 50 0/0. La cause de cette diminution s'explique en partie par le fait que les avantages et les avances autrefois accordés aux émigrants ont subi une importante réduction, en partie par l'impression qu'a produite une série de rapports défavorables arrivés des colonies en Europe. En outre, le choléra qui a éclaté au Chili au commencement de l'année et qui a pris une extension plus grande que cela n'avait jamais été le cas dans ce pays, a aussi contribué à la diminution de l'émigration.

Dans ces conditions, la défense d'expédier des émigrants au Chili n'aurait eu aucun but ; elle aurait plutôt éveillé la pensée que l'émigration pour ce pays avait encore lieu dans les mêmes proportions qu'autrefois.

Enfin, il y avait à observer que l'odieuse qui s'attache toujours à une défense de ce genre ne serait guère propre à améliorer le sort des nombreux suisses dans les colonies, tandis qu'avec le peu d'envie qui paraissait exister alors d'émigrer au Chili, l'interdiction ne pouvait présenter des avantages qu'à un petit nombre de personnes. Malheureusement, nous n'avons pas appris jusqu'ici que de meilleures mesures auraient été prises en vue de

protéger la vie et la propriété des colons. Cette circonstance, ainsi que le fait qu'à différentes reprises le choléra a régné au Chili, nous ont engagés à inviter l'agence Rommel et Cie, à Bâle, à s'abstenir de toute propagande en faveur de l'émigration au Chili.

En terminant, nous croyons encore devoir attirer l'attention sur l'ouvrage. « Nos compatriotes au Chili » de M. le pasteur Grin, à Suchy (Vaud), qui a visité les colonies et qui rapporte d'une manière détaillée sur les conditions dans lesquelles elles se trouvent.

4. *Argentine.* Au commencement de l'année, nous avons été informés que le choléra avait éclaté sur presque tout le territoire de la République argentine.

Il a en conséquence été jugé utile de recommander, par des publications, aux personnes qui se proposaient d'émigrer dans ce pays, de renvoyer l'exécution de leur projet jusqu'après l'extinction de l'épidémie. En outre, les agence ont été invitées à autoriser les personnes avec lesquelles elles avaient déjà passé des contrats pour leur expédition et qui, par suite des nouvelles reçues, renonçaient à leur décision d'émigrer, à résilier leurs contrats sans avoir à payer d'indemnité.

Département de l'Intérieur

LIBRE ÉTABLISSEMENT DES PERSONNES EXERÇANT DES PROFESSIONS LIBÉRALES. — Les négociations entamées avec la France dans le but de conclure une convention concernant l'exercice des professions médicales à la frontière n'ont encore abouti à aucun résultat jusqu'ici, vu les difficultés soulevées par ce pays.

En revanche, le gouvernement italien qui, en 1884, avait refusé de prêter la main à la conclusion d'une convention de ce genre, s'est déclaré disposé, par note du 27 juin, à entrer en négociations à cet égard et à conclure, sous réserve de quelques modifications, une convention analogue à celle conclue le 29 février 1884 entre l'Allemagne et la Suisse.

Nous avons demandé l'avis des cantons intéressés (Grisons, Valais et Tessin), et nous ne manquerons pas, aussitôt qu'ils auront répondu, de donner à la légation suisse à Rome les instructions et pleins pouvoirs nécessaires.

Quant à la question de la réciprocité médicale avec l'Angleterre, elle est encore à l'état d'examen.

En date du 24 août, le sieur J. Mikolajczak, pharmacien polonais domicilié à Laufenburg, s'est plaint que, contrairement au § 1^{er} du traité d'établissement conclu entre la Suisse et l'Allemagne, on lui avait fait payer pour l'examen de pharmacien, en sa qualité d'étranger, une taxe d'examen double de celle que paient les Suisses. Le 14 septembre suivant, nous avons écarté ce recours comme non fondé, vu que la double taxe est prévue, pour les étrangers, par l'article 38 du règlement pour les examens fédéraux de médecine, du 2 juillet 1880 (Rec. off., nouv. série, V. 117), et que le principe d'égalité entre les ressortissants des deux pays, énoncé à l'article 1^{er} du traité d'établissement entre la Suisse et l'Allemagne, du 27 avril 1876, ne se rapporte qu'à « tout genre d'industrie et de commerce », tandis que les professions libérales dont l'état n'autorise l'exercice que sur la production de certificats de capacité ne sont généralement pas considérées comme « industries ».

ÉTAT-CIVIL ET MARIAGE. — Un citoyen suisse domicilié à St-Petersbourg a voulu contracter mariage avec une ressortissante autrichienne, de confession catholique, vivant séparée de son mari ensuite d'un jugement rendu par le tribunal. Or, avant de consentir à procéder à cette union, les autorités russes exigèrent que la fiancée changeât de confession; c'est pourquoi le fiancé s'est adressé à nous par l'entremise du consul général suisse, en nous priant d'autoriser celui-ci à célébrer ledit mariage d'après la législation suisse.

Nous n'avons pas accédé à cette demande, vu que, suivant le jugement précité, la fiancée ne pouvait pas être considérée comme divorcée définitivement.

Un Suisse à Constantinople a prié le consul général suisse, à Bucarest, d'intervenir auprès du patriarche grec en cette ville, dans le but de faire annuler le mariage secret qu'il avait contracté le 16 mai 1875 avec sa maîtresse, une Turque, avec l'aide d'un prêtre grec. Cette déclaration en nullité lui avait été demandée, disait-il, par le consul français, lorsqu'il avait voulu, en sa qualité de protégé français, faire inscrire dans les registres du consulat son mariage, conclu en octobre 1886, avec une Italienne en présence d'un prêtre catholique.

Voici la réponse que nous avons donnée au consul général, à Bucarest, qui nous a demandé des instructions à cet égard. A teneur de l'article 54 de la constitution fédérale, le mariage contracté par un Suisse à l'étranger est reconnu comme valable en Suisse s'il a été conclu conformément à la législation en vigueur dans le pays étranger. S'il s'agit d'un pays non chrétien ou à demi civilisé, dans lequel la Suisse n'a pas de représentant, le mariage est valable en Suisse s'il a été célébré de telle manière qu'il soit considéré comme valable par l'état sous la protection duquel se trouve placé le ressortissant suisse dont il s'agit, soit dans l'espèce par la France. Or, nous ne sommes absolument pas en mesure de pouvoir juger si le mariage en question est considéré en Turquie ou en France comme valablement contracté et si, par conséquent, il doit ou non être aussi reconnu en Suisse.

Par note en date du 15 avril, la légation d'Espagne a transmis à l'autorité compétente une commission rogatoire du juge de première instance de l'arrondissement de Magdalena, à Séville, dans laquelle est soulevée la question de savoir si un mariage célébré par le consul britannique à Genève, entre un Italien et une Anglaise, est valable en vertu de la loi fédérale sur l'état-civil, du 24 décembre 1874, entrée en vigueur à partir du 1^{er} janvier 1876, c'est-à-dire si le consul britannique était autorisé, suivant les lois suisses, à célébrer ce mariage. Nous avons répondu que ce mariage ne pouvait pas être reconnu valable en Suisse, vu que la loi fédérale du 24 décembre 1874 ne confère pas aux consuls étrangers résidant en Suisse le droit d'exercer les fonctions d'officiers d'état-civil. Cette réponse, qui a été reproduite par les journaux, nous a valu des demandes d'interprétation répétées de la part de la légation britannique. Dans sa note du 21 mai, la légation conteste l'exactitude de notre manière de voir et prétend que les consuls britanniques, après avoir obtenu l'exequatur, sont autorisés à célébrer les mariages entre sujets britanniques et ceux entre un sujet britannique et un ressortissant d'un autre état, non pas à teneur de la loi suisse ou d'un pouvoir conféré par l'autorité fédérale, mais en vertu des « Actes » 12 et 13, Victoria, chapitre 68. D'ailleurs, dit-elle, le conseil fédéral est aussi autorisé par l'article 13 de la loi fédérale du 24 décembre 1874 à conférer aux consuls suisses, s'il le juge convenable, le droit de célébrer les mariages soit entre Suisses, soit entre Suisses et étrangers.

Nous avons répondu ce qui suit. La loi fédérale sur l'état-civil et le mariage est applicable à tous les mariages célébrés sur le territoire de la Confédération. Les consuls britanniques ne pourraient effectivement faire usage de leurs compétences à cet égard, que si ces compétences étaient réservées expressément par des traités spéciaux. Or, il n'en est pas ainsi, c'est pourquoi la validité de tout mariage conclu sans observation de la loi suisse peut être contestée. Cette validité peut être contestée quand même ni l'un ni l'autre des futurs ne serait de nationalité suisse, et c'est aux tribunaux suisses qu'il appartient de décider, dans chaque cas particulier, si le mariage contesté doit être reconnu valable ou non au point de vue de la législation suisse. Quant à l'autorisation accordée au conseil fédéral par l'article 13 de la loi

fédérale précitée, nous faisons observer que le conseil fédéral n'en fait usage que dans les pays où des motifs confessionnels opposent aux mariages des obstacles insurmontables et qu'il ne manque jamais, lorsqu'il autorise exceptionnellement un consul à célébrer un mariage dans un de ces pays, d'attirer l'attention sur le fait que l'acte consulaire ne garantit la validité du mariage que dans le pays d'origine.

Dans l'intention de faciliter le mariage des citoyens américains en Suisse, le ministre résident des Etats-Unis, se fondant sur les instructions officielles reçues à cet égard de son gouvernement, a déclaré que, suivant une maxime de droit reconnue dans tout le territoire de l'Union et mise en pratique par tous les tribunaux de ce pays, les mariages contractés à l'étranger sont considérés comme valables, pourvu qu'ils aient été conclus conformément à la législation en vigueur au lieu de leur célébration. Suivant cette déclaration, tout mariage contracté en Suisse par un citoyen des Etats-Unis est valable, à la seule condition que les lois suisses aient été observées; c'est du reste aux tribunaux qu'appartient exclusivement le droit d'en juger.

La légation des Etats-Unis nous a informés, en outre, qu'un seul d'entre les 39 états de l'Union prescrit la publication des promesses de mariages et que, même pour les ressortissants ou habitants de cet état, la publication n'est pas nécessaire lorsque le mariage est conclu à l'étranger.

Nous avons communiqué cette déclaration aux cantons, par circulaire en date du 19 juillet, en leur faisant observer que, dès maintenant, les conditions renfermées aux articles 29 et 37, 4^{me} alinéa, de la loi fédérale du 24 décembre 1874 pouvaient être considérées comme remplies d'une manière générale pour tous les citoyens des Etats-Unis, et qu'il suffisait donc, dans ces cas-là, de veiller à ce que les autres dispositions de la loi fédérale fussent appliquées.

Se référant à la circulaire en question, le gouvernement de Berne nous a demandé, par office en date du 27 juillet, quels papiers (sauf les passeports) nous considérons comme légitimation de la qualité de citoyen américain, et si peut-être la légation et les consulats des Etats-Unis étaient en mesure de donner des déclarations spéciales sur la manière de constater la nationalité des citoyens américains qui veulent contracter mariage en Suisse. Dans sa réponse, la légation nous a informés que le passeport d'un citoyen né aux Etats-Unis est à lui seul une preuve suffisante de sa nationalité, tandis que le passeport délivré à un citoyen naturalisé doit être accompagné de l'acte de naturalisation. Elle nous a fait savoir en outre que rien ne s'oppose à la déclaration demandée par Berne pour tous les cas où il n'y a pas lieu de mettre en doute l'authenticité des pièces produites, ni de craindre que le sujet américain ait perdu son droit de citoyen.

La légation de Bavière a attiré notre attention sur les difficultés qui résultent, pour les mariages de sujets bavares, du fait que, suivant les prescriptions du dernier alinéa de l'article 31 de la loi fédérale sur l'état-civil et le mariage, la déclaration que le mariage sera reconnu valable avec toutes ses suites légales doit déjà être fournie avant la publication du mariage, tandis que d'après la législation bavarroise, cette déclaration peut être délivrée seulement après l'expiration du délai de publication, c'est-à-dire pour le mariage même.

Nous avons porté ce fait à la connaissance des cantons, et nous les avons priés de bien vouloir remédier à l'inconvénient signalé en accordant chaque fois sans autre, en faveur des sujets bavares, la dispense nécessaire pour la publication des bans et en n'exigeant la production de la déclaration prescrite que pour autoriser la célébration du mariage, un mode de procéder déjà mis en pratique pour les ressortissants français (Guide pour les officiers de l'état-civil, n° 188, dernier alinéa).

Un soldat de la police cantonale d'Uri a fait célébrer son mariage à l'église avant que le mariage ait été conclu civilement. Il résulte des actes transmis par le gouvernement de Schwyz, que le prêtre d'Einsiedeln a célébré ce

mariage sans demander l'acte de mariage délivré par l'officier de l'état-civil, et qu'il s'est ainsi rendu coupable d'infraction à l'article 40 de la loi fédérale sur l'état-civil et le mariage, du 24 décembre 1874. Toutefois, cette infraction n'ayant pas été commise avec intention, comme l'a démontré l'enquête à laquelle nous avons fait procéder, nous nous sommes bornés à inviter le gouvernement de Schwyz à rendre le prêtre en question attentif à l'article 58 de la loi précitée et à lui faire une sévère remontrance.

Un citoyen suisse, établi à Barcelone et divorcé de sa première femme, désirait contracter mariage avec une Française. En application de l'article 32 du règlement consulaire, nous avons autorisé le consul suisse à Barcelone à célébrer ce mariage, après avoir rempli les formalités prescrites.

Le consulat général suisse à Mexico croyant — en suite d'une interprétation erronée du règlement consulaire — avoir le droit d'exercer les fonctions d'officier de l'état-civil sans autorisation spéciale de notre part, nous lui avons fait observer que ce mode de procéder était contraire à la loi et l'avons invité à s'abstenir, à l'avenir, d'exercer des fonctions semblables. Pour légaliser les actes enregistrés, nous avons accordé à notre consulat général l'autorisation nécessaire avec force rétroactive.

On sait que la loi anglaise interdit le mariage entre beau-frère et belle-sœur. Or, nous avons appris que des sujets anglais qui désirent contracter des mariages de ce genre s'adressaient à l'officier de l'état-civil de Neuchâtel qui, sur la présentation d'une autorisation du conseil d'Etat, célébrait ces mariages pour lesquels il faisait payer sous diverses dénominations une somme totale d'environ 300 francs. — Nous avons dû faire observer au gouvernement de Neuchâtel que, si ce mode de procéder se basait sur le droit de dispense des gouvernements cantonaux prévu au dernier alinéa de l'article 37 de la loi fédérale sur l'état-civil et le mariage, c'était une application contraire à notre loi, et par conséquent inadmissible, de ce droit de dispense, que d'autoriser des mariages dont la nullité, d'après la législation du pays du fiancé, n'est point inconnue. Nous avons invité le gouvernement à ne plus délivrer, dans les cas de cette nature, de déclaration permettant à l'officier de l'état-civil de procéder à ces mariages.

QUATRIÈME PARTIE

CHRONIQUE

ALLEMAGNE

La légation impériale d'Allemagne a annoncé l'accession, à partir du 1^{er} octobre 1888, du territoire des îles Marschall, qui se trouve sous le protectorat de l'Empire allemand, à la convention postale universelle du 1^{er} juin 1878, et conséquemment aussi à l'acte additionnel de Lisbonne du 21 mars 1885.

La légation impériale d'Allemagne a annoncé (7 mai) au Conseil fédéral, sur l'ordre de son Gouvernement, l'accession, à partir du 1^{er} octobre 1888, du territoire de Togo (Afrique occidentale), qui se trouve sous le protectorat de l'Empire allemand, à la convention postale universelle du 1^{er} juin 1878 et à la convention du 3 novembre 1880 concernant l'échange des colis postaux, ainsi qu'aux deux actes additionnels de Lisbonne du 21 mars 1885.

Relations avec la Russie.

La *Gazette de l'Allemagne du Nord* publie, à l'adresse de la Russie, l'entre-filet suivant :

« La presse russe croit avoir des raisons de se plaindre de la façon dont, en ce moment, les journaux allemands commentent les affaires russes. Elle passe sous silence la manière dont elle a excité, pendant des années, l'opinion publique en Allemagne par ses suspicions, par ses railleries insultantes et provocantes. Le *Novoïe Vrémia*, qui a dirigé, tout le monde s'en souvient, des attaques inqualifiables contre des personnalités allemandes et contre le régime allemand, consacre à l'attitude de la presse allemande un article qu'elle termine par ces mots : « Le *Berliner Tageblatt* seul fait exception et demande subitement pourquoi l'on s'échauffe à ce point et pourquoi l'on attaque aussi violemment la Russie. La raison de tout ce bruit est impossible à découvrir, suivant le *Tageblatt*. » Le *Novoïe Vrémia* aurait pu citer, à côté du *Tageblatt*, d'autres feuilles progressistes et boursières qui se sont montrées prêtes à soutenir la même thèse que le *Novoïe Vrémia*. L'attitude de toutes ces feuilles est facile à comprendre ; la feuille russe et les feuilles internationales que nous venons de désigner et qui paraissent en allemand sont placées, vis-à-vis de l'Allemagne, au même point de vue hostile.

ALSACE-LORRAINE

Question des Passeports (18 mai 1888.)

Les journaux allemands qui paraissent à Strasbourg continuent à parler des

vexations dont les voyageurs, venant de France et voulant se rendre en Alsace-Lorraine, sont l'objet de la part des employés allemands chargés de surveiller la frontière. La *Landeszeitung* (journal officiel) avait déclaré qu'une enquête ordonnée par le Gouvernement avait permis de constater de nouveau que ces employés ne faisaient qu'exécuter les ordres qu'ils avaient reçus du Gouvernement et que le nombre des voyageurs qu'ils avaient forcés de rentrer en France était très peu considérable. La *Landeszeitung* avait ajouté cependant :

Il est évident, du reste, que l'exécution de mesures nouvelles, surtout si elle constitue une tâche difficile et délicate pour ceux qui en sont chargés, ne peut avoir lieu partout et sur toute la ligne sans méprise et sans qu'il y ait lieu de critiquer ceci ou cela.

La *Post*, de Strasbourg, répond ainsi :

Nous croyons servir utilement la cause allemande en signalant des fautes qui proviennent non pas tant du principe adopté que du choix malheureux des fonctionnaires chargés de l'appliquer, et en essayant d'amener ainsi les chefs de notre administration à supprimer les abus commis. Car ce n'est qu'en reconnaissant et en jugeant librement les bévues qui sont commises de notre côté que nous donnons au blâme que nous infligeons aux abus commis par les Français sur la frontière la force et la portée qu'il doit avoir. C'est dans l'intérêt de l'Allemagne et pour rétablir de meilleurs rapports entre les deux nations que nous signalons les ennuis dont se plaignent les voyageurs qui veulent passer la frontière franco-allemande.

La *Gazette de Francfort* reproduit le procès-verbal publiée par la *Gazette de l'Allemagne du Nord* et qui a trait à la mésaventure d'un voyageur de commerce allemand qui, voulant se rendre à Reims, a été invité par le commissaire français chargé de la surveillance de la frontière à rentrer sur le territoire allemand. La *Gazette de Francfort* commente ainsi la note dont la *Gazette de l'Allemagne du Nord* avait accompagné le procès-verbal et dans laquelle le journal de Berlin disait que de pareils incidents étaient bien faits pour détourner les Allemands de l'idée de faire des excursions en France :

Nous ne comprenons pas l'indignation dont fait montre la *Gazette de l'Allemagne du Nord*. Une feuille qui a demandé et défendu l'expulsion de milliers d'habitants paisibles de la Pologne et qui est restée sourde aux plaintes que ces expulsions ont provoquées dans des familles si nombreuses, n'a pas le droit de se plaindre de ce qu'un Allemand ne puisse entrer en France sans y être autorisé par un Préfet français. Si nous ne nous trompons, une feuille nationale allemande, la *Post*, de Strasbourg, a cité récemment ce fait que des voyageurs français qui voulaient entrer en Alsace-Lorraine ont été traités exactement de la même manière que ce voyageur allemand. Nous avons la triste gloire d'avoir érigé en système l'expulsion ou l'exclusion des gens qui appartiennent à des nationalités étrangères, et de l'avoir célébré comme une conquête de notre sentiment national exalté ; or, quiconque a vanté ce système quand il était appliqué par des Allemands a perdu le droit de le blâmer quand il est appliqué par d'autres.

La surveillance, à la frontière, des agents secrets de la « Librairie populaire de Zurich », avait été confiée, jusqu'à présent, aux douaniers badois ; dans beaucoup de cas, ces employés ont réussi à saisir de grandes caisses remplies de livres, tandis qu'ils ont pu rarement empêcher l'introduction du *Démocrate socialiste*, que les socialistes, au nombre de cinq, transportaient généralement le dimanche après-midi de l'autre côté de la frontière.

D'après une correspondance de Constance adressée à la *Badische Landeszeitung*, la surveillance à la frontière sera exercée plus activement à l'avenir. A cet effet, M. Schöne, lieutenant de police criminelle, arrivé de Berlin depuis quelques semaines déjà et attaché à la direction de police de Strasbourg, a séjourné pendant quelque temps à Constance. Il paraît que M. Schöne a réussi

dans plusieurs démarches qu'il a faites, et qu'une convention, réglant la surveillance à la frontière, a pu être conclue. Les directeurs de police de quelques cantons de la Suisse feront dresser des listes de toutes les personnes suspectées de prendre part à la propagation des ouvrages socialistes ; avec le concours des autorités suisses, la police des quatre Etats allemands limitrophes pourra organiser à la frontière une surveillance rigoureuse.

Le *Journal d'Alsace* publie un document qui est de nature à nous renseigner exactement et complètement sur les conditions dans lesquelles un Français peut actuellement se rendre et séjourner en Alsace-Lorraine. Ce document émane du Consulat d'Allemagne à Paris et consiste en un bulletin très précis que le Consulat a fait autographier. Ce bulletin, rédigé en français, est ainsi conçu :

1° D'après des arrêtés ministériels récents, les personnes de nationalité française ne peuvent plus séjourner en Alsace-Lorraine qu'en vertu d'une autorisation préalable qui doit être délivrée par le directeur de l'arrondissement dans lequel elles veulent séjourner et, pour les villes de Strasbourg et de Metz, par le directeur de police.

Le permis n'étant accordé que pour des raisons sérieuses d'affaires ou de famille et pour un temps limité, il faut indiquer dans la demande les motifs et la durée voulue du séjour. Le permis accordé au mari s'étend à la femme et aux enfants. Les femmes voyageant seules ne sont pas dispensées du permis.

2° Pour un séjour dépassant quatre semaines, le directeur de l'arrondissement ou le directeur de police doit demander, avant de délivrer l'autorisation, l'assentiment du président du département. En conséquence, la réponse aux demandes de séjour subissant nécessairement, dans ce cas, un retard, il vaut mieux, quand on est pressé, demander un séjour de quatre semaines au plus, sauf à le faire prolonger plus tard.

3° Quand il y a urgence, par exemple s'il s'agit de voir un parent gravement malade ou d'assister à l'enterrement d'un proche parent, l'autorisation préalable n'est pas nécessaire. On fera bien, dans ce cas, de se munir d'une preuve quelconque de l'urgence (lettre annonçant la maladie ou le décès, etc.), et l'on devra demander le permis dès l'arrivée en Alsace-Lorraine.

4° Les Français qui ont des immeubles en Alsace-Lorraine ne sont pas soumis aux formalités qui précèdent, s'ils ont l'habitude de passer une partie de l'année dans leurs propriétés.

Aux conditions énumérées dans ce document vient s'en ajouter une nouvelle. En effet, le *Central-und Bezirks Anzeiger für Elsass-Lothringen* a publié, dans son numéro d'hier, un arrêté ministériel portant qu'à partir du 31 mai tous les étrangers qui veulent passer la frontière franco-allemande pour se rendre en Allemagne, soit pour y séjourner soit pour la traverser, devront être munis d'un passe-port visé par l'Ambassade d'Allemagne à Paris.

Les habitants des communes françaises situées sur la frontière et qui se rendent en Allemagne pour affaires seront dispensés de produire le passe-port.

Le correspondant messin de la *Gazette de Francfort*, revenant sur la question des vexations auxquelles sont en but, de la part des fonctionnaires allemands, des voyageurs, quelle que soit leur nationalité, qui passent la frontière franco-allemande, dit que les abus qui ont été signalés s'expliquent en grande partie par la faute que l'administration allemande a commise en chargeant de la surveillance de la frontière, non des commissaires anciens et connaissant bien le pays et les habitants, mais de jeunes commissaires qui ne sont au courant de rien et qui font du zèle mal à propos :

Si à Novéant et à Amanvillers on avait nommé de vieux commissaires de l'Alsace-Lorraine, tout habitant de Metz, qu'il soit indigène ou allemand immigré, n'aurait pas à subir, en revenant d'un voyage en France, un interrogatoire extrêmement vexatoire, ainsi que j'ai pu m'en convaincre par mes expériences personnelles.

Quant à l'enquête faite par l'administration sur les voyageurs qu'on a forcés

de rentrer en France, elle ne pouvait donner de résultats précis, puisqu'on s'est borné à interroger les commissaires qui avaient commis les abus et à qui on ne pouvait raisonnablement demander de se dénoncer eux-mêmes. Mais que les chefs de l'administration passent eux-mêmes la frontière, et ils modifieront certainement leur manière de voir et d'apprécier les choses.

Le Gouvernement a donné aux autorités alsaciennes-lorraines les instructions nécessaires pour l'exécution de l'ordonnance relative à l'obligation de produire un passe-port imposé aux voyageurs venant de France.

La *Landeszeitung*, journal officiel, annonce qu'elle sera très prochainement en mesure de publier ces instructions.

La *Post*, journal allemand qui parait à Strasbourg, consacre un second article à l'appréciation de la nouvelle mesure prise par le Gouvernement allemand et dit que « les Allemands immigrés en Alsace sont d'accord avec les habitants indigènes pour regretter une mesure dont les effets seront funestes au commerce et à l'industrie, sans compter que les ennuis qui en résulteront pour ceux qui entretiennent des relations de famille avec le dehors seront extrêmement sensibles. »

Le *Journal d'Alsace* dit que « les voyageurs d'affaires et les touristes venant d'Amérique, d'Angleterre et du Midi, passaient autrefois en grand nombre par l'Alsace. Ils s'y arrêtaient, ils y laissaient quelque argent dont profitaient les négociants, les maîtres d'hôtels et les fournisseurs de ces derniers. Cette catégorie de voyageurs et de touristes ne voudra pas se soumettre à l'obligation du passeport. Plutôt que de passer par Paris et de s'y arrêter pour obtenir le visa de l'Ambassade d'Allemagne, les voyageurs en question prendront une autre route et iront de France en Allemagne par la Belgique ou par la Suisse. Les voies internationales traversant l'Alsace-Lorraine seront de plus en plus délaissées et il en résultera un dommage matériel pour la population commerçante de l'Alsace. »

La *Gazette de Francfort* dit que les mesures prises par le Gouvernement allemand « appellent des représailles de la part de la France » et que « finalement la situation sur la frontière deviendra intolérable et impossible. »

Nous avons publié le texte de l'arrêté ministériel qui impose à tout étranger qui voudra franchir, à partir du 31 mai, la frontière d'Alsace-Lorraine, l'obligation d'exhiber un passeport visé par l'Ambassade d'Allemagne à Paris.

Il n'est pas sans intérêt de faire remarquer que l'arrêté n'est pas revêtu de la signature du chancelier, mais qu'on a fouillé dans le vieil arsenal des lois françaises démodées pour n'avoir à publier que la signature du ministère d'Alsace-Lorraine. On a donc fait précéder l'arrêté en question de ce considérant :

« En vertu des lois du 2 octobre 1793 (10 ventôse an IV de la République) et du 19 octobre 1797 (28 ventôse an VI), ainsi que de l'ordonnance du 2 avril 1814, les dispositions suivantes ont été prises... »

De quoi vous plaignez-vous, semble-t-on dire aux populations d'Alsace-Lorraine, nous vous appliquons les lois françaises, que vous aimez tant. On a trouvé spirituel d'employer une arme forgée, en d'autres temps, en France, pour rendre plus difficiles aujourd'hui les relations des Alsaciens-Lorrains avec la France. On ne s'est pas aperçu qu'en agissant ainsi on semble considérer encore les Alsaciens-Lorrains comme Français.

Passeports.

I. — A partir du jeudi 31 mai 1888, tous les étrangers arrivant par la frontière, qu'ils ne soient que de passage, ou qu'ils veuillent séjourner dans le pays, devront être porteurs d'un passeport portant le visa de l'Ambassade d'Allemagne à Paris. Le visa ne devra pas remonter à plus d'un an.

Les pièces de légitimation des voyageurs de commerce étrangers (publication

du chancelier de l'Empire du 31 octobre 1883, parue page 305 de la *Feuille centrale de l'empire allemand*) ne tiendront pas lieu de passeport.

Les étrangers qui ne seront pas porteurs d'un passeport régulier ne pourront pas continuer leur voyage, et, si besoin en est, ils seront reconduits à la frontière.

Les sujets allemands arrivant par la frontière française seront dispensés de la production d'un passeport.

II. — Les habitants des communes françaises limitrophes sont exemptés de l'obligation de produire un passeport lorsqu'ils se rendent pour leurs affaires dans une commune allemande voisine et qu'ils peuvent prouver leur identité aux employés de la police de frontière.

Strasbourg, le 22 mai 1888.

*Ministère d'Alsace-Lorraine,
Section de l'Intérieur,
STUTT.*

Le correspondant strasbourgeois de la *Gazette de Cologne* écrit à ce journal que l'arrêté relatif aux passeports sera complété par des ordonnances de police qui auront pour but d'empêcher les voyageurs d'éluder les dispositions de l'arrêté.

Le correspondant ajoute :

Les étrangers qui voudront se rendre de France en Allemagne feront bien de passer par Bâle ou par le Luxembourg.

On se rappelle que la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, en annonçant que des mesures nouvelles seraient prises sur la frontière, les motivait en disant qu'elles serviraient de représailles pour les ennuis qu'avait subis le voyageur de commerce allemand Littauer, le jour où il avait voulu se rendre en France. On écrit de Berlin à la *Gazette de Cologne* que le cas Littauer n'a été que le dernier des motifs qui ont dicté la résolution prise par le Gouvernement allemand. Le premier et principal motif, il faut le chercher dans les vexations auxquelles des voyageurs allemands ont été récemment en butte à Belfort.

La *Landeszeitung*, journal officiel de l'Alsace-Lorraine, indique un troisième motif dans l'article suivant qu'elle publiait en même temps que paraissait l'arrêté relatif aux passeports.

La nomination de commissaires de police spéciaux chargés de surveiller les frontières de l'Ouest a été appréciée d'une manière inexacte et injuste non-seulement par la Presse étrangère, mais malheureusement aussi par quelques journaux indigènes. Nous avons dit récemment que la nécessité de cette mesure ne souffrait aucun doute, et l'expérience acquise dans ces derniers temps nous a donné pleinement raison. Il a été démontré, entre autres, que les prescriptions relatives au séjour des Français en Alsace-Lorraine ont été fréquemment éludées et que dans un grand nombre de cas les commissaires chargés de la surveillance des frontières ont été dupés, ce qui ne peut s'expliquer que par la connivence de certains éléments de la population indigène. Il est d'autant plus permis de supposer que ces duperies se rattachent aux manœuvres hostiles à l'empire que dans ces derniers temps on a pu constater les indices d'une recrudescence d'activité du parti de la revanche en France.

Cette remarque s'applique non-seulement aux journaux dévoués à ce parti, mais surtout au programme adopté par l'Union patriotique de France, formée par les Membres dissidents de la Ligue des patriotes. La nouvelle Société ne se contente pas, comme l'avait fait la Ligue, de demander la reddition de l'Alsace-Lorraine, elle exige aussi la protection de l'industrie et des Beaux-Arts contre la concurrence étrangère; en outre, elle combat non-seulement les Allemands comme des ennemis, mais aussi tous les alliés des Allemands, et elle ne se dissoudra que lorsque l'Alsace-Lorraine aura été rendue à la France.

Jamais, jusqu'à ce jour, les tendances du parti de la revanche ne s'étaient manifestées si ouvertement et si pleinement. Cette association, qui doit éten-

dre son réseau sur toute la France et qui, grâce à cette organisation, est appelée à jouer un grand rôle, est dirigée par un Comité composé en grande partie de Membres de l'émigration alsacienne connus par la part active qu'ils prennent à tout ce qui intéresse la revanche. La grande influence que ces personnes continuent à exercer en Alsace-Lorraine, par suite de leurs relations de famille et d'amitié fort étendues, se fera valoir dans une mesure plus forte encore, grâce à l'agitation mise en œuvre par la nouvelle Société.

Comme il est à craindre que la nouvelle entreprise n'exécute avec une plus grande ardeur encore l'ancien programme de la Ligue des patriotes, qui est d'exciter contre les Allemands en paroles, en écrits et en images, puis d'inquiéter et d'intimider les éléments de la population indigène qui observent une attitude conciliante, le Gouvernement a pour devoir inéluctable d'assurer la sécurité de l'Empire par des mesures plus rigoureuses, eu égard surtout à ce qui se passe à la frontière, et de recourir à tous les moyens possibles pour éloigner des populations des influences propres à troubler le paisible développement de la situation.

On peut sans doute s'attendre à ce que la légende de la tyrannie allemande en Alsace-Lorraine, propagée par la Presse hostile à l'Allemagne, reçoive ainsi un nouvel aliment ; mais le Gouvernement, fort de sa conscience, attend avec calme les reproches qu'on lui adressera au sujet de mesures qui sont destinées à réagir efficacement contre l'agitation signalée et qui ne peuvent, d'ailleurs, que favoriser la prospérité matérielle du pays, prospérité qui, d'après des indices non trompeurs, va sans cesse croissante.

La *Post*, journal allemand qui paraît à Strashourg, s'exprime ainsi au sujet des nouvelles mesures :

On ne saurait nier que les intérêts du commerce et de l'industrie ne souffrent cruellement de toute entrave apportée aux relations entre les deux pays sur la frontière. Le commerce alsacien, le petit commerce comme le grand, sont exposés à de si grands sacrifices dans les temps difficiles que nous traversons qu'ils ont le droit de demander que le Gouvernement tienne le plus de compte possible de leurs intérêts. Les relations particulières demandent également à être traitées avec les plus grands égards, quand elles n'ont aucun rapport avec l'agitation politique. Mais en dépit de tout cela, les plaintes que soulèvent la surveillance exercée sur la frontière se répètent sans cesse. Le lundi de la Pentecôte, nous avons reçu une lettre dans laquelle un négociant considérable de Strashourg se plaint des vexations auxquelles on l'a soumis à son retour de Lunéville, lui qui est connu de toutes les autorités allemandes, alors que partout les autorités françaises l'avaient laissé passer sans le soumettre à des interrogatoires inutiles.

BELGIQUE

Loi sur la Naturalisation.

Des difficultés sont résultées souvent pour des jeunes gens qui, nés en Belgique de parents étrangers, voulaient opter pour la nationalité belge, de l'impossibilité d'exercer le droit d'option avant leur majorité, parce que dans les pays auxquels ils se rattachaient par la nationalité de leur père, ils se trouvaient astreints aux obligations du service militaire avant d'avoir atteint cette majorité. Un sénateur de Bruxelles, M. de Brouckère, a présenté aujourd'hui au Sénat et développé une proposition de loi qui a pour objet de remédier à cet état de choses dont les inconvénients ont été mis en évidence récemment par les objections qu'a soulevées la convention de 1879 avec la France.

M. de Brouckère a insisté sur l'inégalité choquante qui résulte du chef de la condition actuelle d'âge pour l'option entre les Belges de naissance et les Belges

par droit d'option. Sa proposition modifie l'article 9 du Code civil (Code Napoléon) en y ajoutant les dispositions suivantes :

« La déclaration d'option pourra être faite dès l'âge de dix-huit ans accomplis, avec le consentement des ascendants ou de la famille, donné dans les conditions et les formes prescrites pour le mariage au chapitre 1^{er} du livre V.

« Sera déchu du droit d'option prévu au présent article tout individu qui, avant de contracter mariage, n'aurait point fait ladite déclaration.

« La déclaration pourra être faite dès l'âge de dix-huit ans accomplis, tant par les jeunes gens désignés ci-dessus que par ceux qui ont, en vertu de toute autre loi en vigueur, le droit d'opter à leur majorité pour la nationalité belge, avec le consentement des ascendants ou de la famille, donné dans les conditions et les formes prescrites pour le mariage au chapitre 1^{er} du titre V du livre 1^{er} du Code civil.

« Sera déchu du droit inscrit aux paragraphes précédents tout individu qui, avant de contracter mariage, n'aurait point fait ladite déclaration. »

M. de Brouckère a fait valoir pour justifier la dérogation aux principes du Code que la France qui a introduit celui-ci en Belgique a, depuis longtemps, par les lois du 7 février 1851 et du 26 décembre 1854, reconnu qu'il fallait savoir se départir, à l'occasion, d'un respect exagéré pour ces principes.

Le Sénat a pris la proposition de loi en considération.

SÉNAT (Séance du 3 mai 1888). — La discussion s'ouvre sur la proposition de loi apportant des modifications à l'article 9 du code civil et à l'article 4 de la loi du 6 août 1884 sur la naturalisation.

M. A. de Brouckère justifie la proposition dont il a pris l'initiative et qui tend à avancer la date de l'option de nationalité.

Il constate que, pour que toute difficulté fût écartée, il faudrait une uniformité complète entre les diverses législations ; mais cela est irréalisable, chaque pays réglant la matière selon ses intérêts propres, et ceux-ci sont divergents, sinon contraires.

La proposition ne supprimera pas toutes les causes de conflits entre gouvernements ; elle constitue une simple amélioration à une situation déplorable ; elle est, du reste, conçue dans l'esprit d'une convention dès longtemps conclue avec le gouvernement français et dont la ratification sera ainsi facilitée.

Le projet de loi est voté à l'unanimité.

Fortifications de la Meuse.

La Chambre des représentants a voté, le 20 mai, un crédit de 12 millions à ajouter à celui de 20 millions voté précédemment pour la construction des fortifications de la Meuse,

Un membre de la gauche, M. Scoumane, a critiqué les conditions dans lesquelles a eu lieu l'adjudication de ces travaux ; il a insinué que l'écart de 14 millions entre la soumission des groupes français Braive et consorts ne pouvait s'expliquer que par des indiscretions et des complaisances du génie militaire ou par des engagements pris par le gouvernement au sujet des travaux supplémentaires à prévoir.

M. Frère-Orban a reproché au gouvernement d'avoir, au moment du dépôt du projet de loi, induit la Chambre en erreur au sujet de la dépense, afin d'obtenir d'elle un vote qui permit d'engager celle-ci. Il a soutenu qu'il est absolument illogique d'élever des fortifications nouvelles sur la Meuse avant d'avoir mis les fortifications d'Anvers en état de résister aux engins explosifs actuels. Enfin, il a contesté que l'effectif actuel de l'armée fût suffisant pour assurer, en même temps que la défense des places fortes, la constitution d'une solide armée de campagne.

Le ministre de la guerre, le général Pontus, a répondu qu'il avait été nécessaire d'obtenir sans retard, avant que les devis des fortifications eussent pu être

arrêtés, un vote affirmant la résolution de la Belgique de défendre sa neutralité et relevant le pays dans l'esprit de l'Europe. Une évaluation définitive n'était possible qu'après les sondages faisant connaître la constitution géologique des terrains sur lesquels les forts devaient être construits. La dépense totale, y compris l'achat des coupoles et l'armement, n'excédera pas 54 millions. Quant aux effectifs, le ministre maintient que la construction de nouvelles fortifications n'exige pas leur augmentation, ce qui ne l'empêche pas de se préoccuper des moyens de le mettre ultérieurement en rapport avec les nécessités variables de la défense; ce qui veut dire que la question du service personnel sera reprise après les élections.

M. Beernaert, ministre des finances, a protesté énergiquement contre les insinuations de M. Scoumane relatives à l'adjudication; il les a repoussées comme attentatoires à l'honneur du corps du génie belge.

M. Frère-Orban a proposé par amendement le rejet du crédit.

L'amendement a été repoussé par 61 voix contre 29 et 1 abstention.

CONGO

Déclaration de neutralité de l'Etat Indépendant du Congo.

Le soussigné, administrateur général du département des affaires étrangères de l'Etat Indépendant du Congo est chargé par le roi souverain de cet Etat, de porter à la connaissance de Son Excellence ministre des affaires étrangères de, qu'en conformité de l'article 10 de l'Acte général de la conférence de Berlin, l'Etat Indépendant du Congo se déclare par les présentes perpétuellement neutre et réclame les avantages garantis par le chapitre III du même Acte en même temps qu'il assume les devoirs que la neutralité comporte. Le régime de la neutralité s'appliquera au territoire de l'Etat Indépendant du Congo renfermé dans les limites qui résultent des traités successivement conclus par l'Association internationale avec l'Allemagne, la France et le Portugal, traités notifiés à la conférence de Berlin et annexés à ses protocoles, et qui sont ainsi déterminés, savoir :

Au Nord :

Une ligne droite partant de l'Océan Atlantique et joignant l'embouchure de la rivière qui se jette dans la mer au sud de la baie de Cabinda, près de Ponta Vernelha, à Cabo-Lombo ;

Le parallèle de ce dernier point prolongé jusqu'à son intersection avec le méridien du confluent du Culacalla avec le Luculla ;

Le méridien ainsi déterminé jusqu'à sa rencontre avec la rivière Luculla ;

Le cours du Luculla jusqu'à son confluent avec le Chiloango (Luango Luce) ;

La rivière Chiloango, depuis l'embouchure du Luculla jusqu'à sa source la plus septentrionale ;

La crête de partage des eaux du Niadi-Quillou et du Congo jusqu'au delà du méridien de Manyanga ;

Une ligne à déterminer et qui, suivant autant que possible une division naturelle du terrain, aboutisse entre la station de Manyanga et la cataracte de Ntombo, Mataka en un point situé sur la partie navigable du fleuve ;

Le Congo jusqu'à Stanley Pool ;

La ligne médiane de Stanley Pool ;

Le Congo jusqu'à un point à déterminer en amont de la rivière Licona-Nikundja ;

Une ligne à déterminer depuis ce point jusqu'au 17° degré de longitude est de Greenwich, en suivant autant que possible la ligne de partage d'eaux du bassin de la Licona-Nikudja. (Nous ferons observer que la frontière de ce côté a été modifiée et est formé maintenant par le thalweg de l'Oubangui) ;

Le 17° degré de longitude est de Greenwich jusqu'à sa jonction avec le 4° parallèle de latitude nord ;

Le 4° parallèle de latitude nord jusqu'à sa jonction avec le 30° degré de longitude est de Greenwich ;

A l'Est :

Le 30° degré de longitude est de Greenwich jusqu'à la hauteur de 1° 2' latitude sud ;

Une ligne droite menée de l'intersection du 30° degré de longitude est avec le parallèle de 1° 2' latitude sud jusqu'à l'extrémité septentrionale du lac Tanganyka ;

La ligne médiane du lac Tanganyka :

Une ligne droite menée du lac Tanganyka au lac Mœro par 8° 30' latitude sud ;

La ligne médiane du lac Mœro ;

Le cours d'eau qui unit le lac Mœro au lac Bangweolo ;

La rive occidentale du lac Bangweolo ;

Au sud :

Une ligne menée de l'extrémité méridionale du lac Bangweolo jusqu'à la rencontre du 24° degré de longitude est de Greenwich et suivant la crête de partage entre les eaux du Congo et celles de Zambèse ;

La crête de partage des eaux qui appartiennent au bassin de Kassai entre le 12° et le 6° parallèle de latitude sud ;

Le 6° parallèle de latitude sud jusqu'au point d'intersection du Quango ;

Le cours du Quango jusqu'à la rencontre du parallèle de Nokki ;

Le parallèle de Nokki jusqu'à la rencontre du méridien qui passe par l'embouchure de la rivière de Uango-Uango ;

Le cours du Congo depuis le confluent de la rivière de Uango-Uango jusqu'à la mer ;

A l'ouest :

L'Océan Atlantique entre l'embouchure du Congo et la rivière qui débeuche au sud de la baie de Cabinda, près de Ponta Vermelha.

(S.) EDM. VAN EETVELDE.

Bruxelles, 1^{er} août 1885.

ESPAGNE

Exposition de Barcelonne

L'inauguration a eu lieu en grande pompe dans la salle des fêtes, en présence du jeune roi Alphonse XIII, placé auprès de la reine.

Les commissaires du gouvernement ont prononcé des discours, et M. Sagasta a déclaré l'exposition ouverte. Derrière le petit roi et la reine Christine, ont pris place le duc et la duchesse d'Edimbourg, le duc de Gênes et le prince de Bavière, les ministres et les dignitaires de la Cour. On remarquait dans les tribunes le corps diplomatique et les officiers des escadres étrangères. Plus de cinq mille personnes se pressaient dans cette salle magnifique.

La Reine régente a visité ensuite le pavillon d'Espagne, puis celui des autres nations, entre autres celui de la France où le général baron Berge, commandant le 16^e corps d'armée à Montpellier, qui représente à Madrid personnellement M. le président Carnot, et l'Ambassadeur de la République française ont reçu Sa Majesté, qui a daigné les féliciter de la bonne disposition et des richesses de l'exposition française.

La reine a visité le lendemain l'escadre autrichienne et ensuite l'escadre française. Le 27 mai a eu lieu une grande fête de nuit, dans le port de Barcelonne, terminée par un simulacre de bombardement de la ville. Enfin le 28, une grande revue militaire a été passée, à l'occasion de l'arrivée du roi de Suède.

Constatons que l'escadre française a été très remarquée pour le nombre et l'importance de ses bâtiments, pour la belle tenue de ses équipages. L'amiral Amet, commandant en chef, et son chef d'état-major, le commandant de Courthille, ont reçu à ce sujet les plus flatteuses assurances, ainsi que M. Cambon, ambassadeur de France à Madrid, et le consul général, M. Ponsignon, si sympathiques l'un et l'autre à la haute société espagnole, et à leurs compatriotes établis dans la péninsule.

M. Ponsignon a déployé une activité infatigable pour diriger l'installation de la section française : c'est certainement à ses efforts persévérants, à son initiative de tous les instants, que l'organisation a pu être définitivement terminée pour l'inauguration. La galerie française est une des plus belles, peut-être même la plus intéressante. Les commerçants et les industriels qui ont exposé, en attendant avec raison les meilleurs résultats.

Les exposants français et ceux qui les ont aidés ont donc quelque sujet de s'enorgueillir du succès obtenu ; le peuple espagnol, pour sa part, leur sait bon gré d'avoir voulu largement participer à son importante exposition. Le Sénat et la Chambre de Madrid se sont faits les interprètes de ces sentiments de gratitude en adressant au gouvernement français, par la voie diplomatique, de chaleureux remerciements.

ÉTATS-UNIS

Loi sur la propriété littéraire et artistique

Le Sénat des Etats-Unis a adopté dernièrement par 35 voix contre 10, un projet de loi sur la propriété littéraire et artistique.

D'après la loi antérieure, les citoyens américains ou les personnes domiciliées aux Etats-Unis pouvaient seuls se réserver la propriété d'une œuvre littéraire ou artistique, d'un livre, d'une pièce de théâtre, d'un dessin, etc. L'objet de la nouvelle loi est d'admettre les auteurs étrangers à jouir des mêmes droits que les auteurs américains et de leur assurer, comme à ces derniers, la propriété de leurs œuvres. Il est, en outre, stipulé que les auteurs pourront seuls faire traduire les livres ou les pièces de théâtre, dont le dépôt aura été opéré conformément à la loi.

Toutefois la condition essentielle mise à la reconnaissance du droit de propriété littéraire d'un étranger, c'est que le livre ou la pièce de théâtre, soit imprimé aux Etats-Unis. En d'autres termes, un auteur dont le livre sera imprimé en Angleterre ou en France ne pourra pas s'en réserver la propriété, à moins qu'il ne le fasse imprimer simultanément aux Etats-Unis.

D'autres conditions sont encore posées par la loi ; nous en reproduisons la substance, d'après le *Courrier des Etats-Unis* :

Toute personne désirant se réserver la propriété d'une publication devra, avant la mise en vente dans ce pays ou à l'étranger, déposer au bureau du bibliothécaire du Congrès, ou lui adresser par la poste, un exemplaire imprimé du titre du livre ou de l'œuvre dramatique, ou la description, le modèle ou le dessin de l'œuvre d'art qui fait l'objet du *copyright* demandé. De plus, le demandeur devra déposer au bureau du bibliothécaire du Congrès, ou lui adresser par la poste, pas plus tard que le jour même de la publication aux Etats-Unis ou à l'étranger, deux exemplaires du livre ou de l'œuvre dramatique en question, imprimés aux Etats-Unis ; ou, s'il s'agit de gravures, photographies, ou autres objets analogues, deux exemplaires ; ou, s'il s'agit d'un tableau ou dessin, d'un ouvrage de sculpture, d'un modèle ou dessin pour un objet d'art, une reproduction photographique.

Pendant tout le temps que durera le droit de propriété ainsi réservé, l'importation aux Etats-Unis des articles pour lesquels il aura été obtenu sera prohibée ; il sera permis cependant d'en introduire deux exemplaires destinés à l'usage personnel de l'importateur et non pour la vente, mais seulement

avec le consentement écrit du propriétaire du *copyright*. Les agents des douanes et de la poste devront saisir et détruire tous autres exemplaires qui seraient importés aux Etats-Unis.

S'il s'agit de livres en langue étrangère dont la traduction en anglais soit seul l'objet d'un *copyright*, la prohibition ne s'appliquera qu'à la traduction; l'importation de l'ouvrage dans la langue originale sera permise.

L'adoption de ce projet de loi aux Etats-Unis, a produit une vive impression en Angleterre.

Le 16 mai, le président du *Board of Trade* (ministre du commerce), sir Michaël Hicks-Beach, a reçu une députation de délégués de toutes les industries intéressées dans le commerce de la librairie. La députation a exposé au ministre que ces industries allaient être gravement atteintes par le bill sur les droits d'auteur soumis au Parlement américain, s'il est définitivement adopté comme tout le fait supposer. Ce bill, en résumé, ne garantit la propriété littéraire des livres d'auteurs étrangers qu'autant qu'ils sont imprimés sur le territoire de l'Union.

Sir Hicks-Beach, dans sa réponse, s'est gardé de laisser à la délégation aucun espoir d'une intervention du gouvernement anglais en faveur des intérêts qu'elle représentait. Le ministre a même donné à entendre qu'il voyait avec une certaine satisfaction qu'on se fut décidé enfin, en Amérique, à reconnaître à la propriété intellectuelle étrangère, les droits qu'on lui avait déniés si longtemps.

Traité des Pêcheries

Le Sénat des Etats-Unis, dans sa séance du mardi 22 mai, a décidé, avec l'appui de tous les sénateurs républicains moins un, de ne pas discuter publiquement le traité sur les pêcheries.

Cette décision est considérée comme le préliminaire du rejet de la convention.

Le vote du Sénat américain a fait sensation en Angleterre, bien que l'on y ait déjà que les membres de cette assemblée, dans une séance secrète, tenue il y a quelques jours, avaient décidé de repousser le traité sur les pêcheries.

Le motif qui a guidé le Sénat de Washington est l'opinion des amis de M. Blaine qu'ils gagneraient probablement quelques votes irlandais en repoussant une convention conclue avec l'Angleterre.

Le *Daily News* s'élève particulièrement contre l'attitude du Sénat américain en cette circonstance et exprime l'espoir qu'il n'est pas encore trop tard pour qu'il revienne sur sa décision. « Les amis véritables de l'Irlande, dit-il, ne sauraient sanctionner une politique dont l'effet serait d'accentuer l'hostilité des ennemis du mouvement national irlandais en Angleterre. Ces derniers ont aujourd'hui une telle confiance dans l'avenir qu'ils ne tiennent plus à embarrasser la mère-patrie. L'ancien cri : « Les difficultés de l'Angleterre font le succès de l'Irlande », a cessé d'être une vérité pour eux, et il serait absurde de rendre les Irlandais dans leur patrie, responsables d'une certaine catégorie d'Irlandais en Amérique. »

Question des Français naturalisés américains

Le 8 mai, M. Bayard, secrétaire d'Etat (ministre des affaires étrangères) des Etats-Unis, a communiqué au Sénat de Washington une longue correspondance échangée entre la France et les Etats-Unis au sujet de l'obligation du service militaire, imposée par le gouvernement français à des individus nés français et naturalisés américains.

Répandant aux réclamations des Etats-Unis, qui avaient demandé que les Américains de cette catégorie fussent exemptés du service militaire, la France a dénié aux autorités gouvernementales de Washington le droit de prendre une décision dans cette question, vu que l'affaire était de la compétence des tribunaux.

M. Mac Lane, ministre plénipotentiaire des Etats-Unis à Paris, a été chargé par son gouvernement de faire savoir à M. Flourens que, d'après l'opinion des Etats-Unis, les lettres de naturalisation accordée à des Français ne peuvent être l'objet d'une opposition de la part de la France, ni administrativement ni judiciairement, et que, si la France considère certaines lettres comme ayant été accordées d'une façon irrégulière, elle ne peut y remédier qu'en s'adressant au département d'Etat à Washington.

Dans la correspondance échangée entre les deux gouvernements relative au service militaire imposé en France à des individus nés Français, mais naturalisés Américains, se trouve en outre des communications qui ont fait l'objet de la dépêche du 8 mai, une note dans laquelle le cabinet de Paris expose que, d'après le principe français, le droit de citoyenneté est déterminé par la nationalité des parents et non par celle du lieu de naissance ; que, de plus, l'expatriation d'un sujet français doit être consentie par le gouvernement français.

M. Bayard, de son côté, a déclaré qu'il n'est pas admissible que des citoyens américains, non accusés d'un crime, puissent être maintenus en détention un seul jour après preuve faite de leur nationalité américaine. Dans les cas de cette nature, les Etats-Unis ne consentiront jamais aux délais que nécessiterait l'intervention judiciaire.

Concernant les cas actuellement en discussion, M. Bayard a envoyé à M. Mac Lane des instructions en vertu desquelles le ministre des Etats-Unis a fait savoir au gouvernement français que, si les individus en question ont été astreints au service militaire parce qu'ils sont considérés comme n'étant pas citoyens américains, le secrétaire d'Etat de Washington demande qu'ils soient immédiatement exemptés du service et que la France leur paye une indemnité proportionnée au dommage supporté par eux.

Voici quel a été le point de départ des pourparlers diplomatiques que nous venons d'exposer :

Dès les premiers jours de son entrée au ministère des affaires étrangères, M. Goblet avait reçu M. Mac-Lane, qui était venu lui présenter les réclamations de trois Français qui s'étaient fait naturaliser Américains, et qui, revenus en France, avaient été requis par l'autorité militaire.

Le ministre des affaires étrangères avait transmis les dossiers, qui lui étaient apportés, à son collègue du ministère de la guerre ; celui-ci a donné satisfaction à deux des réclamants, qui ont été renvoyés dans leurs foyers. Contrairement à ce qui a été dit, aucune indemnité ne leur a été allouée. Quant au troisième réclamant, sa demande n'a pas été admise, et il a été retenu au service.

FRANCE

Conférence des sucres à Londres

CHAMBRE DES DÉPUTÉS (*Séance du 18 mai*). — M. le Président. — Messieurs, avant que la Chambre ne passe à la discussion des articles du projet, je suis averti que M. Dellisse, notre collègue, désire adresser une question à M. le ministre des affaires étrangères, qui l'accepte, sur la conférence des sucres. (Exclamations à gauche).

Un membre de l'extrême-gauche. — A six mois ! Tous les huit jours, on fait une question.

M. le président. — M. le ministre des affaires étrangères, qui est présent, accepte la question ?...

M. le ministre des affaires étrangères. — Oui, monsieur le président.

M. le président. — La parole est à M. Dellisse.

M. Dellisse. — Au mois de mars dernier, on distribuait à tous les membres de cette Chambre les procès-verbaux de la conférence des sucres qui se poursuivait en ce moment à Londres.

Depuis cette époque, de nouvelles négociations ont eu lieu, négociations très importantes, au cours desquelles il a été pris, dit-on, des résolutions de la plus haute gravité qui inquiètent, à juste titre, nos négociants, nos industriels et nos agriculteurs. (Dénégations à gauche).

Vous me permettez de vous dire que je ne m'explique pas les protestations que vous faites entendre en ce moment : vous ne savez pas encore de quoi il est question !... Ce que je puis vous dire de suite, c'est qu'il s'agit d'un intérêt très considérable, puisqu'il touche un grand nombre de département... (Très bien ! très bien ! à droite. — Rumeurs à gauche.)

Oui, un grand nombre de départements, et de ceux qui rapportent le plus dans le recouvrement de ces impôts dont la France a si grand besoin (Très bien ! très bien ! à droite).

Plusieurs membres à gauche. — C'est une question électorale ! — C'est un abus de revenir à tout instant sur les mêmes questions !

M. le président. — Je vous en prie, messieurs, ne prolongez pas la discussion par vos interruptions.

M. Dellié. — Messieurs, je ne serai pas long, je n'ai que quelques mots à dire... Je viens simplement demander à M. le ministre des affaires étrangères de vouloir bien nous faire distribuer, comme l'a fait son prédécesseur, le compte rendu des observations produites, les procès-verbaux des dernières délibérations qui ont été prises à Londres. (Très bien ! très bien ! à droite).

Voix à gauche. — Ils ne sont pas encore imprimés !

M. le président. — La parole est à M. le ministre des affaires étrangères.

M. René Goblet, ministre des affaires étrangères. — Messieurs, la Chambre sait que la seconde session de la conférence des sucres qui se tient à Londres, vient en effet de se terminer, et je puis donner l'assurance à l'honorable M. Dellié, que nos intérêts, dans cette seconde session, ont été très vaillamment et très utilement défendus par nos délégués ; elle a été close il y a huit jours.

Le 12 mai, à la suite de cette seconde session, un projet de convention a été signé, mais accompagné de réserves très graves sur un certain nombre de points et précisément sur les plus importants. Il est très vrai qu'à la suite de la première session, qui s'est terminée au mois de décembre dernier, les procès-verbaux ont été publiés. Ils l'ont été à la demande même du gouvernement anglais, qui avait expliqué qu'il lui paraissait difficile en présence des règles parlementaires que cette publication n'eût pas lieu.

Contrairement à ce qui avait été fait à cette première session, dans la dernière séance de la seconde session le gouvernement anglais a fait exprimer, par l'organe du président de la conférence, son intention de ne pas publier les procès-verbaux, et il a ajouté qu'il ferait appel à la courtoisie des autres gouvernements intéressés pour que cette publication ne fût pas faite.

Il est certain, messieurs, si l'on peut invoquer d'un côté la règle parlementaire, il est aussi une autre règle qu'on ne doit pas perdre de vue : c'est que tant qu'une négociation est en cours, il ne convient pas, en règle générale, d'en rendre publics les divers éléments. (Très bien ! très bien !)

Mais je ne me place pas sur ce terrain. Je veux dire simplement que, du moment où le gouvernement a fait appel à notre courtoisie pour ne pas publier ces procès-verbaux, il me paraît difficile, à moins d'une véritable nécessité, de ne pas faire un accueil favorable à une demande présentée dans de pareils termes... (Très bien ! très bien ! à gauche); d'autant plus difficile que nous avons en ce moment même avec l'Angleterre d'autres négociations délicates dont nous avons grand intérêt à poursuivre l'heureuse conclusion.

Aucun engagement n'a été pris à Londres et je n'en prends aucun moi-même à cette tribune. Je déclare seulement qu'à moins d'une sérieuse nécessité, à moins, par exemple, qu'une indiscretion qui viendrait à se produire ne m'y

oblige, je n'ai pas l'intention de donner de la publicité aux négociations encore engagées. (Très bien! très bien! sur un grand nombre de bancs).

M. Pellisse. — Je remercie M. le ministre des affaires étrangères des explications qu'il a bien voulu me donner; mais je me demande quel intérêt il peut y avoir à garder le secret sur ces secondes négociations, alors qu'on a trouvé utile, nécessaire, de publier les premières.

La France a l'habitude de montrer beaucoup de courtoisie à l'égard des puissances étrangères...

A gauche. — Elle a raison!

M. Pellisse... et je ne saurais l'en blâmer, mais je me demande si, dans la circonstance actuelle, on n'a pas quelque peu dépassé la mesure... (Exclamations à gauche), quand je constate qu'il s'agit de documents intéressants à si haut degré notre pays, quand je me rappelle que l'Angleterre, qui a réclamé le secret, prenait tout récemment, sans nous prévenir, sans crier gare, les mesures que l'on sait à l'égard de nos vins, et se montre actuellement encore si difficile à l'égard des bestiaux que nous cherchons à exporter.

Mais je ne veux pas, par une interpellation suivie d'un vote, créer à M. le ministre des affaires étrangères une situation difficile ou délicate. (Nouvelles exclamations à gauche). Je veux seulement le prier de tenir compte, dans les efforts qui seront tentés près de lui d'ici au 5 juillet, — car vous n'ignorez pas sans doute, vous mes chers collègues qui m'interrompez constamment, qu'on s'est promis d'ici au 5 juillet d'aplanir toutes les difficultés qui existent actuellement, — je demande, dis-je, à M. le ministre des affaires étrangères de vouloir bien tenir compte des manifestations presque unanimes, qui se sont produites dans toutes les régions sucrières et qui montrent à quel point notre commerce, notre industrie et notre agriculture sont intéressés à ce qu'on ne poursuive pas cette conférence de Londres qui, par l'abolition des primes, mettra notre pays dans une situation absolument déplorable. (Très bien! très bien! à droite).

M. le président. — L'incident est clos.

Colonies Françaises

ALGÈRE. — A la suite de la promulgation de la loi interdisant aux étrangers de pratiquer la pêche dans les eaux territoriales algériennes, M. Letellier, qui avait été à la Chambre, après M. Mauguin au Sénat, rapporteur de ce projet de loi, a fait au nom de la représentation algérienne des démarches auprès de l'amiral Krantz pour en assurer l'exécution.

Le ministre de la marine lui a répondu par la lettre suivante :

Monsieur le député,

Vous avez bien voulu appeler mon attention sur l'intérêt qui s'attache à ce que nous augmentions nos moyens de surveillance sur les côtes d'Algérie, afin d'assurer l'exécution des dispositions de la loi du 4^{er} mars 1888, qui interdit aux étrangers de pratiquer la pêche dans nos eaux territoriales.

Comme vous le savez, la chaloupe à vapeur la *Sentinelle*, dont le centre de stationnement est à Bone, exerce en permanence la police des parages de notre possession africaine les plus exposés aux incursions des pêcheurs italiens et maltais. D'un autre côté, l'avisos l'*Actif* reçoit actuellement, au port de Toulon, un appareil évaporatoire neuf et il subit des réparations nécessaires pour le mettre en état de rendre les meilleurs services; il reprendra aussitôt prêt, c'est-à-dire dans six semaines environ, la station sur les côtes d'Algérie et pourra prêter le concours le plus actif à la surveillance des eaux territoriales.

J'ajouterai qu'il est arrêté, en principe, que deux péniches à vapeur, douées de qualités nautiques satisfaisantes, seront affectées respectivement aux ports d'Alger et d'Oran, les plans en ont déjà été étudiés et, aussitôt que les ressources budgétaires le permettront, la commande en sera faite.

Mais en raison de la situation des crédits alloués au département de la marine

pour l'exercice 1888, je me trouve dans l'impossibilité de réaliser ce desideratum, comme aussi d'envoyer d'autres embarcations à vapeur sur le littoral de l'Algérie et je vous exprime tout le regret que j'éprouve de me voir privé des moyens de donner satisfaction à votre demande, dont j'apprécie la valeur.

Agréez, etc.

KRANTZ.

NOSSI-BÉ ET DIÉGO-SUAREZ

Rapport au Président de la République Française

(6 mai 1888)

Monsieur le Président,

Acquisée par la France en 1840, l'île de Nossi-Bé et ses dépendances ont été, depuis cette époque, presque constamment rattachées à Mayotte. Un décret du 14 juillet 1877 les en a séparées, pour faire de Nossi-Bé le siège d'un gouvernement.

J'estime, comme les auteurs de ce décret, que les îles de Mayotte et de Nossi-Bé ont des intérêts trop distincts pour qu'il soit possible, sans inconvénient, de les subordonner l'une à l'autre.

Mayotte appartient géographiquement au groupe des îles Comores. C'est vers les Comores et non vers Madagascar que doit se tourner l'attention de son gouverneur. Cette obligation est devenue plus impérieuse encore depuis que nous avons accordé aux souverains de la Grande-Comore, d'Anjouan et de Mohéli le protectorat de la France. Les résidents placés auprès de chacun de ces souverains relèvent, en effet, du gouverneur de Mayotte.

Nossi-Bé, au contraire, et les îles qui l'avoisinent, étaient en quelque sorte, jusqu'à ces derniers temps, l'avant garde de l'influence française du côté de Madagascar. Maintenant que, par le traité du 17 décembre 1885, les Hovas ont accepté notre protectorat, et nous ont cédé en pleine propriété le territoire de Diégo-Suarez, les conditions de notre action politique se sont modifiées. Tout ce qui regarde le protectorat dépend exclusivement du ministère des affaires étrangères. Quant à notre domaine colonial, il se compose de deux colonies, Nossi-Bé et Diégo-Suarez, et d'un établissement, Sainte-Marie de Madagascar, qui a continué jusqu'ici d'être une dépendance de la Réunion. Trois gouverneurs, ceux de la Réunion, de Nossi-Bé et de Diégo-Suarez, agissant tous dans la plénitude de leur indépendance, et sous leur seule responsabilité devant le département, peuvent ainsi être amenés à entretenir avec les agents du gouvernement malgache des relations de voisinage.

Il convient, à mon sens, pour éviter les divergences dans notre action politique, de soumettre à une même autorité le territoire de Diégo-Suarez, l'île de Nossi-Bé avec ses dépendances, et notre établissement de Sainte-Marie de Madagascar.

Par sa situation sur la grande terre, entre Sainte-Marie de Madagascar et Nossi-Bé, ainsi que par l'avenir qui semble lui être réservé, Diégo-Suarez est tout désigné pour devenir le centre des possessions françaises dans cette région.

La suppression du gouverneur de Nossi-Bé et son remplacement par un administrateur permettraient en outre de réaliser sur le budget colonial une économie annuelle d'environ 15,000 fr.

J'ai, en conséquence, l'honneur de soumettre à votre signature le projet de décret ci-joint.

Veuillez agréer, monsieur le Président, l'hommage de mon profond respect.

Le ministre de la marine et des colonies,

KRANTZ.

Le Président de la République française,

Vu le sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu le décret du 27 octobre 1876, plaçant l'île de Sainte-Marie de Madagascar sous la dépendance de la Réunion;

Vu le décret du 14 juillet 1877, prononçant la séparation administrative des colonies de Mayotte et de Nossi-Bé;

Vu la loi du 6 mars 1886, qui approuve le traité conclu, le 17 décembre 1885, entre le gouvernement de la République française de Sa Majesté la reine de Madagascar;

Vu le décret du 2 août 1886, nommant le gouverneur de Diégo-Suarez;

Sur la proposition du ministre de la marine et des colonies,

Décète :

Article premier. — L'île de Nossi-Bé, avec ses dépendances, et le territoire de Diégo-Suarez formeront désormais un seul gouvernement dont le siège est fixé à Diégo-Suarez.

Art. 2. — L'établissement de Sainte-Marie de Madagascar cesse d'être une dépendance du gouvernement de la Réunion, pour être rattaché au gouvernement de Diégo-Suarez.

Art. 3. — Toutes dispositions contraires à celles du présent décret sont abrogées.

Fait à Paris, le 4 mai 1888.

CARNOT.

Par le Président de la République :

Le ministre de la marine et des colonies,
KRANTZ.

MARTINIQUE, GUADELOUPE, ETC. — Un autre décret modifie le nombre des classes des gouverneurs des colonies, et supprime les classes personnelles instituées au moins de septembre dernier. Voici la nouvelle classification et les émoluments des gouverneurs, traitements et frais de représentation :

1^{re} classe. — La Martinique, la Guadeloupe, la Réunion : 50,000 fr.

2^e classe. — Guyane, Inde, Sénégal : 40,000 fr.

3^e classe. — Nouvelle-Calédonie, Taïti, Mayotte : 30,000 fr.

4^e classe. — St-Pierre et Miquelon, Obock et Diégo-Suarez 20,000 fr.

Il n'y a donc plus que quatre classes au lieu de cinq. Les lieutenants-gouverneurs du Gabon et des rivières du sud du Sénégal ont rang de gouverneur de 4^e classe.

TAÏTI. — Le ministre de la marine a reçu le 18 mai du gouverneur de Taïti le télégramme suivant :

Taïti, 27 mars 1888.

Sur la demande des populations, le drapeau français a été arboré sur toutes les îles Sous-le-Vent. Mais, cinq jours après l'annexion de Hua-Hine, une patrouille française a été attaquée inopinément par un groupe de dissidents qui nous ont tué un enseigne de vaisseau, M. Denot, du *Decres*, et un marin. Nous avons eu, en outre, quatre matelots blessés dont un a succombé depuis.

La situation est maintenant excellente dans ces îles.

Convention avec l'Equateur.

12 mai 1888.

Le ministre des affaires étrangères et le ministre de l'Equateur à Paris ont signé, hier, un Traité d'amitié, de commerce et de navigation, et une convention consulaire destinés à remplacer le Traité signé à Quito, le 6 juin 1843, entre la France et l'Equateur.

La convention consulaire a été conclue pour une période de dix années; la

durée du traité de commerce et de navigation est limitée au 1^{er} février 1892.

Les plénipotentiaires ont procédé en même temps à la signature d'une déclaration séparée relative à la protection de la propriété littéraire, artistique et industrielle.

Extraditions.

— Le Rapport adressé au Président de la République sur l'administration de la justice criminelle pendant l'année 1886 (*Journal officiel* du 14 mai 1888) contient les renseignements suivants au sujet des *Extraditions* :

Le nombre des extraditions effectuées diffère très peu d'une année à l'autre : 399 en 1884, 373 en 1885 et 381 en 1886. La France avait accordé 211 et obtenu 170 de ces dernières. Les extradés livrés au Gouvernement français s'étaient réfugiés : 101 en Belgique, 34 en Suisse, 10 en Angleterre, 6 en Italie, 4 en Allemagne, 3 en Espagne, 3 dans les Pays-Bas, 2 dans la principauté de Monaco, 2 en Portugal, 2 en Egypte, 1 en Autriche, 1 au Brésil et 1 au Chili. Les 211 malfaiteurs remis aux gouvernements étrangers appartenaient par leur nationalité : 123 à la Belgique, 31 à l'Italie, 29 à la Suisse, 14 à l'Allemagne, 7 à l'Espagne, 4 aux Pays-Bas et 3 à la principauté de Monaco.

Des vols étaient imputés à 151 des 381 extradés ; des abus de confiance ou des vols domestiques à 51 ; des faux à 39 ; des escroqueries à 35 ; des banqueroutes frauduleuses à 34 ; des crimes contre la vie à 18 ; des viols ou des attentats à la pudeur à 18, etc.

Jurisprudence.

Les dessins de fabrique. — Une des plus importantes maisons de soierie de Lyon avait, conformément à la loi du 18 mars 1806, déposé aux archives du conseil des prud'hommes un article d'étoffe unie qui constituait une création nouvelle. Une maison rivale avait copié cette étoffe. De là un procès.

Contrairement à une jurisprudence antérieure, le Tribunal de commerce de Lyon et la Cour d'appel décidèrent que la loi du 18 mars 1806 ne visait que les étoffes façonnées et qu'elle ne protégeait pas les étoffes unies ; celles-ci, disait le jugement de cassation, ne pouvaient pas être déposées.

La Chambre des requêtes de la Cour de cassation vient d'admettre le pourvoi qui lui était soumis par les demandeurs originaires.

Ces derniers soutenaient que la loi de 1806 protège tout aussi bien les étoffes unies que les étoffes façonnées et qu'en matière de produits de la fabrique de Lyon la loi du 18 mars 1806 sur la protection des dessins de fabrique, a pour corollaire les arrêts du Conseil du 19 juin 1744 et du 14 juillet 1787 d'après lesquels « sont taxés dessins les ouvrages faits à la marche avec la chaîne vulgairement appelée poil, » c'est-à-dire tous les unis sans configuration de ligne et même les velours.

On conçoit l'intérêt que présente la question.

L'examen, par suite de l'admission du pourvoi, en est renvoyé à la Chambre civile de la Cour de cassation

GRANDE-BRETAGNE

Irlande.

Le 3 mai, à la Chambre des Communes, sir J. Fergusson, répondant à M. Labouchère, a dit qu'aucunes communications ayant trait à la politique en Irlande n'ont été échangées entre le ministre des affaires étrangères et le duc de Norfolk ou un évêque catholique.

M. Labouchère a demandé s'il n'y a pas eu de négociations entre lord Salisbury et le duc de Norfolk.

Sir J. Fergusson croit que les deux lords ont des relations d'amitié et qu'il est probable qu'ils ont souvent causé entre eux de l'Irlande; mais il n'est pas renseigné à cet égard.

Enfin, M. Campbell a demandé si des communications non officielles avaient eu lieu entre le pape et lord Salisbury. Sir J. Fergusson a réclamé l'avis préalable sur cette question.

La Chambre a passé à la discussion du bill sur le budget des recettes.

Budget. — Vins français. — M. Craig, sur l'article concernant les droits d'entrée sur les vins, propose un amendement déclarant que le nouveau droit ne sera applicable qu'aux vins dont la valeur est supérieure à 30 shillings par douzaine de bouteilles.

L'orateur a insisté sur l'effet du nouveau droit, qui amènera des représailles de la part de la France et écrasera le commerce des vins portugais importés en bouteilles.

M. Goschen, chancelier de l'Echiquier, a déclaré que l'intention du gouvernement est d'imposer seulement les vins les plus chers; il croit que la Chambre n'y contredit pas.

Il reste donc à trouver le moyen d'exempter du droit additionnel les vins à bon marché qui ne peuvent pas être importés en barriques dans d'aussi bonnes conditions qu'en bouteilles, mais il est impossible d'imposer les vins *ad valorem*.

M. Goschen a ajouté qu'il désire examiner la question plus à fond encore avec l'administration des douanes pour rechercher les moyens de reconnaître le prix des vins valant de 20 à 24 shillings par douzaine de bouteilles. Si des moyens pareils sont trouvés, il est prêt à accepter une modification au moyen de l'insertion d'un nouvel article portant qu'une décision ministérielle pourra déclarer que le droit sur les vins en bouteilles n'est applicable qu'aux vins dont la valeur dépasse 30 shillings par douzaine.

Si la Chambre juge que cela donne trop de latitude au gouvernement, elle peut adopter le bill dans la forme actuelle, le gouvernement s'engageant à examiner la question et à présenter dans quelque temps un autre bill fixant une limite d'exemption.

Sir William Harcourt a déclaré qu'il se ralliait à la seconde mesure proposée par M. Goschen, mais il demande à connaître jusqu'à quel point le projet sur les vins en bouteilles affecte les relations avec la France, car la proposition Goschen ne semble pas écarter l'appréhension des membres de l'opposition qui craignent de voir l'augmentation des droits sur les vins mettre en péril les relations commerciales avec la France.

M. Goschen réplique que les griefs de la France seront en grande partie écartés par l'arrangement qu'il vient de proposer et qui facilitera certainement la discussion amicale à ce sujet entre les deux gouvernements; mais il ne pense pas que la discussion actuelle soit de nature à avancer la discussion.

Sir W. Harcourt estime que le mieux serait de retirer l'article concernant les droits sur les vins. Le gouvernement aurait alors le temps, non seulement de consulter l'administration des douanes, mais de négocier encore avec la France.

M. Illingworth est heureux de voir le gouvernement disposé à éviter cette difficulté, mais la conduite du gouvernement qui a compromis les relations avec la France pour une somme sans importance de 135,000 livres sterling ne mérite pas moins d'être blâmée.

M. Craig a retiré alors son amendement, mais sir William Harcourt a demandé le rejet de l'article relatif aux droits d'entrée sur les vins, comme protestation contre la politique du gouvernement.

La Chambre, a dit l'orateur, n'est pas renseignée sur l'état des négociations avec la France. Certes, il n'insistera pas si le gouvernement déclare qu'il n'est

pas opportun de fournir des explications quant à présent, mais le scrutin sur sa motion permettra à l'opposition d'affirmer sa protestation à l'égard d'une difficulté qu'il n'était pas nécessaire de soulever avec la France, et elle laissera au gouvernement l'entière responsabilité des conséquences qui pourraient en résulter.

Ces paroles de sir William Harcourt ayant provoqué des applaudissements sur les bancs ministériels, l'orateur a dit que quelques-uns de ceux qui applaudissent accueilleraient également par des applaudissements plus vifs la question d'une déclaration de guerre. Cependant, il ne croit pas que M. Goschen ait proposé l'augmentation du droit à titre de représailles.

Le chancelier de l'Echiquier a protesté contre l'assertion que l'article ait été proposé pour provoquer la France.

Sir W. Harcourt réplique qu'il n'a pas dit que la provocation était intentionnelle de la part du gouvernement, mais l'article n'en produira pas moins le même effet.

M. Goschen déclare qu'il est tout au moins peu sage de la part d'un homme occupant la position de sir W. Harcourt, de dire que les députés applaudissent une proposition parce que celle-ci serait une provocation à l'égard du peuple français. Il est assuré que personne ne désire provoquer à l'étranger une impression qui n'existe en aucune façon dans la Chambre et qu'aucun membre de celle-ci ne veut d'hostilités (Applaudissements frénétiques). M. Goschen souhaite que sir W. Harcourt n'ait pas plus fait que le gouvernement pour troubler l'opinion publique en France. Il désire beaucoup terminer la discussion pour ne pas augmenter les difficultés par des déclarations indiscrettes.

« Le gouvernement — dit M. Goschen en terminant — demande à la Chambre d'émettre simplement un vote sur la politique fiscale, en autorisant l'établissement d'un droit plus élevé sur les vins les plus chers, sans qu'il y ait de la part du cabinet aucun désir de vouloir compromettre les relations commerciales avec la France. »

L'article relatif aux vins, mis ensuite aux voix, a été adopté par 207 voix contre 115.

Le reste du rapport sur le bill du budget des recettes a été voté ensuite sans discussion.

La loi américaine sur la propriété littéraire et artistique.

15 mai 1883.

Sir Michael Hicks Beach, Président du *Board of Trade*, a reçu hier une députation de délégués de toutes les industries intéressées dans le commerce de la librairie. La députation a exposé au Ministre que ces industries allaient être gravement atteintes par le bill sur les droits d'auteur soumis au Parlement américain, s'il est adopté comme tout le fait supposer. Ce bill garantit la propriété littéraire des livres d'auteurs étrangers imprimés sur le territoire de l'Union.

Sir M. Hicks Beach, dans sa réponse, s'est gardé de laisser à la délération aucun espoir d'une intervention du Gouvernement anglais en faveur des intérêts qu'elle représentait. Le Ministre a même donné à entendre qu'il voyait avec une certaine satisfaction qu'on se fût décidé enfin, en Amérique, à reconnaître à la production intellectuelle étrangère les droits qu'on lui avait déniés si longtemps.

Défense des Ports.

Le 14 mai, après une vive discussion, la Chambre a adopté, par 200 voix contre 187, une proposition de M. Smith, tendant à donner la priorité à la discussion de la motion du Gouvernement au sujet des défenses de l'empire.

M. Smith a développé ensuite une résolution ayant pour but d'autoriser une dépense de 3,450,000 livres sterling pour les défenses impériales, savoir 850,000 livres sterling pour la flotte australienne, et le surplus pour améliorer certains

ports et des stations de charbons, afin d'assurer une meilleure protection du commerce et de ces ports.

L'orateur dit que le Gouvernement a l'intention de donner cinq croiseurs et deux bateaux torpilles à l'Australie ; ces navires seront prêts à la fin de l'année financière prochaine. Le Gouvernement désire mettre aussi les ports de la Manche, Malte et Gibraltar en état de défense.

Faisant allusion au fusil à répétition, M. Smith s'est exprimé ainsi :

On a dit que la France nous avait devancés dans l'adoption de ce nouvel engin ; je n'en suis pas sûr, mais l'Allemagne certainement n'a pas réussi à nous devancer.

L'Angleterre a une arme qui réunit toutes les conditions exigées ; cependant, avant d'en armer la troupe, il faut l'éprouver.

La résolution autorisant un crédit de 850,000 livres sterling pour la flotte d'Australie a été adoptée par 92 voix contre 48.

L'ajournement de la Chambre, conformément au règlement, a fait différer le vote du crédit de 2,600,000 livres sterling.

Au cours de la discussion, M. Stanhope, Ministre de la guerre, a déclaré do nouveau qu'il est inexact que la maison Wilworth exécute des canons pour la France.

Il a annoncé qu'en dehors de l'enquête de la Commission royale, le Gouvernement fera lui-même une enquête, sous la présidence de lord Salisbury, sur les besoins de la défense du pays, et il n'hésitera pas à demander un crédit supplémentaire, s'il reconnaît qu'il est nécessaire d'augmenter l'artillerie.

Pêcheries de Terre-Neuve.

A la Chambre des communes, M. Samuelson a demandé s'il était exact que la France ait établi un barrage dans la rivière Etrange, sur la côte occidentale de Terre-Neuve, pour empêcher les saumons de remonter dans les eaux supérieures ; il voudrait savoir si cet obstacle ne dépasse pas les droits de pêche de la France et si les autorités navales anglaises ont le droit d'enlever ce barrage.

Sir James Fergusson, sous-secrétaire d'Etat au Foreign Office, a répondu que l'affaire fait l'objet d'un échange de correspondance entre différents Gouvernements ; aussi désire-t-il ne pas faire de déclaration à son sujet. Beaucoup de questions, se rapportant aux pêcheries sur les côtes de Terre-Neuve, ont été examinées par les Cabinets de Paris et de Londres ; grâce au bon vouloir des deux Gouvernements et à leur désir réciproque de s'entendre, les difficultés ont été aplanies. Mais l'opposition faite à Terre-Neuve à l'égard de l'adoption de l'arrangement conclu à Paris entraîne forcément des retards dans la solution des questions encore pendantes.

Sir J. Fergusson, répondant à M. Mundella, a dit que la copie d'une déclaration de l'Association patriotique arménienne, relative aux souffrances des chrétiens en Arménie, a été communiquée au Ministre des affaires étrangères ; mais les faits spéciaux mentionnés dans la question de M. Mundella n'ont fait l'objet de rapports d'aucun Consul anglais.

Un mémoire de la même association, dit l'orateur, a été adressé à Sir W. White. L'ambassadeur à Constantinople a répondu que les faits consignés sont en petit nombre et les moyens de les contrôler si limités, qu'il faut du temps pour les examiner.

Aucune solution utile ne pourrait être obtenue par les ambassadeurs des puissances accréditées auprès de la Porte, si leurs représentations communes ne portaient sur des faits précis.

Colonies anglaises. Questions de l'immigration chinoise.

La question de l'interdiction aux Chinois du territoire australien prend un caractère aigu. Les colons anglais s'impatientent du retard apporté par le Gouvernement métropolitain à leur donner satisfaction ; car c'est le 31 mars que le premier Ministre de la Nouvelle-Galles du Sud, après l'avoir communiquée au Parlement local, a télégraphié la requête au Foreign Office, où elle reste depuis six semaines, attendant une réponse. Ce silence peut être attribué à l'embarras causé par cette démarche au Gouvernement métropolitain qui, dès le 12 décembre, avait reçu de l'ambassadeur de Chine une protestation contre les mesures prohibitives édictées par les colonies australiennes contre ses nationaux. Mais le Gouvernement et le Parlement de Sydney tiennent ces doléances pour nulles et non avenues ; c'est par simple déférence qu'ils ont invoqué l'intervention de la métropole, et, à son refus, ils entendent procéder de leur chef à une mesure qu'ils considèrent comme de salut public. C'est ce que, par un nouveau télégramme, sir Henry Parkes a notifié à l'office colonial de Londres. Sur ces entrefaites, les navires portant des passagers chinois sont consignés dans le port, et la police veille à empêcher tout débarquement.

Cette initiative paraît avoir désagréablement surpris en Angleterre. Le *Daily News* déclare « l'irritation injustifiée », que révèle le ton de la dépêche de Sir Henry Parkes et la considère comme une marque de défiance à l'égard de la mère-patrie. A cette appréciation il joint la remarque que ce document pose deux questions délicates au Gouvernement central, celle des rapports des colonies avec la couronne, en ce qui concerne la conclusion des traités internationaux, et les relations directes de la Grande-Bretagne avec la Chine.

Un nouvel État africain.

26 mai 1888.

Lorsque Stanley est parti avec une expédition organisée dans le but de porter des secours à Emin pacha, beaucoup de personnes se sont demandé s'il n'y avait pas quelque autre intention au fond de cette entreprise.

Le mot de l'énigme paraît aujourd'hui trouvé.

Il paraîtrait d'abord que cette expédition a été organisée, pour la plus grande partie, aux frais et avec les fonds de la *British East African Association*.

Cette Association vient d'obtenir des lettres patentes royales qui lui confèrent le nom de *British East African Company* et de pleins pouvoirs, non-seulement pour percevoir des droits de douane et des impôts, mais pour maintenir une force armée et affirmer son autorité sur un vaste territoire de l'Afrique orientale.

La délimitation exacte du territoire du nouvel Etat n'a pas encore été fixée, mais, pour parler en termes généraux, il s'étend d'un point septentrional de la région revendiquée par la Société allemande de l'Afrique orientale, près de Zanzibar, jusqu'au pays des Somali et à l'occident, jusqu'au lac Albert Nyanza. Dans ce vaste territoire se trouve comprise une grande partie des meilleures terres de l'Afrique centrale, dont de nombreux points sont habités par des populations industrielles.

Avec Emin pacha à Wadelai au nord, l'Etat libre du Congo à l'occident, les Allemands au sud, il ne manquait plus qu'un autre Gouvernement organisé à l'est et au nord pour enfermer complètement le territoire où s'approvisionnent les marchands d'esclaves. C'est cette considération principale qui a engagé M. Mc Kinnon, de la Compagnie des Indes britanniques, et un grand nombre d'autres personnages du continent et de l'Angleterre, au nombre desquels figure M^{me} la baronne Burdett Coutts, à créer une nouvelle Association africaine qui fût quelque chose de plus qu'une simple Compagnie marchande.

Des négociations ont été ensuite entamées avec le Sultan de Zanzibar qui a fait une concession très libérale en accordant à l'Association toute autorité sur le territoire situé le long des côtes au nord de la Compagnie allemande, avec

des privilèges supplémentaires qui en font de fait un Etat indépendant. Plusieurs des petites îles avoisinantes et, entre autres, Pemba, ont été cédées à la *British East African Company*.

La concession du territoire et le droit d'y administrer la loi et d'exercer le commerce dans le district signalé n'auraient eu, comparativement, que peu de valeur si la Compagnie n'avait été reconnue par les Gouvernements civilisés. Afin d'assurer le succès de l'entreprise, la Compagnie avait, depuis quelque temps déjà, entamé des négociations avec le Gouvernement anglais en vue d'obtenir le droit d'administrer le pays concédé. Il y a quinze jours que la charte nécessaire à cet effet a été rédigée; elle confère à la nouvelle Compagnie la fonction de Gouvernement et l'autorité les plus étendues. Elle a été revêtue, ces jours derniers, des signatures requises et, par le fait, a ajouté un nouvel Etat à la liste des Etats africains.

La charte donne pouvoir à la Compagnie de construire et de maintenir des forts, d'équiper des navires, d'organiser une force indépendante de soldats et de police, de faire respecter les lois, d'établir des impôts et des taxes, d'ouvrir des grandes routes et généralement d'exercer toutes les fonctions gouvernementales.

Un des premiers soins auxquels s'attachera la Compagnie sera de fortifier plusieurs des petites îles et d'y placer des garnisons chargées de surveiller le commerce et d'empêcher la traite des nègres.

La Compagnie fera flotter le drapeau du nouvel Etat aux stations établies sur le continent ainsi que sur les forts dans les îles. Des routes seront construites dans la direction du territoire allemand, afin de faciliter les relations entre voisins.

On pense que Stanley, lorsqu'il quittera Emin pacha, prendra précisément la direction vers le territoire du nouvel Etat, et déjà des messagers ont été envoyés à la rencontre de l'illustre explorateur afin de le décider à continuer sa route de ce côté. Les indications que pourra donner Stanley sur le chemin qu'il aura parcouru seront d'une grande utilité à la Compagnie, au point de vue du but qu'elle se propose d'atteindre.

Question du Maroc.

Sir James Fergusson, sous-secrétaire d'Etat au Foreign-Office, a déclaré à la Chambre des communes que la demande du gouvernement marocain, tendant à modifier les stipulations du traité actuel sur la protection des étrangers au Maroc, sera examinée dans la prochaine conférence de Madrid; mais aucune décision préalable n'a été prise relativement à l'abolition ou à la modification de ces protectorats, et on ne peut exprimer aucune opinion sur les mesures qu'il pourra être convenable de prendre avant que des propositions soient faites à la conférence sur les cas qui lui seront soumis.

Arménie.

Répondant à une question de M. Bryce, sir J. Fergusson a fait, le 3 mai, la déclaration suivante :

Nous avons reçu connaissance des bruits relatifs aux griefs des sujets arméniens de la Turquie; mais nous ne sommes pas encore en mesure de juger de l'exactitude de ces nouvelles. Nous n'avons aucun droit relativement à cette affaire en vertu du traité de Berlin, si ce n'est conjointement avec les autres signataires; mais nous userons toujours de notre influence pour amener, au moment opportun, la réparation de griefs reconnus réels.

Répondant ensuite à une question de M. Morgan, Sir James Fergusson a déclaré que le traité d'union entre le Transvaal et la nouvelle République n'a pas encore été sanctionné par le Gouvernement anglais.

Océanie. — Question des Samoa.

L'Angleterre ne s'est décidément pas regimbée à la suite de l'établissement du protectorat allemand sur les îles Samoa. On a vu avec quelle ardeur elle a poursuivi, l'an dernier, l'évacuation de la côte des Nouvelles-Hébrides par les Français qui y avaient établi quelques stations pour protéger leurs nationaux. Les îles Samoa se trouvent dans la même situation que les Nouvelles-Hébrides au point de vue des traités.

L'Allemagne s'est engagée, conjointement avec l'Angleterre et les Etats-Unis, à respecter l'indépendance, et c'est au mépris de cette convention qu'elle a détrôné le roi régnant de l'archipel, pour le remplacer par un souverain de son choix dont elle a fait l'instrument de la domination germanique sur le terrain en question.

Suivant une déclaration faite à la Chambre des communes par sir James Fergusson, sous-secrétaire du Foreign-Office, le cabinet Salisbury accepte parfaitement le nouvel ordre de choses établi par les Allemands dans l'archipel. L'Angleterre a, paraît-il, reconnu le nouveau roi proclamé par ceux-ci, et le gouvernement anglais déclare n'avoir aucune espèce de raison pour protester contre le nouveau régime ou pour intervenir d'une façon quelconque. Restent les Etats-Unis.

Nous avons publié récemment un résumé de la correspondance diplomatique échangée entre le cabinet de Washington et son représentant à Berlin au sujet de cette affaire. Le gouvernement américain déclara nettement considérer l'action de l'Allemagne à Samoa comme un manquement aux traités et une marque d'inimitié vis-à-vis des Etats-Unis. Cette correspondance a été soumise aux Chambres américaines. Nous ignorons encore quelle suite elle y donnera. L'attitude de l'Angleterre n'est pas faite, en tous les cas, pour encourager le cabinet de Washington à montrer les dents.

ITALIE

Expédition d'Abyssinie.

Le 2 mai a commencé, à la Chambre des députés italiennes, la discussion des interpellations sur l'expédition d'Abyssinie.

Le premier orateur a été M. Derenzi, qui a développé son interpellation.

La question d'Abyssinie, a-t-il dit, reste sans être réglée. Nous sommes dans les mêmes conditions qu'en 27 janvier 1887. Le moment est venu de demander au gouvernement de faire connaître ses intentions. Où est cette vengeance que nous devons tirer et dont parlait le programme de M. Depretis? Où sont le bien-être et la sécurité de notre colonie dont parlait le programme de M. Crispi? Après quatorze mois et une dépense de nombreux millions, nous n'avons ni la guerre ni la paix, les soldats reviennent tristes, ayant perdu confiance, après une expédition honorable sous beaucoup de rapports.

Tous ont fait leur devoir et personne n'est satisfait; car le ministère n'a suivi aucun programme. Il a longuement hésité, leurré par la médiation anglaise. — Nous pourrions appeler Bogali une glorieuse hécatombe; nous pouvons appeler Sabati une inutilité splendide.

L'orateur croit que, lorsque le négus se retirait par une seule route avec des forces considérables, on pouvait au moins le poursuivre. Il estime qu'il est nécessaire de connaître le chiffre des dépenses de l'Afrique.

M. Derenzi est disposé à tirer le voile sur le pas-é; mais il faut savoir ce que l'on veut. Un jour, Massarah est une colonie commerciale; un autre jour, c'est une colonie agricole. Ensuite, on fait une expédition militaire. Il est temps de connaître les intentions du gouvernement.

M. Bonghi prend ensuite la parole et dit qu'à son avis il faut mettre de côté

l'aspect historique de la question de Massaouah et être pratique. Il faut partir du jour où un crédit de 20 millions a été voté pour réparer l'échec de Dogali.

L'orateur rappelle les instructions du gouvernement au général San-Marzano sur l'occupation de Sahati. Il loue la manière dont le chef du corps expéditionnaire les a exécutées. L'honneur est sauf. C'était d'ailleurs une erreur de croire que l'honneur avait été compromis par la mort des vaillants de Dogali.

« Nous avons reconquis notre complète liberté d'action. Notre intérêt et notre dignité doivent nous inspirer »

L'orateur s'occupe ensuite de la médiation anglaise. Il approuve la campagne militaire, telle qu'elle a été conduite.

Si on doit signer la paix avec l'Abyssinie, ajoute M. Bonghi, que ce soit une paix sérieuse, durable, et basée sur des intérêts réciproques et équitables.

La campagne d'Afrique ne devait ni ne pouvait être conduite autrement. Le ministère mérite tous les éloges, parce qu'aujourd'hui l'honneur de l'Italie est sauf.

L'Abyssinie ne pouvait pas accepter les conditions de l'Italie, car elles impliquaient une énorme diminution du territoire abyssin.

Que ferons-nous ? L'Italie ne pourrait pas rester dans ses positions actuelles sans maintenir en Afrique un corps d'armée très considérable, ni avancer sans sacrifices financiers trop lourds. L'occupation de Massaouah a été faite dans l'espoir de maintenir des relations pacifiques avec l'Abyssinie.

D'autre part, la situation du Soudan nous impose, ainsi qu'à l'Angleterre, par égard pour la civilisation, de ne pas affaiblir l'Abyssinie, qui est l'adversaire du Soudan.

C'est pourquoi il faut remonter aux origines de la question africaine, pour savoir s'il convient de maintenir les relations amicales avec l'Abyssinie, en restant à Massaouah, que personne ne nous conteste plus. Aucun intérêt ne peut maintenant nous amener à imposer des conditions à l'Abyssinie qu'elle ne puisse accepter, et dont nous retirerions de grands et réels avantages.

Après un discours de M. Pozzolini, qui approuve la politique du gouvernement, le ministre de la guerre prend la parole.

Il rappelle que, lorsque le ministère a demandé un crédit de 20 millions pour l'Afrique, le gouvernement a déclaré qu'il tenait compte des conditions générales de l'Europe, et que l'Italie ne voulait pas conquérir l'Abyssinie, mais se borner à une démonstration armée importante; de là, la limitation du crédit demandé. Le ministère de la guerre a organisé l'expédition avec célérité.

Les éloges des journaux italiens et étrangers, dit le ministre, peuvent satisfaire la Chambre. L'organisation militaire du pays répond à toute éventualité.

On a examiné dans le ministère la question de savoir si l'expédition devait être limitée ou si elle devait être poussée jusqu'à Kéren ou Asmara. Des études ont été faites, desquelles il résulterait qu'il fallait 25 à 30,000 hommes; en outre, nous nous serions mis en lutte aussi avec les Derviches.

Le ministère s'est opposé à la discussion, à la Chambre, du crédit de 20 millions; il a affirmé que l'expédition devait être limitée.

Le ministre de la guerre a déclaré ensuite que la mission Portal n'a pas retardé les opérations militaires, et, après avoir rappelé les instructions données au général San-Marzano, il a ajouté que le programme de l'action militaire a été complètement réalisé.

Après le ministre de la guerre, M. Crispi, président du conseil, monte à la tribune. Il rappelle que, comme député et comme ministre, il a soutenu que l'expédition d'Abyssinie devait être limitée aux positions évacuées après Dogali.

Ce programme — dit M. Crispi — est réalisé, ainsi que vient de le déclarer le ministre de la guerre.

Le négus, avec cent mille hommes, n'a pas osé nous attaquer. Quant à l'avenir, nous entendons rester à Sahati et nous insistons pour obtenir une zone en avant de cette place. Nous espérons, avec de la patience, pouvoir occuper aussi Ailet. Nous avons confiance dans la conclusion de la paix.

Je désire que la Chambre exprime son opinion. Si cette opinion est contraire

à la nôtre, nous saurions ce que nous avons à faire pour obéir à la volonté nationale.

Il est nécessaire, dans tous les cas, une fois pour toutes, que la Chambre résolve la question africaine.

Après le discours de M. Crispi, la séance a été levée et les débats continueront aujourd'hui.

Voici l'ordre du jour qui doit être présenté aujourd'hui à la Chambre par M. Baccarini et douze de ses collègues :

La Chambre, louant hautement la bravoure de l'armée et de la marine, mais ne croyant pas conforme à l'intérêt national la politique suivie sur les côtes de la mer Rouge, invite le gouvernement à retirer les troupes et passe à l'ordre du jour.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS. (Séance du 3 mai). — M. Deranzis se réserve de se prononcer définitivement sur la réponse du ministre de la guerre et de M. Crispi.

M. Pozolini se déclare satisfait de la réponse du ministre et propose la motion suivante :

« Après avoir entendu les déclarations de M. Crispi, la Chambre approuvant la politique du Gouvernement en Afrique passe à l'ordre du jour. »

M. Borigi déclare que la Chambre espère que le Gouvernement voudra pourvoir au développement des rapports de l'Italie avec les populations limitrophes, en sorte que le drapeau national reste comme un gage de sûreté et de paix. Il demande de nouveaux éclaircissements du gouvernement. Il insiste sur la nécessité de continuer à occuper la côte de Massouah comme point d'appui.

M. Crispi renouvelle ses déclarations d'hier. Non seulement, dit-il, nous voulons la paix, mais nous croyons pouvoir l'obtenir sans amoindrir notre dignité.

L'orateur fait ensuite l'historique de la médiation anglaise. L'Italie et l'Angleterre ne peuvent pas avoir d'intérêts opposés en Abyssinie. Etant donnée la situation actuelle de l'Europe, ajoute-t-il, notre devoir était d'accepter cette médiation qui a témoigné au Négus de nos intentions pacifiques et a montré que l'Angleterre partage notre manière de voir.

M. Crispi accepte la motion de M. Pozolini.

M. Bovio parle longuement et pose en terminant au gouvernement les deux questions suivantes :

1^o Comment entend-il protéger les populations italiennes sujettes à une domination étrangère.

2^o Comment entend-il renouer les rapports avec la France, et à quel point en sont les négociations commencées avec cette puissance ?

M. Crispi répond. S'il ne se livre pas à une discussion académique sur la politique des autres gouvernements, s'il ne croit pas au pangermanisme du prince de Bismarck, il ne croit pas non plus à l'intention du chancelier de pousser l'Autriche vers Salonique.

En ce qui concerne l'Autriche, à raison de sa constitution, elle est portée à respecter les diverses nationalités dont elle se compose ; elle ne fera donc rien qui puisse troubler la paix en Europe, ni la détacher elle-même de ces alliances actuelles.

L'Italie est l'alliée de l'Allemagne et de l'Autriche par le désir commun de maintenir la paix en Europe.

Ces deux alliances sont celles qui conviennent aux intérêts italiens sur le continent, comme l'alliance avec l'Angleterre est la seule qui convienne à l'Italie.

Il n'a jamais désavoué les alliances comme le prétend M. Bovio.

Il en a toujours soutenu la nécessité comme député et comme ministre. Il ne fait pas de politique idéaliste, mais de la politique pratique, en demeurant cependant toujours fidèle aux origines de l'Italie qui imposent à celle-ci le devoir de défendre en Europe le droit des nationalités. Les alliances de l'Italie doivent

cependant être telles qu'elles garantissent la position de l'Italie à l'égard d'événements impossibles à prévoir. L'Italie ne pouvait pas et de devait pas agir autrement qu'elle ne l'a fait.

Quant à la France, continue M. Crispi, nous sommes en bons rapports avec elle et nous suivons une politique amicale. Nous ne consentirons jamais à une politique agressive contre elle. Mais personne ne peut oublier que l'Italie existe et qu'elle veut se développer. La Méditerranée ne sera pas un lac italien, mais elle ne doit pas être un lac français. (Très bien!)

Quant au traité de commerce, l'accord n'a pu encore s'établir. Toutefois, si la France accorde une compensation à ce qu'elle demande, nous ne nous opposerons pas à la conclusion du traité qui cependant doit avoir pour base celui de 1831.

En ce qui concerne la politique intérieure, M. Crispi a un seul principe : la liberté pour tous et le respect rigoureux de la loi.

M. Bovio n'est pas satisfait de ces déclarations, mais il ne présente aucune motion.

Séance du 10 mai. — M. Baccarini développe sa motion qu'il a présentée le 3 mai et qui est ainsi conçue :

« La Chambre, louant hautement la bravoure de l'armée et de la marine, mais ne croyant pas conforme à l'intérêt national la politique militaire suivie sur les côtes de la mer Rouge, invite le gouvernement à retirer les troupes, et passe à l'ordre du jour. »

M. Baccarini déclare qu'il est loin, dans sa pensée, de critiquer par cette motion la conduite du ministère actuel, et il le loue même d'avoir relevé le prestige des armes et l'honneur de l'Italie compromis par l'imprévoyance d'autres personnes.

Sa motion tend au même but que celle présentée le 8 mai 1885, pour définir la question de principe.

A cette époque, la question de principe se compliquait d'une question de confiance personnelle.

M. Baccarini espère que M. Crispi, qui en 1885, était de la minorité, évitera une erreur semblable en acceptant que sa motion résolve la question de principe qui devra naturellement être suivie de la question de confiance à l'égard du ministère.

L'orateur dit qu'il votera un ordre du jour de confiance.

Nous avons besoin, dit-il, de gloire militaire, nous devons nous préparer à la conquérir sans nuire aux droits d'autrui. Or il est impossible de rester en Afrique sans porter atteinte à ces droits.

Il n'est pas possible de rester longtemps à Massouah sans se résoudre tôt ou tard à faire une grande expédition.

Or, ce n'est pas à cela que le peuple italien travaille.

En présence d'un peuple comme les Abyssins, on peut et l'on doit délibérer sur ce qu'il convient de faire sans se préoccuper du jugement que des adversaires peuvent porter sur notre conduite. Il nous convient donc d'abandonner toute entreprise militaire en Afrique ; sans cela, il faut que le gouvernement présente pour Massouah un projet spécial indiquant où commence et où finit, sur le littoral de la mer Rouge, notre territoire national.

M. Mussi, membre de l'extrême-gauche, développe ensuite la motion suivante :

La Chambre, déplorant que le régime de l'entreprise africaine ait été soustrait à son vote et qu'il soit contraire aux intérêts et au prestige du pays, invite le gouvernement à rappeler en Italie le corps expéditionnaire.

Un incident surgit alors entre MM. Baccarini, Vercotti, ministre de la guerre lors de l'affaire de Dogali et M. Bertolè Viale, ministre de la guerre actuel, sur la situation faite aux survivants de Dogali.

Cet incident n'a pas de suite.

M. Campomale, de la droite, combat la motion Baccarini et celle de M. Mussi, que M. Ferrari, de l'extrême-gauche, appuie.

Au contraire, M. Dezerbi, de la droite, parle contre ces motions. Selon lui, il ne faut jamais, en vue de l'avenir, abaisser la dignité nationale pour n'importe quelle raison.

Il y a une nation, dit-il, qui épie le départ du dernier soldat italien de Massouah pour aller l'occuper.

Il votera pour le gouvernement dont il approuve tout le programme.

M. Odescalchi, de la gauche, parle en faveur des motions et déclare qu'il approuve la conduite suivie par le gouvernement, mais il n'est pas d'accord sur le programme que le ministère a l'intention d'adopter dans l'avenir au sujet de la question africaine.

La suite de la discussion est renvoyée à demain.

La séance est levée à 7 heures.

Séance du 12 mai. — M. Solimbergho (gauche) développe un ordre du jour de confiance dans le gouvernement et contre l'évacuation de Massouah.

M. Pozzolini (droite) développe un ordre du jour de confiance dans le gouvernement et fait ressortir l'importance coloniale de Massouah. Il ajoute qu'une fois ces moments d'agitation passés, l'Italie aura de la reconnaissance pour l'initiative de la politique coloniale.

M. Finocchiaro-Aprile développe son ordre du jour de confiance.

M. Crispi déclare que la discussion a été élevée et patriotique. Aucun député n'a demandé l'évacuation de Massouah. Il comprendrait l'évacuation de toute l'Afrique, mais il ne comprend pas l'évacuation de Sahati, car Sahati est une défense de Massouah.

Le ministre réfute ensuite l'assertion que les Italiens sont à Massouah, les tributaires de l'Egypte. « Nous sommes à Massouah, dit-il, comme la France est à Obock et l'Angleterre à Aden. La souveraineté de l'Italie sur les côtes de l'Afrique qu'elle occupe n'est ni discutable, ni amoindrie en aucune façon.

« Quelle sera notre attitude dans l'avenir ? Le gouvernement ne peut pas le dire, et, s'il le pouvait, il ne le devrait pas. C'est à la prudence du gouvernement de profiter dignement et efficacement des occasions, en se bornant à garder ce qu'on occupe actuellement et en évitant les agressions. »

M. Crispi ajoute qu'il a la confiance qu'une paix digne sera conclue, paix désirée par l'Angleterre, par le Négus, et par nous qui n'avons jamais voulu la guerre.

Il est donc évident qu'il ne s'agit pas ici d'une question politique, mais d'une question nationale. Personne ici ne s'oppose à l'entreprise.

Voix de l'extrême gauche. — On s'y oppose ici.

M. Crispi réplique :

« Mais vous êtes peu nombreux et vous ferez toujours de l'opposition à tous les gouvernements.

« Des anciennes, justes et bienfaisantes conquêtes des Républiques italiennes il ne reste plus de trace. L'Italie nouvelle a tout à faire à cet égard. L'expansion coloniale est un élément de vie pour les nations modernes.

« Depuis 1860, l'Italie est en continuel progrès économique. Il est nécessaire que de nouveaux débouchés s'ouvrent à elle, non seulement pour les produits de son matériel, mais pour l'exercice même de cette civilisation qu'elle représente. Les avantages qu'il est possible d'obtenir ne se calculent pas par des chiffres. Pour en avoir de vraiment grands et de nature à satisfaire un haut idéal, on ne peut pas, on ne doit pas commencer par fuir. Nous sommes à Massouah, nous devons y rester. »

M. Crispi conclut en faisant appel au patriotisme et à la loyauté de tous ceux qui veulent le bien et la grandeur de la patrie, et il ne croit pas le faire en vain.

Après le discours de M. Crispi, on demande la clôture de la discussion générale.

La clôture est adoptée.

Les orateurs font des déclarations sur leurs ordres du jour respectifs.

M. Mancini dit qu'après les déclarations faites par M. Crispi, si M. Crispi accepte un ordre du jour qui soit en conformité de ces déclarations, il le votera.

M. Baccarini maintient son ordre du jour. Il dit que la question de confiance dans les ministres est absolument étrangère à sa motion, en sorte que, lorsque la Chambre aura accepté ou rejeté sa motion, il pourra s'associer aux ordres du jour de confiance.

M. Crispi déclare que si la motion Baccarini est rejetée, il priera tous les députés qui ont proposé des ordres du jour de confiance de s'associer à l'ordre du jour de M. Finocchiaro-Aprile.

Tous les ordres du jour sont retirés, excepté ceux de MM. Baccarini et Finocchiaro-Aprile.

Enfin, l'on a procédé au vote de la motion Baccarini.

La première partie, louant les troupes de terre et de mer a été votée par acclamation.

On a mis aux voix par appel nominal, la seconde partie, demandant le rappel des troupes de Massouah. Elle a été rejetée par 202 voix contre 40.

L'ordre du jour de confiance de M. Finocchiaro-Aprile, accepté par le gouvernement, a été ensuite approuvé par assis et levé à une énorme majorité.

Un *Livre vert* a été distribué, le 29 avril, au Parlement italien. Il est exclusivement consacré à l'occupation de Massouah. Il contient 236 documents embrassant la période qui va du 29 octobre 1884 au 4 avril dernier. Ces documents sont signés par MM. Depretis, Crispi, Mancini, Corti, Menabrea, Salessa, San-Marzano, de Portal; on en rencontre aussi quelques-uns qui portent la signature du Négus, du roi Ménélik et du Ras Alula, et ce ne sont pas les moins curieux.

L'action de la diplomatie italienne, relativement à l'expédition de la mer Rouge, a traversé, après la phase préparatoire, trois phases bien distinctes dont la première comprend les actes du gouvernement italien au moment où l'Egypte se dispose à abandonner les postes de la mer Rouge qu'elle est impuissante à garder et qui, d'après le traité Hewet, devraient s'échoir à l'Abyssinie.

La seconde phase embrasse les relations qui ont suivi immédiatement le département des Italiens à Massouah et la dernière commence à l'ouverture des hostilités entre le corps d'occupation et les troupes abyssines et finit au commencement de ce mois, lorsque le rappel des troupes avait été décidé en principe par le ministère italien.

On sait que, dès le moment même de l'acquisition d'Assab, qui n'avait et n'a encore qu'une importance secondaire, l'Angleterre s'était montrée très défiante à l'endroit des intentions de l'Italie et ne semblait pas voir d'un œil sympathique l'établissement d'une colonie commerciale dans ces parages. En tout cas, elle fit entendre formellement qu'elle ne tolérerait jamais la création d'une station militaire entre Suez et Perim.

En 1884, les dispositions du gouvernement de la Reine se sont complètement modifiées. Sous la date du 29 octobre, M. Mancini écrit à M. Menabrea, alors ambassadeur à Londres, qu'il est dans son intention d'élargir la base d'opération coloniale sur les bords de la mer Rouge. La Porte refuse d'obéir aux injonctions de l'Angleterre qui, vainement, l'a sommée d'occuper certains points de la côte éthiopienne; l'Egypte craint d'élargir son cercle d'action. Il pourrait très bien arriver qu'une autre nation européenne, fût-ce la France, songeât à profiter de cette situation pour s'installer en Assab et Massouah. Pour prévenir l'initiative d'une tierce puissance, l'Italie a décidé de faire un débarquement sur un point à désigner. Lord Granville, sans assumer la moindre responsabilité, déclare que, pour sa part, il n'a aucune objection à faire aux projets de l'Italie.

Au commencement de l'année suivante, tout était prêt. L'Italie trouvait des

difficultés à Constantinople et à Paris. Pour justifier son expédition aux yeux de la Sublime Porte, elle parle de la nécessité de protéger efficacement ses voyageurs. Plusieurs missions italiennes ont été massacrées par les indigènes. D'ores et d'ailleurs, il faut qu'un corps de troupe italien soit toujours à portée de venger immédiatement le renouvellement de ces atrocités. M. Ferry, de son côté, soutenait que tout ce qui a trait à la mer Rouge se trouve inlinéairement lié avec la question de l'isthme et que les deux questions devaient marcher de pair et être traitées ensemble. Mais l'Italie avait décidé de passer outre, quoiqu'elle n'ignorât pas que la France était à la tête des nations européennes qui encourageaient la Porte à résister aux vues de l'Italie.

Au mois de février, les troupes italiennes débarquent à Massauah et, désormais, l'Italie va se trouver en présence de l'Abyssinie. Les sentiments du Négus ne lui étaient pas hostiles. Une note du capitaine Ferrari, envoyé en mission auprès du roi Jean, prouverait au contraire que ce monarque ne manque pas de sens politique et est au contraire pénétré du rôle qu'il serait appelé à jouer, en sa qualité de souverain chrétien, au milieu des peuplades musulmanes qui l'entourent.

« Le mobile principal de la politique abyssine, dit M. Ferrari, est une haine profonde et sincère de l'élément musulman et spécialement le désir très vif de prendre part à une action collective contre la marche en avant du madhi. Le général Saletta, dans une missive au Négus, lui expliqua que la présence des troupes italiennes au-delà de Massauah n'avait rien de menaçant pour le royaume abyssin et n'était motivée que par la nécessité de protéger le commerce et les missions scientifiques. »

Mais, peu à peu, on finit par se convaincre, à la cour d'Adoua, que la politique du roi Humbert avait un caractère de conquête incompatible avec l'indépendance de la nation éthiopienne. Les garnisons italiennes avaient été augmentées, le cercle d'action de l'armée d'occupation élargi.

Sous la date du 12 janvier 1887, le Ras Alula envoya au général Gené un ultimatum lui enjoignant de faire évacuer Saati et Ouah avant le 21 du même mois et Zoulah avant le 6 février. En outre, les négociants ne doivent plus prendre la route des Hababs, ennemis de l'Abyssinie : ils doivent tous passer par Ghinda.

Le général Gené répondit avec hauteur que les soldats italiens resteraient à Wah, et M. de Robilant, alors ministre des affaires étrangères et fort mal renseigné sur la valeur militaire des Abyssins, félicita le chef de l'expédition italienne et lui adressa, sous la date du 20 janvier, une dépêche dont voici la teneur :

« J'espère que Ras Alula ne commettra pas cette folie, mais faites-lui savoir au besoin que s'il osait seulement tordre un cheveu à un de nos soldats, il le payerait cher.

« Comptez que nous vous enverrons tous les renforts qui peuvent vous être nécessaires pour lui infliger une sévère leçon. »

Alula, qui ne se payait pas de menaces, surprit un détachement italien à Dogali et le tailla en pièces. A partir de ce moment, les dissimulations deviennent superflues. L'état de guerre est déclaré et, faute de pouvoir exercer des représailles plus directes, l'Italie établit le blocus maritime sur toute la côte, depuis Anfila jusqu'à la hauteur de l'île de Dufeina.

Cependant, cette hostilité passive dans laquelle se maintenait le Ras Alula après sa victoire de Dogali, épuisait l'Italie et diminuait son prestige militaire vis-à-vis des tribus amies qui, peu à peu, acquerraient la conviction de son impuissance. A Rome, sans l'avouer, on avait fini par se persuader qu'une guerre à fond contre le Négus était impossible. Pour sortir de l'impasse, on fit demander par l'Allemagne à l'Angleterre d'agir auprès du roi Jean en vue de conclure un arrangement, et l'Angleterre, visiblement intéressée à sauvegarder le crédit de la politique italienne dans ces parages, s'y prêta de bonne grâce. Au

mois de juin de l'année dernière, lord Salisbury fit télégraphier au cabinet de Rome qu'il était prêt à agir dans ce sens. Le Négus avait écrit une lettre à la reine Victoria pour lui exposer ses griefs contre l'Italie. Voici les passages les plus intéressants de cette lettre :

« Il y a un homme qui s'appelle Djebé. Il m'a trahi pour passer aux Egyptiens. Alors, au lieu de me l'envoyer enchaîné, les Italiens lui ont donné beaucoup de fusils et lui ont laissé la liberté.

« Un homme s'est présenté en qualité d'ami de la part des Italiens. Il m'écrivait des lettres affectueuses et m'apportait des dons pour espionner dans mon pays. Mais lorsqu'il arriva à l'endroit où les Egyptiens avaient été, il dit : « Nous occuperons cette place. » Alors, je lui répliquai : « Qu'avez-vous à voir avec mon pays ? » C'est pour cela qu'ils sont venus en force et ont établi des fortifications en deux endroits.

« Ras Alula se dirigea vers eux et leur demanda : « Qu'avez-vous à voir avec le pays des autres peuples ? » Le chef italien a ordonné de préparer les armes. »

La reine Victoria répondit au Négus qu'elle regrettait ces hostilités et que Ras-Alula s'était trompé sur les intentions des Italiens qui, en plaçant des postes à Saati et à Ouah, se proposaient de protéger les caravanes et non point d'envahir l'Abyssinie.

La Reine conclut en offrant de négocier avec l'Italie, si Jean est réellement décidé à conclure la paix.

Pendant que cette lettre est en voyage, l'Allemagne fait de nouvelles instances à Londres pour qu'un conflit soit évité entre l'Italie et l'Abyssinie, et c'est alors que lord Salisbury se décide à envoyer sir Gérard Portal auprès du Négus, à la condition toutefois que, de son côté, l'Italie s'engage à suspendre les hostilités pendant toute la durée de cette mission. M. Crispi prend cet engagement et formule dans les termes que voici les conditions de la paix :

1° Le Négus exprimera son vif regret pour l'injuste attaque du mois de janvier dernier ;

2° Saati et Ouah seront définitivement acquis à l'Italie avec une zone s'étendant au delà de ces points sur une extension d'au moins une journée de marche. Ghinda deviendra ville de frontière de l'Abyssinie. La vallée d'Ailet tombera sous la possession ou tout au moins sous le protectorat de l'Italie. La frontière sera tracée d'un commun accord avec le concours de l'Angleterre.

3° Le Négus reconnaîtra le protectorat de l'Italie sur les Assaorta et les Hababs.

4° L'Italie, d'accord avec l'Angleterre, occupera la région du Senahit.

5° Un traité de paix, d'amitié et de commerce sera signé entre l'Italie et l'Abyssinie.

On ne pourrait pas se montrer plus dur envers un vaincu et Jean était vainqueur. Il renvoya M. Portal, vers la fin du mois de décembre dernier, avec mission d'expliquer verbalement à la Reine qu'il ne désirait pas la guerre, mais qu'il n'acceptait aucune des conditions posées par l'Italie. Il est disposé à laisser à l'Italie Massauah et Monkullo, mais il ne cédera pas une parcelle de territoire de plus sans combat.

Il est prêt à signer un traité de paix avec l'Italie pour confirmer les clauses du traité Hewet, mais pas davantage. Si l'Italie refuse, il est prêt à la guerre.

Dans une lettre écrite, dont sir Gérard Portal était porteur, il explique d'ailleurs les raisons de son refus.

« Si votre désir est de faire la paix, écrit-il à la Reine, ce sera quand eux (les Italiens) seront dans leur pays et moi dans le mien.

« Mais, pour le moment, des deux côtés, les chevaux sont scellés et les épées hors du fourreau.

« Mes soldats, nombreux comme les grains de sable, sont prêts avec leurs lances.

« Les Italiens désirent la guerre, mais en Dieu seul réside la force.

« Qu'ils fassent ce qu'ils veulent : tant que je vivrai, je n'essayerai pas de me dérober à leurs yeux en me cachant dans un trou. »

« Enfin, le dernier document du recueil est la lettre datée du camp d'Ailet, sous la date du 23 mars dernier, et dans laquelle le Négus, à la tête de son armée, pose les bases d'un accord. Il s'intitule le prophète de Dieu, Johannes, roi de Sion, roi des rois d'Ethiopie, et il commence ainsi en s'adressant au général de San-Marzano.

« Comment vous portez-vous ? Je vous connais seulement de nom. Moi et mon armée, par la bonté de Dieu et la foi de Sion, par les prières au suprême des saints (qu'il soit respecté et loué) nous nous portons bien. La bonté de Dieu est éternelle. Dans le temps, j'écrivais toujours des lettres d'amitié au roi Humbert et lui aussi m'écrivait. Nous étions amis. »

Après avoir parlé de l'accueil cordial qu'il a fait aux envoyés italiens qui s'étaient rendus dans sa cour avant l'occupation de Massaouah et qui lui faisaient entrevoir l'avantage de nouer des relations commerciales avec Assab et de vivre en bonne harmonie avec l'Italie, il ajoute :

« Je désirais pouvoir combattre avec vous ces populations barbares : nous aurions ensuite dominé ensemble, comme si nous n'eussions formé qu'un seul corps.

« Plus tard, il vint une autre personne me porter les dons du Roi, et cette personne je l'ai aussi décorée, je lui ai consigné une lettre pour faire amitié avec vous autres, et je l'ai fait escorter.

« Tandis que nous vivions en bons rapports, vous n'avez pas respecté le traité que les Anglais m'avaient fait conclure avec les Egyptiens.

« Cette Ethiopie que Dieu m'a donnée est mon royaume ; laissez donc mon pays. Restez dans le vôtre. Si Dieu me donne la force, vous d'un côté et moi de l'autre, nous pourrions combattre ces Derviches sauvages, et nous les détruirions en élargissant les frontières de notre pays. Cela serait préférable.

« Je suis chrétien comme vous, nous sommes frères. Notre discorde ne sert qu'à faire rire les autres.

« Ras Alula a fait ce qu'il a fait sans m'écrire. Ce qui est arrivé est l'œuvre du diable. La vie de ceux qui sont morts, soit de votre côté, soit du mien, était arrivée au terme que Dieu avait fixé. Contre la volonté de Dieu, il n'y avait rien à faire.

« Je suis roi et Humbert aussi est roi, et si quelqu'un était au-dessus de nous qui pût nous juger, je serais celui des deux qui aurait le droit de se plaindre.

« Je dis cela parce que vous êtes venu combattre dans mon pays et que je ne suis pas allé dans le vôtre.

« Maintenant, je suis venu combattre contre vous ; je suis venu parce qu'on m'a dit que mon pays a été envahi ; je suis venu défendre mes frontières.

« Retournez donc dans votre pays, restons chacun chez soi. Que le port de Massaouah soit ouvert comme auparavant ; que les pauvres et les négociants qui sont chez vous et chez moi puissent librement gagner leur pain. »

Après avoir reçu les instructions du gouvernement, le général San-Marzano répondit au Négus en demandant :

1^o La reconnaissance par l'Abyssinie du protectorat italien sur les Assaorta et Habah ;

2^o La possession incontestée pour l'Italie de Sahati et Ouah, avec une zone en avant d'une journée de marche. Ghinda resterait à l'Abyssinie, la vallée d'Ailet à l'Italie, après quoi on conclurait un traité d'amitié et de commerce.

A cette communication du général San-Marzano, le Négus répliqua par une lettre très curieuse et très vague, qui enleva toute possibilité d'entente. Le Négus s'exprimait ainsi :

« Votre pays va de la mer jusqu'à Rome ; le mien de la mer jusqu'ici, c'est-à-dire jusqu'en Ethiopie. Nous n'avons aucun motif de nous quereller. A partir de ce moment, mon messenger n'ira plus chez vous. Que le vôtre ne vienne plus chez moi. »

Au reçu de cette lettre, le général en chef répondit qu'il n'enverrait plus de messenger, et il fit ressortir que, si l'on ne pouvait éviter la guerre, la faute n'en était pas aux Italiens.

Les derniers documents annoncent la retraite du Négus.

L'Italie et la France.

M. Gromier, fondateur de l'Alliance arméno-gréco-latine, a reçu de M. le marquis Alfieri-Sortegno, sénateur d'Italie, la lettre suivante :

Florence, 14 mai 1888.

Cher monsieur Gromier,

Permettez-moi de vous dire très franchement que, malgré tout votre bon vouloir pour la réconciliation de la France et de l'Italie, vous vous trompez énormément en supposant un désaccord entre le gouvernement et le peuple italien.

Ceux-ci sont parfaitement d'accord, soit pour le maintien des institutions actuelles, soit pour éviter la guerre en Europe.

L'alliance avec l'Allemagne est très populaire : d'abord, parce que l'on aime toujours se savoir l'allié *du plus fort*, ensuite, parce que le gros jugement de la masse, à tort ou à raison, se dit : « L'Allemagne veut *la paix* pour garder ce qu'elle a pris ; la France veut *la guerre* pour reprendre ce qu'elle a perdu. » Et on ne sort pas de là.

Reste la question économique et commerciale.

Là, le public, ignorant et berné, est beaucoup plus protectionniste que le gouvernement. Il ne comprend pas les moyens termes, et, la seule idée à opposer aux protectionnistes, c'est celle de l'*union douanière* pure et simple, surtout agricole et plus particulièrement vinicole. Mais il faut faire une propagande exclusivement appuyée sur des démonstrations, les plus simples et les plus évidentes, d'ordre commercial et industriel, et laisser de côté les considérations ethnologiques, scientifiques, ainsi que l'appel sentimental aux fraternités latines et autres auxquelles les masses n'entendent rien.

Il est évident que les Italiens, moins que tous autres, peuvent demander aux Français de renoncer à la « reconquête de l'Alsace-Lorraine, et surtout de le déclarer.

Mais les Français doivent en finir de nous agacer (pour ne pas dire plus) et sur notre Constitution monarchique, et sur la formation de notre unité, et sur la possession définitive et irrévocable de Rome, *notre capitale*, et sur l'abolition du pouvoir temporel.

Tant que la presse française et la tribune française n'auront pas renoncé à ces questions, qui sont purement et exclusivement italiennes, l'Italie, *peuple et gouvernement*, resteront en défiance et ne croiront pas à la sincérité des paroles de réconciliation qui lui viennent de l'autre côté des Alpes.

En un mot, il faut nous laisser tranquilles chez nous.

La satisfaction unanime avec laquelle l'Italie a vu finir avec honneur, quoique sans gloire, l'entreprise sur les côtes de la mer Rouge, montre à quel point elle était modeste et sage dans ses ambitions et dans ses visées coloniales.

Voilà la réalité sur laquelle on peut fonder une politique sérieuse : le reste est de la mauvaise fantaisie et ne produirait jamais que d'amères désillusions.

Votre bien dévoué,

CH. ALFIERI DE SOSTEGNO.

PAYS-BAS

Ouverture des Etats-Généraux, discours du chef du ministère.

Voici le discours prononcé par le chef du cabinet, M. le baron Mackay, à l'ouverture des Etats-Généraux, le 4^{er} mai :

Messieurs,

Le Roi nous a chargé d'ouvrir cette session des Etats-Généraux.

Après la revision de la loi fondamentale, le cabinet précédent a cru devoir

considérer sa tâche comme terminée, et il a plu au Roi de nommer un autre cabinet, qui a l'honneur de rencontrer aujourd'hui pour la première fois les représentants de la nation.

Le grand intérêt qu'ont inspiré les élections rendues nécessaires par l'introduction de la nouvelle constitution, prouve que le droit électoral, accordé sur une échelle très large, est apprécié beaucoup aussi par les électeurs, appelés pour la première fois à participer au vote.

Le résultat des élections a de nouveau fait ressortir que le pays désire vivement que dans l'organisation de l'instruction populaire, on tienne compte du sentiment chrétien de la nation néerlandaise.

Le Gouvernement du Roi, considérant l'instruction publique comme un objet de sa sollicitude constante, s'efforcera, dans les limites tracées par la constitution, d'enlever autant que possible les entraves qui empêchent le développement de l'instruction libre.

Les questions sociales réclament aussi toute l'attention du gouvernement. L'enquête commencée par l'ancienne seconde Chambre, offre, dès maintenant, une base suffisante pour prendre des mesures tendant à une amélioration de l'état de chose actuel.

La situation toujours défavorable de l'agriculture nous oblige à un examen continu des moyens destinés à développer et à favoriser cette source importante de notre bien-être national. Les intérêts du commerce et de l'industrie nationale ne seront pas non plus perdus de vue.

Les projets de loi nécessaires pour la mise à exécution des nouvelles dispositions fondamentales seront consécutivement pris en mains.

Un projet vous sera soumis pour le règlement de la jurisprudence administrative, et la loi prescrite par le second alinéa de l'article 181 de la constitution, relative à la défense nationale, sera préparée par une commission royale.

Bien que la situation financière du pays ne puisse pas être qualifiée comme défavorable, le gouvernement du Roi croit néanmoins de son devoir d'empêcher l'augmentation des dépenses et de tendre à des économies, afin de prévenir, si possible, l'augmentation des charges de la nation.

Quelques dispositions de la loi sur la contribution personnelle doivent être revisées aussi en rapport avec le règlement du droit électoral ; on examinera sérieusement s'il sera possible de rendre les droits d'entrée plus profitables au fisc, et aussi en quelle mesure les charges de quelques accises pourront être réduites.

Un règlement nouveau sur les rapports entre les finances de l'Etat et des communes est d'une nécessité absolue. L'extension du terrain fiscal des communes doit les mettre à même de pourvoir, d'une manière plus indépendante, à leurs propres besoins.

Le court espace de temps qui nous sépare encore du jour où expirera la concession accordée à la Banque des Pays-Bas rend nécessaire une prompte décision sur le projet de loi, présenté l'année passée, pour prolonger ladite concession. A cet effet, l'autorisation royale est demandée pour présenter immédiatement le projet sans modification aucune.

Quant aux Indes néerlandaises orientales et occidentales, le gouvernement du Roi désire sérieusement que la domination de la Néerlande soit salubre à ses possessions et que les progrès de l'agriculture, du commerce et de l'industrie contribuent à l'augmentation du bien-être général, tant pour les peuples des Indes que pour les habitants de la mère patrie.

La détresse, occasionnée par les récoltes peu favorables du café et par d'autres causes, sera adoucie, autant que possible par la modération dans la perception des impôts, par le dégrèvement de la population des corvées non payées, et par la construction de travaux publics, qui profiteront à la population indigène.

On s'efforcera d'arriver à l'amélioration de l'état de choses à Sumatra, afin d'amener, si possible, une solution pacifique du différend avec Atchin.

On prépare la revision de la loi sur la comptabilité coloniale, et l'on élabore une ordonnance générale sur l'exploitation des mines.

PORTUGAL

Possessions africaines.

Le 19 mai, à la Chambre des députés, M. de Vilhena, ancien ministre de la marine, a interpellé le ministre des affaires étrangères sur les paroles attribuées par le télégraphe à sir J. Fergusson, dans la séance de la Chambre des communes du 17 mai, sur les possessions portugaises en Afrique.

M. de Barros Gomès a répondu qu'il n'a pas reçu communication officielle du discours du sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères de la Grande-Bretagne. Toutefois, il peut assurer d'une façon générale que :

1° Aucune demande d'explication n'a été adressée par le Portugal à l'Angleterre au sujet des affaires coloniales, aucun refus n'a donc pu être fait au cabinet de Lisbonne ;

2° Le Portugal, suivant en cela l'exemple de l'Angleterre, de l'Allemagne et de l'Etat libre du Congo, maintient le principe que, pour les territoires de l'intérieur de l'Afrique, une occupation effective ne constitue pas une condition *sine qua non* de possession ;

3° Il résulte des décisions prises à la conférence de Berlin, lesquelles découlent des conventions passées avec la France et l'Allemagne, ainsi que des traités conclus avec l'Angleterre en 1879 et 1884, traités qui n'ont pas été ratifiés, que le Portugal entend conserver le droit de régler les conditions du commerce et de la navigation du Zambèze ;

4° Le Portugal consentirait à modifier la législation actuelle si on lui offrait des garanties que ces modifications ne porteraient pas atteinte aux intérêts vitaux du domaine portugais en Afrique.

RUSSIE

Enseignement professionnel.

Le 7/19 mars dernier a été publié un ukase impérial relatif aux écoles professionnelles ; il contient 41 articles dont le *Nouveau Temps* fait ainsi l'analyse ;

Le nouveau règlement permet d'espérer qu'on a fini par se rendre compte de la portée de l'enseignement professionnel et qu'on est décidé à combler une lacune sensible de notre système scolaire. Les bienfaits de la réforme se feront bientôt sentir tant dans les familles que dans les établissements industriels. Jusqu'ici notre haute administration scolaire ne vouait sa sollicitude qu'aux écoles d'humanités. Les écoles techniques, là où il en existait, poursuivaient généralement des buts spéciaux, relevaient même de ressorts autres que le ministère de l'instruction publique.

On a si souvent démontré l'utilité pratique des écoles professionnelles, tant moyennes que primaires, qu'il est superflu de revenir encore sur le fond de la question envisagée au point de vue du principe abstrait. Il n'est pas inutile, par contre, d'examiner les bases adoptées par le législateur pour l'introduction de la réforme qui vient d'être décrétée.

Il y aura trois catégories d'écoles professionnelles — écoles de métiers, écoles techniques primaires et écoles techniques moyennes. Ces écoles peuvent exister séparément ou être réunies dans un établissement mixte ou bien être annexées à des écoles préparatoires d'humanités. Le règlement n'établit pas les conditions qui sépareraient les écoles du nouveau type de celles qui existent déjà. De cette façon, les écoles pratiques peuvent naître dans les combinaisons les

plus diverses, d'accord avec les nécessités locales, tout en étant directement rattachées à celles du type ancien, de même qu'aux hautes écoles spéciales.

Ainsi, l'on peut passer directement de la cinquième classe d'une école réelle ou d'une autre de même catégorie dans un collège technique d'instruction secondaire et, après y avoir achevé le cours de quatre ans, entrer dans une haute école technique de même spécialité. On peut également passer par toute l'échelle de l'enseignement pratique en entrant dans une école professionnelle primaire ou en sortant d'une école de district ou d'une école villageoise à deux classes. Il est permis aussi aux élèves des écoles professionnelles de choisir telle ou telle spécialité et de ne suivre que l'enseignement donné dans une école pratique spéciale, ce qui suffit pour le préparer à la carrière qui a été choisie par lui.

Rien de plus commode que cette organisation de l'enseignement professionnel. Etant, dans toute la force du terme, à la portée du plus grand nombre, l'école pratique est au niveau de toutes les intelligences et de tous les besoins. Elle sera fréquentée aussi bien par les enfants et les jeunes gens de familles d'artisans et de gens du peuple, que par des séminaristes et élèves des gymnases classiques n'ayant pas réussi dans ces établissements, ainsi que par ceux qui visent à une carrière technique supérieure ou veulent tout bonnement apprendre tel ou tel métier, être en possession de connaissances techniques qui pourront leur être utiles dans la vie. Et malgré cela, les jeunes gens de talent qui s'y révéleront pourront, en persévérant dans la même voie, arriver à une situation élevée dans le service de l'Etat.

En prenant en considération que ces écoles pratiques assurent des droits importants par rapport au service militaire et à l'entrée au service de l'Etat (les mêmes droits que donnent les écoles d'humanités de même catégorie), on peut prédire beaucoup de succès aux écoles du nouveau type. Il faut seulement que ces écoles soient en nombre suffisant et que l'enseignement y soit donné à bon marché. Plus il y aura d'écoles professionnelles, mieux cela vaudra, car les hommes ayant une instruction spéciale sont rares dans notre pays et il n'y a pas à craindre qu'ils ne trouvent pas d'application à leurs connaissances, étant préparés à des occupations d'un genre défini. Ils ne pourront que donner de l'essor à notre industrie qui souffre beaucoup de la stagnation, de la routine et du manque d'initiative.

Il ne faut pas oublier non plus que, d'après le règlement que nous examinons, les écoles professionnelles peuvent être instituées tant aux frais de l'Etat qu'à ceux du zemstvo, des villes, des corporations et des particuliers, et toutes ces écoles, de quelque source qu'elles proviennent, jouiront des mêmes droits et prérogatives. Cette circonstance a une portée pratique considérable, en ce qu'elle assurera à l'Etat le concours efficace de l'initiative privée.

L'époque de la fondation des nouvelles écoles n'est pas encore fixée, une commission spéciale composée de délégués des ministères de l'instruction publique, des finances, de l'intérieur et des domaines devant élaborer un projet qui indiquerait les localités où ces écoles professionnelles devraient être établies, ainsi que les programmes de l'enseignement ; à la suite de quoi ce projet serait soumis à la sanction du conseil de l'Empire.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Revue des Deux-Mondes.

1^{er} mai. — *Etat politique et moral de la Grèce avant la domination macédonienne*, par Victor Duruy. — *La religion en Russie : l'évolution du Raskol et des sectes*, par Anatole Leroy-Beaulieu. — *Les grandes fortunes aux Etats-*

Unis, par C. de Varigny (beaucoup de détails curieux). — *Un Gaulois de la Renaissance*, Etienne Pasquier, par le comte Guy de Bremon d'Ars.

Nouvelle Revue.

1^{er} mai. — *Le comte de Falloux*, par le marquis de Castellane. — *L'expérience du scrutin de liste*, par E. Masseras (article hostile). — *Le Saint-Simon de l'Angleterre* (2^e article), par Marie-Anne de Bovet. — *Le budget de la guerre en 1888*, par G. G. (l'auteur dit qu'il ne conçoit pas un ministre civil de la guerre sous un commandant en chef et un chef d'état-major permanent de l'armée.)

15. — *Les Ecoles socialistes contemporaines*, par L. de Bretonne.

Le Correspondant.

10 mai. — *Le Directoire et Bonaparte*, par le baron Hyde de Neuville (extrait des mémoires de l'ancien ministre de la Restauration qui sont sur le point de paraître). — *La morale de la crise agricole d'après les Anglais*, par Anatole Langlois. — Correspondance de M^r Dupanloup (lettres de diverses époques). — *Entre deux Révolutions*, par Ed. Frémy (à propos d'une histoire de la seconde République française).

Bibliothèque universelle et Revue Suisse.

Mai. — *La région des Amazones*, par V. de Floriat. — *Souvenirs d'un séjour en Russie : Moscou*, par E. Julliard.

La Propriété industrielle.

(Organe du bureau international de Berne.)

1^{er} mai. — Modifications législatives proposées par le commissaire des brevets des Etats-Unis. — Statistique de la propriété industrielle pour 1887 en Belgique, aux Etats-Unis (plus de 35,000 brevets demandés et 21,000 délivrés), en Italie, en Serbie). — Jurisprudence : décision des Tribunaux belges réprimant l'usurpation de l'enseigne d'une maison française. — Propositions diverses tendant à modifier la loi américaine sur les brevets. — Projet de loi en Suisse sur les dessins et modèles industriels. — Nouvelle loi sur les brevets promulgués dans l'Inde britannique.

Bulletin de la Société de législation comparée.

Avril. — Observations de M. Bufnoir sur la *législation de la faillite en Allemagne et en Autriche*; observation sur le même sujet de MM. J. Challamel et Ch. Lyon-Caen. (Cette discussion offre une grande importance à raison des réformes ou des modifications projetées en France, qui sont peut-être plus inspirées par la politique que par le sentiment du droit et le souci des intérêts du commerce honnête.) — Compte-rendu par H. Le Fort de la session de la Société suisse des juristes. (Il s'agit de la session qui s'est tenue à Bellinzona en septembre 1887; deux sujets intéressants y ont été traités, le divorce des étrangers en Suisse et l'extradition dans les rapports entre cantons). — Chronique législative : Reichstag allemand (15 février-15 mars 1888).

Revue historique.

Mai-juin. — *Etudes sur l'histoire de Marie Stuart*, par Martin Philipppson (les historiens contemporains). — *Le duc d'Enghien, gouverneur de Champanne*, par Albert Babeau. (Il s'agit du Grand Condé; le Roi raconte la bataille de Rocroy dans les lettres-patentes de nomination pour expliquer le choix qu'il a fait.) — *La diplomatie russe à Stockholm en décembre 1810*, par Arvède Anheft. (A cette époque Alexandre et Napoléon se disputèrent le concours de

Bernadote, qui venait d'arriver en Suède et y avait la situation de prince héritier. Le travail reproduit on analyse les rapports adressés au Czar par son envoyé, le comte Gernicheff.) — *La reine Catherine de Westphalie, son journal et sa correspondance*, par le baron du Casse. (Récit de ses entrevues avec MM. de Lascases à leur retour de Sainte-Hélène; il y a quelques renseignements curieux. Suivant ce que rapportent MM. de Lascases, l'Empereur dit que son fils, si l'Autriche n'a aucun intérêt à s'en défaire ou à le priver de ses facultés intellectuelles, reviendra nécessairement sur le Trône de France, mais que, dans le cas contraire, il suffirait qu'il restât un autre membre de sa famille, quel qu'il fût pour assurer le rétablissement de sa dynastie.) — *Le second ministre du duc de Richelieu*. (Fragment d'autographie daté du 2 janvier 1822.)

Bulletin consulaire français.

Mars 1888. — Empire d'Allemagne : commerce extérieur en 1884 et 1886 : industrie métallurgique et industrie houillère. — Le Canal de Suez en 1886. — Mouvement de la navigation en Italie en 1886. — Rapport de la Chambre de commerce de Fiume en 1886.

Avril 1888. — Le commerce français à Andrinople. — Commerce du Canada en 1886. — La navigation du Dantzig en 1887. — Les fruits du gaz naturel aux Etats-Unis. — Navigation française à Tanger en 1887. — Situation du commerce des bois en Norvège en 1887. — Mouvement maritime et commercial d'Anvers en 1887.

Mai. — Situation économique de la colonie de Victoria en 1887. — Empire d'Allemagne, le cours inférieur du Mider. — Commerce du fer et de l'acier à Liverpool. — Commerce de Naples en 1886. — Navigation française dans le port de Salonique. — Commerce et navigation de Hambourg en 1887.

Bulletins consulaires anglais.

1888. — N^{os} 320. Autriche-Hongrie. — Commerce de Fiume en 1887.
 321. Russie. — Commerce de Varsovie en 1887.
 322. Mexique. — Commerce de Vera-Cruz en 1887.
 323. Brésil. — Commerce de Rio Grande do Sul en 1887.
 324. Suède. — Commerce de Gothenbourg en 1887.
 325. Turquie. — Commerce de Philippopoli en 1887.
 326. Maroc. — Commerce de Mogador en 1887.
 327. Espagne. — Commerce de la Havane en 1887.
 328. France. — Commerce de la Rochelle en 1887.
 329. Espagne. — Commerce de la Carogne en 1887.
 330. Etats-Unis. — Commerce de Chicago en 1887.
 331. Chine. — Commerce de Fou Tchéou en 1887.
 332. Chine. — Commerce de Faiwan en 1887.
 333. Portugal. — Commerce d'Angola en 1886-87.
 334. Portugal. — Agriculture dans la province d'Angola en 1886-87.
 335. France. — Commerce de Nouméa en 1887.
 336. Autriche. — Commerce de Trieste en 1887.
 337. France. — Commerce de Nice en 1887.
 338. France. — Agriculture dans le district consulaire de Bordeaux en 1887.
 339. Maroc. — Commerce de Mogador en 1887.

L'Économiste français.

3 mars. — *Les Colonies françaises et le budget*, par P. Leroy-Beaulieu. (La colonisation coûte actuellement à la France, en y comprenant l'excédent des dépenses sur les recettes de l'Algérie et du Tonkin, 90 à 100 millions par an,

on pourrait réduire considérablement ce chiffre avec une administration stable et judiciaire, un régime bien étudié, de la persévérance. Peu à peu aussi certaines de nos colonies finiraient par entrer en valeur et récompenser la nation de ses sacrifices.) — *Le nouveau tarif relatif aux produits italiens.* — *La situation économique de l'Espagne*, par J. Chailley (les progrès généraux, l'Espagne agricole). — *La baisse du rouble*, par A. Raffalovich.

10. — *Les conditions du rétablissement de l'équilibre financier*, par P. Leroy-Beaulieu (quelques symptômes de reprise des affaires). — *Les ressources militaires de l'Europe*, par Ch. Grad (d'après le travail d'un professeur allemand qui attribue naturellement à la soif de revanche de la France l'intensité des armements dans tous les pays d'Europe). — *Le mouvement économique aux Etats-Unis*, par J. Chailley. — Lettre de la Plata sur la part des différentes puissances dans le commerce argentin (la France a environ 24 0/0 du commerce général de la République Argentine). — La situation financière du Portugal. — La concurrence faite au commerce de l'Angleterre. (Analyse d'un rapport anglais.)

17. — *L'anarchie budgétaire*, par P. Leroy-Beaulieu (de la nécessité de restreindre les pouvoirs financiers de la Chambre). — *La situation économique de l'Espagne*, par J. Chailley (l'industrie, le commerce, l'esprit de progrès). — *La véritable portée des réformes sociales en Allemagne, l'avènement du nouvel Empereur*, par A. Raffalovich. — *Les Européens et les questions municipales en Egypte*, par A. Zogheb. — *Le trafic du Gothard en 1886.*

24. — *Les envahissements municipaux*, par P. Leroy-Beaulieu (entreprises diverses gérées par des municipalités). — *Le mouvement économique aux Etats-Unis*, par J. Chailley (guerre de tarifs entre les chemins de fer, la question du télégraphe au Gouvernement). — *Le budget et l'exploitation des chemins de fer par l'Etat en Prusse*, par A. Raffalovich.

31. — *Les trois sortes de démocratie : l'instruction publique et le déclassement dans la démocratie française*, par P. Leroy-Beaulieu. — *Les puissances musulmanes et les Congrégations religieuses*, par J. Chailley. (Travail important fait d'après de nombreux documents; cette première partie est consacrée à l'organisation des Congrégations). — *Les finances du Mexique et le marché allemand.*

7 avril. — *De la direction à donner à la politique française*, par P. Leroy-Beaulieu. — *Le commerce agricole international en 1887*, par Paul Muller. — *Le mouvement économique aux Etats-Unis*, par J. Chailley (le Traité des pêcheries entre les Etats-Unis et l'Angleterre). — Les exportations de la République Argentine. — Le trafic sur les voies navigables allemandes.

14. — *La situation de la France*, par P. Leroy-Beaulieu. — *Les Congrégations religieuses musulmanes*, par J. Chailley (leur attitude, dangers et remèdes).

21. — *La situation commerciale des principaux pays et la baisse des marchandises*, par P. Leroy-Beaulieu. — *Les réformes financières de l'Angleterre*, par A. Raffalovich. — *La situation industrielle en Belgique*, par G. Michel. — *Le mouvement économique aux Etats-Unis*, par J. Chailley (la démocratie en France et en Amérique, la question chinoise). — Le budget russe de 1887. — *Les finances de l'Empire allemand*, par Ch. Grad.

28. — *La situation de l'Algérie et les projets du Gouvernement général*, par P. Leroy-Beaulieu. — *Les rivalités européennes en Océanie*, par J. Chailley. (Colonies anciennes et territoires libres, caractère et objet des rivalités). — *La question des ouvriers étrangers*, par le général Cosseron de Villenoisy.

PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

				Pages
			1847	
Juin	19	France — Grande-Bretagne. Déclaration relative aux îles Huahine, Raiatea, Boralora.		64
			1878	
Février. . .	26	Grande-Bretagne. Lord Derby au marquis d'Harcourt (Hébrides)		65
			1879	
Juillet . . .	21	France. M. Waddington à M. Pothuau (Hébrides) . . .		65
Novembre .	24	M. Pothuau à M. Waddington (Hébrides).		66
			1880	
Juin. . . .	26	France. M. Jauréguiberry à M. de Freycinet (Hébrides). . .		66
—	—	M. de Freycinet à Lord Lyons (Hébrides).		66
Août. . . .	13	M. Jauréguiberry à M. Adams (Hébrides).		66
Novembre .	5	Grande-Bretagne. Lord Lyons à M. Barthélemy-Saint-Hilaire.		67
			1881	
Février. . .	11	Grande-Bretagne. Lord Lyons à M. Barthélemy-Saint-Hilaire (Hébrides).		68
—	28	France. M. Barthélemy-Saint-Hilaire à Lord Lyons (Hébrides)		68
Avril. . . .	21	Grande-Bretagne. Lord Lyons à M. Barthélemy-Saint-Hilaire (Hébrides).		68
			1883	
Août. . . .	27	Portugal — Suisse. Convention consulaire.		129
			1885	
Mars. . . .	18	Grande-Bretagne. Lord Lyons à M. de Freycinet (Hébrides)		69

		Pages
Juillet . . .	7 <i>France</i> . M. de Freycinet à M. Waddington (Hébrides).	69
—	10 <i>France — République Sud Africaine</i> . Traité de commerce.	41
—	— Déclaration pour la protection de la propriété industrielle	17
—	22 M. de Freycinet à M. Waddington (Hébrides).	69
Octobre . . .	24 <i>France</i> . M. de Freycinet à Lord Lyons (Hébrides).	150
1886		
Janvier . . .	9 <i>France</i> . M. de Freycinet à M. Waddington (Hébrides).	69
Février . . .	9 M. Waddington à M. de Freycinet (Hébrides).	70
Avril . . .	30 M. Waddington à M. de Freycinet (Hébrides).	70
Mai . . .	28 <i>Mexique</i> . Loi sur les étrangers.	207
Juin . . .	9 <i>France</i> . M. de Freycinet à M. Waddington (Hébrides).	71
—	13 Amiral Aube à Gouverneur Nouvelle-Calédonie	71
—	18 M. de Freycinet à M. Waddington (Hébrides).	71
—	— <i>France — Grande-Bretagne</i> . Convention sur colis-postaux	278
—	22 <i>France</i> . M. Waddington à M. de Freycinet (Hébrides).	72
Juillet . . .	6 M. Waddington à M. de Freycinet (Hébrides).	72
—	7 <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Rosebery à M. Waddington (Hébrides)	72
—	8 <i>France</i> . M. Waddington à M. de Freycinet.	72
—	15 M. de Freycinet à M. Waddington (Hébrides).	73
—	— Gouverneur Nouvelle-Calédonie à amiral Aube.	74
—	16 M. Waddington à M. de Freycinet (Hébrides).	73
—	18 M. de Freycinet à Lord Lyons (Hébrides)	74
—	20 M. Waddington à M. de Freycinet (Hébrides).	75
Août . . .	4 M. de Freycinet à M. Waddington (Hébrides).	75
—	7 M. Waddington à M. Freycinet (Hébrides).	75
—	14 M. Waddington à M. de Freycinet (Hébrides).	76
—	20 <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Iddesleigh à M. Waddington (Hébrides)	77
—	28 <i>France</i> . M. Waddington à M. de Freycinet (Hébrides).	76
—	— M. Waddington à Lord Iddesleigh (Hébrides).	78
Septembre .	5 <i>France</i> . M. de Freycinet à d'Aubigny (Hébrides).	135
—	6 M. d'Aubigny à M. de Freycinet (Hébrides).	135
—	9 M. d'Aubigny à M. de Freycinet.	136
—	12 M. de Freycinet à M. d'Aubigny (Hébrides).	136
—	14 M. d'Aubigny à M. de Freycinet (Hébrides).	134
Octobre . . .	22 <i>Grande-Bretagne</i> . Memorandum (Suez).	19
—	29 <i>France</i> . M. de Freycinet à M. Waddington (Hébrides).	137
Novembre .	6 M. Waddington à M. de Freycinet (Hébrides).	139
—	8 Memorandum (Suez)	21
—	9 M. de Freycinet à M. Waddington (Suez).	19
—	10 <i>Grande-Bretagne — Grèce</i> . Traité de navigation et commerce	5
—	26 <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Iddesleigh à M. Waddington (Hébrides)	141
—	27 <i>France</i> . M. de Freycinet à M. Waddington (Suez).	22
—	— <i>France — Mexique</i> . Traité d'amitié et de commerce.	257

		Pages
—	29 <i>France</i> . M. Waddington à M. de Freycinet (Hébrides).	140
—	30 M. Waddington à M. de Freycinet (Suez).	22
Décembre	1 <i>Allemagne — Autriche — Belgique — France</i> , etc. Déclaration relative à la protection des câbles.	276
—	10 <i>Italie</i> . Chambre des députés (Traité de commerce).	151
—	15 M. Menabrea à M. Flourens (Traité de commerce).	161
—	16 <i>France</i> . M. Flourens à M. Menabrea (Traité de commerce).	153
—	— M. Flourens à M. de Mouy (Traité de commerce).	153
—	18 M. de Mouy à Flourens (Traité de commerce).	154
—	20 <i>Italie</i> . M. Robilant à M. Menabrea (Traité de commerce).	154
1887		
Janvier	4 <i>France</i> . M. de Mouy à M. Flourens (Traité de commerce).	154
Mars	5 M. Waddington à M. Flourens (Suez).	23
—	16 M. Flourens à M. Waddington (Hébrides).	142
—	22 M. Waddington à M. Flourens (Hébrides).	144
Avril	6 M. de Mouy à M. Flourens (Traité de commerce).	155
Mai	4 M. Waddington à M. Flourens (Suez).	23
—	— M. Waddington à Lord Salisbury (Hébrides).	144
—	5 M. Flourens à M. Waddington (Suez).	24
—	10 M. Waddington à M. Flourens (Hébrides).	144
—	11 M. Waddington à M. Flourens.	24
—	14 M. Flourens à M. Waddington (Suez).	25
—	19 <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Salisbury à M. Waddington (Hébrides).	146
—	23 <i>France</i> . M. Waddington à M. Flourens (Hébrides).	146
Juin	26 M. Waddington à Lord Salisbury.	26
—	3 M. Waddington à M. Flourens (Suez).	26
—	7 M. Waddington à M. Flourens (Suez).	27
—	8 M. Flourens à M. Waddington (Hébrides).	147
—	10 M. de Mouy à M. Flourens (Traité commerce).	155
—	23 M. Waddington à M. Flourens.	27
—	— M. de Mouy à M. Flourens (Traité de commerce).	157
—	28 M. de Mouy à M. Flourens (Traité de commerce).	157
Juillet	9 <i>Italie</i> . Discours de M. Magliani.	159
—	10 <i>France</i> . M. de Mouy à M. Flourens (Traité de commerce).	159
—	10 <i>Italie</i> . M. de Piéto aux ambassadeurs à Paris et à Vienne.	108
—	18 <i>Angleterre</i> . Lord Salisbury à M. Waddington (Suez).	28
—	22 <i>France</i> . Projet de note (Suez).	29
—	— M. Waddington à M. Flourens (Suez).	28
—	24 M. Gérard à M. Flourens (Traité de commerce).	168
—	28 M. Flourens à M. Waddington (Suez).	30
Août	9 M. Flourens à M. Waddington (Suez).	31
—	12 M. Gérard à M. Flourens (Traité de commerce).	161
—	15 M. Flourens à M. Gérard.	161
—	18 <i>Italie</i> . M. Crispi à l'Ambassadeur à Paris.	162
—	19 <i>France</i> . M. Gérard à M. Flourens.	162

		Pages
—	— M. Gérard à M. Flourens.	162
—	— <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Salisbury à M. Waddington.	33
—	20 <i>France</i> . M. Waddington à M. Flourens (Suez).	32
—	22 M. de Crais à M. Flourens	163
—	— <i>Italie</i> . M. Crispi à l'Ambassadeur à Paris.	163
—	26 <i>France</i> . M. Flourens à M. Gérard.	163
—	30 M. Gérard à M. Flourens.	164
—	31 M. Flourens à M. Waddington (Suez)	35
Septembre .	2 M. Gérard à M. Flourens.	164
—	3 M. Waddington à Lord Salisbury (Suez)	36
—	4 Comte d'Aubigny à M. Flourens (Suez).	36
—	10 M. Flourens à M. Gérard.	165
—	— M. Flourens à M. Gérard.	165
—	12 <i>Italie</i> . M. Crispi à l'Ambassadeur à Paris	165
—	13 <i>France</i> . M. Gérard à M. Flourens.	166
—	17 M. Flourens à M. Gérard.	166
—	18 M. Gérard à M. Flourens.	167
—	21 M. Flourens à M. Gérard (Suez).	39
—	23 <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Salisbury à M. Egerton (Suez).	57
—	— Lord Salisbury à M. Egerton (Suez).	58
—	24 <i>France</i> . M. Gérard à M. Flourens (Suez).	41
—	— M. Gérard à M. Flourens.	167
Octobre . .	6 <i>Italie</i> . M. Ressmann à M. Crispi.	167
—	16 <i>France</i> . M. Gérard à M. Flourens.	168
—	21 <i>Grande-Bretagne</i> . M. Egerton à M. Flourens (Suez).	41
—	— Projet de convention annexe (Suez).	42
—	— Lord Salisbury à M. Egerton (Hébrides).	148
—	24 <i>France</i> . M. Flourens à M. Gérard (Suez).	45
—	25 M. Flourens à M. d'Aubigny (Suez).	45
—	— M. Flourens à M. Imbert (Suez).	45
—	— M. Flourens aux Ambassadeurs à Berlin, Madrid, Saint-Petersbourg, Vienne, La Haye (Suez).	46
—	28 M. Flourens à M. d'Aubigny (Suez).	46
—	— M. Flourens aux Ambassadeurs à Constantinople, Berlin, Madrid, Vienne, Saint-Petersbourg, Rome, La Haye (Suez).	46
—	— M. Flourens à M. Horric de Beaucaire (Suez).	46
—	29 M. Flourens à M. Gérard.	168
Novembre .	3 <i>Italie</i> . M. Catalain à Lord Salisbury (Suez).	61
—	4 <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Salisbury à M. Egerton (Suez).	62
—	5 <i>France</i> . M. Flourens à M. Egerton (Hébrides).	149
—	10 M. Flourens à M. de Montebello (Suez).	47
—	12 M. Flourens aux Ambassadeurs à Berlin, Saint-Peters- bourg, Vienne, La Haye, Rome (Suez).	48
—	13 <i>Grande-Bretagne</i> . Sir E. Malet à Lord Salisbury (Suez).	62
—	14 Lord Salisbury à Sir W. Whili (Suez).	63
—	16 <i>France</i> — <i>Grande-Bretagne</i> . Convention relative aux Nouvelles-Hébrides et Iles-sous-le-Vent.	150
—	17 M. Flourens aux Ambassadeurs à Constantinople, Vienne, Berlin, Saint-Petersbourg, Madrid, La Haye, Rome (Suez).	49
—	— M. Flourens à M. Waddington (Suez).	49
—	— <i>Pays-Bas</i> . M. Karrebeck à M. Legrand (Suez).	53
—	18 <i>France</i> . M. Gérard à M. Flourens (Suez).	52
—	— M. Flourens à M. Gérard (Suez).	52

		Pages
—	M. Gérard à M. Flourens (Suez).	52
—	M. Legrand à M. Flourens (Suez).	53
—	M. Flourens à M. Waddington (Suez).	54
—	19 M. Waddington à M. Flourens (Suez).	55
—	20 M. Flourens à M. Legrand (Suez).	55
—	21 <i>Belgique — Suisse</i> . Arrangements sur le service postal	133
—	— <i>France</i> . M. de Mouy à M. Flourens.	174
—	23 M. Flourens à M. de Mouy.	175
—	24 M. Camboz à M. Flourens.	55
—	— <i>Espagne</i> . M. Moret y Preudryast à M. Camboz (Suez).	56
—	25 <i>France</i> . M. Camboz à M. Flourens (Suez).	56
Décembre .	2 M. Legrand à M. Flourens (Suez).	56
—	— <i>Pays-Bas</i> . M. Karnebeck à M. Legrand (Suez).	57
—	7 <i>France</i> . M. Flourens à M. de Mouy.	180
—	— M. de Mouy à M. Flourens.	181
—	10 M. de Mouy à M. Flourens.	181
—	14 M. Flourens à M. de Mouy.	182
—	15 M. de Mouy à M. Flourens.	152
—	16 M. de Mouy à M. Flourens.	183
—	— <i>Italie</i> . M. Menabrea à M. Flourens.	183
—	17 <i>France</i> . M. Flourens à M. de Mouy.	184
—	18 M. de Mouy à M. Flourens.	184
—	19 <i>Italie</i> . M. Menabrea à M. Crispi.	185
—	22 <i>France</i> . M. Flourens à M. de Mouy.	185
—	23 M. de Mouy à M. Flourens.	186
—	24 M. Flourens à M. de Mouy.	186
—	— M. de Mouy à M. Flourens.	186
—	— M. Flourens à M. Teisserenc de Bort.	187
—	26 M. Flourens à M. de Mouy.	187
—	29 M. de Mouy à M. Flourens.	188
—	— <i>France — Italie</i> . Prorogation de traité.	188
—	31 <i>France</i> . M. de Mouy à M. Flourens.	189
—	— <i>France — Italie</i> . Traité procès-verbal n° 1.	297
—	— <i>Suisse</i> . Rapport au Conseil fédéral sur la gestion de 1887	307

1888

Janvier . .	2 <i>France</i> . M. de Mouy à M. Flourens.	189
—	— <i>France — Italie</i> . Traité procès-verbal n° 2.	302
—	6 <i>France</i> . M. Flourens à M. Menabrea.	189
—	— <i>Italie</i> . M. Menabrea à M. Flourens.	189
—	9 <i>France — Italie</i> . Traité, procès-verbal n° 3.	308
—	10 <i>France</i> . M. Teisserenc de Bort à M. Flourens.	190
—	13 M. Teisserenc de Bort à M. Flourens.	190
—	16 M. Teisserenc de Bort à M. Flourens.	191
—	17 M. Flourens à M. Teisserenc de Bort.	190
—	— M. Teisserenc de Bort à M. Flourens.	197
—	19 M. Teisserenc de Bort à M. Flourens.	197
—	24 M. Flourens à M. de Mouy.	197
—	— <i>Italie</i> . M. Menabrea à M. Crispi.	198
—	26 <i>France</i> . M. Flourens à M. de Mouy.	199
—	27 M. Flourens à M. de Mouy.	199
—	— M. de Mouy à M. Flourens.	200
—	28 M. Flourens à M. de Mouy.	201

			Pages
—	29	M. de Mouy à M. Flourens.	201
—	30	M. de Mouy à M. Flourens.	202
Février. . .	1	M. de Mouy à M. Flourens.	203
—	2	M. de Mouy à M. Flourens.	203
—	3	<i>Italie.</i> M. Crispi à M. de Mouy.	204
—	10	<i>France.</i> M. de Mouy à M. Flourens.	204
—	20	M. Flourens à M. Ménabréa (Traité de commerce).	282
—	22	<i>Italie.</i> M. Menabrea à M. Flourens.	293
—	26	<i>France.</i> M. Gérard à M. Flourens.	294
—	27	M. Flourens à M. Gérard.	294
—	28	<i>Italie.</i> M. Crispi à M. Manabrea.	294
Mars. . . .	1	<i>France.</i> M. Gérard à M. Flourens.	295
—	—	Loi sur la pêche en Algérie.	79
—	7	M. Flourens à M. de Mouy	296

Le Gérant : FÉCHOZ.

Arcis-sur-Aube, — Imprimerie LÉON FRÉMONT.